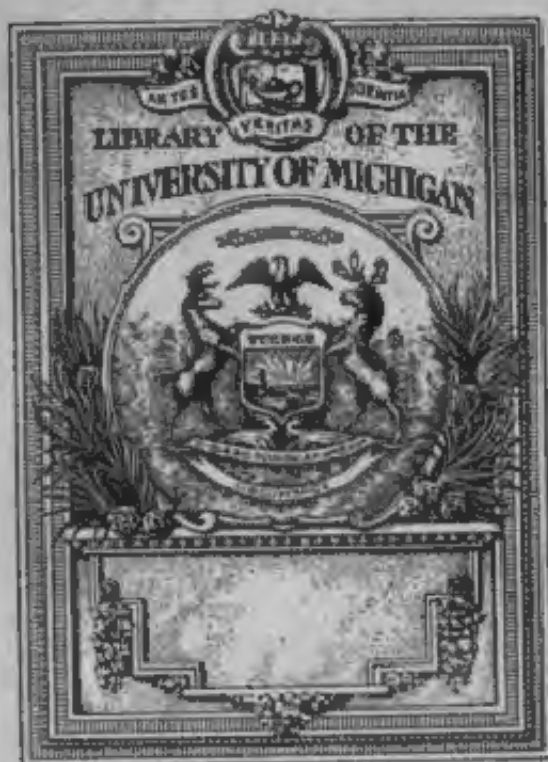


B 49747 9





GUILLAUME DU BELLAY

SEIGNEUR DE LANGEY

— 1491-1543 —

PARIS,

V.-L. BOURRILLY

Ancien élève de l'École normale supérieure.

Professeur d'histoire au lycée du Tonkin.

Docteur es-lettres.

PARIS

SOCIÉTÉ NOUVELLE DE LIBRAIRIE ET D'ÉDITION

(LIBRAIRIE GEORGES BELLAY).

173, RUE SAINT-JACQUES, 173 BISE.

—
1905

Tous droits réservés.

GUILLAUME DU BELLAY

SEIGNEUR DE LANGEY

(1491-1543)

DU MÊME AUTEUR

A LA MÊME LIBRAIRIE

Fragmente de la première Ogdoade latine de Guillaume du Bellay, Seigneur de Langey, publiés avec une introduction et des notes.

Un volume in-8° de XVIII-175 pages. . . . , 5 francs.





PORTRAIT DE GUILLAUME DU BELLAY
(Musée de Versailles)

GILLARD

STREET

DEPT. N



GUILLAUME DU BELLAY

SEIGNEUR DE LANGEY

— 1491-1543 —

PAR

V.-L. BOURRILLY, 1872 -

Ancien élève de l'École normale supérieure,

Professeur d'histoire au lycée de Toulon

Docteur ès-lettres.

PARIS

SOCIÉTÉ NOUVELLE DE LIBRAIRIE ET D'ÉDITION

(LIBRAIRIE GEORGES BELLAIS,

12, RUE GUYAS, 5^e ARR^e)

—
1905

Tous droits réservés

AVANT-PROPOS

Les différents historiens modernes qui ont eu à s'occuper du règne de François I^{er} ont exprimé le regret que parmi les serviteurs du Roi, les frères du Bellay n'aient encore été l'objet d'aucune étude particulière ¹. C'est cette lacune que nous avons entrepris de combler, dans la mesure de nos forces, et du moins en ce qui concerne Guillaume du Bellay ².

Nous nous sommes attaché exclusivement à établir sur des bases solides la biographie du seigneur de Langey. Notre étude est avant tout une contribution à l'histoire pontique du règne de François I^{er}. Nous n'avons fait d'incursions dans le domaine de l'histoire générale, qu'autant que cela était indispensable pour mieux comprendre l'activité de notre personnage et en apprécier plus justement le rôle. De propos délibéré, nous nous sommes renfermé dans les cadres strictement limités d'une monographie.

Même réduit à ces modestes proportions, un travail de ce genre, pour être conduit à bonne fin, exige la collaboration de beaucoup de bonnes volontés. Nous sommes heureux de remercier ici tous ceux qui nous ont aidé de leurs conseils et fourni

¹ Nul ne l'a fait en termes plus formels que H. Baumgarten, *Steidans Briefwechsel*, p. xiv, n. 3, et *Geschichte Karls V.*, III, introduction, p. xiii et xiv.

² Une biographie de Jean du Bellay sortira de la publication de la *Correspondance politique* de ce personnage, entreprise sous les auspices de la *Société des Archives de l'histoire religieuse de la France*.

un précieux secours. D'abord nos maîtres, notamment M. Gabriel Monod, que notre sujet intéressait particulièrement, et M. Léon-G. Pélissier, professeur à la Faculté des lettres de l'Université de Montpellier, qui le premier nous a communiqué son goût pour les choses du xvi^e siècle. Nous avons trouvé dans tous les dépôts où nous avons eu à faire des recherches le concours le plus empressé. Nous serions cependant ingrat si nous n'adressions pas l'expression spéciale de notre gratitude à MM. Gustave Macon, conservateur du musée Condé, à Chantilly; A. Tausserat-Radel, sous-chef du bureau historique au ministère des Affaires étrangères et N. Weiss, secrétaire de la Société de l'histoire du Protestantisme français pour l'obligeance inépuisable qu'ils nous ont témoignée. M. Baux, de Lyon, a bien voulu se charger de faire pour nous des recherches aux Archives de cette ville.

Enfin, nos amis Gaston Brière, attaché au Musée de Versailles, Pierre Caron, archiviste aux Archives nationales, Emile Haguenin, professeur de littérature française à l'Université de Berlin, et Jules Isaac, professeur d'histoire au lycée de Sens, nous ont fait largement profiter de leur expérience et ne nous ont pas ménagé les renseignements. Il nous est agréable de pouvoir les assurer de notre reconnaissance au seuil de ce travail

BIBLIOGRAPHIE

Avant d'entamer l'exposé de la vie de Guillaume du Bellay, il convient d'indiquer les matériaux dont nous nous sommes servi. Nous passerons successivement en revue les différentes sources imprimées et manuscrites auxquelles nous avons puisé et les ouvrages que nous avons consultés.

LES SOURCES

I. Sources Imprimées.

1^{re} Répertoires généraux biographiques ou bibliographiques.

ANSELME (Le P.). — *Histoire généalogique et chronologique de la maison royale de France*. — Paris, 1726. 9 vol. in fol.

Catalogue des Actes de François I^{er} (publié par l'Académie des Sciences morales et politiques). — Paris, 1887-1896, 7 vol. in-4^e.

LANGLOIS (Ch. V.) et H. STEIN. — *Les Archives de l'Histoire de France*. — Paris, 1891. in-8^e.

LELONG (Le P.). — *Bibliothèque historique de la France*. Ed. Fevret de Fontette. — Paris, 1768-1778, 5 vol. in-fol.

RENOUARD (A.). — *Annales de l'imprimerie des Estienne*. — Paris, 1843, in-8^e.

RENOUARD (Ph.). — *Bibliographie des éditions de Simon de Colines (1520-1546)*. — Paris, 1894, in-8^e.

2^e Œuvres de Guillaume du Bellay :

Guillelmi da Bellay Peregrinatio humana ; item de Beatissimæ Virginis Mariæ Nativitate elegia, de Domine Annuntiatione sapphicum carmen, de capessenda virtute sapphicum

carmen ; de Venere et avericia asclepiadum carmen ; ad Sanctam Genovesam ode dicola distrophon. — Parisiis, Nicolaus de Prato pro Egidio Gourmont, MDIX, idibus junii, in-4°

Exemplaria Literaria quibus et Christianissimus Rex Franciscus ab adversariorum maledictis defenditur ; et controversiarum causae ex quibus bella hodie inter ipsum et Carolum Quintum Imperatorem emeruerunt, explicantur, unde ab utroque sit jus aequumque lector prudens perfacile deprehendet quarum catalogum sequens pagella indicabit. Parisiis, ex officina Rob. Steuchani, MDXXXVII, in-8°.

Epitome de l'antiquité des Gaules et de France par feu messire Guillaume du Bellay, seigneur de Langey, chevalier de l'ordre du Roy et son lieutenant général en Piedmont. — Paris, Vincent Sertenas, 1556, in-4°.

Les Mémoires de messire Martin du Bellay, contenant le discours de plusieurs choses advenues au royaume de France depuis l'an 1513 jusques au trepas de François I^{er}, auxquels l'auteur a inséré trois livres et quelques fragmens des Ogdoades de messire Guillaume du Bellay, seigneur de Langey, son frère

Paris, P. L'Huilier, 1569, in-fol.

Fragments de la première Ogdoad latine de Guillaume du Bellay, seigneur de Langey, publiés avec une introduction et des notes par V.-L. Bourrilly — Paris, 1894, in-8°¹

2^o Œuvres d'humanistes contemporains de Guillaume du Bellay

Guilelmi Bigoli, Lavallensis, Somnium ad Guilielmum Bellaium Languem Mæcenatam suum — Parisiis sub signo Farcharii, in vico novo Nostre Domine anno domini MDXXXVII, in-8°.

Guilelmi Bigoli Christianæ philosophiæ Præludium. — Tolosæ, ex prælo Guidonis Boudevillan, MDXXXVIII, in-4°.

Salmonii Macrini Juliodunensis, Carminum libri quatuor ad Hlermum Bellaium cognomento Languem. — Parisiis, apud Simonem Colnæum, 1530, in-8°.

Salmonii Macrini Lyricorum libri duo ; Epithalamiorum liber unus. — Paris, Girard Morrhuis, 1531, in-8°.

Salmonii Macrini Odarum libri sex ad Franciscum Regem

¹ Au sujet des *Symagèmes* et des instructions sur le fait de la guerre voir livre IV chapitre iv, §. vii. *in fine*

Regum potentissimum invictissimumque. — Lugduni, Seb. Gryphus, anno MDXXXVII, in-8°.

Salmonii Macrini Hymnorum libri sex ad Jo. Bellaium S. R. E. cardinalem amplissimum. — Parisiis, ex officina Roberti Stephani, MDXXXVII, in-8°.

Salmonii Macrini Hymnorum selectorum libri tres ad illustrissimum Principem Jo. Lotharingium cardinalem amplissimum. — Parisiis, ex officina Roberti Stephani, MDXL, in-8°.

Salmonii Macrini Odarum libri tres ad P. Castellatum Pontificem Matisconem. — Jo. Bellai cardinalis amplissimi *Poemata aliquot elegantissima ad eundem Matisconem Pontificem.* — Parisiis, ex officina Rob. Stephani, MDLVI, in-8°.

Salmonii Macrini Epitome vitæ Domini nostri Jesu-Christi ad Margaritam Valesiam Henrici Francorum Regis sororem unican. — Parisiis, ex typographia Matthæi Davidis..., 1549, in-8°.

Sadoleti Jacobi Cardinalis Opera quæ exstant omnia. — Vérone, 1737, 4 vol. in-4°.

4° Recueils de documents traités, correspondances diplomatiques, etc. :

ALBERI — *Le Relazioni degli Ambasciatori Veneti al Senato durante il secolo decimo sesto.* (Tomes I, II et IV). — Firenze, 1839 et années suiv., in-8°.

ARGENTRÉ (Du Plessis d'). — *Collectio judiciorum de novis erroribus.* — Paris, 1724-1731, 3 vol. in-fol.

BALAN (P.). — *Monumenti sæculi XVI historiam illustrantia. I Clementis VII epistolæ per Sadoletum scriptæ.* — Aniponte 1885, in-8°.

BAUMGARTEN (HERMANN). — *Sleidans Briefwechsel.* — Straßburg, 1881, in-8°.

BRADFORD (W.). — *Correspondence of the Emperor Charles V and his ambassadors at the Courts of England and France.* — London, 1850, in-8°.

BREWER (J. S.), J. GAIRDNER and R. H. BRODIE — *Letters and Papers foreign and domestic of the reign of Henry VIII preserved in the Public Record office, the British Museum and elsewhere in England.* (Tomes IV à XVIII, 1524 à 1543). — London, 1870 et années suiv., in-4°.

BROWN (RAWDON). — *Calendar of State Papers and manuscript relating to english affairs existing in the archives and*

collections of Venice and in otherr libraries of northern Italy (Tomes III à V). — London, 1868-73, in-4°

BULÆIUS [DU BOLLAY]. — *Historia Universitatis Parisiensis*. (Tome VI). — Paris, 1673, in-fol.

CAMUZAT (N.). — *Mélanges historiques. ou recueil de plusieurs ades, traittes lettres missives et autres mémoires qui peuvent servir en la déduction de l'histoire depuis l'ann 1390 junques à l'an 1580.* — Troyes, 1616, in-12.

CANESTRINI VOIR DESJARDINS

CHAMPOLLION-FIGEAC (A.). — *Captivité du roi François I^{er}.* — Paris, 1847, in-4° (Collection des Documents inédits)

CHARRIERE (h.). — *Négociations de la France dans le Levant.* (Tome I^{er}). — Paris, 1848, in-4° (Collection des Documents inédits).

Corpus Reformatorum. Ph. Melancthonis opera Ed. Bretschneider (Tomes II et III). — Braunschweig, 1834-1840.

DELSLE (L.). — *Notice sur un registre des procès-verbaux de la Faculté de théologie de Paris pendant les années 1505 à 1511* — Paris, 1819, in-4°

DESJARDINS (A.) et G. CANESTRINI — *Négociations diplomatiques de la France avec la Toscane.* (Tomes II et III). — Paris, 1869 et années suiv., in-4° (Collection des Documents inédits).

DUMONT (J.). — *Corps universel diplomatique.* (Tome IV). — Amsterdam, 1726-1731, in-fol.

ENERS (St.). — *Rheinische Dokumente zur Geschichte der Ehescheidung Heinrichs VIII von England.* — Paderborn, 1893, in-8°.

Kidgenossischen Abschiede Antliche Sammlung der altern (Tome IV). — Luzern, 1878, in-4°

FRIEDENBURG (W.). — *Nuntiatenberichte aus Deutschland nebst ergänzenden Actenstücken. Nuntiaten des Vergorio (1533-1536).* — Gotha, 1892, in-8°.

GAYANGON (Pascual de). — *Calendar of letters, despatches and State papers relating to the negotiations between England and Spain preserved in the Archives at Simancas and elsewhere.* (Tomes III à VI, 1525-1543). — London, 1873 et années suiv., in-4°.

GÉNIN. — *Lettres de Marguerite d'Angoulême (1521-1559).* — *Nouvelles Lettres* — Paris, 1841-42, 2 vol in-8° (Société d'Histoire de France).

GUICCIARDINI — *Opere inedite.* (Tomes IV et V correspondance de 1526 à 1527). — Firenze, 1863, in-8°.

HAMY (Le P. A.). — *Entrevue de François I^{er} avec Henry VIII*

à Boulogne-sur-Mer en 1532. Intervention de la France dans l'affaire du divorce, d'après un grand nombre de documents inédits. — Paris, 1898, in-8°.

HERMINJARD (A.). — *Correspondance des réformateurs dans les pays de langue française.* — Genève et Paris, 1866-1897, 9 vol. in-8°.

KAULER (J.), avec la collaboration de L. FARGES et G. LEBÈVRE-PONTALIS. — *Correspondance politique de M.M. de Castillon et de Marillac, ambassadeurs de France en Angleterre (1537-1542).* — Paris, 1885, in-8°.

LA CROIX DU MAINE et DU VERDIER. — *Bibliothèque française* Ed. Rigoley de Juvigny. — Paris, 1772-1773, 6 vol. in-4°.

LAEMMER. — *Monumenta Vaticana historiam ecclesiasticam saeculi XVI illustrantia.* — Freiburg-in-Brisgau, 1861, in-8°.

LANZ (H.). — *Correspondenz des Kaisers Karl V.* — Leipzig, 1844-1846, 3 vol. in-8°.

LE GLAY (A.). — *Négociations diplomatiques entre la France et l'Autriche durant les trente premières années du XVI^e siècle.* (Tome II). — Paris, 1845, in-4° (Collection des Documents inédits).

LE GRAND. — *Histoire du divorce de Henri VIII, roi d'Angleterre, et de Catherine d'Aragon* (Tome III. Preuves). — Paris, 1688, in-12.

LENZ (MAX). — *Briefwechsel Landgraf Philipp des Grossmüthigen von Hessen mit Bucer* (Tome I^{er}). — Leipzig, 1880, in-8°.

MUFFAT (K. A.). — *Correspondenz und Actenstücke zur Geschichte der politischen Verhältnisse der Herzoge Wilhelm und Ludwig von Bayern.* (Tome IV). — München, 1857, in-8°.

RIBIER (G.). — *Lettres et mémoires d'Etat des roys, princes et ambassadeurs, sous les règnes de François I^{er} et de Henry II (1537-1559).* (Tome 1^{er}). — Paris, 1666, in-fol.

HYMER. — *Acta et Fœdera.* 3^e éd. (Tome VI). — La Haye, 1739-1745, 10 vol. in-fol.

SANUTO (MARINO). — *I Diarii.* (Tome XL sqq.). — Venezia, 1899 et années suiv., in-4°.

State Papers, published under the authority of Her Majesty's Commission (Tome VII). — London, 1849, in-4°.

STUMPF (A. S.). — *Bayerns politische Geschichte.* Tome I^{er}, avec documents). — München, 1816, in-8°.

TAUSSERAT-RADEL (Alexandre). — *Correspondance politique de Guillaume Pellicier, ambassadeur de France à Venise (1540-1542).* — Paris, 1900, in-8°.

TOMMASO (N.). — *Relations des ambassadeurs vénitiens sur les affaires de France au XVI^e siècle*. Paris, 1838, 2 vol in-4^e (Collection des Documents inédits).

WZIES (Ch.). — *Papiers d'Etat du cardinal de Granvelle (1516-1565)*. (Tomes I et II). — Paris, 1842-1852, in-4^e (Collection des Documents inédits).

WINCKELMANN (O.). — *Politische Correspondenz der Stadt Strassburg im Zeitalter der Reformation*. (Tomes II et III). — Strassburg, 1887-1898, in-8^e.

5^e Sources narratives :

Œuvres complètes de Pierre de Bourdelle, seigneur de Brantôme Ed. L. Lalanne. — Paris, 1864-1882 11 vol in-8^e (Société de l'Histoire de France).

Cronique du roy François premier de ce nom (1515-1542). Ed. A. Guiffrey. — Paris, 1868, in-8^e.

Journal d'un Bourgeois de Paris sous le règne de François I^{er} (1515-1536). Ed. L. Lalanne — Paris 1854, in-8^e (Société de l'Histoire de France).

Commentaires et lettres de Blaise de Montluc (1521-1576). Ed. A. de Ruble. — Paris, 1864-72, 5 vol. in-8^e (Société de l'Histoire de France).

6^e Histoires contemporaines ayant la valeur de sources :

BEAUCATRE (Fr.). — *Rerum Gallicarum Commentarii ab anno Christi MCCCCLXI ad annum MDLXXX* — Lugduni, 1625, in-fol.

GEICCIARDINI (F.). — *Istoria d'Italia*. (Tome IX). — Milano, 1803, in-8^e.

JOYE (Paul). — *Historiarum sui temporis*. — Florentie, 1550-1552, in-fol.

LE FERRON (Arnoul). — *De rebus gestis Gallorum libri IX ad historiam Pauli Æmylii adducti*. — Lutetiae, 1550, in-8^e.

PARADIN (G.). — *Memorie nostræ libri quatuor*. — Lugduni, 1558, in-4^e.

Joannis Seidani *De statu religionis et reipublicæ Carolo Quinto Cæsare Commentarii*. — Francfurt-am-Mein, 1785. 3 vol. in-8^e.

II. Sources Manuscrites

Ce sont les plus considérables et les plus importantes, mais elles sont loin d'être complètes et surtout elles sont très dispersées. La raison en est principalement dans la façon dont on conservait au xvr^e siècle les documents d'archives et en particulier les correspondances diplomatiques. Les lettres officielles que recevait chaque personnage important étaient sa propriété¹ : il les gardait comme il gardait les minutes de celles qu'il écrivait. Sans doute on voit François I^{er} à la mort de certains de ses serviteurs, un Robert², un Duprat³, un Jean des Pins⁴, un Poyet⁵ par exemple, faire dresser l'inventaire de leurs papiers, mais il est difficile de dire s'il alla jusqu'à les faire rassembler et mettre en lieu sûr. En tout cas, si la précaution fut prise, elle fut inutile, car il n'est pas resté grand chose des documents mentionnés dans les catalogues qui nous sont parvenus⁶. Biens domestiques, exposés par suite à toutes les vicissitudes des héritages, tous ces papiers étaient condamnés à la dispersion et avaient plus de chances d'être perdus que de se conserver.

Les papiers de Guillaume du Bellay eurent un sort plus déplorable encore : ils furent en grande partie pillés au moment de sa mort en janvier 1543⁷. Il n'en resta que des débris entre les mains

1. « C'était presque chose d'honneur, c'était un bien meuble, une possession privée. » A. Bechet, *Histoire de l'épée des Archives des Affaires étrangères*, Paris, 1873, p. 8.

2. B. N., fr. 5637, f. 378, et Minut. Coade, série L, vol. XV, f. 151 : Lettres de Rochefort et de Longuejume à Montmorency. Date 23 décembre 1537. — Copie de l'inventaire, Arch. Nat., J 964, n° 1. — Voir sur ce sujet R. Bonaffé, *Les Collections de l'ancienne France*, Paris, 1873.

3. François I^{er} à Poyet, Balma, 3 août 1535, B. N., Dupuy 581, f. 93. Les copies de l'inventaire sont nombreuses. *Ibid.*, Dupuy 726, f. 118 et 119, et 677, L 171-176; fr. 2038, f. 132, 136.

4. Arch. Nat., J 964, 14²¹, mandement du trésorier de l'Épargne de payer à Melin de Saint-Gela 30 écus à lui ordonnés « pour aller et retourner en diligence de la ville de Montpellier en celle de Tholose pour faire des livres estans de la librairie du feu drapeau de Rieux Jean de Pins » et aussi pour recouvrer quelques papiers qui estoient en sa possession concernant les affaires dudit seigneur. » (décembre 1537).

5. B. N., fr. 2037, f. 4, 7344, L 320. — Ribier, *Lettres et mémoires d'Etat*, t. 1, p. 361, d'après B. N., fr. 2080, f. 55, et 2010, f. 34.

6. Cependant une partie des papiers de Poyet se trouve aux Archives Nationales, J 964-968.

7. Voir plus loin livre IV, chapitre VI, § 11.

de ses frères Jean et Martin¹. La fille unique de Martin ayant hérité de ses deux oncles, tous les biens de la famille furent concentrés entre ses mains et celles de son mari, René du Bellay, baron de la Lande. Nous avons un extrait de l'inventaire qui fut dressé lors de la mort de ce dernier, au château de Gâtigny le 26 juin 1606. On y mentionne : « ung... coffre de babut où y a plusieurs sacs concernant la succession de defunct messire Guillaume du Bellay et autres titres de la maison... ung coffre où se trouvent les denraysons faictes par son monseigneur le cardinal du Bellay, les lettres d'Etat de defunct messire Guillaume et Martin du Bellay des gouvernements qu'ils ont eus en Piedmont, Picardie et Normandie... un sacq qui concerne beaucoup de choses qu'ils ont maniées esdits gouvernements »². Le renseignement est malheureusement des plus vagues : nous est difficile de nous faire une idée exacte de ce que la famille possédait au juste à ce moment. Nous pouvons seulement estimer que c'était peu de chose. À la fin du xvi^e siècle c'était bien moins encore, car dans une lettre à Clairambault cadet, M. du Bellay l'informe qu'il n'a seulement seize dépêches de Langcy et peut-être une centaine du cardinal³. C'était tout ce qui lui restait.

Où donc était passé cette correspondance ? Il nous est absolument impossible de la suivre à la trace. La Croix du Maine parle d'ouvrages de Guillaume du Bellay qui auraient été en sa possession, il y en aurait eu également dans le cabinet de M. de Mesmes⁴. Mais outre que cet auteur est sujet à caution (nul n'a entassé plus d'erreurs dans les quelques pages qu'il a consacrées à Langcy) il semble bien qu'il s'agisse de copies et non d'originaux. Au xvi^e siècle, il ne forme quelques recueils de lettres, dont il est malaisé de discerner l'origine. Bèthune trouve dans les papiers de Montmorency la matière de plusieurs volumes de dépêches adressées par les deux frères au grand maître et connétable⁵.

1. Jean avait entre les mains, vers 1545, une partie au moins des papiers de son frère aîné au Piémont. Voir B. N., fr. 5180, f. 80, Jean du Bellay au chancelier, Saint-Maur, 10 oct. 1545.

2. M. de Saint-Yreant, *À propos d'inventaires mobiliers dans quelques châteaux du Perche aux XVI^e et XVII^e siècles*, dans le *Bulletin de la Société archéologique scientifique et littéraire du Vendémois*, 1906, XXXII, p. 32-36.

3. B. N., Clairambault 329, f. 11-16, 130.

4. La Croix du Maine, *Bibliothèque française*, ed. Rigoley de Juvigny, I, p. 308-311. — Sur Henri de Mesmes, voir L. Delisle, *Le cabinet des manuscrits de la Bibliothèque impériale*, I, p. 387.

5. A la Bibliothèque Nationale 32 253, et sq. Cf. L. Delisle, *op. cit.*, I, p. 385-386.

Les frères Dupuy recueillent des fragments importants des papiers de Jean, de Guillaume et de René ¹. Colbert fait faire des copies sur les originaux de Bèthune et de Dupuy et sur d'autres que nous ne possédons plus ². Mais c'est Philippe de la Mare qui a le mérite d'en avoir rassemblé la masse la plus considérable : la plus grande partie de la correspondance de Jean et de Guillaume se rencontre aujourd'hui dans les volumes qui vinrent de la bibliothèque de Philippe de la Mare dans celle du Roi après avoir passé par les mains de Pevret de Fontette ³. C'est ainsi qu'après bien des péripéties, les papiers des du Bellay devinrent propriété de l'État. Mais il s'en faut qu'ils soient tous concentrés en un même lieu. Comme la plupart des documents du xvi^e siècle, ils sont dispersés un peu partout et il nous faut passer en revue les divers dépôts. Nous indiquerons en même temps les autres documents inédits que chacun d'eux nous a fournis.

C'est sans contredit la Bibliothèque Nationale qui est la plus riche. Le fonds français renferme plusieurs volumes entièrement constitués par les dépêches de Guillaume et de Jean ⁴. Nous y avons également trouvé de nombreuses dépêches d'autres agents diplomatiques ou chefs d'armées, de Nicolas Ramez par exemple ⁵ de M. de Humières ⁶, indépendamment de celles du Roi, de Montmorency et des secrétaires royaux, Breton, Robertet, etc. — Le fonds Dupuy contient un volume rempli de lettres des frères du Bellay : dans plusieurs autres sont des débris de la correspondance de Guillaume et surtout de Jean ⁷. Nous avons aussi dépouillé les volumes qui renferment des dépêches du sieur de Carpi, de Fran-

1. Tel le volume 888 qui est entièrement rempli, à deux exceptions près, par des lettres de Guillaume, Jean et René.

2. Par exemple, Cinq cents Colbert, vol. 622.

3. Sur Philippe de la Mare, voir L. Delisle, *op. cit.* I, p. 381-384. Provenant du fonds de La Mare (en ms. fr. 5152-5155 (correspondance de Guillaume du Bellay), 5145-5154, 10483, 3024, lat. 8584, 8588-9 (correspondance de Jean du Bellay). — Pour ce qui concerne plus spécialement les papiers de Jean du Bellay, il faudrait encore mentionner Gauguier qui en forme avec les papiers d'autres personnages, une collection aujourd'hui à la Bibliothèque Nationale, fr. 20525, 20440, 20446-8, 20451, 20456, 20642-3, 20646. — Sur l'origine de cette collection, voir L. Delisle, *op. cit.* I, p. 323, 347-349.

4. Notamment les volumes 3040, 3079, 3080, 3084, 3158-3159, 1731, etc.

5. Volumes 3084, 3089.

6. Volumes 3088, 3090, 3093, 3095-3098, 3099.

7. Le volume 389 (et copies dans le ms. fr. 29731). Le Catalogue, rédigé par M. Léon Dorez, permet de s'orienter avec facilité dans cette collection.

çois de Dinteville, etc. Dans le fonds Moreau, un volume seulement présentait un intérêt pour nous, le n° 774, qui renferme la lettre de Guillaume du Bellay à l'amiral Chabot de Brion sur la prise de Rome. Dans les Pièces originales, nous avons consulté non seulement les dossiers relatifs aux du Bellay¹ mais encore ceux qui ont trait aux principaux personnages dont nous avions à nous occuper. Enfin nous avons utilisé les copies du fonds Clairambault² pour la révision des documents pris dans le fonds français et nous y avons trouvé en outre quelques originaux assez importants.

Les Archives Nationales nous ont également fourni une foule de documents de première importance. Nous avons particulièrement utilisé dans la série J les cartons 921-923, relatifs aux affaires d'Angleterre de 1536 à 1537, — 920 à 922, qui contiennent les acquits sur l'Épargne de 1530 à 1539, — 943 à 968, remplis de dépêches de Montmorency, du cardinal de Tournon, Jean du Bellay, etc., qui proviennent en majeure partie du chancelier Poyet. Les cartons 991 à 994 ont trait à l'Italie, et le carton 993 est infiniment précieux pour la connaissance du Piémont au début de l'occupation française : on y trouve notamment les rapports et les procès-verbaux de la commission d'enquête qui y fut envoyée à la fin de 1538. Dans la série K les cartons 1481 à 1484, formés des papiers enlevés à Simancas sous le Premier Empire, renferment les originaux des lettres du P. Garay et des fragments de Correspondance diplomatique entre le roi de France et l'Empereur pour les années 1536 et suivantes.

Les Archives du Ministère des Affaires étrangères ne présentent, pour le sujet qui nous occupe, que des copies³, mais elles sont de première importance quoique défectueuses, car les originaux en sont perdus. Le tome III de la *Correspondance politique, Allemagne*, contient la copie faite sur les minutes, des dépêches de Langoy lors de sa mission en Bavière (1533-1534) et en juin-octobre 1543 — au tome 353 des *Mémoires et documents* se trouve une copie d'un fragment d'*Ogdoade*, l'ébauche de l'histoire des années 1531 à 1533. Ces deux manuscrits ont des analogies d'écriture très marquées avec les manuscrits de la Bibliothèque nationale, fr. 5499 copié également sur les minutes des dépêches de Jean du Bellay, et lat. 5976, reproduction des premiers livres de la première

1. Pièces originales, vol. 271-272.

2. Vol. 287 sqq.

3. Sauf l'original de la lettre de Guillaume du Bellay à Jean de Morel, *Mémoires et documents, France*, vol. 1876.

(sigla de latine Ils sont évidemment de la même famille et ont été écrits avant la fin du XVI^e siècle.

La Bibliothèque de l'Institut ne nous a fourni qu'une pièce intéressante, l'original des instructions données aux membres de la commission d'enquête de 1538¹. A la Bibliothèque Sainte-Geneviève, nous avons trouvé une bonne copie manuscrite de l'*Histoire généalogique* de la famille du Bellay composée au début du XVII^e siècle par Trincant². Nous avons été plus heureux à Chantilly, au Musée Condé, où nous avons dépouillé les six volumes de lettres adressés à Montmorency de 1536 à 1543, que Béthune avait laissés de côté³.

A l'étranger, ce sont les dépôts anglais où nous avons eu le plus à puiser. Les recueils des *Calendars* et des *Letters and Papers* nous ont servi de guide; nous avons fait vérifier ou prendre copie des documents les plus importants. Nous avons fait de même au Staatsarchiv de Marburg (Hesse), où l'on rencontre un certain nombre de pièces importantes pour éclairer les rapports de François I^{er} avec le landgrave Philippe. A Turin, les volumes de la « *Raccolta Balbo* » relative à l'histoire de France ne renferment que des copies des manuscrits de Béthune (Bibl. Nat., fr. 2935 à 3097). Le document le plus important est le volume 3 des *Comptes des Trésoriers de France dans le marquisat de Saluces* : les pièces s'en rapportent aux années 1538 et 1539 et le dépouillement en a été fait pour le *Catalogue des actes*⁴.

Tels sont les principaux dépôts où nous avons été conduit à faire des recherches et, d'une façon générale, les travaux que nous y avons faits⁵. Pour des indications plus détaillées et plus précises, nous nous permettons de renvoyer aux notes infrapaginales de notre travail.

1. Fonds Godfrey, vol. 26, f. 38-40. — Au vol. 255, on a une copie de la lettre de Méanochios à Guillaume du Bellay du 1^{er} août 1534.

2. *Manuscrit* 527.

3. Nous y avons trouvé 10 lettres de Guillaume et 25 de Jean du Bellay.

4. Voir P. M. Perrot, *Notes sur les actes de François I^{er} conservés dans les archives de Turin, Milan, Gênes, Florence et Mantoue*, Paris, 1889, in-8.

5. Au total, nous avons recueilli environ trois cents lettres de Guillaume du Bellay, dont une centaine adressées à Montmorency et cinquante à François I^{er} et près de deux cents lettres à lui adressées.

LES OUVRAGES

Les principaux ouvrages que nous avons consultés avec profit sont les suivants :

1^{re} Ouvrages généraux.

BAUMGARTEN (Hermann). — *Geschichte Karls V.* — Stuttgart, 1885-1892, 3 vol. in-8^e.

BEZOLD (Von). — *Geschichte der deutschen Reformation* — Berlin, 1886, in-8^e (Collection Oncken).

BREWSTER (J. S.) et J. GARDNER. — *The reign of Henry VIII from his accession to the death of Wolsey.* London, 1884, 2 vol. in-8^e.

BOCHOLTZ (F. B. von). — *Geschichte der Regierung Ferdinand des Ersten* — Wien, 1831-1838, 9 vol. in-8^e (les vol III et IX, Documents).

JANSEN (Jean). — *L'Allemagne et la Réforme.* Trad. Paris. (Tome II). — Paris, 1892, in-8^e.

LAVISSE (Ernest). — *Histoire de France* Tome V (en deux parties), par Henry LEMONNIER — Paris, 1903-1904, 2 vol. in-4^e.

LEVA (G. de). — *Storia documentata di Carlo Quinto in relazione all'Italia.* (Tomes I à IV). — Venezia e Padua, 1863-1881, 4 vol. in-8^e.

MIGNET (Fr.). — *Rivalité de François I^{er} et de Charles-Quint.* — Paris, 1870, 2 vol. in-8^e.

RANKE (L. von). — *Deutsche Geschichte im Zeitalter der Reformation* — Berlin, 1843, 6 vol. in-8^e.

ROMMEL (Ch. von). — *Geschichte von Hessen.* — Giessen, 1830, 3 vol. in-8^e.

ROTT (Ed.). — *Histoire de la représentation diplomatique de la France auprès des cantons suisses, de leurs alliés et de leurs confédérés.* (Tome I^{er}, 1430-1559). — Berne et Paris, 1900, in-4^e.

STALIN (Ch. F. von). — *Geschichte Bayerns.* (Tome IV). — Stuttgart, 1893.

2^e Monographies. ¹.

BALAN (P.). — *Clemente VII e l'Italia de suoi tempi.* — Milano, 1887, in-8^e.

¹ Nous avons laissé de côté les articles de revues, dont on trouvera l'indication en note dans le corps de l'ouvrage.

- CHAMARD (H.). — *Joachim du Bellay*. — Lille, 1900, in-8°.
- CAPASSO (C.). — *La politica di papa Paolo III e l'Italia*. (Tome I.). — Camerino, 1901, in-8°.
- COPLEY-CHRISTIE (R.). — *Etienne Dolet, le martyr de la Renaissance*. Trad. C. Stryienski. — Paris, 1886, in-8°.
- DECRON (N.). — *Anne de Montmorency, grand maître et connétable de France à la cour, aux armées et au conseil du roi François I^{er}*. — Paris, 1885, in-8°.
- FRIEDMANN (P.). — *Anna Boleyn*. — London, 1884, 2 vol. in-8°. — Trad. par Lugué-Philippon et Dauphin Meunier, Paris, 1902, 2 vol. in-8°.
- FÉRET (Abbé P.). — *La Faculté de théologie de Paris et ses docteurs les plus célèbres. Époque moderne XVI^e siècle, T. I^{er} : Phases historiques*. — Paris, 1900, in-8°.
- GAUFREY (M.-J.). — *Claude Baduel et la réforme des études au XVI^e siècle*. — Paris, 1880, in-8°.
- GUMBAL (G.). — *De Joannis Boyssonnei vita*. — Toulouse, 1863, in-8°.
- HAUREAU (B.). — *Histoire littéraire du Maine* 2^e éd. — Paris, 1872 et années suiv., 10 vol. in-12.
- HAUVETTE (H.). — *Luigi Alamanni*. — Paris, 1903, in-8°.
- HEULHARD (A.). — *Robertois ses voyages en Italie*. — Paris, 1891, in-4°.
- HEULHARD (A.). — *Villegagnon, roi d'Amérique*. — Paris, 1897, in-4°.
- HEYD (L.-F.). — *Ulrich Herzog zu Württemberg*. — Tübingen, 1841-44, 3 vol. in-8°.
- JACQUETON (G.). — *La politique extérieure de Louise de Savoie*. — Paris, 1892, in-8°.
- LEFRANC (A.). — *Histoire du Collège de France*. — Paris, 1893, in-8°.
- PAQUIER (Abbé J.). — *Jérôme Aléandre, de sa naissance à la fin de son séjour à Brindes*. — Paris, 1900, in-8°.
- PASTOR (L.). — *Die kirchlichen Reunionsbestrebungen während der Regierung Karls V.* — Freiburg-i11.-Brissgau, 1879, in-8°.
- PEIT (E.). — *André Doris*. — Paris, 1887, in-8°.
- PINVERT (L.). — *Lazare de Belf (1496-1547)*. — Paris, 1900, in-8°.
- PORÉE (Ch.). — *Un parlementaire sous François I^{er}, Guillaume Poyet (1473-1548)*. — Angers, 1898, in-8°.

PORT (C.). — *Dictionnaire historique du Maine*. — Paris, 1877-1879, 3 vol. in-8°.

REMITTÉ (D.). — *Guillaume Budé, restaurateur des études grecques en France*. — Paris, 1846 in-8°.

ROBERT (U.). — *Philibert de Chalon, prince d'Orange*. — Paris, 1902, 2 vol. in-8°.

SCHMIDT (Ch.). — *Gérard Roussel, prédicateur de la reine de Navarre*. — Strasbourg et Paris, 1845, in-8°.

SCHMIDT (Ch.). — *La vie et les travaux de Jean Sturm*. — Strasbourg et Paris, 1855, in-8°.

SCHMIDT (Ch.). — *Philipp Melancthon, Leben und ausgewählte Schriften*. — Elberfeld, 1861, in-8°.

SPONT (A.). — *Semblançay (?-1527). Étude sur la Bourgeoisie financière au début du XVI^e siècle*. — Paris, 1895, in-8°.

VAISSIÈRE (P. de). — *Charles de Marillac, ambassadeur et homme politique sous les règnes de François I^{er}, Henri II et François II (1510-1560)*. — Paris, 1896, in-8°.

WILLE (P.-J.). — *Philipp der Grossmüthige und die Restitution Ultras von Württemberg (1526-1535)*. — Tübingen, 1882, in-8°.

ZELLER (Jean). — *La diplomatie française vers le milieu du XVI^e siècle, d'après la correspondance de Guillaume Pellicier, évêque de Montpellier, ambassadeur de François I^{er} à Venise (1539-1542)*. — Paris, 1880, in-8°.

LIVRE PREMIER

LA JEUNESSE, LES MISSIONS EN ITALIE

(1491-1528)

CHAPITRE PREMIER

LA FAMILLE, L'ÉDUCATION, LA JEUNESSE

(1491-1526)

I

La famille à laquelle appartenait Guillaume du Bellay tirait son origine et son nom du petit fief du Bellay, près de Saumur, en Anjou. Sans remonter au temps d'Hugues Capet, comme le prétendaient certains apologistes du XVI^e siècle, le poète Salmon Macrin¹, par exemple et comme quelques généalogistes du XVII^e siècle, Trincant² entre autres, essayèrent de le prouver en ratta-

1. Aujourd'hui dans la commune d'Allennes-sous-Montoreau, arrondissement de Saumur. C. Port, *Dictionnaire historique, géographique, archéologique et biographique du Maine-et-Loire*, II, p. 66.

2. *Salmonis Macrini Juliodunensis Hymnorum libri sex*, Parisiis, R. Stephani, 1537, p. 3-4 :

Bellai, proavis edite mariti,
Quorum gloria erit clara perenniter
Per fastos memores atque diaris
Francorum, a Capeto tempus ad hoc éneo .

3. Louis Trincant, procureur du roi à Loudun, connu surtout par la part qu'il prit au jugement d'Urbain Grandier, composa une histoire généalogique de la famille du Bellay dont il existe une copie manuscrite à la Bibliothèque Sainte-Genève (Ms. n° 537) *Histoire généalogique de la maison du Bellay, où les vies des plus illustres personnages de cette maison sont rapportées et quelques-uns de leurs portraits représentés en taille douce, où pareillement la plupart des généalogies, sont sommairement rapportées enrichies du blason des armes, avec la véritable histoire du royaume d'Isotot tombé en cette maison par alliance, le tout justifié, tant par l'histoire que par chartes de diverses églises et monastères, registres du parlement, lettres apostoliques et autres toutes preuves insérées à un fin par L. T.* Une autre copie de cette histoire généalogique se trouve à la Bibliothèque d'Angers, Ms. 1461. C'est d'après le ms. de la Bibliothèque Sainte-Genève que nous citons. On trouve deux lettres adressées par Trincant aux frères Sainte-Marthe et relatives à la composition de cet ouvrage, B. N., fr. 20457, f. 262 et 263. Cf., à ce sujet, E. Joly, *Deux lettres inédites de Louis Trincant*, 1898. — Trincant, *biographies inédites de Salmon Macrin*, 1892. — Voir encore trois autres lettres adressées aux mêmes, 29 mars, 25 décembre 1539, 19 avril 1540, B. N., fr. 20455, f. 3v, 60, 62. — Sur le mal fondé du rattachement des Bellay aux du Bellay, cf. Port, *op. cit.*, I, p. 294; II, p. 721.

partage, outre ce qu'il lui avoit donné, la terre et seigneurie de la Jouslinière et autres héritages «ix au pays de Vendôme». Deux frères patuels René, grand archidiacre de Notre-Dame de Poitiers, et Martin prieur de Saint-Michel de Thouars, firent à Louis du Bellay des dons analogues¹. Bien que jeune, le sieur de Langey eut ainsi des domaines assez considérables situés à la lisière du Perche et de la Beauce, dans le Dunois et le Vendômois. La plupart de ces terres, en particulier celle de Langey, la plus importante, relevaient du comte de Vendôme : c'est sous les auspices de celui-ci ou de ses fils que les enfants de Louis du Bellay firent leurs premières démarches dans les lettres et à la Cour du roi de France.

Louis du Bellay épousa, vers 1490, Marguerite de la Tour-Landry, fille de Raoullet, baron de la Tour-Landry et d'Henriette d'Avaujour de la maison de Courtaulin². De ce mariage naquirent huit enfants : six fils, Guillaume, Jean, René, Martin, Jacques et Nicolas, et deux filles Renée, qui épousa Ambroise de Gravy, baron des Cousteaux, et Louise, mariée à Jacques d'Aunay sieur de Villeneuve-la-Guyart. Louis du Bellay ne négligea rien pour faire donner à ses enfants une éducation supérieure à celle que recevaient ordinairement les jeunes seigneurs de cette époque. Ce souci d'une forte culture intellectuelle était, semble-t-il, traditionnel chez les du Bellay. Ils le tenaient sans doute de leur famille liée avec les ducs d'Angou, avec René surtout, « qui aimoit particulièrement ceux qui entendoient la langue latine. » Les la Tour-Landry d'ailleurs n'étaient pas sur ce point en reste avec les du Bellay. Un ancêtre de Marguerite, Geoffroy de la Tour-Landry avait, à la fin du XIV^e siècle, dicté pour ses filles un « livret » qui eut un très grand succès en France et dont on possède des traductions en anglais (1484) et en allemand (1493)³. Pour « entretenir ses enfans, et leur faire apprendre choses qui les rendissent recevables à servir qui les nourrist, . . . jusques à l'usage de juyour cheymner, aller et chercher son adventure », Louis du Bellay épargna « aussi peu, que feroit onques homme⁴ ».

1. L. Trincant, *op. cit.*, t. 71 v^o, 72.

2. Courtaulin, sur l'Yère, à 15 kilom. de Châteaudun (Eure-et-Loir).

3. *La lettre du chevalier de la Tour-Landry, pour l'enseignement de ses filles*, réimprimé, d'après les manuscrits de Paris et de Londres, par A. de Montaignon, dans la Bibliothèque Elzévirienne (Paris, 1854, in-16, 303 p.).

4. Guillaume du Bellay à Marguerite, reine de Navarre (1504), B. N. fr 5152, t. 13^{re} copie) — Louis du Bellay vend en 1499, à Jean Fortin, sieur de l'Elang, le Bel, domaine et seigneurie de la Cesson en 1494, à Hector de Putay une censive à Villeneuve sur Coire, en 1514, à Guillaume de Paris, le Ben, terre et seigneurie de Sainte Radegonde, paroisse de Launay Cf. L. Merlet, *op. cit.*, p. 46, 47, 77.

Il y engagea même une bonne partie de ses revenus et y compromit une fortune que ses fils plus tard eurent beaucoup de peine à reconstituer. Mais du moins ceux-ci reçurent-ils une éducation qui leur permit de remplir avec honneur les charges les plus diverses et de briller avec autant d'éclat dans les lettres comme dans la politique.

II

L'aîné des fils de Louis du Bellay fut Guillaume. Il naquit en 1491. Dès sa plus tendre jeunesse, il fut élevé aux bonnes lettres. Une tradition prétend qu'il aurait grandi avec ses frères, au couvent de la Baumette, près d'Angers, où Rabelais les aurait connus. Il est possible que les jeunes du Bellay aient fréquenté les Cordeliers que le roi René avait établis dans l'ermitage construit à l'imitation de la Sainte-Baume ; et de fait le blason de leur famille se trouve encore sur une verrière de la chapelle¹. Mais Guillaume, comme ses frères, dut étudier d'abord à l'Université d'Angers, réorganisée et complétée dans le cours du XV^e siècle par Yolande d'Aragon et le roi René. Puis, à l'âge de quinze ou seize ans, vers 1506, il fut envoyé à l'Université de Paris où il resta trois ans à entendre les leçons des grands personnages qui régentaient alors².

Ce qu'était l'enseignement que l'on donnait alors dans les divers collèges de Paris, on le sait par les plaintes et les sarcasmes de Clément Marot, de Rabelais, de Macrin. Les études de grammaire étaient très brèves, rarement on mettait les élèves en face des auteurs latins eux-mêmes ; la connaissance des lettres anciennes était presque toujours indirecte, déformée, sacrifiée à ce qui était l'étude par excellence, l'art de prédilection : la logique, la dispute, la sophistique. Tout se réduisait à une dialectique bruyante et stérile, qui détachait l'esprit et faussait les âmes. Cependant sous l'influence d'hommes venus d'Italie des desirs de réforme s'éveillaient et des tendances nouvelles se faisaient jour : les premières lueurs de la Renaissance apparaissaient. Fausto Andrelini, Cornelio Vitelli, Gerolamo Balbi remettent en honneur le latin classique, Lascaris enseignait le grec à Budé. Des

1 Léon Séché. *Le cardinal du Bellay au Maine, dans la Revue de la Renaissance*, t. I, p. 235-237. Les armes des du Bellay étaient : d'argent à la bande fassée de gueules, accompagnée de six fleurs de lys d'azur mises en orle, trois en chef et trois en pointe.

2 L. Trincant, *op. cit.*, t. 144 v.

Français à l'école de ces maîtres se formaient et devenaient maîtres à leur tour. Parmi ceux-ci, un des premiers, important quoique peu connu, et qui nous intéresse particulièrement parce qu'il fut le maître de Guillaume du Bellay, fut Denys Lefebvre.

Denys Lefebvre (Dionysius Faber) était Vendômois, comme Guillaume du Bellay, du diocèse de Chartres. Reçu en 1504 maître ès arts, âgé de soixante ans environ, il commença à enseigner au collège de Coqueret ; appelé ensuite au collège d'Harcourt, à cause du succès qu'avaient ses leçons, il n'y demeura qu'un an. Sur les instances de Robert du Gast, il revint à Coqueret où il enseigna la grammaire et expliqua Théodore Gaza « c'était à peu près la première fois, nous dit Du Boulay, que l'on donnait des leçons de grec dans l'Université de Paris »¹. Denys Lefebvre semble s'être de préférence attaché aux auteurs latins plus accessibles : Quintilien, Plin le Jeune, Lucain, la Rhétorique de Cicéron. De Coqueret, il passa toujours avec le même succès au collège Mignon. Mais peu après, vers 1514, lassé du désir de la vie monastique il entra aux Célestins de Marcoussis : il parvint aux plus hautes dignités de son ordre et mourut en 1536. Outre une histoire de son ordre et une vie du pape Célestin V qui en était le fondateur, composée par Pierre d'Ailly, revue par Lefebvre et qui parut seulement en 1639², il laissait en manuscrit un certain nombre de poèmes latins dont les titres caractérisent suffisamment l'inspiration : *Hymnus de Passione Domini*, *Hymnus in Prophetiam Simonis ad Beata Virginem*, *Responsio Mariæ ad Simonem Patrem Herodorum de Immaculata Conceptione*. Cette simple énumération nous montre que Denys Lefebvre ne s'était pas dégagé des habitudes et des goûts qui régnaient autour de lui ; bien plus, cette inspiration mystique à la mode parmi les juites de son

1 Sur Denys Lefebvre, voir Du Boulay, *Historia Universitatis Parisiensis*, t. VI, p. 100-102, Reuillé-Guillaume-Bede, p. 51-52, qui le confond avec Lefebvre d'Étaples. E. Jovy, *François Placard et Jérôme Alexandre*, 1^{re} édition, p. 12-14.

2 « 1^{re} édition, grecque publiée par grammaticum expositum, Theodorus Gaza interpretatus est, qui prima fere fuit illius lingua in Academiâ Parisiensi introductio ».

3 *Vita beatorum patrum D. Petri Celestini Quinti Pontificis Maximi ordinis Celestiniensis ordinis qui summi tandem pontificatus venerunt*, Composita prout et descripta theologiae ordine laudatissimi temporis reverendi Domini Petri ab hâc, Novarum gymnasii archidiaconi, necnon Caroli quondam Celestiniensis Portuensis fundatoris consuetudine dignissime, Postremo autem locupletata et illustrata stylo demum a religiosis fratre Dionysio Fabro, Celestiniensis eorundem prout venerabilis Petri apud Franciscum Silphadum, 1570.

temps, sa vocation irrésistible pour la vie monastique nous prouve assez qu'elle était en lui profondément sincère. Si par son enseignement et ses explications d'auteurs latins et grecs, il peut être considéré comme un précurseur et s'il ouvre les voies à la Renaissance, il est resté par sa personnalité, par les tendances de son esprit et les formes de son imagination, un homme du Moyen-Âge. Cela même, sans que le peu de durée de son enseignement devant singulièrement affaiblir la portée de son influence.

Nous pouvons, dans une certaine mesure, juger de l'action qu'il exerça. Parmi ses élèves, à Coqueret sans doute, il eut Guillaume du Bellay et, en 1509, il accompagna d'une épître très élégante le petit livre où son élève offrait au public les prémices de son tout jeune esprit (*primicias ingenii*), nous dirions, nous, ses péchés de jeunesse. À un poème d'un millier de vers hexamètres, intitulé *Peregrinatio humana*¹, qui constitue la partie la plus importante du volume, Guillaume avait joint six pièces plus courtes, en rythmes différents, saphique anacréontique, iambique sur divers sujets : la nativité de la Vierge, l'Annonciation, Saint-Bertrand, Sainte-Geneviève, la nécessité d'acquiescer au vertu, l'amour et la cupidité.

Ce sont à proprement parler des exercices d'écolier d'un excellent écolier. Guillaume du Bellay avait à peine dix-huit ans lorsque parut son opuscule. Son inspiration à la fois religieuse et morale, surtout didactique, est celle de tous ses contemporains. On ne peut pas ouvrir un recueil de poètes latins ou français de cette époque sans y trouver à profusion des odes au Christ, à la Vierge et aux Saints.

Le thème de la *Peregrinatio humana* n'a rien d'original. Un

1 *Guillelmus du Bellay Peregrinatio humana item de beatissima Virgine Maria natalitatis elegia, de dominice annunciatione sapphicum carmen de sancto Bertrando sapphicum carmen, de capite virgine sapphicum carmen, de uirgine et martire catopodrum carmen ad sanctam Genevieve ode distichos*. Venale inventus hinc operum apud Egidium Goussendium, a regione Collegii Cameracensis. B. N. Mss. n. Y. 2. 755. — Une note donne la date de la publication: Exaratum est hoc opusculum Pyrenæis, cum viginti octo Virgilio de Poëta per Egidio Goussendio a regione Collegii Cameracensis comparatum, anno salutis eterne millesimo quingentesimo octavo idibus iulii (22 juin 1509). Le livre est dédié au quatrième fils du comte de Vendôme, Louis de Bourbon : « Illustrissimo acubusculi Ludovico Bourbonis ridentissimè omnium illorum nationis ». Né le 2 janvier 1482, un peu plus jeune par conséquent que Guillaume du Bellay, Louis de Bourbon reçut l'évêché de Luçon en avril 1510, mais ne fut sacré qu'en 1517. En 1509 ou au début de 1510, Alexandre lui dédia son édition des *Opuscula de Sibylla*. Cf. J. Paquier, *Jérôme Alexandre*, I, 22.

homme, un pèlerin, voit en songe une cité presque inaccessible. Brûlant du désir de la visiter, il quitte (à la lettre) le sein de sa mère et se met en route; il rencontre la Grâce qui le conduit à l'église où il assiste à diverses cérémonies religieuses, à la communion en particulier, et à une discussion entre la Nature et la Grâce qui se termine par le triomphe de cette dernière, et de ses compagnes, la Charité et la Pénitence. Après avoir communiqué le pèlerin repart. Il arrive à un carrefour naturellement il prend la voie la plus large et la plus facile, où il est assailli par les péchés, il en triomphe grâce au secours de la Vierge Marie et se dirige vers le sentier de la pénitence, sans se laisser détourner par les appels des sirènes qui essayent de l'attirer sur l'océan agité des passions de ce monde. Malheureusement, il se heurte à l'Herésie qui le précipite au milieu du gouffre; après avoir subi de nombreux tourments, il parvient à en sortir et gravissant le sentier de la Pénitence il arrive à la Vertu. Il en est bien accueilli et il achève ainsi son pèlerinage. Mais brisé par l'âge et la maladie, notre pèlerin, après avoir reçu les consolations de la Grâce et les derniers sacrements, exhale son âme à Dieu dans une dernière prière.

Rien n'est plus banal que ce sujet, emprunté certainement à un poème de Guillaume de Digulleville, le *Pèlerinage de la vie humaine*¹. Le même auteur avait aussi composé un *Pèlerinage de l'âme* et un *Pèlerinage de Jésus-Christ*. Les nombreuses copies qui nous sont parvenues de ces poèmes « traduits » de rime en prose française délayés à l'infini, sont une preuve de la faveur dont ils jouissaient. Inspirés du Roman de la Rose, c'était le triomphe de l'allégorie, d'un symbolisme insipide et subtil. Le jeune Guillaume du Bellay s'est contenté de raconter en un millier de vers latins ce que Digulleville avait amplifié en 16 ou 17 000 vers français; mais il a multiplié les descriptions, les abstractions personnifiées, les énumérations d'exemples destinées à faire admirer sa naissante érudition, l'antiquité sacrée, l'antiquité profane, cette dernière surtout, sont mises à contribution pour inciter à la vertu ou détourner des mauvaises passions. La prédilection visible de Guillaume pour l'antiquité

1 B. N., fr. 13661. Guillaume de Digulleville, *Pèlerinage de la vie humaine* traduit de rime en prose française par un clerc d'Angers (1606), 15602, *Pèlerinage de la vie humaine* (*Pèlerinage du seul moine exposé au le Roman de la Rose*), 15603-05, copies diverses (des XIV et XV siècles), dans 15606, *Pèlerinage de la vie humaine*, *Pèlerinage de l'âme*, *Pèlerinage de Jésus-Christ*.

profane trahit déjà l'enseignement qu'il a reçu de Denys Lefebvre. La forme qu'il a empruntée pour traiter ses sujets, les modèles qu'il a imités le manifestent plus clairement encore. Horace pour les différentes pièces qui suivent la *Peregrinatio*, et, pour celle-ci, Virgile, Lucain, Ovide surtout, peut-être Lucrèce, notamment dans le discours de la Nature par lequel s'ouvre le livre II, tels sont les auteurs dont on saisit le plus souvent l'influence. Mais la encore notre jeune poète s'est conformé aux habitudes et au goût de son temps : il s'est plu à développer ses comparaisons, à ramasser en des formules soigneusement désignées en marge par un indice particulier les aphorismes, les sentences morales, à envelopper enfin en de savantes périphrases certaines idées qu'il aurait été trop simple ou trop prosaïque d'exprimer directement. Outre qu'il pouvait ainsi faire étalage de ses connaissances, il en tirait la satisfaction un peu puérile de la difficulté vaincue. En maints endroits, Guillaume du Bellay fait preuve d'une virtuosité qui rappelle, si elle ne l'égale, celle de Meschinot, l'habile et pédantesque auteur des *Lunettes des princes* ¹.

Cette virtuosité est une des qualités que Denys Lefebvre, dans son épître hyperbolique, tout encombrée d'exemples d'enfants prodiges, célèbre en son élève. Guillaume se faisait remarquer

1. Meschinot avait composé, une oraison à Notre-Dame, dont chaque vers commence par une des lettres de l'Ave Maria de façon à reproduire en acrostiche toute cette prière : une oraison à la Vierge en vers de dix pieds que l'on pouvait retourner en trente-deux façons. Cf. A. de la Borderie *Étude sur Meschinot*, dans la *Bibliothèque de l'École des Chartes*, 1905, p. 10-160, 374-317, 301-337. Voici une pièce de Guillaume du Bellay qui ressemble à ces tours de force de versification : *Ad Virgineum Barium octavo caput littere capitales* : Ave vltim vltimorum et terminale salve vltima nunc demotum et primum nomen ultimo et ultimum primo caudatur

ALMA PANOPHREI RUTHIX ET ALUMNA TOMANTIS
Ut MAIula milet quum res tener brigit MORIO
Et rePAvat viridit vltima optumque CDM mal
Fenore NE [ue] parvo et primo fulGOris amictU
Lumem offert PHEbus magno ole VIRgo deoreE
O marie superi qui cuncta crepiti JhoU
Sydera, qui Nuctua Pluu quompe rura virtuti
Yasta impiet colcho pomITRIX venerabile nomen
In coloe ligitur TU nov ET arduo perduc
Regnapeit et noSTRE sanctum rAtin ante urthomel
Gressu laud lYNoto rogo valum dirige sancta
Iuvit in quonSIS remis per magna forumR
Nec freta cernemur vultu agitate TORare
Uique Nigri belio Jovis etual alta minANU
NENIA SIS NOSTRE TUTRIX PIA VIRGO COHORTIS

par son érudition, son opiniâtreté au travail, une facilité d'improvisation comparable à celle de César et dont ce bon Lefebvre avec une affectueuse admiration, cite ce trait, des vers d'une belle venue et en assez grand nombre improvisés à la fin d'un repas. C'était donc un élève très bien doué. Ce qu'il retira surtout des leçons de son maître, ce fut, avec la connaissance directe des auteurs, le goût des lettres anciennes, le désir de compléter ses études, commencées sous de si heureux auspices.

Les circonstances étaient favorables. Les dernières années du règne de Louis XII ont été marquées par « une sorte de fièvre littéraire »¹. Les productions historiques, particulièrement encouragées par le Roi, se multiplient. En 1509 précisément commence à paraître le fameux ouvrage de Jean Lemaire de Belges : les *Illustrations de Gaule et Singularités de Troye*, dont la publication se poursuit jusqu'en 1513. A la Cour où Guillaume fut conduit à sa sortie de l'Université, il put voir de ses yeux en quelle faveur on tenait Lemaire et de quelle admiration on entourait son œuvre plus romanesque encore qu'historique. Son goût pour l'histoire s'éveilla et nous retrouverons dans le début des *Ugdoades* la trace indéniable des *Singularités de Troye*. — A la même époque Alexandre², arrivé à Paris au milieu de 1508 attirant autour de lui la jeunesse studieuse de Paris et d'Orléans et remettait en honneur, presque à la mode, par ses leçons et par ses éditions, les auteurs latins et grecs. Si Alexandre ne compte pas Guillaume du Bellay parmi ses élèves à proprement parler, nul doute que l'éclat tout au moins de son enseignement ne soit parvenu jusqu'à notre jeune humaniste si curieux de l'antiquité. Il faut ajouter enfin un séjour prolongé que Guillaume fit en Italie après la conquête du Milanais par François I^{er}. L'Italie était comme la terre sacrée de l'humanisme. De là étaient venus les premiers maîtres qui découvrirent aux Français l'antiquité les promoteurs de la Renaissance. Elle exerçait sur tous les esprits, sur les jeunes surtout, un attrait irrésistible. Les Universités de Pavie (ouverte après Marignan), de Padoue, de Bologne le collège grec fondé à Rome par Léon X, étaient le rendez-vous de tous ceux qui voulaient compléter leur culture antique.

1. De Maulde *Chroniques de Louis XII*, par Jean d'Auton, IV, p. 3.

2. Cf. J. Paquier, *op. cit.*, livre II, et du même, *L'Université de Paris et l'humanisme au début du XVI^e siècle*, Jérôme Alexandre, dans la *Revue des questions historiques* (XLIV, p. 372-385, XLV, p. 144-165, article qui contient des détails non reproduits dans le livre cité ci-dessus).

Guillaume du Bellay eut le charme comme les autres. Bien que nous soyons peu renseignés sur ces années passées en Italie, nous savons qu'il y fut en rapports avec le cicéronien Longuel, professeur d'éloquence latine à Padoue, avec le successeur de celui-ci, le célèbre Simon Villanovanus, qui résida à Pavie, de 1515 à 1521¹. Il s'y créa des relations dont il devait se servir plus tard au cours de ses missions diplomatiques. Il y gagna en outre, avec une compréhension plus large, plus vivante des œuvres antiques, une manière de sentir plus humaine ou pourrait presque dire une nouvelle conception de la vie, plus libre et plus conforme à la nature. Il en fut de Guillaume du Bellay, comme de son frère Jean de Melin de St-Gelais, de Jacques Colin, de Laure de Bayf, bref de la plupart de ces humanistes qui naquirent à la fin du XV^e siècle ou dans les premières années du XVI^e. Mis en appétit de l'antiquité par les leçons de quelques rares maîtres qui avaient eu rompre avec la vaine discipline scolastique, d'eux mêmes, appliquant sur une application de chaque jour, ils se donnaient cette culture vaste, approfondie qu'ils avaient entrevue ailleurs sans beaucoup de méthode, il est vrai, souvent avec plus de curiosité que de critique, leur esprit vigoureux nequit un savoir très étendu, parfois encyclopédique, sans pour cela négliger les réalités de la vie ni perdre le goût de l'action. Ces traits caractéristiques des humanistes de cette génération on les rencontre tous fortement marqués en Guillaume du Bellay, mais ils s'y combinent sans rien perdre de leur relief ou de leur ampleur, avec une harmonie supérieure qui donne à cette figure sa puissante originalité et en explique le charme singulier.

¹ *Langue: Lucubrations* Languel 1512, p. 220-221. Longuel à Melin de Saint Gelais (le 3 des calendes de mai — 27 avril, 1515) : « Saluton Bellais, de que non me baill que quatre experiences rommes et des poirreux, et que l'on ne feroit sans espous, copie qu'il est aie... » ; p. 220, lettre de Longuel à Villanovanus (le 8 des calendes d'août — 26 juillet (1521)) : « De miltari bellis Audi libenter bene velle omnia quinquam omnia Marti non modo laud in bello convenit, aut in timore illi vel prudentia vel cunctis et fortibus non alii dilligenter in potentia non habiliem videtur... ». — D'autre part, au début de ses *Opuscula*, Guillaume du Bellay déclare qu'il est revenu en France en 1521 après une absence de cinq ans (ex gratulatione quinquennali). Cf. le *Quinquennium de Laure de Bayf* (Cl. Pinvert, *Laure de Bayf* chap. IV) — Dans une de ses pièces, adressée à Guillaume du Bellay, Macrin associe le nom de son protecteur à ceux de Bayf, de Longuel, de Budé et de Villanovanus. *S. Macrini Hymnorum selectiorum liber III*, Paris, 1546, p. 77. — Sur de Villanovanus, et en général sur l'état des universités de l'Italie de Nord à cette époque, cf. Caprey (Irénée. *Études de l'Inde* (trad. franç.), chap. II).

III

Tout en poursuivant ses études, Guillaume du Bellay s'occupait de « chercher son adventure » et de faire sa fortune. Une obscurité presque complète enveloppe sa vie de 1509 à 1525 : de rares renseignements nous permettent seulement de fixer quelques points de repère. Au sortir de l'Université il fut conduit à la Cour par le comte de Vendôme : « Il porta ses premières armes en la guerre d'Italie et dès lors que le roy François 1^{er} fust venu à la couronne, il se rendit plus assidu à la Cour ou Sa Majesté qui le connaissait desja commença à le voir de bon oeil ¹ ». En 1515, en compagnie de son frère Martin, il suivit le comte, devenu duc de Vendôme, en Flandre, dans une mission auprès du futur Charles-Quint et assista au mariage du comte de Nassau avec la princesse d'Orange ². Il est probable qu'il prit part à la bataille de Marignan. Il séjourna ensuite cinq ans en Italie. En 1521 il en fut rappelé : la guerre allait éclater entre François 1^{er} et Charles-Quint, et les premières escarmouches venaient de se produire sur les bords de la Meuse et dans la Flandre. Le jeune Guillaume fit campagne en Thierache et en Picardie sous les ordres de Charles de Vendôme. Il assista notamment à la prise et à l'incendie de Hesdin ³. Que devint-il ensuite ? Continua-t-il, comme Martin son frère, à guerroyer tour à tour dans le Nord et en Italie durant les années 1522 et 1523 ? Aucun document ne nous permet de l'assurer en toute certitude. Quoi qu'il en soit, le Roi dut être satisfait de ses services, car en 1524 il met au nombre des gentilshommes de la Chambre Guillaume du Bellay, sieur de Langey ⁴, c'était

1. L. Triacant, op. cit., I, 166 v. — Cf. Salmon Macrin : *Lyciorum libri duo, Epithalamiorum liber unus* (1534) : ...

Vix fore primo pubuerant genæ
Cum more gentis limina regis
Ingressis aut superba,
Vixit illud genus attingat

2. B. N., lat. 5076, f. 57. — Sur l'ambassade du comte de Nassau, voir les *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay*, éd. Michaud et Poujoulet, p. 122-123. et *Journal de Jean Barrillon*, éd. F. de Vanière, I, p. 24-25.

3. B. N., lat. 5076, f. 47. — Voir B. Haureau, *Notices et extraits des Manuscrits de la Bibliothèque Nationale*, XXIII, p. 206.

4. B. N., fr. 7652, f. 341. — Arch. Nat., J 964, n° 86. *État de la recette et despeses faict par maistre Jehan Corré pour le paiement des officiers de l'hôtel du Roy pour l'année commençant le premier jour de janvier mil*

une marque de confiance que le jeune Langey allait s'efforcer de justifier.

Il fut lauréat auprès de Louise de Savoie, lorsqu'en 1546 François I^{er} partit pour l'Italie après avoir insisté en vain régnante. Mais celle-ci envoya bientôt trouver le Roi qui assiégeait Pavie. Non content d'opposer à Charles-Quint la force des armes, François I^{er} essayait, par sa diplomatie, de liguer le Pape, Venise contre l'Empereur et de lui susciter des difficultés dans son royaume de Naples. Dans ce but, il chargea Langey d'une mission en Sicile, où le joug impérial était impatiemment rapporté, et à Tunis¹. Nous ne savons rien sur ce voyage sinon que Guillaume s'en acquitta au gré du Roi et qu'il fut de retour au camp avant d'être pour se trouver à la bataille de Pavie et y être fait prisonnier². A la demande de François I^{er} il fut mis en liberté pour aller auprès de Louise de Savoie lui porter des nouvelles du Roi. Il parut ensuite avoir été chargé d'une mission secrète, qu'un acte officiel mentionne vaguement, « en Italie et en la mer du Levant ». Peut-être s'agissait-il de conférer avec André Doria, commandant en chef des galères royales, qui se trouvait alors à Marseille. Guillaume s'efforçait d'assurer la fuite du Roi. Il fit à cet effet deux voyages en Italie, en poste, à ses frais, sans soulèvement au risque de sa tête, et tâcha de débaucher les languereux chargés de la surveillance du royal prisonnier et inquiets d'être mal payés. Il pouvait déjà se flatter de voir l'affaire en bonne voie, lorsque Langoy, vice-roi de Naples, pour

vingt sous vingt froyz sans ayde, et finissant le dernier jour de décembre envoyant mal cinq sous vingt quatre ». Le compte fut arrêté à Angoulême le 15 juin 1546, ce qui lui donna mal 1246 que Guillaume du Bellay fut entièrement payé de ses gages des deux années précédentes. — En 1546, les gentilshommes de la Chambre étaient au nombre de 30, contre 28 en 1543, et 23 en 1544 et 1545. Sur l'importance de cette charge, cf. H. Lemoine, *Ministres de France* rédigés sous la direction de H. Lemoine, V, 1, p. 207.

1. L. Triucet, *op. cit.*, I, 124, d'après un acte du Roi du 11 juin 1546. François I^{er} fait don à Guillaume du Bellay de la somme de 30.640 livres 4 sols 4 deniers, en considération de ses divers services, de ceux antérieurs qui étaient restés sans effet et sans « pour demeurer quitté envers luy de la somme de 11.605 livres 13 sols qu'il nous demande pour luy entre deux du reste de ses vacations, brues, viages et despendes par luy faictes en plusieurs royaumes qu'il a par cy-devant baillés ou baillés faire pour nostre service, tant pour se despescher en Tunisie et Sicile, ou temps qu'entourer ou camp devant Pavie... (comme dans le texte) en Italie et en la mer du Levant durant nostre demeure à Plaqueion (Piazzola), en Espagne et Savoye pour le fait des affaires du Roialme de Naples, en Sicile, en Venise, Rome, Florence et royaume de Naples... ».

2. L. Triucet, *op. cit.*, I, 146 v^o; — *Mémoires de Marie du Bellay*, p. 107.

plus de sûreté, fit conduire François I^{er} de Piaslyhetone à Gènes d'abord, puis en Espagne¹.

Guillaume du Bellay revint auprès de la Régente qui l'employa à diverses missions, par exemple en Savoie, dont il escorta le duc à l'aller et au retour dans le voyage que celui-ci fit à Lyon, et en Lorraine, où le duc Antoine venait de remporter à Saverne une grande victoire sur les paysans luthériens, étouffant ainsi la guerre religieuse sur la frontière de l'est².

Au retour de ce dernier voyage, il fut adjoint à la suite qui devait accompagner Marguerite d'Angoulême en Espagne³. Il vit la crise du mal qui faillit emporter François I^{er} (20-26 septembre); puis, lors des conférences de Tolède, il put rendre quelques services aux négociateurs français, c'est par son intermédiaire que le roi de France communiquait avec son aïeul⁴. Langrey dut revenir auprès de la Régente vers la fin du mois d'octobre. Presque aussitôt après, Louise de Savoie le dépêchant à nouveau en Espagne, sans doute pour être renseigné exactement sur l'état de santé de son fils⁵. C'est apparemment à ce second voyage effectué sans sauf-conduit et par suite, dans des conditions assez périlleuses, que se rapporte le récit de Martin du Bellay « En ce temps là, tomba le Roy en une liebre fort vehemente, au chasteau de Madrid, dont peu de gens avoient esperance de convalescence, et déjà les passages d'Espagne estoient fermes de sorte qu'on n'en pouvoit avoir nouvelles, parquoy madame la Régente entra en grand ennuy ne pouvant sçavoir la vérité ou de la vie ou de la mort de sondict fils. Mais le seigneur de Langrey entreprint de passer, ce qu'il fent, cherchant les passages qui n'estoient gardés et revint devers elle, luy apporter certaines nouvelles⁶. »

¹ Cf. la lettre apologétique déjà citée de Guillaume du Bellay à Marguerite de Navarre (1544). — B. N., fr. 5134, f. 14.

² Lettre citée, *ibid.* — *Mémoires de Martin du Bellay*, p. 200.

³ Lettre apologétique citée, B. N., fr. 5134, f. 15. Les renseignements qui nous sont parvenus à ce sujet sont vagues et très confus, cependant il paraît certain que Langrey est allé deux fois en Espagne. C'est du moins ce qui résulte, selon nous, de la Lettre apologétique, bien que la phrase relative au second voyage soit difficilement intelligible par suite probablement de l'inadvertance du copiste. La lettre de Bayle à Lascaris et le fragment des *Œuvres de Salluste* confirment cette conclusion.

⁴ Gamin, *Nouvelles lettres de Marguerite d'Angoulême*, p. 43.

⁵ Lettre de Bayle à Lascaris (qui se trouve sûrement en Espagne ou l'avait en voye Clément VII), Lyon, 26 novembre, 1545), dans L. Fléchet, *Lettres de Bayle*, p. 104-105.

⁶ *Mémoires*, p. 202. Il est à noter que Martin ne mentionne qu'un voyage de son frère Guillaume en Espagne, mais il est évident que celui dont il parle se

Il précède Marguerite lorsque celle-ci regagne la France. Arrivé à Lyon, le 21 janvier 1526¹, il était sur le point de repartir une troisième fois lorsque Montmorency vint apporter la nouvelle que le traité de Madrid était signé (29 janvier 1526)². Langrey suivit la Reine de Lyon à Blois. Avec la Cour, il alla à la rencontre de François I^{er} qui entra à Bayonne le 17 mars³, et il revint lentement avec lui par Bordeaux, Cognac, Angoulême, Châtelleraut (mars-juillet 1526).

Guillaume du Bellay allait maintenant recueillir les fruits des qualités dont il avait fait preuve dans les diverses charges que, depuis deux ans, on lui avait confiées. Dans la force de l'âge, l'esprit aussi riche en connaissances que fécond en ressources, allant à la plus téméraire audace le sang-froid qui la règle et conduit au succès, dévoué au Roi jusqu'à lui sacrifier non seulement ses biens, mais sa vie même, il a gagné la confiance de Louise de Savoie, de Marguerite d'Angoulême, de François I^{er} qui l'a vu à l'œuvre à Pizzighetone, à Madrid. La guerre, l'exil, la captivité ont fait de nombreux vides parmi les serviteurs du Roi, François I^{er} a besoin de compléter, de renouveler même le personnel de son entourage. En même temps qu'elle élève un Montmorency à la charge de grand maître, du Châtel de Breton à celle d'amiral, sa faveur s'étend au du Bellay. Reçu devant conseiller au Parlement, Jean obtient l'évêché de Bayonne, quant à Guillaume, nous allons le voir investi des missions les plus diverses et les plus difficiles : sa carrière politique commence véritablement en 1526, et il va la poursuivre sans trêve ni repos jusqu'à sa mort en 1543.

montali Aure le premier pape. Castillejo partit la première fois en compagnie de Marguerite d'Angoulême. La *Lettre apologétique* est formée sur ce motif. Les manuscrits de Paris manquent donc ici de préface et sont incomplets. — Quant à la note qui signale Langrey pour servir en Espagne, il semble bien, d'après les termes dont on écrit l'acte du Roi dans sa lettre à Louisa, que ce soit la note de 1526 (la note paraitra après après ἀποκλειστικῶς τοῦ Λαγγρεῖ). C'est sans doute à cette mission qu'il est fait allusion dans le mandement adressé le 16 janvier 1526 à Jean Sapia, receveur général des finances ou le généralité de Languedoc, de payer (10) livres 10 sous « au sire de Langrey pour ses voyages en certain lieu dont ledit Dams [Louise de Savoie] ne veut être faite autre mention... » Le même mandement contient les noms d'autres agents envoyés en Espagne, dont un, « Jehan Coute », reçoit 100 livres 15 sous « pour faire certain voyage par la mer au long de la côte d'Espagne. » B. N., Clairambault, 1215, f. 63.

¹ *Manuscrit de la Bibliothèque de la Ville de Paris*, fol. 205. De Lyon le 21 janvier 1526. « Nous avons comme bon vers nous de qui Langrey mande par le Christ... à Madrid... Madame Reporta Madame et l'avez par la... l'empereur à Madrid... à d'été... lequel nous vous, d'écouter et l'apostoliquement nous fait la lettre... »

B. Goussier, op. cit., p. 78. — *Lettre apologétique* déjà citée.

² *Lettre apologétique* citée, f. 13 v.

CHAPITRE DEUXIÈME

LES MISSIONS DE LANGET À ROME

(1526-1527)

I

François I^{er} n'avait signé le traité de Madrid qu'avec l'intention bien arrêtée de ne pas en exécuter toutes les clauses. Les sentiments qu'il vit se manifester autour de lui dès sa rentrée en France le confirmèrent dans son idée. Le roi d'Angleterre, les princes italiens, Clément VII et la Seigneurie de Venise lui avaient envoyé des ambassadeurs pour le féliciter de sa délivrance, en réalité pour sonder ses dispositions et le dissuader de respecter son accord avec Charles-Quint. L'envoyé de Henry VIII, Cheyney, devait représenter à François I^{er} le dommage qui résulterait pour la France de l'observation du traité : ce serait ouvrir à l'Empereur la voie à la « monarchie » de la chrétienté. Rosso, au nom de Venise, Capino da Capo, au nom du Pape, avaient charge d'exhorter le Roi à conclure avec les Italiens une ligue offensive et défensive. Henry VIII, à qui le Pape avait dépêché le protonotaire Uberto da Gambara, donnait des conseils analogues. François I^{er} n'avait dans les Italiens qu'une confiance limitée. Les négociations traînèrent durant les derniers jours du mois de mars et le mois d'avril. En attendant que Capino et Rosso eussent reçu des pouvoirs plus explicites, le Roi confirma solennellement le traité de Moore conclu avec Henry VIII par la Régente l'été précédent (15 avril-10 mai). Puis, sûr que Charles-Quint ne voulait rien sacrifier du traité de Madrid, — l'entrevue décisive avec Lannoy eut lieu le 10 mai, — connaissant d'autre part les intentions de Henry VIII qui lui furent communiquées le 14, il n'hésita plus : il pressa les pourparlers, et le 22 fut conclue la Ligue de Cognac ou *Sainte Ligue*.

Cette Ligue comprenait François I^{er}, Clément VII, Venise, Florence, François Sforza, duc de Milan ; elle était placée sous la protection du roi d'Angleterre, qui en avait été l'instigateur et dont on recomptait l'adhésion effective. Elle était ouverte à tous les princes chrétiens, notamment à Charles-Quint, à condition qu'il délivrât contre une rançon les enfants de France, donnât des garanties d'indépendance à l'Italie, et payât à Henry VIII les sommes qu'il lui devait. Comme il était à présumer que l'Empereur refuserait, on prenait des dispositions en vue d'un conflit probable : les allies entretendraient en Italie 30,000 fantassins, 2,500 hommes d'armes, 3,000 cheval-légers. Le Pape s'engageait à mettre en ligne 6,000 fantassins, 800 hommes d'armes, 700 cheval-légers, Venise à peu près autant, le duc de Milan la moitié. François I^{er} devait fournir 500 hommes d'armes, 2,000 cheval-légers, 50,000 crus par mois pour solder les gens de pied, entretenir une armée chargée de faire une diversion et immobiliser l'Empereur en Espagne, enfin faciliter auprès des cantons suisses les levées que les Italiens comptaient faire. Une flotte de vingt-huit galères serait constituée par 3 galères pontificales, 13 vénitiennes, 12 françaises. Le but était d'abord de délivrer François Sforza assiégé dans Milan et de chasser les Impériaux de la Haute-Italie ; puis, si l'Empereur refusait de traiter, on entreprenait la conquête du royaume de Naples, dont le Pape disposerait à son gré, à charge, pour le détenteur, de constituer deux principautés pour le duc de Richmond, fils naturel de Henry VIII, et pour Wolsey, et de payer à François I^{er}, qui renonçait à ses droits, une pension d'au moins 75,000 écus. Le roi de France abandonnait également ses droits sur le Milanais, que François Sforza garderait à condition d'épouser une princesse française de sang royal et de donner à François I^{er} Asti, la seigneurie de Gènes et 50,000 ducats par an¹.

Les charges du Roi étaient assez lourdes et les avantages de la guerre assez faibles. Si malgré cela François I^{er} avait consenti à entrer dans la Ligue, c'est qu'il y voyait un moyen excellent d'effrayer l'Empereur et de l'amener, sans guerre, à revenir sur les stipulations du traité de Madrid : garder la Bourgogne, obtenir contre une rançon, dont le chiffre restait à débattre, la délivrance des enfants de France laissés comme otages, tel était le but du roi de France. Il espérait y arriver par un diplomate

¹ Cf. Dumont, *Corps diplomatique*, IV, 1, p. 441-453. — Mignet, *Récit de François I^{er} et de Charles-Quint*, II, p. 212-214.

et ne comptait recourir à la force des armes que subsidiairement, et à la dernière extrémité. Il avait, dans cette intention, fait inscrire dans le traité une clause qui lui permettrait de retarder l'accomplissement de ses obligations et même de n'en observer qu'une partie. La Ligue de Cognac avait été conclue dans l'espérance et avec la promesse que l'Angleterre en serait non seulement la protectrice, mais encore la principale contractante. François I^{er} subordonnait son action à l'adhésion de Henry VIII, et il savait que les conditions que le roi d'Angleterre y mettait n'étaient pas près de faire de cette adhésion un fait accompli.

Dès qu'ils furent assurés d'avoir le roi de France avec eux, les Italiens entrèrent en campagne. Avant même que la nouvelle officielle de la conclusion de la Ligue fût arrivée en Italie, dès la fin mai, on se mit à rassembler les troupes. Depuis longtemps Venise, le Pape se préparaient à secourir François Sforza assiégé dans Milan. Dans la première quinzaine de juin, le Pape avait concentré à Plaisance, sous le commandement général de Guiccardin, 8.000 fantassins sous les ordres de Jean de Médicis, de Vello et de Guido Rangone, 7 à 800 hommes d'armes et 800 cheval-légers. Venise rassemblait autour de Brescia un contingent semblable commandé par le duc d'Urbain : des envoyés vénitiens et pontificaux tâchaient de lever dans les cantons 7 à 8.000 hommes. Toute l'Italie du nord et du centre était frémissante d'ardeur guerrière. On croyait arrivé le moment décisif : il s'agit, écrit Giberti le 10 juin, du salut de l'Italie ou de son éternelle servitude¹.

Le plan était de délivrer Milan et de prendre Gênes : cela suffirait à ruiner la domination impériale dans le Nord. Pour réussir, il fallait profiter du désarroi moult dans lequel se trouvaient les Impériaux, agir rapidement, et de concert². Les premières opérations furent heureuses. La prise de Lodi (24 juin) assura la jonction des troupes vénitienues et pontificales. Le duc d'Urbain s'avança alors sur Milan. La marche fut lente et molle l'attaque ce fut un échec (6 juillet). Les recriminations éclatèrent : on fut unanime à faire retomber sur François I^{er} la responsabilité de ces

1. Giberti à Rinaldo Philicardo, évêque de Vérulle, agent du Pape en Suisse, 10 juin 1558 : « questa guerra non e » per un pontiglio d'honore, « per una vendetta, » per la conversione d'una città che ha una sì bella e dolce salute e della perpetua servitù di tutta Italia... » *Lettere di Principi*, II, I, 163. — Voir *ibid.*, d'autres lettres de Giberti à Copino, à Guzman, etc., de la première quinzaine de juin et aussi celles de Nicolas Rinco à Montmorency et à François I^{er}, des 8, 11 et 12 juin. B. N., fr. 2004, I, 17, 20, 1.

2. G. de Lora, *Storia documentata di Carlo Quinto*, II, p. 331.

revers. Depuis le début des opérations, les coalisés multipliaient leurs appels au roi de France, le suppliaient de tenir ses engagements, de hâter ses préparatifs. Les troupes promises n'avaient pas encore franchi les Alpes, la flotte qui devait assiéger Gênes était encore à Marseille et Bourbon avait pu sans être inquiété aborder à Gênes et rentrer dans Milan. Bien plus, Frégoso, l'archevêque de Salerne, et Pietro Navarro, qui avaient charge des galères, ne travaient encore à Lyon, et des subsides solennellement promis, pas de nouvelles. A quoi songeait donc le roi de France ?

Le détail particulier que François I^{er} poursuivait par la Ligue de Cognac se révélait dans son attitude. Le Roi continuait à négocier avec Charles-Quint que le soulèvement de l'Italie rendrait, espérait-il, plus traitable. Surtout il s'efforçait de s'allier plus étroitement avec l'Angleterre, sous couleur d'obtenir l'adhésion de Henry VIII à la Sainte Ligue, en réalité pour isoler l'Empereur. Louise de Savoie, Duprat et le nouveau Grand Maître étaient tout entiers à l'alliance anglaise. Ils ne se pressaient guère de répondre aux sollicitations des Vénitiens, du Pape surtout. Des vues particulières s'ajoutaient aux projets politiques. Duprat désirait le chapeau de cardinal; François I^{er}, Louise de Savoie, Montmorency depuis plusieurs mois réclamaient l'évêché de Riez pour le prêtre-secrétaire François de Dinteville, neveu du Grand-Maître et aumônier de la mère du Roi. Le Pape avait donné ce bénéfice à Cristoforo Numalis, cardinal d'Ara Celi¹. Le gouvernement français paraissait subordonner à la bonne volonté du Pape l'envoi des secours. Ajoutons que l'épuisement du trésor et le désarroi des finances rendaient difficile le paiement des subsides. A tous les appels des coalisés et de leurs représentants à sa cour le Roi répondait seulement par de bonnes paroles. Vers le milieu de juillet, à la suite des premiers revers, les réclamations devinrent plus vives. François avait compris que les Italiens étaient versatile pour rémunérer leur courage, et comme du reste son intention était non pas de les abandonner, mais de les entretenir en armes contre l'Empereur, le 18 juillet, à Châtellerault, il décida de leur envoyer Guillaume

¹ Sur cette affaire de l'évêché de Riez, voir une lettre du cardinal de Cambray (Bibliothèque Trivulzio) à Montmorency du 2 mai annonçant que le demande et les lettres du Roi en faveur de François de Dinteville sont arrivées trop tard, alors que le Pape avait déjà donné le bénéfice au cardinal d'Ara Celi. B. N., fr. 2057, f. 17. — Le Roi se montre très mécontent de ce contretemps, et se console par ce merveilleux honneur. François I^{er} au cardinal de Cambray ambassadeur de France à Rome, 4 et 17 juin. B. N., Dupuy 867, t. I, 2. — Cf. B. N., fr. 2058, t. I.

du Bellay, avec charge de leur expliquer les causes de ses retards et de leur promettre un prompt envoi de secours en argent et en hommes ¹.

II

En se rendant en Italie, Languy devait passer par la Suisse. La situation dans les cantons était loin d'être bonne pour la France et pour ses alliés. L'arrivée des Suisses était impatiemment attendue en Italie : sans eux le duc d'Urbin refusait de se remettre en campagne. Le nonce du Pape, Rinaldo Philonardo, évêque de Vercelli, Ottaviano Sforza, évêque de Lodi, F. J. de Médicis, châtelain de Musso, pressaient les cantons de laisser lever 7 à 8.000 hommes. Les efforts de ces agents ne s'accordaient guère ; leurs façons mystérieuses inspiraient de la méfiance ; enfin ils manquaient d'argent. On comprend sans peine leur peu de succès. Il faut ajouter que les Français ne les aidaient guère. Gaspard Serrano, un réfugié bombardé, contrecarrait l'action de l'évêque de Lodi ². Le roi de France, de son côté, demandait 8 à 10.000 hommes. Mais les cantons subordonnaient les levées au paiement par François I^{er} de ses créances : ils gardaient comme garantie et comme otage un agent du Roi, Jean Morelet du Mussey, et refusaient de l'élargir malgré les prières de l'ambassadeur Daugerent de Bourrigault. A la diète de Bade, le 25 juin, les cantons avaient répondu par un ajournement ou par un refus à toutes les réclamations de François I^{er} ³. Il était donc nécessaire d'aviser.

Les instructions de Languy portaient sur trois points principaux : réchauffer le zèle des amis du Roi par la promesse que l'argent dû serait envoyé à la prochaine foire, presser la levée de

1. *Marine Scutic, Dierli*, III, col. 333-334. — B. N., Châtelleraut 1214, t. 61 : au sieur de Languy l'un des gentilshommes de la Chambre du Roy porteur au voyage en diligence de Châtelleraut à Rome devant le Pape et le Collège des Cardinaux leur porter lettre de créance du Roy entreprendre certaines ses affaires, 250 livres tournois.

2. G. Serrano à Montmorency, de Bade, 25 juin 1552, B. N., fr. 9539, t. 97 98. — Bell, *Discours de la représentation diplomatique de la France auprès des cantons suisses*, I, p. 362, 367-368. — Duprat à Montmorency, Angoulême, 4 juillet, B. N., fr. 2021, t. 100 : « Il n'y a rien plus vray qu'il (G. Serrano) fut chancelier de la levée que voulait faire l'évêque de Lodi. Faut dire qu'il pouvoit bien faire ; ainsi pouvoit penser que le duc de Berry (François Sforza) vroit bien perdre son frère. Cela est fait, il faut penser au remède qui est d'ajouté : la levée est qu'il soit trop tard. »

3. Sur la diète du 25 juin, voir *Édgar-André Alphonse*, IV, t. A, 121b.

4. B. Bell, op. cit., I, p. 370, n. 1.

plus en plus nécessaire, enfin obtenir l'élargissement conditionnel et temporaire du général Morelet. Langey expose sa charge à Fribourg, à Soleure, à Lucerne où se tint la diète, le 1^{er} août. Il n'apportait avec lui que de bonnes paroles. Aussi les cantons persistèrent-ils dans leur décision antérieure : à la majorité ils refusèrent la levée demandée, la remettant après le paiement des créances royales. Ils se contentèrent d'envoyer bientôt au Roi une ambassade pour discuter et régler les points en litige. Langey fut obligé de partir sans avoir obtenu rien de plus ¹.

Il se dirigea vers Venise par le pays des Grisons. Là aussi, et pour des raisons analogues, la situation du sieur de Grangis, notre envoyé, n'était pas brillante ². Les partisans de la France, Ludovic Tschudi ³ en particulier, étaient mécontents de voir leurs pensions impayées depuis longtemps, on laissait Grangis sans argent. La désaffection, si elle se propageait, pouvait être désastreuse pour la France et ses alliés. Les Lagues Grises commandaient les routes du Tyrol en Lombardie. Des lansquenets s'accumulaient déjà à Insprück, et un certain Dietigen de Salis ⁴, dévoué aux Impériaux, intrigait pour obtenir leur passage et même une levée de Grisons pour le compte de Charles-Quint. Par les renseignements qu'il apportait, Guillaume du Bellay apaisa Tschudi. Il obtint que les Grisons empêcheraient les lansquenets de passer et châtieraient Dietigen. Bien plus, quelques semaines plus tard, 2.000 Grisons se mirent en route pour l'Italie. Le passage de Langey avait eu d'heureux résultats, dont Grangis tout le premier eut à se féliciter ⁵.

1. E. Rott, *op. cit.*, I, p. 371, 370. — *Edig. Abach.*, IV, l. 1, 978 i-k. — Gieseler, *Opera inedita*, IV, p. 129.

2. E. Rott, *op. cit.*, I, p. 364-365.

3. Sur ce Ludovic Tschudi, originaire de Glaris, capitaine des gardes de François I^{er}, et gentilhomme de la Chambre, l'un des principaux partisans de la France aux pays des Grisons, voir E. Rott, *op. cit.*, I, p. 315-316, 320, 361, 363.

4. E. Rott, *op. cit.*, I, p. 364. — Grangis à François I^{er} de Colre, 15 septembre et 23 octobre, B. N., fr., 8839, f. 197, 8085, f. 101-102.

5. *Lettre apologétique citée*, f. 15. « Depuis le retour du Roy, Il luy pleust m'envoyer devers les Grisons à ce qu'ils empêchassent le passage des lansquenets et pour appeler Ludovic Chondorh [Tschudi] Je decouvry en ce voyage, par les connoissances que j'avoys aux principaux du pays qu'ils avoient esté nourris ensemble aux écoles, la nouvelle entreprise que le capitaine le Choe (?) faisoit avec leur aide à Rome... » Nous n'avons pu identifier le capitaine dont il est ici question et dont le nom est certainement défiguré dans la copie de la *Lettre apologétique*. — Cf. une lettre de L. Tschudi à Montmorency, de Colre, 23 décembre [1535], *Musée Condé*, série L, vol II, f. 68.

III

On attendait impatiemment à Venise l'arrivée de l'envoyé extraordinaire du roi de France. Depuis le début de juillet, les affaires de la Sainte Ligue allaient de mal en pis. L'insuccès de la tentative sur Milan avait rendu le duc d'Urbia plus circonspect que jamais. Pendant une vingtaine de jours, les troupes vénitienues et pontificales restèrent inactives, attendant la venue des Suisses levés par l'évêque de Laodi. Les Impériaux en profitèrent pour redoubler d'efforts contre Bâerna qui, le 24 juillet, fut contraint de capituler. Les Italiens ressentirent très vivement cet échec : ils en rejetèrent aussitôt la responsabilité sur les lenteurs du roi de France. Guichardin éclate en plaintes contre François I^{er} : la fraudeur du Roi était manifeste, ses bonnes paroles, ses promesses ne suffisaient pas ; on voulait des actes. Simon la Ligue étant ruinée, l'Italie perdue. On inclinait déjà à l'idée d'un accord avec l'Empereur¹.

C'est dans ces sentiments que Guillaume du Bellay trouve les Vénitiens. Accompagné de notre ambassadeur Luigi de Canossa, évêque de Bayeux, il eut avec le doge et le conseil deux entrevues, le 9 et le 10 août². Il exposa le but de sa mission qui était de rassurer les coalisés. Le Roi était plus disposé que jamais à tenir ses engagements. Les retards étaient indépendants de sa volonté : la flotte lèverait l'ancre dès que les galères venues de Normandie seraient arrivées. Quant aux troupes du duc de Saluces, elles avaient séjourné à Lyon parce que les commis des finances chargés de les payer, au lieu d'aller dans cette ville, s'étaient d'abord dirigés vers la Picardie. Mais dans une huitaine de jours elles auraient passé les monts. Les Vénitiens dans leurs plaintes laissent entendre que peut-être François n'allait si lentement en besogne que parce que l'entreprise de Milan ne se faisait pas « en son nom et profit ». Ils se montrèrent disposés à y remédier « que le Roy tant seulement demandast ce qu'il vouloit ».

1. Guichardin, *Op. in.*, IV, p. 161 (3 août 1555), 165-163 (lettre à Gambara) 173-175 (à Aochjoni) ; 183 à Oihetti, 9 août.

2. A partir de l'arrivée à Venise jusqu'à la fin de cette première mission nous avons le rapport écrit par Guillaume du Bellay lui-même à son retour et conservé à la B. N., Dupuy, 46, f. 35-40. Le document — *Abregé du voyage fait par le Sieur de Langrey en Italie* — a été imprimé, en partie par H. Baumgarten (*Leuchtsche Karia v.*, II, appendice II) et par nous intégralement dans le *Bulletin Italien*, I, 1901, p. 212-224. — Voir aussi Marine Sanudo, *Diarii*, XIII, col. 364-365 (8 août), 367-368 (10 août). — Cf. Guichardin, *Op. in.*, IV, p. 162-163 ; Gaynges, *Calendar of State Papers, Spanish*, III, I, p. 323.

Cette proposition prit Guillaume du Bellay au dépourvu. Il s'en tira en protestant du désintéressement du Roi. François 1^{er} ne demandait rien de plus que ce qui avait été stipulé dans le traité de Cognac. Il était même probable que si on lui faisait des offres semblables, il les déchirerait pour ne pas donner à penser « qu'il eust fait le long et difficulté la chose pour amener Messieurs de la Ligue à cette raison ». C'était l'attitude même qu'à ce moment le Roi prenait à Ambouise devant les ambassadeurs de Venise et du Pape¹. François 1^{er} et surtout Louise de Savoie ne voulaient pas encore s'engager à fond en Italie sans être sûrs d'être suivis par Henry VIII et avant de savoir quelle réponse Charles-Quint ferait à leurs propositions. Cette affectation de désintéressement pouvait rassurer les Italiens. Cependant, pour ménager l'avenir, Langey conseilla aux Vénitiens de « ouvrir de leur projet au Roi lui-même, pour « entendre par lui sa volonté ». Ils promirent de le faire ; mais en attendant, il fallait consulter le Pape, qui « déjà leur en avait écrit ». La question devait donc de nouveau se poser à Rome, où Langey se rendait en toute hâte.

Dans ces entretiens avec la Seigneurie il avait été beaucoup question du duc de Ferrare. Langey avait mission de le voir, et les Vénitiens l'exhortèrent fort à agir auprès de lui pour l'amener à la Sainte Ligue. L'adhésion du duc pouvait être décisive pour les coalisés, en ce moment surtout où la Lombardie était près de leur échapper. Que Alphonse se prononçât pour la Sainte Ligue et Gênes était privée des secours de Bouchon. Bouchon lui-même coupé de la mer et de Naples, isolé dans le nord de l'Italie, « il passait au contraire du côté de Charles-Quint. Il s'interposait entre le Pape et les Vénitiens et dialoguait une coalition dont la cohésion s'affaiblissait chaque jour. Aussi était-il fortement sollicité de part et d'autre. A la fin de juillet, Hugues de Moncade lui avait envoyé son secrétaire Gerommo de Spinal². Le duc de Ferrare lui indiqua ses conditions : le commandement général de l'armée d'Italie, la main de la fille de l'Empereur pour

1. Bongo au duc de (Gheron) d'Ambouise. Jacobi, *Lettre di Principi*, II, I, 166.
« Scoglio intendo poter essere che non siamo del Re o forse ucciso o se potessimo
moltieri quando potessimo alle cose d'Italia... ma Madonna, in quale più ogni con
tutto covaria de Sua Maestà, ne è tanto chiara e così tutta di Consiglio che quando
non ha la Maestà e presenza, non uccide di mostrarsi per non disprezzare o
talento che Monsieur d'Amboise dice con persona non la quale non s'agire, che
l'attenderà alle cose d'Italia per se, certo la reina del Re, ma che bene e mante-
nerla libera... » — Cf. G. de Lève, *op. cit.*, II, p. 370-372.

2. Gayangos, *op. cit.*, III, I, p. 333-334.

son fils Hercule, avec le comté de Carpi en dot ; la quittance de ses dettes et la promesse que Charles-Quint le protégerait envers et contre tous. Spinal s'en retourna à Milan pour s'entendre avec Bourbon, notamment sur le premier point. Sur ces entrefaites Guillaume du Bellay arriva à Ferrare (12 août) ¹. Il offrit au duc la charge de capitaine général de la Ligue. Mais celui-ci pouvait-il accepter, sans être sûr auparavant que le Pape ne lui réclamerait plus Reggio, Rubiera et Ravenne ? Il savait de quelle haine Clément VII le poursuivait lui et sa maison. La réconciliation entre le Pape et le duc était donc la condition indispensable de l'adhésion de ce dernier à la Sainte Ligue. Langey promit de s'y employer de tout son pouvoir. La question de Ferrare, comme celle de Milan, était ainsi remise à la décision de Clément VII ; de la réponse qu'il y ferait dépendait le sort de la Ligue elle-même.

IV

De tous les coalisés, le Pape était certainement celui qui était parti en guerre avec le plus d'ardeur. Dès la fin de mai, il avait pourvu à la défense de Rome et mis sur pied ses troupes. Lui d'ordinaire si hésitant, il avait surpris tout le monde par sa décision ; lui si circonspect d'habitude, il avait pris avec les Impériaux, le duc de Sessa et Hugues de Moncade, l'envoyé spécial de Charles-Quint, une attitude cassante ². Le 30 juin, il s'était même risqué jusqu'à écrire à l'Empereur une lettre de vifs reproches pour justifier sa conduite ³. Dédaignant ses précautions ordinaires, il avait rompu avec Charles pour se jeter dans les bras de François I^{er}. Aussi quelle douloureuse surprise lorsqu'il vit le roi de France traîner les choses en longueur ! Il s'en

1. Guillaume de Bellay à Montmorency, de Ferrare, 12 août [1586]. Musée Condé, série L, vol. VIII, f. 324. — Ugo di Pepoli à Montmorency, de Parme, 31 octobre 1586, B. N., fr. 3004, f. 120. — Cf. Ghinucci à Walsey, de Rome, 17 août, dans Brewer, *Letters and Papers foreign and domestic of the reign of Henry VIII*, IV, II, n° 2403.

2. Raunce à François I^{er}, de Rome, 9-17 juin, B. N. fr. 2284, f. 17 vq. 43 vq. ; le déchiffrement de la partie chiffrée dans le *Bull. Ital.*, I, p. 222-223. — Carpi à François I^{er}, de Rome 24 juin (en chiffre, avec déchiffrement intermédiaire) B. N., fr. 2282, f. 71. — V.-L. Bourdilly *La première défection de Clément VII à la ligue de Cognac (août-septembre 1586)*, dans le *Bull. Ital.*, I, p. 212-218. — Sur la politique de Clément VII en général, voir P. Balan, *Clément VII e l'Italia del suo tempo*, p. 23 sqq.

3. K. Lenz, *Korrespondenz des Kaisers Karl V I*, p. 217.

plaignit amèrement à notre ambassadeur le comte de Carpi, à Nicolas Rance, secrétaire de l'ambassade française. Au milieu de juillet, un envoyé extraordinaire, Sanga, fut dépêché en France et en Angleterre pour presser la venue des secours¹. Tout à coup survint la nouvelle d'un double échec : le 24 juillet, Bloem avait capitulé ; le 25, les troupes pontificales étaient repoussées devant Sienna. Le Pape fut atterré, il en devint « à demy malade »². L'effroi de la défaite, la crainte de l'Empereur, le soupçon d'être dupé des Français envahirent son âme et le replongèrent dans ses hésitations habituelles. Ceux de ses conseillers qui étaient partisans de la France étaient « plus morts que vifs de despit »³. Rance n'osa écrire « les propos et paroles » qu'on tenait publiquement contre le Roi. Les Impériaux naturellement exploitaient ce mécontentement. Leur réseau d'intrigues se resserrait autour de Clément. De la part de Charles-Quint, Moncade lui faisait les offres les plus tentantes, s'il voulait abandonner la Ligue, tandis que les Colonna, ennemis personnels du Pape, se livraient à des préparatifs menaçants. Irréconciliable et méfiant, désireux de s'affranchir de l'Empereur mais disposé à user de la ruse plutôt que de la force, qui lui faisait défaut, tel Langey trouva Clément VII lorsqu'en milieu d'août il arriva à Rome.

Les entrevues furent fréquentes entre l'envoyé de François I^{er} et le Saint-Père⁴. Langey essaya les mêmes plaintes, les mêmes remontrances, il alléguait les mêmes excuses qu'à Venise. Le Pape mit en avant les dépenses excessives qu'il était contraint de faire pour tenir Rome en état de défense et soutenir la Ligue, et l'impossibilité où il était de supporter plus longtemps ce fardeau. S'il parlait ainsi, ce n'était pas « pour dissimulation ou couleur de varier ou se départir de la Ligue ou faire paix à l'Empereur ». Non, il avait refusé toutes les propositions qu'on lui avait faites, malgré les avantages qu'il y aurait trouvés. Il était prêt à faire jusqu'au bout son devoir. Mais que François I^{er} de son côté se hâtât de faire le sien, car en lui toute la force des coalisés était « réduite et fondue ». Pour augmenter le zèle des Français et intéresser davantage le Roi à la guerre il était d'avis qu'on lui

1. Le duc de (Giberti) à François I^{er} et à Montmorency, le 19 juillet, pour leur recommander Sanga, B. N., fr., 2022, f. 105, 2042, f. 20.

2. Rance à Montmorency, 1^{er} août, B. N., fr. 2024, f. 25.

3. *Abbrégé du voyage*, etc., dans le *Bull. hist.*, 1, p. 219. « ... Toutes les fois que j'allays vers lui, qui étoit de deux jours l'ang... »

donnait le duché de Milan, puisque maintenant le duc Sforza était prisonnier de l'Empereur. Il en avait parlé aux Vénitiens et attendait leur réponse ¹.

Langey, pas plus que le comte de Carpi, ne montra d'enthousiasme pour cette proposition du Pape. Il n'avait pas charge de la discuter. Les avis reçus de France montraient clairement que le Roi résistait aux offres de Sanga et des Vénitiens. François I^{er} refusait même de contribuer à une expédition dirigée, pour faire diversion, contre le royaume de Naples dont le Pape lui faisait entrevoir la possession en perspective ². Par crainte des Espagnols Clément VII livrait de nouveau l'Italie aux Français mais ceux-ci se faisaient prier. Langey demandait seulement pour le Roi l'autorisation de lever sur le clergé de France un jubilé et une décime ³, le chapeau de cardinal pour Duprat, l'évêché de Riez pour François de Dinteville. Ces exigences aggrément médiocrement au Pape. Il accorderait volontiers le jubilé et la décime, à condition d'en partager le revenu avec le Roi. Mais il crut comprendre, aux paroles de Langey, que si François I^{er} allait si mollement en besogne, la cause en était dans les délais que la Curie mettait à satisfaire les désirs de Duprat et de Dinteville, il fut profondément froissé de cette sorte de pression morale. Malgré les protestations de Carpi, de Rance, il n'en voulut point démordre ⁴. Il était du reste fort désappointé parce que Langey n'avait apporté que des promesses. Incapable avec ses seules ressources de payer les troupes qu'il gardait à Rome pour se protéger contre les Colonna, il écarta les propositions de Moncada, et le 22 août signa un accord avec ses ennemis. Les Colonna dispersaient les forces qu'ils avaient réunies et Clément VII réduisait les siennes à 500 hommes ⁵.

Bien que la convention du 22 août ne détachât en aucune manière Clément VII de la Ligue, Langey, Carpi, Rance la combattirent de toutes leurs forces. Ils y voyaient, — ce qu'elle était

1. *Abregé du voyage...*, loc. cit., p. 312-320. — Cf. Baumgarten, op. cit., II, p. 512-513.

2. Carpi à François I^{er}, 6 juillet 1555 (B. N., fr. 2040, f. 7-8) — Rance à Montmorency, de Rome, 20 août, B. N., fr. 2066, f. 47-50, en chiffres, déchiffré dans *Bull. Ital.*, I, p. 227-228.

3. Mirino Samula, *Discorsi*, XLII, col. 639.

4. Rance à Montmorency, de Rome, 20 août, B. N., fr. 2066, f. 20, et *Bull. Ital.*, I, p. 227.

5. Pérez (secrétaire de l'ambassade impériale à Rome; à l'Empereur, 17 août, 22 août), dans Gayangos, op. cit., III, I, p. 637, 650 sqq. — Cf. *Bull. Ital.*, I, p. 216; Balan, op. cit. p. 32.

en réalité, — un piège, un moyen de déarmer le Pape, de le mettre à la discrétion de ses ennemis : c'était le premier pas dans la voie de la défection. Raison de plus, lorsqu'elle fut signée, de retenir Clément, de fortifier le parti français et celui de la Ligue, de surveiller activement les menées des Impériaux : c'est à quoi Langey s'employa en attendant qu'il eût de France l'ordre de retourner. Il avait déjà entamé les pourparlers au sujet du duc de Ferrare ¹. Le Pape, pour satisfaire François I^{er}, consentait à abandonner Ravenne ou l'équivalent à condition que le duc donnerait Reggio et Rubiera et quitterait Modène. Mais le duc hésitait à souscrire à ces conditions. Et Carpi, qui lui était hostile, attribuait cette attitude au désir qu'avait le duc de voir de quel côté pencherait la victoire pour ne se décider qu'à bon escient. Des lettres interceptées autorisaient ces soupçons ². Du moins n'avait-on pas encore à le compter parmi nos ennemis. — Langey fit plus heureux dans ses efforts pour accroître à Rome le nombre des partisans du Roi. Le cardinal d'Amboise Gino-Matteo Gilberti le cardinal de Como Scarsaurem Trivulzio nous étaient acquis. Le cardinal d'Arcelli, titulaire de l'évêché de Riez que Langey réclamait pour Dinteville se déclarait prêt à l'abandonner contre une pension ³. L'envoyé français se mettait en relations avec Sadulet et, en compagnie de La Forest échangeait des visites avec Alexandre ⁴. — Enfin il ne perdait pas de vue les ennemis du Pape. Par l'intermédiaire de gentilshommes napolitains qu'il connaissait ⁵, il fut

¹ Marino Sanuto, *Diarii*, XLII, col. 677 (16 août). — Ghisardi à Wolsey, 17 août, dans Brewer, op. cit., IV, n. n° 3003.

² Baines à Montmorency, 27 août, B. N., fr., 384, f. 35. Ces lettres furent naturellement mises sous les yeux de Langey, qui désormais ne put plus agir en faveur du duc de Ferrare. Celui-ci devait s'en plaindre plus tard à Lps. du Pape. Cf. la lettre de ce dernier à Montmorency, de Paris, 31 octobre 1525, B. N., fr., 383, f. 148.

³ Guillaume du Bellay à Montmorency de Rome, 31 août. F et 19 septembre, *Recueil Condé*, série L, vol. IV, f. 239.251; vol. VII, f. 227. — Le cardinal d'Arcelli à Montmorency 15 septembre, B. N. fr., 4025, f. 25. — Baines à Montmorency, 5, 8 et 12 septembre, B. N. fr., 384, f. 50, 61-63, 70.

⁴ M. Guent *Journal du cardinal Jérôme Alexandre dans les Notices et Extraits des manuscrits de la Bibliothèque Nationale* XXXV, p. 30 (16 août) visitavit me Langius et Forestius, Kardol. — (17 sept.) inconvictus et Arvensis qui Papam, qui d'Arcellum vixit, qui Sadoletum et J. — Le Forestius dont il est ici question est Jean de la Forest, qui fut plus tard le premier ambassadeur français à Constantinople. Il était venu à Rome spécialement pour obtenir la chapelle de cardinal en faveur de Duprat, dont il était secrétaire.

⁵ *Extrait du compte* loc. cit., p. 121. — *lettre apologétique* loc. cit. f. 15. Langey cite, dans ce dernier document, deux gentilshommes napolitains qui lui rendirent des services : Jehan Pouchet et Alphonse et Alouan de Ligny.

informé des préparatifs auxquels se livraient les Colonna dans les Abruzzes et sur la frontière du royaume de Naples. Hugues de Moncade, voyant la situation des Impériaux compromise par l'arrivée des premiers secours français en Lombardie et des flottes coalisées devant Gênes, lia partie avec les Colonna. 5.000 fantassins et 800 chevaux furent rassemblés dans les premiers jours de septembre sous prétexte de secourir Siennese en réalité pour tenter un coup de main sur Rome. Langrey, averti, se hâta de prévenir le Pape. Celui-ci fit venir du camp 2.000 Suisses pour sa défense (14 septembre). Clément VII, poussé par les encouragements des Français, semblait disposé à la résistance. Mais sa résolution ne dura pas longtemps.

Le 14 septembre coup sur coup arrivèrent trois mauvaises nouvelles¹ : les Colonna se mettaient en marche, la flotte espagnole s'appretait à quitter Carthagène à destination de l'Italie, 10.000 lansquenets étaient réunis à Insprück sur le point de descendre en Lombardie. Pour comble de malheur, à ce qu'écrivait Sanga, le roi d'Angleterre subordonnait son entrée dans la Ligue à son alliance avec la France et refusait nettement de fournir quoi que ce fût. Que faire ? Prendre à la hâte des dispositions pour la lutte à outrance comme le conseillait Carpi ? ou conclure une trêve avec les Impériaux pour recommencer la guerre au printemps prochain, ainsi que Wolsey le suggérait à Sanga ? Le Pape penchait visiblement vers ce dernier parti. Mais pour bien expliquer ses intentions, pour empêcher le roi de France de croire qu'il voulait en s'accordant avec les Impériaux abandonner la Ligue, il décida de lui envoyer Langrey². Langrey exposerait à François I^{er} la situation, la nécessité de se hâter et rapporterait les ordres nouveaux. Le dimanche matin 16 septembre³, Clément VII manda Guillaume du Bellay au Belvédère et l'entretint pendant près de deux heures, lui faisant part des difficultés où il se trouvait, des

1. *Abbrégé du voyage...*, loc. cit., p. 230, et surtout la lettre de Carpi à François I^{er}, 25 septembre, B. N., Dupuy 225, f. 251-252, imprimée dans *Doc. Ital.*, art. cit., p. 225-226. — Raince à Montmorency, 14 septembre, Musée Condé, série L, vol. 2, f. 21.

2. Depuis plusieurs semaines Clément VII avait l'intention d'envoyer Langrey en France « pour parler à bouche à oreille ». Il en avait si grande envie, que Langrey lui-même s'était offert à partir. Raince à Montmorency, Rome, 16 août 1535, Musée Condé, série L, vol. 2, f. 21.

3. *Abbrégé du voyage...*, loc. cit., p. 220-221. — Pour les instructions très larges données par Charles-Quint à Hugues de Moncade, voir Gayangos, *op. cit.* II, 1, p. 740 seq.

propositions très favorables que Hugues de Moncade lui avait offertes à plusieurs reprises pour le détacher de la Ligue, les refus qu'il lui avait opposés : il protesta de son attachement au Roi et affirma « qu'on oseroit plus tost dire que le pape Clément seroit déposé ou chassé de Roïame que dire qu'il eust abandonné l'alliance du Roy, car il se remettait du tout à luy ou de paix ou de guerre ou de trêve ».

Diverses circonstances, une indisposition du comte de Carpi, les délais nécessaires à la rédaction des instructions et des brevets¹, la nouvelle de la bataille de Mohacz, firent différer de quelques jours le départ de Langey. Le Pape inclinait de plus en plus à la trêve qui lui semblait maintenant nécessaire, après Mohacz. Soudain on apprit que les Colonna approchaient. Le 20, ils entraient dans Rome, accueillis par les Romains avec plus de curiosité que de terreur, ils occupèrent sans coup force toute la ville². Clément avec quelques cardinaux se réfugia au Château Saint-Ange et s'y fortifia. Mais, hors d'état de se défendre avec succès, il entra aussitôt en pourparlers avec Moncade. Les négociations étaient engagées lorsque Langey partit, muni des dernières instructions du Pape. Clément lui montra les articles que lui proposaient les Colonna : « si il était forcé de les accepter, il le feroit, » en intention de leur jouer de pareil jeu. Au cas où il aurait pu se réparer ses troupes de Lombardie et ses galères des flottes coalisées, Langey lui conseilla de faire retenir ses bandes par Jean de Médicis³ et à son nom, et de laisser Dorio reprendre le service du Roi. Le Pape accepta le premier avis : sur le second, il réserva son sentiment. Ainsi instruit, Langey s'éloigna, cependant qu'après une courte résistance le Pape signait avec Hugues de Moncade la convention du 21 septembre : une trêve de quatre mois suspendait toutes les hostilités ; le Pape s'engageait à retirer dans ses états ses troupes et sa flotte ; comme garantie, il devait livrer des otages et accorder aux Colonna l'absolution et l'indulgence plénière⁴.

1. Clément VII à François I^{er}, 10 septembre, dans *Bulles, Monuments, etc.* t. XVI, *Historicum clementinum* 3 p. VII-VIII. Clément VII à Montmorency, même date, B. N., fr. 2581, f. 50. — Cf. Marino Sanuto, *Diarii*, XLII, col. 862.

2. *Abbrégé de voyage...*, loc. cit., p. 221-222.

3. Jean de Médicis. Cf. Jean des Barres *Histor.* Cf. P. Gauthier, *Jean des Barres Histor.*, Paris, 1904, in-8.

4. Voir les articles de la trêve du 21 septembre dans Gayangos, op. cit., 131, 1, 587-588 ; une copie en latin à la B. N. (fr. 2580, f. 31). — Cf. les lettres de Ghisacci à Welser du 22 septembre dans Brewer, op. cit., IV n. n° 2520, 2511. — Raïce à Montmorency, 23 septembre, *Misses Canad.*, série L, vol. 2, f. 24-25. — Magnat, op. cit., II, p. 256-258. — Guizot, op. cit., p. 26-28.

Moncade et les Impériaux en imposant ces conditions au Pape, surtout le retrait des forces pontificales, avaient espéré affaiblir sérieusement la coalition. Grâce à Langey, cet espoir fut en partie déçu. Au sortir de Rome, celui-ci se dirigea sur Florence dont il mit le gouverneur, Silvius Passerini, cardinal de Cortone, au courant de ce qui s'était passé et lui rendit courage ¹. Il écrivit ensuite au marquis de Saluces, Michel-Antoine, et au sieur de Burie, chefs de l'armée française en Lombardie, d'avoir à empêcher, par quelque subterfuge le départ des soldats du Pape. Il prévint aussi l'évêque de Bayeux, à Venise, et nos agents en Suisse, Grangis, Morelet, Boisrigault. De Florence, Langey toucha à Porto Fino, où les chefs des trois flottes réunies tinrent conseil sur les résolutions à prendre ². Au sujet de Doria, il fut décidé qu'il irait à Civita-Vecchia où l'appelait le Pape et qu'il passerait ensuite au service du roi de France. Pour Gênes, on résolut de la bloquer plus étroitement et dans ce but de faire appel aux troupes qui assiégeaient Crémone en vue d'une attaque combinée par mer et par terre. Les choses ainsi disposées, Langey aborda à Marseille sur un brigantin qui venait y chercher le reste des galères : grâce à ces mesures rapidement prises, les effets de la convention du 21 septembre étaient amortis et la situation pouvait s'améliorer encore si François I^{er} se décidait enfin à agir sérieusement.

Le Roi, avec la Cour, remontait lentement la Loire lorsqu'il rencontra Guillaume du Bellay à Beaugency dans les premiers jours d'octobre. Les nouvelles d'Italie lui causèrent une vive émotion que l'annonce de la prise de Crémone par les confédérés (23 septembre) ne suffit pas à calmer. Devant les représentations de plus en plus pressantes des Italiens, il parut disposé aux résolutions énergiques ³. Tandis qu'il sollicite avec plus d'instance le concours de l'Angleterre, il envoie, par La Pommeraye, l'ordre à Pedro Navarro de laisser Doria et les Vénitiens devant Gênes pour aller à la rencontre de la flotte espagnole jusque sur les côtes

1. *Abrégé du voyage...*, loc. cit., p. 223.

2. *Abrégé du voyage...*, loc. cit., p. 223-224. Marino Sanuto, *Diarii* XLI, col. 744, 765; XLII, col. 14-15.

3. La secrétaire vénitienne à Montmorency, de Blois, 2 octobre, B. N., fr 3013, t. 139-140.

d'Espagne¹. Aux troupes rassemblées en Lombardie, il promet des secours et commande l'offensive. Il dépêche Jacques Colin en Suisse pour prévenir la défection des cantons et Lorenzo Tescano part directement pour Rome afin de tranquilliser le Pape en lui apportant quelque argent et l'assurance du prochain retour de Langey².

Les instructions de ce dernier furent aussitôt rédigées. Le conseil connaissait par Sanga les offres du Pape et des Vénitiens relatives à Milan et à Naples, et les avait déjà examinées. En principe, le Roi acceptait Milan pour un de ses fils et consentait à une expédition contre le royaume de Naples, sous les ordres du duc de Lorraine. Sur ce dernier point cependant, il désirait une capitulation nouvelle dont les articles seraient à débattre et qui constituerait une alliance plus étroite avec la papauté³. Langey devait transmettre ces propositions en même temps qu'il instruirait Clément VII des véritables sentiments de son maître, des dispositions que celui-ci avait déjà prises et de celles qui allaient suivre : envoi à bref délai de Renzo da Ceri, chef de la faction des Orsini, avec de l'argent⁴, lever de troupes qui se concentreraient à Lyon où François I^{er} en personne se trouverait pour Noël. Que le Pape gardât le souvenir de l'injure que lui avaient infligée les Impériaux et il pouvait espérer d'en tirer bientôt une éclatante vengeance.

Tout en se dirigeant sur Rome, Langey eut à passer par Savone, où il vit Pietro Navarro prêt à partir suivant l'ordre du Roi. Il toucha à Porto Fino pour communiquer aux Vénitiens et à Doria revenu de Civita-Vecchia, le plan de François I^{er} et la décision de Navarro⁵. De là il se rendit auprès des Florentins auxquels il avait la charge expresse d'exprimer la satisfaction du Roi pour les « honnêtes offres et propos » du mois précédent et de les engager à persévérer dans leurs bonnes résolutions⁶. Ces divers arrêts ne lui permirent d'atteindre Rome que dans les derniers jours d'octobre.

1 Instruction à La Pommeraye, conseiller ordinaire du Roy, lequel ledit Seigneur envoie présentement devers le duc de Savoie Pietro Navarro, d'où qu'il en y aura à dire de la part dudit Seigneur, Beaune, 3 octobre (1584), B. N., fr., 5122, t. 2-3 (copie).

2 B. N., Calixtebaux (245, f. 63 v°).

3 Balbo à Montmorency, 7 novembre, B. N., fr. 3040, t. 36.

4 Breton à Montmorency, de Montpéran, 16 oct. (1584), B. N., fr. 3015, t. 60.

5 Marino Sanuto, *Diarii*, XLIII, col. 162-163 ; 181-183 (avec la copie de l'avis apporté par Langey).

6 François I^{er} aux Florentins, de Beaune, 3 octobre, dans Desjardins, *Négociations diplomatiques de la France avec la Toscane*, II, p. 341-342.

Langey avait laissé le Pape décidé à dissimuler. Clément VII attendait anxieusement son retour, les alternatives de crainte et d'espoir qui agitaient son âme lançaient son esprit en des desseins contradictoires ¹. Tantôt il parlait de passer les monts, de s'en aller à Nice, ou Avignon pour ménager une entrevue entre l'Empereur et le roi de France, « où sortirait la paix de la chrétienté, et il réclamait les bons offices du roi de Portugal ². Puis, le ressentiment le gagnant et le désir de se venger des Colonna : à l'instigation de Carpi, il faisait mettre Rome en état de défense, appelait du Nord 2.000 Suisses, 3.000 fantassins italiens et quelques centaines de cavaliers, sous les ordres de Vitello Vitelli et du cardinal Trivulzio ³. Mais bientôt l'absence de nouvelles de France brisait son énergie et le plongeait étonné dans un tel désespoir que c'était pitié de le voir.

Il reprit courage, ainsi que le parti français, à l'arrivée de Langey et, sur les bonnes paroles de celui-ci, jeta le masque avec une décision qui surprit presque autant ses amis que ses adversaires ⁴. Tandis qu'il lançait l'anathème contre les Colonna prononçant la confiscation de leurs biens et rayait du Sacré-Colège le cardinal Pompeo, ses troupes envahissaient leurs terres, brûlant les maisons, abattant les châteaux, et détruisaient Marino, Montefortino, Subiaco et plus de quinze villages. D'autres actes montraient que Clément VII revenait à la Sainte Ligue. Il accentuait son rapprochement avec la France ; il autorisait enfin la levée de décimes sollicitée par François I^{er}, se contentant de prélever sur le total 100.000 écus seulement ⁵. S'il s'en tenait, au sujet du royaume de Naples, à la capitulation signée sous Léon X et hésitant à mettre par écrit l'alliance « plus secrète et plus étroite » dont parlait François I^{er}, il considérait cependant la chose comme « ferme et faicte » ⁶. Il était heureux de voir le Roi accepter le duché de Milan pour un de ses fils et comme Venise semblait moins disposée à cette solution (qu'elle avait pourtant proposé), il décida d'y envoyer Langey pour la ramener à ses vœux ⁷.

1. Baine à Montmorency, 30 septembre, 2, 15 octobre, B. N., fr. 2056, t. 75-76, 81-82, 73.

2. Clément VII au roi de Portugal, 18 octobre, dans Baine, *op. cit.*, p. 261-262.

3. Pérez à l'Empereur lettre commencée le 2 octobre et fermée le 22), Goyagoe, III, 1, p. 973-980.

4. Baine à Montmorency, 7 novembre, B. N., fr., 2056, t. 83. — Pérez à l'Empereur, 3-16 novembre, Goyagoe, *op. cit.*, III, 1, p. 981, 1008.

5. Baine à Montmorency, 15 novembre, B. N., fr. 2056, 98 sqq.

6. Baine à Montmorency, 7 novembre, B. N., fr. 2040, t. 81.

7. Baine à Montmorency, 13 novembre, B. N., fr. 2056, t. 87.

Des événements imprévus retiennent Langey à Rome. Quelques cas de peste se produisirent à l'ambassade française même qui le firent à garder non logis¹. Il n'eut pas à le regretter, car la situation redevenait inquiétante et de nouveau le parti français avait besoin de toutes ses forces pour maintenir le Pape dans ses viriles résolutions.

Le mois de novembre touchait à sa fin et l'on ne voyait rien venir de France ni Renzo, ni troupes, ni subsides. Cependant, comme un orage les dangers grossissaient autour de Rome, de tous les points de l'horizon. Dans le royaume de Naples, les Colonnes revenus de leur première surprise rassemblaient des troupes, 7.000 hommes de pied et 1.000 chevaux, pénétraient dans les États de l'Eglise. Au nord, les lansquenets de Frondsberg, 12 à 13.000 hommes, traversant les Alpes, arrivaient dans le Mantouan avec l'espoir de donner bientôt la main au duc de Bourbon, que le duc d'Urbino contenait à peine dans Milan. Les quelques mouvements esquissés par ce général aussi lent à la décision que mol à l'action ne suffisaient pas à prévenir la jonction des ennemis. D'ailleurs une escarmouche le priva bientôt d'un de ses meilleurs capitaines, Jean de Médicis². Le Pape plus qu'aucun autre ressentit cette perte. Aussi menaçante pour Rome et pour la Toscane, dont elle allait couper les relations avec le nord et Venise, était l'alliance du duc de Ferrare avec Charles-Quint : après plusieurs mois de pourparlers et de marchandages entre les Impériaux et les confédérés, le duc s'était donné au plus offrant, l'Empereur, les efforts de Langey, de Perotti avaient été vains. Enfin, la flotte espagnole, à peine entamée par Doria, venait d'aborder à San-Stéfano avec le vice-roi de Naples Lannoy et 9.000 hommes de troupes³.

A cette nouvelle, le Pape écrit Renzo, « se voyant assai de costé et d'autre, se trouve si tres esparde et desespéré qu'il ne vroyt remède en son cas, sinon de fuyr⁴ ». Ce qui plus que tout le mettait en angoisse était la peur de voir Florence lui échapper : « Florence

¹ Guillaume du Bellay à Montmorency, de Rome, 20 novembre, B. N., fr. 3078, f. 113. — Renzo à Montmorency, 15 novembre, B. N., fr. 3086, f. 101, 16 novembre, musée Condé, série L, vol. V, f. 71.

² Cf. P. Gauthier, *op. cit.*, p. 345-346.

³ Carpi à François I^{er}, 20 novembre, B. N., fr. 3012, f. 36. Le Pape est « en tel costé qu'il ne sçayt où il est ». — Renzo à François I^{er}, 27 novembre, à Montmorency, 29 novembre; B. N., fr. 3086, f. 113, 3009, f. 48. — Cf. l'exposé de la situation du Pape fait à François I^{er} par Acquinjoli, le 26 décembre, à Poissy, Desjardins, *op. cit.*, II, p. 104-105.

⁴ Renzo à Montmorency, 20 novembre, B. N., fr. 3009, f. 81.

est la chose qui lui touche le plus près du cœur ». Il y envoya Langey et Navarro pour calmer l'inquiétude des Florentins, les raffermir dans leur dévouement aux Médicis et au roi de France et remettre en état les fortifications et les ouvrages de défense ¹. Mais en même temps il prêtait l'oreille, aux Impériaux, qui habilement exploitaient les lenteurs de François I^{er} et le mettaient en défiance. Le 3 décembre, il entre en pourparlers avec Lannoy et lui fait demander ses conditions. Les exigences des Impériaux lui paraissant excessives, ému d'ailleurs par les lettres de l'Empereur que Pères lui communique le 12, Clément VII écoute les représentations énergiques de Carpi, de Langey, revenu de Florence. Pendant tout le mois de décembre, il flotte avec des Français aux Impériaux, recevant de ceux-ci des conditions de plus en plus dures, projetant de corrompre Friendsberg, récriminant contre la France en qui cependant il plaçait encore tout son espoir ². Les réclamations de Langey, de Ramée, de Carpi, les exposés aussi éloquents qu'exacte d'Acciuglioli, le représentant du Pape et de Florence à la cour de France, amenèrent François I^{er} à formuler de nouvelles promesses : envoi d'argent en Suisse, en Italie. Renzo est en route ³. Il n'en fallut pas davantage pour que le Pape fit lire, le 1^{er} janvier, après la messe de Saint-Pierre, un avertissement conçu en termes comminatoires contre Lannoy et les Colonna ⁴. Son imprudence égalait son irrésolution et il ne devait pas tarder à s'en repentir.

Renzo da Ceri, attendu depuis plus de deux mois, arriva enfin le 8 janvier, mais sans le moindre subside ⁵. La déception de Pape fut aussi profonde que vif avait été son espoir. Il ne faut pas s'étonner s'il permit dans son refus de conclure une nouvelle capitulation au sujet de Naples, ce que Renzo aurait voulu faire tout d'abord. Il s'agissait avant tout de se défendre contre les Impériaux et les Colonna menaçants sur les frontières des États de

1. Raïaco à Montmorency, 15 décembre 1536, B. N., fr 2595, f. 6. — P. Navarro à Montmorency de Savoie, 18 janvier [1537], B. N., fr 3637, f. 15. Cf. Giberli à Gambara, 7 décembre, *Lettres de Principi*, I, f. 63. — Pères à l'Empereur, 18 décembre, dans Gayangos, op. cit., III, 4, p. 1044.

2. Pères à l'Empereur, 4, 22, 26 décembre, dans Gayangos, III, 1, p. 1038, 1045, 1046.

3. Raïaco à Montmorency, 15 et 18 décembre, B. N., fr 2595, f. 6, 2596, f. 125. — Nouvelles d'Italie, et lettres de Giberli à Gambara, dans Brewer, op. cit., IV, n. n. 2579-80, 2715-16, 2733. — Cf. Baumgarten, op. cit., II, p. 529 sqq.

4. Acciuglioli à Giberli et à Salviati, 11 décembre, dans Denjardine, op. cit., II, p. 145-146.

5. Pères à l'Empereur, 10 janvier 1537, dans Gayangos, op. cit., III, n. p. 1049.

l'Eglise : Renzo et Langey s'y employèrent de toutes leurs forces. Langey utilisa ses relations avec certains seigneurs normands pour avoir des renseignements sur les projets de l'ennemi et son crédit à Rome pour se procurer quelque argent¹. Renzo lança un appel aux partisans des Orsini² et réunit ainsi quelques troupes. Mais on ne pouvait espérer les retenir plus longtemps gratis. L'appui de la France était plus que jamais indispensable, et voici que le Pape apprenait que François I^{er}, après ses belles promesses, s'en était allé à la chasse, laissant là conseil et ambassadeurs pendant une douzaine de jours³. Désespéré, menacé de toutes parts et sans argent pour payer sa défense, sollicité de sortir d'une Ligue où il n'avait trouvé qu'avaries et déceptions, il voulut avant de prendre une résolution définitive, instruire à nouveau le roi de France sur sa véritable situation. Il décida donc de renvoyer encore une fois Langey à la Cour.

Résolu le 23 janvier⁴, le départ de Langey ne s'effectua que le 26. Dans les longues conversations qui le précédèrent, Clément VII ouvrit entièrement son cœur à l'envoyé français : depuis le commencement de la lutte, il en supportait presque tout le faix ; il y avait mis « et le verd et le sec, et du Saint-Sacre, de Saint-Pierre, de l'Eglise, et de ses parents et amys. » Il se trouvait réduit à la dernière extrémité. Langey pouvait en témoigner pour avoir « veu à l'œil et touché avec le doigt, par sa dextérité et prudence, toutes les choses jusques au plus parfond ». Cependant il avait encore confiance dans les promesses de François I^{er} : que le Roi les remplît au plus vite. Pour lui, son intention était « de mettre toute peine et travail pour attendre et « entretenir jusques au retour » de Langey, si c'était possible. Mais, pour Dieu, qu'à la cour de France on cessât de différer pour agir en toute hâte⁵.

¹ H. Oment, *Journal du Cardinal Jérôme Aldobrandi*, loc. cit., p. 84. — Marino Sanuto, *Diarii*, XLIII, col. 628-632. — Raïmo à Montmerancy, 9 janvier, B. N., fr. 2054, f. 141-144.

² Lettre apologétique, loc. cit., f. 15 v^o. — Marino Sanuto, *Diarii*, XLIII, col. 645-646.

³ Raïmo à Montmerancy, 12 janvier 1527, Museo Condé, série L, vol. II, f. 93-94.

⁴ Ambascioli à Gilberti, 17 et 21 décembre, Desjardins, *op. cit.*, II, p. 656-658 : 670-676.

⁵ Raïmo à Montmerancy, 26 janvier, B. N., fr. 2054, f. 137 sqq. — Marino Sanuto, *Diarii*, XLIII, col. 736, 740. — Raïmo à Montmerancy, 26 janvier [1527], B. N., fr. 2054, f. 126. — Guillaume du Bellay eut un contretemps dans son voyage de retour : il revint de Piémonte et se repartit désemparé de Rome que un ou deux jours après. Cf. la lettre de Pèren du 26 janvier dans Goyanet, *op. cit.*, III, n, p. 25-26, 42.

⁶ Durant ces deux premiers voyages en Italie, Guillaume du Bellay ne trouva

VI

Le rapport de Languy¹ convainquit François I^{er} de la nécessité d'une action sérieuse. Le marche de ses négociations avec Henry VIII² et l'envoi de ambades que ce roi venait de faire au Pape³ lui permettaient maintenant de s'engager d'une manière plus décisive. Il s'empresse de faire réunir de l'argent et préparer les nouvelles instructions de Languy. Tout à coup, le 15 février, au soir⁴, par l'intermédiaire des Vénitiens, de mauvaises nouvelles arrivèrent de Rome. Deux jours après le départ de Languy, le Pape, pris de peur, avait cédé devant les Impériaux. Malgré les protestations unanimes des cardinaux, il avait accepté les conditions très dures d'une trêve qu'il devait essayer de faire accepter par ses allies, et pour attendre leur réponse il agnait, le

chargé non seulement des missions diplomatiques dont nous avons parlé mais aussi d'une mission artistique ou scientifique, et l'on peut dire. La lettre était adressée à presque tous les ambassadeurs de France en Italie (cf. J. Zeiler, *Le diplomate français vers le milieu du XVI^e siècle, d'après la correspondance de Guillaume Pallavicini*, chap. III). Malheureusement, les documents nous manquent pour savoir comment la chose de Languy s'en acquitta. Voici les seules indications que nous avons trouvées. Le 18 août, à écrit à Montmorency, de Paris : « Le duc est fort marry que je ne l'ay cy avec dire lesquels livres vous trouvestes les plus beaux quant celles par dech, car il les enverroit au Roy par bonaire espris jusqu'en France, et s'il vous plaist le lui mander le fera... » (Bibliothèque Oudin, carte L, vol. 12, f. 285v). — Et en III B N., Clémentine 1218, f. 82v : « au apr de Languy en une petite pour faire apporter certains articles (sic) que le Roy avoit cy devant ordonné estre faites à Rome, 800 livres tournes... » Languy fut chargé à cette occasion dans sa lettre à Montmorency, de Paris, 20 novembre : « Des très chers que le Roy me fait habiller pour luy acheter les livres et antiquités, par le compte que j'en envoie par l'homme de M^r d'Arrouches (Jean de Languet), vous verrez que j'en ay employé plus de sept cents et plus que si ce les livres ne sont mal employés... » — Nous n'avons pas retrouvé le moindre détail sur la question et qui serait particulièrement intéressant pour l'histoire de l'humanisme.

1. Il arriva le 7 ou 8 février. Cf. Chet. à Wolsey, de Poissy, 6 février, Brewer, *op. cit.*, IV, n. n° 2053.

2. A la fin de février partait pour Londres une ambassade extraordinaire composée de l'évêque de Tournai, de vicomte de Turenne et du président Le Vieux. Avec le concours de notre ambassadeur ordinaire en Angleterre, J. J. de Pazman, et de Vaux, ils conclurent avec Henry VIII et Wolsey le traité de Westminster ou traité de paix perpétuelle (28 avril 1547).

3. Par l'intermédiaire de Ludo Bassel, qui partit de Londres dans les premiers jours de janvier, emportant 20.000 écus pour le Pape. Cf. Brewer, *op. cit.*, IV, n. n° 2760-2770 (2-3 janvier).

4. Aschbach à Gherli et Carvici, 17 février 1547, Desjardins, *op. cit.*, II, p. 289 sqq.

28 janvier, une suspension d'armes de huit jours ¹. Les articles de la trêve envoyés à Venise furent transmis par la Seigneurie au roi de France.

La nouvelle défection du Pape irrita au plus haut point François I^{er} qui, le lendemain, devant Acciajuoli mandé aussitôt, éclata en reproches amers et en termes très durs contre le manque de confiance et de cour de Saint-Père ². Heureusement le même jour on apprit que, malgré la suspension d'armes, les troupes pontificales avaient, le 3 février, décampé à Frosinone les Colonna et prenaient l'offensive. Cette nouvelle calma les esprits. Comme tout le caractère de Clément, aussi enclin aux défiances que prompt à l'espoir dans la bonne fortune, le Roi se persuada que ce succès empêcherait le Pape d'observer la trêve et le ramènerait dans la Ligue. C'est dans cette pensée qu'il exposa ses projets à Acciajuoli et développa les nouvelles instructions de Langey ³.

Le Pape devait cesser de craindre et de tergiverser, s'il prenait une résolution ferme et demeurait fidèlement attaché à la Ligue, ses alliés lui porteraient un prompt secours. Le roi d'Angleterre, dès le mariage de sa fille conclu avec François I^{er}, « entrera en la Ligue et contribuera ». Au printemps prochain, tandis qu'il attaquera les Flandres avec le duc de Gueldre, le roi de France envahira la Navarre. Assailli en divers lieux, l'Empereur « ne saura à qui avoir recours et ne pourra porter la despence et se affaiblira en Italye pour ne laisser le certain pour l'incertain ». Si le Pape veut commencer la guerre, Langey lui porte 20.000 écus, outre les 30 000 qui précédemment avaient été envoyés par Rabodanges ⁴. François « ne faudra de mois en mois fournir ce qu'il a

1. Baines à François I^{er}, 20 janvier, B. N., fr. 2004, f. 121-122. — Morice Rapoto, *Storia*, XLIV, col. 13-14 (20-21 janvier). — Fourn à l'Empereur, 1^{er} février, *unzungen*, op. cit., III, II, p. 16 sqq.

2. Cf. la lettre déjà citée d'Acciajuoli à Gilbert et Salvetti, du 17 février, Desjardins, op. cit., II, 301-302. — François I^{er} à J. J. de Pommone, s^r de Vaulx, son ambassadeur en Angleterre, 17 février. Brewer, op. cit., IV, II, n^o 2002.

3. Acciajuoli à Gilbert et Salvetti, 28-19 février, Desjardins, op. cit., II, p. 302-310. — Les instructions données pour Langey, B. N. fr. 2004, f. 7. — Cf. Clerk à Wolsey et François I^{er} à J. J. de Pommone 18 février. Brewer *ibid.* n^o 2004, 2005.

4. Louis de Rabodanges était arrivé à Rome, avec Louis de Yadequemat, dans les premiers jours de février. — Cf. les extraits de lettres de Gerardo Capri, de Rome, 5 février, Brewer, op. cit., IV, II, n^o 2003. Cela révèle la somme apportée par Rabodanges à 30 000 écus environ. A cause de la suspension d'armes Rabodanges fit quelques difficultés pour livrer au Pape la somme dont il s'était porté garant que Clément ne manquerait pas de trouver l'autre « subside ». Cf. Balce à Montmorency, 4 février, B. N., fr. 2004, f. 104.

promis et ce que ledit Saint-Père doit avoir de la décime¹ » Il était heureux de faire l'entreprise du royaume de Naples pour un de ses fils et s'engageait à la mener, avec l'aide du Pape, de telle manière que jamais plus Charles-Quint ne récupérerait ce pays². — Au cas où le Pape, malgré ces promesses, « persisterait à ne vouloir se départir d'icelle trêve et mettrait l'affaire en delay », Langey avait ordre de prendre congé de lui et de porter les 20.000 écus au marquis de Saluces pour la solde des troupes³.

Comme le supposait François I^{er}, la victoire de Frésilone, concordant avec l'arrivée de Napoléon, du comte de Vaudémont et d'un agent anglais John Russell tous porteurs de subsides, avait suffi pour relever le courage du Pape. Non content de rompre des engagements dont les Vénitiens et les Français ne voulaient pas entendre parler, il prescrivait à ses troupes une offensive hardie tandis que Reno pénétrait dans les Abruzzes et grâce aux intelligences qu'il avait dans ces places s'emparait en quelques jours d'Aquila, Steliano, Tagliacozzo, la flotille de Doria portant le comte de Vaudémont prenait Poussoles, Castellammare, Torre del Greco, Surrento, Salerno. Malheureusement ces avantages cessaient bientôt : le manque d'argent et de subsistances paralysait tout. Doria ne put assiéger Naples, l'armée pontificale mourait de faim et se débandait, Reno revenait à Rome⁴. Aussitôt Lanoy envahit les États de l'Eglise et s'avance jusqu'à Piperno. Au nord, Bourbon venait de faire sa jonction avec Frondaberg et s'appretait à descendre vers l'Italie centrale avec ses bandes affamées de pillage : les populations de la Toscane étaient dans la terreur, et la révolution grondait à Florence, menaçant d'en chasser les Médicis. C'était là ce qui frappait au cœur Clément et ce qui le ruinait,

1. Les lettres autorisent la levée sur le clergé de France d'une décime pour les croisades contre le Turc, conformément à la bulle pontificale, datée du 16 janvier 1567, B. N., fr. 3081, f. 137.

2. Il s'agit aussi question de faire venir à la cour de France, pour la marier à un prince français, la sœur de Clément VII, Catherine de Médicis.

3. Avant de quitter la Cour, Guillaume du Bellay fit transmettre au Pape, par l'intermédiaire de son frère Jean, évêque de Bayonne, « quelques lettres et particulièrement quelques-uns de plusieurs personnages » du royaume de Naples qui désiraient être au service de la France. Il accompagna le nom de chacun d'eux des renseignements les plus propres à faire accueillir leur demande. C'étaient Hannibal Caraccioli, Alphonse de Léry, Thomas de Santolillo, André de Constantin (il paraît qu'il était aussi des maîtres de l'École de Carl Carlo Ralk), Jean Paul Capon, et Jean-François de Alomani et un diacre d'un certain César Imperatore, que nous aurons l'occasion de retrouver plus tard. Guillaume du Bellay au Roi, de Saint-Germain, 17 février (1567), B. N., Dupuy 200, f. 26 vq.

4. G. de Lava, *op. cit.*, II, p. 408-409.

vacillant et pusillanime, dans le filot des négociations impériales ¹

Habilement Lannoy et ses agents, Cesare Ferramosca et Sérenon, avaient réduit leurs prétentions antérieures ², car leur situation était moins brillante que ne se le figurait le Pape, et ils donnaient à celui-ci l'impression de traiter d'égal à égal avec le vice-roi. Des pourparlers très actifs se poursuivirent à la fin de février et dans les premiers jours de mars, et des échanges de vues entre Lannoy et Clément. Mais grâce aux efforts des ambassadeurs vénitien et anglais, à défaut de Carpi malade, rien ne fut signé avant le retour de Languey.

Guillaume du Bellay entra dans Rome le 10 mars, au soir ³. Il avait dû s'arrêter à Savone pour voir Petro Navarro ⁴ et aussi certains banquiers, puis à Florence ⁵ où il avait pu se convaincre que depuis son départ la situation avait empiré et exigeant des mesures énergiques et promptes. La déception du Pape fut complète. À attendant de l'argent, or, Languey qui avait consigné chez Salvati les 30.000 écus dont il était chargé n'apportait que des lettres de change sur une banque en faillite ⁶. Toutes les bonnes

1. « Questa è la lotta mortale che trapassa il suor suo » écrit à Étienne son agent à Rome, le 20 février et le 22 : « Questa era Firenze il primo tanto che non si poteva credere... Non vorte la mutazione perche la cosa non potra stare senza ritornarvi ». G. de Lays, op. cit., II, p. 419, et n. 4. — Cf. Raimond Montmorency, 21 et 24 février, B. N., fr 2024, f. 127^{va}, 147, Marino Sanuto, *Diarii*, XLIV, col. 264 (20-23 février).

2. Les dispositions du Pape se modifiaient le 9 février. Il envoyait Rucell et Ferramosca auprès du vice-roi, et le 10 février, nous le rapportons le réponse. Cf. Pérez à l'Empereur 20-23 février, Goyangon, III n. p. 73 sqq., Brewer, op. cit., IV, n. n° 2012 (2). *Exemplum capitulorum tractatorum cum D. Cesare Ferramosca*; ibid., n° 2007, lettre de Grégoire Cassi, 21 février; n° 2012, G. Cassi et Rucelli à Wolsey, 24 février. Raimond Montmorency, 21 février, B. N., fr 2024, 127^{va}-128. — Les pourparlers continuèrent pendant près d'une semaine, puis, le 25, Ferramosca repartit pour le camp du vice-roi tandis que Rucelli était envoyé à Venise pour attendre l'adhésion de la Sérénissime à la trêve. Le voyage de Rucelli était surtout un moyen de gagner du temps. Cf. Brewer, op. cit. IV, n. n° 2019, Raimond Montmorency, 24 février, B. N., fr 2024, f. 147, Pérez à l'Empereur, 23-25 février; Goyangon, III, n. p. 73 sqq.

3. Marino Sanuto, *Diarii*, XLIV col. 275, 277. — Giberti à Trivulzio, 12 mars, *Lettere di Principi*, II, f. 218-219.

4. Petro Navarro revenait de Florence où il était allé surveiller les préparatifs de départ. Navarro à Montmorency, de Savone, 6 mars [1527], B. N., fr 2024, f. 20.

5. Guillaume du Bellay à Montmorency, de Florence, 10 mars [1527], B. N., fr 2079, f. 40. — Marino Sanuto, *Diarii*, XLIV, col. 285.

6. Giberti à Trivulzio, lettre du 12 mars déjà citée. — Marino Sanuto, *Diarii*, XLIV, col. 28.

paroles du Roi ne changeaient rien à ce fait brutal : que le Pape avait besoin d'argent et ne savait comment s'en procurer. Il fallait se résoudre.

En même temps que Langey était arrivé Ferramosca avec les nouvelles propositions de Lannoy. Pendant quatre jours, le Pape incertain fut tiraillé entre les Français et les Impériaux : Langey s'efforçant de contrebalancer l'action de Ferramosca. Pénées perdues, le 15 mars, la trêve fut conclue pour huit mois. Le Pape payait 60.000 ducats et cédait en gages Ostie et Civita-Vecchia. Il se retirait de la Ligne ainsi que Florence, et les troupes impériales évacuèrent les États de l'Eglise et même l'Italie, si les autres confédérés adhéraient à la trêve dans un délai fixé. Tandis que Russell allait chercher Lannoy, Ferramosca partait en toute hâte pour arrêter la marche de Bourbon¹.

La nouvelle défection du Pape ne prit pas Langey au dépourvu. Aux termes de ses instructions, il devait faire parvenir les 20.000 écus destinés au Pape au marquis de Saluces, pour la continuation de la guerre. Les Vénitiens lui conseillèrent de les donner à Renzo, qui leverait quelques troupes et les conduirait en Pouille². Eux-mêmes mettaient à la disposition de cette armée les 30.000 écus qu'ils s'étaient engagés à fournir à Clément VII, et comme ils n'avaient pour le moment que 15 000 écus disponibles. Langey vint en poste à Venise pour chercher la somme complémentaire. Assisté de l'évêque de Bayeux, il fut reçu en audience par le Conseil des Dix, les 20 et 21 mars³. Il leur exposa l'intention de

1. Gilberto à Trivulzio, 15 mars, *Letture di Principi*, II, t. 220 v^o-221 v^o. — Pérez à l'Empereur, Amers, Gossanges, *op. cit.* III n. p. 119 sqq. — Marino Sanuto, *Diarii*, XLIV, col. 310-311, 313-314, la trêve de l'accord; et une autre reproduction du texte dans Buchholz, *Geschichte der Regierung Ferdinand des Ersten*, III, p. 604-606. — P. Bataillon, *op. cit.*, p. 16-17.

2. Marino Sanuto, *Diarii*, XLIV, col. 315.

3. Marino Sanuto, *Diarii*, XLIV, col. 314, 316, 318, 320 (20-21 mars). Langey vint sans tarder à Rome, où il poursuivait, en même temps que le retour de Clément VII dans la Ligne, la captation d'un drapeau de Montmorency. Le Grand Maître sollicitait, pour le jeune protestataire de Laval, l'évêché de Dol, mais le Pape en avait déjà pourvu Stasius, évêque de Schemin. Pour satisfaire Montmorency et le roi de France, sans léser Stasius, qui d'ailleurs était dévoué aux intérêts français, il suggéra l'expédition suivante. Prendre Jacques Burnet de Chevray qui s'était compromis dans l'affaire du comte de Bourbon de son évêché d'Autun, nommer l'évêque de Mâcon à Autun, et donner à Stasius le siège de Mâcon ainsi devenu vacant. Guisarme du Bellay au Roi et à Montmorency, Rome, 1^{re} avril 1557, B. N., fr. 309, t. 1, fol. 130. — Cf. Raimond à Montmorency, 1 avril, B. N., fr. 284, t. 157; Raimond à Montmorency, 2 juillet 1557, B. N., fr. 285, t. 94.

son maître de ne pas abandonner ses alliés, confirma la Seigneurie dans la résolution où elle était de ne pas souscrire à la trêve et se fit donner l'ordre à tous les agents vénitiens d'avoir à suivre les instructions des représentants du roi de France. La guerre allait donc se poursuivre dans le nord et dans le sud, jusqu'en Sicile, et la solidité de la Ligue n'était en rien compromise par la retraite de Clément VII.

Celui-ci du reste ne tarda pas à se séparer de nouveau des Impériaux. Il avait d'abord reçu Lannoy en grande pompe, le 28 mars, et le lendemain solennellement confirmé la trêve. Mais bientôt les nouvelles reçues du camp de Bourbon le replongèrent dans ses angoisses accoutumées. Ferramosca n'avait pu faire accepter les termes de la trêve par les soldats révoltés et Bourbon avait repris sa marche vers le sud. Au prix de 150.000 ducats, Lannoy consentit à s'entremettre. Dans l'entrevue qu'il eut avec lui, le 21 avril, Bourbon demanda 240.000 écus et, pendant que Lannoy transmettait ces exigences au Pape, il continua de descendre la vallée de l'Arno¹.

Le Pape n'avait plus la possibilité de trouver la somme exigée par Bourbon qu'il n'avait les moyens de se défendre contre l'attaque dont celui-ci le menaçait. Désarmé, sans ressources, à l'ignominie d'un accord il préféra les risques de la guerre et, le 25 avril, il rentra dans la Ligue en signant de nouveaux articles avec Venise et la France². Habilement, il sut y ménager ses intérêts et faire retomber tout le poids de la lutte sur la Seigneurie et sur le Roi très chrétien qui le sollicitaient de revenir dans leur alliance. Toutes les promesses antérieurement faites au Pape étaient renouvelées; mais de plus, vu l'accroissement des forces ennemies et les dépenses déjà assumées par le Saint-Père, François I^{er} et Venise s'engageaient à fournir 30.000 ducats par mois pendant trois mois; et si alors la guerre n'est pas terminée, on fixera une nouvelle somme selon les besoins du moment. Cet argent, comme celui que le Pape pourra tirer de Rome et de Florence, sera employé à la guerre; nul ne conclura de paix ni de trêve séparée. Tout l'effort des confédérés portera sur la défense du Saint-Père et des Florentins, « qui sont une seule et même

1. Cf. Mignet, op. cit., II, p. 397-398.

2. Martin Schenk, *Diaria* XLIV, col. 573-577. Fragment d'un rapport de Guillaume du Bellay B. N. fr. 2010. f. 37 — Cf. les nouvelles envoyées par les agents turcs, Grégoire Cassi et Rossetti 25 avril. Brewer, op. cit., IV, n. n° 3002, 3003, 3004.

chose » et leurs forces demeurèrent sous l'autorité du légat du Pape. L'armée de mer rassemblée par François I^{er} à Savone attaquait le royaume de Naples là et quand le Pape le jugerait à propos. On disposerait de ce royaume suivant la capitulation signée entre Léon X et le Roi très chrétien, sans qu'il y eût rien innové. Le Pape s'engageait à déclarer l'Empereur déchu de ses droits à délier les sujets de leur serment de fidélité ; il usera contre les ennemis des censures apostoliques et des armes spirituelles et temporelles dont il dispose. Le roi d'Angleterre, protecteur et conservateur du traité, contribuerait mensuellement dans la mesure où Wolsey et lui le jugeraient bon. Pour reprendre immédiatement la guerre, les Vénitiens donneraient 15.000 ducats, les Français 40.000, dont 20.000 étaient constitués par les lettres de change apportées par Langey, et les autres 20.000 seraient trouvés à Florence dans la somme qui avait été levée pour Bourbon et qui serait affectée à la présente guerre.

Les Français avaient pris moins de part que les Vénitiens et les Anglais à la conclusion du nouvel accord. Langey n'était pas sans juger excessives certaines conditions imposées au roi de France : le rappel des arrérages et de l'argent des décimes, la subordination des troupes françaises aux agents du Pape, l'obligation de se mettre en campagne incontinent¹. Cependant il s'employa de toutes ses forces à maintenir le Pape dans ses bonnes dispositions. Par un espion qu'il avait auprès de l'aumônier de Bourbon, il connaissait les desseins des Impériaux². Il en profita pour assurer avec Guichardin et Foscari la défense de Florence où il fit arriver à temps le marquis de Saluces : la ville fut sauvée des coups de Bourbon et resta au pouvoir des Médicis et de la Ligue. À Rome, vers laquelle Bourbon se dirigeait maintenant à marches forcées, il mettait tout en œuvre pour trouver de l'argent. Il envoyait son frère Jacques en chercher à Savone³, empruntait sur son crédit personnel⁴, joignait ses efforts à ceux de Grégoire Casal, de Renzo pour reconforter le Pape, lui recruter des soldats et fortifier en hâte les points les plus exposés de la ville⁵. Que l'on

1. Cf. le fragment du rapport de Langey, cité *supra*.

2. *Lettre apologétique*, etc..., t. 16. — *Mémoires de Martin du Bellay*, p. 209.

3. Jacques du Bellay à Jean du Bellay, Porto Venere, 8 mai 1527, B. N., fr. 2080, f. 127.

4. Jean du Bellay au Roi, 24-25 novembre 1527, B. N. fr. 5440 f. 112-113 à Montmorency, 23 novembre. *manusc. Condé*, série L, vol. IV, f. 122.

5. Grégoire Casal à [Rome], de Rome, 2 mai. *Bevve*, op. cit., IV, n. n° 2080.

résistât aux premiers assauts et l'armée de la Ligne eût le temps d'accourir.

Le 5 mai au soir, un dimanche, Bourbon arriva devant Rome et prépara l'attaque pour le lendemain¹. Nous ne réferons pas le récit de la prise et du sac de Rome : nous nous bornerons à montrer le rôle de Langoy dans cette journée défensive du 6 mai et dans les négociations qui suivirent. Il songea d'abord à la résistance avec Renzo le Berge. Mais les 2 ou 3.000 hommes que celui-ci avait levés manquaient d'expérience autant que de discipline. Malgré son héroïsme, Renzo ne put longtemps tenir sur la breche ouverte pour les Impériaux et il fut entraîné dans la débâcle des siens. Le Pape s'était réfugié au Château Saint-Ange et pariait de négocier Langoy « espérant le remettre en cœur et espérance » lui dit « servir » par deux capitaines ennemis qu'il avait fait prisonniers, que Bourbon était mort, « mais il n'y [eut] jamais ordre de luy persuader et les Romains commencèrent à parler de garder chacun sa maison » Avec une poignée de gentilshommes français, Guillaume suivit alors Renzo au Capitole où les Romains étaient assembles. Renzo leur offrit de défendre le Transtevere « ils voulaient empêcher les Colonna d'entrer par le Sud et rompre les ponts qui reliaient les deux rives du Tibre. » Il leur sembla trop gros domage de rompre « beaux ponts, de refuser la porte aux Colonnas cittadini romains ne leur sembla chose honneste »

Malgré cette mauvaise volonté Renzo essaya de défendre le Transtevere « A coups de bâtons, il fit monter les gens sur la muraille » mais ceux-ci « pendant qu'il passoit outre, redoublèrent et gagnaient les ponts pour fuir ». Les ennemis ne tardèrent pas à pénétrer par les breches. A cette vue les Romains « qui déjà estoient partis fuyz vers ces breches » gémirent parques et huchetées et prirent la course vers le Tivoli. Débordé par les assaillants, Renzo se réfugia à grand peine au château Saint-Ange. Quant à Langoy accompagné de vingt-cinq gentilshommes

¹ Lettre de Guillaume du Bellay à Charles de Vieux, ambassadeur de France, de Paris le 11 juillet 1527 B. N. Manusc. 774, f. 32 v. utilisée déjà par Mignat, op. cit., II, ch. X, et publiée par L. Duret, dans les *Mélanges de l'École de Rome*, XVI (1888), p. 490-494. — On trouvera dans ce même volume des *Mélanges* deux articles relatifs à la prise de Rome par les Impériaux : H. Omond, *Les suites du sac de Rome par les Impériaux et la campagne de Lautrec en Italie*, journal d'un militaire de la papauté apostolique (décembre 1527-avril 1528), p. 53-61. Ce journal a pour auteur César Guillier, comme le démontre Duret, *Le Sac de Rome, relation inédite de Jean Lave, orléanais*, *ibid.*, p. 385-444. — Domenico Orsini donne une bibliographie « peu près complète du sujet dans *16 secoli di Roma del RINASCIMENTO*, Studi e documenti, tome I^{er}, Rome, 1904.

français, parmi lesquels le comte de Vaudémont, formant un groupe compact, marchant « toujours serrés », il profita de ce que les Impériaux s'acharnaient à piller plutôt qu'à les suivre pour rejoindre Renzo. Le Pape, effrayé, manifesta de nouveau l'intention de traiter. Les représentations de Renzo le firent différer jusqu'au lendemain.

Ne pouvant empêcher Clément VII de négocier, les Français tâchèrent du moins de faire traîner les choses en longueur, pour donner à l'armée de la Ligue le temps d'intervenir. Un moment Carpi crut avoir réussi. Sur l'annonce que les confédérés étaient décidés à marcher sur Rome, le Pape repoussa les conditions apportées par Gattinara et l'abbé de Najera¹. Mais le secours espéré ne vint pas. Les menées de plusieurs jours seraient longues à résumer : aujourd'hui paix, demain guerre, aujourd'hui tyrer, demain estre defendu. » Finalement les préparatifs des Impériaux pour donner l'assaut au château Saint-Ange épouvantèrent le Pape et les cardinaux de son entourage. Le 5 juin, Clément capitula : outre le paiement de 400.000 ducats et la livraison d'Osimo, Civita-Vecchia, Civita-Castellana, Parnae, Plaisance et Modène, il devait fournir des otages pris parmi ses parents et les princes de l'Eglise, et il demeurait lui-même prisonnier avec treize cardinaux entre les mains de ses ennemis². Le sac de Rome, la captivité du souverain Pontife, tel était le terrible dénouement du drame qui se déroulait depuis près d'un an !

Les Français, Carpi, Renzo, Langey et ses compagnons ne furent pas compris dans la capitulation et purent se retirer librement. Ils quittèrent Rome le jour de Pentecôte (9 juin). Mais avant de rentrer en France, Langey, si l'on en croit sa *Lettre apologétique*, rêvait à rendre encore quelques services à la cause du roi. Du camp de la Ligue, entre Viterbe et Pérouse, il poussa jusqu'à Florence³, d'où le 16 mai une révolution avait chassé les Médicis. La nouvelle République était sollicitée de passer à l'Empereur. Langey assura les Florentins de l'appui de François I^{er} : le changement de régime n'affecterait nullement leurs bonnes relations avec la France. Florence peu après signa une convention avec le marquis de Saluces et demeura dans la

1. L'abbé de Najera à l'Empereur, 27 mai 1527, Gayangos, op. cit., III, n, p. 250 sqq.

2. L'abbé de Najera à l'Empereur, 11 juin, Gayangos, ibid., p. 262 sqq. La convention du 5 juin, p. 221. — Cf. Niquet, op. cit., II, p. 334-335.

3. *Lettre apologétique*..., I, 14.

Ligue ¹. Tout aussi heureuse et plus utile encore aurait été l'intervention de Langey auprès de Doria ². Ce capitaine, dont l'engagement avec le Pape expirait à ce moment, était l'objet de démarches pressantes de la part des Impériaux. Le prince d'Orange lui faisait au nom de Charles-Quint les offres les plus tentantes. Langey, ayant eu connaissance de ces offres, en aurait prévenu les effets. Doria, sur ses conseils et sur avis conforme du Pape, répondit aux Impériaux par un refus et entra au service de François I^{er}; et c'est sur ses galères ³ que Langey, en compagnie de Carpi et de Renzo, rentra en France au début de juillet 1527.

1 Desjardins, *op. cit.*, II, p. 346. Pouvoirs donnés au marquis de Saluces, pour conclure, au nom du Roi, un traité d'alliance avec les Florentins, de Vincennes, 6 juin 1527, *ibid.*, p. 372. Lettre d'Acclapoli aux Dux, Paris, 13 juillet.

2. *Lettre apologétique*, I, 48. Sur la réalité de ces tentatives et les espoirs que nourrissaient les Impériaux, cf. les lettres de l'abbé de Najera, 11 et 23 juin, Gayangos, *op. cit.*, III, n, p. 234, 250-251 — Cf. Ed. Petit, *André Doria*, p. 61.

3. Soria, 30 juin, Gayangos, *op. cit.*, III, n, p. 252.

CHAPITRE TROISIEME

LANGREY A « L'ARMÉE DE MER » L'EXPÉDITION DE SARDAIGNE

(1527-1528)

I

Gaillaume du Bellay ne demeura pas longtemps en repos. A peine arrivé à Paris, il dut en repartir pour aller à Calais, en compagnie du capitaine de Boulogne, Oudart du Biez, chercher le cardinal Wolsey et le ramener à Amiens¹. Il était chargé de veiller aux préparatifs d'une entrevue dont les résultats allaient de nouveau le conduire en Italie.

Nous avons vu que François I^{er} avait subordonné son action militaire dans la péninsule à la conclusion d'une alliance plus étroite qu'il négociait avec l'Angleterre. Ces négociations, dont la lenteur, non moins que la légèreté du Roi et la défiance qu'il nourrissait à l'égard des Italiens, avait retardé si longtemps l'envoi de secours, ces négociations avaient abouti, au printemps de 1527, à la signature du traité de *paix perpétuelle*. Sûr maintenant de l'appui, au moins pécuniaire, de Henry VIII, fortement ému aussi de la prise de Rome et de la captivité du Pape, il avait dépêché Lautrec au delà des Alpes avec une armée et manifesté l'intention de s'entendre avec Henry VIII ou Wolsey, son favori, sur les mesures nouvelles que commandaient ces événements aussi graves qu'imprévus. Un semblable désir animait le roi d'Angleterre et son ministre. Ce fut l'objet de l'entrevue d'Amiens et des conférences de Compiègne qui en furent la suite².

Par la pompe avec laquelle il le reçut et les riches cadeaux dont il le combla François I^{er} s'efforça d'éblouir le cardinal et de le gagner

1. Wolsey à Henry VIII, de Calais, 16, 18 juillet, Brewer, *op. cit.*, IV n. 400 3269, 3275.

2. Sur l'entrevue d'Amiens, voir Mignet, *op. cit.*, II, ch. XI, § IV.

à ses vœux. La paix perpétuelle fut confirmée, la princesse Marie décidément épouserait le duc d'Orléans. On se mit d'accord sur l'ultimatum que les deux rois adresseraient à Charles-Quint : après quoi, si Charles ne cédait pas, ils lui déclaraient la guerre. Mais ce qui préoccupa surtout François I^{er} ses conseillers et Wolsey, ce fut la triste situation du Pape, la crainte de voir l'Empereur abuser de la captivité de Clément VII pour lui imposer sa volonté, et Clément VII ceder avec sa faiblesse accoutumée aux exigences de l'Empereur. Ils prirent toute une série de précautions pour sauvegarder, contre une aussi dangereuse éventualité, leurs intérêts et ceux de l'Eglise. La même préoccupation leur inspira le nouveau plan de campagne qu'en attendant la réponse de Charles-Quint ils se proposèrent d'exécuter en Italie.

Les affaires de la ligue y étaient en pleine prospérité. Tandis que Lautrec était occupé du Basso d'Alexandrie et marchait sur Pavie, Doris, le 18 août, avait réduit Gênes. Toute la Ligurie, une partie du Milanais étaient entre les mains des Français. Encore un effort et toute l'Italie du nord était reconquise : c'est ce que Sforza, Venise espéraient et demandaient à Lautrec. A la suite des conférences de Compiègne, il en fut décidé tout autrement¹. Il fut résolu que, laissant à les opérations dans le nord, on porterait la guerre dans le sud de la péninsule. L'objectif de la campagne serait non plus Milan, mais le royaume de Naples que l'on attaquerait à la fois par terre et par mer. Lautrec se dirigera donc vers le royaume de Naples, tout en faisant courir le bruit qu'il va droit sur Rome délivrer le Pape, ce qui lui conciliera la faveur des Italiens et même de la chrétienté, et d'autre part encouragera le Pape à résister aux prétentions impériales. Par ce moyen, on échappera d'abord aux exigences des Vénitiens et de Sforza, « qui ne touchent que de faire leurs besognes et laisser le Roy en arrière » ensuite on rendra l'Empereur probablement plus traitable, en le menaçant de lui enlever Naples et la Sicile.

Charles-Quint craindra d'autant plus qu'il verra coopérer avec Lautrec « l'armée de mer ». A cet effet, Renzo da Ceri², était envoyé à Gênes pour lever 6.000 hommes, dont il serait le chef et

1. François I^{er} au Pape. Compiègne, 14 septembre 1527, B. N., Dupuy 488, f. 28 recto en latin) — (2) Dupuy 71, f. 28 un brouillon français de cette lettre, — Instructions de M. de Basse (28 septembre 1527), envoyé à Lautrec, B. N. Dupuy 640, f. 178 sqq.

2. Instructions au seigneur Renzo (septembre 1527), B. N., Dupuy 640, f. 171 sqq.

qu'il embarquerait sur les galères de Doria et du roi de France. Il conduira ce corps expéditionnaire « au royaume de Naples, ou en la Sicile et Sardaigne, ainsi qu'il verra estre à propos. » pour faire la guerre aux ennemis du Roy par tous moyens dont il se pourra adviser et pour prendre, acquérir et réduire ledict pais en l'obeyssance dudit Roy ». La flotte et l'armée de Lautrec se prêteront mutuellement secours, et la flotte empêchera soigneusement que le Pape « ne soit mené à Gaette ou transporté en Espagne. » Et comme la mauvaise saison approche, il est nécessaire de se hâter. Si la levée des troupes demandait trop de temps à Renzo, « les galères pour ne perdre temps pourront cependant aller sur la coste de Naples ou de Sicil », où ils verroient estre le meilleur pour le service du Roy, faire tout l'ennuy aux ennemis dudit Seigneur dont ils se pourront adviser ¹. »

Muni de ces instructions, Renzo, vers le milieu de septembre se mettait en route pour Gênes. Langey fut dépêché en même temps : il était chargé de seconder Renzo et de présider aux préparatifs de la campagne. Trouver de l'argent pour lever des soldats et des vivres pour les nourrir était, en ce temps-là, une tâche toujours difficile ; Langey devait la voir se compliquer encore par le mauvais état dans lequel il trouva les affaires à Gênes et par les contre-temps qui retardèrent l'expédition et finalement le conduisirent à un désastre.

II

La mission de Guillaume du Bellay avait un double objet. Il devait d'abord remettre, au nom du Roi, le collier de l'ordre de Saint-Michel à Doria, pour le récompenser de la prise de Gênes. L'amiral génois célébrait alors son mariage avec Peretta Usc

¹ L'instruction donnée à Renzo se terminait par quelques indications dont nous n'avons pas trouvé qu'il ait été tenu compte, mais qu'il convient de relever et de rapprocher de ce que nous avons dit plus haut (p. 14) de la mission de Langey en Tunisie (fin de 1534) : « Et quant au fait du roy de Tunys, ennemy de l'Empereur, il a fait entretenir au Roy que pour entretenir la guerre luy feroient cent mil hommes, navires, munitions et victualles et pareillement pour augmenter Marseille sur la fait de la marchandise, luyroit faire sur la mer ung goulet ainsi que celui de Bonco a devisé au Roy bien amplement. » Et donc Renzo peut sans nuire au succès de l'expédition, « porter ou envoyer quelque personnage audit s' roy de Tunys, luy fera présenter les lettres de créance que le Roy a ses fins luy escript, le persuadant de faire et accomplir les choses susdites pour son proffit, d'autant que au moyen de la guerre que ledict Seigneur fait présentement contre l'Empereur, ledict roy de Tunys demeurera en acort et repos ».

Mare. Au milieu des réjouissances, il reçut, le 13 octobre, les insignes de l'ordre, « en grant solennité et sermouye »¹ : puis il se dirigea à prendre le commandement en chef des galères destinées à la nouvelle expédition.

Cependant Langey se hâtait d'accomplir ce qui était le principal de sa charge. Le Roi avait ordonné à Renzo de lever 6.000 hommes 3.000 avec les 30.000 écus qu'il lui faisait expédier les autres 3.000 avec l'argent que l'on trouverait à Gênes et qui provenait des prises de la dernière guerre. Le 17 août précédent, les capitaines des flotterconsistées s'étaient emparés à Portofino de neuf vaisseaux dont huit chargés de blé et le dernier chargé d'épices le tout évalué à 150.000 ducats². François I^{er} avait décidé de s'entendre avec ces capitaines et de se faire avancer par eux la somme nécessaire à la levée des 3.000 hommes, soit environ 30.000 ecus. L'autree s'était entremis pour arriver à un accord mais l'affaire avait été mollement conduite, une partie des prises avait disparu de telle sorte que la vente ne produisait pas la somme qu'on espérait, à peine 15 000 écus, dont il fallait défalquer ce qui revenait de droit aux capitaines et ce qui leur était nécessaire pour l'entretien de leurs galères³. Non seulement l'argent manquait, mais encore il serait difficile d'avoir le blé indispensable au ravitaillement des troupes. En raison de la peste qui ravageait les côtes de la Ligurie, il faudrait le tirer du Languedoc ou de la Provence — d'où une nouvelle perte de temps et d'argent et de temps. C'est ce que Jacques Colin et L'autree exposaient avec amertume au Roi à Montmorency et au chancelier Duprat.

Langey s'efforça de trouver de l'argent. Les Gênois offraient 100 000 écus, à condition que Savone fût remise en leurs mains. La condition fut jugée trop onéreuse et l'offre refusée. On demanda 50 000 écus à Savone, en échange des privilèges que le Roi lui concédait, mais les Savonnais ne purent pas avoir mis beaucoup d'empressement à répondre à cet appel. De guerre lasse,

¹ Jacques Colin à Montmorency, 13 octobre 1537, *Musée Condé, série L*, vol. 7, f. 108v. — *Capitolato, Annali della Repubblica di Genova*, II, p. 687-688.

² Bouches à l'Empereur, 23 août 1537, *Cayngus*, op. cit., III, n. 27-163.

³ L'autree au Roi, au camp devant Pavie, 1^{er} octobre 1537, B. N., fr. 10200, f. 6-7, dans Champollion-Figeac, *Captivité du roi François I^{er}*, p. 26, sous la date inexacte du 10 octobre 1536. — Jacques Colin à Montmorency, 13 octobre, loc. cit., le même à Duprat, 12 octobre, *Musée Condé, série L*, vol. 7, f. 104v. — Cf aussi l'instruction et mémoire à M^{te} de Montvillet de ce qu'il aura à dire et représenter au Roy de par M^{te} de L'autree (c'est la réponse à ce qu'avait apporté Bonet), B. N., fr. 3226, f. 64-65, et particulièrement 64 v^o-65.

Langhey alla trouver Lautrec au camp devant Pavie vers le milieu d'octobre¹. Il l'informa des préparatifs qui se faisaient à Gênes et de la nécessité dans laquelle il se trouvait : c'est à peine s'il avait pu lever 200 hommes et les ressources étaient épuisées. Malgré les subides versés par le roi d'Angleterre, dont les agents suivaient l'armée française, Lautrec avait à peine l'argent nécessaire pour entretenir son armée. Ce n'était pas la première fois qu'on le sollicitait de subvenir aux frais de l'armée de mer. Il répondit à Langhey que ce n'était pas son affaire, et celui-ci, sans avoir rien obtenu, revint pour faire appareiller les navires et les troupes qu'il avait pu réunir.

Cependant Renzo était arrivé et s'était rendu en Toscane, précédé d'un agent de Langhey², pour procéder à de nouvelles levées. Avec les 22.000 écus que le Roi lui avait fait parvenir au début, plus 1.000 livres qu'on lui expédia ensuite, Renzo rassembla environ 2.000 hommes sur le littoral toscan et leur donna l'ordre de se rendre à Livourne où devait se faire la concentration générale des forces coalisées.

La flotte vénitienne, sous les ordres de Jean Moro, était mouillée à Livourne depuis le 26 octobre³. Le 6 novembre, une partie des galères françaises et celles de Doria vinrent la rejoindre ; quelques jours plus tard arrivèrent les autres galères françaises avec Langhey et Renzo. L'effectif total s'élevait à 38 galères de combat, plus quelques navires de transport, portant environ 4.000 hommes de troupes. Renzo commandait le corps expéditionnaire et Doria avait la direction suprême des galères. Les deux chefs devaient exercer leur pouvoir sans préjudice l'un de l'autre⁴.

1. Grégoire Casati et Jerningham à Walsley, de Pavie, 15 octobre, Brewer, op. cit., IV, 2, n° 3687, 3688.

2. Grégoire Casati à Walsley lettre citée du 15 octobre. Langhey était accompagné à Gênes par deux de ses frères, Jacques du Bellay qui est peut-être l'agent envoyé en Toscane et qui mourut, comme nous verrons, à l'assaut de Sassari, et Nicolas du Bellay, dont l'évêque de Bayonne, dans une lettre à Montmercy du 9 janvier 1595, relate les services : il avait réuni un certain nombre de « marins... de sa connaissance, une douzaine de gentilshommes, parmi Chevaliers de Rhodes... » et avait avancé la somme nécessaire, 1.000 écus environ « pour les mettre en état de bien servir » B. N., fr. 3076, f. 98-99. — Ce Nicolas du Bellay mourut au mois d'août suivant de maladie, au camp d'Aversa. Cf. *Mémoires de Martin du Bellay*, p. 220, 223.

3. Marino Sanuto, *Diarii*, XLVI col. 364.

4. Marino Sanuto, *Diarii*, XLVI, col. 363.

La flotte s'ébranla le 12 novembre ¹, d'abord 17 galères françaises et 5 vénitienes avec 2.100 hommes, puis le 14, 3 françaises et 13 vénitienes avec environ 1.300 hommes. On toucha d'abord à Pionibino, pour embarquer 400 hommes qui s'y trouvaient, puis on descendit vers le sud. A la hauteur de San-Stefano, une violente tempête se leva qui dura une douzaine de jours et contraignit les navires de revenir à Livourne. Les avaries, les maladies et la diminution des vivres alarmèrent les chefs de l'expédition, qui firent conseil. Benzo, conformément à l'intention bien connue du Roi, voulut que malgré tout on se dirigeât vers Naples et la Sicile : son avis était appuyé par tous les réfugiés napolitains et siciliens qui avaient une campagne dont ils avaient été les plus chauds partisans. Doria au contraire, fort de son expérience d'homme de mer, objectant la mauvaise saison, les tempêtes probables, l'état précaire où les navires se trouvaient déjà. Il proposait donc de renoncer à la Sicile pour se rabattre sur la Corse et la Sardaigne, moins éloignées et presque aussi utiles pour couper les communications par mer de l'Empereur avec le Sud de l'Italie. Le provveditore des Vénitiens, Jean Moro, partageait le sentiment et les vœux de Doria. Benzo dut s'y rallier. A son bien François I^{er} avait-il consenti, comme on aller, à cette dérivation de l'expédition vers la Corse et la Sardaigne.

On prit donc la direction du Sud-Ouest. Une nouvelle tempête dispersa presque aussitôt la flotte dont une partie fut rejetée vers Livourne ². Le reste aborda en Corse, à Porto-Vecchio, d'où parvint on fit filer les troupes jusqu'à Bonifacio. Ce n'est que vers le 7 ou 8 décembre qu'on atteignit la Sardaigne. Les troupes s'attardèrent au siège de Castel Genovese et donnèrent au vice-roi de Sicile le temps d'accourir avec des forces imposantes. Un grand combat se livra : les confédérés furent victorieux. Dans cette bataille, Guillaume du Bellay perdit un de ses frères, Jacques, colonel de deux mille hommes de pied ³ : Samari fut emportée et les nôtres y trouvèrent en abondance les vivres dont ils commençaient à manquer. Pour se ravitailler, plus facilement les confédé-

¹ Guillaume du Bellay à Montmorency de Livourne 12 novembre 1567, B. N., fr. 3079, f. 109. — Marius Seneze, *Diarii*, XLVI, col. 348-361 (lettre du 21 décembre, racontant les péripéties de l'expédition). — Cf. E. Foll, *André Doria*, p. 85-89, et H. Haureau, *Lespi Almanca*, p. 313-315.

² Marius Seneze, *Diarii*, XLVI, col. 360-361.

³ Robertot à Jean du Bellay, 2 janvier 1568, *Deveret*, op. cit., IV n° 3072 (ibid., n° 3053, 3064). — Jacques Colin à Montmorency, Sarrau, 30 janvier 1568, *Museo Cosm.*, série L, vol. v, f. 176. — *Mémoires de Martin du Bellay*, p. 218-219.

rés se séparèrent : les Vénitiens allèrent à Porto del Conte, Doria à l'île d'Asinara. Renzo demeura à Porto-Torrès. Malgré cette dispersion il fut bientôt malaisé de trouver des vivres. De plus la peste se mit parmi les troupes et les décima. à Porto del Conte, les Vénitiens avaient en moyenne 10 décès par jour¹. Le mécontentement grandissait parmi les soldats. Même entre les chefs l'accord n'existait plus. A grand peine, Langey empêchant un éclat il allait de Porto-Torrès à l'Asinara, de l'Asinara à Sassari, prêchant le calme et la conciliation². Vains efforts ! Doria somma Renzo de trouver moyen de se procurer des vivres sinon il abandonnait l'entreprise, et il poussa les Vénitiens à en faire autant. Renzo et Langey décidèrent alors de conserver seulement 16 galères pour garder les conquêtes faites en Sardaigne en attendant la volonté du Roi : les autres se retireraient à Livourne et à Gênes. Mais la recrudescence de la peste, la maladie qui à ce moment même terrassa Renzo, enfin le mécontentement extrême de Doria empêchèrent de donner suite à ce projet. Il fallut songer à la retraite : tandis que Doria rentrait à Gênes, les Français et les Vénitiens revenaient à Livourne, au début de février. Les galères vénitiennes, après quelques jours de repos, se dirigèrent sur Corfou pour se refaire. Renzo et Langey envoyèrent au Roi le capitaine Jonas pour l'instruire de l'échec lamentable de « l'armée de mer » et des raisons de tout ordre qui l'avaient déterminé³. Sachant d'autre part que leurs opérations étaient liées à celles de l'armée de terre, ils jugèrent bon d'informer de tout Lautrec. C'est pourquoi Langey s'empressa d'aller le trouver dans son camp avant de rentrer en France.

III

Suivant les instructions qu'il avait reçues du Roi, Lautrec, après la prise de Pavie, avait négligé de marcher sur Milan et pris la direction du Sud. Par Parme, Modène, Bologne, où il avait dû, faute d'argent, s'arrêter longtemps, il avait atteint les bords de

1. Marino Sanuto, *Diarii*, XLVI, col. 539-541.

2. Guillaume du Bellay à Montmorency, de l'Asinara, 13 janvier 1553, B. N., fr. 3079, f. 89. — *Lettre apologetique*..., f. 16, il aurait même réussi à emprunter, sur son crédit, une somme pour payer les soldats prêts à se mutiner. — Marino Sanuto, *Diarii*, XLVI, col. 540-541 18 janvier.

3. Marino Sanuto, *Diarii*, XLVI, col. 535, 593. — Guillaume du Bellay à Montmorency de Livourne, 6 février 1553, B. N., fr. 3050a, f. 83. — Renzo à Montmorency de Livourne, 8 février, B. N., fr. 3013, f. 146.

l'Adriatique, Inola, Cesena, Ancône. Le 10 février, il arrivait sur les bords du Tronto, à la frontière du royaume de Naples. C'est sans doute là que Langey l'atteignit ¹. Le désastre de l'armée de mer ne le surprit pas outre mesure : il l'avait prévu dès le début et n'avait pas caché au Roi que l'on s'y était pris trop tard pour réussir. Le motif de l'entreprise contre Naples n'en serait cependant pas compromise, mais à trois conditions : que l'on envoyât au plus vite en vue de Naples les galères disponibles, pour fermer la mer aux Espagnols ; que le Pape, cessant ses réponses ambiguës et son attitude équivoque, rentrât décidément dans la Ligue et jouât ouvertement ses forces à celles des confédérés ; que de France enfin, on le laissât moins souvent sans nouvelles et sans argent, que le chancelier mit plus d'empressément et d'exactitude à lui dépêcher les sommes nécessaires à « l'entretienement » de son armée, sans quoi l'on marchait à une défaite presque certaine ².

Au retour du camp de Lautrec, Langey passa par Orvieto, pour voir le Pape. Après avoir été plus de six mois le prisonnier des Impériaux maîtres de Rome, et pour sortir de captivité contraint de signer une capitulation déshonorante, Clément VII avait réussi à s'échapper de Rome sous un déguisement et s'était réfugié à l'abri des fortes murailles d'Orvieto. De là, il reprit ses jeux de négociations avec les Impériaux, pour retarder l'exécution des clauses de l'accord qu'il avait subi, et avec les confédérés, auxquels il voulait faire chèrement payer sa rentrée dans la Ligue. Celle-ci venait de s'accroître du duc de Ferrare, que Lautrec avait détaché de la cause impériale. Cette adhésion n'était pas pour satisfaire le Pape. Aux griefs anciens qu'il avait contre le duc, s'en ajoutaient de récents et de plus cuisants encore : le duc avait profité de la défaite du souverain Pontife, pour le dépouiller de Modène et Reggio. De leur côté les Vénitiens avaient mis la main sur Ravenne et Corva. C'était avec ces singuliers alliés qu'on demandait à Clément VII de s'unir : c'est-à-dire de reconnaître les faits accomplis, de sanctionner le rapt dont il venait d'être victime. On conçoit qu'il hésitât. D'ailleurs le souvenir des vexations que lui avaient imposées les Impériaux le gardait de vouloir encourir à nouveau leur colère. Sans rompre avec eux, il fit passer secrètement quelques secours à Lautrec, lui facilita sa marche à travers les Romagnes, envoya même un noble romain,

1. *Lettre synoptique*,..., t. 16 v.

2. *Lettres à Montmorency*, de Chev. de Clém. 20 février 1529, li. v, p. 209, t. 2.

Pierre-Paul Crescentini, résider auprès de lui. Mais à Camille Trivulce, à Guido Rangone que Lautrec lui avait dépêchés, il refusa de se déclarer davantage¹.

Languey ne fut guère plus heureux. Il lui fut répondu comme à Longueval² que François I^{er} venait d'envoyer à Orvieto maintes promesses les plus encourageantes. Tant que l'issue de la lutte était douteuse le Pape ne voulait pas s'engager. Peut-être pourrait-on amener la paix entre François I^{er} et Charles-Quint. Pour mieux s'assurer des dispositions de celui-ci, en réalité pour gagner du temps, Clément envoyait en Espagne, passant par la France, l'ésèque de Piémont. Si réellement la paix était impossible, il adhérerait à la Ligue, comme l'en sollicitaient les rois de France et d'Angleterre. Mais auparavant, il fallait que ces rois obtinssent de Venise et de Ferrare la restitution des territoires usurpés, des Florentins émancipés leur soumission aux Médicis. Jusque là, ses bons offices pour favoriser la campagne de Lautrec en secret, mais rien de plus. Il risquait moins à attendre qu'à se décider. Car vaincus, les confédérés l'entraînaient dans leur défaite jusqu'au fond de l'abîme ; victorieux, ils auraient encore besoin de lui, l'un François I^{er}, pour garder le royaume de Naples, l'autre, Henry VIII, pour régler à son gré cette affaire du divorce qui se levait à l'horizon.

L'attitude indécise du Pape rendait d'autant plus nécessaire la présence d'une flotte dans les eaux de Naples. Comme Lautrec, le Pape réclamait de François I^{er} l'envoi de vaisseaux dans le sud de l'Italie³. Doria, de retour à Gênes, envoyait son neveu Philippin avec sept galères vers Naples. Mais ne pouvait-on en avoir davantage et décider Doria à en prendre le commandement ? L'amiral génois était revenu de Sardaigne le cœur alourdi et plein de colère contre Renzo et les Siciliens, sur lesquels il faisait retomber toute la responsabilité de son échec. Il s'était retiré à Gênes, décidé à se tenir à l'écart ou à faire un éclat, si on ne lui donnait pas quelque satisfaction. Ces sentiments n'avaient pas échappé à Languey qui en avait informé Lautrec. Celui-ci, comprenant de quelle impor-

1 Lautrec au Roi, d'Ancone, 29 janvier 1536, Brewer *op. cit.*, IV, n, n° 3855.
— Balbo au Roi, d'Orvieto, 25 janvier 1536, B. N., fr. 3009, f. 14.

2 Sur la mission du s^r de Longueval, voir une lettre de Carpi à Montmorency, Paris, 11 janvier 1536. Montmorency à Jean du Bellay, 9 janvier 1536, B. N., fr. 3010 f. 17; 3460, f. 155. — Sanga à Gambare, d'Orvieto, 8 février 1536, *Letture di Principi*, 3, f. 111-112.

3 Grégoire Canal à Wolsey, Orvieto, 1^{er} mars, Brewer *op. cit.*, IV, n, n° 3893.

tance étaient les services de Doria et combien désastreuse serait sa retraite pour Langey d'aller le voir et d'avertir exactement le Roi. A Gênes¹, Langey « pour la grande familiarité et habitude qu'il avoit eue d'André Doria, logea en son palais où il trouva moyen d'entendre sa volonté... » Doria était de plus en plus mécontent. Dès le 12 février, il avait dépêché à François I^{er} un de ses secrétaires pour l'informer au vrai de ce qui s'étoit passé en Sarraïgne et dégager sa responsabilité du démasque. Il n'avait pas reçu de réponse, ce qui lui faisoit supposer que ses adversaires avaient trouvé plus de créance. Il remettait en avant des réclamations anciennes, redemandait au Roi « la récompense » qu'il attendait toujours « touchant le prince d'Orange » « le temps des à ses galères » dont on ne parlait plus. Enfin le refus que François I^{er} venait d'apposer au désir des Génois de rétablir l'antique suprématie de Gênes sur Savone, permettoit d'ajouter une revendication patriotique à tous ces griefs personnels, de colorer d'un prétexte honorable ses intérêts particuliers. Il s'ouvrit de tout cela à Langey et lui développa les plus belles espérances. Si François I^{er} lui donnait satisfaction « il seroit avecques le peuple que, pour seureté de leur foy ils livreroient au Roy douze galères entretenues à leurs despens, sur lesquelles il pourroit mettre tels capitaines et soldats que bon luy sembleroit, retenant seulement deux galères pour la garde du port. »

Langey qui savoit, par les faits dont il avait été témoin l'année précédente, quel prix les Impériaux attachaient à la possession de Doria et ce dont ils étaient capables pour l'avoir, Langey vint en poste auprès du Roi. Il lui exposa l'état des affaires en Italie, les réclamations de Lautrec, les conditions du Pape et les plaintes de Doria. Tandis qu'une nouvelle armée sous les ordres de Saint-Pol passait les Alpes, le vicomte de Turenne étoit envoyé auprès du Pape et des princes Italiens, Florence, Ferrare, Venise, pour « moyenner » un accord. A Gênes, on dépêcha successivement Marcellin et Yvernay : mais au sujet de Doria, on ne tint pas compte des avis de Langey. Malgré ses sages et prophétiques observations, ce fut la volonté du chancelier Duprat qui l'emporta dans le conseil. Il en résulta la defection de Doria, la perte de Naples et de tout le sud de l'Italie.

1. *Mémoires de Martin du Bellay*, p. 213-220. — Ed. Petit, André Doria, p. 409 sq. — DECAUX, *Anne de Montmorency. à la cour de François I^{er}*, p. 111-114. — H. ROBERT, *Philibert de Châlon*, p. 226.

IV

C'est au chancelier Duprat que Lautrec imputait les retards apportés au paiement de ses troupes et c'est contre lui surtout qu'il formulait les plaintes dont il avait chargé Langrey. C'est le chancelier Duprat dont Langrey essaya, inutilement, de combattre la résolution, relativement à Doria. C'est encore avec le chancelier Duprat qu'il allait avoir mille à partir, non plus pour des affaires d'État, mais pour des affaires privées. Ces affaires, il nous faut les examiner ici, non seulement à cause de la chronologie, mais surtout parce qu'elles sont étroitement liées aux événements que nous venons de voir et qu'elles éclairent un côté fort honorable du caractère de Langrey.

Ce fut une question d'argent qui provoqua l'incident dont nous allons parler ¹. La famille de Guillaume du Bellay n'était pas riche. Nous avons vu que Louis du Bellay avait été contraint d'aliéner une partie de ses domaines pour pouvoir élever ses enfants dont il avait eu « très grosse charge ». Toutes les combinaisons qu'il avait essayées pour rétablir l'état de ses affaires n'avaient abouti qu'à l'enfoncer dans de plus grands embarras. En sa qualité d'ainé Guillaume y avait été aussi engagé. Une somme fournie au Roi et non remboursée avait failli amener la débâcle. Langrey y perdait les intérêts et entamait le capital, et ce n'est pas au service du Roi qu'il pouvait rétablir sa fortune compromise. Quand il s'agissait de l'intérêt de son maître, Langrey ne regardait pas à la dépense. On le voit exécuter à ses frais deux voyages en Italie lorsque François I^{er} était à Poughetone et un voyage en Espagne, avec Marguerite d'Angoulême. À certains moments critiques, il emprunte au son nom et sous sa garantie personnelle, plus de 3.000 écus, à Rome en janvier 1527, pour permettre à Renzo de lever des troupes contre le vice-roi de Naples, une autre somme lors de l'expédition de Sardaigne pour calmer l'impatience des soldats mutinés. Dans cette expédition de Sardaigne, il ne reçoit que 100 écus sur les 600 qu'on lui avait promis et, pendant sept mois, il sert presque entièrement à ses frais. Joignez à cela les dépenses extraordinaires, les pertes de chevaux et de bagages, les intérêts qui toujours courent et augmentent. On s'expliquera qu'à

¹ Guillaume du Bellay à Montmorency, Paris, 25 avril (1528), B. N., fr. 3080, t. 121. — Lettre apologique à Marguerite de Navarre, sans date, mais de cette époque, B. N., fr. 5458, t. 43-47.

son retour d'Italie, en 1528, il se soit trouvé dans une situation voisine de la gêne. « Les uns de mes rentes sont décrettées, les autres sont en cryées, et si un homme de bien depuis naguères ne se feust trouvé, la propre maison de mon père fust à ceste heure décrettée ».

À plusieurs reprises, Langey avait réclamé ce qui lui était dû. Au conseil de Compiègne, en septembre 1527 devant son instance, le chancelier lui fit de belles promesses, qui naturellement ne furent pas tenues : non seulement on ne lui paya pas l'arriéré, mais Langey ne reçut même pas tout ce qui lui avait été accordé pour s'en aller à l'armée de mer¹. Quand il revint, son mécontentement échauffa Duprat, dont il avait déjà encouru la « male grâce », reçut fort mal ses protestations. Le chancelier avait un caractère hautain et facilement irritable ; il était d'un commerce difficile et les ambassadeurs sont presque unanimes à s'en plaindre². Du reste il lui était assez difficile de trouver de l'argent et cela ne le disposait guère à prêter une oreille favorable aux requêtes financières. Il blâma les « folies » de Langey, c'est-à-dire tout ce que celui-ci avait fait de son propre mouvement et à ses frais. Langey de son côté ne se gêna pas pour dire et écrire, de manière à le faire savoir à Duprat que le chancelier lui faisait injustice.

Duprat se montra très irrité de ce langage, et, comme il avait à ce moment tout credit Langey aurait pu le payer cher. Pour se mettre à l'abri, et aussi pour obtenir une solution favorable à ses intérêts, Guillaume du Bellay s'adressa à tous ses protecteurs : au Grand-Maitre, Anne de Montmorency, à Marguerite de Navarre, à laquelle il écrivit une longue lettre apologétique. Jean du Bellay, qui avait aussi à se plaindre du chancelier, appuya de Londres ses prières et ses récriminations³. Grâce à ces intermédiaires, Louise de Savoie s'intéressa à l'affaire du malheureux Langey, que nous voyons durant l'été de 1528 courir de St-Germain à Paris, de la Cour au Parlement pour obtenir satisfaction⁴.

1. Guillaume du Bellay à Montmorency, Livorno, 12 novembre [1527], B. N., fr. 3079, f. 106.

2. Cf. les textes cités par Spont, *Seuillat*, p. 243, n. 3. — Jean du Bellay à Marguerite de Navarre 19 mai [1528], à Montmorency, 20 mai [1528], B. N., fr. 3074, f. 126-128, 3075, f. 11-14.

3. Jean du Bellay à Montmorency, de Londres, 20 et 29 mai [1528], B. N., fr. 3077, f. 11, 21.

4. Guillaume du Bellay à Montmorency de Paris, 14 et 13 juillet [1528], B. N., fr. 3080, f. 143, 3078, f. 35 sqq. — Marguerite de Navarre à Montmorency, dans *Gélu, Lettres de Marguerite d'Angoulême*, p. 262.

Qu'advint-il de ses réclamations ? Fut-il, comme son frère Jean, auquel nous voyons allouer 1 025 livres tournois, le 10 juillet 1528¹, remboursé d'une partie de ses dépenses ? Nous ne pouvons le dire en toute certitude. Peut-être reçut-il quelque indemnité capable de le tirer de la triste situation où il s'était mis pour le service du Roi. Ce qui est sûr, c'est que tous les frais qu'il avait assumés dans les missions précédentes ne lui furent pas payés, car nous en verrons la mention reparaitre dans des comptes postérieurs. Quoi qu'il en soit, toutes ces tribulations, les soucis de ses affaires privées compromirent sa santé déjà ébranlée par les fatigues de ses voyages. Pour se rétablir, il dut se tenir en repos quelques mois, à la fin de 1528. Ce fut une courte halte dans cette vie active. Dès le printemps de 1529, Langoy allait rentrer en scène, mais cette fois sur un autre théâtre, l'Angleterre.

1. B. N., Clairambault 1345, f. 67. Jean du Bellay au chancelier, Londres, 20 juillet [1528], B. N., fr. 5490, f. 76 r°.

LIVRE DEUXIÈME

LES MISSIONS EN ANGLETERRE

(1529-1530)

CHAPITRE PREMIER

LA PREMIÈRE MISSION EN ANGLETERRE LA PAIX DE CAMBRAI.

(Mars-Août 1539)

I

Depuis le traité de Madrid, l'alliance anglaise était devenue le principal point d'appui de la politique française. Pour arriver à ses fins, c'est-à-dire garder la Bourgogne et obtenir ses enfants contre une rançon, François I^{er} avait absolument besoin du concours de Henry VIII, de son concours pécuniaire et militaire, s'il fallait par une guerre contraindre Charles-Quint à accepter ces conditions, de son concours diplomatique, si les négociations pouvaient y suffire. Aussi le rapprochement entre les deux souverains était-il allé s'accroissant de plus en plus¹. Par des satisfactions de vanité et par des pensions, on avait d'abord gagné Wolsey, qui avait incliné son maître du côté de la France. Le rôle de médiateur qui lui était offert entre le roi de France et l'Empereur avait flatté l'amour propre de Henry VIII, dont c'était le rêve d'être ainsi l'arbitre des rois. C'était aussi son intérêt d'aider au relèvement de François I^{er}, et de ne pas le laisser conclure seul un arrangement avec les Impériaux d'où les Anglais seraient exclus. Enfin, le remboursement que François I^{er} lui promettait, des sommes avancées à Charles-Quint, l'avait touché dans l'une de ses passions maitresses, l'avarice. Le désir d'un rôle glorieux, la crainte de rester dans un isolement funeste et l'appât de l'or l'avaient conduit à l'alliance française : son amour violent pour Anne Boleyn l'y retenait et devait même l'y enchaîner.

1. Sur l'intimité croissante des rapports entre François I^{er} et Henry VIII, et sur l'évolution de l'alliance franco-anglaise de 1525 à 1528, voir la *Correspondance politique de Jean du Bellay* (édit. V. L. Bourrilly et P. de Valenciennes, 1, *Missions en Angleterre, Introduction*).

L'affaire du divorce par la manière dont Wolsey l'avait engagé exigeait les bons offices de Clément VII et Henry VIII, pour les obtenir, comptait avant tout sur le concours de François I^{er}. C'est à quoi fut bientôt subordonnée toute la politique anglaise. Du jour où les diplomates français s'en aperçurent, leur situation devint prépondérante à la cour de Londres et ils en usèrent au mieux des intérêts de leur souverain. Douffi d'orgueil et de sensibilité, Henry VIII dut malgré quelques accès d'impatience et parfois des subrejets de colère se plier aux desirs de François I^{er} et de protecteur hâtif du roi de France devenir peu à peu son obligé presque suppliant.

La fin de l'année 1528 marque le moment précis où se dessine ce changement d'attitude. François I^{er} avait encore besoin autant que jamais du concours de Henry VIII. Les derniers échecs en Italie, le désastre de l'expédition de Lautrec et la perte de Gênes, ne l'avaient pas découragé : en novembre et décembre 1528, il préparait activement une revanche pour laquelle la coopération effective de l'Angleterre lui était d'autant plus indispensable qu'elle était prévue par les traités. Mais Wolsey et Henry VIII étaient médiocrement disposés à la guerre. Déjà, au mois de juin précédent, ils avaient fait différer l'ouverture des hostilités par la conclusion avec les Flamands d'une trêve de huit mois à laquelle la France avait été contrainte d'adhérer. Ils craignaient qu'une rupture avec l'Empereur n'eût un contre coup néfaste sur leurs relations commerciales avec les Flandres. Maintenant ils avaient encore une autre raison de désirer le maintien de la paix : la peur de s'aliéner le Pape dont le légat, Campeggio, était venu en Angleterre pour trouver une solution à l'affaire du divorce. Ainsi Wolsey s'efforçait-il de faire prévaloir un plan tout pacifique. François I^{er} et Henry VIII assourdaient le Pape en prenant en gage Ravenne et Cervia, que les Vénitiens s'obstinaient à ne pas vouloir rendre, et le rassuraient en lui donnant une garde de deux mille hommes ; Clément VII imposait ensuite à tous les princes une trêve d'un an et demi ou deux ans, qui permettait de tenir une sorte de congrès auquel l'Empereur serait convoqué et d'où presque sûrement sortirait la paix et la délivrance des enfants de France. Si l'Empereur faisait mine de résister, on se souvenait le Pape n'acceptait pas ce plan, on aurait alors recours à une guerre vivement menée ¹.

¹ Lettres de Jean du Bellay à Montmorency, 14 et 20 décembre 1528, H. N., t. 3077, f. 103 ; 2003, f. 17, début de la lettre du 20, la suite dans 2073, f. 11.

François I^{er} goûta médiocrement cette proposition, dans laquelle il vit surtout un moyen pour les Anglais de différer l'exécution de leurs engagements. Bien que sa mère eût secrètement enflammé à ce moment des pourparlers avec la régente des Pays-Bas, il pensait que Charles-Quint n'accéderait à la paix que s'il y était forcé. Il voulait donc commencer par cette guerre que Wolsey renvoyait à une date indéterminée; guerre à la fois en Italie et en Espagne. Pour réussir, il comptait sur le concours de « son bon frère et amy » Henry VIII. Il enverra bientôt, écrivait-il en janvier 1529¹, un gentilhomme de sa chambre chercher la contribution que les Anglais avaient promise de fournir. En attendant, Jean du Bellay, notre ambassadeur ordinaire à Londres, devait préparer le terrain.

Les efforts de Jean du Bellay furent contrariés par toutes sortes d'obstacles. D'abord, recevant peu de nouvelles de la Cour, il eut peu d'occasions d'aller voir Henry VIII ou son ministre. Puis les pourparlers secrets de Louise de Savoie avec Marguerite avaient transpiré et rendu les Anglais méfiants. Leur méfiance était encore accrue par les retards apportés à la mission du seigneur de Warty, dont le départ était annoncé depuis plus d'un mois et qu'on ne voyait jamais arriver. Brusquement, dans les premiers jours de février 1529, on apprit la nouvelle, fautive, de la mort du Pape². Aussitôt Jean du Bellay fut renvoyé en France. Wolsey était candidat à la papauté. élu, il atteignait le but visé par son ambition et du même coup réglait à la satisfaction de Henry VIII et de François I^{er} les questions pendantes : cette affaire du divorce, que l'attitude dilatoire de Campeggio menaçait de faire aboutir à un échec, et la paix aux conditions proposées par la France. Jean du Bellay devait demander l'appui de François I^{er} et se faire dépêcher à Rome pour y aider à l'élection de Wolsey. Il n'était pas encore arrivé à Boulogne que la mort du Pape fut

1. François I^{er} à Jean du Bellay, 21 janvier, Brewer, op. cit., IV, m, n° 5123, la lettre est fort mutilée, les n° 5104 et 5105 en sont probablement la suite, et le n° 5123, la fin. — Montmorency à Jean du Bellay, 20 janvier, B. N., fr. 5456, f. 129. — Cf. une lettre de Knight (début de janvier), Brewer, op. cit., IV, m, n° 5148, ibid., n° 5122, Taylor à Wolsey, 17 janvier 1529.

2. Lettres de Jean du Bellay à Montmorency, des 1^{er}, 12, 23, 26 janvier 1529, B. N., fr. 5089, l. 25, 3876, f. 33, 65, 67. Montmorency à Jean du Bellay, 21 janvier 1529, f. 129. — Brewer, op. cit. IV, m n° 5148, Knight à Wolsey (début de janvier), n° 5124, Taylor à Wolsey, 17 janvier; n° 5123, François I^{er} à Jean du Bellay 21 janvier; n° 5125, François I^{er} à Jean du Bellay, 26 janvier, n° 5124, 5202, François I^{er} et Montmorency à Jean du Bellay (26 janvier).

démontre¹. Cependant, on attendit quelques semaines pour savoir au juste à quoi s'en tenir. Sur ces entrefaites, François I^{er}, qui n'abandonnait pas ses dessein contre l'Empereur, décida d'envoyer en Angleterre, non plus Warty, mais Guillaume du Bellay

II

Pendant tout l'été de 1524, Guillaume du Bellay avait été absorbé par ses démarches avec le chancelier, et une maladie. Nous ne le retrouvons à la Cour qu'au mois de novembre, entourant de ses bons offices Statius, l'évêque de Transylvanie, ambassadeur de Jean Zapolya, venu pour conclure un traité d'alliance entre son maître et le roi de France. Langry l'avait connu précédemment à Rome. Il faillit même l'accompagner en Angleterre, puis à travers l'Allemagne où François I^{er} cherchait à susciter des embarras à l'Empereur et à son frère Ferdinand. Mais il ne fut pas donné suite à ce projet. Langry ne suivit pas l'ambassadeur en Angleterre et, grâce à Montmorency, se fit, pour raison de santé, décharger de la mission en Allemagne. Ce fut Rincon qui, définitivement, partit avec Statius, au printemps de 1525².

A cette date, Langry était déjà dépêché en Angleterre. Il avait été choisi parce qu'il était parfaitement au courant des affaires anglaises. Depuis le mois d'avril de l'année précédente, il y avait été plus ou moins mêlé et son frère Jean l'en avait instruit jusque dans les moindres détails. Nul ne pouvait donc mieux remplacer ce dernier, dont le voyage à Rome était encore en suspens. Décidé vers le 25 février, le départ de Guillaume du Bellay fut différé pendant deux semaines, parce que le Roi attendait de Rome des nouvelles précises d'où résulterait ce qu'il fallait faire l'évêque de Bayonne. Il eut enfin lieu le 9 mars³.

Langry avait pour mission d'abord d'exposer à Wolsey les raisons qui avaient retardé sa venue et dont l'intérêt du cardinal avait été l'unique principe. Puis il lui exposerait à par le

1. Jean du Bellay à Wolsey, de Clermont près Paris, 5 février 1525, Brewster, *op. cit.*, IV, m, n° 5374.

2. Brewster, *op. cit.*, IV, n, n° 1281, Taylor à Wolsey, novembre 1524. — Jean du Bellay à Montmorency, début de janvier, ibid., 25 janvier à B., fr. 3080, f. 60, 3076, f. 30, 35. Montmorency à Jean du Bellay, 24 janvier, B. N., fr. 3440, f. 130 r.

3. Lettre de Rincon à Wolsey, 26 février, Brewster, *op. cit.*, IV, m, n° 5385. — Taylor à Wolsey, 7 mars, ibid., n° 5384. — François I^{er} et Montmorency à Wolsey, 9 mars, ibid., n° 5386, 5387.

montré la situation et les projets du roi de France. François I^{er} avait déjà fait des sacrifices considérables pour imposer la paix à l'Empereur. Il avait, pour l'expédition de Lautrec, dépensé une « incroyable somme de deniers » et Naples eût été certainement prise, ce qui aurait entraîné le fin de la guerre et l'alliance du Pape, sans la mort de Lautrec, emporté subitement par une maladie, « la plus étrange dont jamais l'on ait ouy parler ». Depuis, il a entretenu au royaume de Naples un certain nombre de seigneurs, dans l'Italie du nord une armée commandée par le comte de Saint-Pol et une grosse flotte dans la Méditerranée, sans compter les garnisons de la frontière des Pyrénées qu'il lui a fallu renforcer ce qui ne va pas sans très fortes dépenses. Malgré cela, il persévéra, il en fera de plus grandes encore, au besoin, pour obtenir la délivrance de ses enfants.

Il vient d'envoyer à Rome Jean-Joachim de Passano muni de « mémoires et instructions » pour conclure une Ligue générale avec la papauté et les états italiens. Des instructions et des mémoires analogues ont été adressés, avec des ambassadeurs, aux Vénitiens, aux Florentins et au duc de Ferrare, « afin de composer les différends qu'ils ont avec notre Saint Père ». Cette alliance conclue, le Pape excommunierait l'Empereur, le priverait de Naples et de la Sicile. Henry VIII et Wolsey ordonneront aux ambassadeurs anglais à Rome d'appuyer l'action des Français. François I^{er} est aussi décidé à attaquer Charles-Quint en Espagne : il rassemble dans ce but une armée qui est déjà en grande partie sur pied, payée et équipée. Deux flottes seront dirigées contre l'Empereur : sur la Méditerranée, trente galères et dix navires, sans compter les « gros gallyons armés, munis et équipés de tout ce que leur sera nécessaire », « et du côté de la mer océane », le lieutenant de l'amiral de France a été appelé pour dresser une armée « qui sera pour la moins de quinze grands navires ».

Tels étaient les préparatifs du roi de France : il comptait sur la coopération effective de « son bon frère et amy » Henry VIII, outre l'appui diplomatique de ses ambassadeurs à Rome, fournirait la contribution à laquelle il était tenu en cas de guerre. Langry devait du plus le prier d'équiper « jusqu'à six bons navires » qu'il enverrait « pour se trouver ensemblement avec l'armée du Roy, son frère, sur les confins et ports d'Espagne ». Si les Anglais manifestaient l'intention d'attendre, pour verser leur contribution, le résultat des pourparlers avec le Saint-Siège, il leur remontrerait la nécessité d'une résolution prompte, « ce qui

ne se peut bonnement faire sans que une bonne conclusion se prenne de ladite contribution afin que là dessus le Roy puisse mesurer ses forces. , veoir qu'il aura à faire et là dessus (engager) la guerre par si bonne et prompte execution que soit au bien et exaltation des affaires communes ».

Pour rendre Henry VIII et son ministre plus traitables, François I^{er} promettait d'examiner avec la plus grande faveur les plaintes de certains marchands anglais au sujet de déprédations commises à leur encontre par les Français. Il s'engageait aussi à user de toute son influence auprès du jeune roi d'Ecosse pour le dissuader de conclure une alliance avec l'empereur. Il lui enverrait même, si cela pouvait leur être agréable, le duc d'Albany regent d'Ecosse, à la fois pour empêcher ce rapprochement et « pour tenir la main à ce que les choses y allussent selon l'intention » des deux souverains alliés. Un gentilhomme écossais venait d'être dépêché avec des instructions dans ce sens et avait charge de passer par Londres. Langrey confirmerait ces dispositions et, assurerait que l'intention de François I^{er} était de se conduire et gouverner en toutes choses selon l'avis et les conseils de son « bon frère et allié » Henry VIII et de « son bon amy » le cardinal Wolsey¹.

La venue de Langrey ne réussit pas à dissiper entièrement la méfiance que ses retards avaient fait naître. Les Anglais avaient été instruits du passage par la France de deux émissaires, Raoumbourg et Guillaume des Buires, envoyés en Espagne par Marguerite, et, malgré l'affirmation de Langrey qui « agissait seulement de quelques détails relatifs à la trêve conclue l'année précédente avec les Flamands et prolongée en février, ils n'étaient pas rassurés sur les intentions réelles de François I^{er}. Leur trouble était encore accru par les instructions de l'ambassadeur imperial don Diego de Mendoza, qui s'efforçait de détacher Henry VIII de l'alliance française. Enfin l'affaire du divorce traînant misérablement à Londres, Campeggio differrait toujours l'ouverture de la Cour légatine, à Rome, Clément VII prétextait son état de santé pour ne prendre aucune décision, malgré les sollicitations de plus en plus pressantes des agents anglais. Aussi les dispositions du roi et de son ministre n'étaient-elles rien moins que belliqueuses. Ils

1. Les instructions de Langrey mentionnées et une date si vaine de décollation se trouvent dans Brewer op. cit., IV, n.° 5277. Les instructions pour les affaires d'Ecosse sont ibid., n.° 5260. Il faut lire à la date [VI] 12 mars (8 au lieu de 9 mars). Cf. ibid., n.° 5262, 5263.

soulevèrent contre le projet de François I^{er} de nombreuses objections. la chose était si importante qu'il fallait user de beaucoup de réflexion. Les affaires d'Italie prenaient une mauvaise tournure et François I^{er} se faisait probablement des illusions sur ses alliés italiens, qui n'ont en vue que leur intérêt personnel. Les Anglais seuls considèrent les véritables intérêts de la France et ils estiment qu'une paix, même à des conditions moins avantageuses, serait préférable à une guerre, dont l'issue, même pour la mieux préparée, est toujours incertaine. L'Empereur n'est pas réfractaire à toute tentative pacifique. son ambassadeur leur en a donné l'assurance formelle. Peut-être, sur la médiation de Henry VIII consentirait-il à accepter la paix. Et finalement ils reviennent au projet primitif : ils approuvaient les efforts tentés par François I^{er} pour comprendre dans une Ligue offensive et défensive les princes italiens : mais il faudrait en premier lieu voir si Charles-Quint accepterait la trêve qu'imposerait le Pape, s'il consentirait à délivrer à des conditions raisonnables les enfants de France et à signer une paix universelle : en cas de refus, on ferait la guerre. Henry VIII enverrait alors en France un de ses gentilshommes, lord Roshford par exemple, pour établir le chiffre de la contribution et prendre toutes les mesures nécessaires¹.

Ces vues que de son côté l'ambassadeur anglais fut chargé de transmettre à François I^{er}, ne correspondaient guère aux instructions de Langey, non plus qu'aux desseins du Roi. Langey avait dans ses instructions mêmes les éléments de la réponse qu'il ne manqua pas de faire à Wolsey. Quant à François I^{er}, il se montra plus que jamais décidé à la lutte : il représenta la dure captivité dans laquelle étaient plongés ses enfants, les frais énormes que lui avaient occasionnés les précédentes campagnes, les refus réitérés opposés par Charles à toutes les propositions de paix. Une trêve lui ferait perdre ses alliés italiens, qui, abandonnés, traiteraient directement avec l'Empereur : ce serait sa ruine totale. Il était donc formellement résolu à la guerre contre l'Espagne et bien que la victoire fût entre les mains de Dieu, il croyait raisonnablement pouvoir y compter. S'il demeurait seul, il aimait

¹ *Talks to Wolsey, 30 mars et 6 avril. State Papers I p. 329, 331. Brewer op. cit. IV m, n° 5387, 5443.* — Les instructions de Wolsey à Gardiner, Brian, Cecil et Vane, le 6 avril, Brewer, *ibid.*, n° 5438. — Knight (qui remplace Taylor comme ambassadeur anglais à la cour de France depuis le début d'avril), à Wolsey, 21 avril, Brewer, *ibid.*, n° 5438.

mieux lever sur ses sujets jusqu'à 40.000 hommes que de lâcher cette entreprise ¹.

Les Anglais se montrèrent inébranlables : ils promirent seulement d'envoyer en France, à bref délai, John Russell porteur de leurs résolutions définitives. La mission de Guillaume du Bellay était terminée : il demanda son congé, que justifiaient l'exécution de sa charge et la faiblesse de ses ressources ². Il partit vers le milieu d'avril, muni des réponses de Henry VIII et de lettres de Wolsey pour Montmorency ³. S'il ne rapportait ni la contribution qu'il était venu chercher, ni la promesse d'une offensive immédiate qu'il avait vainement sollicitée, il était entré assez avant dans l'amitié du cardinal-légat, avec lequel il avait eu de « bons propos et longues communications sur le tout ». La solution toujours différée et désormais douteuse de la question du divorce, sur laquelle Wolsey jouait toute sa fortune, commandait à celui-ci de conserver à tout prix l'appui de la France. Peut-être toucha-t-il ce sujet dans ses entretiens avec Langey ⁴. Malheureusement les lettres de Guillaume au Roi, à Montmorency ou à son frère Jean, ne nous ont pas été conservées, à l'exception d'une seule ⁵. Il nous est donc impossible d'invoquer aucune preuve à l'appui de cette hypothèse, si vraisemblable soit-elle. Un seul fait demeure certain, l'amitié de Wolsey pour Guillaume du Bellay et sa confiance en lui, comme on peut le voir dans la lettre que ce dernier lui écrivit, d'Amboise, le 1^{er} mai, peu après son arrivée à la Cour ⁶. C'est un avantage dont Langey, dans sa mission suivante, saura tirer parti.

1. Lettre déjà citée de Knight à Wolsey, 21 avril.

2. Guillaume du Bellay à Montmorency, de Londres, 11 avril, B. N., fr. 2043, t. 112.

3. Wolsey à Montmorency, de Westminster, 12 avril, B. N., fr. 20433, t. 71.

4. Dans sa lettre du 12 avril, Guillaume du Bellay écrit à Montmorency : « Outre ce que j'escriys et par cy-devant y escript au Roy j'envoye à mon frere une longue bible afin que sur les points desl le voudrez interroger il vous en puisse rendre compte en attendant ma venue... » Nous n'avons pas retrouvé cette « longue bible », c'est-à-dire ce volumineux rapport auquel renvoie Langey et dans lequel il avait sans doute consigné le détail de ses conversations avec Wolsey.

5. La lettre du 13 avril, déjà citée.

6. Guillaume du Bellay à Wolsey, d'Amboise, 1^{er} mai (en latin et en français), Brewer, *op. cit.*, IV, m, n° 3514. La même lettre ne retrouve sans date ni nom d'auteur, *ibid.*, n° 3005. — Cf. *ibid.*, n° 3513, Jean du Bellay à Wolsey, même date.

III

Les tergiversations de Henry VIII jointes aux mauvaises nouvelles reçues d'Italie, où Saint-Pol était sans argent et où les négociations se poursuivaient sans résultat, déconcertèrent les plans belliqueux de François I^{er}. Sans les abandonner entièrement le Roi prêta l'oreille aux conseils pacifiques de sa mère qui, depuis décembre dernier, d'accord avec la régente des Pays-Bas, cherchait un terrain d'entente avec l'Empereur. Rinimborg et Des Barres rapportaient d'Espagne une commission pour Marguerite de traiter avec Louise de Savoie. Aussitôt celle-ci envoya en Flandre l'elu Bayard qui reçut une réponse des plus encourageantes. Une entrevue entre les deux princesses fut décidée, à Cambrai, d'où elles comptaient faire sûrement sortir une paix aussi nécessaire à l'Empereur qu'au Roi très chrétien.

Il fallait prévenir les Anglais de ce changement d'attitude, les faire adhérer à cette nouvelle solution, et cela, avant l'arrivée en Angleterre de l'envoyé de Marguerite, Jean le Saucé. Le 7 mai, Jean du Bellay retourna subitement à Londres, chargé de cette mission. Wolsey fut atterré : comme son maître, il redoutait une paix où il craignait d'en être pas parmi les contractants. Henry VIII avait peur de n'être pas remboursé des dettes contractées par l'Empereur. Wolsey voyait déjà Charles-Quint en Italie, disposant du Pape à son gré et faisant condamner les projets de divorce. C'était le naufrage de toutes ses espérances, « la totale ruine ¹ », la disgrâce certaine. Il mit en doute la sincérité des Impériaux et tâcha d'aviver la défiance de François I^{er}. Il poussait maintenant à la guerre, pressant l'envoi en France de Fitzwilliam et du duc de Suffolk avec de l'argent, entravant enfin par tous les moyens possibles le progrès des négociations de Louise avec Marguerite. En même temps, il hâtait la solution de l'affaire du divorce et, le 18 juin, ouvrait la Cour légatine chargée de juger Catherine d'Aragon. Sans cesse, il accablait Jean du Bellay de ses réclamations, de ses plaintes, ne pouvant pas parfois achever ses propos sans pleurer et « sans grande signification en dehors que le dedans estoit bien pressé ² ».

Il semblait que tout espoir de guerre ne fût pas perdu. Fran-

¹ Jean du Bellay à Montmorency, 20 mai 1529, B. N., fr. 2078, f. 1 vq.

² Jean du Bellay à François I^{er}, à Montmorency, 22 juin 1529, B. N., fr. 2078, f. 126 v^o ; 2078, f. 23.

çois I^{er} n'inclinait qu'à demi à la paix. Il était loin d'avoir une entière confiance dans les affirmations pacifiques de Marguerite de Savoie, il y voyait un moyen pour l'Empereur de gagner le temps nécessaire pour passer en Italie. Afin de n'être pas pris au dépourvu et aussi de conserver ses alliés, il gardait une attitude belliqueuse, approuvait les avis énergiques de Wolsey, multipliait les préparatifs militaires et tenait des conseils de guerre où il exposait aux ambassadeurs anglais et italiens le détail des mesures prises et des projets futurs¹. Mais pendant ce temps Louise de Savoie menait rapidement les négociations préliminaires : le 12 juin, elle obtenait pleins pouvoirs pour traiter, elle se mettait aussitôt en route pour Cambrai où les deux princesses devaient se rencontrer, et faisait courir le bruit que dans quelques jours la paix serait signée. Malgré leur dépit et leur colère, les Anglais durent faire choix de leurs délégués, s'ils voulaient être parmi les contractants. Wolsey aurait désiré être envoyé. Mais les Français y tenaient médiocrement². D'ailleurs Henry VIII indisposé déjà contre son favori, refusa sèchement, il avait besoin de lui pour la Cour légatine³. Cathbert Tunstall, évêque de Londres, Thomas More et Hacket furent désignés et, le 30 juin, reçurent leurs pouvoirs pour traiter avec l'Empereur et le roi de France⁴.

Louise et Marguerite s'étaient trouvées à Cambrai, avec leurs conseils. La Reine-mère était assistée de Duprat et de Montmorency. Le Roi était resté autour de La Fère et de Coucy à chasser en compagnie de l'amiral. Il était tenu au courant des négociations par un va-et-vient incessant de courriers et de gentilshommes⁵. Ces négociations furent plus laborieuses et plus longues qu'on ne le supposait. François I^{er} en fut « merveilleusement esbahy⁶ ». Sa défiance augmenta. Son impatience éclata bientôt : il parla de rompre, de faire marcher ses troupes, et d'aller lui-

1. Montmorency à Jean du Bellay, 26 mai, B. N., fr. 5650, f. 93v. — François I^{er} à Jean du Bellay, 17 juin, *ibid.* f. 177. — Conseil de guerre tenu à Compiègne, 25 juin, B. N., fr. 5652, f. 2-3. — Cf. Denjardine, *Négociations de la France avec le Turc*, II, p. 408-409 (25 juin), 409-475 (26-28 juin).

2. Marguerite à l'Empereur, 26-27 mai, Lams, *Korrespondenz Kerts V.*, I, p. 303-304.

3. Jean du Bellay à François I^{er} et à Montmorency, 26 juin, B. N., fr. 5650, f. 2.

4. Brouet, *op. cit.*, IV, m, n° 5764. — Wolsey les recommande à Louise de Savoie, par une lettre du 1 juillet, B. N., fr. 5652, f. 15.

5. Cf. Mignet, *op. cit.*, II, p. 467-473. — Berron, *op. cit.*, p. 131-132.

6. Brien à Montmorency, 12 juillet, B. N., fr. 5649, f. 39. — François I^{er} à Montmorency, 17 juillet, B. N., fr. 5651, f. 67.

même à Lyon pour mettre diligemment ordre à ses affaires. Pour le tranquilliser, on lui envoya, le 19 juillet, Guillaume du Bellay¹. Languy lui montra que tout allait bon train, que le traité serait bientôt signé. François I^{er} en fut très satisfait. Il parla « simplement » avec Languy et lui « dit son vouloir sur le tout ». En particulier, il l'instruisit sur le fait des confédérés. Un moment il avait été sur le point de les abandonner². La nouvelle du désastre de Landriano et de la prise du comte de Saint-Pol, les excitations de l'archevêque de Capoue³, envoyé spécial du Pape, avaient fortement indisposé le Roi contre ses allies italiens, contre Venise notamment. Mais les supplications de Cavakanti et de Carducci le ramenèrent à de meilleurs sentiments, et par Languy il recommanda à Madame de faire comprendre les confédérés dans le traité, de passer ce point « si possible est » selon ce qu'il désire et à son honneur, car il « a cela à cœur et plus qu'il n'a encore eu... »⁴.

Il ne restait plus, semble-t-il, qu'à signer le traité, lorsque de nouvelles prétentions de Marguerite remirent tout en question et faillirent tout rompre. La régente des Pays-Bas demandant, comme garantie, un certain nombre de places fortes de la France, Louise refusa et fit ostensiblement ses préparatifs de départ, en même temps qu'elle envoyait de nouveau Languy prévenir le Roi⁵. François I^{er} fut transporté de colère : frémissant, il écrivit à sa mère de revenir aussitôt « Puisse l'Empereur, ajoutait-il,

1. François I^{er} à Montmorency, 19-20 juillet. B. N., fr. 2001 f. 90-2004 f. 94. — Brien à Montmorency, 20-22 juillet. B. N., fr. 20.308 f. 70, 247, f. 90.

2. Encore sous le coup de la défaite de Landriano et indigné du rôle des Vénitiens dans cette affaire, il écrit à Montmorency, le 8 juillet... « Ne voulant obliyer à vous dyre qu'il me semble que vous la façon de quoy sont allies nos allies en nos affaires, je vous d'advys que Madame trouvant le moyen d'accorder et orrester une bonne paix qu'elle ne doit avoir tel regard à nosdits allies qu'elle eust peu faire avant ces choses advenues. » B. N., fr. 2046 f. 36.

3. Brien à Montmorency, 10 juillet. B. N., fr. 2006 f. 97 « M. de Capoue est ce matin venu icy et a parlé au Roy d'ay langement desiré avecques luy et par ses paroles semble qu'il soit très fort affectionné à la paix... mortant en avant qu'on ne doit tant s'arrester aux particularités des confédérés que l'on ne pourrallra, traict forme plusieurs que son maître peult recevoir Ravenne et Corrye (Ravenna et Sorcia, prises par les Vénitiens). » M. de Capoue m'a dit entre autres propos qu'il voudroit bien que ce traicté de la paix y eust un article express par lequel il seroit dit et déclaré que tous ceulx qui ont surpris les vngs sur les autres depuis le ruyne de Rome (6 mai 1527), feroient leun « restitution et restituer ce qu'ilz ont. »

4. Dujoyrdine, op. cit. II p. 1087-1088 (du 22 juillet). — Brien à Montmorency, 22 juillet. B. N., fr. 20.308 f. 72.

5. Dujoyrdine, op. cit., II, p. 1094-95 (24 juillet).

estime si peu mon amitié et a tant d'envie de me ruiner, j'ay espérance avec l'aide de Dieu, qu'avant qu'il soit peu, de lui faire connaître que je suis autant digne d'être désiré ami que d'être détesté ennemi¹ ». Mais déjà, grâce à l'intervention de l'archevêque de Capoue « la paix avait été remise en avant ». François I^{er} en fut immédiatement informé; et, calmé, il renvoya Langrey avec des instructions (13-24 juillet).

Les pourparlers traînèrent encore quelques jours. Le Roi éleva encore quelques objections sur l'article relatif au confédéré. Il ne voulait pas avoir l'air de les abandonner entièrement, surtout après les promesses formelles qu'il leur avait faites. Il essaya de faire insérer quelques modifications, pour sauver l'honneur mais sans trop de conviction : « Toutes fois je remets en vous, écrivait-il à Madame, à en faire ce que vous vertez estre à faire pour le myrtilz ne voulant, quant vous n'en pourrez avoir autre chose, que vous l'aidez à conclaire, mais que vous passiez outre² ». Le Régente avait déjà fait le sacrifice de ceux dont le Roi faisait ainsi abandon à son tour. La paix venait d'être signée, le 3 août, et le 5, dans la cathédrale de Cambrai une messe solennelle célébra cet heureux événement.

Par le traité de Cambrai³, François I^{er} obtenait ce pour quoi il bataillait et négociait depuis deux ans : il gardait la Bourgogne et on lui rendait ses enfants. Les conditions étaient à peu près celles qu'il avait précédemment proposées : une rançon de 2.000.000 d'écus d'or, dont 1.200.000 comptant, au moment de la reddition des enfants de France, une somme de 200.000 écus, montant présumé des dettes de l'Empereur à Henry VIII que François I^{er} jetait à son compte, enfin 500.000 écus, pour les-

1 B. N., fr. 2004, f. 106 le main de François I^{er}. « Toutesceux, Madame, qui ayent Langre lequel m'a bien fait entendre le sort de quoy l'on a eue à cette dernière réponse envers Vous, laquelle je pense pour valloir « puisqu'avez mes Dyas de neutre costé, lequel sont en la synocrtye de quoy Vous et moy euyons à v'le p's ject à playn Madame que votre p'ce laquelle ne se peut dyre sans fraysz vos l'honneurie qu'y a esté gardé et payé par l'Empereur esty ne sy par mon amitye et a tant d'avye de me renuer je sy espance. overques l'oye de Dyas, que avant qu'il soit peu, de leuy fere connestre que je :mays suis digne d'estre de-vre amy que d'estre détesté ennemy par quoy je vous supplie au Vous donner p'cy de p'ce et avoye que Dyas les tant pour le m'ne et Vous en v'nyr b'ntout car jamés n'est d'avye de Vous voye qu'à contester Vostre très humble et très obaymat l'yla, François ».

2, François I^{er} à Louise de Savoie (dans les premiers jours d'août), B. N., fr. 2010, f. 14.

3. Dumont, Corps Diplomatique, V. n. p. 715.

que le roi de France payerait une rente de 25.500 écus garantie par les terres que possédait au pays de Brabant la duchesse douairière de Vendôme. François I^{er} devait en outre évacuer l'Italie, renoncer à toutes ses prétentions sur ce pays, abandonner ses alliés, aider même l'Empereur, après certains délais, à les faire rentrer dans le devoir. Charles Quint et François I^{er} aideraient aussi le Pape à recouvrer ses domaines usurpés : ce dernier article était le prix du rôle considérable joué par l'archevêque de Capoue dans les négociations de Cambrai.

Ce traité, conclu entre Louise de Savoie et Marguerite, fut complété par un autre que Marguerite signa, le 5 août, avec les délégués anglais. Les pourparlers avaient été orageux entre les Anglais et les Impériaux. A plusieurs reprises, on menaça de les rompre sans l'action de Montmorency et de Duprat, la rupture se fût certainement produite¹. Grâce à eux, les négociations finirent par aboutir : les intérêts pécuniaires de Henry VIII étaient sauvegardés ; les Impériaux adhéraient même au traité de commerce auquel les Anglais tenaient par dessus tout et qui avait failli tout compromettre².

Une dernière convention entre les rois de France et d'Angleterre termina, le 6 août, la série des actes diplomatiques élaborés à Cambrai³ : on y fixa les conditions suivant lesquelles François I^{er} payerait à Henry VIII les dettes de l'Empereur qu'il avait endossées. L'accord se fit aussitôt au sujet des dettes sur obligations, qui s'élevaient à 185.000 écus et 40.000 nobles anglais. François recevait aussitôt les obligations qu'il devait restituer à l'Empereur au moment où ses enfants lui serment rendus, et payerait par quartiers de 30 000 écus, le 1^{er} novembre et le 1^{er} mai de chaque année, à partir de novembre 1530. On laissa en suspens le règlement des sommes prêtées sur gages et d'une dernière obligation, dite obligation de l'indemnité ou de Windsor⁴ (du 19 juin 1522), parce

1. Brewer, *op. cit.*, IV m, n^{os} 6888, 6820.

2. Dament, *op. cit.*, IV, n, p. 43-44.

3. Dament, *op. cit.*, 14, p. 46-49. — Cf. B. N., Dupuy 341, f. 105 v^o et 347, f. 4-7. Voir la minute et le texte de ce traité du 5 août, ainsi que la ratification signée par François I^{er} à Crèvecoeur, le 5 août, orig. en latin. Arch. Nat., J 822, n^{os} 20, 20 bis et 21.

4. Au traité de Windsor, le 19 juin 1522, Charles-Quint s'était engagé à payer à Henry VIII, une pension annuelle de 133 305 écus, pour le dédommager des sommes qu'il recevait du roi de France, à qui les deux souverains s'accordaient à faire la guerre. En fait l'Empereur n'avait rien payé du tout. Mais dans le traité de Moore, conclu le 30 août 1525 entre Henry VIII et Louise de Savoie, on

qu'on ignorait l'intention précise de Henry VIII au sujet des premières et le montant exact de la seconde François I^{er} enverrait en Angleterre quelqu'un qui conclurait définitivement sur ces deux points, en même temps qu'il demanderait la ratification des traités et la remise des gages et des obligations de l'Empereur. Des négociations étaient prévues, dans lesquelles, tout naturellement, le roi de France allait essayer de profiter des circonstances pour remplir au moindre prix possible les engagements qu'il avait contractés.

avait fait entrer en ligne de compte, dans le total des sommes à payer au roi d'Angleterre, l'arriéré de la pension qu'on ne lui avait plus versée depuis 1522. Henry VIII n'avait donc rien perdu, du côté de la France, à rompre avec François I^{er} et le paiement consenti par Louis de Savoie libérait Charles-Quint de sa dette. C'est ainsi du moins que François I^{er} et l'Empereur l'avaient entendu et expliqué dans l'article 25 du traité de Madrid. Cf. Dumont, *Corps diplomatique*, IV, 1, p. 405.

CHAPITRE DEUXIÈME

L'EXÉCUTION DU TRAITÉ DE CAMBRAI

DEUXIÈME ET TROISIÈME MISSIONS DE LANGEY EN ANGLETERRE

(août 1529 — mars 1530)

I

Pendant tout le mois de juillet, Jean du Bellay fut laissé à peu près sans nouvelles au sujet des négociations de Cambrai. Comme il s'en plaignit, le Roi lui répondit le 26, que dès la conclusion de la paix il lui dépêcherait Langey, particulièrement au courant de tout, pour en informer les Anglais¹. Cependant, ce fut seulement le 16 août que Guillaume du Bellay reçut ses pouvoirs et fut prêt à partir².

Sa charge était assez complexe. Elle consistait non seulement à renseigner Henry VIII sur les détails des pourparlers, à lui porter les textes des traités signés, à solliciter la ratification de tous les articles sur lesquels l'entente était déjà faite avec les délégués anglais, la livraison des obligations de Charles-Quint que François I^{er} prenait à sa charge et des quittances qu'il devait lui restituer. Il fallait en outre régler les questions qui dans l'accord du 5 août avaient été réservées, évaluer la somme pour laquelle l'empereur Maximilien avait autrefois remis en

1. Jean du Bellay à Brion, 22 juillet ; François I^{er} à Jean du Bellay, 26 juillet, B. N., fr. 5429, f. 141, 182.

2. Voir ses pouvoirs dans Bymer, *Fœdera*, VI, n, p. 121-122. — Ce même jour, le Roi ordonnait au trésorier de l'Épargne de lui payer 615 livres tournois « pour un voyage qu'il va présentement faire de Saint-Quentin en Angleterre, porter lettres de créance du Roy à son très cher et aimé frère et perpétuel allié le Roy d'Angleterre, pour luy déclarer et faire entendre le traité naguères fait à Combray entre luy et l'Empereur et autres affaires concernant l'amitié qu'il a avec ledit frère. » B. N., Chancellerie 1213, f. 67 v^o. fr. 26.723, n^o 114. En fait Guillaume du Bellay ne partit que le 18 août.

gage un joyau précieux, la fleur de lys¹, et le montant de l'indemnité due de Windsor, puis fixer les conditions et les termes du paiement. Langey devait encore récupérer la fleur de lys et tout autre joyau qui pouvait avoir été engagé contre une obligation stricte, à la charge de fournir un reçu de François I^{er} et une quittance de l'Empereur. Il s'efforcerait d'obtenir de Henry VIII, avec toutes les obligations de l'Empereur, une quittance générale, en retour de laquelle François I^{er} s'obligerait formellement. Les pouvoirs de Guillaume du Bellay étaient très larges. Ils étaient complétés par des instructions orales, en vertu desquelles Langey tâcherait d'arracher au roi d'Angleterre quelques adoucissements aux conditions financières, par exemple des délais dans le paiement des obligations, ou la remise d'une partie de la dette, par exemple de la pension due à Henry VIII pour toute l'année 1549.

Parti le 18 août, Langey arriva à Londres le 22. Il y trouva son frère qui l'attendait avec impatience² et le mit rapidement au courant de la situation pour combiner une action commune. Dès le début, ils eurent à lutter contre de sérieuses difficultés. D'abord, avec qui négocier ? Henry VIII était la chose, les principaux seigneurs s'étaient dispersés. Wolsey seul était à Londres, mais il était déjà en disgrâce. Cela même compliquait étrangement les choses. L'échec de la Cour légatine en juillet avait sérieusement ébranlé le crédit du cardinal : ses adversaires, les grands seigneurs, les ducs de Suffolk et de Norfolk travaillaient à sa ruine et constituaient autour du Roi un nouveau personnel désireux de prendre le pouvoir³. Ceux-ci, pour se pousser dans la faveur du Roi, Wolsey, pour ne pas fournir des armes à ses ennemis, hésitant à entrer en pourparlers avec les Français. Tous exagéraient leur méfiance vis-à-vis des frères du Bellay, et malheureusement pour ces derniers, l'absence de certaines pièces paraissait justifier les sentiments des Anglais. Langey avait apporté seulement les articles du traité de Cambrai relatifs aux affaires anglaises et non pas le texte tout entier ; de plus, ces articles se référaient au traité de Madrid, dont on supposait qu'il existait un texte entre les mains de Jean, et Jean ne l'avait point. Sur des partenaires soupçonneux comme les Anglais, ces lacunes devaient produire une fâcheuse impression, à tout le moins permettre de traîner en longueur les négocia-

¹ On trouve une description très détaillée de la fleur de lys B. N., fr 2007, f. 39-40 : « Cy s'ensuyvent les parties qui sont en la fleur de lys qui est d'or ».

² Jean du Bellay à Wolsey, 16 août, Brewer, op. cit., IV, m, n° 1002.

³ J. Cl. F. Firdmann, *Annales de la France*, I, p. 95. — Jean du Bellay à Wolsey, 16 août, Brewer, op. cit., IV, m, n° 1001.

ciations. Les lettres que les deux frères adressèrent le 23 août, à Montmorncy, pour réclamer l'envoi immédiat des pièces nécessaires, sont pleines d'appréhensions ¹.

L'événement justifie ces craintes. Les frères du Bellay virent le Roi le 26 août, à Woodstock. Langey exposa tout au long sa charge. Henry VIII l'écouta volontiers, mais lorsque les Français se arrivèrent aux propositions qu'ils avaient à faire, « beaucoup de difficultés » surgirent. Elles portaient, entre autres choses, sur « la matière de l'indemnité de Windsor ». Les Anglais soulevèrent en outre la question de la « peine commise », c'est-à-dire de l'indemnité que dans le projet de mariage de la princesse Marie s'était engagé de payer à l'autre celui des deux contractants, Henry VIII et Charles-Quint, qui prendrait l'initiative de la rupture. Enfin aux demandes de concessions, Henry VIII répondit en réclamant le double du traité de Cambrai, et l'indication de la date précise où les envoyés du roi de France se trouveraient auprès de l'Empereur. Sur ce dernier point, Langey satisfait à peu près le Roi, mais le double du traité, il ne l'avait pas : la négociation était ainsi arrêtée à l'endroit qu'il avait prévu ².

En attendant l'arrivée de ce document, on rechercha un double du traité de Madrid « pour ce que à icelluy se réfèrent beaucoup de choses ». Henry VIII le fit demander à l'évêque de Londres, Tunstal, par l'intermédiaire de Wolsey dont il sollicita l'opinion sur les demandes de François I^{er} ³. Le cardinal s'empressa d'obéir : il envoya le double du traité de Madrid, plus les articles qu'il avait lui-même conclus à Amiens en août 1527, attirant l'attention sur certaines clauses du traité contre lesquelles il fallait se pré-munir pour ne pas s'exposer à rester isolé. Quant aux concessions financières, avec un luxe de détails qui attestent son zèle pour les intérêts de son maître, il examinait toutes celles que l'on pourrait faire, comment et par quels degrés, sans rien perdre ou à peu de frais, on parviendrait à satisfaire le roi de France. Mais surtout qu'on vit le traité de Cambrai. Au reste, si sa présence était néces-

1. A Montmorncy, le 23 août, Guillaume du Bellay, B. N. Clairmont 322, f. 222 (orig.) ; Jean du Bellay fr. 3076, f. 81, et Le Grand, *Histoire du divorce de Henry VIII*, III, p. 337-344.

2. Du 1^{er} septembre, Guillaume et Jean du Bellay à François I^{er} et à Montmorncy ; à Louise de Savoie, Jean B. N., fr. 3077 f. 16 ; 3200, f. 157-3078, f. 90 ; 3077, f. 7.

3. Gardiner à Wolsey, 26 août, *State Papers*, I, 337. — Wolsey à Tunstal, à Gardiner, 29 août, réponse de Tunstal, Brewer, op. cit., IV, m, n^o 1078, 1079, Jan., 1600.

encore, Wolsey était prêt à partir au premier signal pour rejoindre Henry VIII¹.

Dans la seconde entrevue que le roi d'Angleterre, entre deux chasses, accorda le 31 août aux envoyés français, on revint encore une fois sur ce traité de Cambrai. Les soupçons des Anglais étaient d'autant plus vifs que Thomas More interrogé répondit n'avoir pu en obtenir communication de la Régence sous prétexte que Langoy l'apporterait ensuite. Or Langoy était venu les mains vides. Sans le double du traité, on ne pouvait rien conclure définitivement. Cependant Henry VIII se montra moins exigeant sur les questions financières et laissa son conseil débattre avec les frères du Bellay les conditions auxquelles devrait souscrire François I^{er} et les concessions qu'en lui pourrait accorder.

Elles furent plus larges que Wolsey ne l'avait conseillé. Henry VIII abandonnait la « peine commise ». Il donnait, pour être employée à la délivrance des enfants de France, la somme de 20.000 écus, pour laquelle la fleur de lys avait été engagée. La restitution du joyau était subordonnée à l'envoi d'une lettre de l'Empereur, qui tiendrait quitte Henry VIII, et le remettait à François I^{er}. Les textes sont muets sur l'indemnité de Windsor. Il est fort probable qu'après des explications réciproques et l'examen des traités de Moore, on reconnut le mal fondé de cette demande. Il ne devait plus jamais en être question dans la suite. Sur la pension de 1529, il ne fut pas fait de remise. La quitte-générale serait livrée ultérieurement. En attendant, pour être tenu à fait en sûreté, Henry VIII réclamait certaines modifications aux termes du traité de Cambrai, qu'il croyait dirigés contre lui.²

1. Wolsey à Gardiner, instructions à l'envoyer, Brewer, op. cit., IV, m, n° 2084, 2085, 2086. François I^{er} payait la somme pour laquelle avait été engagée la fleur de lys en deux termes de 20.000 écus chacun, après qu'il aurait acquitté les sommes payées dans l'arrangement du 5 août. Relativement aux obligations de l'indemnité de Windsor et de la « peine commise », il revenait sur la promesse au roi qui n'avait pas été payée. On pourrait croire qu'il s'agit de la somme le montant de ce reliquat, pour la somme. Il faudrait se faire prêter, puis l'abandonner à condition que de leur côté les Français reconnaissent de vouloir se faire remettre la somme de 1529 celle à lire Français, après avoir abandonné tout le montant du montant de la fleur de lys et la somme de « la peine commise », prétendant à dominer la fleur de la somme de 1529, peut être reconnaître si se leur abandonner cette somme comme une somme de prêt, et de la contraindre avec un autre dette. Wolsey rapporte en terminant qu'il vint des lettres de Westminster et d'Amiens, la val de France était leau de l'arrangement pour 16.000 écus de ce et que jusqu'à présent on n'en avait rien fait.

2. Gardiner à Wolsey, 3 et 7 septembre, Brewer, op. cit., IV, m, n° 2016 et 2017. — Mémoire adressé par François I^{er} à Jean du Bellay, 28 septembre. B. N., fr. 5498, f. 146-147.

Lorsque Gardiner transmet à Wolsey ces concessions, il s'en excuse en alléguant l'intention du roi. La volonté de Henry VIII avait tout dirigé. Quelle raison l'avait poussé à ces sacrifices? Il est aisé de la deviner et c'était Wolsey qui l'avait suggérée. En retour, Henry VIII réclamait l'appui de François I^{er} dans l'affaire du divorce. Depuis l'échec de la Cour légatine et l'évocation en cour de Rome, Henry VIII et Wolsey avaient conçu un nouveau plan : c'était de soumettre le cas aux universités d'Angleterre, de France, d'Italie, pour obtenir des réponses en faveur de leur cause et trouver dans ces déclarations favorables une force morale capable d'influencer le jugement du Saint-Père, ou qui leur permit de passer outre, en cas de condamnation. Wolsey s'était ouvert déjà de ce projet à Jean du Bellay qui avait promis de s'y employer activement. Henry VIII en reparla à Langey. Tout de suite celui-ci vit là le moyen de rendre le roi d'Angleterre plus traitable : il affirma que bon nombre de docteurs en France étaient du côté du roi d'Angleterre. Quant à lui, il appuierait de toutes ses forces la demande de Henry VIII auprès de son maître et dans les Universités : il ne doutait pas du succès.

Henry VIII fut si satisfait de l'attitude de Langey qu'il lui donna 100 marcs de récompense¹. Il lui remit un mémoire pour François I^{er} et au départ le fit passer chez Wolsey. Le cardinal avait été mis au courant de tout. Plus chaudement encore que le roi, il sollicita les bons offices de Langey, car il voyait dans la consultation des Universités sa dernière chance de salut. Il avait joué sur l'affaire du divorce sa fortune, même sa vie : la partie était fort compromise. Il dépendait des Français de le sauver, à tout le moins d'atténuer la disgrâce qui s'abattait déjà sur lui. Henry VIII et Wolsey trahissaient ainsi combien le divorce leur tenait maintenant plus à cœur que tout le reste, c'était se mettre dans la dépendance des Français. Lorsque, vers le milieu de septembre², Guillaume du Bellay rentre en France, il entrevoyait déjà tout le parti que son maître pourrait tirer de la subordination que les Anglais avaient eux-mêmes établie entre leurs exigences financières et l'issue de l'affaire du divorce.

1 Brian Tuke à Wolsey, 7 septembre, Brewer, *op. cit.*, IV, m, n° 3925.

2 Wolsey à Montmorency, de Moore, 8 septembre, B. N., fr. 20.456, f. 101.

François I^{er} se hâta de profiter de l'occasion. Dès le 13 septembre, il envoyait à Jean du Bellay le mémoire de ses nouvelles demandes. Après avoir vivement remercié son allié de ses précédentes concessions il sollicitait d'abord la livraison, aussitôt que possible, de la fleur de lys, puis la remise de la pension de 1500, ou tout au moins un assez long délai de paiement ; enfin, au cas où il ne trouverait pas dans son royaume les 1 000 000 écus exigés par l'Empereur, il espérait que le roi d'Angleterre lui avancerait « de bon cœur jusques à une somme de 100 à 200 000 escus, moyennant telle sûreté ou gage qu'il adviseroit » L'évêque de Bayonne devait risquer ces propositions, « le plus dextrement que faire se pourra » et avertir immédiatement son maître de la réponse ¹.

L'ambassadeur de France se mit aussitôt en campagne. Il rencontra plus d'obstacles qu'il n'avait cru. Le sort de peste tenait éloigné de Londres et dispersés le roi et les principaux personnages de la Cour. De plus, la disgrâce de Wolsey, devenue définitive, avait amené un changement complet de personnel dans le gouvernement. Le « nouveau régime » comprenait les ducs de Norfolk et de Suffolk, président et vice-président du conseil Thomas More, chancelier, Gardiner, promu « siège de Winchester Fitzwilliam, trésorier et chancelier de Lancastre. Sans être hostiles au roi de France, qui naguère encore les pensionnait, mais par réaction contre la politique de Wolsey et pour paraître mieux défendre les intérêts de leur souverain, ils montraient une certaine hauteur et faisaient preuve d'intransigence. Ils y étaient encouragés d'ailleurs par l'attitude quelque peu équivoque du gouvernement français. Le double du traité de Cambrai, qui était enfin arrivé et qu'il avait fallu montrer, ne correspondait pas tout à fait à ce que les Français avaient prétendu. Il n'y était pas question notamment de « la peine commise ». Jean du Bellay eut besoin de toute son habileté pour « rhabiller » tant bien que mal les choses, mais il lui fut difficile d'obtenir de nouvelles concessions ².

1. Voir ce mémoire du 16 septembre et les lettres de François I^{er} et de Montmorency à Jean du Bellay qui l'accompagnent. D. N., fr. 3488, f. 146-147, 147-148, 171-172.

2. Voir la correspondance de Jean du Bellay pour le 16 de septembre et le mois d'octobre et surtout le mémoire adressé avec les lettres des 11-17 octobre, Arch. Nat., J 882, 11°.

A peine eut-il demandé la remise de la pension de 1523, que les membres du nouveau conseil se récrièrent : ils objectèrent l'ouverture prochaine du Parlement, la nécessité pour leur maître de se procurer auparavant une somme équivalente. Il ne fallait donc pas compter sur une remise, encore moins sur l'acceptation d'un emprunt. Jean du Bellay se borna à négocier la livraison de la fleur de lys. Il se heurta au même mauvais vouloir. Henry VIII ne se décidait pas à lâcher le joyau avant d'avoir obtenu les modifications au traité de Cambrai et les lettres de garantie qu'il avait demandées par l'entremise de Langey. Il revenait à l'idée qu'il avait exprimée le mois précédent : avoir de Charles-Quint une lettre par laquelle celui-ci le tiendrait quitte de la fleur de lys s'il la remettait au roi de France. En vain Jean du Bellay représentait que cette procédure éveillerait chez l'Empereur des doutes sur la solidité de l'alliance franco-anglaise, et lui donnerait peut-être l'espoir de la rompre. Henry VIII et ses conseillers n'en voulurent démordre. L'évêque de Bayonne s'adressa alors à Chapuis, le nouvel ambassadeur impérial, pour obtenir de celui-ci une réponse qui rendit inutile la lettre de Charles-Quint. Mais Chapuis déclara qu'il n'avait pas d'instruction sur cet objet précis¹. Il fallait donc attendre.

Pendant plus d'un mois les pourparlers continuèrent, sans aboutir. Au contraire, l'ambassadeur de France semblait plutôt perdre du terrain. Langey, dont la venue était annoncée depuis plusieurs semaines, n'arrivait pas. Henry VIII recevait d'Italie des nouvelles inquiétantes : il était question d'une entrevue que Charles-Quint, François I^{er} et le Pape devaient avoir à Turin, et on voyait de laquelle on disait que l'évêque de Turin, ambassadeur de France à Rome, s'était précipitamment rendu auprès de son maître². N'était-ce pas le prélude de cet isolement que les conseillers anglais redoutaient ? Heureusement à la fin de décembre, l'avis de ce qui s'était passé en Sorbonne au sujet du divorce réussit « à les remettre » en bon train³. La situation semblait de nouveau s'amé-

¹ Chapuis à l'Empereur, 25 octobre, dans *Bradford. Correspondence of Charles V*, p. 226-228, en particulier, p. 226-227, et *Calendar of State Papers, Spanish* (1512-1539), n° 124, p. 302.

² Jean du Bellay à Montmorency, 2 novembre, 15 décembre, B. N., fr. 3078, f. 136, 165; celle du 2 novembre imprimée dans *Le Grand, op. cit.*, III, p. 381-384. — Chapuis à l'Empereur, 17 novembre, 13 décembre, *Calendar of State Papers, Spanish* (1512-1534), n° 216 et 232, p. 332 et 370.

³ Jean du Bellay à Montmorency, 29 décembre, B. N., fr. 3079, f. 23; *Le Grand, op. cit.*, III, p. 421-425.

lurer ; mais rien n'était encore résolu lorsqu'arriva Langrey bientôt suivi d'un autre agent de François I^{er} avantageusement connu déjà en Angleterre, Jean-Joachim de Passano, sieur de Vaux.

III

Les retards de Guillaume du Bellay ne lui étaient pas entièrement imputables. Dès le mois d'octobre il s'était efforcé de faire rédiger ses instructions¹, d'obtenir les lettres de garantie pour Henry VIII et les pensions destinées aux seigneurs anglais. Le 23 novembre les lettres de garantie étaient signées² et le 24 ordre était donné de payer 820 livres tournois à Langrey pour son voyage³. Malheureusement il tomba malade⁴, juste à ce moment, et lorsqu'il partit, vers la fin de décembre, il fut obligé de se faire transporter en litière ce qui retarda encore sa marche. Il ne put arriver à Londres que dans les premiers jours de janvier 1526.

La première entrevue qu'en compagnie de son frère il eut avec Henry VIII fut le jour des Rois⁵. Guillaume et Jean obtinrent deux audiences, avant et après la messe, toutes deux fort courtes. C'était une preuve que le roi n'était pas très satisfait des Français. Devant eux, il affecta pour les impériaux la plus grande sympathie, saluant à haute voix Chapuis, lui reprochant d'être venu rarement pendant les dernières fêtes, exagérant avec intention la cordialité de ses rapports avec l'ambassadeur de Charles-Quint. D'ailleurs tout n'était pas feint dans cette attitude : redoutant d'être abandonné par François I^{er} aveuglé de plus en plus par sa passion pour Anne Boleyn, Henry VIII entretenait l'idée d'un rapprochement avec l'empereur : il allait lui envoyer quelques jours après une ambassade dont la direction fut confiée au père même d'Anne, Thomas

1 On trouve ses minutes de ces instructions, rédigées dans la seconde moitié d'octobre B. N. Clairambault 325, f. 37a-383, et Guillaume du Bellay à Montmorency, 18 octobre [1525], Musée Condé, série L, vol. V, f. 280.

2 Arch. Nat., AD 22, 122, n° 77.

3 B. N., Clairambault 1515, f. 67 v^o : 820 livres tournois par lettres de Paris, du 18 novembre 1525, « pour un voyage qu'il va faire en diligence partant de Paris en Angleterre devant le roy dudit pays, ayant lettres de créance et charge expresse de conférer et communiquer avec ledit sieur roy d'Angleterre d'aucuns affaires d'importance ».

4 Guillaume du Bellay à Montmorency, de Paris, 10 décembre [1525], B. N., fr. 3079 t. 121.

5 Chapuis à l'Empereur, 12 janvier 1526, *Calendar of State Papers, Spanish*, 1521-1530, n° 267, p. 146.

Boleyn, créé le 8 décembre précédent comte de Wiltshire et Ormond.

Les pouvoirs et les lettres apportés par Langey furent jugés inutiles. Henry en exigea de nouveaux plus clairs et plus précis. C'était un nouveau retard dans les négociations. Cependant, avant de partir, Jean du Bellay fit un dernier effort pour emporter la fleur de lys¹. Il essaya un nouveau refus. Chapuis, interrogé sur les intentions de Charles-Quint, répondit qu'il était sans instructions. Il suggéra un expédient dont il avait déjà dit un mot quelques jours auparavant à l'évêque de Bayonne. C'était de confier le joyau à une personne sûre, de l'entourage d'Henry VIII, qui accompagnerait Jean du Bellay en France. Mais il fallait obtenir de François I^{er} des garanties. Cela demandait encore du temps. Jean du Bellay fit entendre des protestations énergiques. Il y eut entre lui, Henry et quelques-uns des conseillers anglais « de la façon de faire ». Il parlait de tout remettre en question. Henry VIII, exigea immédiatement ce que lui devait le roi de France. Le duc de Norfolk s'interposa et fut assez heureux pour tout « rhabiller ». Après avoir pris congé d'Anne Boleyn et reçu du roi d'Angleterre quinze plusieurs cadeaux, l'évêque de Bayonne quitta Londres le 14 janvier, sans avoir rien obtenu.

Devenu tout seul, on attendait l'arrivée de Jean-Jochum et des nouveaux pouvoirs. Guillaume du Bellay répara le tort que pouvait avoir causé la virulente sortie de son frère et disposa son plan pour amener Henry VIII à ses fins. Il s'assura d'abord la faveur de ceux qui approchaient le roi : de ses conseillers, par la promesse de pensions que devait apporter le seigneur de Vaux, surtout d'Anne Boleyn, toute puissante sur l'esprit de son royal amant. Déjà le 12 janvier, les deux frères, à l'occasion du départ de Jean étaient allés prendre congé d'Anne : rien ne pouvait être plus agréable à Henry VIII, puisque c'était une façon de considérer sa maîtresse « à l'égal d'une reine ». Puis, si nous en croyons Chapuis, il lui fit quelques présents « comme des anneaux, bagues à porter au col, chapelets et autres magnifiques² ». Était-ce en son nom ou en celui de François I^{er}? L'ambassadeur impérial, malgré ses recherches, ne put le découvrir, mais il recueillit

1. Chapuis à l'Empereur, 12 et 13 janvier, *ibid.*, n° 247, 249-250 p. 411-425, 429.

2. « L'on dance à force et leur fait la Dame très bonne chère et à ce qu'estend y l ne pouvoit être plus gros plaisir au roy que d'aller prendre congé d'elle ». Chapuis à l'Empereur, 13 janvier, *ibid.*, n° 250, p. 430.

3. Chapuis à l'Empereur, 20 janvier, *ibid.*, n° 252 p. 435-437.

d'étranges récits d'après lesquels Guillaume du Bellay aurait été chargé de vendre au roi d'Angleterre des joyaux, diamants et pierres précieuses. Cette transformation de Langey en courtier en bijouterie, avec les éloges de Chapuis, ne laisse pas que d'être amusante. Peut-être notre envoyé ne fut-il pas fâché de voir ces brats se répandre, car en excitant les convoitises, ils lui attiraient des clients. Pour l'instant, Anne fut conquise, ne pouvant rien espérer de l'Empereur, elle avait tout intérêt à se mettre du côté de la France sa coquetterie y trouvait son compte avec son ambition.

La complicité des favoris et de la favorite livrèrent à Langey Henry VIII. Il suffisait de faire entrevoir une solution favorable à l'affaire du divorce. Guillaume du Bellay n'y manqua pas. Au roi qui se plaignait des lenteurs que mettaient à répondre les docteurs de Sorbonne et de l'opposition que suscitaient certains d'entre eux, il fit lire une lettre privée qu'il tenait précisément d'un de ses agents en Sorbonne. M^r Gervais Wain¹. Les détails énumérés par M^r Gervais radoucirent Henry, qui entraîna Langey dans le cabinet où étaient ses livres et le tint là près de quatre heures. Il parla sans retenue et avoua « se trouver en telle perplexité qu'il ne lui était possible de plus vivre en cette sorte ». Avoir Anne était son unique pensée, toute en politique². Guillaume du Bellay l'encouragea, et promit d'agir de tout son pouvoir sur les docteurs pour obtenir à bref délai une conclusion favorable. Il peut, semble-t-il, des engagements formés³, et dès lors tout était gagné.

Lorsque Jean-Joachim arriva⁴, vers le 25 janvier, la plupart des difficultés étaient aplanies : le terme de la pension de l'année précédente était remis ; la livraison de la fleur de lys se ferait selon le mode que Chapuis avait indiqué. Avec la dextérité dont il avait donné déjà tant de preuves, en Angleterre même, dans les questions de finances auxquelles il avait été mêlé quelques années

1. Guillaume du Bellay à Montmorency, Londres, 27 janvier [1530], B. N., fr. 3073, f. 63.

2. Chapuis à l'Empereur 25 janvier, *Calendar of State Papers, Spanish 1520-1530*, n° 255, p. 443-444. « Il (Henry VIII) est tout avrangé après cette demourille qu'il ne considère autre que le moyen de l'avoir ».

3. Chapuis à l'Empereur 25 février (on appendre à la lettre du 20) *Calendar of State Papers, Spanish 1520-1530*, p. 470.

4. Le 19 janvier, Jean-Joachim était à Calais depuis quelques jours, attendant la fin d'une tempête qui durait depuis une semaine. Il y avait rencontré Jean du Bellay, arrivé d'Angleterre le 17. B. N., fr. 3013, f. 410.

auparavant, le sieur de Vaux allait rapidement conduire à bonne fin ¹ les négociations.

Dès le lendemain de son arrivée, Jean-Joachim fut conduit par Langey auprès du roi : l'audience fut longue ; une autre, plus courte, leur fut accordée quelques jours après. Chapuis, qui dîna le dimanche avec les envoyés français, chercha à savoir ce qui s'était passé ². Jean-Joachim et Langey avaient, une dernière fois, essayé d'obtenir de Henry VIII le prêt d'une somme qu'ils s'engageaient à rendre dès que les enfants de France seraient délivrés. Ils firent agir de hautes influences : ce fut en vain ³. Ils dressèrent en outre le brouillon de « la réciproque confession », c'est-à-dire d'une déclaration par laquelle le roi d'Angleterre, en retour d'une déclaration semblable du roi de France, affirmait que ce dernier avait scrupuleusement rempli les engagements stipulés par les traités précédents. Sur ces entrefaites arrivèrent les pouvoirs plus étendus et plus complets dont les Français avaient besoin pour traiter ⁴. Henry VIII désigna ses délégués et l'on mit en forme les différentes conventions ⁵.

Auparavant il fallut remplir certaines formalités dont la fleur de lys fut la cause. Un « lapidayer », envoyé par Marguerite de Savoie, fut chargé d'examiner le joyau, de vérifier les perles et pierres précieuses qui l'ornaient, de comparer les descriptions qu'en avaient apportées Langey et les Impériaux ⁶. L'examen ter-

1. A la nouvelle de la venue prochaine de Jean-Joachim, Chapuis s'exprime ainsi : « Celui qu'a accoustumé de faire les exhortations de quelque bonne pratique » Lettre à l'Empereur, 31 décembre, *Calendar of State Papers, Spanish* (1527-1530), n° 141, p. 301.

2. Chapuis à l'Empereur, 5 février *ibid.*, n° 157, p. 447 ; et Bradford, *Correspondence of Charles V*, p. 296-319, notamment p. 302.

3. Guillaume du Bellay à Montmorency, de Londres, 9 février, B. N., fr. 3010, f. 85.

4. Ces pouvoirs, au nombre de 4, sont datés de Dijon, 29 janvier, Rymer *Fœdera*, VI, n. p. 142-144.

5. Voir les différentes lettres par lesquelles Henry VIII, le 14 février, donne pouvoir à ses mandataires, Cathbert Tunstal et Fitzwilliam, de négocier avec Jean Joachim de Passano et Guillaume du Bellay. Arch. nat., J 922, n° 23, 24, 25, 26.

6. Chapuis à l'Empereur 6 février *op. cit.*, p. 452 ; Bradford *op. cit.*, p. 315. — Guillaume du Bellay et Jean-Joachim à François I^{er} et à Montmorency, 15-16 février (1530), B. N., fr. 3010, f. 112-114, 2046, f. 27. — La pièce dont nous avons parlé supra et qui se trouve B. N., fr. 2987, f. 33-40, se réfère sans doute à cet examen, car on y lit au dos : « Double de l'inventaire des poix d'or, d'argent et quantité de pierres qui ont en la fleur de lys baillée par l'Empereur au roy d'Angleterre ». C'est peut-être la description apportée par Langey.

miné, la fleur de lys fut emballée soigneusement, et le tout placé dans une caisse qui fut scellée et scellée aux armoiries du roi d'Angleterre, de Bryan, chargé de la transporter en France, de Chapuis et des deux envoyés français. C'était un colis volumineux et pesant, environ la charge d'un cheval. Chapuis avait assisté à toutes les opérations sans soulever d'objection; cependant, pressé par Henry VIII de donner un *affidavit* pour constater que c'était bien le joyau engagé par Maximilien, il se contenta d'une affirmation orale, déclarant au reste que ce n'était pas à lui de donner l'*affidavit*, mais aux agents impériaux désignés pour le recevoir à la frontière ¹.

Ces formalités remplies, les différents instruments diplomatiques furent signés, le 18 et le 19 février ². Ils sont au nombre de cinq. Le premier était consacré à la fleur de lys. Henry VIII la confiait à la garde de Bryan et de Guillaume du Bellay, pour qu'elle fût restituée à l'Empereur au moment de la délivrance des enfants de France. Au cas où Charles Quint refuserait de rendre les enfants ou différerait de les délivrer au-delà des six mois qui suivront, François I^{er} serait tenu de restituer le joyau, s'il ne le restituait pas, ou si, pour une cause quelconque, accident, vol, etc., il ne pouvait le restituer au temps fixé, il devrait, dans les deux mois, payer à Henry VIII la somme pour laquelle la fleur de lys avait été engagée et le dégager de toute réclamation de la part de Charles-Quint. Au cas où François I^{er}, pouvant le faire, ne restituerait pas le joyau, non seulement il payerait ladite somme, mais encore 40 000 écus soleil au cours de France. Très minutieusement, tous les cas étaient prévus pour sauvegarder les intérêts du roi d'Angleterre et prévenir toute réclamation ultérieure de l'Empereur.

Les autres conventions furent moins compliquées. Henry VIII abandonnait le terme de mai de sa pension de 1529, soit 47 368 écus 16 sous à condition que cette somme serait employée exclusivement à la délivrance des enfants de France. Au cas où cette condition expresse ne serait pas remplie, François I^{er} s'engageait

1. Chapuis à l'Empereur 30 février, op. cit., n° 285, p. 445-446.

2. Voir les lettres de Guillaume du Bellay et Jean-Joachim à François I^{er} citées à la note précédente, — les textes dans Rymer *Foedera* VI, n, p. 168-170 — Il fut également question dans ces pourparlers des déprédations commises à l'encontre les uns des autres par des navires des deux nations mais nous n'avons pas de détails sur ce point. On s'efforça de régler les choses à l'amiable, en relâchant de part et d'autre les prisonniers et les marchandises saisiées. Cf. Guizot, *Letters and Papers*, V, n° 16 une réclamation non datée, mais de 1531 et non de 1533, comme l'indique l'édition, qui a certainement tort à ce sujet.

formellement à une restitution — D'après le traité de Westminster (30 avril 1527), le roi de France devait fournir à son allié, annuellement, pour 15.000 écus de sel gros et noir. L'arriéré des deux dernières années s'élevait à 30.000 écus ; il serait joint à la fourniture de l'année présente ; le total se monterait ainsi à 45.000 écus (à 35 sous l'écu). Au cas où la récolte de sel ne permettrait pas cette année d'en fournir pour cette somme, le reliquat serait fourni l'année suivante. François I^{er} avait à ratifier ce traité dans les deux mois. — En échange des lettres de garantie¹ données par François I^{er}, Henry VIII reconnut que le roi de France avait satisfait à toutes les obligations des traités de Moore, de Westminster et d'Amiens. — Enfin le 19 février², il signa une quittance générale de toutes les dettes impériales, et donna pouvoir à quatre délégués qui lui furent désignés par les Français à Montmorency, François de la Tour, vicomte de Turenne, Jean du Bellay et Francis Bryan, de recueillir le reçu de Charles-Quint.

Munis de toutes les pièces, traités, obligations, quittances et fleur de lys, Guillaume du Bellay et Bryan ne hâtèrent de quitter Londres³ et de passer en France. Le 2 mars ils étaient à Paris⁴. Retenu quelques jours dans cette ville, Langey envoya Bryan en avant à Blois où était le Cour, sous la conduite de son frère, Martin du Bellay. Peu après il s'y rendit lui-même pour dissiper les dernières difficultés que soulevaient les délégués de l'Empereur.

Tout d'abord le texte de la quittance générale ne les satisfait pas. Déjà Chapuis, à qui Langey en avait communiqué le brouillon, avait fait diverses objections⁵ : il ne l'estimait pas assez explicite. Il aurait désiré notamment que Henry VIII fût quitte absolument

1. François I^{er} reconnaissait que Henry VIII avait dépensé pour la délivrance des esclaves de France la somme totale de 512 328 écus d'or solins, 20 sous 6 deniers. Cette somme se décomposait ainsi : 14.444 écus d'or solins 20 sous 6 deniers, représentant la valeur de la fleur de lys ; 216, 430 écus, en argent, le reste en quittances représentant cinq termes de la pension royale (de nov. 1527 à 1529) et un terme nov. 1527) de la pension de Wolsey Cf. le bordereau des sommes payées par Henry VIII à François I^{er} 4527-4530, Brewer, op. cit., IV, no. 5515 ; B. N., Moreau 716, f. 249 (copie).

2. Voir de cette quittance générale deux textes sur parchemin Arch. Nat. J 922, n° 27, et B. N., fr. 20433, f. 87.

3. Henry VIII à Montmorency, pour lui recommander Bryan, 31 février 1530, B. N., fr. 3006, f. 4.

4. Guillaume du Bellay à François I^{er} et à Jean du Bellay, de Paris, 2 mars, B. N., fr. 3079, f. 70-71.

5. Chapuis à l'Empereur, 20 février, *Calendar of State Papers. Spanish* (1529-1530), n° 267, p. 277-280.

Charles-Quint de la « peine commise ». Langey inséra un membre de phrase destiné à éviter toute contestation, mais il ne mentionna pas le traité définitif Chapuis qui « en étonna et en faisant jurer à de Praet un double du brouillon primitif, attira son attention sur ce point. De Praet et les ambassadeurs impériaux à la cour de France, qui cherchaient à traîner autant que possible les choses en longueur, chicanèrent sur le texte de la quittance qu'à leur arrivée à Blois leur communiquèrent Langey et Bryan. Ils prétendaient qu'en vertu du traité de Cambrai, François I^{er} était tenu d'acquitter toutes les dettes de l'Empereur, même la peine commise. En conséquence ils réclamaient diverses rectifications au pouvoir du 10 février. Pendant un mois, on disputa sur des conjonctions¹ ; finalement les Impériaux convinrent que leurs demandes n'étaient pas fondées, ils avaient été induits en erreur par une lacune du texte de la paix de Cambrai qu'ils avaient entre les mains, et qui ne se trouvait pas dans le texte original. Néanmoins, pour éviter tout nouveau prétexte à chicane, François I^{er} renvoya en Angleterre la quittance du 19 février pour qu'on la corrigât en tenant compte des indications des Impériaux, concession de pure forme, car devant le Roi « J'entens bien qu'il leur fault bailler les choses en tres cleres qu'il n'y faille ne interprétation, ne clarification, ne argument ».

La seconde difficulté n'était pas plus sérieuse et procédait du même esprit. Avec la fleur de lys de Praet demanda si le roi d'Angleterre ne poursuivait pas l'obligation souscrite par Maximilien, lorsqu'il engagea ce joyau. Langey eut beau répondre qu'une telle obligation n'existait pas, qu'il y avait seulement sur les registres anglais l'indication de la somme fournie contre la fleur de lys, qu'au reste cela n'avait pas grande importance puisqu'on leur rendait le joyau et quittance de la somme pour laquelle il était engagé. Les ambassadeurs de Charles-Quint ne voulurent rien entendre. Force fut donc de transmettre leur requête à Jean-Joachim de Passano. Après enquête auprès de Henry VIII, la

1. A Montmorency. Jean du Bellay 8 et 28 mars, Guillaume du Bellay 18 mars. Duprat, 17 et 21 mars. François I^{er}, 21 et 28 mars. B. N., fr. 3076, f. 87-3080. f. 85-905-3091. f. 74-77. 21-23. 3019, f. 65-3104. f. 35-38. — Cf. 3033. f. 151-152. « Copie du pouvoir que le vicar de Praet avait envoyé à M. le grand Maître, que le Roy a fait renvoyer en Angleterre avec la mesme correction que ledit vicar de Praet y a faite », et 3092, f. 95-97. « Copie du pouvoir envoyé en Angleterre pour estre reformé ».

2. A Montmorency. Guillaume du Bellay, 10 mars, et Jean du Bellay 12 mars, Duprat, 17 mars. B. N. fr. 3080. f. 143 ; 3076, f. 97 ; 3078. f. 76-77.

réponse de Jean Joachim fut identique à celle de Langey ¹. Les Impériaux n'avaient pas une pièce de plus, leurs quittances n'étaient ni plus ni moins variables qu'avant. Mais ces pourparlers, ces recherches, ces allées et venues, avaient pris du temps et permis de reculer la date de la délivrance des enfants de France d'abord à la fin avril, puis jusqu'en mai, finalement jusqu'à la fin juin. Le 1^{er} juillet seulement les jeunes princes rentrèrent sur le territoire français. Les clauses financières du traité de Cambrai étaient enfin remplies ².

1. Jean-Joachim de Passano à François I^{er}, 27-29 mars, B. N., fr. 3126, f. 106-109. — En opérant ces recherches, on trouva dans les archives anglaises une obligation dont il n'avait pas été question et qui avait été souscrite en mai 1512 par l'empereur Maximilien, agissant comme tuteur et curateur au nom de Charles d'Espagne : elle se montait à 32.000 florins avancés pour les affaires de Gueldre. Henry VIII s'empressa de l'expédier en France à Brvan pour l'utiliser en cas de besoin. François I^{er} ajoutera cette nouvelle somme (32.000 florins = 24.000 écus) à celles qu'il avait déjà à payer. — Dans le règlement final entre les Français, les Anglais et les Impériaux il ne fut pas fait état de cette dernière obligation Cf. B. N., fr. 3033, f. 36, Arch. Nat. J 922, n^o 27 bis, copie sur papier collationnée à l'original d'un acte passé à Bayonne, le 3 juin 1530.

2. Guillaume du Bellay contribua encore d'une autre manière à l'exécution de la paix de Cambrai. Suivant l'exemple de beaucoup de seigneurs à qui François I^{er} avait fait appel pour trouver l'argent nécessaire au paiement de la rançon, il avait offert 20.000 livres. Mais il fut forcé de les emprunter, et comme son crédit n'était pas très solide, les marchands auxquels il s'adressa déclinèrent ses propositions. Un seul, nommé Jean Bruiss, consentit à lui avancer les fonds demandés, mais à condition d'avoir comme garantie la parole de certains officiers de finances, le receveur général de Normandie, le trésorier de Bretagne, etc. Ce n'est pas sans tribulations qu'il finit par obtenir la caution demandée, Jean du Bellay, alors en Cour, s'y employa activement et fit intervenir Montmorency. Cf. les lettres de Guillaume du Bellay à Montmorency, 9 février, B., 60 mars, à son frère Jean, 2 mars, Jean du Bellay à Montmorency 20 février B., 8 mars, François I^{er} à ses conseillers à Bayonne, 28 mars. Musée Condé, série L, vol. XIII, f. 284, B. N., fr. 3080, f. 101 (63, 3078, f. 73, 3060, f. 89, 3070, f. 81, 87, 3001, f. 33. — D'autre part, le 26 mars, François I^{er} ordonnait de payer à Langey 1112 livres tournois, « pour remboursement de pareille somme qu'il a dépensée pour un voyage en poste en Angleterre, pour le recouvrement de la bague nommée la Rose de lys. » B. N., Clairambault 1215, f. 68 v^o.

CHAPITRE TROISIÈME

L'AFFAIRE DU DIVORCE DE HENRY VIII EN SONNANTE

I

La question du divorce avait, d'une manière plus ou moins explicite, dominé tout le cours des négociations touchant l'exécution de la paix de Cambrai¹. Les frères du Bellay, Guillaume surtout, en avaient supérieurement joué pour obtenir de Henry VIII un arrangement financier plus favorable à leur maître. Les promesses dont ils n'avaient pas été avarés pour arracher les concessions anglaises, ils avaient maintenant à les réaliser, sans tarder, car le roi d'Angleterre n'était pas homme à laisser protester ses créances, celles-ci moins encore que les autres.

Nous avons vu la nouvelle tournure qu'avait prise l'affaire du divorce après l'échec de la Cour légatine et l'évocation en Cour de Rome. Le premier plan ayant échoué, Wolsey en proposa un autre, c'était de consulter les gens savants, les théologiens des Universités d'Angleterre, de France, d'Italie, d'Allemagne de leur arracher des réponses favorables et de trouver dans ce mouvement d'opinion la force nécessaire pour entraîner l'adhésion du Pape.

1 Sur l'origine et le développement de l'affaire du divorce jusqu'en 1533, voir P. Friedmann *Année Boileyn* t. 1^{er}; — Busch, *Der Ursprung der Ehescheidung König Heinrichs VIII von England, Der Sturz des Cardinals Wolsey im Scheidungsgründel König Heinrichs VIII von England*, dans *l'Historisches Taschenbuch* de Naumer, 1866, p. 371-387; 1867, p. 30-44. — St. Euseb., *Die päpstliche Dekretale im dem Scheidungsprozess Heinrichs VIII*, *Papst Klement VII in dem Scheidungsprozess Heinrichs VIII*, dans *l'Historisches Jahrbuch*, 1866, t. IX, p. 34-48, 209-250, 409-440; 1868, t. XIII, p. 470-488. — St. Euseb., *Römische Dokumente zur Geschichte der Ehescheidung Heinrich VIII von England*, Paderborn, 1863. — J. Gairdner, *New Lights on the Divorce of Henry VIII*, dans *The English Historical Review*, 1890, t. XI, p. 673-702, 1897 t. XII, 1-24; 236-253; — Abbé Fauré, *Le premier divorce d'Henri VIII*, dans la *Revue des questions historiques*, 1^{er} juillet 1896.

ou, en cas de résistance, pour aller de l'avant, malgré le Pape et l'Empereur, et même la nation anglaise. En même temps la question se déplaçait : il ne s'agissait plus seulement de contester l'authenticité d'un bref ou la validité d'une dispense particulière, celle du 25 décembre 1502, qui avait permis à Henry d'épouser la veuve de son frère, Catherine d'Arçon, de discuter sur la légitimité du fait; plus généralement, on se demandait si, en droit, le souverain pontife pouvait rendre, au mépris du texte formel des livres saints, une pareille bulle de dispense¹. C'était le pouvoir même du Pape qui était mis en cause : par une évolution assez semblable à celle de Luther, Henry VIII s'engageait dans la voie qui conduisait au schisme, à la rupture inévitable et formelle avec la Cour de Rome.

Déjà, en novembre 1528, Wolsey avait sollicité de Jean du Bellay, qu'il affectait de considérer comme un « grand théologien », un avis par écrit contre la dispense de Jules II². En août 1529, il l'avait engagé à demander un congé et à se rendre en France « pour secrètement faire venir par les plus sçavans du royaume la matiere de ce divorce... et la débattre avec eulx, leur communiquant les raisons de partie adverse pour en tirer d'eulx quelque bon advis et raison³ ». L'évêque de Bayonne ne put quitter son poste qu'au début de janvier 1530. Mais son frère Langey, dès le début de septembre comme nous l'avons vu avait été instruit du projet non seulement par Jean, mais par Henry VIII lui-même et par Wolsey. Il avait reçu du roi des instructions précises et promises de s'employer de toutes ses forces à les remplir. La question théologique le laissait certainement assez froid : comme Jean d'ailleurs il voyait là seulement une affaire politique, diplomatique pour mieux dire, propre à séparer à tout jamais Henry VIII de l'Empereur⁴, et à favoriser les intérêts immédiats et les desseins futurs de François I^{er}.

1 Cf. A. Droux, *Le premier divorce de Henry VIII et les relations entre la France et l'Angleterre de 1527 à 1534*, dans *Positions des thèses des élèves de l'École des Chartes*, 1900, p. 49.

2 Jean du Bellay à Montmorency 8 novembre 1528. B. N., fr. 3077, f. 157. Le Grand, *op. cit.*, III, p. 197-200.

3 Jean du Bellay, à Montmorency 25 août 1529. B. N. fr. 3078, f. 81. Le Grand, *op. cit.*, III, p. 337-343.

4 C'était du reste un des arguments favoris de Wolsey qu'il faisait valoir à Jean du Bellay dès octobre 1528 : Les premiers termes du divorce ont été mys par luy [Wolsey] au avant afin de mettre perpétuelle séparation entre les maisons d'Angleterre et de Bourgogne, à quy vouloyent tendre les propos qu'il [Wolsey] tenoit

Nous ne savons ni, à son retour en France, Langoy communiqua aussitôt à son maître le désir de Henry VIII. En tout cas, il n'en fut pas question dans les lettres et le rapport qui, à la fin de septembre et au début d'octobre, furent adressés à Jean du Bellay, et celui-ci ne manqua pas de s'en étonner. Les Anglais résolurent de demander directement l'appui de François I^{er} (Lambert), détaché en Italie pour visiter les Universités, mit d'abord au courant le roi de France, puis une mission spéciale fut envoyée à Paris, dont l'affaire du divorce était, avec la récupération d'un texte authentique de la paix de Cambrai, la charge principale. Elle comprenait, composition caractéristique, Georges Boleyn, le frère d'Anne, et Stokesley, un protégé de la famille Boleyn¹. Ils devaient exposer en détail l'état de la question, découvrir les nouveaux desseins du roi d'Angleterre, et forte des confidences et des promesses de Langoy, réclamer le concours direct ou indirect, mais en tout cas effectif, de François I^{er}. Stokesley était plus spécialement chargé de se mettre en rapport avec Guillaume du Bellay, et suivant les conseils et la direction de celui-ci, qui les lui désignerait, il consulterait les savants et les théologiens, et s'efforcerait d'en tirer des réponses conformes aux vœux de Henry VIII.

Georges Boleyn et Stokesley furent bien accueillis à la Cour de France. François I^{er} ne pouvait appuyer ouvertement les projets de son « bon frère et ami » : il aurait risqué d'indisposer Charles-Quint et de compromettre l'exécution de la paix de Cambrai. Il laissa faire Langoy qui introduisit Stokesley auprès du premier président Jean de Belve, des évêques de Lombez et de Sens et de certains docteurs de Sorbonne. On s'occupa d'abord d'obtenir des signatures favorables en entreprenant à part chacun de ceux qu'on supposait devoir être sympathiques à la cause. Puis l'affaire fut portée en Sorbonne pour une discussion générale et pour le vote final². Au milieu de l'agitation, on arriva à cette conclusion que

à Madame [Louise de Savoie, sœur de Compègne (sept. 1527)] que si elle vivoit ung an, elle verroit convection perpétuelle d'un costé et dissolution de l'autre, telle que plus grande ne plus certaine ne pourroit demander, luy disant qu'elle mist bien ce mot en sa mémoire pour en temps et lieu le reprendre » Jean du Bellay à Montmorency, 21 octobre 1529, B. N., fr. 2078, f. 481 ; *Le Grand op. cit.*, III, p. 175-187.

1. Voir leurs instructions reproduites dans *State Papers*, VII, p. 219-224.

2. Voir le récit de cette séance et de ces premières discussions, qui eurent lieu les 21 et 22 octobre 1529 dans une lettre de Antoine de La Selve au cardinal de la reine Catherine, du 8 novembre 1529, dans *Calendar of State Papers. Spanish*, III, part. II, n° 370.

le Pape ne pouvait accorder de dispense, sinon dans les cas difficiles la dispense de Jules II n'entrerait pas dans cette catégorie. Des protestations énergiques accueillirent le résultat du scrutin, deux Espagnols, Garay et Moscoso, le syndic de la faculté de théologie, Noël Bêda, se firent remarquer par leur véhémence : ils contestèrent la sincérité du vote, l'exactitude du chiffre des voix favorables et la validité de l'opération, puisque la première partie de la conclusion qu'on avait interprétée en faveur du roi d'Angleterre pouvait aussi justement être considérée comme favorable à la reine Catherine d'Aragon. Somme toute, ce n'était là qu'une manœuvre préparatoire, une première escarmouche, de résultat incertain : elle prouvait seulement que l'obtention d'une conclusion favorable serait moins facile à obtenir que ne l'avait fait espérer Langey.

L'impression produite en Angleterre par ces premiers débats fut assez mêlée : si l'on fut satisfait de la conduite de Langey et des quelques avantages obtenus par Stokesley, l'attitude des opposants ne fut pas sans soulever quelque inquiétude : « il y a ung Bêda de ce nombre qui est ung très dangereux marchand, écrit Jean du Bellay, et ne seroit grant besoing d'en avoir beaucoup de tels en une bonne compaignye¹ ». Les Anglais auraient voulu une intervention plus effective de la part de François I^{er}. Mais la même réserve lui était toujours imposée. On se contenta de poursuivre plus énergiquement une action secrète et comme souterraine. A la fin de décembre, Montmorency manda chez lui, à Chantilly, le syndic Bêda en présence de Langey, il lui adressa une verte semonce et lui fit entendre l'attention du Roi. Le docteur d'origine allemande, Gervase Wain, chet des du Bellay, fut encouragé à « travailler » les docteurs et, par promesses, au besoin par menaces, à en mener le plus possible à se prononcer pour Henry VIII.

La semonce de Montmorency n'empêcha pas Bêda de préparer et de faire circuler, avec la complicité de Garay, un écrit dirigé contre le roi d'Angleterre et à recueillir des signatures. Il fallut combattre ces menées et en détruire l'effet : on réussit à ramener un certain nombre de docteurs qui avaient signé avec Bêda. Au milieu de janvier, Stokesley se vante d'avoir de son côté Valentin Lemm, inquisiteur de la foi, le doyen de la Faculté, Le Sarsier, et plusieurs de ses compagnons. Le premier président de Selve était

1. Jean du Bellay à Montmorency, 29 décembre 1529, B. N., fr. 2079, t. 29, Le Grand, op. cit., III, p. 424-425.

2. Stokesley [au comte de Wiltshire], Paris, 16 janvier (1530), *State Papers* VII, p. 227-228.

mort le mois précédent¹, et Pierre Luet, grâce à l'appui de l'amiral Chabot de Brion, venait de le remplacer. Tous les efforts des Anglais tendaient à le gagner pour tourner en leur faveur la pression qu'il pouvait exercer. Ils n'épargnèrent rien pour cela, et tout porte à croire que Luet reçut de Montmorency des instructions en conséquence².

L'appui éventuel du premier président devait assurer le triomphe définitif des Anglais, le concours présent du duc de la Faculté empêcherait Bédart et ses amis de faire prendre aucune décision publique contre Henry VIII. Il leur enlevait l'espoir de voir leurs menaces aboutir, mais il ne leur était pas le désir de les poursuivre. Le 1^{er} février, à une réunion de la Faculté, un docteur Jacques Barthélemy, qui précisément s'était distingué par ses protestations, au mois d'octobre précédent en compagnie de Bédart et de Gervais, se plaignit de la façon dont on avait recueilli et dont on recueillait encore isolément les opinions opposées et contradictoires des docteurs au sujet des dispenses accordées par le Saint-Siège. Il montra le chancelier qui ne manquera pas d'en résulter pour la corporation et obtint que la Faculté interdît, d'un accord unanime et sous peine d'exclusion, une semblable pratique³. Trois jours après cette interdiction fut à nouveau confirmée et les signatures obtenues furent placées entre les mains de Gervais Wain, c'est-à-dire de l'agent principal des frères du Bellay et par suite des Anglais⁴. L'interdiction formulée par la Sorbonne atteignant donc les adversaires du roi d'Angleterre plutôt que ses partisans dont elle ne paralysait nullement l'action.

Néanmoins, Henry VIII trouvait qu'on traitait trop les choses en longueur. Son impatience croissait en proportion de la violence de son amour pour Anne Bolyn. Il avait des écarts de colère qui le portaient aux résolutions extrêmes. Langley en fut à plusieurs reprises le témoin curieux et le confident nécessaire. Il se

1 Jean de Salve mourut le 10, ou selon Vermeil, le 11 décembre 1529. Cf. G. Clément Monin, *Un conseiller du roi François I^{er}, Jean de Salve*, p. 79. Pierre Luet fut reçu ou en place le 20 décembre suivant. Cf. Arch. Nat., X¹, 1522, f. 98.

2 «... Quant au lieu, concernant le roy d'Angleterre, dont l'on m'a écrit par cy-devant, j'ay mis peine me y conduire de sorte qu'il n'y eust occasion s'il pleust à Dieu de maladministrer d'aucun costé et de devancer. Je y bay ainsi qu'il a pleu au Roy et a vosseigneurs par lettres en date du 1^{er} février... » Luet à Montmorency, Paris, 19 février [1530], B. N., fr. 4636, f. 285.

3 L. Bédart, *Notice sur un registre des procès-verbaux de la Faculté de théologie de Paris pendant les années 1523-1525*, p. 38 et extrait n° CVIII.

4 L. Bédart, *op. cit.*, p. 38, extrait n° CX.

porta garant des bonnes dispositions de la majorité des docteurs et prit l'engagement d'obtenir une détermination favorable ¹. Dès que furent terminés les arrangements financiers, pour la suite desquels suffisait Jean-Joachim il s'empressa de retourner en France, où depuis le mois de janvier Stokesley réclamait ardemment sa présence. Désormais il allait conduire toute l'intrigue et porter tout le poids de l'affaire en Sorbonne.

II

Au début de mars, il ne put refuser à Bryan de demeurer quelques jours à Paris pour s'aboucher avec les docteurs et les presser de se décider ². Mais il lui fallut bientôt se rendre à la Cour, sur les bords de la Loire, pour instruire le Roi des résultats de sa mission et régler les dernières difficultés. C'est seulement à la fin du mois de mars qu'il lui fut possible de revenir à Paris : il devait « solliciter et abréger la valuation et charge des terres » qu'on baillait à l'Empereur, mais surtout « aider à la matière du roy d'Angleterre ³ ».

Malgré la sentence de la Faculté du 4 février, adversaires et partisans de la légitimité du divorce n'avaient pas désarmé. Garay surtout ne pouvait supporter que l'original de la consultation qu'il avait fait signer par Bêda et par une quinzaine d'autres docteurs lui eût été extorqué. Cette pièce, sur l'ordre de Lizet, avait été déposée au greffe de l'officialité de Paris, Garay avait remué ciel et terre pour l'avoir, il s'était plaint aux ambassadeurs impériaux. Le 1^{er} avril, il saisit de sa demande la Faculté et réclama communication de l'original ⁴. A sa grande surprise, Bêda

1. Guillaume du Bellay à Montmorency, Londres 27 janvier [1530], B. N., fr 3079, f. 63. Chapuis à Charles-Quint, 25 janvier [1530], *Calendar of State Papers, Spanish (1529-1530)*, n° 233, p. 443.

2. Guillaume du Bellay à Jean et François I^{er}, de Paris 2 mars [1530], B. N., fr 3079, f. 73, 79. — Jean du Bellay à Montmorency, Blois, 6 mars [1530], B. N. fr 3076, f. 81.

3. Guillaume du Bellay à Montmorency, Blois, 8 mars [1530], B. N., fr 3080, f. 91. — Jean du Bellay au même, 27 et 28 mars [1530], B. N., fr 3078, f. 89, 3080, f. 95.

4. L. Delisle, *op. cit.*, p. 32, extrait n° CXII. — Garay à Charles-Quint et à l'Impératrice, 9 avril 1530, *Calendar of State Papers, Spanish (1529-1530)*, n° 285 et 286. Cf. la réponse de François I^{er} à Gilles de la Pommeraye, son ambassadeur en Flandre, qui lui avait transmis les plaintes de Marguerite « Quant à ce que dictes, que les gens de la Roynie d'Angleterre se plaignent de ce qu'ils ne peuvent

combattit sa proposition, tant en son propre nom qu'en sa qualité de syndic très probablement la présence de Langey n'était pas étrangère à cette nouvelle attitude. Après mûre délibération, la Faculté, par l'organe du doyen Le Sinec, gagné, nous le savons, à la cause anglaise, décida de repousser la requête de Garay.

Dans une lettre à l'Empereur du 9 avril, notre Espagnol, après avoir exposé au défait, éclata en récriminations amères contre Langey, selon lui, auteur de tout le mal¹. Avec la clairvoyance de la haine et la colère de quelqu'un qui se sent impuissant, il dénonça les manœuvres de l'adversaire. Langey rassemble un certain nombre de docteurs, dix, douze, quelquefois davantage, tous ceux du parti adverse dont il se peut assurer leur donne à dîner, puis leur montre une conclusion déjà dressée en faveur de Henry VIII, d'après laquelle le Pape n'a pas le droit d'accorder de dispense en un mariage pareil contraire à la loi divine. Il se sert du nom de François I^{er}, de l'intérêt que celui-ci porte au roi d'Angleterre pour effrayer les esprits timorés : par crainte, par vergogne, par corruption même, par lassitude aussi, les docteurs signent, même ceux qui s'étaient au début rangés du côté de Garay. Le sentiment national et l'hostilité contre l'Espagnol avaient aussi contribué à produire ce revirement. La majorité des docteurs ainsi éclairés individuellement et convaincus, on convoquerait une assemblée générale qui ratifierait le résultat : ce serait le dernier acte, la conclusion prévue de la comédie dont Langey ordonnait les péripéties.

Cette assemblée générale fut convoquée moins tard que ne le craignait Garay. L'absence de certains docteurs favorables au roi d'Angleterre la fit d'abord différer. Puis ce furent les réclamations des Impériaux émus par les plaintes répétées et les dénonciations véhémentes de Garay². François I^{er}, pour leur donner au moins un semblant de satisfaction, manda par devant lui le président Lant qui en rendait responsable du séquestre de la conclusion

avait eu recours à la consultation de l'Université de Paris, pour son aliter je vous prie de lui dire qu'il n'a point lieu à moy, et sy expressément envoie homme expert pour sçavoir ce qui en est, et ainsi establi que le tout est en l'arrêté susdict Paris, jay mandé le premier President de Paris venir devant moy, que dictes avait cru par ladite consultation pour m'en répondre de sa bouche... » (Angoulême, 22 avril, 1530), B. N., fr. 3006, f. 11. On voit ici clairement le jeu de François I^{er}.

¹ Cf. les lettres de Garay citées à la note précédente, et de même à l'Empereur Paris, 22 mai 1530, Arch. nat. B. 1463, fr. 48, orig. Cf. *Calendar of State Papers, Spanish (1529-1534)*, n° 345.

² Jean du Bellay à Montmorency, Blois 28 mars [1530], B. N., fr. 3110, f. 95.

Il ne pouvait pas trop s'avancer, ni se prononcer ouvertement en faveur de Henry VIII pour briser la résistance du parti contraire tant que ses enfants étaient entre les mains de l'Empereur, et, pour divers motifs, leur délivrance était remise de jour en jour, d'abord à la fin d'avril, puis à la fin de mai. Elle n'eut lieu que le 1^{er} juillet et jusqu'au dernier moment, par crainte de fournir à Charles-Quint le prétexte d'une rupture, il fallut user de réserve et d'habiles ménagements¹.

Guillaume du Bellay le comprenait mieux que personne; bien qu'il eût entre les mains des lettres de François I^{er}, il différait de s'en servir. Sa situation était délicate et pour mieux dire difficile. Les uns le dénonçaient au Roi comme trop anglais, l'accusaient de sacrifier, sans y rien perdre, — les intérêts de son maître à ceux du roi d'Angleterre². Les ambassadeurs de Henry VIII, par contre, le trouvaient trop tiède et se croyaient joués par lui. Ils le pressaient de faire usage des lettres royales. L'impatience du roi d'Angleterre croissait de jour en jour: il était prêt à tout, même à un schisme, pour satisfaire sa passion³. Il écrivait à la Faculté de théologie, envoyait un nouvel ambassadeur, son parent Reginald Pole pour activer les négociations pendant que le comte de Wiltshire, père d'Anne Boleyn, revenu d'Italie, pesait fortement sur François I^{er} pour le résoudre à une démarche décisive⁴.

Les résultats déjà obtenus étaient des plus encourageants sans parler de certaines universités italiennes dont Ghinucci faisait le siège, en France les premières réponses n'étaient pas défavorables. Si l'Université de Poitiers s'était montrée hostile, peut-être parce que

1 Cf. Decrès, *op. cit.*, p. 141-153 — Baumgarten, *op. cit.*, III, p. 65-67.

2 Jean du Bellay à Montmorency, Louvain, 13 avril [1530], B. N., fr. 3070, f. 107 — Guillaume du Bellay à Jean Broton, sieur de Villandry, Paris, 26 mai, à François I^{er}, 9-12 juin, B. N., fr. 2897 f. 30; 2080, f. 112-116. — Les ambassadeurs anglais de Paris, au comte de Wiltshire, 15 juin, Brewer, *op. cit.*, IV, m, n° 6455.

3 Jean du Bellay à Berthoreaux, Angoulême, 4 mai 1530. — « En Angleterre tout va bien: le Roi veut procéder à son mariage quoy qu'il en advienne, et s'il avoit la détermination de Paris, comme j'espère qu'il sera, il y mettroit bien tout le main ». Michel Coadé, série L, vol. V, f. 142.

4 Henry VIII à la Faculté de théologie de Paris, 1^{er} mai 1530, B. N., lat. 16576, f. 273 (copie). — Reginald Pole à Henry VIII, Paris, 13 mai, Brewer, *op. cit.*, IV m, n° 6283. — A la fin du mois de mars, John Walsbourne avait auprès de François I^{er} remplacé Georges Boleyn rappelé. Quant au comte de Wiltshire, en revenant d'Italie il avait atteint la Cour à Angoulême dans les premiers jours de mai — où lui fit un accueil particulièrement brillant Cf. Jacques Lohu à Montmorency, 16 mai. Michel Coadé, série L, vol. V, f. 124-125.

l'on s'y était pris trop tard pour agir ¹, on avait eu plus de succès à Orléans (5 avril 1530), où Jean du Bellay avait conservé d'importantes relations, à Angers où indépendamment des souvenirs qu'y avaient laissés les du Bellay, leur agent Gervais Wain se servit habilement d'une lettre du Roi, recommandant aux docteurs la cause de Henry VIII (7 mai 1530) ². La Faculté de droit de Paris, à la requête de Reginald Pole et sur la sollicitation pressante du roi d'Angleterre lui-même, le 23 mai, se prononça pour l'illégitimité de la dispense pontificale ³. Le 10 juin, c'était être le tour de l'Université de Bourges.

Ces premiers succès rendaient d'autant plus insupportables à Henry VIII les atermoiements de Langey et l'attitude incertaine de la Sorbonne. Il en faisait fréquemment des scènes violentes à Jean-Joachim de Passons ⁴, Guillaume du Bellay, harcelé de plus en plus vivement par les Anglais, résolut d'agir enfin. D'ailleurs, le 26 mai Montmorency et le connétable de Castille s'étaient accordés sur l'ordre d'après lequel ils effectueraient la délivrance des enfants. Langey n'avait donc plus guère à craindre de ce côté. Une assemblée fut convoquée pour le 7 juin.

Bien sûr on avait vu venir une telle assemblée ⁵. Sur commandement du Roi, on avait fait venir pour la circonstance le ban et l'arrière-ban des docteurs : y assistèrent MM. les évêques de Sens (Prêt), abbé de Prémonstré de Chaully, de Cuysey (Gervais Wain), de St Martin de Laon, de Vendôme, de Foucombauld et autres abbés, plusieurs doyens, archidiacones et chanoines d'églises collégiales, prêtres, généraux, provinciaux, ministres et gardiens de l'ordre des quatre mendicants, tous docteurs de cette Université

1. La délibération de l'Université de Poitiers est du 23 avril, cf. Jean du Bellay à Berthierren, Angoulême, 22 avril 1530. Musée Condé, série L, vol. V, f. 137.

2. Wollishourne à Henry VIII, Angoulême, 26 mai 1530. Brewer, op. cit. IV, n. n. 6299. — François I^{er} à la Faculté de théologie d'Angers, 30 avril. *Le Grand op. cit.*, III, p. 547-550. — Le 26 avril, Jean du Bellay écrit à Berthierren : « L'un des docteurs anglais qui est venu devant est accuzé à Poitiers pour avoir l'Université pour lui. Demain va maître Gervais secrètement à Angers pour faire le pareil ». Musée Condé, série L, vol. V, f. 206-209.

3. Henry VIII à Nicolas Dorigny, président des requêtes, 20 mai, réponse de ce dernier, 23 mai. Brewer, op. cit., IV, m, n. 6304 et 6406.

4. J.-J. de Passons à François I^{er}, 3-15 mars et 27 30 mars, à Montmorency, 24 avril, B. N., fr. 2014, f. 70-81 ; 3125, f. 106-109. 2019, f. 125-127.

5. Nous avons, de ces ardues séances, deux résumés, qui se corrigent et se complètent l'un l'autre : une lettre de Langey à François I^{er} des 9-12 juin, B. N., fr. 2080, f. 143-156, imprimée dans *Le Grand, op. cit.*, III, p. 436-471, et une lettre de Garay à l'Empereur, du 13 juin, Arch. Nat., K 1685, n. 47 orig., Cf. *Colenda, op. Scia Payera, Spania (1530-1535)*, n. 263. Cf. aussi Champais à Charles-Quint : Ibidem, 15 juin 1530, n. 354.

et Faculté, pour de savoir, sage et autorité ». A cette époque déjà, il était plus facile de trouver des docteurs que des arguments. La séance ouverte, Langey présenta les lettres de François I^{er} et à grands traits exposa l'affaire : il insista sur les scrupules de conscience de Henry VIII, invoqua les autorités théologiques et très habilement, pour faire taire les scrupules et rallier les hésitants, avertit que le roi d'Angleterre sollicitait leur détermination « non point en forme de jugement (ce qu'ils pourroient craindre d'entreprendre) mais seulement pour forme de conseil et doctrinement ». Simple consultation donc, que François I^{er} n'avait pu s'empêcher d'appuyer auprès d'eux, et dont l'Empereur (ceci était pour Garay et consorts) n'avait aucune raison de se formaliser. Tout en flattant l'amour-propre des docteurs, Langey dégageait la responsabilité de son maître et, par l'importance qu'il donnait à l'affaire, il enchaînait leur décision grâce aux précautions mêmes qu'il prenait de la laisser libre. Bède prit ensuite la parole et commença par insister sur l'intimité des rois de France et d'Angleterre. Langey, craignant quelque incartade du véhément syndic, l'empêcha de poursuivre : il profita de l'occasion pour affirmer plus énergiquement encore la neutralité de François I^{er} entre Henry VIII et Charles-Quint, tous deux ses alliés, et pour donner aux docteurs l'assurance que « en contentant Dieu, ils contenteroient » le Roi « et vraisemblablement ne malcontenteroient l'un ni maître prince ». Puis il sortit, pour n'avoir pas l'air influencer la délibération.

La discussion fut vive : trois avis principaux furent émis par les docteurs. Les uns, les plus favorablement disposés pour le roi d'Angleterre, proposèrent d'examiner tout de suite l'affaire. D'autres, se fondant sur les privilèges que la Faculté tenait du Pape, voulaient qu'avant tout examen on demandât l'intention du Saint-Père, puisqu'en la matière il était question du pouvoir pontifical, à tout le moins que l'on consultât le Roi pour avoir son opinion. Quelques-uns auroient voulu qu'en attendant la réponse du Roi, on commençât toujours à délibérer de la matière. Au fond la question était de savoir si l'on examinerait tout de suite l'affaire, à titre provisoire ou définitif. — ou si l'on rejetterait cet examen après la consultation royale ou pontificale, c'est à-dire, en l'espèce, aux calendes grecques. Le Pape en effet, et Garay et ses collègues ne se firent pas faute de le répéter, avait interdit qu'on s'occupât de cette affaire et « j'ai admonesté par deux fois ledit leur roy d'Angleterre et tous ceulx qui s'en estoient empeschez ou empescher

voient ». Les partisans de la discussion immédiate objectaient les liens qui rattachaient la Faculté au roi de France, affirmaient que le bref du Pape ne constituait pas une défense formelle et « que la défense serait telle, qu'il ne faudrait y obéir », enfin faisaient valoir l'alliance du roi d'Angleterre et sa piété jusqu'alors éprouvée.

Cependant le bedeau « recueillait les noms et opinions des délibérans » pour s'assurer de quel côté était la majorité lorsque tout à coup un des docteurs (Langey ne le nomme pas) se luy arracha le collet des poings et le drœyra ». Ce fut le signal d'un tumulte indescriptible à la faveur duquel les partisans de Garay sortirent en criant « que la plus grande et plus saine partie estoit d'avis de s'en délibérer sans escrire au Roy et au Pape ».

Les ambassadeurs anglais « qui se pourmenaient en une galerie », témoins de cette sorte tumultueuse, se plaignirent vivement à Langey de l'issue de cette première séance : ils lui reprochèrent de n'avoir pas prévenu les menées de Bêda et de ses complices, et menacèrent d'en écrire à leur maître et au comte de Wiltshire. Désireux d'éviter ces excès, Guillaume fit mander par Lizet les docteurs qu'on supposait être chefs de la brigade, Bêda, Barthélemy, Tabery. Après « plusieurs remontrances », il fut décidé qu'une nouvelle assemblée aurait lieu où « pour le moins ils conclureroient selon la tierce opinion qui estoit de commencer à délibérer cependant que la réponse » royale viendrait. Ainsi fut fait : le 9 juin, la Faculté résolut de commencer le surlendemain (lundi 11 juin) l'examen de l'affaire. Effectivement, le 11, elle se mit à l'œuvre. Pour exciter le zèle des docteurs, Langey, remplaçant le premier Président indisposé, lut une nouvelle lettre du Roi du 27 mai et les ambassadeurs d'Angleterre la commentèrent par une mine ou démarche non déguisée d'avoir à conclure le plus tôt possible et de justifier la confiance de leur souverain.

Les Anglais craignaient toujours d'être dupes : ils se méfiaient de Langey dont ils interprétaient la réserve presque comme une trahison : ils estimaient que la solution adoptée par la Faculté était seulement un moyen de gagner du temps¹. C'était du reste le but et l'espoir de Garay et de ses partisans. Bêda s'en était même publiquement vanté. Langey le fit admonester sévèrement

¹ Les ambassadeurs anglais au comte de Wiltshire. Paris, 15 juin. Brewer, *op. cit.*, IV, m, n° 4423. — Sur les sentiments de Henry VIII en apprenant le résultat de ces premières séances, cf. la lettre de Guise de Norfolk à Montmorency, Windsor, 10 juin 1530. La Grand, *op. cit.*, II, p. 473 et Chapuis à Charles-Quint, Madrid, 20 juin, *Calendar of State Papers, Spain*, t. 1 (1529-1530), n° 222, p. 456-457.

par Lisset et lui fit promettre encore une fois d'obéir à la lettre royale. Puis il écrivit au Roi pour lui dénoncer les menées du syndic et de ses complices et le presser d'envoyer l'ordre formel de cesser la résistance et de hâter la conclusion. En apprenant par les lettres de Langey ce qui s'était passé à Paris, François I^{er} fut transporté de colère et Jean du Bellay ne fit rien pour le calmer, au contraire¹. Aussitôt il manda au président Lisset de menacer Bâdin de la colère royale s'il ne changeait pas d'attitude. Il n'admettait pas la prétention de consulter le Pape pour s'olâiser sur ce cas de conscience. Ce serait agir contre les droits et les privilèges du royaume².

La lettre du Roi ne pouvait laisser de doute dans l'esprit des docteurs et leur traçait leur devoir. Jusqu'à là, leurs délibérations, aux termes de la décision du 9 juin, n'avaient été que provisoires. La volonté royale connue, ils avaient à prendre une détermination définitive. Ce fut l'objet des séances tenues dans les derniers jours de juin et au début de juillet. Enfin, le 2 juillet, la Faculté, par 53 voix contre 47, adopta une détermination aux termes de laquelle le droit divin comme le droit naturel défendaient à quiconque d'épouser la veuve de son frère décédé sans enfants, et le Pape ne pouvait accorder aucune dispense à cet égard. La dispense de Jules II étant illégale, le mariage de Henry VIII avec Catherine d'Aragon était nul de droit³. C'était tout ce que demandait le roi

1. Jean du Bellay à Montmorency, Bordeaux, 17 juin [1530]. B. N., t. 2078, f. 17.

2. François I^{er} à Lisset, Bordeaux, 17 juin. Brewer, *op. cit.*, IV m, n° 6140.

3. L'authenticité de cette détermination a été fort attaquée par Le Grand et par Duplessis d'Argentré, qui fait remarquer des bizarreries dans la rédaction et l'absence du texte dans les divers recueils de conclusions de la Faculté (*Collatio jurisdictorum*, II, 361). Il est vrai que le texte tel qu'on le donne d'ordinaire paraît renfermer une contradiction : « sequentes unanimi iudicio et consensu majoris partis totius Facultatis », mais ne pourrait-on rattraper que l'unanimité se rapporte à la première partie de la proposition et la majorité seulement à la seconde ? — Il est très vrai aussi que le texte de la détermination, pas plus que les procès-verbaux des séances qui ont précédé, ne se trouve dans aucun des registres de délibérations conservés, ni dans celui dont s'est servi d'Argentré, ni dans celui qui est récemment entré à la Bibliothèque nationale (Nouvelles acquisitions latines 1792. 1. Deless, *op. cit.*). Mais il n'y a pas lieu de trop s'en étonner car il semble bien que tout ce qui s'est passé à la Faculté de théologie relativement à la discussion de l'affaire du divorce dans les derniers mois (avril-juillet 1530) ait été consigné sur un registre spécial que l'évêque de Senlis avait gardé par devoir lui et dont il ne se sépara que pour le remettre entre les mains de Langey, celui-ci le fit ensuite parvenir au Roi. De reste, ce qui est tel que nous l'enrichissons prouve l'authenticité matérielle de la détermination de

d'Angleterre. Ses agents et Guillaume du Bellay étaient arrivés à leurs fins. Le 6 juillet, une copie notariée de la déclaration fut expédiée en Angleterre ¹.

III

Garny, Bêda et leurs partisans ne s'avouèrent cependant pas encore vaincus ². Ils s'efforcèrent d'abord de rendre nulle la détermination en empêchant qu'on y apposât le sceau de la Faculté : ils se virent qu'à retarder cette opération. Puis, se fondant sur les intrigues qui avaient préparé le vote des docteurs, sur le nombre considérable des opposants, ils interjetèrent appel et tâchèrent de faire revenir la Faculté sur la décision prise. Mais ils ne trouvèrent ni greffier, ni notaire pour dresser l'appel en forme régulière. D'autre part, sur ordre du Roi l'évêque de Senlis, Guillaume Petit, avait emporté chez lui le registre des délibérations touchant l'affaire du divorce au lieu de le déposer aux Archives. Il fallait d'abord rentrer en possession de ce registre pour avoir communication du procès-verbal. Le 16 juillet, une première démarche à ce sujet fut faite auprès de Petit, mais sans succès. Le 1^{er} août nouvelle requête, aussi infructueuse ³. Sans se décourager, ils décidèrent le 13 août de tenter un dernier effort auprès de Petit et de Laset, en attendant, ils firent défendre aux docteurs qui n'avaient pas pris part au vote du 3 juillet de donner leur signature dans un sens ou dans un autre ⁴. L'une de toutes ces intrigues était l'Espagnol Garay qui mettait en mouvement à Paris les docteurs de la Faculté, au dehors la régence des Pays Bas et les ambassadeurs de Charles-Quint en Angleterre et en France. A Chapuis, il exposait de quelle manière irrégulière la détermination

2 juillet, c'est la copie notariée que Régisold Polo en expédia le 6 et qui se trouve aujourd'hui au Record Office. D'autre part, les récriminations de Bêda et de Garny ne portaient pas sur le fait même de la décision prise par la Faculté mais sur les moyens employés pour l'obtenir. Ils contestaient non l'authenticité, mais la validité de la détermination. Cf. L. Delisle, *op. cit.*, p. 24, n. 3, à Deux art. cit. p. 52.

1 Rymer, *Fodere*, VI, n. p. 135 — Régisold Polo à Henry VIII, 7 juillet. Hever, *op. cit.*, IV m, n° 6508.

2. Garny écrivit à Charles-Quint, le 5 juillet, pour lui raconter ce qui s'était passé. Il attribuait tout le succès des Anglais à Langry à qui il joignait Guillaume Petit et Liest. Arch. Nat., X (1603, n° 60 (orig.) ; *Calendar of State Papers, Spanish* (1500-1534), n° 370.

3. L. Delisle, *op. cit.*, p. 22-23, extraits n° cxxv et cxxvi.

4. L. Delisle, *op. cit.*, p. 33, extrait n° cxxv.

avait été obtenue et, pour consoler la reine Catherine, comment le vote était sans valeur. Il pressait d'autre part Rouvriot d'obtenir du roi de France communication des noms des quarante-sept opposants afin de les publier et d'affaiblir d'autant la portée du succès de Henry VIII.

Forcé fut donc à Langey, malgré son désir de prendre quelque repos, de demeurer à Paris pour déjouer ces manœuvres et maintenir les résultats acquis. Il y travailla pendant tout le mois de juillet et une partie du mois suivant. Vers le milieu d'août, il fut rejoint par son frère Jean que François I^{er} envoyait à nouveau vers Henry VIII, en mission extraordinaire. Les Anglais demandaient le double d'une déclaration de Bédâ, inscrite au registre de la Faculté, peut-être celle du 1^{er} avril 1530. D'autre part, le roi de France, pour répondre aux réclamations des Impériaux, désirait qu'on lui adressât les actes de l'affaire. Le président Liset ne mettant pas, semblait-il, toute la diligence nécessaire à satisfaire François I^{er}, les deux frères se rendirent auprès de lui pour le presser de s'exécuter¹. Il y eut échange de paroles plutôt vives, bientôt suivies d'excuses. Jean du Bellay aurait voulu se faire remettre le double de la déclaration de Bédâ pour l'importer en Angleterre. Mais les lettres du Roi qui le montra pour appuyer sa prétention ne parurent pas suffisamment expédites à Liset, qui se déroba comme il put aux démarches pressantes de l'évêque de Bayonne et expédia la déclaration au Roi directement². Quelques jours après il envoya les autres pièces. On avait agi secrètement, pas assez pourtant pour que Garay n'eût pas eu vent de la chose. Il s'assura que toutes les pièces, en particulier la liste des opposants, sa protestation et son appel, étaient comprises dans l'envoi, mais il ne réussit pas à en obtenir communication. Il dut se contenter d'en fournir une sorte d'inventaire à l'Empereur en le mettant en garde contre les fraudes et les supercheries possibles³. Toutes les demandes de communication qu'à plusieurs reprises il introduisit dans la suite restèrent également sans résultat⁴.

1. Jean du Bellay à Montmorency, 14 et 15 août, Guillaume du Bellay au même, 15 août, B. N., fr. 3078, f. 103-106, 3077 f. 93-96 ; 3079, f. 91-97, Lettres reproduites dans Le Grand, *op. cit.*, III, p. 491-500, 500-505, 473-480.

2. Liset à Montmorency, 15 août, B. N., fr. 3040, f. 66, — Le Grand, *Op. cit.*, III, p. 490-492.

3. Garay à l'Empereur, 20 août, Arch. nat., K 1462, n° 53 (orig.) ; *Calendar of State Papers, Spanish* (1525-1534), n° 612.

4. Garay à l'Empereur, 7, 17 et 19 octobre 1530, 30 janvier 18 mars 1531, Arch. Nat., K 1460, n° 55, 56, 57-59, 70 (orig.), — L. Bellisle *op. cit.*, p. 132, extrait n° deux (démarche du 1^{er} février 1531).

Dans sa résistance aux menées du parti adverse, Guillaume du Bellay n'avait pas toujours trouvé en Lizeret le concours qu'il était en droit d'espérer. Pendant toute la durée des débats en Sorbonne le Premier Président s'était montré plutôt tiède. Depuis le vote de la détermination, il n'avait pas fait preuve de l'énergie qui eût engagé court aux démarches de Caray et de ses amis. Les frères du Bellay s'en plaignirent à Montmorency. Il est fort probable que Lizeret trouvait leur zèle excessif, en tout cas, il ne partageait pas leur hostilité contre Bédin. Il appréciait le caractère, l'opiniâtreté et la science théologique du syndic et fit son possible pour le préserver de la colère royale. Sur les démissions des du Bellay et des instances du comte de Wiltshire, une information confiée aux présidents Le Viste et Poullot fut lancée contre Bédin et ses complices, pour éclaircir leur rôle dans l'affaire¹. Lizeret, très nettement, se prononça contre l'enquête : il montra qu'elle « pourrait par aventure plus nuire audit roy d'Angleterre que profiter ». Il semble bien que l'avis du Premier Président ait été suivi : nous n'avons pas trouvé trace d'une mesure quelconque prise contre Bédin². Ce n'est que plus tard, et à une autre occasion, que l'animosité du Roi s'appesantit sur lui.

Pour l'instant donc on laisse les choses en l'état. Au lieu d'étaler en public les moyens peu réguliers, pour ne pas dire plus, grâce auxquels on avait obtenu la détermination du 3 juillet, il valait mieux examiner les avantages qu'elle rapportait au royaume de France. Aussi bien était-ce la raison qui avait dirigé Langrey et dans une certaine mesure sa justification. Sa promesse d'agir en Sorbonne avait déjà coûté à Henry VIII l'abandon d'une partie de ses créances et la remise d'une somme d'environ 100 000 écus. L'activité qui se déploya pour obtenir une conclusion favorable arracha

1. Guillaume du Bellay à Montmorency, Paris, 18 août, B. N., fr. 2070, f. 99.

2. Dans les premiers jours de septembre, tandis que Le Viste s'en allait en Bretagne, Poullot se rendait auprès du Roi, portant avec lui « l'information que lui et mondict sieur le Président Le Viste ont fait touchant le fait des opinions des docteurs de la faculté de Paris ». Longuejume à Montmorency, Blois, 2 septembre. *Manus. Cambré, série L, vol. Xli, f. 176*. — Aucune solution n'était encore intervenue en novembre, car le 25 de ce mois, Guillaume Pétit écrivait à Montmorency : « J'ay receu les lettres du Roy et les vostres par lesquelles j'ay entendu comme ledict Seigneur a bien prins mes lettres, dont je suis fort content et en remercie Dieu car je vous assure, j'ay envoyé par lesdictes lettres toute la vérité sans y faillir d'une syllabe. Monseigneur le Roy vous a par décret, il faudra faire encore examiner les contestes et pour cela on verra qu'il n'y aura pas plus de quatre appellans de la conclusion. Il est mort ung desdicts appellez, dont Dieu ayt l'âme. Il est allé par décret relayer aux appellations... » *Manus. Cambré, série L, vol. V, f. 206*.

au roi d'Angleterre d'autres sacrifices : Jean-Joachim réussit à faire renvoyer à novembre 1530 le paiement du terme de mai de la pension royale. Il parvint à convertir en une indemnité pécuniaire la quantité de sel que François I^{er} devait fournir aux termes du traité de paix perpétuelle et dont l'arrière était considérable, et le roi de France trouva son compte à cette conversion. Et ces concessions, qui n'empêchaient pas Henry VIII de se considérer encore comme l'obligé de son « bon frère et amy », ne devaient pas être les dernières.

Le roi d'Angleterre avait éprouvé la plus grande joie en recevant les déterminations favorables des Universités françaises. Sans doute, il aurait voulu une plus forte majorité en Sorbonne. Tels quels, cependant, les résultats obtenus en France et dans l'Italie du nord le satisfirent. Dès novembre 1530 il s'en prévalut, et quelques mois plus tard les fit imprimer, dans l'espoir d'assurer ainsi le triomphe de sa cause¹. Mais si véritablement il avait cru que les manifestations des Facultés en sa faveur amèneraient le Pape à céder, il fut bientôt dérompé. La pression de l'Empereur qui se trouvait alors en Italie devait être plus forte, et aussi la conscience des véritables intérêts de la papauté. Le 19 décembre, Capisucio cita Henry VIII à comparaître en personne devant le tribunal de Rome. La situation du roi d'Angleterre devenait plus critique que jamais. Plus que jamais il avait besoin de l'appui du roi de France et de son crédit au Cour de Rome. Ainsi l'affaire du divorce l'avait engagé dans la dépendance de François I^{er}. Par ses développements et ses complications imprévues, elle allait mettre pour ainsi dire à sa discrétion.

¹ Chapuis à l'Empereur, 27 novembre 1530, dans *Wendford, Correspondence of Charles V* p. 381-382. — Il y a huit jours que le Docteur de la Chapelle comme procureur du Roy en cette cause se apparaît en jugement devant le chancelier de l'archevêque de Canterbury, luy requérant être transmuter en forme au libelle juridique et probatoire huit instruments qu'il luy presentoit qui estoient les déterminations des Universités sur ceste matière de divorce, dont il y en avoit deux de Paris, l'une de la Faculté de théologie, l'autre des canonistes ; la reste estoient des Universités de Toulouse, Orléans, Bourges, Montaigne, Padoue et Pavie, et on croyoit je plus tost qu'il seroit imprimé que nul livre, car à ce on leur pourroit bien si suffisamment respondre que « nul livre et ainsi le peuple y adjoustera plus de foy et auctorité ». Les conclusions qu'on m'a de la Chapelle furent en effet imprimées en avril 1531 sous ce titre : *Gravissimæ aliquæ exceptiones illustrissimarum totius Helii et Gallie Academicarum universitatum, et aliarum etiam quorundam doctriniorum virorum argumentationibus explicata de veritate illius propositionis, scilicet quod duobus vel tribus fratris mortis sine liberis ita ut de jure divino et naturali prohibitum sit nullus Pontifex super hujusmodi matrimonii contractibus contrahendis dispensare possit*.

CHAPITRE QUATRIÈME

AFFAIRES PRIVÉES. RAPPORTS AVEC LES HUMANISTES

I

L'obstination de Bédarides et les menées de Garay avaient retenu Langey à Paris plus longtemps qu'il ne l'aurait souhaité. Il ne s'éloigna que lorsqu'il put le faire sans inconvénient et pendant quelques mois, il nous échappe à peu près complètement. Il est probable cependant qu'en quittant Paris il rejoignit la Cour et qu'il revint avec elle à Saint-Germain passer l'hiver. Nous supposons qu'il assista le 5 mars 1531 à l'entrée solennelle que la reine Éléonore fit dans sa capitale. Un fait certain, c'est qu'il ne cessa pas de suivre les affaires d'Angleterre car nous le voyons au mois d'avril en relations avec Florent Wilson, l'ancien précepteur du fils naturel de Wolsey et le familier de Cromwell, de celui-là même qui avait remplacé le cardinal-légat dans la faveur de Henry VIII¹. C'est à Langey que le roi d'Angleterre recommande à ses ambassadeurs Fox et Bryan de s'adresser pour obtenir certains renseignements nécessaires dans la question du divorce². Enfin lorsqu'au mois d'avril la maladie força notre ambassadeur à Rome, le cardinal de Gramont, à demander un congé, c'est à Langey que l'on songea aussitôt pour le remplacer comme à l'homme qui connaissait le mieux l'affaire de Henry VIII et pouvait la conduire, auprès du Saint-Père, le plus conformément aux désirs du roi d'Angleterre et aux intérêts du roi de France. La nomination paraissait décidée. L'ambassadeur de Venise la tenait, presque pour

1 Florent Wilson à Cromwell, Paris, 15 avril 1531, dans Gardiner, *Letters and Papers*, V, n° 221. Sur l'affaire dont il est question dans cette lettre, voir l'article *Jean du Bellay, les protestants et la Sorbonne (1527-1535)*, dans le *Bulletin de la Société de l'histoire du Protestantisme français*, 1903, p. 129 seq.

2 Henry III à Bryan et à Fox, juillet 1531. Gardiner, *op. cit.*, V, n° 303.

certaines¹. Au dernier moment le Roi désigna l'évêque d'Auxerre, François de Dinteville, non qu'on l'estimât plus capable que Langey, mais parce qu'il s'agissait de le soustraire à la justice dans une malheureuse affaire où il était compromis².

Nous ne croyons pas que Langey ait été fâché de voir envoyer à Rome l'évêque d'Auxerre. Il profita des loisirs que cela lui laissait pour mettre un peu d'ordre dans ses affaires, qui en avaient fort besoin. Depuis cinq ou six ans qu'il allait par monts et par vaux sans regarder à la dépense, l'état de sa fortune était des plus précaires. Nous avons vu à quelles extrémités il était acculé au milieu de 1537 et grâce à quels appuis et combien nombreux il put faire face à ses obligations. Les difficultés qu'il avait rencontrées à la fin de 1539 lorsqu'il avait voulu emprunter les 20 000 livres qu'il avait offertes au Roi pour la rançon des enfants de France, prouvent que sa situation financière ne s'était pas sensiblement améliorée. Ce nouveau sacrifice, les frais de la campagne qu'il venait de mener en Sarboane, dont il avait lui-même qu'elle coûtât fort à sa bourse, l'avaient à nouveau compromis. Heureusement cette fois encore la faveur du Roi lui vint en aide.

François I^{er} sut reconnaître les services dont il était redevable aux frères du Bellay, dans ses négociations avec l'Angleterre. Tandis que Jean du Bellay était admis au Conseil (juillet 1536) et promu à l'évêché de Paris, en attendant la disposition du titulaire François de Poacher, malade et compromis, Guillaume était gratifié de différents dons : le 15 mars il obtenait 3 000 livres tournois, qui lui furent constituées le 7 juin suivant³, un peu plus tard, une partie de l'aubaine de Luigi de Canossa, évêque de Bayeux, l'ancien ambassadeur de France à Venise⁴. Au début de 1538, tandis qu'il voyageait en Normandie et se dirigeait vers la Bretagne, le Roi lui accordait le droit d'établir un péage au Pont de Cloye, à charge de restaurer le pont⁵, et l'autorisation de créer quatre foires annuelles et un marché hebdomadaire dans telle

1. Godeau, *op. cit.*, V, n° 131 (Bryon à Henry VIII, 23 mars 1536). — B. N., f. 11610 v° 174, f. 71 (3 avril 1536).

2. Decree *op. cit.*, p. 173 François de Dinteville partit vers le milieu de juillet 1537, comme le prouve le mandement adressé au trésorier de l'épargne en date du 16 juillet de lui payer 3400 livres tournois. B. N., fr. 15721, n° 305.

3. B. N., Châteaubault 1215, f. 69 (15 mars 1538). — Arch. nat., J 1010 v° (7 juin 1538).

4. Arch. Nat., J 980, 4¹¹ (mss. datés, mois de 1538).

5. Arch. Nat., JJ 246, n° 136, f. 40.

des terres que possédait Langey à son choix Guillaume du Bellay se décide pour la seigneurie de Pont Remy, en Picardie¹.

La terre de Pont-Rémy, qui bénéficiait ainsi en février 1532 de la faveur royale, n'appartenait à Langey que depuis peu de temps, il en était devenu propriétaire par son mariage avec Anne de Créquy. Anne appartenait à cette famille des Créquy, une des plus importantes et des plus illustres de Picardie. Elle était la fille et l'unique héritière d'Antoine de Créquy, dit le Hardi, seigneur de Pont-Rémy, bailli d'Amiens et chevalier de l'ordre du Roi, qui se distinguait dans les campagnes d'Artois et de Lombardie, au début de la rivalité de François I^{er} et de Charles-Quint, et périt héroïquement dans une embuscade tendue aux Impériaux près de Hesdin, en février 1525². Sa mère, Jeanne de Savoie, était renommée avec Thibault Rouault, seigneur de Rieu St. l'un ou croix Salmon Macrin, qui en fait un portrait flétri et complaisamment détaillé, Anne de Créquy était d'une remarquable beauté. Sur la foi du poète, le biographe Trismont n'hésite pas à affirmer, qu'elle « était l'une des plus belles et parfaites demoiselles qui fussent à la suite de la Reine [Louise de Savoie, dont elle était demoiselle d'honneur], et pour cet effet recherchée des plus braves de la Cour³ ». Sur ce dernier point seulement nous pouvons vérifier les assertions de l'érudit loulouais.

Ce n'est pas en effet sans difficulté que Langey obtint la main d'Anne de Créquy. La famille paraît lui avoir préféré, entre autres, un seigneur de Bassot, sur lequel nous ne savons rien. Il fallut que Langey interviût à la cause Montmorency, le duc de Vendôme, le reine de Navarre, Louise de Savoie, et le Roi lui-même, pour en voir enfin agréer⁴. Le mariage ne fut définitivement conclu

1. Arch. Nat., JJ 196, n^o 124, f. 30 v^o, et n^o 100, l. 40 r^o.

2. Sur l'assassinat royal voir le P. Anselme *Histoire généalogique*, VI, p. 753, qui place inexactement la mort du seigneur de Pont Remy au siège de Hesdin, en 1501. Les circonstances de sa mort sont relatées d'après une source locale dans *Remy Enfreinte de François I^{er} avec Henry VIII, à Boulogne-sur-Mer, en 1522*, p. cxxx-cxxxv. La date de 1524 mentionnée, correspond à 1525 C. *Biographe de Martin du Bellay*, p. 190-192, et *Journal d'un Bourgeois de Paris*, p. 224-225.

3. *Simonis Macrini Julodunensis carminum libri quatuor ad Hieronymum Bellarium, augmento Longini Portensis apud Bonnaeum Colinaeum, 1520* P. 56 v-56. Ad Annam Créquidam. — *Simonis Macrini Julodunensis ambulatorii regia, Hymnorum libri sex ad Jo. Bellarium S. R. E. cardinalem scripturum*, Parisiis, ex officio Roberti Stephani, mdcxviii. P. 128-129. — *Trismont op. cit.*, I, 146.

4. Jean du Bellay à Montmorency 25 janvier 1532 B. N., fr. 2070, f. 35, 2080, f. 41. — Charles, duc de Vendôme, au même, Abbeville, 27 décembre, a. a. B. N., fr. 2086, f. 16.

qu'en septembre 1531. Le 12, le contrat fut signé au château de Pont-Rémy. Étaient présents Thibault Rouault, sieur de Riou, second mari de Jeanne de Savoie, beau-père d'Anne, son oncle Jean VII de Créqui, dit le Riche, et le fils de celui-ci, Jean VIII, sieur de Canaples, et d'autres parents du côté maternel, Imbert de Savoie, conseiller du Roi et bailli d'Amiens, et les sieurs de Rambures et de Sercur, Oudart du Biez, sénéchal et gouverneur de Boulogne, et Jacques Blondel, sénéchal de Ponthieu, y assistaient à titre d'amis des familles de Créqui et de Savoie. Du côté de Guillaume du Bellay, on remarquait ses deux frères Jean du Bellay, évêque de Bayonne, et Martin du Bellay lieutenant dans la compagnie de Charles Tuercelin, sieur de la Roche du Maine, et ses amis ou parents éloignés, Louis de Clèves, comte d'Auxerre, Charles d'Angennes, sieur de Rambouillet et le sieur de Beaumont¹. Ce mariage, qui appartenait à la famille du Bellay, originaire de l'Anjou et du Maine, à quelques-unes des plus célèbres familles de Picardie, devait être stérile. Dans les documents, nous voyons apparaître quelquefois, au détour d'un feuillet, le nom de Madame de Langey; mais son rôle sera des plus effacés. Elle rejoindra son mari au Piémont en 1538, lorsqu'il sera gouverneur de Turin; elle l'y suivra de nouveau en 1546, lorsqu'il y reviendra en qualité de gouverneur par intérim, elle y mourra le 21 juillet 1546 et sera ensevelie dans l'église Saint-Jean de Turin. Un an et demi après, son mari devait la suivre dans la tombe.

II

Langey n'employa pas seulement ses loisirs à régler ses affaires privées. Il en profita aussi pour satisfaire ses goûts d'humaniste;

¹ Trincant, *loc. cit.*, Jean du Bellay à l'évêque d'Auxerre, 17 septembre 1531. H. N., Dupuy 726, f. 167 — On remarquera l'absence du père de Guillaume Louis du Bellay. Il est très probablement mort à cette date. Trincant (*op. cit.* f. 141) le fait mourir « le [blanc dans le texte] du mois de septembre, l'an 1522 » mais il se trompe, car dans une lettre d'avril 1530, Jean du Bellay parle de son père comme vivant encore au château de Montigny. Peut-être Louis du Bellay mourut-il en septembre 1530. En tout cas nous voyons le 4 septembre 1531, Guillaume du Bellay faire « personnellement » foi et hommage à Léonard de Henty, sieur de Montigny, pour la seigneurie de Langey, « Item pour les trois parts dont les quatre font le tout des moulins de Clèves, leurs appartenances et dépendances, Item pour raison du fief appelle le fief de Langey sans à Clèves » Abbé Blanchard, *Guillaume du Bellay*, dans le *Bulletin de la Société archéologique, scientifique et littéraire du Vendômois* 1896, t. XXXV, p. 73-74. Cet acte laisse supposer qu'il avait à ce moment perdu son père.

et nul doute qu'il n'ait partagé les espérances et la satisfaction de ceux dont le rapprochement une éducation pareille, des aspirations communes et des relations d'étroite amitié.

La conclusion de la paix de Cambrai et la délivrance des enfants de France ouvrent une période particulièrement brillante dans l'histoire de l'humanisme : c'est l'époque où l'on erat fermement que les idées nouvelles allaient bientôt triompher par suite de l'adhésion décisive du Roi¹. Dans les premières années de son règne, François I^{er} s'était montré plein de sollicitude pour la cause des belles-lettres. Il avait multiplié les promesses : mais sa rivalité avec l'Empereur et les guerres qui en sortirent lui imposèrent d'autres préoccupations. À partir de 1521 environ, le développement de l'humanisme subit comme un temps d'arrêt. Après la brillante aurore du début, survient une éclipse qui dure jusqu'en vers 1530. Désormais libre du côté de Charles-Quint et comptant, pour prendre une revanche, plutôt sur les habiletés de sa diplomatie que sur la fortune de ses armes, François I^{er} se prête aux inspirations de son entourage, à l'action de sa sœur Marguerite qui intentait après la mort de Louise de Savoie (22 septembre 1531), ses efforts sur lui sans contre-poids. Un fait capital marque ce changement d'attitude : c'est, en mars 1530, l'institution des lecteurs royaux : institution bien humble à l'origine, qui ne réalisait que tardivement les rêves des humanistes et même le premier projet du Roi : mais cependant de très haute importance et d'incalculable portée. Les lecteurs royaux allaient introduire dans l'enseignement supérieur une réforme analogue à celle que d'humbles maîtres, tel Mathurin Cordier, préconisaient dans leurs collèges, nous dirions dans l'enseignement secondaire² : l'étude directe des textes, la connaissance immédiate de l'antiquité, aussi bien de l'antiquité profane que de l'antiquité sacrée, donnaient à l'esprit de

1. Voir sur ce point : A. Lebrun, *Histoire du Collège de France*, chap. II et III ; H. Hauser, *De l'Humanisme et de la Réforme*, dans la *Revue historique* de juillet 1907 ; et l'article déjà cité du *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français* de mars-avril 1908.

2. Mathurin Cordier publia pressamment en 1520 son traité sur la Corruption du langage : *De corruptis sermonis apud Gallos et Loquendi latine ratione libellus*. — Au nom de Cordier on peut joindre ceux de Jean et André de Gouven, (collège Ste-Barthe), de Jean Chérulame et Jean du Tertre (collège de Lisieux) de Bonchamp (Evangelion (collège Lamoignon), de Le Vayer (collège de Bourgogne). Sur la réforme des études en général à cette époque, voir Ch. Diepierre, *Histoire de l'Université de Genève*, t. I^{er}, chap. I^{er}, et J. Gouffier, *Claude Malin et la réforme des études au XVI^e siècle*, Paris, 1900.

la Renaissance une impulsion décisive et fortifiaient l'esprit de Réforme religieuse¹. Les deux tendances naissent du même principe et, pendant quelques années tout au moins, se développent de concert, se prêtant un mutuel appui. On s'explique l'enthousiasme avec lequel fut saluée la création de François I^{er}, d'où l'on attendait comme la résurrection de l'homme tout entier et la solution pacifique du problème religieux par une Réforme dont s'accommoderait le Pape et qui ne déchirerait pas le « robe sans couture » !

L'institution des lecteurs royaux était le résultat des efforts persévérants de la génération d'humanistes à laquelle se rattachaient les frères du Bellay. Ce sont eux, nés sur le déclin du siècle précédent, et la mémoire encore pleine des difficultés qu'ils trouvèrent à apprendre, ce sont eux qui sans se lasser ont rappelé au Roi ses promesses et en ont réclamé l'accomplissement. Ils ont mis au service des belles-lettres non seulement leur talent, toutes les ressources de leur esprit parvenu à sa maturité féconde, mais encore et surtout la faveur dont ils jouissaient à la Cour et l'influence que leurs charges leur assuraient. Le premier par l'âge et le plus important par ses écrits sur l'antiquité et son action sur le Roi était Budé, le père de l'hellénisme en France, le glorieux Budé, dont François I^{er} avait fait un maître des requêtes. C'est à lui qu'à bon droit on doit faire remonter l'honneur de la création du Collège de France. Mais les efforts de Budé auraient peut-être échoué cette fois encore, s'ils n'avaient pas été corroborés par la petite troupe dont il était comme le chorège incontrasté : Jacques Colin, lecteur du Roi et abbé de Saint-Ambroise de Bourges (1531), Germain de Brie, aumônier du Roi et chanoine de Notre-Dame, Guillaume Petit, évêque de Senlis et confesseur du Roi, Melin de Saint-Gelais, aumônier du Dauphin, Lazare de Bayf, alors ambassadeur à Venise, les du Bellay enfin, Jean, évêque de Bayonne, membre du Conseil étroit, futur évêque de Paris et cardinal, et Guillaume, dans toute la gloire de ses campagnes diplomatiques en Italie et en Angleterre. Tous ces hommes, compagnons d'enfance ou d'études, entretenant les uns avec les autres un commerce de lettres et de vers, tous ces hommes, à l'exception du seul Bayf qui cependant de Venise ne cessait pas de suivre avec intérêt ce qui se passait à la Cour, se trouvaient auprès de François I^{er}, lorsqu'en mois de mars 1530, il signa les lettres de provision qui furent comme l'acte de naissance du Collège de France.

1. Pour le développement et l'illustration de cette idée, voir H. Hauser, *art. cit.*, et F. Buisson, *Scholaem Castellum*, chap. III, De l'humanisme à la Réforme.

Les relations de Guillaume du Bellay avec Lazare de Bayf¹, sorti comme lui d'une famille angevine et né sur les bords du Loir, étaient déjà anciennes. Elles remontaient, sinon plus haut, peut-être à leur commun séjour en Italie et se fortifièrent d'amitié communes, celles de Lascaris, de Sadolet et de Germain de Brie. Il est resté quelques vestiges de correspondance entre les deux personnages. Les termes ne laissent pas de doute sur la cordialité profonde de leurs rapports². — Nous avons vu comment Langey et Guillaume. Peut-être eût été associés pour arracher à la borbonne la détermination que réclamait Henry VIII et leur lutte contre Bédé et même contre le premier président Luet : la large orthodoxie de l'évêque de Sens s'accordant avec les aspirations de rénovation religieuse et de réforme modérée au succès desquelles allait s'attacher le diplomate. L'amitié que leur portait à tous deux le roi de Navarre était entre eux un lien de plus, et ce n'était peut-être pas le moins puissant. — Jacques Colin reportait sur Langey une partie de l'affection qu'il nourrissait à l'égard de l'évêque de Bayonne. Son dévouement à l'égard des deux frères, dont il était le compagnon narquois et spirituel à la Cour et l'émule en diplomatie, eut à plusieurs reprises l'occasion de se manifester. Nous le verrons en particulier servir de bailleur de fonds à Guillaume du Bellay, toujours en quête d'argent pour le service du Roi. — Avec Germain de Brie, c'était une amitié presque fraternelle qui l'unissait depuis de longues années et devait se fortifier jusqu'à la mort de celui-ci en 1536. De quelques années plus âgé que Langey et ses relations suivies avec les deux plus célèbres humanistes de l'époque, notre Bédé et Erasme, Germain de Brie, modeste et sans ambition, vivait exclusivement pour les lettres, soucieux de faire valoir les mérites de ses amis, célébrant la gloire de Guillaume du Bellay dont il vantait à la fois ses succès diplomatiques et les talents poétiques³.

1. Voir sur ce personnage, L. Plovert, *Lazare de Bayf*, Paris, 1900.

2. B. N., fr. 3661, f. 437v.

3. *Germanus Brix : athenodotensis clementisq. regii gratulatoris qualiter ad istudem extra clarissimos Antonium Dupont le cardinal de Tournon, Laurent de Cremont, évêque de Turben, et Georges d'Armagne, évêque de Rodes*. — *Ejusdem epistolae quatuor et solenne carum christianissimis regibus. Vidu Sadoliet, Lazare de Bayf*. — *Ejusdem refuta a. quid ad Franciscum bellorum regem Parisi*, exedebat Christianus Wechelien, MCCCXI. — *Lauslogi duo operum Des. Erasmi Roterdami ab ipso conscripta et digesta*, cum praefatione B. Amerbachii jurem ut nunc deinceps unpotharum intercludatur, ne pro Erasmo quicquam edat quod vir ille non scripsit dum viveret. Accessit in fine Epitaphium de beatorum nobilis quibus Erasmus morte defuit cum epitaphio Germain Brixii opuscula ad clarissimum B. Col. Bellacum Langum. Nollum, MCCCXIV (la lettre de Germain de Brie est du 14 septembre 1526).

L'énumération qui précède n'épuise pas la liste des amis de Langey il y faut joindre encore le nom d'un prince de l'Eglise dont il avait fait la connaissance à Rome lors de ses premières missions, de Sadolet, le doux Sadolet, une des plus sympathiques figures de prélat humaniste de ce temps. Ayant, en 1527, quitté Rome pour Carpentras dont il était évêque, Sadolet ne perdit pas de vue Guillaume du Bellay et c'est son amitié pour celui-ci qui le conduisit à simer son frère Jean. Bien que Guillaume, à cause de ses multiples occupations, ne fût pas toujours d'une exactitude parfaite dans sa correspondance, l'évêque de Carpentras ne laissant pas de lui écrire assez fréquemment il le félicitait de son mariage dont le bruit était arrivé jusqu'au fond du Comtat¹ et en voir des fils qu'il lui souhaitait il lui dédiait peu après un traité de l'éducation des enfants². Il lui recommandait son neveu, Paul Sadolet, un jeune homme qu'il considérait à l'égal d'un fils, et qui désirait voir le Roi et la Cour. Il pria Langey de l'introduire, de lui servir de guide et d'instructeur. Dans ses lettres, — plus nombreuses, — adressées à Jean, il n'oubliait jamais de s'enquérir des nouvelles de Guillaume³ et nous aurons l'occasion de voir leurs deux noms une dernière fois réunis, dans une œuvre commune de tolérance : leur intervention pour arrêter les mesures d'extermination projetées contre les Vaudois de Provence et des Alpes.

L'amitié de Sadolet et de Langey se tentait légèrement de protection : c'est un caractère qui se marque encore plus fortement dans les rapports de Guillaume du Bellay avec un poète latin

1 *Joanni Sadoleti cardinalis, episcopi Carpentracensis, ubi diuissimè opera quæ exstant cunctis*... Vercor, 1737, 4 vol in-8. I, p. 98-100, Carpentras nous date mais de la fin de 1528 ou du début de 1529, 91-92, Carpentras, le 15 des calendes de mars 1529 (février 1529).

2 *Joanni Sadoleti de liberis recte instituendis liber, ad Gulielmum Langæum Parisiæ, apud Blaeuorum Calmannum, 1536*. Une première édition avait paru en 1533, à Lyon, et à Leyde. Le traité est reproduit dans les *Œuvres complètes* au tome III, p. 105-108.

3 Lettres de Sadolet à Jean du Bellay, 1528-1537 imprimées dans les *Œuvres complètes*, I, p. 122-123, 246-247 — et manuscrites. B. N., Dupuy 224, f. 120 (30 juin 1526), f. 121-122 (10 mars 1528) f. 123-124 (19 juillet 1534) Dupuy 480 f. 5 (juin 1537), ces deux dernières lettres ont été publiées par L. Doron, *Intorno Tebaldo, lo Sadolet et le cardinal Jean du Bellay*, dans le *Giornale storico della letteratura italiana*, t. XXVI, 1905, p. 294-299. — A propos des rapports de Guillaume du Bellay et de Sadolet, Haurion *Études littéraires du Moyen-VI*, p. 28 n. 2, mentionne un poème latin intitulé *Silva Langæus deus* une copie se trouve B. N., fr. 2020 f. 130 et « que l'on croit de Sadolet ». Cette opinion est manifestement erronée, car l'original de ce poème est à la B. N. Dupuy 510, f. 2-13, et il porte des corrections de la main de Jean du Bellay.

parfaitement oublié aujourd'hui, mais alors célèbres, avec Salmon Macrin¹.

Né à Loudun vers la fin du XV^e siècle, d'une famille assez aisée, il vit ses goûts pour les lettres favorisés par sa mère et son oncle maternel. Il put venir compléter ses études à Paris où il fut l'élève de Lefèvre d'Étaples et d'Aléandre. Il fut ainsi initié aux idées nouvelles qui lui firent trouver plus inapte encore l'enseignement alors en honneur dans les collèges — comme Marot, comme Rabelais. Il devait lui aussi s'élever plus tard contre la barbarie des « régens du temps jadis ». Il entra donc le cercle littéraire où trônait Anne de Bretagne, et se lia avec des poètes comme Francesco Conti da Quinzano, Varanias, sous les auspices desquels il publia ses premiers vers, des vers latins empreints d'un vague mysticisme religieux alors à la mode, emphatiques et vides. Ami de Germain de Brice et de Jean Dunois, secrétaire du Roi et du Grand Conseil, il entra dans la maison des Rohier, une de ces familles de finances dont le rôle était devenu capital avec les guerres d'Italie. Il fut le protégé d'Antoine Rohier, archevêque de Bourges. Il passa ensuite au service de René, Bâtard de Savoie, Grand Maître de France, l'oncle de François I^{er}, qui lui confia l'éducation de ses deux fils Claude de Tende et Hénoc de Villars. Ces fonctions domestiques dans la maison du Bâtard de Savoie, l'estime où on le tenait dans la maison des Rohier, dont le chef, Florimond, était l'homme de confiance de Madame, l'approchaient de l'Hôtel du Roi et lui donnaient une situation en vue au milieu de ce monde d'humanistes qui vivaient dans la domesticité ou la clientèle du Roi, des rois, des grands seigneurs et des grands dignitaires, comme secrétaires, valets de chambre et maîtres d'école. Budé lui témoignait une estime particulière et l'encourageait dans ses productions poétiques. Écrivant exclusivement en latin, Macrin s'efforça d'imiter tous les mètres des lyriques de Rome. Il s'attacha plus particulièrement à l'imitation — souvent jusqu'à la servilité, de Catulle et surtout d'Horace. Sans se lasser, pendant près d'un demi-siècle, il répéta ses thèmes, les variations, les rythmes, jusqu'aux particularités prosodiques de ce dernier, avec une virtuosité qui suppléait généralement à l'inspiration personnelle. Il y gagna d'être estimé

1. La notice la plus détaillée, encore que fort succincte, qui existe sur Salmon Macrin est celle de J. Boudier, dans le *Glossaire de philologie*, 1871, p. 186-208. Le source principale de renseignements sur ce poète ce sont ses œuvres et la correspondance de Budé. Voir aussi ce que en dit H. Chambard, *Jochum de Belay*, passage.

du titre d'Horace français et une gloire que l'on s'explique malaisément et qui s'élève aussi haut qu'est profond aujourd'hui l'oubli dans lequel son nom est tombé.

C'est vers 1530 que l'activité poétique de Macrin s'épanouit. A ce moment, les financiers en disgrâce, le Bâtard de Savoie et Florimond Robertet disparus, Macrin s'était tourné vers des protecteurs plus efficaces dont l'astre se levait à l'horizon de la Cour. Il avait fait choix de la famille des du Bellay, presque ses compatriotes. Dans un premier recueil paru en 1528¹ il avait en une pièce dédiée à ses compagnons, *ad sodales*, compagnons de jeunesse et d'études, associé dans un même souvenir et dans un hommage commun Langey, Bayl, Lascuris, Théocrène (Tagliacarne, précepteur des enfants du Roi alors en Espagne avec ses élèves le Dauphin et le duc d'Orléans captifs). En 1530, il dédie à Guillaume du Bellay les quatre livres d'odes², dans lesquels il a recueilli la plupart des vers qu'il avait composés depuis dix ans. En dehors de la dédicace de chacun des quatre livres, les pièces en l'honneur de Langey y sont nombreuses. Macrin célèbre avec complaisance la libéralité de son protecteur : il évoque en traits vivants, car il semble bien qu'ici le sujet soutient son souffle et que la sincérité de l'inspiration donne un tout autre accent à ses vers, la jeunesse, les tribulations et les succès diplomatiques de son héros. Il glorifie, ce qui deviendra une sorte de lieu commun pour tous les apologistes de Langey, parce qu'en fait c'est le caractère essentiel du personnage, l'amour des lettres uni à celui de l'action, une égale habileté à manier la plume et l'épée, une supériorité aussi marquée dans les arts de Minerve que dans les luttes de Mars. Il ne tarit pas sur les dons que la nature a prodigués à cette famille originaire de Glatigny, cette gens *Glatiniana*³, qu'en généalogiste hardi

1. En 1528. Il publie, après un silence de douze ans, un petit recueil : *Salmus ad Macrinum juliodunensem Carminum libellus* Parisiis, apud Simonem Collium, 1528. Ce recueil est accompagné avec quelques additions et corrections à la suite d'un autre qui paraît en 1536 : *Salmus ad Macrinum Lyrisorum libri tres Epithalamium* hactenus ineditum.

2. *Salmus ad Macrinum juliodunensem Carminum libri quatuor, ad Hieronymum Bellayum cognomen Langeum* Parisiis, apud Simonem Collium, 1530. Les pièces dédiées à Guillaume du Bellay sont f. 23. 7v. 8. 10v-11. 15. 16. 19. 20. 28v. 35. 36. 40. 41v. 42. 71v. 72.

3. C'est un thème sur lequel Macrin exerce de nombreuses variations, car on trouve encore une pierre au bureau autographe intitulée *de gens Glatiniana* B. N. Dupuy 1651, f. 315. Ce même volume, f. 316-316, contient quelques autres pièces médites et autographes adressées à Jean du Bellay, d'une date postérieure à celle qui nous occupe. Et dans la même collection, vol. 810, f. 119, encore une pièce autographe du même également adressée au cardinal du Bellay.

il fait remonter jusqu'à Hugues Capet, et dont il montre l'épanouissement superbe en ces illustres rejetons, Guillaume, Jean, évêque et futur cardinal, René, conseiller au Parlement et futur évêque, Martin, le capitaine. Bien qu'il reprenne avec affectation le thème ancien, que ce sont les poètes qui font la gloire des héros, on sent que la conviction lui manque un peu : doué de plus de bon sens que d'enthousiasme, il compte plus, pour passer à la postérité, sur les actes de ceux qu'il chante que sur les vers qu'il leur consacre. En cela son inspiration était juste, comme elle était délicate lorsqu'il célébrait dans ce volume paru en 1531, la beauté d'Anne de Créqui. Nul hommage, peut-être, ne pouvait aller davantage au cœur de Langey. Ajoutons pour compléter la physiognomie de ce Macrin, qui fut un poète médiocre, mais un fort brave homme, un époux amoureux de sa femme, un père toujours inquiet du sort de ses enfants, un provincial sans cesse désireux de revoir la terre natale, les coteaux loudunais et les bords de la Brime — le petit Lyré de ce futur ami de Joachim, — ajoutons que ces flatteries à l'adresse des du Bellay, outre qu'elles étaient sincères, étaient, si l'on peut dire, presque désintéressées¹. Macrin ne demandait à ses protecteurs que des loisirs pour cultiver les Muses et le congé d'aller le plus souvent possible revoir son pays de Loudun, sa chère Colonie, ses enfants grandissants et les compagnons d'enfance, demeurés ses amis, qui y vivaient dans le calme et l'amour des belles-lettres.

Pour Salmon Macrin, Langey était un protecteur, un patron, « patronus ». Outre le poète loudunais, la clientèle de Guillaume du Bellay comprenait d'abord les docteurs royaux qui s'adressaient volontiers à lui ainsi qu'à son frère pour obtenir le payement de leurs gages généralement en retard², puis une petite troupe de jeunes gens dont il nous faut dire un mot en terminant. Ils étaient originaires d'Allemagne, des bords du Rhin ou du Danube et étaient accourus à Paris pour achever leurs études. La plupart d'entre eux s'occupaient de médecine, mais la forte culture qu'ils

¹ C'est seulement en 1530, à ce qu'il semble, que Macrin devint valet de chambre du Roi. Cf. B. N. le 2863, f. 348; Arch. nat., J 922. 16¹¹, acte du 2 février 1530-31.

² Cf. la lettre de Tournant et de Yvabre à Jean du Bellay, datée de Paris, la 4 des ides de mai et reproduite d'après l'original B. N. Dupuy 089, f. 71, par A. Lefranc, *Histoire du Collège de France*, p. 445-406. Cette lettre doit être du 12 mai 1536 car elle évoque des deux frères à la fois et les lettres sont adressées respectivement aux deux missions qu'accomplissent Langey en Allemagne, et à Hugue Jean du Bellay, le premier, de novembre 1535 à février 1536, et le second, de juillet 1536 à février 1537.

avaient su ou qu'ils s'étaient donné les avoir familiers avec toutes les choses de l'antiquité. Nous avons déjà rencontré l'un d'entre eux, Gervais Wals. Né à Merxungen¹ dans les dernières années du X^e siècle, il était venu de bonne heure à Paris, peut-être dès 1107, et suivit les leçons de Louis Bar. Il studia les mathématiques, les sciences naturelles, et devint docteur en théologie. Il fut en rapports d'amitié avec Krause, qu'il défendit en Sorbonne contre les attaques de Bede. Il fut gratifié de l'abbaye de Caesay (près de l'Arena, diocèse de Laon). Nous ignorons comment il entra dans l'intimité des de Bellay. Nous avons vu que ces derniers firent appel à son concours pour obtenir de l'Université d'Angers et de la Sorbonne des conclusions favorables au divorce de Henry VIII. Nous le retrouverons plus tard chargé à plusieurs reprises, seul ou en compagnie de Langey, de missions diplomatiques en Allemagne. — Un autre, Jean Gunther, d'Andernach, s'occupant de traduire Galien et en 1530 il donna la traduction latine d'un des traités de cet auteur à Guillaume du Bellay², et à Jean, deux ans après³ l'édition complète d'un opuscle de Pau. Egnetz. C'est sans doute à l'appui des deux frères que Gunther dut une pension royale qui lui permit de se faire recevoir docteur⁴. — Le Gunther paraît avoir amené à Langey un de ses amis, médecin comme lui, Ulrich Chelms ou Geiger⁵, de Pfortheim, qui s'en alla ensuite à Solesme, auprès de notre ambassadeur, Daugerent de Rostergant, d'où nous verrons Guillaume du Bellay l'appeler auprès de lui, en Allemagne. — Vers le même temps vint Jean Starn⁶, de Simde

1. Voir sur ce personnage la notice que lui a consignée J. G. Schethorn, *Erbschaften aus der Archäologie und Literatur*, Ulm et Leipzig, 1766, p. 270-286. Schethorn se fait peu du rôle de Wals dans l'histoire du divorce.

2. *Claudii Galeni Pergameni de Echyms et Cacochyms, seu de Bonis malisque inter generanda, Joanne Gunthero Andernacho in epistola adpocula vel Prolegomenis de eorum rebus Parisiis, apud Simonem Colivum, 1530*. Au début la dédicace : *Joanni Guillelmo Andernacho Guillelmo Langaeo clarissimo optimo salutem*.

3. *Pauli Egnetis opus de re medica, nunc primum integrum latinisq. donatum per Joannem Guntherum Andernachensem Doctorum medicum, Parisiis, apud Simonem Colivum, 1532*. (La dédicace à Jean du Bellay est datée d'octobre 1530). — Sur les diverses éditions ou traductions publiées par Jean Gunther, voir P. Bremond, *Bibliographie des éditions de Simon de Colins*, Paris, 1914, pages 16-17.

4. 1060 livres tournois en novembre 1530, B. N., fr. 15.002, n° 466 (10 livres en avril 1532, Arch. Nat., J 980, f. 60 v°).

5. On trouve son pseudonyme latinisé sous Ulrich Chelms à la suite d'une traduction publiée par Gunther : *Claudii Galeni Pergameni de Compositione Medicamentorum sex volumina septem Joanne Gunthero Andernacho inter prete Parisiis, apud Simonem Colivum, 1530* (dédicace à François I°).

6. Voir sur cet homme le ouvrage de Ch. Schmidt, *Le vie et les travaux de Jean Starn*, Strasbourg, 1895.

celui-ci, au lieu de continuer ses études médicales, comme il en avait au début l'intention, se fixa dans l'étude de Cædron et l'enseignement du latin. Il fit, à côté des leçons royales, des cours libres, comme nous dirions aujourd'hui, avec beaucoup de succès, et tint une sorte de pension pour étudiants où se réunissaient un assez grand nombre de jeunes gens venus d'Allemagne et de Suisse. L'un des plus connus fut un compatriote et un condisciple de Sturm lui-même, Jean Philipson, dit Sleidas, qui plus tard entra dans la clientèle des du Bellay et fut même secrétaire du cardinal¹.

Les du Bellay mettaient à la disposition de cette jeunesse avide d'apprendre leurs relations, leur crédit à la Cour, leur bourse au besoin. En retour, ces Allemands répandirent parmi leurs compatriotes les noms de leurs protecteurs. Les du Bellay acquirent ainsi une réputation de générosité, de science et de largeur d'idées qui leur ménages de sincères amitiés à Strasbourg, à Bâle et jusque dans la Saxe, et leur prépara d'utiles collaborations pour l'avenir. Les Wain et les Gunther, les Sturm et les Sleidas furent comme leurs truchements et leur caution auprès des Mélanchlon et des Bucer des Grynæ et des Oporin. Leur aide reconnaissant ne contribua pas seulement aux progrès de l'humanisme, les du Bellay l'utilisèrent aussi, et surtout, pour accomplir l'œuvre politique dont François I^{er} allait les charger. C'est parmi ces clients d'origine germanique que Langrey recrute ses auxiliaires les plus sûrs et quelques-uns des meilleurs agents secrets dont il se servit pour exécuter ces missions que nous lui verrons diriger en Allemagne de 1532 à 1536. Et si pendant près de dix ans le Roi se requa sur lui de la conduite des affaires allemandes, certainement Langrey dut pour une grande part cette longue confiance aux concours dévoués et aux solides amitiés qu'il avait su, grâce à ses protégés, se concilier parmi les imprimeurs et les théologiens d'outre-Rhin, dans un pays où théologiens et imprimeurs représentaient les deux forces essentielles de la Réforme, et où la Réforme déterminait la conduite de princes dont le concours pouvait décider du succès futur de la politique française.

¹ Voir H. Baumgarten, *Ueber Sleidas's Leben und Briefwechsel*, et, dans le *Bulletin de la Société de l'histoire du Protestantisme français* du mai 1904, l'article intitulé *Le Premier séjour de Jean Sleidas en France*. Il est à noter que presque tous ces personnages Gunther, Weizer, Sturm, Sleidas, devaient quelques années plus tard se retrouver et se lier à Strasbourg d'où il ne cessèrent pas de correspondre avec leurs anciens protecteurs et de leur fournir des indications utiles.

LIVRE TROISIÈME

LES MISSIONS EN ALLEMAGNE

(1532-1536)

CHAPITRE PREMIER

ENTRE L'ALLEMAGNE ET L'ANGLETERRE

(1531-1533)

La première mission de Langey en Allemagne est du printemps de 1532. Mais il est nécessaire, pour la mieux comprendre et pour en apprécier plus exactement l'importance, de voir d'abord quels furent, au cours de l'année 1531, les rapports de François I^{er} avec les princes allemands.

I

Bien qu'il eût, au traité de Cambrai, formellement renoncé à s'immiscer dans les affaires allemandes, François I^{er} n'attendait qu'une occasion favorable pour reprendre son ancienne politique. Cette occasion se présenta au début de 1531 lorsque Ferdinand fut élu Roi des Romains (5 janvier). Effrayés, les princes protestants s'assemblèrent à Smalkalde pour conclure une ligue. En même temps, ils écrivent à François I^{er} pour l'instruire de leur doctrine et de leurs desseins, se défendre contre les calomnies dont ils sont l'objet, et finalement le prier de s'employer auprès de l'Empereur afin d'obtenir la convocation en Allemagne d'un concile général, libre et chrétien, et la promesse qu'en attendant les protestants ne seraient pas molestés. Le duc de Saxe, dans une lettre particulière qui accompagnait la précédente, protestait contre l'élection de Ferdinand, qu'il jugeait illégale et dangereuse pour l'Allemagne ¹.

François I^{er} écouta d'une oreille bienveillante l'appel des princes allemands. Mais il n'osait encore trop s'engager. Les tendances

¹ Le duc de Saxe, le margrave de Brandebourg, etc., à François I^{er}, 16 février 1531, *Corpus reformatorum*, II, col. 472-477 — Le duc de Saxe au même, du même jour, *ibid.*, col. 478-480. Ces deux lettres furent rédigées par Mélanchton.

catholiques de Louisa de Savoie et de Montmorency détournaient le Roi de pactiser ouvertement avec l'hérétique. Il répondit donc le 21 avril avec beaucoup de bienveillance, mais seulement « en termes généraux »¹. Il gardait une attitude expectante : il fallait savoir tout d'abord quel fond on pouvait faire sur cette nouvelle ligue où l'union était loin d'être parfaite. D'ailleurs la politique française s'appuyait de préférence sur la Bavière catholique. Mais ne pourrait-on rien tirer contre l'Empereur de l'élection de Ferdinand? Ne serait-il pas possible d'utiliser au profit de la France le mécontentement général qu'elle avait excité? C'est ce dont Gervais Wain fut chargé de s'enquérir dans la mission qui lui fut confiée au milieu de 1531.²

Wain séjourna successivement à Munich, à Torgue et à Casel, auprès des ducs de Bavière, de Saxe et du landgrave de Hesse : ses instructions étaient assez vagues : il devait entretenir ces princes en l'honneur du roi de France « mais toutefois faire ou promettre particulièrement aucune chose qui peut contrevenir aux traités conclus avec l'Empereur. Il trouva les ducs de Bavière, Guillaume et Louis, très excités contre la maison d'Autriche. La question de l'élection formait l'unique objet de leurs préoccupations. Leur chancelier Eck avait déjà commencé de négocier avec la Saxe et la

¹ Cf. une copie de la traduction de cette lettre. B. N., fr 2045, f. 12 v^o, et l'analyse donnée par Seldén *De statib. religiosis et reipublicis (Carolus Quintus Caesar commentarii)*, t. 1, p. 458-460. — Melanchton à Camérotius, 5 juin 1531, *Corpus reformatorum*, vol. II, 303.

² Les pouvoirs donnés à Gervais Wain sont datés de Pont-Saint-Cloud, 28 mai 1531, Staatsarchiv de Marbourg, Adhollung Frankreich. — Du même jour est daté le mandement en l'écuyer de l'Épargne de payer à M^r Gervais Wain, docteur en théologie, « lequel le Roy envoie présentement en Allemagne dorer les ducs de Saxe de Bavière et landgrave de Hesse pour aucuns ses affaires, le somme de quatre cens cinquante livres tournois par manière d'avance pour treys moys qu'il pourra estre à faire son voyage qu'est à raison de cent cinquante livres par moys et cent sols tournois par jour. — A luy es don pour luy ayder à sa monter de chevaux et porteur d'habillemens cent cinquante livres tournois. » Arch. Nat. J 200. 2^o Le départ de Wain fut retardé de quelques jours pour un incident que Berton indique à Montmorency dans une lettre datée du Hainaut-German, 2 juin 1531 : « Il y a longtemps que M^r Gervais Moreau, M^r de Velly et les autres sont esparties de moy pour aller en Saxe que vous sçavez, et à la Roy signe parz une telle des parties et autres de fretiers qu'il a ordonné leur estre baillies pour leur voyage, mais jusques à présent, il n'y a eu ordre qu'ils aient puoucher deniers pour parier quelques pourvoyance qu'ils aient besoin faire ». B. N., fr 20502, f. 26. — Antoine Moreau était envoyé au margrave de Brandebourg et Claude Dedieu, sieur de Velly compléait Charles de Solier, sieur de Metelle, comme ambassadeur ordinaire auprès de Charles-Quint.

Hesse: mais le loyalisme de l'électeur et les conditions du landgrave rendaient l'accord difficile. — En dépit de ses protestations contre l'élection de Ferdinand, le duc de Saxe ne voulait pas rompre avec l'Empereur : aux projets belliqueux du landgrave, il opposait le caractère strictement défensif de la ligue de Smalkalde. Entouré de ses théologiens, de Luther et de Melancton, il s'absorbait dans la question religieuse et se montrait d'une intransigeance absolue : aux états de Smalkalde (juin 1531), il s'opposa à l'admission des zwingliens et faillit ainsi provoquer la dissolution de la ligue à peine formée. Wain qui parut à Torgau vers le milieu de juillet, essaya de montrer tout le parti que les princes pouvaient tirer d'une opposition armée à Ferdinand et à l'Empire, en se fondant sur la question de l'élection. Ses discours ne produisirent pas un bon effet ¹. L'électeur promit néanmoins de persister dans son refus de reconnaître l'élection de Ferdinand. — Seul le landgrave de Hesse se montrait résolu à une action immédiate : il était prêt à prendre les armes contre l'Autriche pour appuyer les projets des ducs de Bavière. Il n'y mettait qu'une condition : c'est qu'on reprendrait à la domination autrichienne le duché de Wurtemberg et qu'on y rétablirait l'ancien duc, son ami Ulrich, qui en avait été chassé en 1518. Mais les ducs de Bavière nourrissaient une haine mortelle contre Ulrich, leur beau-frère. Ils hésitaient à payer d'une réconciliation avec ce dernier le concours du landgrave. D'autre part, la question de Wurtemberg n'intéressait pas directement François I^{er}. Aussi Wain se contenta-t-il d'insister sur les avantages d'un accord entre tous les princes, et de promettre à ce sujet l'appui du Roi. Comme l'électeur de Saxe, le landgrave s'engagea à ne pas reconnaître Ferdinand quant à l'accord, une entrevue fixée au mois d'août entre les représentants de la Hesse, de la Saxe et de la Bavière, devait y pourvoir ².

François I^{er} se souciait assez peu d'entrer dans les vues du landgrave au sujet du Wurtemberg ; comme les ducs de Bavière, il ne s'attachait qu'à la question électorale : il voulait faire casser l'élection de Ferdinand et procéder à une élection nouvelle. C'est seulement en se plaçant sur ce terrain qu'il pouvait grouper les princes dans une opposition commune contre la maison d'Autriche. Mais

¹ Wille, *Philipp der Grossmüthige und die Restitution Ulrichs von Wurtemberg*, p. 55 sqq. — Melancton à Camérarius, 23 juillet 1531, *Corpus Reformatorum* II, col 547.

² Réponse du landgrave aux ouvertures de Gerlach Wain. 1^{re} août 1531, Archives de Marbourg.

pour faciliter ce groupement, il consentit à aider à la réconciliation des ducs de Bavière et d'Ulrich en même temps qu'il promettait son appui, diplomatique et pécuniaire et le concours éventuel de l'Angleterre à la nouvelle ligue ainsi formée. Wain fut envoyé une seconde fois en Allemagne : il devait hâter la conclusion d'un traité d'alliance et obtenir, en échange de l'appui du Roi, l'autorisation de lever environ dix mille lanquenets ou ens ou son maître serait enrichi¹. Les choses étaient en bonne voie. A Giessen, à Francfort, les ducs de Bavière et Ulrich avaient fait montre de dispositions conciliantes. A Nuremberg le 26 septembre 1531 un projet de ligue fut mis en avant². Le landgrave de Hesse fut gagné sans peine³. A Weimar, Wain mit le duc de Saxe en garde contre les premières sollicitations des Impériaux et lui représenta qu'étant le premier entre les princes de la Religion et de l'Empire, il devait donner l'exemple de l'opposition à l'Empereur. Après des ducs de Bavière il insista au nom du Roi pour arriver à un accommodement avec Ulrich⁴. Enfin le 24 octobre fut signé le traité de Smalcalde⁵. Les ducs de Bavière s'allièrent avec les premiers princes de la ligue de Smalcalde pour protester contre l'élection de Ferdinand. Ils étaient inquiétés pour cette raison, car si les libelles germaniques étaient en péril, ils compromettaient leur vie et leurs biens pour les défendre et à ne pas traiter sans l'assentiment les uns des autres. La nouvelle ligue était ouverte aux

1. Mandement ou trésorerie de « Jorggen » de payer à Gerold Wain 100 livres tournois pour un voyage qu'il va faire de Fribourgheim en Allemagne vers les ducs de Bavière et landgrave de Hesse pour leur parler des luthériens, remplir une mission et prêter sa robe pour Fribourgheim 31 août 1531 B. H. *Papiers originaux* 304, il est en B. Cl. Arch. Roim. d. 1003, 1^{re} sous date, et Jean du Bellay à François de Montvilain, évêque d'Autun, 17 septembre 1531 ». Je m'acclama qu'en brief aurons response du voyage où M. Gerold est retourné : B. H. *Papiers* 716 f. 96. Cf. la réponse du duc de Bavière et du landgrave de Hesse aux demandes de Gerold Wain copie sans date Archives de Marbourg. *Mémoires de Martin du Bellay* p. 227. Il convient de remarquer que cette partie des *Mémoires de Martin du Bellay* est la reproduction à peu près textuelle d'un résumé rédigé par Guillaume lui-même, et dont une copie se trouve aux archives de Vézelay en des lettres originales, *Mémoires et documents* 722, f. 278 bis Cl. infra Vers IV chapitre VII § 2.

2. Voir les décisions prises le 26 septembre 1531 dans Wolff *Correspondenz und Aufzeichnungen zur Geschichte der politischen Verhältnisse der Herzoge Wilhelm und Ludwig von Bayern in den Quellen zur bayerischen und deutschen Geschichte* II, p. 131 Cl. — Stumpf, *Bayerns politische Geschichte*, I, p. 40-41.

3. Bismarck au landgrave de Hesse est daté du 26 septembre 1531 Archives de Marbourg.

4. Gerold Wain [ou landgrave de Hesse], Weimar, 4 octobre 1531 (copie), Archives de Marbourg.

5. Stumpf, *op. cit.*, p. 44-46.

rom d'Angleterre et de France s'ils désiraient y adhérer. Pour l'instant, on leur demandait surtout une aide en argent et le concours de leur diplomatie auprès des États voisins de l'Allemagne. François I^{er} touchait à ses fins : il avait fait subordonner les questions religieuses aux questions politiques et réussi à former une confédération de princes catholiques et protestants, animés de la même haine contre la maison d'Autriche, et placés sous la protection de la France. Le traité de Salsfeld marque le point de départ de la politique traditionnelle de nos rois en Allemagne : constituer une sorte de tiers-parti dont ils auront la direction et qu'ils emploieront, sous le couvert de défendre les libertés germaniques, à paralyser l'action des Empereurs.

Tandis que le landgrave de Hesse envoyait en Angleterre Nicolas Meyer, les ducs de Bavière dépêchaient à François I^{er} Bonnacorsi Gryn (Bonus Accursius Gryneus) pour lui faire part du traité de Salsfeld et des demandes des confédérés¹. Peu après, Guillaume de Furstenberg vint appuyer, au nom du landgrave, les sollicitations de Gryn. François I^{er} n'était plus tenu à la même réserve : Louise de Savoie était morte le 22 septembre, et l'autorité de Montmorency était de ce fait un peu ébranlée². De plus Charles-Quint annonçait sa résolution de passer en Allemagne et de là en Italie. Abandonner à eux-mêmes les princes allemands, c'était s'exposer à les voir se jeter aux pieds de l'Empereur et peut-être à les perdre sans retour. Le Roi répondit donc favorablement et promit d'envoyer en Allemagne un « homme bien instruit et informé de son vouloir et intention ». En attendant, il montrait par des actes que ses promesses n'étaient pas de vaines paroles. Grâce à sa diplomatie et à l'habileté de ses envoyés en Suisse, le duc de Sabaudie et l'évêque d'Avranches la paix fut rapidement conclue, le 20 novembre, à Bremgarten, entre les cantons catholiques et les cantons protestants³. Les intrigues impériales

1. Les ducs de Bavière à François I^{er}, Munich, 1^{er} novembre 1531, B. N., Clefroubeuil 334, f. 141 — Mandement au trésorier de l'Épargne, au date du 20 novembre 1531, de payer 200 livres tournois à Gervais Wain en récompense de son voyage en Allemagne, et 675 livres tournois à Bonnacorsi Grinoux, Arth. Nat., J 586, 3¹¹. Cf. *Mémoires de Martin du Bellay*, p. 287, et Janssen, *L'Allemagne et la Réforme* (trad. Paris), III, p. 269-270.

2. Voir Decrue, *op. cit.* p. 174, 176.

3. E. Reif, *Histoire de la représentation diplomatique de la France auprès des Cantons suisses*, I, p. 281-283-285. — A. Hyevoix, *François I^{er} et la première guerre de religion en Suisse 1536-1537* dans la *Revue des Questions Historiques* d'avril 1901. — Sur le contre coup de ce traité en Allemagne, voir H. Baumgarten, *Geschichte Karls V.*, III, p. 26 seqq.

n'eurent ainsi pas le temps d'aboutir et l'unité évangélique fut désormais assurée car les villes souabes qui jusqu'alors avaient été fidèles à Zwingli se détachèrent des cantons helvétiques pour se rapprocher des confédérés de Smalkalde. Aux états de Francfort, en décembre, elles furent admises dans la ligue et le parti des princes en fut d'autant fortifié.

Les princes attendaient de François I^{er} un appui non seulement diplomatique, mais aussi pécuniaire. Dans le traité de Smalkelde, on avait fixé à 300.000 florins la contribution de la France. Sur ce point, François I^{er} ne voulait prendre aucune décision sans consulter « son bon frère et ami » Henry VIII à qui les princes avaient d'ailleurs adressé une demande semblable. Or celui-ci avait des vues particulières. À la fin de décembre 1531, il envoya en France Gardiner, évêque de Winchester, pour s'entendre avec le roi de France sur la politique à suivre. Gardiner devait d'abord solliciter une intervention énergique de François I^{er} à Rome¹ auprès du Pape dans la question du divorce, puis l'amener à une alliance plus étroite avec l'Angleterre. Henry craignait de « ôter l'innocuité de Charles-Quint en fournissant de l'argent aux princes. Il fallait savoir quelle somme les princes seraient disposés à lui fournir, s'il était attaqué par l'Empereur. Moyennant une telle promesse et des garanties, il consentait à supporter des charges égales à celles de François I^{er}².

Celui-ci s'empresse d'écrire et de faire écrire au Pape pour le presser de donner à la question du divorce une solution favorable au roi d'Angleterre³. Mais les conditions auxquelles Henry subordonnait son concours pécuniaire lui paraissent exorbitantes. Gardiner, écrit-il à son ambassadeur à Londres La Pommerais, Gardiner tend seulement « à tâter de moy si j'ay riens diminué de l'assuyt⁴ que je lui ay porté et porte et tâche plus à venir à la fin à faire une ligue offensive que defensive, chose à quoy il ne seroit pas raisonnable que j'entrass⁵ ». En vain offre-t-il à Gardiner des propositions propres à rassurer son maître, on exigeait des

¹ Malgré la publication des épîtres favorables des Universités, Clément VII avait été Henry VIII à comparaître devant le tribunal de la Rote et manifestait l'intention de faire rigier définitivement l'affaire au Cour de Rome.

² Henry VIII à Gardiner, 12 janvier 1532, *Gardiner Letters and Papers*, V, n° 741.

³ Lettres adressées au Pape par François I^{er} (10 janvier 1532), le cardinal Duprat (15 janvier) et le cardinal de Gramont (8 janvier) publiées dans Remy, op. cit. pièces n° 1-3.

⁴ François I^{er} à Gilles de La Pommerais, 10 février 1532, B. N., fr. 4438, f. 13-15. Cf. La lettre du 26 janvier, ibid., 1. 11.

princes de solides garanties avant de livrer l'argent; ou encore Henry remettrait entre les mains du roi de France les 50 000 écus qu'il devait fournir et François I^{er} conduirait tout seul l'affaire, sous sa responsabilité. Gardiner répondit « assez mollement et froidement ». Il en revenait toujours à son traité d'alliance plus intime et s'en référait à son maître. Henry discutait les instructions dressées pour nos agents en Allemagne, voulait faire remplacer Langey, que François I^{er} désirait envoyer auprès des princes, par un personnage de moindre autorité et finalement rappelait Gardiner sans que rien eût été conclu (fin février) ¹.

Tous ces pourparlers stériles avaient pris du temps. Les princes s'impatientaient; ils multipliaient leurs requêtes et pressaient le Roi de tenir ses promesses. François I^{er} ne pouvait plus différer de répondre autrement que par de vaines paroles ², car l'Empereur était en route pour Ratisbonne où la diète allait s'ouvrir. Voyant qu'il n'obtenait rien de son « bon frère », il se décida à agir tout seul et au début de mars 1532, il fit partir Guillaume du Bellay.

II

La mission française comprenait Guillaume du Bellay, Gervais Wain et Gabriel Martelin, qui servait de truchement. Gervais Wain se rendrait à Munich où Langey viendrait le rejoindre après avoir passé par le landgrave de Hesse. Le 11 mars, Guillaume du Bellay reçut ses lettres de créance auprès de ce prince et, le 12, furent ordonnancées les dépenses de l'ambassade ³.

¹ Henry VIII à Gardiner, 16 février 1532, Gardiner, *op. cit.*, V, n° 807.

² François I^{er} au landgrave de Hesse, Amiens, 15 décembre 1531, dans Rommel, *Geschichte von Hessen*, IV, *Remarques*, p. 61. François I^{er} à La Pommeraye, 18 février B. N., fr. 4126, f. 48. Cf. B. N., ital. 1714, f. 155. « Aquista corte il popo mesel secreti del duca di Saxonia et altri Principi di Germania [...] quali offeriscono gente a questo Re se la Mesta Sua li vuol pergere aiuto di pagarme alcuna parte et esercitare con loro Principi contra l'Imperatore, ma questo cose possono senza resolutione perche ne si conclude il si, ne si li da alcuna negativa... ».

³ Mandement au trésorier de l'épargne de payer « à Guillaume du Bellay, sieur de Langey, l'un des gentilshommes de la Chambre. 2230 livres tournois données à Bonhomme Bonhomme, le 12 mars 1531/2, pour la despence de luy ses gens et de M^{rs} Gervais Wain et Gabriel Martelin, que le Roy luy a commandé mener avec luy en son voyage qu'il va présentement faire en certains lieux du pays d'Allemagne pour aucunes affaires de grande importance. » B. N., Clément-Bault 8215, f. 70. — Les lettres de créance sont reproduites, d'après les archives de Marbourg dans Rommel *op. cit.* V *Remarques* p. 59-60. — *Mémoires de Martin du Bellay*, p. 139, AB. 612, *Mémoires et documents*, 753, f. 130-131.

Les instructions de Langev portaient sur deux points¹ : il devait d'abord excuser les retards de François I^{er} : la cause en était la mauvaise santé de l'ambassadeur et surtout les procédés dilatoires de Henry VIII. La coopération du roi d'Angleterre était probable, mais si elle était défaut, François I^{er} n'était pas pour abandonner les princes allemands. Il était prêt à leur fournir des subsides, une somme dont le chiffre était à débattre, au cas où ils seraient attaqués, mais en ce cas seulement, car il ne voulait pas « que ces deniers fussent employés à l'offension ou invasion d'aucuns des confédérés et mesmement de l'Empereur ». Il promettait de faire pour le duc de Wurtemberg tout ce qui lui serait possible, « sans contrevenir aux traités ». Il attirait enfin leur attention sur les dangers qu'entraîneraient pour eux et pour la chrétienté en général leurs divisions religieuses. Langev avait chargé « de veoir et entendre quels moyens y pourroit avoir de mettre union en Germanie touchant le fait de la religion. » La tâche était d'autant plus difficile qu'il fallait agir sans violer ouvertement les clauses du traité de Cambrai relatives à l'Allemagne d'où cette politique d'entente, de concorde, et strictement défensive.

Elle coïncidait peu avec les vues du landgrave de Hesse, auprès de qui Langev se rendait tout d'abord. François I^{er} se refusait à faire de la question du Wurtemberg un *casus belli*. Philippe au contraire voulait en faire sortir la guerre, même au besoin une guerre immédiate. Il venait de communiquer au roi de France ses projets et ses conditions² : Il demandait l'alliance de l'Angleterre et de la France, de celle-ci tout au moins, à défaut d'alliance, un concours pécuniaire sous forme de subsides, de don ou même de prêt. Que François I^{er} réconciliât les ducs de Bavière avec l'Empereur et les décidât à coopérer, — et le landgrave s'attendait complaisamment sur les avantages que résulteraient de l'affaire et la Bavière et la France, — qu'ils donnaient le Roi 300.000 écus, les ducs autant ; avec 300.000 écus que lui Philippe ajouterait il entrerait aussitôt en campagne, sans se soucier si l'Empereur serait encore ou non en Allemagne. Au cas où le concours de la Bavière ferait défaut, il attendrait pour commencer la guerre l'éloignement de l'Empereur. Il était si bien décidé à aller de l'avant que ses agents devaient s'informer auprès de Lasko et le Turc, au cas où François I^{er} refuserait tout subside,

1. *Mémoires de Martin du Bellay*, p. 228-230. — Cf. Extrait des lettres de François I^{er} à La Pommeraye, sans date [mi-mars 1538], B. N., fr. 4216, f. 50.

2. Le landgrave de Hesse à François I^{er}, Cassel 23 mars 1538, dans Wille, *op. cit.*, p. 225-240.

ne pourrait pas avancer 300,000 écus. Partant il demandait une réponse nette : le roi de France acceptait-il, oui ou non, d'intervenir effectivement dans la question électorale et dans la question du Wurtemberg ?

Malgré la latitude que lui laissent ses instructions, Laughey ne pouvait répondre aussi catégoriquement que le désirait le landgrave. Avant de faire un pas décisif, il fallait connaître les dispositions des autres confédérés. Celles de la Saxe étaient toutes pacifiques. En plusieurs circonstances, l'électeur Jean avait manifesté ses tendances conciliatrices et son loyalisme à l'égard de l'Empereur. A Schweinfurt, où en ce moment même l'archevêque de Mayence et l'électeur palatin, délégués impériaux, tâchaient de s'entendre avec les protestants sur la question religieuse, les Saxons étaient d'avis d'accepter les propositions de Charles-Quint, tandis que les agents du landgrave élevaient des prétentions telles que les pourparlers rompus à Schweinfurt furent remis à se poursuivre un peu plus tard à Nuremberg¹. Quelque profit que le luthéranisme pût en retirer tout le premier, il ne fallait pas compter sur la Saxe pour déclencher, à propos du Wurtemberg ou même de l'élection de Ferdinand, une guerre en Allemagne.

L'attitude des ducs de Bavière était plus complexe. Sans doute ils n'avaient qu'un but : faire échec aux Habsbourg, paralyser l'action de Ferdinand dans l'Empire et provoquer une nouvelle élection du Roi des Romains. La question électorale pour eux primait toutes les autres. Mais le meilleur moyen de la résoudre ? Par la restauration d'Ulrich en Wurtemberg ? C'est la solution que le landgrave de Hesse préconisait ardemment, pour laquelle il sollicitait, sans se lasser, le concours des ducs. Mais leur vieille inimitié contre Ulrich subsistait toujours : tout au plus s'arrêtaient-ils consent à agir pour le fils d'Ulrich, Christophe. Mais leur idée était de ne pas séparer la question électorale de la question religieuse. Rarier, envenimer les dissensions religieuses, provoquer ainsi un bouleversement général ou semblerait le pouvoir de Ferdinand, peut être même celui de Charles-Quint, voilà ce qu'ils voulaient et voilà pourquoi ils détournent les protestants, d'accord avec le landgrave, d'ajouter foi aux concessions impériales, tandis qu'ils blâmaient Charles-Quint de sa tolérance pour les hérétiques et l'exhortaient aux pires rigueurs.

Les instructions de Laughey étaient trop vagues, ses offres trop

¹ Sur la réunion de Schweinfurt, voir 1) Wischmann, *Politische Correspondenz der Stadt Straßburg im Zeitalter der Reformation*, II, p. 103-104.

faibles pour donner aux alliés de Salsfeld l'unanimité de vues qui leur manquait encore : elles ne pouvaient être acceptées sans délais. Avant de se prononcer, les députés des princes se réunirent à Ronnebourg¹. On y approuva la déclaration présentée par le duc de Saxe contre l'élection de Ferdinand et on s'engagea à la soutenir à la diète. Faute de renseignements précis, on réserva la décision sur l'entrée dans la ligue de Jean Zapolya, le Roi de Hongrie; enfin on accorda sur les forces que les principaux membres de la ligue auraient respectivement à mettre sur pied, pour se défendre ou au cas d'attaque. Comme on voit, ce n'était pas un programme bien belliqueux, et capable d'empêcher Charles-Quint de dominer la diète qui s'était, le 17 avril, ouverte à Battenberg.

Si François I^{er} voulait faire échec à l'Empereur et assurer l'union des alliés de Salsfeld, il devait s'engager, plus avant. L'alliance plus étroite que La Pommeraye était en train de conclure avec Henry VIII le lui permettait. Les nouvelles qu'il recevait d'Allemagne lui interdisaient d'attendre davantage. L'ambassade de Lasko le décida tout à fait². Jean Zapolya sollicitait le concours de François I^{er} pour entrer en ligue avec les princes d'Allemagne. L'union étroite de tous les ennemis de Ferdinand et de Charles-Quint était trop dans l'intérêt du roi de France pour qu'il ne s'y employât point de toutes ses forces. Il fit passer à Zapolya de l'argent, lui fournit le moyen de s'en procurer en Allemagne et autant pour cela que pour disposer favorablement les princes allemands, envoya un agent spécial, Macault, à la suite de Lasko.

Tout en regagnant en toute hâte la Hongrie, ce dernier devait leur communiquer les nouvelles intentions du roi de France³.

1 Voir, sur la réunion de Ronnebourg, Stumpf, *op. cit.*, I, app. V, p. 30-31. — Bismarck, *op. cit.*, IV, Remarques, p. 63. — Muffet, *op. cit.*, IV, p. 313-316.

2 Lasko avait prevenu les ducs de Bavière de son voyage en France. Lettre aux ducs, de Turin, 16 mars 1532, dans Muffet, *op. cit.* IV, p. 106-107. Les ducs n'eurent pas le temps d'envoyer un agent et Lasko vint seul trouver le Roi à Caen. Il y arriva le 9 avril et se repartit en poste le 14. Sur les honneurs dont il fut l'objet et les commentaires que provoqua sa mission, voir les dépêches de l'ambassadeur vénitien à la Cour de France, 15 et 22 avril 1532, la lettre de François I^{er} à La Pommeraye 22 avril B. N. Ital. 1716, f. 320. 261-212. Cf. 422, f. 28 v. Cf. *Memoires de Martin du Bellay*, p. 329. Lasko emporta 10075 livres tournois dont le Roi lui fit don, partie pour une affaire secrète dont il fut chargé, partie comme indemnité de ses frais de voyage, qu'on a donné à Macault, à lui lui avoir 600 écus pour son voyage dans lequel il devait voir spécialement le landgrave de Hesse. B. N. Fr. 15.626, n° 126 et 127.

3 Lasko aux ducs de Bavière, de Gœmm, 1^{er} mai 1532, dans Muffet, *op. cit.*, IV, p. 316-317.

Elles étaient les plus propres à réunir dans une action commune les deux membres les plus actifs de la ligue, la Bavière et la Hesse. François I^{er} cédait sur la question de Wurtemberg : il y voyait la cause la plus juste d'une guerre contre la maison d'Autriche. Il engageait donc les ducs de Bavière à se réconcilier avec Ulrich, et s'il en était besoin, pour faciliter cette réconciliation, à recourir à l'arbitrage d'un prince chrétien. La guerre se ferait sous le nom du fils d'Ulrich, le jeune Christophe qu'ils devraient arracher aux mains de Ferdinand, et protéger comme leur neveu. Le moment le plus propice serait lorsque Charles-Quint aurait quitté l'Allemagne. Comme le désirait le landgrave, on ferait la guerre pour le Wurtemberg : mais en mettant en avant le jeune duc Christophe, protégé des ducs de Bavière, François I^{er} comptait décider ceux-ci et travailler pour eux. Pour gagner plus sûrement leur adhésion, il serait allé jusqu'à leur promettre son concours pour l'Empire.

L'entente était désormais plus facile. Minkwitz pour l'électeur de Saxe, Feig pour le landgrave, Weissenfelder et Gryn pour les ducs de Bavière, s'assemblèrent avec Guillaume du Bellay et Gervais Wain, près de Munich, au monastère de Scheyern ; et là le 26 mai, ils signèrent un traité d'assistance générale et d'appui¹. François I^{er} s'engageait à fournir, en vue de la guerre contre Ferdinand, 100.000 écus, en lieu sûr en Allemagne, contre une garantie suffisante. Le chiffre des troupes serait déterminé plus tard, avant trois mois, sauf pour ceux des alliés dont l'effectif avait été fixé à Königsberg. Les ducs de Bavière permutaient des levées de soldats dans leur pays et adhéraient au traité d'alliance entre la Hesse, la Saxe et le Danemark. Dans les délibérations qui suivirent, on promit un secours pécuniaire, le cas échéant à Jean Zapolya. Ainsi l'union se faisait plus intime et plus générale entre tous les ennemis de Charles-Quint et de Ferdinand. François I^{er} promettait une forte contribution en argent mais, outre qu'il espérait en partager le poids avec Henry VIII, il entendait ne livrer la somme que sous de solides cautions. Il comptait particulièrement sur la Bavière, qui sortait plus puissante d'un traité qui lui assurait l'alliance de la France et du Danemark. Le sacrifice de Scheyern ne lui paraissait pas trop pénible, si l'échec des projets de Charles-Quint devait en être le résultat².

1 Les pensions données par les ducs à Weissenfelder et à Rosenorn Gryn sont de 2500 et 1000 fl. s. Clairambault 734, f. 173-174. Dujoy 10, f. 7. — Le texte du traité est reproduit dans Stumpf, *op. cit.*, I, p. 98-100, et pièce vi. — *Mémoires de Martin du Bellay*, p. 248. A. N. é. r., *Mémoires et documents*, 732, I, 236.

2 Sur les négociations de Langoy, notamment avec la Bavière, voir ci-dessous.

L'Empereur poursuivait à ce moment un double but : à la diète de Ratisbonne¹, il demandait des secours pour repousser les Turcs en marche contre la Germanie, et, en fondant sur la péril lute, à l'assemblée de Nuremberg il essayait d'arriver à cette pacification religieuse dont les États faisaient une condition du vote des secours. Les agents français s'efforcèrent de contrecarrer ces plans. De Munich, Guillaume du Bellay dirigeait Macault, que François I^{er} avait envoyé à Nuremberg², et Dodieu de Vély, notre ambassadeur auprès de Charles à Ratisbonne. La politique française se confondait avec celle des ducs de Bavière, dont l'un, Guillaume, était resté à Munich. D'accord avec la Hesse, à Nuremberg, ils montraient l'ingratitude des concessions impériales et poussaient à l'intransigence. Sur ce point leurs manœuvres échouèrent. Le 23 juin, le paiz de Nuremberg fut conclu qui maintenait provisoirement, jusqu'au prochain concile, le *status quo* religieux et interdisait aux luthériens toute nouvelle propagande. La Saxe l'emportait sur la Hesse. L'empereur déjouait les plans des ducs de Bavière.

¹ *État de la correspondance de notre ambassadeur* : toutes nos deux parvenues deux lettres à lui adressées le 22 mai 1530 par François I^{er} et Montmorency. *AB des Allemagne* III : 114. Le même jour le Roi lui faisait expédier ainsi qu'à ses collaborateurs, 1200 livres tournois. *B. N., fr. 45 000, n° 134, Clairambault* 1215, f. 75.

² Sur la diète de Ratisbonne et les conférences de Nuremberg, cf. Jaume, *op. cit.* III p. 275-283. H. Baumgarten, *op. cit.* III p. 26-106. — Voir les fragments de lettres d'Alciandre, dans Lœcherer, *Monumenta Vaticana*, p. 109 sqq. et quelques renseignements émanant des agents français : Dodieu de Vély à Duprat, de Ratisbonne, 3 mars 1530, *Arch. Nat., J 305, 17^e* et les nouvelles venues d'Allemagne au milieu de mai, *B. N., Dupuy* 547, f. 74. On peut glaner encore quelques détails dans ses lettres de François I^{er} à La Pommeraye. *B. N., fr. 4426 f. 36* sqq.

³ Mandement à la Chambre des comptes d'allouer aux comptes de Guillaume Prafformans : receveur de l'Espagne 27 046 livres 15 sous 3 deniers tournois qu'il a payés à Octavien Grimaldi, qui s'est engagé à lui faire tenir avant le 31 juillet à Nuremberg à titulu Macauli, ambassadeur et secrétaire du Roi, envoyé en Allemagne « pour affaires secrets et de grand importance ». 7 juin 1530. *B. N., fr. 45 000, n° 136*. Le même jour, François I^{er} écrivait à La Pommeraye : « Je vous envoie le double d'un chiffre que Langoy a écrit à M. le Grand Maître, par lequel vous saurez amplement des nouvelles de l'Empereur et des affaires d'Allemagne et par là vous verrez comme l'argent que mon frere et moy envoyons en Allemagne n'est pas mal employé ». *B. N., fr. 4406, f. 76 v^e*. Cette somme arriva-t-elle trop tard ou les distributions des Français furent-elles moins abondantes qu'on n'avait espéré, toujours est-il que l'année suivante Grimaldi eut à restituer environ 34 000 livres qui étaient demeurées entre ses mains et sur cette somme 400 livres tournois furent allouées à Macauli. *Arch. Nat., J 305, (2^e sans date)*.

Il en fut de même à Ratibonue. Là le thème de l'opposition bavaroise était que l'invasion turque était imputable à l'hostilité de Ferdinand contre Zapolya : c'était une querelle autrichienne, dans laquelle les États de l'Empire n'avaient rien à voir. Au lieu de faire la guerre, il convenait plutôt de négocier avec le Turc, surtout de donner satisfaction au roi de Hongrie. Guillaume du Bellay développa cette idée dans une *Oraison* en latin dont la « translation » française nous a été conservée¹. Cette oraison, qu'il feint avoir été prononcée dans la diète en faveur de Zapolya, fut composée vers la fin du mois de mai. C'est une histoire de la Hongrie depuis la bataille de Mohacz et des rapports de Zapolya avec Ferdinand. Langrey y insère des documents, des lettres de Lasko pour montrer que tous les torts sont du côté des Impériaux. Quel est le but de Charles-Quint et de son frère ? Mettre aux prises les Allemands et les Turcs, puis forte de leur victoire, triompher des Allemands affaiblis. En passant, l'orateur instruit par l'homme qui sur cette matière lui a fait le bec, réfute les accusations lancées par l'Empereur contre François I^{er} et Henry VIII parce que ceux-ci avaient refusé de participer à la guerre contre le Turc. Moins d'un mois auparavant le 1^{er} juin à Gieszen il a rencontré Lasko, retour de France, qui se hâtait vers Jean Zapolya « pour l'exhorter et persuader de faire tout ce que possible lui seroit à divertir et empêcher ceste descente de Turc en Germanie ». Voilà pour cette comédie que Charles-Quint reprochait au Roi très-chrétien. Soliman ne s'est pas armé contre les Allemands, mais pour défendre son allié Zapolya contre les vexations de Ferdinand et de l'Empereur. Que ces vexations cessent et le Turc se retirera.

Les États de l'Empire auraient volontiers prêté l'oreille à ces objurgations des Bavarois appuyés des Français, mais il aurait fallu pour cela que l'approche du Turc ne vint pas fournir des arguments aux appels de Charles-Quint. Il était bien vrai, comme l'avancait Langrey, que Lasko avait charge de mettre tout en œuvre pour arrêter le Sultan². D'autre part François I^{er}, non content de faire agir Lasko et Zapolya, envoyait en ambassade spéciale auprès

1. « Translation d'une oraison faite en faveur du roy Jean de Hongrie de la guerre contre le Turc », imprimée à la suite de l'Épître de l'antiquité des Louans et de France, par Guillaume du Bellay, seigneur de Langrey. Paris. Vincent Serres, 1566, f. 64 r^o-77 v^o. Nous n'avons pas retrouvé l'original latin.

2. Cf. la correspondance de Lasko avec les ducs de Bavière en juin et juillet 1566, dans Müllert, op. cit., IV, p. 230-240.

de Soliman, et dans le même but, Antonio Rincon, l'intermédiaire des premières relations de la France avec la Hongrie et l'Empire ottoman. Malheureusement Rincon arriva trop tard. Soliman, déjà parvenu à Belgrade, ne voulut pas rebrousser chemin et les efforts de Rincon furent infructueux¹. Tous les discours, même ceux de Langey, ne pouvaient prévaloir contre le fait brutal de l'invasion de plus en plus menaçante. La paix religieuse de Nuremberg fut ratifiée par la diète et les secours votés durent être réunis pour le milieu du mois d'août. Mal servi par les circonstances, la politique française, malgré les efforts de Langey, n'avait pu empêcher l'Empereur d'arriver à ses fins.

III

En mars 1532, François I^{er} avait envoyé Guillaume du Bellay en Allemagne sans attendre le consentement de l'Angleterre ; mais il n'avait pas cessé de tenir Henry VIII au courant des faits et gestes de son agent. Les lettres de Langey étaient adressées en extraits ou en double à La Pommeraye, pour être communiquées au Roi². L'intimité entre les deux souverains devenait chaque jour plus étroite. En avril, un traité d'alliance défensive fut conclu, que La Pommeraye vint en mai soumettre à la ratification de François I^{er}³. Henry VIII promettait de coopérer en Allemagne ; c'est pourquoi Langey avait reçu l'ordre de se montrer plus conciliant. Lorsque le roi de France eut entre les mains le traité de Scheyern, en même temps qu'il envoyait en Germanie sa ratification il en expédia un double à « son bon frère »⁴. Bien que Henry VIII n'y fût pas expressément nommé, François ne doutait pas de le voir « aider à la contribution », suivant ses promesses. Il attendait la

¹ Charrière, *Négociations de la France avec le Levant*, I, p. 205 sqq.

² François I^{er} à La Pommeraye, B. N., fr 4125, fr 36-38 (lettres de juin-juillet).

³ Ce traité fut définitivement signé le 23 juin, Arch. Nat. J 651 n° 22 (orig.). Imprimé dans Camusat, *Mélanges historiques*, II, p. 84-85. — Darnaud, *Corps diplomatique*, IV, II, p. 83 — Rymer, *Fœdera*, IV, II, p. 171 — La Pommeraye quitta Londres dans les premiers jours de mai et ne fut de retour que vers le milieu de juin — Voir sur cette question V.-L. Bourrilly, *François I^{er} et Henry VIII, l'intervention de la France dans l'affaire du divorce*, dans la *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, I, 1899-1900, p. 271-284.

⁴ La ratification est du 2 juillet Archives de Marbourg — François I^{er} à La Pommeraye, 24 juin, 8 et 17 juillet, B. N., fr 4125, f. 37, 38, 39.

retour de Langey pour être fixé sur les conditions qu'il avait souscrites: dès qu'il les connaîtrait, il s'empreserait de lui en faire part.

Guillaume du Bellay vint rejoindre le Roi en Bretagne dans la dernière semaine de juillet. Quelques jours après, il repartait pour l'Angleterre afin de faire entendre à Henry VIII « plus au long et par le menu en quels termes et disposition sont les affaires du costé des Allemagnes... »¹. Il l'informerait de l'objet et du résultat de ses négociations et tâcherait d'obtenir la part de contribution qui incombait au roi d'Angleterre. Pour le rendre plus traitable, il était chargé de régler le programme de l'entrevue que les deux souverains devaient avoir bientôt à Boulogne et même d'y inviter officiellement Anne Boleyn.

Le 4 septembre, Langey était auprès de Henry VIII². L'invitation d'Anne transporta de joie son royal amant, à défaut de son entourage. L'entente fut facile sur les principaux points, et dès le 6 ou le 7, le programme de l'entrevue fut arrêté dans ses grandes lignes: il n'y manquait que quelques détails dont le règlement était réservé à Norfolk et à Montmorency³. Langey rencontra plus de résistance au sujet de la contribution. Henry VIII fit quelques objections et finalement remit à l'entrevue la conclusion sur ce sujet. Guillaume du Bellay s'empressa d'écrire à Gervais Wain, qu'il avait laissé à Munich, pour qu'il informât les ducs de l'entrevue prochaine et décidât les princes à y envoyer un agent spécial, bien instruit des affaires allemandes et chargé de compléter le traité par l'adjonction du roi d'Angleterre. C'était, assurait-il,

1. Français I^{er} à La Pomeraiie, Nantes, 18 août, B. N., fr. 4125, f. 42-44 — Le même jour il mandait au Trésorier de l'Épargne de payer à Langey 840 livres tournois pour son voyage B. N., fr. 15 628, or 196. Clairambault 1215, f. 20, et Arch. Nat. J 962, 4¹¹ — Dix jours auparavant il avait ordonné qu'on lui payât 373 livres 20 sous tournois « pour distribuer à certains prisonniers que le Roy ne veult estre nommés, lesquels il envoie en certains villages secrets dont il ne veult autre déclaration estre faite ». — Arch. Nat. *loc. cit.* B. N., fr. 43 898, n° 197. Il est probable qu'il s'agit d'agents secrets envoyés en Allemagne. — *Mémoires de Martin du Bellay*, p. 214. A. N. des., *Mémoires et documents*, 752, fr. 304 v.

2. Chopin à l'Empereur Londres, 3 septembre *Calendar of State Papers, Spanish (1531-1533)*, IV, n. n° 963. — Henry VIII à Montmorency, 9 septembre. B. N., fr. 3336, f. 2.

3. Copie d'une lettre écrite de Windsor, le 10 septembre [par Guillaume du Bellay et adressée à un personnage résidant à Lyon, probablement le sieur Théodore Trivulce], B. N., Dupuy 347, f. 131, publiée en dernier lieu par le P. Hamy, *op. cit.*, pièce n° 20. — Cf. le texte latin de l'ordre qui sera observé à l'entrevue. B. N., Dupuy 347, f. 160, fr. 3334, f. 56-57.

le désir même de Henry VIII il engageait cependant Gervais Wain à ne pas souffler mot de sa démarche. Il espérait que la présence à Boulogne d'un émissaire des princes empêcherait le roi d'Angleterre d'user de moyens dilatoires et le forcerait à fournir sa part de contribution ¹.

Dès le 11 septembre, Langey se remettait en route pour la France, emportant les articles du programme arrêté les jours précédents. Il devait hâter le départ de Montmorency, désigné pour diriger avec Norfolk les préparatifs de l'entrevue. Les deux souverains étaient aussi pressés l'un que l'autre de se rencontrer, Henry VIII pour être assuré du concours de la France dans l'affaire du divorce, François I^{er} pour être fixé sur la part que l'Angleterre comptait prendre aux affaires d'Allemagne. Les nouvelles reçues de ce pays étaient de plus en plus graves ² : d'abord on put craindre un choc terrible entre les chrétiens et les Turcs. Le 11 octobre, on sut que les Turcs étaient en retraite. Mais le pouvoir de Charles-Quint était renforcé d'autant et cela n'était pas moins dangereux pour les rois de France et d'Angleterre car on connaissait l'intention qu'avait l'Empereur de passer en Italie. Après avoir triomphé des Allemands, allait-il encore se rendre maître des Italiens ?

Les deux souverains se rencontrèrent le 20 octobre à Boulogne et les fêtes de l'entrevue se prolongèrent à Boulogne, puis à Calais jusqu'au 29 ³. Avec une foule de seigneurs, Langey y suivit le roi de France. Les négociations se mêlèrent aux réjouissances. L'objet officiel de l'entrevue était une entente contre le Turc : le 28 octobre, un traité fut signé qui répondait à cet ordre de préoccupations ⁴. Mais là n'était pas l'essentiel. La décision définitive sur les affaires d'Allemagne avait été remise à l'entrevue. La retraite des Turcs et le prochain départ de Charles-Quint rendaient moins périlleuse la situation des princes allemands. Ceux-ci

1. Guillaume du Bellay à Gervais Wain (entre le 8 et le 10 septembre). *Aff. Aff. Allemagne* 131 f. 100 sqq. — Le 4 juillet précédent François I^{er} avait fait parvenir à Gervais Wain 830 livres par l'intermédiaire de Gabriel Marcello. B. N. fr. 45.689 n° 125 et 179.

2. François I^{er} à La Pommeraye 13 et 20 septembre, 10 octobre, B. N. fr. 45.689, fr. 2, 67-68.

3. Pour le récit de ces fêtes, voir l'ouvrage déjà cité du P. Hamy et les documents publiés à la suite : menus, dépenses, listes des seigneurs anglais et français etc.

4. Le texte des conventions conclues le 28 octobre est reproduit par le P. Hamy, *op. cit.*, pièces n° 65-66.

d'ailleurs, malgré les prières de Langey et de Gervais Wain, n'avaient pas envoyé d'agent spécial à Boulogne : ils s'étaient contentés d'écrire une lettre d'appel, qui très probablement n'arriva pas à temps¹, et si Gervais Wain rejoignit le Roi à Calais, ce fut sans doute après que tout était déjà conclu. Henry VIII prit prétexte des nouvelles rectes de Germanie pour ne pas adhérer au traité et ne pas fournir sa part de contribution. Il conviendrait d'ajouter que ce refus trouva une sorte de compensation dans un présent de 300,000 écus d'or que le roi d'Angleterre accorda aux enfants de France. Cette somme devait être défalquée de la dette du roi de France qui était ainsi réduite d'autant. C'est tout ce que François I^{er} put obtenir.

Il est vrai que son attention, comme celle de « son bon frère » se portait plutôt sur l'Italie que sur l'Allemagne. Il était à craindre que le Pape, versatile de son naturel et mal disposé pour les rois de France et d'Angleterre, ne s'empressât de se rendre aux désirs de Charles-Quint. François I^{er} se voyait déjà l'Italie à jamais fermée; Henry VIII redoutait une condamnation formelle qui l'accuserait à l'humiliation d'une défaite ou aux risques d'un schisme. Il fallait avant tout gagner Clément VII, à tout le moins lui donner le courage de demeurer ferme en face de l'Empereur. Les deux souverains décidèrent donc d'envoyer auprès de lui les deux cardinaux de Tournon et de Gramont, avec des instructions où les promesses se mêlaient habilement aux menaces². Le roi de France pria le Saint Père de décider avec bienveillance sur l'affaire de Henry VIII. En cas d'un refus dont il lui faisait prévoir les conséquences désastreuses, il menaçait du concile général, d'une intervention armée en Italie et d'un embrasement universel en Allemagne. Clément VII se montrerait-il favorable? François I^{er} lui proposait une entrevue, son appui contre le concile, et pour la jeune Catherine de Médicis, nièce du Pape, son second fils Henri duc d'Orléans. Il supposait que Clément ne résisterait pas à ces promesses. Mais pour cela il fallait que le roi d'Angleterre ne fit rien pour mécontenter le Souverain Pontife, qu'il ne se livrât à aucun acte agressif et irréparable dans la question du divorce. Le succès des négociations était à ce prix.

1 Cette lettre, datée du 21 octobre, est reproduite par Charrière, op. cit., I, p. 231-232, d'après la copie conservée à la B. N., fr. 3006, f. 40. Cf. François I^{er} à Gervais Wain, d'Etaples, le 19 octobre 1532, B. N., fr. 3058, f. 47.

2 François I^{er} à l'évêque d'Auxerre, 31 octobre. — Instructions aux cardinaux de Tournon et de Gramont, 11 novembre, P. Hardy, op. cit., pièces n^{os} 75 et 76.

IV

Au retour de l'entrevue de Boulogne, Langey revint avec la Cour à Paris. Mais il n'y demeura pas longtemps : en février 1533, il repartait pour l'Angleterre en mission extraordinaire, sur la demande de Henry VIII.

Revenu dans sa capitale, Henry VIII avait tout d'abord observé une certaine réserve : il manifestait à l'égard de la reine Catherine un repentir trop imprévu pour être sincère, il entourait le nonce du Pape de Burgo, de toutes sortes de prévenances¹. Ce manège pouvait faire douter des véritables sentiments du prince, les faits le démentaient singulièrement. Anne Boleyn et son parti étaient de plus en plus puissants : au siège de Cantorbéry, la mort vacillant par la mort de Warham, c'était un des plus ardents partisans du divorce. Crommer, qui était promu. Bientôt même encouragés par les promesses et peut-être par certains conseils de François I^{er}, Henry et Anne s'unirent, vers le 25 janvier, par un mariage secret². Cela rendait d'autant plus urgente une solution officielle et favorable de la question du divorce. Or, le nonce promettait toujours Henry d'envoyer à Rome les pouvoirs nécessaires pour qu'on pût rendre enfin une sentence définitive. D'Italie peu ou pas de nouvelles. Sans doute Bonner avait écrit que l'entrevue de François I^{er} et du Pape, quoique leur union encore secrète, était accordée, et le roi d'Angleterre pouvait tout en espérer³. Mais Bonner venu sur ces entrefaites, lui apporte des propositions qu'il trouve fâcheuses⁴. Le Pape aurait à la rigueur accordé la réunion de ses légats avec les délégués de Henry dans une ville voisine de l'Angleterre, mais il se réservait le jugement définitif. Henry VIII vit là un nouveau moyen d'attente, et il était expédient d'aller vite. D'autre part, il n'aurait rien de bon, pour son affaire, de ce concile général que Clément VII n'en faisait l'intention de convoquer et pour lequel il réclamait une concourse : il différerait de jour en jour l'audience que le nonce sollicitait pour lui remettre l'appel du Pape. La solution de la question du divorce était donc nécessaire immédiate, et Henry

1. Chapuis à l'Empereur 3 janvier 3 et 15 février 1533, *Calendar of State Papers, Spanish, 1531-1533*, IV, n. n^{os} 1044, 1047 et 1048.

2. P. Friedmann, *Anne Boleyn*, I, p. 182-183.

3. Bonner à Henry VIII, 16 janvier 1533, *State Papers*, VII, p. 387-400.

4. Bonner à Bonnet, 21 janvier, *State Papers*, VII, p. 440-446. — Henry VIII à ses ambassadeurs à Rome, 20 janvier, *J. Gairdner Letters and Papers*, VI, n^o 102.

voyait s'éloigner la possibilité de l'obtenir à bref délai de la Curie romaine. Rompre avec Rome ? Le peuple anglais, même la noblesse, ne le désirait guère. Des troubles étaient à craindre. Pour comble d'embarras, la guerre venait d'éclater avec les Écossais. Les Anglais en étaient fort mécontents. Que serait-ce si à cette guerre avec l'Écosse, où l'on trouvait l'action des intrigues impériales, s'ajoutait une guerre avec Charles-Quint, si la rupture religieuse avec le Pape entraînait une rupture économique avec les Pays-Bas ? Très perplexe, Henry VIII voulut entretenir François I^{er} de la situation difficile où il se trouvait. En conséquence, il le pria « de lui envoyer un homme, auquel il peut déclarer privément, pour lui dire quelque chose qu'il ne voulait écrire ne pour l'heure encores communiquer à personne, sinon audit Roy son bon frère et au personnage fidelle qu'il choisiroit pour lui en porter la parole ¹. »

À la fin de janvier 1533, François I^{er} avait dépêché en Angleterre Jean de Dinteville, bailli de Troyes, pour remplacer le sieur de Montpesat ². Au reçu de la requête de Henry VIII, il le fit suivre de Langey ³. Celui-ci n'avait pas seulement pour charge de recueillir les confidences du roi d'Angleterre, il devait aussi lui exposer en détail la marche des négociations poursuivies par François I^{er} en Italie et en Allemagne et les résultats déjà obtenus. Pour l'Allemagne, Gervais Wain venait d'y être renvoyé afin de resserrer l'alliance entre les princes et le roi de France ⁴. Quant à l'Italie, Henry VIII avait déjà appris en gros, par le bailli de

1. *Mémoires de Martin du Bellay*, p. 353. — *AE. Sir, Mémoires et documents*, t. 2, f. 325-326.

2. Instruction à Jean de Dinteville, bailli de Troyes, 27 janvier, dans *Chatain*, op. cit., II, p. 4-6.

3. Mandement au trésorier de l'Épargne de payer « à Guillaume de Bellay, sieur de Langey l'un des gentilshommes de la Chambre du Roy 400 livres tournois, pour son voyage qu'il aida à lors faire de la ville de Paris en Angleterre jusqu'en lieu où sera le Roy audit pays, devers lequel le Roy l'envoie pour lui communiquer et conférer d'aucunes affaires d'importance sur lesquelles le Roy désire entendre son vouloir par ledit du Bellay que le Roy a chargé retourner à cette fin par lettre du 13 février 1533 (1533) ». B. N., Clairambault 1215, f. 71 ; fr. 15 624, n° 425.

4. Le 13 décembre, François I^{er} avait ordonné de payer à Gervais Wain 100 écus selon « sur les vacations et journées qui lui sont dues de plusieurs voyages par lui faits en Allemagne pour aucunes affaires secrètes dudit seigneur ». Arch. Nat., J 980, B¹. — Dans ce mandement non daté, mais de février 1533, il ordonnait de lui payer, outre 300 livres pour sa pension de 1531, 800 livres « tant sur ce qu'il lui peut être des ses voyages qu'il a par cy devant fait en Allemagne que pour celui qu'il va présentement faire parant de cette ville de Paris le vii^{me} jour de ce présent mois ». Arch. Nat., J 980, 6, f. 7, B. N., fr. 15 624, n° 428, 430.

Troyes, ce qui s'était passé à Bologne. Langey avait à insister particulièrement sur deux ou trois points. D'abord la réponse faite par François I^{er} au Pape sur le fait du concile. Le roi de France y mettait deux conditions : la première que le concile se réunît dans une ville où tous pussent se rendre, et si c'était en Italie, qu'il lui fût permis d'y aller en force ; la seconde qu'on n'y traitât que des questions intéressant la foi, sans y admettre de querelles particulières. Et ces deux conditions devaient suffire à retarder presque indéfiniment l'ouverture du concile. Ainsi, le péril que redoutait Henry VIII serait évité — et le Pape, dont on connaissait le peu de penchant pour le concile, ne leur en saurait pas mauvais gré, au contraire. Pour se concilier davantage encore Clément VII, les cardinaux de Tournon et de Gramont avaient conclu le mariage de sa nièce Catherine avec le second fils du Roi, Henri, duc d'Orléans. Henry VIII ne pouvait y trouver à redire, puisque le projet en avait été arrêté à l'entrevue de Boulogne. Le mariage serait effectué à la prochaine entrevue que François I^{er} aurait avec le Pape, vers le mois de mai, probablement à Nice. Le roi d'Angleterre en avait été déjà prévenu. Langey devait le prier d'y venir lui-même, à tout le moins d'y envoyer quelque personne sûre, car certainement on y pourrait prendre des décisions d'une importance capitale pour l'affaire du divorce, peut-être même arriver à une solution définitive et favorable, que Henry VIII se tranquilliserait donc et laissant à la France le soin de conduire les négociations. — Le plan de François I^{er} se dessinait clairement et, pour notre diplomatie, quelle victoire, si elle pouvait à la fois tenir le roi d'Angleterre, s'attacher les princes allemands et gagner le Souverain Pontife !

Après une traversée mouvementée par le fait de corsaires écossais qui lui donnèrent la chasse¹, Langey arriva à Londres, le 25 février. Il s'y trouva avec le lailli de Troyes, notre ambassadeur ordinaire, et Buenne de Laygues, seigneur de Beauvais, qui revenait d'une mission en Ecosse. Les trois représentants du roi de France furent accueillis avec la plus grande faveur par Henry VIII : ils furent invités le 25. jour de march-grau, à un banquet, où Anne mégeait à la place de la reine². Les jours suivants, jusqu'au der-

¹ *Mémoires de Martin du Bellay*, p. 254-265 — 19 *Œuvres*, *Mémoires et Documents*, 752, f. 320^{re}-321^{re}.

² Chapuis à l'Empereur 8 mars, *Calendar of State Papers, Spanish* 1531-1532, IV, n. n. 1065. — Guillaume du Bellay, *Jour du Historille et la sieur de Beauvais à François I^{er}*, Londres, 26 février, B. N. Dupuy 547, f. 200.

mier février, ils eurent de fréquents entretiens avec les membres du Conseil et avec le Roi. Henry VIII accepta tout d'abord de soumettre son différend avec les Écossais à la médiation de François I^{er}. Il le remercia de ses bons offices, sur lesquels le sieur de Beauvais le renseigna, et accepta le principe d'une entrevue avec le roi d'Écosse pour arriver à la paix. Il approuva également tout ce que Langoy avait à lui soumettre de la part de son maître. Bien que le mariage de Catherine de Médicis avec le duc d'Orléans lui parût « dispar et inéqu », il l'admettait en considération des avantages qu'en espérait François I^{er}. Quant à l'entrevue projetée du roi de France avec le Pape, il en était fort satisfait ; il promettait d'y envoyer un homme en qui il aurait « parfaite fiance », le duc de Norfolk, l'oncle, ou Thomas Boleyn, comte de Wiltshire, le père même de la favorite. Mais il désirait que François écrivît aux cardinaux de Tournon et de Gramont de « moyenner envers N. S. Père que cependant il ne innovast rien en son préjudice en ce qui touche son affaire ». Plus que jamais, pour Henry VIII, c'était là l'essentiel.

Ici se pose la question de savoir si le roi d'Angleterre révéla à Langoy son mariage secret du 25 janvier. Il ne nous paraît guère possible de répondre non, la lettre que Langoy, en compagnie du bailli de Troyes et du sieur de Beauvais, écrivit le 26 février, se termine par une phrase grosse de sous-entendus. « Et pour ce que nous Langoy et Beauvais espérons partir dedans trois ou quatre jours, aussi que pour les dangers qui sont présentement sur la mer, nos lettres pourroient estre destroussées et veues, il nous a semblé bon remettre le surplus à vous dire de bouche ». D'ailleurs, pourquoi Henry VIII aurait-il réclame l'envoi d'une personne sûre, sinon pour lui faire une communication de la plus haute importance ? Enfin le secret du mariage commençait à « en être plus un, Chapuis, toujours aux aguets, l'avait déjà pierce et Anne Boleyn, en présence de qui Langoy dina le 26 ne se gênait plus pour y faire des allusions sur le sens desquelles on ne pouvait se méprendre ¹. Il est certain que Langoy était au courant de tout lorsque, le 1^{er} mars, il quitta Londres ². Peut-être même Henry VIII s'était-il ouvert à lui d'un nouveau plan : faire décider l'affaire en Angleterre, et si le Pape ne se hâtait pas de prendre une résolution favorable, fort de la décision du clergé anglais, dont le nouveau chef,

¹ P. Fritzsche, *op. cit.*, t. I, p. 128-129.

² Les passeports pour Langoy et le sieur de Beauvais, délivrés le dernier février, furent validés le 1^{er} mars.

Cranmer, était acquis, appuyé sur le sentiment national qu'on tâcherait d'exciter contre Rome et l'Espagne, mettre l'Empereur et le Pape devant le fait accompli et procéder au couronnement de la nouvelle reine.

Le fait nouveau dont Henry VIII faisait part à son allié rendait plus urgente la solution définitive de l'affaire du divorce. Aboutir dans le plus bref délai, en exerçant une forte pression sur le Pape, soit à Rome, par l'intermédiaire des ambassadeurs de France et d'Angleterre, soit dans l'entrevue à condition qu'elle eût lieu bientôt, telle était la conclusion que Guillaume du Bellay rapportait de sa courte mission en Angleterre. L'ambassade de lord Rochford, frère d'Anne Boleyn, détaché en France quinze jours après, en réponse à celle de Langey, vint confirmer cette impression et mettre François I^{er} en demeure d'agir sans retard et sans faiblesse ¹.

V

Pour que le mariage de Henry VIII n'apportât point de complication dans les rapports entre la France, l'Angleterre et la Cour de Rome, il aurait fallu que l'entrevue de François I^{er} et de Clément VII se produisît au terme primitivement fixé, et qu'en attendant, le parti d'Anne Boleyn ne fît point d'éclat. Or ni l'une ni l'autre de ces deux conditions ne se réalisa. Dès le mois d'avril, lorsque Cranmer eut été élevé au siège primate de Cantorbéry, une assemblée du clergé se prononça pour Henry, les appels en Cour de Rome furent interdits. Le 28 mai, Cranmer déclara le mariage avec Anne valide et le 1^{er} juin la nouvelle reine fut solennellement couronnée ². — D'autre part sous différents prétextes, l'entrevue fut remise d'abord à mai, puis à l'été, enfin à l'automne de 1533. Henry VIII, suivant sa promesse, avait envoyé en France le duc de Norfolk avec une nombreuse suite ³. Mais le Pape ne pouvait fermer les yeux sur les événements

1. Les instructions à lord Rochford ont été imprimées dans les *State Papers*, VII, p. 427 seq., et réimprimées par le P. Hardy, *op. cit.*, pièce n° 85.

2. F. Friedmann, *op. cit.* I, p. 200-203.

3. Sur cette mission de Norfolk et le rôle à ce moment de l'évêque de Paris, voir le *Mémoire de Jean du Bellay* publié par le P. Hardy, *op. cit.*, pièce n° 114. Ce mémoire, rédigé par Jean à la requête de son frère Guillaume, était destiné à servir à la composition des *Ogdoas* de ce dernier. Cf. *infra*, livre IV, chapitre VII.

d'Angleterre. Le 21 juillet, il lance un bref d'excommunication contre Henry, Anne et Cranmer I. en résultat le rappel de Norfolk, que Jean du Bellay chargé de l'escorter essaya vainement de retenu. Henry VIII aurait même voulu que François I^{er} rompit son projet d'entrevue. Au moment où le roi de France se dirigeait sur Marseille, où il devait rencontrer le Pape, l'alliance anglaise était déjà compromise.

Le soin de suivre les négociations avec l'Angleterre, de faire prendre patience à Norfolk, puis d'éviter une rupture avec Henry VIII, avait été confié à Jean du Bellay. Depuis son retour d'Angleterre, Guillaume était resté à Paris, s'occupant de ses affaires personnelles, qui étaient toujours passablement embrouillées, et de celles de Jean qui ne valaient guère mieux. Il poursuivait, sans grand succès, le paiement d'un don de 14 000 livres que lui avait octroyé le Roi, et s'efforçant de tirer le meilleur parti possible d'une coupe de bois que son frère avait ordonnée¹. Il correspondait assidûment avec lui, lui transmettait les requêtes qu'on lui adressait. Mais il s'intéressait particulièrement aux affaires d'Allemagne dont lui rendait compte Gervais Wain, à peine revenu d'une mission nouvelle en Germanie² (juillet). François I^{er} avait recherché l'alliance des princes allemands concurrentement avec celle de Henry VIII. Maintenant que cette dernière faiblissait, il était d'autant plus nécessaire de fortifier l'autre.

La retraite des Turcs et le passage de Charles-Quint en Italie avaient changé les desseins de François I^{er} et les dispositions des princes allemands. Tout danger immédiat avait disparu le roi de France, qui avait envoyé Larnay en Bavière avec 30.000 écus, lui

1. Le 7 février, le Roi lui avait fait don de 2.000 livres tournois et le 14 février, de l'oublier qu'il lui avait octroyé par le décret de Louis de Camille. Arch. Nat., J 300, L 100^r, 26. Un peu plus tard le 14 juillet, il signait un acquit pour lui faire délivrer 14.000 livres, dont 2.000 représentaient le montant du don du 7 février et les 12.000 autres un nouveau don, et cela immédiatement, malgré les ordonnances contraires. Ibid. L 26, B N, Châtellain 728, L 200. La Chambre des comptes de Paris eut cependant des difficultés. Guillaume de Bellay à son frère Jean, Paris, 23 juillet 1533, B. N., Dupuy 200, f. 20.

2. Il s'agissait de faire rentrer Gervais Wain en possession de la somme que le Roi lui avait octroyée le 27 juin. 544 livres 5 sous tournois « faisant le portuel du 2400 livres 5 sous tournois, c'est à savoir 1000 livres pour sa vacation et dépenses de 279 journées par lui vacquées en deux voyages par lui faits de pays d'Allemagne, à raison de 7 livres par jour, et 300 livres 5 sous tournois pour son remboursement de 50 écus d'or soleil par lui destinés au paiement de certains voyages qu'il a fait faire pour le service dudit seigneur ». B N, fr. 15.000, n° 684. Arch. Nat., J 300, B. f. 100^r (sans date).

enjoignait de revenir avec cette somme.¹ Quant aux princes, les liens des traités de Smalfeld et de Scheyern qui les unissaient entre eux se relâchèrent bien vite, sous l'action des jalousies anciennes et des intérêts divergents. Entre le landgrave de Hesse et les ducs de Bavière, la division avait reparu. Philippe négociait avec Jean Zapolya, avec les états rhénans toujours en quête d'un bouleversement qui remettrait Ulrich en possession du Wurtemberg. Les ducs entretenaient l'opposition des protestants, sans cesser hardi pour parler avec l'Empereur et avec Ferdinand. La question électorale faisait les frais de ces intrigues contraires et stériles. La réunion de Cobourg (février 1533) où se trouvèrent les délégués de la Hesse, de la Saxe, de la Bavière, fit écarter autant leur désir de renverser Ferdinand que l'impuissance où ils étaient d'y parvenir.² L'union des princes se en allait en fumée.

C'est pour la maintenir et la faire aboutir qu'au début de 1533, François I^{er} dépêcha de nouveau Gervais Wain en Allomagne³. Chargé de réfuter les accusations calomnieuses répandues sur le compte du roi de France par les impériaux et de renseigner les princes sur la portée de l'entrevue de Bologne, Wain s'adressa successivement au landgrave de Hesse, à l'électeur de Saxe, aux ducs de Bavière. Ceux-ci mettaient à une rupture avec Ferdinand des conditions telles qu'ils en auraient laissé toutes les charges à la France. D'ailleurs ils ne voulaient agir en Wurtemberg qu'en faveur du jeune Christophe qui, après s'être enfui d'auprès de Charles-Quint, s'était réfugié chez eux. Il n'y avait pas à faire fond sur le nouveau duc de Saxe, Jean-Frédéric, aussi pacifique et aussi loyaliste que son père. Seul Philippe de Hesse était toujours tout feu tout flamme. La question électorale n'était plus capable de provoquer une guerre, il mettait en avant celle de Wurtemberg, qui y conduirait plus sûrement. Il fallait rétablir Ulrich, plutôt que Christophe, même dans l'intérêt des Baviérois. D'ailleurs le père rétabli, le fils le serait aussi. Gervais Wain entra dans les vues du landgrave. Interrogé si François I^{er} ne voudrait pas fournir quelque subside à Ulrich, il avoua être sans instruction

¹ Sur la mission d'Isseray, qui partit vers le 9 septembre, cf. le mandement en date du 8 novembre pour lui faire payer 400 denars, Arch. Nat., J 902, 3^{re}, les instructions datées du 9 septembre et les lettres de François I^{er} et de Montmorency des 30 septembre, 31 octobre, 1, 6 et 16 novembre. B. N., fr. 8287, f. 276-277, 304, f. 2, 3, 7; 20.202, f. 3; 2628, f. 143, 2628, f. 14.

² Mümpf., op. cit. I, p. 116-117.

³ Voir sur cette mission de Gervais Wain, Wille, op. cit., p. 25-26, 280-285, Mümpf., op. cit., p. 123-124.

sur ce point, mais ne lusa pas de donner bon espoir. Il fallait décider la Bavière. Philippe, bien pourvu d'argent par la France, agirait sans elle, au besoin. Avec elle, le succès serait foudroyant, et il accepterait que l'un des ducs devint roi des Romains.

Le landgrave de Hesse, l'électeur de Saxe, et les ducs de Bavière se réunirent à Nuremberg, au début d'avril, et y prirent des résolutions présumées et énergiques¹. La présence de Gervais Wain à ces conférences n'y fut certainement pas étrangère. Tout d'abord on y fixa les conditions selon lesquelles François I^{er} opérerait le versement de la contribution promise à Scheyern et les garanties que les princes devraient fournir : elle ne serait pas employée à d'autres usages que celui spécifié dans le traité et la somme n'était pas tout entière dépensée, le reste en serait rendu au roi de France, aux frais et risques des princes. Ensuite, un accord intervint, grâce aux efforts du landgrave, entre les ducs de Bavière et l'ancien duc de Wurtemberg : ils obtinrent la promesse que leur sœur Sabine, femme d'Ulrich, serait remise en possession de son douaire. Malgré l'abstention de l'électeur de Saxe, Philippe arrivait à ses fins et imposait son plan à la Bavière comme à la France : la question électorale, sur laquelle s'était faite l'alliance de Scheyern, était supplantée par la question du Wurtemberg, plus capable d'amener, par un bouleversement politique et religieux de l'Allemagne du sud, la ruine du pouvoir de Ferdinand et de Charles-Quint. On ne savait encore au juste si la récupération se ferait pour Ulrich ou pour son fils Christophe, mais on était fermement décidé à la tenter et l'on se servait pour cela de l'argent de la France.

Avant de se mettre en campagne, les princes allemands voulaient être assurés de deux choses : être en possession des subside promis par François I^{er} et se débarrasser de la Ligue souabe encore assez forte pour arrêter leurs projets sur le Wurtemberg. La Ligue souabe arrivait à son terme en 1533. Serait-elle renouvelée ? Si oui, comprendrait-elle encore le duché de Wurtemberg ? C'est ce qu'il importait avant tout d'éviter. Et pour cela le concours du roi de France ne pouvait manquer d'être utile. Pour l'obtenir et aussi pour notifier à ce prince les garanties qu'ils avaient décidé de lui donner touchant la contribution, ils lui envoyèrent en juillet, un agent bavarois, Bournemont Geyn. Celui-ci rejoignit François I^{er} à Toulouse, et reçut la promesse que prochainement

¹ Stamm, *op. cit.*, I, p. 121-122, et documents, ix, p. 46-48. — Jussen, *op. cit.*, III, p. 226-228. — Gervais Wain à François I^{er}, 17 mai 1533 (trad. anglaise, dans Gairdner, *Letters and Papers*, VI, n° 50).

serait dépêché un ambassadeur parfaitement instruit de tout ¹. Cet ambassadeur, le Roi le manda tout de suite auprès de lui : c'était Guillaume du Bellay.

1. *Mémoires de Martin du Bellay*, p. 256, 266-267 — Le 7 août, François I^{er} ordonna de payer à Gryn 676 livres tournois pour le dédommager des frais de son voyage. B. N., fr., 15 629, n° 649, Arch. Nat., J 960, f. 125v^o. — Stempf, *op. cit.*, I, p. 140-150.

CHAPITRE DEUXIÈME

LA DISSOLUTION DE LA LIGUE SOUABE. L'AFFAIRE DU WURTEMBERG.

(novembre 1533-juin 1534)

I

Dès que sa mission eut été décidée, Guillaume du Bellay fit ses préparatifs¹. Mais son départ fut remis après l'entrevue de Marseille à laquelle il assista, ainsi que son frère l'évêque de Paris. Il y joua un rôle moins en vue que celui-ci : il servit simplement d'intermédiaire entre le Roi et certains Italiens déjà clients de la France ou désireux de le devenir². Il fut aussi chargé de s'entremettre dans l'affaire du divorce de Henry VIII, dont le règlement devait être une des grosses questions à débattre entre François I^{er} et Clément VII.

Après avoir rappelé Norfolk, le roi d'Angleterre avait consenti à dépêcher Gardiner, évêque de Winchester, pour solliciter du Pape le retrait de l'excommunication du 11 juillet précédent et une décision définitive et favorable. Clément VII répondit par un refus poli, mais catégorique. Cependant, à la requête de François I^{er}, il consentit à faire de nouvelles propositions soumettre de nouveau l'affaire à une commission siégeant à Avignon et composée d'un Français et d'un délégué pontifical : Henry VIII donnerait pleins pouvoirs à ces commissaires et s'engagerait à se soumettre à leur décision. Ce sont ces propositions que Guillaume du Bellay communiqua à Gardiner, le

1. Le 5 septembre, Henry VIII lui permit de tirer de son royaume 10 chevaux. J. Gardiner, *Letters and Papers*, VI, n° 1195.

2. C'est ainsi qu'il avança 47 livres 10 sous dont le Roi avait fait don à un certain Francisque Frenchini, orateur italien, il en fut remboursé par un mandement au trésorier de l'Épargne en date du 13 novembre suivant. B. N., fr. 15,629, n° 629.

24 octobre, et comme ce dernier déclarait n'avoir aucune instruction sur ce point, le sire de Langey obtint qu'un courrier serait envoyé en toute hâte vers Henry VIII pour savoir sa volonté¹. En attendant, fut célébré le mariage de Catherine de Médicis avec le duc d'Orléans (27-28 octobre). On discute les bases d'un accord en vue de la reconquête du Milanais qui plus que jamais était l'objectif principal de la politique française². Dans ces négociations, qui alternèrent avec les fêtes pendant près d'un mois et que Langey suivit attentivement il fut aussi beaucoup question des affaires religieuses, en particulier du concile, dont Clément VII ne voulait à aucun prix. Peut-être à ce propos adopta-t-on la ligne de conduite que les agents français auraient à tenir en Allemagne. Sur ces entrefaites arriva la réponse de Henry VIII. Furieux de voir ses premières demandes repoussées, le roi d'Angleterre rejetait les dernières propositions du Pape et faisait appel au concile général. Cet appel fut signifié brutalement le 7 novembre³. Cette fois c'était bien, semblait-il, la rupture définitive entre l'Angleterre et la Cour de Rome. François I^{er} cependant tenait trop, au moment où il venait de s'assurer l'alliance du Pape, à conserver aussi celle de Henry VIII pour ne pas tenter un dernier effort auprès de son « bon frère » et ne pas tâcher encore une fois de « rhabiller » les choses. Dans ce but, il envoya Jean du Bellay en Angleterre⁴, tandis que Guillaume du Bellay se rendait auprès des princes d'Allemagne, dont le concours importait davantage à mesure que l'accord franco-anglais devenait moins étroit et moins sûr.

Une double raison avait déterminé l'envoi du sire de Langey : d'abord la mission de Grin et la question de la contribution promise aux princes par François I^{er}, ensuite l'appel insistant et réitéré de Christophe de Wurtemberg. Le 31 juillet 1533, le jeune duc Christophe, qui s'était réfugié à la Cour de Bavière, avait, dans une longue lettre, sommé les États de la Ligue souabe de le remettre en possession de ses biens usurpés et de lui faire droit.

1. J. Gardiner, *Letters and Papers*, VI, n° 470. P. Friedmann, *op. cit.*, I, p. 267-267.

2. Cf. Collection des Documents inédits, *Mélanges*, III, p. 315-318. Le projet de traité secret est écrit de la propre main de François I^{er} — Le P. Hamy, *op. cit.*, a reproduit ces documents, pièces n° 764d et 764e.

3. Gardiner et Bouquet à Henry VIII, dans le P. Hamy *op. cit.*, n° 156-177.

4. La minute des instructions données à Jean du Bellay (avec corrections de celui-ci) est à la B. N. Dupuy 121, f. 36 seq. — Ces instructions ont été imprimées par l'abbé Le Grand, *op. cit.*, III, p. 571-588, et le P. Hamy, *op. cit.*, pièce n° 115 (d'après une copie du ms. B. N. 22.515, f. 26-26).

Ferdinand avait consenti à lui donner un sauf-conduit pour venir exposer et défendre sa cause devant la diète des états de la Ligue définitivement convoquée à Augsbourg pour le mois de décembre. Christophe invoqua l'appui, au moins moral, de tous les princes que la justice de sa cause ou la haine des Habsbourg rangeait de son côté. Il s'adressa au roi de France, et les ducs de Bavière appuyèrent sa demande¹. Après avoir un peu tergiversé pour sauver les apparences et respecter au moins la lettre des traités qui le liaient avec l'empereur, François I^{er} accepta de favoriser la cause des ducs de Wurtemberg Ulrich et Christophe et promit de donner à Guillaume du Bellay des instructions en ce sens.

Les instructions furent élaborées tout de suite après que l'entrevue de Marseille eut pris fin dans un conseil étroit qui se tint à Avignon le 16 novembre². Elles portaient sur trois points principaux³. Le premier lieu Guillaume du Bellay devait s'efforcer d'obtenir des princes des garanties suffisantes pour la consignation royale, pour que le Roi ne fût pas seul à supporter les frais de l'opération et ne fût pas un marche de dupes. Il spécifierait bien que les deniers du Roi « ne pourroient estre employez à l'invasion d'aucun, ains seulement à la defence des anciens us, observances et privilèges de l'Empire ». La politique de François I^{er} « affirmait toujours comme strictement défensive ; mais il était facile de la transformer, sous couleur de repousser ou de prévenir toute atteinte aux « libertés germaniques », en une politique réellement offensive.

1. Wille, *op. cit.*, p. 120. — Dès le courant de septembre, François I^{er} reçut des nouvelles d'Allemagne par l'intermédiaire d'un ami du comte Guillaume de Furstberg, le capitaine Claude Walley, auquel il fit remettre, le 16 septembre, 600 livres tournois « pour luy ayder à supporter les frais d'un voyage qu'il est venu faire du pays d'Allemagne devers luy, seigneur luy apporter lettres de révérences d'aucuns princes et seigneurs dudit pays ». B. N., fr. 15 020, n° 666. — La même jour François I^{er} confiait à ce Walley une lettre de remerciements pour Strasbourg. O. Winkelmann, *Politische Correspondenz*, II, p. 190.

2. Mandement au trésorier de l'Épargne en date du 16 novembre de payer à Guillaume du Bellay 1.200 livres tournois « pour un voyage qu'il va présentement faire en Allemagne partant d'Avignon le six de ce présent mois de novembre, où il pourra rassembler trois mois entiers à raison de six cents d'or soleil valant une livre tournois par chacun mois ; à luy un cent d'or soleil que le Roy a ordonné estre mis en ses mains pour luy en faire délivrer à M^{re} Gervais Wals, pour semblable voyage qu'il doit faire vers le duc de Longwy où il pourra rassembler trois mois entiers à raison de six cents soleil pour chacun d'eux ». Arch. Nat., J 864, f. 10. — B. N., Clémentine 4213, f. 71v. — *Mémoires de Martin du Bellay*, p. 285.

3. Pourvoi déposé à l'édiction du Bellay auprès du bailliage de Henon, Avignon 16 novembre. Archives de Strasbourg. — *Mémoires de Martin*, p. 285.

L'affaire du Wurtemberg en particulier était merveilleusement propre à ménager cette volte-face. Guillaume du Bellay fut donc chargé « de faire pour la restitution de ces ducs [Ulrich et Christophe] entièrement tout ce qu'il pourroit faire avec suffisamment couloirée couverture et sans ouvertement contrevenir aux textes des traittes et convenances ». On arrêta les grandes lignes des déclarations qu'il devait faire au nom de son maître, et on laissa à son habileté le soin de tirer le meilleur parti possible de la situation et des circonstances ¹. Le succès dépendait entièrement de la dissolution de la Ligue de Souabe, devenue entre les mains des Habsbourg l'instrument de leur domination dans l'Allemagne du Sud. Tant que cette Ligue subsisterait intacte, tout espoir, pour les ducs, de reprendre le Wurtemberg, devait être ajourné. Langey reçut en conséquences l'ordre « sur toutes choses, d'essayer tous les moyens possibles à faire que ceste Ligue de Suave ne se renouvast, mais que de tous poynts elle se dissolust. » Les instructions orales, par lesquelles furent expliquées et complétées les instructions écrites, insistèrent sur l'importance toute spéciale de ce dernier point. Tout le reste y était subordonné, et Langey fut autorisé à « lâcher la bride » sur les garanties de la contribution, à se montrer constant sur la question de Wurtemberg, à il parvenait ainsi à se débarrasser de la Ligue souabe. On estimait que sa mission serait achevée en trois mois : en réalité elle en dura plus de six.

II

Guillaume du Bellay devait être rejoint en Allemagne par Gervais Wain, alors à Paris. Il passa par Lyon et la Suisse. À Solure, à Bade, en même temps qu'il recueillait tous les renseignements propres à l'éclairer sur l'état des affaires en Germanie, il s'efforçait de donner satisfaction à Messieurs des Ligues et les tranquillisait sur la portée de l'entrevue de Marseille. Cela ne faisait pas proprement partie de sa charge, mais il savait trop de quel prix était pour son maître l'appui des Cantons, pour ne pas tâcher de son propre mouvement, de le lui conserver ².

1. « Advertaria seu instructiones eorum que Rex Christianissimus a Gulielmo Bellio Langii domino exposi vult ex mandato suo in conventu locuti federis Suevici ». Archives de Marbourg.

2. Guillaume du Bellay à François I^{er} et Montmorency, Augsbourg, 2 décembre 1570. *AB. éir., Allemagne*. III f. 11v^o, 12v^o, 13. — Sur le mécontentement des Suèves à cette égard voir Herminard *Correspondance des Réformateurs dans les pays de langue française*, III, n^o 423.

Il se rendit de là à Munich auprès des ducs Guillaume et Louis de Bavière, entre les mains de qui le Roi avait convenu de consigner les 100.000 écus. Il développa les conditions auxquelles les ducs auraient à souscrire dans leur obligation ¹. D'abord le temps — quinze mois, — au bout duquel, si l'occasion pour laquelle se faisait la consignation ne survenait pas, il faudrait restituer tout ou partie de la somme ; en second lieu, les ducs et les autres confédérés devraient être caution de ladite somme « tant les uns pour les autres que pour celui qu'ils choisiraient pour recevoir la consignation » ; de plus, ils auraient à s'engager « sous les censures apostoliques » ; enfin, chacun des alliés consignerait en même temps que le roi de France la somme qui représentait sa quote-part dans l'entreprise. Les ducs de Bavière ne laissèrent pas de trouver ces conditions un peu dures. Ils acceptaient sans difficulté les censures apostoliques et les cautions réciproques entre les alliés. Mais le terme maximum de quinze mois leur paraissait trop rapproché, et ils voyaient de grandes difficultés, bien plus un véritable danger à la consignation simultanée, en un même lieu, de toute les alliés : le mouvement d'argent qui en résulterait ne manquerait pas de donner l'éveil, après avoir fourni leur quote-part, certains pourraient être pris au dépourvu et accablés par les Impériaux avant d'avoir reçu le moindre secours. Il était donc préférable que chacun gardât la somme qu'il devait consacrer à l'œuvre commune : cette procédure n'était pas contraire à l'esprit du traité de Schevern, car si les confédérés avaient demandé à François I^{er} de consigner 100.000 écus en Allemagne, c'était non par défiance contre le Roi, encore moins par désir de mettre à son compte tous les frais, mais seulement par mesure de sécurité, pour se prémunir contre une attaque soudaine et les hasards du chemin qui pourraient, en cas de guerre, empêcher François I^{er} de secourir ses amis, les princes allemands. Tel était du moins l'avis des ducs de Bavière qui s'en informèrent, à ce propos, du concours qu'on pouvait attendre de Henry VIII. Après ce qui s'était passé à Marseille la participation du roi d'Angleterre était plus que jamais problématique. Langey se contenta de répondre en quelques termes vagues qui laissaient encore tout espérer et se mit en route pour Augsbourg où il devait trouver, avec le docteur Eck, chancelier des ducs, les délégués des autres princes alliés, « assistants » du duc Christophe à la diète de la

1. Lettres du 11 décembre, citées à la note précédente. *ibid.*, f. 16-17

Ligue souabe. Les pourparlers de Munich n'étaient qu'un préliminaire, à Augsbourg se prendrait la conclusion définitive.

Guillaume du Bellay fit son entrée dans Augsbourg le 8 décembre. Les délégués lui adressèrent les mêmes objections que les ducs de Bavière. De plus, en leur qualité de protestants, ils refusèrent de s'engager sous les censures apostoliques. Eck en prit prétexte pour réclamer que ses maîtres en fussent aussi dispensés, car il n'était pas raisonnable qu'on se défilât d'eux plus « que des autres, qui ne sont ne si voisins, ne si solvables ». Ces objections, Langey les trouvait assez fondées et inclinait visiblement à les accepter. Cependant, pour se conformer à ses instructions et aussi pour gagner du temps, il en fit part au Roi, lui demandant son avis, tout en lui conseillant de céder. François I^{er} n'aurait aucune garantie de plus « exiger la soumission aux censures et le dépôt par chacun des allies de sa quote-part, il gagnerait, au contraire, à se montrer conciliant. » En lâchant la bride », on pourrait plus facilement déclier à l'action la Bavière qui allait mollement en besogne¹.

Les pourparlers se poursuivirent durant tout le mois de décembre et la première semaine de janvier². Les choses se passaient comme Langey l'avait cru. Les ducs de Bavière, émus d'ailleurs par des bruits alarmants soi-disant venus de la Cour de France, commençaient à douter de la sincérité de François I^{er}. Ils flottait entre les desirs les plus contradictoires, et pour se montrer intraitable sur la question de la consécration, Guillaume du Bellay se voyait exposé à ne rien obtenir sur la question du Wurtemberg. Peut-être s'exagérait-il le danger et la résistance de la Bavière. Quoi qu'il en soit, il se décida à faire les concessions qu'il croyait indispensables et qu'il eut ensuite l'habileté de rendre à peu près vaines³.

Le roi de France s'engageait à supporter le tiers des dépenses de la guerre, si elle se produisait. Le délai maximum pour l'emploi était porté de quinze à dix-huit mois, et le chiffre des assaillants ou combattants soldés par les deniers royaux était ramené de 10 ou 12.000 qu'il était d'abord, à 8 ou 10.000 seulement.

1 Guillaume du Bellay à François I^{er} et à Montmorency, 26 décembre 1533. *Aff. étr. Allemagne*, III, f. 28-29.

2 Guillaume du Bellay à Montmorency 13 janvier 1534. *Aff. étr. Allemagne*, III, f. 41.

3 François I^{er} à Guillaume du Bellay Dijon, 6 janvier 1534 ; Guillaume du Bellay à François I^{er} Augsbourg 18 janvier 1534. *Aff. étr. Allemagne*, II, f. 42, 44-47.

L'électeur de Saxe et le landgrave de Hesse étaient dispensés des censures apostoliques. Les allies n'auraient pas à consigner leur quote-part au moment où le Roi consignerait la sienne, et ils s'engageaient seulement pour leur part et non, comme l'aurait désiré François I^{er}, pour la somme totale. Ces concessions n'étaient pas précisément du goût de François I^{er}. Langey les défendit en expliquant qu'elles devaient amener Eck à « franchir le saut ». Il réussit à faire insérer dans le traité définitif des garanties nouvelles ¹. Tout d'abord les ducs de Bavière se substituaient aux autres princes pour consigner la part qui devait être fournie par les coalisés soit au total 200.000 écus. Bien que la consignation du roi de France se fit à Munich, entre les mains des ducs, les autres princes coalisés furent faits « respondans » pour les lacs. Enfin il était dit que cette somme devait être exclusivement employée pour la défense des Libertés germaniques mais on prévoyait le cas où il faudrait engager la guerre « pour le recouvrement des droits de l'Empire ». Ceci était une allusion à l'affaire du Wurtemberg, en vue de laquelle la consignation était faite. C'était le moyen d'entraîner malgré lui, le duc de Saxe invinciblement hostile à toute idée de guerre offensive. A ces conditions, le traité définitif fut signé à Augsbourg le 28 janvier ². Une semaine après, le 6 février, les ducs de Bavière signaient une reconnaissance aux termes de laquelle ils affirmaient avoir entre les mains les 200.000 écus qu'eux-mêmes et leurs alliés allemands devaient fournir, promettaient d'employer la somme totale suivant les conventions des traités précédents et en prenaient l'engagement sous les censures apostoliques ³.

III

« La Ligue est rompue et le traité signé », écrit triomphalement au Roi, le 6 février, Guillaume du Bellay, montrant ainsi l'étroite connexion des pourparlers relatifs à la consignation, avec les négociations destinées à dissoudre la ligue de Souabe. Langey avait fait quelques concessions pour faciliter cette rupture. Par l'un et l'autre moyen, en préparant l'offensive et en ruinant la

¹ Guillaume du Bellay à François I^{er}, Augsbourg, 6 février 1534, *AM. etr. Allemagne*, III, f. 30-31.

² Le texte du traité du 28 janvier est reproduit dans Stumpf, *op. cit.*, document n° xiii, p. 55-61.

³ Une copie collationnée de cette reconnaissance est B. N., fr. 4050, f. 70.

défensive, il assurait le succès des ducs de Wurtemberg et, par contre-coup, la victoire de François I^{er} sur Charles-Quint et Ferdinand. Pour être menée à bonne fin, l'affaire du Wurtemberg et de la Ligue souabe lui donna plus d'inquiétude et lui demanda plus d'efforts que la conclusion du traité du 18 janvier. C'était la partie la plus importante de sa mission, et aussi la plus délicate.

Le jeune duc Christophe avait fait son entrée dans Augsbourg le 27 novembre, et avait bientôt paru, escorté de tous ses « assistants »¹. Il avait fait sonner bien haut l'appui que François I^{er} lui avait promis, trop haut même, car les Impériaux ne pouvaient manquer de voir dans cet appui une violation du traité de Cambrai. Aussi, Langoy était-il tenu à la plus grande réserve. Dès son arrivée à Augsbourg, il prit une attitude d'arbitre, affectant la plus stricte impartialité². Sous prétexte qu'il n'entendait pas l'allemand, il se dispensa d'assister à la réunion du 9 décembre, où Christophe et ses conseillers adoptèrent leur plan d'action, et le texte des réclamations à soumettre à la diète. Le lendemain, il les laissa paraître devant l'assemblée des états et n'y fit son entrée qu'environ une demi-heure après, pour bien marquer la sorte d'assistance que son maître entendait offrir aux ducs de Wurtemberg. Requis de parler le premier, il prononça un grand discours dont l'éloquence un peu déclamatoire enveloppait la plus profonde habileté³.

Il exposa dans quelles circonstances et pour quelles raisons personnelles et générales son maître avait répondu à l'appel de Christophe. François I^{er} avait hésité longtemps, partagé entre le désir de secourir un prince faible, malheureux, innocent, et la crainte d'offenser l'Empereur, son frère Ferdinand et tous les États de la Ligue souabe. Ce qui l'avait décidé, c'était la nouvelle que la diète d'Augsbourg avait été convoquée par Ferdinand pour rendre justice à Christophe. Langoy félicitait donc Ferdinand et les États « de leur saint conseil et juste délibération, dont leur revenait et à jamais demoureroit une gloire perpétuelle et immortelle, assez plus grande et recommandable et plus à eux propre et particulière que n'est la gloire de mille batailles victorieuses et

¹ *Mémoires de Martin du Bellay*, p. 221-222, 223. Martin dit par erreur le 25) — Wille, *op. cit.*, p. 127.

² Guillaume du Bellay à François I^{er}, Augsbourg, 8 décembre 1532, *AE des. Allemagne*, III, I, 10-11.

³ Guillaume du Bellay à François I^{er}, Augsbourg, 11 décembre, *ibid.*, I, 16v-17 — *Mémoires de Martin du Bellay*, p. 221-224 — Heyd, *Ulrich, Herzog zu Württemberg*, II, p. 117-121.

conquêtes. » Continuant à les congratuler au lieu de les requérir, il les pria de persister dans leurs bonnes intentions, de restituer à Christophe les places de Tubingue et de Neyff qu'il réclamait en vertu du traité de 1519. « Quant à la duché en général, puisque en la chaleur de l'exécution rigoureuse de leur plus sévère justice ils avoient réservé le droit à qui appartenir devoit, ils ne pouvoient se devoient ceste sentence révoquer, n'y étant nouvelle coupe intervenue. A ceste cause voyans devant eulx ledict seigneur duc Christophe tant pour luy que pour son père les suppliant et humblement que non seulement les hommes luy assistans, mais les parols mesmes privies de paroles sembloient, par maistré de dire, se incliner et condescendre à sa règle, ils devoient penser et regarder l'exemple et conséquence à l'advenir de ce fait touchant à tous et chascun d'eulx et à leur postérité à jamais ». Qu'ils fissent un retour sur eux-mêmes; qu'ils jugeassent comme ils voudraient eux-mêmes être jugés. La justice, l'intérêt commandoient la clémence. Pour finir, si les prières et le concours du Roi son maître « pouvoient quelque chose adjouster à leur bonne et sainte délibération », il avoit l'ordre de s'y employer de toutes ses forces, comme on pouvoit l'espérer d'un prince « amy de la paix et cherchant l'accord et pacification de ses allies. » Sur ces mots, Langey remit ses lettres de créance, et après qu'au nom de Christophe un docteur eut exposé en détail sa requête, il se retira pour permettre aux États de délibérer mûrement.

Le discours de Guillaume de Bellay produisit une impression très vive et les États en demandèrent une reproduction par écrit. Langey se contenta de leur en adresser un résumé, qui se répandit avec rapidité. Christophe s'en montra très satisfait. La question de la restitution du Wurtemberg à ses ducs était posée, il fallait la résoudre, c'est-à-dire dissoudre la Ligue de Souabe ou la modifier de telle sorte qu'elle échappât à l'influence des Habsbourg et qu'elle ne comprît plus le Wurtemberg.

Langey encouragea Christophe à réclamer les places de Tubingue et de Neyff qui lui étaient dues aux termes du traité de 1519 et à n'accepter de Ferdinand aucune compensation¹. Les Impériaux lui proposèrent successivement le comté de Cilli, en Styrie, dans le voisinage de l'empire turc; puis Steyer, près de Vienne,

1. Guillaume de Bellay à François I^{er}, 24 décembre, B. N., fr. 3108, f. 48-50. C'est le débiffrément de la dépêche dont le minute est en copie dans le manuscrit des archives des AS de l'Allemagne, III f. 81v^o 26 (à la date du 16 décembre); du même au même, 25 décembre, ibid., f. 77 — Cf. Heyd, op. cit., II p. 421-422.

puis Kuentz dans le Tyrol, Goerts, Volkerodorf, Freymstadt, dans les États autrichiens. Leur désir était simple d'éloigner Christophe de ses domaines patrimoniaux et de l'établir à proximité et à mi-ers de l'Autriche. Christophe refusa et persista dans ses demandes primitives, réclamant avec énergie ce qu'il estimait son droit. Sollicité par les commissaires impériaux de signer le jeune duc sur ses dispositions intimes et de l'amener à une transaction Langer déclina courtoisement l'invitation laissant entendre que Christophe était inébranlable. Et comme les commissaires de Ferdinand avaient refusé d'accepter ses lettres de créance parce qu'elles ne portaient pas la signature : un Roi des Romains, évita toute explication pour se ménager l'occasion de tirer avantage de cet affront au moment opportun.

En poussant Christophe à rejeter toute compensation, Langer maintenait ouvert le conflit et empêchant de se régler la question du Wurtemberg. Il intrigua d'autre part auprès des membres de la Ligue pour leur faire subordonner la prolongation de la Ligue soude au règlement du conflit¹. Depuis longtemps déjà des tendances séparatistes s'étaient manifestées². En novembre 1532, à l'instigation du landgrave de Hesse, les électeurs de Trèves, de Mayence, le vicaire palatin et Philippe avaient décidé de ne pas souscrire à la prolongation de la Ligue de Souabe si l'on ne faisait pas auparavant droit aux diverses réclamations. Au mois de mai 1533 les villes d'Ulm, d'Augsbourg et de Nuremberg s'unirent pour le maintien de la religion protestante et s'engagèrent à ne rester dans la Ligue que si la cause des Ducs de Wurtemberg en était exclue. Langer, pour maintenir les villes dans ces dispositions, fit agir auprès d'elles Gervais Wais, qui était enfin arrivé dans les derniers jours de décembre, et des agents secrets comme ce receveur de Souabe Stephan Lorenz, réfugié en Allemagne par crainte d'un châtiment pour concussion, comme Ulrich Chélin, qu'il appela de Soleure où il exerçait la médecine auprès du seigneur de Delarigault pour lui faire traduire en allemand ses discours, les colporter à travers l'Allemagne du Sud et sous couleur de pratiquer son art l'envoyer comme espiion à Munich. Il se servit aussi d'un sien parent, sans doute Barnabé de Voré, qui savait

¹ Guillaume du Bellay à François I^{er}, 28 décembre, AB 612, *Allemagne*, II, 137. — Nord op. cit. II, p. 426-428 et Wille op. cit. p. 134 et 5. et p. 220-222. «Correspondance du landgrave de Hesse avec ses agents à Augsbourg, décembre 1533».

² Cf. Wille, op. cit., p. 126 sqq.

Allemand, pour surprendre, à travers les cloisons, certaines conversations importantes. Toutes ces habiletés n'étaient pas le trop pour déjouer les intrigues de ses adversaires et même celles de ses allies.

La suite des villes dépendait en grande partie de ce que ferait la Bavière. C'étaient les ducs et leur représentant à Augsbourg, le chancelier Eck, qui causaient à Langey le plus d'embarras. Guillaume du Bellay était venu en Allemagne avec la ferme intention de faire sortir la guerre de la question du Wurtemberg. C'était aussi le duc le plus cher du landgrave de Hesse. Les refus réitérés opposés par Christophe à toutes les offres des Impériaux semblaient la rendre inévitable et vers le 20 décembre, les choses prirent leurs mesures en conséquence¹. Langey assura que son maître contribuerait au moins pour un tiers aux frais de la guerre et laissa entendre que François I^{er} avancerait en outre quelque somme à Ulrich pour lui permettre une victoire plus prompte. Les subtilités ne manquaient pas, à la faveur desquels le roi de France pourrait faire entrer ses écus en Allemagne sans contrevenir au texte des traités. Le receveur de Soissons avait suggéré une vente fictive de Montbéliard, terre d'Ulrich, au Roi², et l'expédient soulevait aux délégués de la Hesse, qui favorisaient le duc de Wurtemberg. Eck aurait préféré le mariage de Christophe avec une princesse française, dont la dot aurait été consacrée à la guerre.

Là se trouvait déjà l'opposition qui subsistait entre la Bavière et la Hesse. La Bavière paraissait bien décidée à la guerre. Mais pour qui se ferait-elle ? On reprendrait le Wurtemberg ; mais à qui le donnerait-on ? à Ulrich ou à Christophe ? Ce dernier était le candidat des ducs de Bavière ; Ulrich, celui du landgrave. Or, c'était celui-ci dont les chances paraissaient les plus grandes. D'abord il semblait plus naturel de restituer le duché au père qu'au fils. D'autre part, Philippe devait diriger l'expédition et préparait déjà le terrain en Wurtemberg pour y replacer Ulrich, dont il avait faitienne la cause, et avec Ulrich y introduire la Réforme. La réconciliation des ducs de Bavière avec leur beau-frère était récente, superficielle, partant peu solide. Un Wurtemberg protestant, dirigé par Ulrich, ne serait-il pas aussi dangereux pour eux que s'il restait à Ferdinand³ ? N'était-il pas à craindre que, la Ligue

1. Lettre à François I^{er}, déjà citée, du 26 décembre.

2. Dès le 14 décembre, Guillaume du Bellay faisait part de cet expédient à François I^{er}. *Ad. Mir., Allemagne*, III, f. 25.

souhait dissoute, ils ne fussent débaordés par la poussée d'Ulrich et du landgrave ? Ne valait-il pas mieux tâcher de maintenir la Ligue en la modifiant ; ou s'il fallait la dissoudre, en reconstituer une autre où les Wittelsbach auraient la place des Habsbourg ? Eck hésitait, tergiversait, tantôt penchant pour la guerre, le plus souvent revenant aux idées pacifiques ¹. L'électeur de Saxe se refusait obstinément à faire de la question de Wurtemberg un *casus belli*. L'argent de France ne venant pas, les conditions mises par Languey au traité de contribution lui apparaissaient comme autant de moyens dilatoires. De France arrivaient des rumeurs alarmantes sur le peu de créance qu'il fallait accorder aux promesses du Roi. Eck ne gardait des paroles données et des actes irrémédiables. Il négociait avec les agents de Ferdinand un compromis, sans cesser ses pourparlers avec les délégués du landgrave et avec Languey.

Avec Guillaume du Bellay particulièrement, Eck jouait au plus fin. Il s'efforçait de l'amener à ses vues, soit en l'approvisionnant de venaison et de truites saumonées, soit plus sérieusement, en exagérant les projets belliqueux de l'Empereur et de son frère. Guillaume du Bellay faisait plus de fond sur les ducs de Bavière que sur le landgrave. Il trouvait de bonnes raisons à leur « grande délibération », mais il ne laissait pas de l'estimer excessive. Il se méfiait d'eux et surtout de leur chancelier « J'aycy à faire à ung très grand dissimulateur », écrit-il en parlant du docteur Eck et à plusieurs reprises il ne se gêna pas pour le lui faire sentir, croyant, nous dit-il en son savoureux langage « puisqu'il m'appartient de tels onguens, que je luy debvoys rendre des oolz en contre-échange ». Il faisait répandre la traduction allemande du résumé de son discours du 10 décembre, réfutant les accusations calomnieuses des Impériaux contre François I^{er}, expliquant quelles étaient au juste les idées de son maître au sujet du concile², se résolvait enfin aux concessions que nous avons vues pour aider Eck à « franchir le sault ». Les commissaires de Ferdinand observaient impuissants et indignés son activité et en constataient le succès. « Le François, écrit l'un d'eux, est jusqu'au cou dans

1. Sur cette politique de Eck, voir Willm. op. cit., p. 338-342.

2. Languey avait fait imprimer en allemand un « cahier » dont il reproduit un article AB de l'Allemagne. III f. 30r^{vo} 40 — Il est probable qu'il était aussi l'auteur d'une brochure dont nous ne connaissons que le titre : *Lectures recueillies aux Estats d'Allemagne pour les advenir du concile* (parus en 1533 et mises en vente à la rue Notre Notre Dame, à l'enseigne du Fauchoeur).

l'affaire, il est à croire qu'il verrait volontiers éclater la guerre, et, s'il ne fournit pas ouvertement des secours, il répand du moins son argent à pleines mains pour fomenter la discorde parmi nous¹. Aidé de Gervais Wain et très probablement aussi par d'autres arguments plus persuasifs que son éloquence, auxquels fait allusion la lettre précédente, il parvint à provoquer les démarches décisives.

Eck finit être pris à son propre jeu. Il s'en tira habilement. Dans ses pourparlers avec les Impériaux, il avait suggéré l'idée d'un compromis : Christophe recevait une pension en échange des villes qu'il réclamait. C'était au moment où il hésitait entre Ferdinand et le landgrave. Maintenant que pour conserver l'appui de la France et justifier les concessions de Langey, il se séparait des Impériaux, il lui fallait rendre plausible sa détermination. Il fit demander par Christophe, le 20 janvier, des conditions financières inacceptables. Les commissaires de Ferdinand protestèrent contre les prétentions de Christophe, déclinèrent toute responsabilité dans l'échec de la diète, et proposèrent de remettre le tout à une réunion ultérieure, vers le 25 mai, où l'on statuerait définitivement².

Cette fois Langey tenait la victoire. Pour l'assurer, à la requête des alliés du Roi, il prononça lors de la clôture de la diète un nouveau discours conçu dans un tout autre style que le premier. Il le prépara soigneusement, en posa tous les termes et le débita de mémoire devant les États assemblés, le 31 janvier³. Il se garda d'attaquer l'Empereur ni Ferdinand, mais rappelant que les commissaires de ce dernier avaient refusé de recevoir ses lettres de créance, il en prit prétexte pour les charger avec véhémence, leur reprochant d'avoir failli aux intentions de leur maître qu'ils avaient trompé sur les véritables dispositions des États. Reprenant en détail les principaux points de la question, il insista sur les dangers que la procédure suivie dans cette affaire faisait courir aux libertés germaniques, sur le pernicieux exemple et de grave conséquence pour tous que les États donneraient en refusant de rendre aux ducs de Wurtemberg ce qui était leur bien. La violation du droit et de la justice finissait par se tourner contre eux. Leurs intérêts s'accordaient avec les exigences de leur conscience.

¹ Lettre du 12 janvier 1534, citée dans Jussen, *op. cit.*, II, p. 205.

² Hoyer, *op. cit.*, II, p. 425-427, — Wille, *op. cit.*, p. 142. — Guillaume du Bellay à François I^{er}, 26 janvier 1534, A.E. str., Allemagne, III, l. 49v.

³ *Mémoires de Martin du Bellay*, p. 272-283. — Guillaume du Bellay à François I^{er}, 6 février 1534, A.E. str., Allemagne, III, l. 50-52.

Qu'ils compatiassent donc aux malheurs des ducs de Wurtemberg. Il suffisait pour cela de ne pas renouveler la Ligue de Souabe, ou s'ils la renouvelaient, de n'y pas comprendre le Wurtemberg. Ils fourniraient ainsi à Christophe le moyen de rentrer dans ses biens, et, sans contrarier les réels désirs de Ferdinand, ils exauceraient les vœux de tous les princes dont ils voyaient autour d'eux les représentants.

Ce discours fit grande impression. Plusieurs copies manuscrites, reproduites en hâte, furent aussitôt répandues. Le lendemain les États se séparèrent, s'ajournant au mois de mai, sans cependant prendre comme le demandaient les Impériaux, l'engagement ferme de se retrouver tous à cette date. Les assistants dirent « qu'ils rapporteraient à leurs seigneurs la proposition et que, s'ils y estoient, on les y trouveroit ». Ce n'était donc pas un ajournement, c'était bien la dissolution. Le désir de François I^{er} était rempli. Le 3 février, un plan de campagne fut élaboré entre les délégués de la Bavière, de la Hesse et Guillaume du Bellay ¹. Il n'était pas définitif, mais c'était toujours la guerre à brève échéance. La mission de Langey paraissait bien près d'être terminée.

IV

Elle ne l'était pas cependant. Sitôt la dette close Gervais Wam, pour se soustraire aux représailles des Impériaux, s'était hâté de déloger d'Augsbourg sans trompette et avait pris la route de Trèves, où il devait s'aboucher avec l'électeur ². Langey attendit encore une huitaine de jours : il surveillait des dernières allées et venues des agents de Ferdinand, qui ne pouvaient se résoudre à voir la Ligue dissoute. Il déjouait leurs manœuvres pour la remettre sur pied ou lui en substituer une autre. Dans la nouvelle rédaction qu'il répandait de son dernier discours, il accentuait ses attaques contre les commissaires « ferdinandistes » ³. Puis, toujours négociant, protégé par des escortes armées qui lui fournissaient les princes ou les villes, il descendit le Lech, et par un coude sur le Danube vers Ingolstadt, revint à Munich, auprès des ducs de Bavière ⁴.

¹ Wille, *op. cit.*, p. 148.

² Guillaume du Bellay à François I^{er}, 4 février, *Aff. étr., Allemagne*, III, f. 58v^o.

³ Guillaume du Bellay à Bourignon, 20 février 1534, *Aff. étr., Allemagne*, III, f. 53v^o. — Le même à François I^{er}, 20 février 1534, *ibid.*, f. 55v^o.

⁴ Guillaume du Bellay à François I^{er}, 20 février. Cf. la note précédente. — Ment à Henry VIII, Munich, 16 février 1534, *State Papers*, VII, p. 336-341.

La plus grande effervescence régnait partout. On s'attendait au pire. Ferdinand renforçait les garnisons du Wurtemberg, approvisionnait les magasins, procédait à des levées. On ne parlait que de guerre et l'on s'y préparait. Jamais « ne fut l'Allemagne de la vie des vivants en telle agitation qu'elle est. On ne rencontre partout que messieurs de princes, de prélats, de villes, allans et venans des uns aux autres ». Naturellement les Impériaux essayaient de tirer le meilleur parti possible de cette situation : ils effrayaient les villes, particulièrement Nuremberg, sur les dangers que leur faisait courir l'ambition du landgrave. Chacun était inquiet, anxieux de l'avenir. « De fait, sans avoir ensemble quelque ligue, il n'y a celluy qui se puisse tenir en seureté ¹ ».

Pour contrecarrer les intrigues des agents de Ferdinand, Langey jetait les bases d'une ligue nouvelle qui aurait compris la plupart des princes et des villes de l'Allemagne du Sud. Il s'assura le concours de l'évêque d'Augsbourg, du prince Othon-Henri de Palatinat-Neubourg, des évêques de Warzbourg, de Bamberg, de Freising ; il comptait sur le margrave de Brandebourg, les ducs de Prusse et de Mecklembourg, les princes de Brunswick-Lunebourg ; il espérait y amener le landgrave de Hesse, quant aux ducs de Bavière, ils y auraient la meilleure place ². Ce serait une reproduction de la Ligue souabe où les Wittelsbach seraient substitués aux Habsbourg. Ils en auraient la direction sous la protection de François I^{er}. C'était la politique déjà poursuivie par Eck à Augsbourg. Langey l'avait adoptée la jugeant la plus favorable à son maître, et se flattant de la faire triompher. Une assemblée des États de la future ligue était convoquée à Ingolstadt, pour le 22 février.

La condition nécessaire du succès était l'accord étroit de la France avec la Bavière. Langey s'efforçait de l'assurer. Il interprétait favorablement les hésitations des ducs et les justifiait par de bonnes raisons : l'importance de leurs risques, le peu de fond à faire sur les alliés, le duc de Saxe hostile à la guerre, le landgrave dépourvu d'argent, « de sa bourse ayant les reins foibles ». Ils allaient en bruyant avec quelque « délibération » ; mais lorsqu'ils seraient prêts, ils feraient merveille. Ils entreraient en campagne

1. Guillaume de Belley à Montmorency, 20 et 22 février, A¹, 41r, *Allemagne*, III, f. 53v-54, 45-46.

2. Guillaume de Belley à François I^{er}, 20 février — Mont à Henry VIII, 16 février.

vers le mois de juillet¹. Mais juste à ce moment, la politique personnelle du Roi venait contrarier les plans de Langey. Tandis que celui-ci recommandait le rapprochement avec la Bavière, François I^{er} resserrait son alliance avec le landgrave de Hesse.

Kaervé par les réponses dilatoires et l'attitude ambiguë du duc de Sch., ne trouvant pas Langey suffisamment docile à ses desirs, le landgrave avait résolu de rechercher le concours de François I^{er}, par une négociation directe avec lui. Il avait rencontré le Roi à Bar-le-Duc et obtenu, en faveur d'Ulrich, l'avance d'une somme de 125.000 écus². Pour introduire en Allemagne l'argent français sans contrevenir aux traités, on employa l'expédient suggéré par Langey : en échange de Montbéliard et terres adjacentes, François I^{er} accorderait 50.000 écus, plus 75 000 en don. Le landgrave s'engageait à faire la guerre dans les trois mois, pour la question du Wurtemberg. L. avait fini par amener le Roi à ses vues : la question électorale passait tout à fait au second plan et, avec elle, la collaboration des ducs de Bavière.

Langey n'avait pas été mis au courant de ces négociations : il ne les connut, comme les ducs, que par les rumeurs qui circulèrent. A la fin de février seulement, il en fut informé par une lettre du Roi³. Les ducs de Bavière venaient de les apprendre par une note du landgrave, qui leur exposait sommairement la chose et les priait d'envoyer à Francfort leur délégué, pour comparer le traité de Bar-le-Duc avec celui d'Augsbourg et modifier l'un par l'autre⁴. Les ducs de Bavière refusèrent acrobatiquement, outre de la duplicité du landgrave et se plaignirent amèrement à Langey, aussi perplexe qu'ils étaient mécontents. Ils exposèrent les sacrifices qu'ils avaient consentis pour le Roi : les périls que l'entreprise de Philippe allait leur faire courir. Guillaume du Bellay s'expliqua comme il put, affirmant les bonnes dispositions de son maître : sa

1. François I^{er} à Guillaume du Bellay, Troyes, 2 février, et réponse de Guillaume du Bellay à François I^{er}, 25 février. Guillaume du Bellay à Montmorency, 25 février. A.B. des *Allemagne*, III, f. 60-61.

2. Sur la politique du landgrave de Hesse et l'entreprise de Bar-le-Duc, cf. Beaumont *op. cit.*, IV p. 115-117 et remarque 115 — Hayd, *op. cit.* II p. 431-432 — Wille, *op. cit.*, p. 111 — L'acte du traité est aux Arch. nat., J 156, n. 4, fol. 5.

3. François I^{er} à Guillaume du Bellay, Troyes, 2 février (reçu le 16), A.B. des *Allemagne*, III, f. 60-61.

4. Hayd, *op. cit.*, II, p. 431-432. — Le chancelier de Hesse à Langey, Cassel, 15 février 1554, B. N., fr. 2034, f. 65. — Guillaume du Bellay à François I^{er}, 25 février, et à Montmorency, 25 février, A.B. des *Allemagne*, III, f. 60v-61. — Guillaume du Bellay à François I^{er}, 4 mars, *ibid.*, f. 70-72. — Wille, *op. cit.*, p. 111.

torien même de fausses lettres pour le prouver. Il ordonna à ses agents en Suisse de presser l'envoi de l'argent¹ pendant qu'il dépêchait son parent, Barnabé de Voré, au landgrave, pour lui marquer ce que son attitude avait de choquant, et demander la ratification du traité d'Augsbourg². Les explications et la ratification rapportées par le sieur de Voré calmèrent à peine les ducs de Bavière. Le vieux différend entre les chefs de la Ligue de Smilfeld reparait toujours au profit de qui se ferait la reconquête du Wurtemberg? Les ducs auraient à la rigueur accepté la restauration d'Ulrich, bien qu'en ce moment même leur agent Werner travaillât les populations du duché en faveur de Christophe³. Mais ils exigeaient du landgrave et d'Ulrich la promesse de ne pas innover en matière religieuse, et cet engagement, Philippe ne pouvait le prendre, ou, s'il le prenait, ne pouvait le tenir.

Et voilà les Bavaïois replongés dans leurs hésitations et leur duplicité coutumières. Tout était en suspens. Ils différaient d'envoyer un ambassadeur en Angleterre malgré la promesse faite aux agents de Henry VIII à Munich Heyth et Mont. La réunion d'Ingolstadt était remise au lundi de Quasimodo, — celle d'Ulm, entre les délégués des villes, à la Saint-Georges. Chose plus grave, les négociations avec la Cour de Vienne, qui n'avaient en réalité jamais cessé, devenaient plus actives que jamais, et le duc Louis, accompagné du docteur Eck, allait à Straubing⁴ s'aboucher avec l'archevêque de Lund, plénipotentiaire de Charles-Quint. Langey assistait impuissant à la déconfiture de ses plans. Laisse sans instructions, ou recevant des ordres contradictoires, il voyait s'évanouir, avec ses espérances, l'influence qu'il avait ménagée à son maître. Découragé, craignant d'être desservi à la Cour, il réclamait son rappel et menaçait de partir s'il ne lui était formellement ordonné de rester à son poste⁵.

1. Guillaume du Bellay à Botarquisit, 20 février 1534. *Aff. étr., Allemagne*, III, f. 53.

2. Le landgrave de Hesse à François I^{er}, Cassel, 9 mars 1534 — le chancelier du landgrave à Langey [première quinzaine de mars], B. N., fr. 2493, f. 84, 3091, 55-56. — Guillaume du Bellay à François I^{er} et à Montmorency 20 mars, *Aff. étr., Allemagne*, III, f. 76-77.

3. Wille. op. cit., p. 162-164.

4. Guillaume du Bellay à François I^{er} et à Montmorency, 20 et 29 mars *Aff. étr., Allemagne*, III, f. 77-81.

5. « Je me suis délibéré après la première nouvelle qui me viendra de France, quelle qu'elle soit, s'il ne m'est expressément commandé autrement, monter incontinent à cheval pour aller rendre compte de tout ce que j'ay veu et entendu, afin que sur ce on en adrese ». Guillaume du Bellay à Montmorency, 20 mars, *ibid.*, f. 77v.

V

François I^{er} prit enfin une résolution. Le 15 mars, il écrivit à Langey pour le féliciter de ce qu'il avait fait, et lui annoncer la décade de Gervais Wain avec ses instructions finales, et l'envoi des 100.000 écus destinés aux ducs de la Bavière¹. A la réception de cette lettre (fin mars), Langey s'empresse de la communiquer au duc Guillaume. L'impression fut excellente. Aussitôt Eck fut mandé de Strasbourg et les pourparlers avec l'archevêque de Land furent suspendus, puis remis à plus tard. Plein de confiance, Langey se croyait sûr de pouvoir tout « rhabiller » pourvu que les agents du Roi arrivassent bientôt « garnys d'efforts et non de paroles, car s'ils n'apportent autres choses que paroles, fument-ils l'éloquence et la suadelle eulx-mesmes, je vens assés, écrivant-il à François I^{er} le 1^{er} avril, qu'ils ne persuaderont rien et apporteront leur venon plus de dommage que de profit² ».

Vers le milieu d'avril, Gervais Wain arriva avec les volontés du Roi³. Après s'être concertés sur la conduite à tenir, les deux ambassadeurs eurent une entrevue avec les ducs⁴. François I^{er} remerciait ses aides de leur bonne volonté, les assurait de son intention « de faire par eulx le principal fondement de toutes ses alliances et amyties de par dech », les félicitait de leur réconciliation avec Ulrich. Il approuvait tout ce que ses agents avaient conclu avec eux. Il demandait seulement la « réformation du traité

1. François I^{er} et Montmorency à Guillaume du Bellay, Paris, 15 mars, A.E. étr., Allemagne, III, f. 84 v^o-85. Le Roi veut de lui faire octroyer 100 livres tournois pour deux mois de sa charge (15 février 15 avril). D. N., fr. 15682, n^o 305 (41 mars). Châtellain, 1815, f. 72 (2 mars). Arch. Nat. J. 954, 7 f. 3 (sans date). — Les lettres et le manuscrit furent portés par Jehan Vind, qui eut 125 livres tournois pour son voyage. D. N., fr. 15682, n^o 309. Arch. Nat., J. 954, 81.

2. Guillaume du Bellay à François I^{er}, 1^{er} avril 1534, A.E. étr., Allemagne, III, f. 85 v^o.

3. D'après les comptes de l'Évêque. Arch. nat. J. 954 100, et le ms. Châtellain, 1815, f. 72 v^o, Wain aurait quitté Paris le 10 ou 11 mars; mais par les lettres de François I^{er} et de Montmorency du 15 mars, on voit qu'à cette date il n'était que encore député. D'après D. N., fr. 15682, n^o 414. L'ordre de lui payer 100 livres tournois pour un séjour de cinquante jours qu'il allait faire en Allemagne, aurait été signé seulement le 31 mars. C'est donc vers cette date que doit s'être effectué son départ. Il arriva à Bâle le 13 avril. Guillaume du Bellay et Gervais Wain à François I^{er}, 10 avril, A.E. étr., Allemagne, III, f. 85 v^o.

4. François I^{er} à Guillaume du Bellay, Bâle, 6 avril, A.E. étr., Allemagne, III, f. 86 v^o-87. — Guillaume du Bellay et Gervais Wain à François I^{er}, 10 avril, *ibid.*, f. 86 v^o-87.

en quelques menus points ». Nous ignorons sur quoi portaient ces légères modifications ; de reste, s'il y avait la moindre difficulté, les ambassadeurs devaient passer outre sans autrement s'y arrêter. Plus importante était une autre requête par laquelle il sollicitait la remise d'une somme de 75.000 écus, promise à Ulrich (en sus du prix de la vente de Montbéliard), alors qu'il ignorait l'engagement pris par ses délégués. Cette somme serait comprise dans le tiers des frais de la guerre qu'il se était engagé à payer. Les ducs écoutèrent ces propositions d'une oreille favorable. Ils trouvèrent raisonnable de confondre les 75.000 écus avec le tiers des frais. Cependant ils ne voulurent pas se déclarer plus avant qu'ils n'avaient fait tout que la somme ne serait pas consignée entre leurs mains : ils subordonnaient leurs préparatifs militaires à la réception de l'argent ; car ils conservaient leurs doutes sur la sincérité du roi de France, et la nouvelle attitude du landgrave de Hesse, dont ils se plaignaient vivement aux Français, n'était pas faite pour les tirer de peine.

En effet, dès qu'il avait été assuré de l'appui de François I^{er}, Philippe s'était ouvertement préparé à la guerre¹. Après avoir pris ses dispositions avec Ulrich, il négocia des traités de neutralité ou de secours avec ses voisins, les électeurs de Trêves, de Cologne, de Mayence, de Brandebourg, l'électeur palatin ; seul l'électeur de Saxe était toujours hostile à la guerre, mais Philippe était sûr que s'il ne l'avait pas pour lui, il ne l'aurait pas contre lui. Les levées de troupes s'effectuaient en même temps auprès des princes comme auprès des villes, il trouvait le concours le plus efficace. L'écho de ces menées émut fortement les ducs de Bavière, d'autant plus qu'elles semblaient se faire avec le consentement du roi de France, dont les agents accompagnaient ceux du landgrave, et qu'elles étaient soldées avec de l'or français. Les ducs avaient été déjà fort mécontents de voir Philippe négocier seul à seul avec François I^{er} et leur laisser ignorer les stipulations du traité de Bar-le-Duc. Voici que les préparatifs de guerre du landgrave les exposaient au pire danger : entourés presque de tous côtés par les Impériaux, placés sur la route de Vienne au Wurtemberg, ils supporteraient les premiers tout le poids d'une lutte pour laquelle ils n'étaient pas prêts, et que l'on commençait sans les prévenir. On conçoit leurs alarmes et leur colère².

1. Wille, op. cit., p. 122-127.

2. Les ducs sont en telle peine, écrit Guillaume du Bellay à François I^{er}, 20 avril, « que le duc Guillaume en est en danger de sa personne. Il y a cinq

Ils ne les dissimulèrent pas aux Français, non plus qu'à Nicolas Meyer, venu vers le milieu d'avril offrir au nom du landgrave les conditions de son maître et réclamer, conformément au traité, une somme de 50.000 écus pour engager la lutte¹. Ils lui firent un tableau très sombre des dangers qui les menaçaient de toutes parts. Sans doute ils étaient décidés à la guerre, mais ils désiraient prouver d'abord leurs précautions, rassembler des forces pour être certains du succès. Ils se mettraient en campagne à l'automne : ils restaient ainsi fidèles au texte des traités. Ce qu'ils ne disaient pas, mais ce qui les préoccupait surtout, c'était de voir l'expédition dirigée par un chef protestant. Toutes les promesses du landgrave ne les empêchaient pas de craindre que la victoire de Philippe et d'Ulrich ne fût en Wurtemberg la victoire de la Réforme. L'attitude de la Bavière n'arrêta pas Philippe, il s'était déjà trop avancé pour reculer, parce qu'un des appuis, sur lequel d'ailleurs il ne comptait pas trop, lui faisait défaut. A la fin d'avril, il concentra ses troupes, et à la garde de Dieu, commença la guerre. Les événements décisifs étaient proches.

Les ducs s'empresèrent de garantir leur situation. Ils signèrent en toute hâte le 4 mai, à Richstadt, un traité d'assurance mutuelle et de protection réciproque de leurs États, avec l'électeur de Basse, le comte palatin Frédéric, l'évêque de Bamberg, les margraves Georges et Albert de Brandebourg, les ducs Othon-Henri et Philippe de Neubourg². Cette ligue était bien différente de celle que Langey avait essayé de former et qui eurent groupé tous les États de l'Allemagne du sud, sous la direction de la Bavière. La peur qui l'avait dictée aux ducs pouvait seule entretenir en eux la conviction qu'elle était saine et l'illusion qu'elle serait efficace.

D'autre part, désireux d'être fixés une bonne fois sur la parole de François I^{er} ils firent partir Guillaume du Bellay pour la Suisse, afin de hâter le verse des 100.000 écus qu'on disait être enfin arrivés dans les Cantons³.

ambrosius vultus d'ailleurs, entre les deux cathédrales, qui ne savent quey dire d'un que sa maladie luy tient en carrens, que les apothecaires luy empêchent la verte digestive : il mange bien ne sent point de mal, ne doute rien, carde et apallat tous les jours et ne peut dormir : touteloys il ne garde point le lit. Vous avez celluy qui luy vive dans la maladie et luy pouvez donner parson laquelle je crois que si de bon vous ne luy donnez il ne la praigne luy mennen, ou s'il ne la praigne, soyez vous qu'il en guisse (?) de sa tante : A S. de l'Allemagne, III, f. 21

¹ Wille, op. cit., p. 166-167

² Stumpf, op. cit., I, p. 133-134

³ Guillaume du Bellay à François I^{er}, 27 avril, AS de l'Allemagne, III, f. 22

Secrètement, accompagné d'un seul valet, Langey quitta Munich dans la nuit du 27 au 28 avril avec une escorte fournie par les ducs, et, par des marches de nuit, se dirigea vers la Suisse. A Solcure, il trouva Antoine Juge et le receveur de la Cour de Rouen, Héliouin de Lin, avec la somme que François I^{er} s'était enfin décidé d'expédier en Allemagne, outre les 100.000 écus destinés à la Bavière, ils apportaient une somme égale à distribuer aux Cantons, en paiement d'une partie de la solde depuis longtemps due aux lansquenets¹.

Langey ne se contenta pas de prendre livraison de la somme qu'il venait chercher. Il connaissait les manœuvres des Impériaux et les bruits qu'ils faisaient courir parmi les Suisses, pour les effrayer sur l'entreprise du landgrave et les rendre hostiles à la récupération du Wurtemberg. Il profita d'une diète, réunie le 5 mai à Bade, pour y paraître en compagnie de Boyarigault, et aux délégués des Cantons il fit un long discours pour les mettre en garde contre les desseins de l'Autriche et dissiper leurs inquiétudes². En détail il montra les raisons de l'intervention de François I^{er}, que les Impériaux avaient calomnieusement travesties, il exposa la marche de ses négociations à Augsbourg et les résultats, les avantages de la restauration d'Ulrich en son duché. Les Suisses n'avaient rien à redouter de ce côté-là. Ils pouvaient, en tout cas, être assurés de l'appui du roi de France. Cet appui ne s'était jamais démenti. Naguère à l'entrevue de Marseille, François I^{er} avait pressé le Pape de réunir le concile tant désiré, non en Italie, mais dans une ville dont l'accès fût vraiment libre à tous les États chrétiens, Genève par exemple. Clément VII n'avait pas refusé, il avait seulement subordonné son acceptation au consentement de l'Empereur. François I^{er} ne désespérait pas du succès final. Il engageait les Suisses à vivre unis entre eux et à persévérer dans leur confiance en lui. La bonne impression de ces paroles fut fortifiée par la distribution, à laquelle assista Langey, des 100.000 écus apportés par Antoine Juge.

Désormais tranquille de ce côté, Guillaume du Bellay retourna en Allemagne, avec la somme dont Héliouin de Lin avait la charge.

1. Voir les différents mandements relatifs au transport de cette somme considérable dans B. N., fr. 15.629, n° 804-806, 617; Arch. Nat., J 861, 1^{er}, 861, 86, 115, 116. — Rott, *op. cit.*, I, p. 264, 307-308.

2. Rott, *loc. cit.* — « Discours de Langey aux Suisses à son retour d'Allemagne en présence de Boyarigault » (5 mai 1534, B. N., fr. 2046, f. 70^{vr}, 17.357, f. 87-90 (copies).

Il avait mandé à sa rencontre Gervais Wain et Bonnacorsi Gryn ¹. En prenant encore plus de précautions qu'à l'aller pour dépister les espions de Ferdinand, au milieu de tranches mortelles, il parvint sans encombre à Manich. Aussitôt il consigna les 100.000 écus entre les mains des ducs qui, le 22 mai, lui en remirent un reçu ². Ils reconnaissaient avoir par devers eux, avec les 200.000 écus consignés par eux-mêmes et les autres alliés, les 100.000 apportés au nom de François I^{er} par Hélonia de Lin et Langey et s'engageaient à ne les employer que pour l'objet prévu dans les traités du 26 mai 1532 et du 28 janvier 1534. Le roi de France avait rempli ses engagements : aux princes maintenant de tenir les leurs.

Les intentions de François I^{er} étaient formelles : « En bon langage », l'exécution du traité du 28 janvier était « le principal point pour rompre entièrement toutes les entreprises de l'Empereur et de son frère ». L'affaire du Wurtemberg y convenait admirablement et jamais les circonstances n'avaient été plus favorables. L'armée du landgrave venait de remporter à Laufen une grande victoire dont le retentissement ébranlait toute l'Allemagne. Dès la consignation faite, Guillaume du Bellay envoya Gervais Wain à Philippe, pour l'en prévenir et l'encourager à poursuivre la guerre ³. Il fallait faire campagne jusqu'à l'hiver, se payer des frais de la lutte et des revenus perçus par Ferdinand dans l'administration du duché en s'emparant du Bragan et des terres adjacentes. Langey ne poussait à rien moins qu'à la destruction complète de la puissance autrichienne dans l'Allemagne du Sud.

Ce plan ne pouvait réussir que par l'union étroite de tous les coalisés, particulièrement du landgrave et des ducs de Bavière. Jusqu'ici l'accord n'avait pas précisément régné entre eux. Sur l'ordre du Roi, Langey s'efforça de pacifier les différends, afin que tout allât « d'un bon train ». François I^{er} voulait que les 100.000 écus fussent employés à la guerre du Wurtemberg ⁴. Les ducs,

1. Guillaume du Bellay à M. de Coligny sans lieu ni date), A.B. str., *Allemagne*, III, f. 130.

2. Il existe à la Bibliothèque nationale plusieurs copies de cette reconnaissance n^o 3016, f. 76; 4030, f. 77-80 542, f. 33.

3. Instructions à Gervais Wain sur ce qu'il aura à dire. Archives de Marbourg.

4. François I^{er} avait fait tout son possible pour faciliter l'entrée en campagne du landgrave de Hesse et d'Ulrich. Le 23 mars, il avait acheté le comté de Montbelliard et la seigneurie de Bismont pour une somme de 120.000 écus, tandis que Charles de Brion acquérait trois autres seigneuries pour 82.000 écus, le tout

passant sur le mécontentement qu'avait excité en eux la brusque entrée en campagne du landgrave, consentaient à l'aider dans son entreprise, à lui fournir les sommes dont il aurait besoin. Ils promettaient même de coopérer à l'exécution du vaste plan de campagne que Langey suggérait à Philippe. Gervais Wain était également chargé d'annoncer à ce dernier ces promesses.

Il en alla tout autrement que ne l'espéraient Guillaume du Bellay et François I^{er}. Les ducs de Bavière, en dépit de leurs assurances, ne mirent aucun empressement à secourir le landgrave dont la victoire les avait effrayés. Malgré les réclamations répétées de Nicolas Meyer et celles de Gervais Wain¹, c'est à peine si, le 16 et le 26 juin, ils lui envoyèrent quelques subsides, en tout 6.000 écus. La mauvaise volonté des ducs, les dispositions toujours pacifiques de la Saxe décidèrent Philippe, qui avait après tout atteint son but, à s'arrêter². Le 29 juin, il signait avec Ferdinand la paix de Cadan. Les ducs de Bavière ne tardèrent pas à traiter de leur côté avec les Impériaux. L'espoir d'un bonlevé complet de l'Allemagne s'évanouissait ainsi. Sans doute l'Empereur et Ferdinand avaient éprouvé une défaite, puisqu'Ulrich était rétabli dans son duché ; mais leur pouvoir était loin d'avoir subi l'atteinte que François I^{er} désirait lui porter. Si l'affaire du Wurtemberg était résolue à leur détriment, ils triomphaient sur la question électorale, puisque les ducs de Bavière ainsi que les confédérés de Smalkande reconnaissaient Ferdinand comme Roi des Romains, et à leurs yeux, c'était le plus important.

Langey avait déjà quitté l'Allemagne lorsque se produisirent ces événements. François I^{er} lui avait recommandé de rester à son poste au moins jusqu'en juillet³. Mais une fois l'argent rasigné, et muni de la reconnaissance des ducs et de leur promesse d'aider

sous condition de retour. Il leur avait ensuite envoyé le secrétaire Mamsell avec une lettre de la de la Chantilly, à servir et conservée aux archives de Marbourg. Mamsell avait reçu le 21 mars précédent 300 livres pour ce voyage. B. N. fr. 15 688, p. 418, Arch. Nat. J 581 214. — Le landgrave et Ulrich repaquirent par l'aveu de Claude Walley et de docteur Walter qui vinrent sans doute demander des subsides. Le 18 juin, François I^{er} dépêchait à nouveau Mamsell accompagné du sieur de Rahodanges, avec une somme d'argent. Arch. Nat., J 581, 324.

1. Voir les instructions de Philippe de Hesse à Jean Kessel, envoyé auprès de Gervais Wain (17 juin), la réponse de celui-ci (19 juin) et la relation de Jean Kessel (20 juin). Archives de Marbourg.

2. Wille, op. cit., p. 198-200.

3. François I^{er} à Guillaume du Bellay, de Montcaumon, 7 mai, lettre reproduite dans Trincant, op. cit., t. 1, 167.

le landgrave. Guillaume du Bellay crut sa mission terminée. Les fatigues et les soucis dont avait été hérissée sa mission de sept mois avaient altéré sa santé. Il résolut de revenir en France avant cette conflagration générale de l'Allemagne qu'il espérait prochaine. Laissant Gervais Wain auprès de nos alliés, il se dirigea vers la Suisse. Il échappa à grand'peine aux embuscades que lui avaient tendues les Impériaux, notamment autour du lac de Constance ¹. Le 10 juin il était à Soleure ², d'où il gagna la France, Paris et la Cour, vers la fin du mois.

¹ Guillaume du Bellay à [Bolorigault ?], à Montmorancy, de Winterthûr (?), 7 mai (vers juin) 1534; à François I^{er}, sans date. *AE étr., Allemagne*, III, f. 100 *eqq.*, 99 v^o; 110.

² De la Houyette Ulrich Chétus au landgrave de Hesse. Archives de Marbourg.

CHAPITRE TROISIÈME

LES ESSAIS DE CONCORDE. LA DIÈTE DE SMAILAUDE

(juin 1534-janvier 1536)

I

Le succès de Langey dans la mission que nous venons d'exposer avait été incomplet. La Ligue de Souabe était dissoute, Ulrich remis en possession du Wurtemberg. Mais Ferdinand était Roi des Romains : les princes se disposaient à lui reconnaître officiellement ce titre. S'il voulait les maintenir dans son alliance et s'en servir contre la maison d'Autriche, François I^{er} devait chercher une autre voie. L'échec partiel de Langey était surtout imputable au désaccord de nos alliés, des ducs de Bavière avec le landgrave : le principe de ce désaccord était la différence de religion. Les ducs auraient favorisé l'expédition de Philippe si celui-ci s'était engagé à ne pas profiter de sa victoire pour implanter la Réforme en Wurtemberg. Le rapprochement des diverses confessions, la pacification religieuse était donc la condition primordiale d'un solide établissement de l'influence française en Allemagne. Les États seraient à qui leur donnerait la paix religieuse. Cette paix l'Empereur, par de nombreux colloques et la promesse d'un concile général, s'efforçait de l'attendre. Quel triomphe pour François I^{er} s'il parvenait à l'assurer avant Charles-Quint !

A vrai dire, il n'avait pas attendu pour y songer les événements de 1534. Nous avons vu qu'il y avait dans les instructions données à Langey, en 1532, un article relatif à l'union religieuse. La rareté de nos documents sur cette première mission ne nous a pas permis de voir si Langey fit alors quelque chose en

1. *Mémoires de Martin du Bellay*, 220. — A. B. étr., *Mémoires et Documents*, 752, t. 292. — Cf. *supra*, p. 130.

final, deux conditions, selon François I^{er}, étaient nécessaires à l'une que toutes les parts déposent les armées et rampans qu'elles ont les uns contre les autres, la seconde, que cela fût, l'une et l'autre partie couchant par escript les articles lesquels elles veulent estre discutés et tractés au concile » avec promesse de ne rien discuter « hors iceulx articles »¹. Sur ces deux points, Langey avait charge de consulter les princes, les docteurs et les villes, en insistant particulièrement sur la bonne volonté du roi de France et sur les dispositions favorables du Souverain Pontife.

En Suisse lors de son premier passage, à Zurich, à Augsbourg, Langey exposa tout d'abord les efforts de son maître pour obtenir la convocation du concile en une ville allemande. Sans doute il souleva aussi l'avis de ses interlocuteurs sur les conditions qu'il avait à leur proposer². Lorsqu'il revint en Suisse au début de mai, dans la diète de Bade, il s'étendit complaisamment sur le sujet : le plan politique ébauché à la suite de l'entrevue de Mercœur se développait et prenait corps. Il soumit aux délégués, en les priant d'en faire part à leurs coreligionnaires, les propositions de son maître, dont il vanta les bons offices. Pour convaincre plus profondément les Suisses, il ne craignit pas d'exagérer les tendances réformatrices de Clément VII. Dans ses entretiens avec le Roi, affirmait-il, le Pape avait avoué « qu'en l'estat ecclésiastique longueur et laps de temps avoient introduict aucunes choses

Il n'est bien toutefois que les Allemands jamais ne s'y accorderoient et que d'autant que celles qui se voient avoir accordées par communions, relations et amitié et non par force et qu'elle a ce nom de liberté en telle et si grande recommandation qu'ils ne peuvent sans parler qu'en les veulent en point maintenir de coudent, que, à cette cause, il estoit fort requis selonde qu'ils avoient esté les premiers demandant le concile, le faire inclure au lieu à eux agréable et de bien leur avis, soit à Constance, Bâle, Osnèwe ou ailleurs, et que de ce juri il sembleroit bien qu'ils choisiroient ung lieu bien bon de raison avant qu'il ne luy fust agréable, advenant sur ce point qu'il ne fust bien fait que une grande partie de ceux qui en Allemagne en craignent sans doute de bien de monstreront à l'un par effort, mais qu'en accordant leurs raisons honnestes. A quoy nostre Saint Père, à ce que j'ay entendu, respondit que les Allemands, et à cela vint, le trouveront plus et incertain et ce qu'il pourra sans offenser leur accord, qu'ils mettront le tort de leur costé s'ils ne se rendent aussi à luy les obéissans. » *Article d'un cahier imprimé en allemand de la cour du Pape à Bavière*, A. F. der. *Allemagne*, III, f. 39^{re}-40. Cf. François I^{er} à Guillaume de Bellay, 4 janvier 1534, *ibid.*, f. 84. — Cf. *supra*, p. 160, note 2.

¹ « Discours de Langey aux Suisses à son retour d'Allemagne, en présence du Beyerleguit » [8 mai 1534], A. F., fr. 2046, f. 74 ; 17.257, f. 87-89.

² Myrmidon à Bollinger Zurich. 26 février 1534, *ibid.* *ibid.*, III, n° 164.

dignes de reformation »; il jugeait convenable de modifier les institutions qui ne répondraient plus aux besoins des temps; il était même prêt à « consentir en aucunes opinions de ceux qui en Germanie se disent Evangéliques, les montrant toutefois en sorte que rien ne fust contrevenant au vray sens de la parole et de l'esprit de Dieu » Voilà qui atténue singulièrement la distance entre les réformés et les catholiques¹. On n'avait pas encore perdu tout espoir de rapprocher les deux Eglises : à entendre Langey, la réconciliation ne pouvait tarder².

Il se montra encore plus prodigue de détails dans les conversations qu'il eut avec Myconius, de Bâle, avec Bullinger et quelques autres ministres protestants à Zurich. Il s'aventura sur le terrain théologique et leur demanda sur quels points ils croyaient pouvoir céder aux « papistes », sur quels autres ils se montreraient irréductibles. Il les engagea à consulter là-dessus leurs confrères de Zurich, Bâle, Berne, Schaffhouse, à examiner quels moyens leur paraîtraient les plus propres à faciliter l'union des Eglises. Il les pria de lui envoyer à Paris leurs opinions et termina par quelques conseils : éviter dans leurs réponses les termes excessifs, comme la « tyrannie du Pontife romain », « le Pape est l'Antéchrist », etc., les expressions blessantes qui rendraient impossible le rapprochement souhaité. Il désirait d'eux un simple exposé doctrinal, dont la précision, la clarté et la modération faciliteraient une union qui tournerait à l'avantage de toute la chrétienté³.

Ces derniers conseils ne furent pas sans éveiller dans l'esprit des ministres suisses quelque soupçon. Ils n'avaient en la sincérité de François I^{er} qu'une confiance limitée et flattaient quelque manœuvre dont ils pourraient bien être victimes. Cependant, touchés par l'éloquence, l'accent convaincu et les manières aimables de Langey dont ils prenaient très haut le caractère, les vertus et la science⁴, pour ne pas blesser non plus le roi de France dont ils

1. Discours de Langey, déjà cité.

2. Bullinger à Myconius, Zurich, 14 mai 1536, dans Bernhart, op. cit., III, p. 428 — Cf. *Ibid.*, p. 429, une lettre de Myconius à Vadier (ou à Bullinger), sans date, mais probablement antérieure à la précédente.

3. « Vir Langey res legunt attentissime, exponit, prodeum, veritas et doctrina, et de quo mihi optime quorundam pollicetur et non suspecto mihi habeo obesse. Nemo vel aliud Regis nomine intendere quam ipse hominis verba instructissime nemo pro se ferunt. Verum ego totum hoc negotium in hoc imbecillum cum ab hominibus religiosissimis, et hoc vix Germanis animis Regi ego adornant, qui pariter promptissime inveniant cum Germanorum opera fuerit opus » Bullinger à Vadier, 21 mai 1536, cité par Bernhart, op. cit., III, p. 184, n. 1.

pouvaient avoir besoin, ils promettent d'en référer à leurs confrères et d'envoyer leurs avis un précis de leur doctrine et les concessions qu'il leur serait permis de faire sans violer la vérité ni contredire l'Évangile.

De retour en Allemagne, dans les derniers jours de mai, Langry y poursuivait ses négociations, encouragé par deux lettres du Roi qu'il reçut sur ces entrefaites¹. Il s'adressa aux deux théologiens les plus connus par leur esprit de modération et leurs désirs de concorde, à Martin Bucer, de Strasbourg, et à Melancthon, de Wittenberg. Il écrivit au premier, et au second il envoya « son homme », son client Ulrich Chelms, pour obtenir de lui une liste des points sur lesquels l'accord des Églises était probable ou possible. Lorsqu'il revint définitivement en France, il s'aboucha encore avec les représentants et les ministres des villes de l'Allemagne du Sud, Ulm, Memmingen, Jany, Landau. Les résultats obtenus dépassèrent son attente « Je veux bien vous avvertir, écrivait-il à Montmorency, que depuis mes dernières lettres, j'ay gagné ung point dont je me desloyais fort, touchant le sacrement de l'autel, envers les plus grans impugneurs d'icelluy. Tellement que si bien ils n'en sentent entièrement selon l'opinion d'aucuns théologiens modernes, ils en sentent toutefois ainsi que les anciens docteurs de l'Eglise² ». L'affaire était donc en bonne voie et permettait de concevoir les plus vastes espérances.

1 « . Vous sçavez que par la lettre que je luy 'au Roy receivy dernièrement, l'avertissement de mon parlement et de ce que j'ay eu sçavoir par deux touchant la fact du futur concile et de l'esperance en quoy j'attends que les choses de la religion se pourroient mener d'accord et se trouver une bonne union en l'Eglise ensuyvant l'intention dudit Seigneur et le desir que nostre Saint Père et luy m'avoient baillé d'entendre sur quelques articles de doctrine quelle pourroit estre l'union des deux Eglises de par deça. Mais leigneur m'envoyoit par deux fois, d'abord par luy et par après et propre messagier que j'ay eue à me bouger de là que je n'eusse la resolution de quelques princes sur ce qu'ils voudroient faire et conclure ensemble au cas de l'achèvement du concile. Ensemble m'envoya ledit Seigneur quelque somme d'argent pour employer es lieux par lesquels par quelques lettres il m'ordonnoit auxquelles obtempérer, j'ay de rachez eue vers leurs princes et, à bien de difficile prise la resolution qui m'estoit commandée ». Guillaume du Bellay à [Balarigault?], Landau, 2 juin, Aff. étr., Allemagne, III, f. 100. — Il est fait allusion à ces deux lettres du Roi dans celle que François I^{er} adressait à Guillaume du Bellay, de Montcaillon, 7 mai 1536, reproduite par Trémeau, op. cit., f. 147.

2 Guillaume du Bellay à Montmorency, sous Rex et date (mai de juin 1534), Aff. étr., Allemagne, III, f. 110^r. Il ajoutait : « Par adventure n'y auroit nul que may arivé à Paris. le Roy me commandant d'aller veoir Messieurs de la Faculté leur exposer ce que j'ay trouvé par l'ice par l'ice affaire de la religion. Les Espagnols et autres docteurs des pays de l'Empereur en occurreront et par ainsi se confirmera la voix que les praticiens que n le Roy en Allemagne eue pour l'union de l'Eglise et autres bonnes fins. »

Les dispositions d'esprit dans lesquelles Langey, à son arrivée, trouva le Roi et les principaux personnages de la Cour, étaient faites pour confirmer cette bonne impression. Depuis quelques années, autour de Marguerite de Navarre s'étaient groupés des hommes aux idées larges, tolérants, adeptes fervents de la Renaissance des lettres et convaincus en même temps de la nécessité d'une réforme dans l'Eglise. Erudits, comme Budé, professeurs, comme les maîtres du Collège de France, princes de l'Eglise, comme Jean du Bellay, hommes de Cour, comme Jacques Cohn, ils étaient tous des humanistes, mais dans leur conception profonde de l'humanisme se conciliaient leur amour des belles-lettres et leur aspiration vers une religion plus pure. Ils ne croyaient pas indispensable de sacrifier l'une à l'autre, et, comme presque tout le monde, se figuraient qu'on pouvait réformer l'Eglise sans nécessairement aboutir à un schisme ; bien plus, ils étaient persuadés que par une réforme entreprise avec bonne foi et conduite avec énergie et clarté, on pourrait peut-être ramener dans le giron de l'Eglise romaine ceux qui s'en étaient momentanément écartés. A vrai dire, leur idéal était encore assez vague et leurs desseins imprécis : le nom de « tiers parti » qu'on a quelquefois donné à ce groupe n'est pas d'une exactitude. Ce qui rapprochait tous ces personnages c'était moins un programme défini à exécuter qu'un ennemi commun à combattre : les tenants du « passe-prochain », les adversaires de toute nouveauté, particulièrement la faculté de théologie, la Sorbonne, et son syndic Noël Béla ¹.

Depuis trois ans la lutte se poursuivait ardente, sans répit, entre les deux camps. La Faculté de théologie s'était attaquée à tous les protecteurs des idées nouvelles, même à la sœur du Roi, à cette Marguerite dont l'appui était le plus efficace et dont les idées religieuses touchaient au luthéranisme. Au milieu de 1536, Marguerite se croyait sûre de la victoire. Les mesures de rigueur prises à la fin de 1533 avaient été rapportées, Nicolas Bourbon

¹ Pour le développement de ces idées, voir H. Hauser, *De l'humanisme et de la Réforme, dans un Recueil Historique*, juillet 1887, A. Latrunc, *Histoire du Collège de France*, chapitres III-V du même, *Les idées religieuses de Marguerite de Navarre*, Y. L. Bourcilly et H. Weil, *Jean du Bellay, ses précédents et la Sorbonne (1522-1538)*, dans le Bulletin de la Société de l'histoire du Protestantisme français, 1923.

venait d'être remis en liberté, à la requête du roi d'Angleterre, Noël Bédé, un moment rappelé après son exil, était condamné, sur une accusation de lèse-majesté, à la détention perpétuelle et allait être bientôt dirigé vers le Mont Saint-Michel. La Bourbonne était muette de terreur, les novateurs triomphaient et leurs livres se répandaient librement dans Paris. Est-ce à dire que la Cour tout entière, le gouvernement, le Roi adhéraient aux idées nouvelles ? Non certes. Duprat, Montmorency, le cardinal de Tournon, y étaient peu enclins ou se montraient tout à fait hostiles. Leur influence était puissante sur l'esprit de François I^{er}. Mais celle de Marguerite paraissait plus puissante encore. Tirillé entre deux directions contraires, le Roi était encore hésitant. Sa faveur pour les nouvelles doctrines croissait de jour en jour¹. Cependant, sur un point encore, il y avait un abîme entre les Allemands et lui, sans doute au sujet de la suprématie du Pape, à laquelle ceux-là répugnaient et que le roi de France pour toutes sortes de raisons, estimait fondamentale. L'accord se ferait-il sur cette question ou bien l'intransigeance de l'un et de l'autre parti arrêterait-elle en plein succès la marche des négociations ? Tout dépendait des réponses qu'enverraient les protestants d'Allemagne.

Ces réponses arrivèrent à la fin de l'été 1534, elles étaient telles qu'on pouvait l'espérer de la bonne volonté et de l'esprit modéré de leurs signataires². Ulrich Chelius s'était d'abord adressé à

¹ Guillaume du Bellay à Sancer, 30 juin 1534, dans le *Rec. de la Soc. de l'hist. du Prot. fr.*, 1883, p. 225-230.

² Ces réponses se trouvent dans le volume 426 de la collection Dapuy qui contient les deux lettres de Melancthon à Guillaume du Bellay des 1^{er} août 1534 et 20 août 1535, la réponse de Melancthon au quinquiesme rescrit, les avis de Martin Bucer, de Hédion, les lettres d'adhésion aux avis précédents adressées à Ulrich Chelius par Martin Frick d'Ulm, Conrad Frick d'Inns, Gervais Schuler de Memmingen, Pierre Lehman d'Heilbrunn, Jean Cugny de Pforzheim, Heinrich Vicelinus d'Augsbourg, Thomas Gesser de Linden, les évê de Bollingen de Zurich, de Haller de Berne, de Myconius de Bâle, enfin une lettre d'Artorius Pellens (Martin Bucer) à Jean Sturm, datée de Strasbourg, 20 septembre 1535. Toutes ces pièces sont autographes. Sur l'avis de Hédion on remarque certaines corrections, probablement de la main de Guillaume du Bellay — Elles ont été publiées, sauf les trois dernières, en 1827, sous le titre : *Sententia Phil. Melanthonis Martini Bucer, Conr. Hedionis et aliorum in Germanici Theologorum de pace Ecclesie ad sum. nobilissimum Gulielmum Bellum. Lugduni. Anno MD XXXIII* (certaines non éditées, CD 10 CVII 48 pp. petit, in f^o). — Sur ces réponses, et plus généralement sur les actes de commerce de 1534-1535, voir Ch. Schmidt, *Die Union der Kirche Franz des 1^{er} dans la A. d. d. Zeitschrift für die Historische Theologie*, 1880, p. 35-49, et V. L. Bourrilly, *François I^{er} et les protestants, les causes de l'accord de 1534*, dans le *Rec. de la Soc. de l'hist. du Prot. fr.*, 1908.

Mélancthon le plus réputé de réformateurs après Luther et moins entier que celui-ci dans ses idées. Le théologien de Wittenberg rédigea volontiers la consultation qu'on lui demandait : il dressa la liste des articles sur lesquels les réformés étaient en désaccord avec l'Eglise romaine et à propos de chacun d'eux, indiqua par quelles concessions réciproques on pourrait arriver à résoudre les difficultés.

Tout d'abord il était fous que sous prétexte de corriger des abus que l'Eglise ne peut nier, les protestants voulaient tout bouleverser : il ne s'agit pas de détruire l'autorité de l'Eglise, mais de discuter sur les matières qui importent à la conscience et au culte de Dieu. L'organisation de l'Eglise est légitime et l'on ne saurait raisonnablement la condamner, si elle ne sort pas de ses limites, si le Pape et les évêques n'abusent pas de leur autorité pour écarter la vérité. Il n'y a pas de conflit au sujet de la supériorité du Pape et de l'autorité des évêques, elles sont même nécessaires, et sur ce point l'accord sera facile. Il en sera de même au sujet des traditions humaines concernant les choses indifférentes, de la confession même que Mélancthon croit utile de conserver, en l'épurant de toute acception sacramentelle. Plus grave est la question de la justification par la foi et de la valeur des bonnes œuvres. Mais sans compter que le temps a rendu moins âpre la discussion, tout le monde s'accorde aujourd'hui à reconnaître que la foi est indispensable, accord également sur le libre arbitre, le péché originel avec un peu de bonne volonté de la part du Pape et des rois et le concours de quelques hommes sages et dévoués d'aboutir, on arriverait aisément à dresser une doctrine simple et juste de la justification. Resterait à s'entendre sur la rémission des péchés et la valeur des bonnes œuvres. Cela ne serait pas difficile, à condition d'écarter de la discussion les esprits chagrins déformés par les doctrines scolastiques : il suffirait d'admettre la rôle prépondérant de la foi en ces deux matières, et c'est une opinion qui tend à prévaloir. Le point le plus délicat est l'article de la messe : c'est comme un corail gordien dont seul un synode pourrait avoir raison. Comment offrir une solution, alors que la question est encore débattue parmi les protestants ? Mais on peut traiter quelques parties accessoires. Mélancthon admettait un peu de chose pour l'ancienne forme de la messe, car il faut se garder des nouveautés non nécessaires. A cause des abus auxquels ont donné lieu les messes privées, de grandes discussions se sont élevées à ce sujet. On pourrait adopter un moyen terme jusqu'à la création d'un

synode. Quant à la communion sous les deux espèces, qui a soulevé tant d'orages, il serait facile de régler la question : le Pape n'aurait qu'à laisser toute liberté sur ce point, ce qu'il est en son pouvoir de faire, puisque la prohibition est de droit humain. Le culte des saints a été aussi fertile en abus, il n'en est pas fait mention dans l'Évangile ni chez les premiers Pères de l'Église ; on pourrait donc le supprimer. Cependant, si on veut à toute force le conserver pour éviter des troubles, il serait aisé de trouver une formule qui sauvegardât la prérogative divine : du bon sens et un jugement droit suffiraient pour cela. Malgré la corruption qui règne dans la plupart des monastères, Mélanchton consentirait à les voir conservés, à condition de les transformer en écoles, en collèges, en foyers de science et de charité. Quant au célibat des prêtres, il ne l'exigerait que des hauts dignitaires ecclésiastiques. Du reste sur ces deux dernières questions, le mariage des prêtres et les vœux monastiques, le Pape a plein pouvoir pour en décider. De lui donc, en dernière analyse, dépendait, pour la plus grande part, la solution générale du conflit.

Dans la lettre qu'il adressait à Langrey avec ces articles, Mélanchton fut encore plus explicite : il ne s'agissait ni de détruire l'organisation de l'Église et le pouvoir du Pape, ni de changer sans réflexion les anciennes règles¹. On ne pouvait guère se montrer plus accommodant. Il avouait lui-même à Bucer qu'il était allé un peu loin dans la voie des concessions. Mais il s'en excusait à demi : il jugeait qu'il avait seulement donné une consultation rapide et privée. Il n'espérait pas, à vrai dire, désarmer le Souverain Pontife, mais il avait voulu exposer les points essentiels de la controverse, et, s'il avait atténué les oppositions, c'était pour encourager ses correspondants de France à poursuivre leurs essais de concorde, alors que tout espoir n'était pas encore perdu de les voir aboutir².

1. Mélanchton à Guillaume du Balley, 1^{er} août, B. N., Dupuy 224, f. 6-7. *Corpus Reformatorum*, II col 730-760. « Ostendi quendam in his (articulis) moderationem, et mihi quidem videtur non inutilem exierim. Nec dubito quin de omnibus istis articulis facile conveniri possit, et monarchiam aliqui ediderint et aliqui domi et domi viri amant et libere inter se colloquerentur. Sunt enim controversie non ita multe. Nam hoc agitur, et politica ecclesiastica sui generis familiaria aboleretur, non hoc agitur et veteres ordinationes sine discrimine mutentur. Hoc tibi polliceor, me consilia mea ad tuam et imperatorum honorum virorum voluntatem cumque fide accommodaturum esse et effecturum ut intelligas me tranquillitatis publicae cupidissimum esse. »

2. Mélanchton à Bucer, 1^{er} août, *Corpus Reformatorum*, II, col 771.

Mais des articles de Mélanchton, Chélus se rendit à Strasbourg où, le 17 août, il demanda l'avis de Bucer et celui de Hedion. Ceux-ci s'empressèrent de le donner, à la hâte, sans avoir le temps, Bucer de le soumettre à ses collègues. Hedion même de se retirer¹. Leurs réponses ne diffèrent pas sensiblement, quand au fond de celle de Mélanchton, qui d'ailleurs leur avait été soumise, on y remarque seulement quelques affirmations plus catégoriques, un sentiment moins délié des nuances, des références plus nombreuses, un appareil de discussion plus scolastique. Tous deux proposaient antérieurement au concile, un synode préparatoire composé d'hommes vertueux et savants, prêtres et profanes, qui discuteraient les questions en litige et les moyens de les résoudre à l'amiable. Au reste, ils se ralliaient entièrement à l'opinion de Mélanchton. Ainsi firent, sans entrer dans le moindre détail les autres théologiens dont l'évêque Chélus, au sortir de Strasbourg sollicite l'adhésion : Martin Procht d'Ulm, Conrad Frick d'Illuy, Gervais Schuler de Memmingen, Pierre Lehman d'Heilbronn, Jean Luger de Pforzheim, Boniface Vicelin d'Augsbourg, Thomas Gasner de Linden². Seuls, les Saxons ne mirent aucun empressement à répondre à l'appel de Langey : ils ne devaient envoyer leurs avis qu'au début de l'année suivante. Encore fallut-il pour les décider leur dépêcher exprès Chélus une seconde fois³.

1 L'avis de Bucer (R. W. Dupuy 488, f. 10-20) se termine par les lignes suivantes : « Nos tumultuaria consuevit consuetudine scribi » et de la main de Bucer : « In qua Philippus Melanchthon respondit per omnes subscriptiones cum quibusdam congruentibus articulis qui utique legenti satis valent, Martinus Bucerus : Non dedit se scribere » (R. W. Dupuy 488, f. 10-20). Bucer dit : « Chélus dicitur uti Langey non respondere et al. deinde aliqui plus minus eo permixti et parvulis verbis obsequens polioquentia attributa huc quod videtur non potest esse obtemperare se Chélus obsequens, quo circa fuit et brevis notum solum subscriptum uti Non enim erat tempus ut regnum a synodis crederetur ». Quant à Hedion, il commente ainsi sa réponse : « Non uti Ulrich, libro prout huc quomodoque non huc arguent, uti diligenter uti via huc uti polioquent nihil parvulis uti regis talia amicum Quare quidquid et quicquidque huc scriptum est hoc mandati consuetudo » (Dupuy 488, f. 37-40). Cependant un ami et disciple de Bucer écrivait à Ulrich, le 1^{er} août : « Legimus quam Philippus fecit omnia exhiberi scriba, unde, certa sunt Tu charissime Dominus God. Tolito Langey latere scriba de talibus parvulis quibus in particularibus huc non hic per omnia subscriptum » (Bibliothèque de la Société de l'Histoire de l'Évangélisme français, Copies de Ch. Schmidt).

2 R. W., Dupuy 488, f. 44-46.

3 Cf. V. L. Bourdely, *François I^{er} et les protestants*, loc. cit.

III

Les concessions des réformateurs allemands dépassaient les espérances que l'on avait pu fonder sur la modération de Melancthon et l'esprit de concorde de Bucer. L'effet produit par ces réponses dans l'entourage du Roi fut profond. A la fin d'octobre Jean du Bellay s'en faisait l'écho dans une lettre à Nicolas Raince où il exposait les résultats des négociations de Langey. « En Allemagne, luy et moy, par commandement du Roy avons reduict les choses jusques là que tous les hérésiarques tant luthériens que swingliens qu'autres ont baillé articles signes plus tollerables beaucoup qu'on ne pouvoit espérer, remectant la plupart du total au Roy et à ses bons ministres; entre autres choses, s'offrent à faire ce que ledict Sieur voudra touchant la recongnissance de l'Eglise romaine. C'est chose qu'encores on ne peut croire icy pour estre tant contre l'opinion de chacun, mais je suys saisy de leurs acings ¹ ». Jean du Bellay n'était pas sans exagérer un peu : mais au fond l'impression était juste. Ce qu'on appréciait le plus à la Cour de France dans les avis des réformateurs allemands, c'était de les voir prêts à reconnaître l'autorité du Pape, l'organisation de l'Eglise. Melancthon même estimait nécessaire un gouvernement dans l'Eglise : « s'il n'y avait pas d'évêques, disait-il, il faudrait en créer ». Nulle déclaration ne pouvait être plus agréable à François I^{er}, pour qui l'accord avec le Pape était à ce moment la pièce maîtresse de son système politique.

Le concours de la papauté était nécessaire au roi de France pour lui permettre de réaliser ses desseins en Italie sur le Milanais en particulier. Il lui avait été assuré lors de l'entrevue de Marseille. Clément VII, sans cesser d'entretenir de bonnes paroles l'Empereur et Ferdinand, se montrait favorable à la France. Il avait été tenu au courant des négociations de Langey en Allemagne, il s'y était fort intéressé et n'avait pas caché son émotion à la nouvelle des périls que les ambûches des Impériaux avaient fait courir à notre ambassadeur ². Malheureusement Clément VII

1. Jean du Bellay à M. de Saint-Gabrie (Nicolas Raince), (sans date, mais de la fin d'octobre ou du début de novembre 1534), B. N., fr. 5199, f. 199-200.

2. Nicolas Raince à Jean du Bellay, 1^{er} juillet 1534 B. N. Dupuy 263, f. 306-307. — La même à Guillaume du Bellay 31 juillet, *ibid.*, vol. 303, f. 30. — Cf. Clément VII à Charles-Quint, 20 août, *Calendar of State Papers. Spanish 1534-1535*, V, n^o 26, le cardinal Gaddi à Jean du Bellay, B. N., Dupuy 264, f. 2-3 (19 septembre 1534).

tombe malade au milieu de 1534, et, le 26 septembre, mourut¹. Avec lui disparaissaient l'alliance scellée à Marseille et les espoirs qu'on en avait conçus. Mais ne pourrait-on pas gagner son successeur Paul III ? C'était un esprit pacifique, bien disposé pour le roi de France auquel il devait en partie son élévation. On connaissait déjà quel dessein lui tenait le plus à cœur : la convocation du concile. Or, les pourparlers engagés avec les protestants d'Allemagne pouvaient y conduire. C'était un autre aspect de cette politique pour ainsi dire à double détente. Avec un pape comme Clément VII, hostile au concile, on l'avait présentée comme capable de le retarder ou même de le rendre inutile. Puisque Paul III y tenait par dessus tout, elle en serait la meilleure préparation et le garant le plus sûr du succès. La volte-face fut prompte : notre ambassadeur à Rome, l'évêque de Mâcon, et Jean du Bellay qui comptait y trouver le chapeau de cardinal, surent l'exécuter avec une habileté qui, si elle ne fit pas entrer le nouveau Pape dans l'alliance française, l'empêcha de sortir d'une neutralité dont les Impériaux seuls avaient à souffrir².

Paul III avait un autre dessein qui lui était aussi très cher : c'était de réconcilier avec le Saint Siège le roi d'Angleterre. Malgré les efforts de Jean du Bellay, dépêché exprès à Rome à son retour à Londres (janvier-avril 1534), Henry VIII avait été définitivement condamné le 23 mars 1534³. Mais les effets de l'excommunication avaient été suspendus, et un moment les Anglais avaient caressé l'espoir de voir une transaction se produire, en agissant *in extremis* sur Clément VII mourant⁴. Henry ne cachait pas sa volonté de rompre définitivement avec Rome et de consacrer par un schisme sa résistance aux arrêts de la Curie romaine. Paul III voulait à tout prix éviter cet éclat. Les chances paraissaient favorables pour tenter un dernier effort sur Henry VIII : son amour

1. Sur la maladie du Pape : voir les lettres de notre ambassadeur l'évêque de Mâcon au cardinal Duprat (25 juillet) et à Jean du Bellay (16, 27, 29 juillet, 17 août 1534) Arch. Nat., J. 864, 65, et B. N., Dupuy 253, f. 140, 154, 151, 157. — Grégoire Casal à Jean du Bellay, Rome, 22-23 septembre 1534, Dupuy 254, f. 10-26.

2. Grégoire Casal à Jean du Bellay, 21 septembre 1534, avec post scriptum du 25 l'évêque de Mâcon au même, 7 octobre. B. N., Dupuy 254, f. 19-24, 205, f. 211. — Carlo Capponi, *La politica di papa Paolo III e l'Italia*, I, introduction, p. 1-16, chapitre II, p. 100-111.

3. P. Friedmann, *Jane Boleyn*, I, 294-307.

4. Grégoire Casal à Jean du Bellay, à Cromwell et à Norfolk, 23-25 septembre 1534, 15 octobre. B. N., Dupuy 254, f. 19-24. — *State Papers*, VII, p. 570-587. — Friedmann, *op. cit.*, II, p. 34.

pour Anne Boleyn était moins ardent qu'aux premiers jours et non exempt d'orages. La perspective d'un schisme inquiétant le peuple anglais : des troubles étaient à craindre si la rupture se produisait. Qui mieux que François I^{er} pouvait agir sur le roi d'Angleterre, et plus efficacement ? C'est ce que Paul III, tout de suite après son élection, fit entendre aux cardinaux français à qui les agents de Henry VIII avaient confié la conduite de leurs affaires.

C'était aller au devant des vœux de François I^{er}. Depuis l'arrivée des avis d'Allemagne, de vastes projets prenaient corps, tout un système d'alliances dont le roi envelopperait son éternel rival, l'Empereur. Tandis qu'il envoyait Jacques Collin traiter avec le duc de Gueldre ¹ et qu'il tâchait de retenir dans son alliance les princes allemands, auxquels il dépêchait Gervais Wals et le sieur de Beauvais ², il attendait un ambassadeur de Barberousse et du Grand Turc ³. Il était sûr de la neutralité bienveillante du Pape : les services qu'il espérait lui rendre en Allemagne et en Angleterre en feraient peut-être son allié en même temps qu'ils lui assureraient le concours des princes de ces pays. S'il réunissait à grouper ainsi de Londres à Constantinople et du Danemark aux

1. Le traité fut signé le 11 octobre. On en trouve une copie B. N. Dupuy 102, f. 42-43.

2. Mandement au trésorier de l'Épargne de payer au sieur de Beauvais et à M^{re} Gervais Wals la somme de 1000 livres tournois, soit à chacun 500 livres tournois : pour leur vacation de Vix jours entiers au fons de VII livres tournois pour chacun d'eux commencing le xxv^e jour de ce présent mois d'août que ledit Sieur leur expédia ledit Rec de Fontenobles et Beauvais le 19^e jour de décembre pourvoir ledit Rec de Fontenobles porter lettres de créance dudit Seigneur à certains princes et seigneurs dudit pays concernant certains affaires dudit Seigneur dont il ne valet estre faite plus ample déduction en l'acquit qui sera expédié... — à eux autres la somme de 500 livres tournois en 3000 sous d'or soleil à raison de six sous tournois pièce, pour mille sous par eux portés en certains articles du pays d'Allemagne et ditz le Sieur et Beauvais ont et reçoit que bon soit aux personnaiges et chose que leur a été commandé par ledit Seigneur qui ne vult estre nommez ne les causes pour lesquelles il entent ledit Rec de Fontenobles leur soit distribué autrement d'ailleurs ne spécifiquement en l'acquit qui sera expédié. » Arch. Nat., J 561 51^{re} (sans date), B. N., Clairambault 1215, f. 73^{re} à la date du 22 août, 1000 livres au lieu de 1000. — Un nouvel acquit de 1000 livres tournois fut signé en leur faveur le 11 janvier suivant *ibid.*, f. 73^{re}. Les lettres de créance aspects de l'indigence de Brer, dans lesquelles Gervais Wals était led' ordonnance ordinaire du Roi, sont du 28 août. Arch. de Marbourg (avec un avis du «sieur de Beauvais au landgrave de Hesse).

3. Cf. V. L. Boerilley, *L'ambassade de La Forest et de Marillac à Constantinople* (1520-1522), dans la *Revue historique* de juillet 1901, en début.

Rats Barbaresques tous les ennemis de cette maison d'Autriche détestée c'était la puissance des Habsbourg paralysée, coupée en deux, Ferdinand contenu sur les bords du Danube, Charles-Quint chassé d'Italie et refoulé dans la Péninsule ibérique. L'Empereur l'avait si bien compris, qu'il essayait de gagner le roi de France par d'assez fortes concessions, de l'amuser tout au moins pendant qu'il rétablissait son pouvoir menacé dans sa base, la Méditerranée, par les victoires de Barberousse¹. Malgré les conseils de Montmorency, François I^{er} ne se laissa pas écarter de ses projets par les avances impériales. Il les poursuivit avec plus d'ardeur qu'auparavant, surtout du côté de l'Angleterre, où l'affaire plus urgente, réclamait une hâte extrême.

Le 20 octobre 1534, Chabot de Brion, accompagné de Langey et d'une nombreuse suite, partait de Blois pour Londres². Il s'agissait de détruire la mauvaise impression produite sur Henry VIII par les négociations avec le comte de Nassau, tout en les utilisant au mieux de nos intérêts. Brion devait proposer le mariage du Dauphin avec la princesse Marie en retour Henry abandonnerait son titre de roi de France et les pensions qui lui étaient accorées conformément au traité d'Amiens. Surtout il devait prier le Roi de ne pas prendre vis-à-vis du Pape des mesures irréparables, de renouer les négociations avec Paul III, dont les dispositions étaient favorables — avec le concours de la France, qui lui était acquis. Langey était chargé de renseigner Henry sur le caractère et les résultats de sa mission en Allemagne, probablement sur les essais de concorde poursuivis avec les réformés. Au moment où le roi d'Angleterre cherchait un appui parmi les protestants de l'Allemagne du Nord, il était de l'intérêt des deux princes d'unir leurs efforts en vue d'une fin commune.

Brion et Langey mirent exactement un mois pour se rendre à Londres. Ils n'y entrèrent que le 20 novembre, et la réception officielle avait été splendidement réglée³. Les agents français ne négligèrent rien pour frapper l'esprit de Henry et l'amener à céder. L'amiral manifesta autant de cordialité à l'égard de Chabot, l'ambassadeur impérial, qu'il affecta de froideur devant

1. Cf. les instructions publiques et secrètes données au comte de Nassau, 12 août 1534, dans Ch. Weiss, *Papiers d'état du Cardinal Granvelle*, I, p. 138-139.

2. Sur cette mission de Brion à Londres, cf. Friedmann, *op. cit.*, II, p. 40-41. — Cf. Foeré, *Justissime Foyet*, p. 42-44.

3. Chabot à Charles-Quint, 25 novembre 1534, *Calendar of State Papers, Spanish (1534-1634)*, V, n° 112.

Anne Boleyn. Langey fit sonner bien haut le nombre de lansquenets dont son maître pouvait disposer en Allemagne. Mais ils eurent affaire à forte partie. À Cromwell le ministre tout-puissant. Les sentiments de Cromwell, ses desseins étaient en opposition avec les désirs des Français. Il était défavorable à l'alliance française, il voulait assurer l'indépendance de la couronne d'Angleterre vis-à-vis de la papauté. Aussi la mission de Brion ne pouvait-elle guère réussir. Au sujet du mariage, Henry VIII, objectant le caractère adultérin, selon lui, de la princesse Marie, proposa de marier au Dauphin Elisabeth qu'il avait eue d'Anne Boleyn. L'amiral fit des réserves et remit la chose à des négociations ultérieures, peut-être même à une entrevue des deux souverains. Le bruit en courut, et, d'après Chapuis, Langey l'aurait répandu. C'était donc sur ce point un demi-échec.

L'échec fut complet sur la question religieuse. Les Français étaient arrivés trop tard. L'avant-veille de leur entrée à Londres, le Parlement avait adopté l'acte de Suprématie qui faisait de Henry VIII le chef unique et suprême de l'Eglise d'Angleterre et lui donnait l'autorité absolue dans toutes les questions civiles ou ecclésiastiques. L'acte de Suprématie était le terme de la politique de Cromwell. A demi dissimulée jusque-là sous la question du divorce, qui en avait favorisé les progrès, elle triomphait maintenant : la rupture avec Rome était formelle, éclatante, définitive. Les efforts des Français ne pouvaient fléchir la volonté obstinée de Cromwell. Loin d'en tenir compte, celui-ci sembla prendre à cœur de dissiper leurs dernières illusions. Lorsqu'il parturent, dans les premiers jours de décembre, un nouveau bill enjoignait d'obéir à l'acte de Suprématie et mettait la désobéissance au rang des crimes de haute trahison.

IV

La politique religieuse de Henry VIII et de Cromwell compromettait le succès des desseins de François I^{er}, l'affaire des placards survenue sur ses entrefaites faillit les ruiner complètement¹.

À son retour de Londres, Langey trouva la situation bien changée. L'affichage de placards violents contre la messe dans plusieurs villes simultanément et jusque sur la porte de la chambre

1. Cf. Sur l'affaire des placards et ses conséquences. V.-L. Bourilly et N. Weiss, *Bull. de la Société de l'histoire du Protestantisme français*, article cité, mars-avril 1904.

royale, à Amboise, déclama la colère du Roi et de nouvelles persécutions contre les protestants. Il fut aisé de faire croire à un véritable complot, dirigé non seulement contre l'Eglise, mais aussi contre le pouvoir royal. La France avait aussi ses Sacramentaires, ses anabaptistes, semblables à ceux qu'on tâchait à ce moment même d'anéantir à Munster. Des perquisitions furent faites chez tous les suspects, les arrestations se multiplièrent, bientôt suivies de supplices. Pendant plusieurs mois, une véritable terreur régna dans Paris. Le parti hostile aux nouvelles idées en profita pour mettre la main sur le Roi, le soustraire à l'influence de Marguerite et de ses amis, le pousser à les actes décisifs pour l'avoir. A la fin de décembre, François revient à Paris : le 13 janvier, il rend un édit qui équivaut presque à supprimer l'imprimerie, et, le 21, il participe avec toute la Cour en grande pompe à une procession solennelle qu'éclaire la lueur de six bûchers¹. Où était le fondateur du Collège de France ? Que devenaient les projets de concorde ?

Les amis du Roi en Allemagne se le demandaient avec anxiété. La nouvelle des persécutions leur parvint au début de décembre et produisit partout une impression douloureuse. Tous ceux qui, depuis quelques mois, blâmaient Bucer et Mélinckton de s'être montrés trop conciliants, voyaient confirmés leurs soupçons et justifiées leurs critiques acerbes. Les Suisses en particulier, dont la défiance, nous l'avons vu, s'était manifestée dès l'origine et n'avait depuis lors cessé de grandir, les Suisses se montrèrent particulièrement amers et hostiles. S'ils cédèrent en janvier 1536 à l'insistance d'Ulrich Cusinus et lui remirent les avis qu'il sollicitait au nom de Laugel, ils ne se mirent pas en frais de conciliation : leurs formules tranchantes, leurs affirmations catégoriques étaient plus propres à faire exalter les divergences qu'à ménager un rapprochement².

Ce qui était plus grave, c'était le parti que tiraient de ces

1. Le récit officiel de cette fameuse procession du 21 janvier, en partie écrit de la main de Guillaume du Bellay, avec quelques retouches de Jean, est B. N., Dupuy 76. f. 186 v. Il fut sans doute publié dans une brochure, sans nom d'auteur, intitulée : *Procession générale faite à Paris, le Roy [y] étant en personne, 21 janvier 1536*, o. l. n. d., in-8 v. g. th., dont un exemplaire est mentionné sous le n° 1221, dans le *Catalogue de la bibliothèque de feu M. le baron Jérôme Fichon*, Paris, Techener, mai 1837. C'est le texte de cette brochure que l'on retrouve reproduit dans la *Cronique de Roy François Premier* p. 1131-37.

2. Voir l'analyse de ces avis dans l'art. cit., *François I^{er} et les protestants, les projets de concorde en 1536* dans le *Bull. de la Soc. de l'hist. du Prot. fr.*, août 1908.

persécutions les Impériaux. Déjà, au mois d'octobre précédent, Gervais Wain et Etienne de Laygues avaient à grand peine réfuté les bruits calomnieux qu'on répandait contre François I^{er}. Maintenant on opposait les bons traitements dont il entourait les envoyés du Turc aux supplices qui étaient le lot des Allemands. Charles-Quint et Ferdinand multipliaient les avances aux protestants, se montraient d'une condescendance extrême. Quel contraste entre cette politique et celle du roi de France ! Par leurs racontars, les ennemis de François I^{er} l'aggravaient encore et tâchaient d'ameuter l'opinion contre lui.

C'est ce que Langey remontra d'assez bonne heure à son maître. Il n'avait pas cessé, même lors de sa courte mission en Angleterre, de suivre les affaires d'Allemagne. Au milieu de novembre, nous le voyons répondre longuement à une consultation du Roi et tracer les lignes générales des instructions destinées à Wain et au sieur de Beauvais¹. Dès le premier jour, il comprit le tort immense que les persécutions ne manqueraient pas de faire à notre politique allemande. Avec le concours de ses frères Jean, l'évêque de Paris, René, son vicaire, de son parent Barnabé de Voré, il s'efforça de sauver de la prison ou du supplice le plus qu'il put de ces jeunes étudiants allemands dont l'origine seule était tout le crime. Grâce aux du Bellay, plusieurs parvinrent à gagner Strasbourg, Bâle ou la Mandre. D'autres qui restèrent furent reconfortés, mis à l'abri. Guillaume et Jean obtinrent du Roi que s'il se ou trouvait parmi les prisonniers, on les renverrait avec les pièces de leur procès aux autorités de leur pays d'origine. Ne pouvant arrêter le cours de la colère royale, ils tâchèrent de le détourner, d'en amoindrir le choc. Puis, lorsqu'elle se fut assouvie, après la procession du 21 janvier, Langey réussit à ramener François I^{er} aux idées de modération, à une vue plus nette de la situation et de ses véritables intérêts.

Le 1^{er} février, il lit au Roi sa lettre aux États de l'Ém. arc. François I^{er} y répondait aux accusations des Impériaux². Il se

1. Voir à ce sujet les lettres de l'archevêque de Land à Charles-Quint, 16 octobre, 3, 16, 17 novembre, Lanz, *Correspondenz des Kaisers Karl V*, II, p. 133, 136, 144, 147.

2. François I^{er} à Guillaume du Bellay, de la Haye, 7 novembre, et Chenonceaux, 27 novembre 1534, Trincant, *op. cit.*, I, 180. — Réponse de Guillaume du Bellay à la première lettre du Roi, s. l. n. d., A.R. Etc., *Allemagne*, III, I, 116-117.

3. Le texte latin de cette lettre se trouve dans les *Exemplaria* publiés par Langey en 1537, p. 143 (94). La minute d'une traduction française, avec corrections de la main de Guillaume du Bellay, peut-être en vue de son *Ogduiden*,

disculpait d'abord de ses négociations avec le Turc. Ce n'était pas lui qui en avait donné l'exemple, mais bien Ferdinand lui-même. D'ailleurs la paix qu'il est sur le point de conclure profitera à toute la chrétienté : « Nous avons le choix en main ou d'accepter la paix et sans effusion de sang arrêter ung et jussant ennemy hors de nos limites, — ou de persister en guerre avecques luy et, pour entretenir et nourrir la particulière ambition d'ung ou autre, — exposer toute la respublicque chrestienne non seulement aux incoustans et incertains évènements de la guerre, mais à une hazardeuse et douteuse conséquence de la victoire, quand orra Dieu la nous donneroit ». La chrétienté a un tel besoin de paix que l'hésitation n'est plus permise. La guerre avec l'Infidèle cessera donc, « cependant que par la convocation d'ung concile universel nous adviserons ensemble et ordonnerons en la fluctuation d'icelles contredisantes doctrines et que nous semblera requérir la dignité de l'ordre ecclesiastique, la condition des temps avecques le présent malut et le futur repos d'ung chascun ». Sans la mort prématurée de Clément VII, « vous eussiez veu bienlost que nous fussons eucores tous retourner et reformer par bonne et vraie union comme en ung corps de républicque bien disposé ». Il n'y avait plus d'incertitude que sur le lieu où serait convoqué le concile. Tout permet d'espérer qu'avec le nouveau Pape aboutira cette œuvre de concorde à laquelle il travaillait avec les docteurs allemands.

Il arrivait ainsi au second grief, le plus grave, qu'on lançait contre lui, les persécutions dont les Allemands auraient été victimes dans son royaume. Il rétablissait les faits et donnait la version officielle de l'affaire des juards, de son caractère et de ses conséquences, « A l'autumbe dernier, au retour d'ung personnage par lequel j'avoys faict à plusieurs de vous entendre mon affection et desir à ceste reunion (sic legitur), et mayant ledict personnage rapporté d'aucuns vos prédicateurs quelques petis tractez préparatifs de la voye et moyen d'icelle par lesquels j'avoys

est H. K. Dupuy 90, f. 38-57. C'est cette traduction qui est imprimée dans l'*Epistola*, f. 101r-107v. La lettre fut envoyée en Allemagne en Suisse, en Italie. Herminjard, op. cit., III, 27-282, reproduit un exemplaire tiré des Archives de Zurich. 28. Lescot a publié une lettre de François I^{er} au duc de Clèves, datée du 12 février 1535 et adressée à l'envoyé de manifeste, *Bulletin historique et philologique du Comité des travaux historiques*, 1902, p. 327. Heinschius la traduit en allemand, *Corpus Reformationum* II, col. 894 sqq. Cf. Heinschius à J. Kemmer, 12 juin 1535, 1664, col. 278-879. — Une traduction en Italien est aux Arch. Nat., K 1462, n° 24.

déjà conçu quelque bonne espérance de y parvenir, est survenu que le père de mensonge et de division, ennemy de vérité et de repos, suscita aucuns personnaiges plus tost furieux que autrement à la subversion de toutes anciennes et saintes observations, sentant des propos de telle sorte que je les ayms trop mieulx demourer ensevelis es ténèbres dont ilz sont ysaux que remémorer devant vous, c'est-à-dire en la lumière du monde. Mais tant y a que si oncques en vos pais il s'est trouvé aucuns non tels personnaiges que ceux-ci mais trop moins meschans et malheureux, vous les avez, comme vous debviez, abhorrez, exécrés et abominés, pour obvier à laquelle contagieuse peste, qui directement tendoit à sedition et ad ce quelle ne pululast en mon royaume, j'y ay avecques tout song, sollicitude, industrie et vertu résisté. Parmi les « apprehendes » il ne s'est trouvé aucun Allemand, à moins de considérer comme Allemand tout hérétique. « nul des vostres n'esté persecuté, nul exécuté, en toutes mes prisons ne s'en trouvera ung que je sache. Ma Court, mes villes, mes pais sont ouverts à tous de vostre nation et maintenant se y trouvent aucuns princes d'icelle, plusieurs gentilshommes et gens de guerre, grant nombre d'escoliers, plus grant nombre de marchans et artisans en telle abondance que les miens propres. En somme, à vostre nation est libre en France de faire ce qui est libre aux Français mesmes, voire ce qui est libre à mes propres enfans ». A quoi tendent ces calomnies, on ne le voit que trop. « A nous mettre en division et avoir le passe-temps de nous veoir choquer les uns les autres ». L'amitié et « germanité » entre Français et Germans gêne l'ambition de la maison d'Autriche. Que les Impériaux parviennent à la briser, rien ne s'opposera plus à leur puissance. Sur la ruine des libertés germaniques se fondera la monarchie universelle.

Cette lettre, où se mêlaient aux redondances cicéroniennes les jeux de mots chers à l'humaniste, fut répandue à travers toute l'Allemagne, la Suisse, l'Italie. Pour en faciliter davantage la diffusion, elle fut traduite en langue vulgaire. Il est un point cependant sur lequel François I^{er} n'avait pas insisté, sur la question du concile. Il y revint dans une seconde lettre datée de Saint-Germain-en-Laye, le 25 février¹. Les Impériaux l'accusèrent d'être hostile au Saint-Siège et d'entraver la convocation du concile. L'arrivée du nonce du Pape Rodolfo Pio, évêque de Faenza,

¹ Fribourg imprimé, Arch. Nat., M 1683, n° 61.— Cette lettre est reproduite dans les *Œuvres*, p. 195-196.

prouvait la sincérité de ses bons sentiments à l'égard du Pape. Quant au concile, nul plus que lui ne le désirait. Il garderait près de lui Pio jusqu'à ce qu'en fussent réglés le lieu, la date de convocation et la matière. À ce propos, il jugeait qu'il y aurait avantage, pour les Allemands comme pour lui, à se mettre d'accord sur ces différents points. Il offrait donc d'envoyer quelqu'un ou de recevoir les envoyés des Allemands pour rendre cet accord plus facile. — Au même moment il écrivait à son ambassadeur à Rome pour témoigner de son ardeur pour le concile¹. De ce côté le changement de front de la politique française était entièrement effectué. Bien est vrai, ajoutait-il, qu'il faudra bien regarder à la concorde et au lieu où (il) se pourra tenir. Le lieu c'était le grand point de contestation avec l'Empereur. Le Roi espérait le faire fléchir à son avantage ou peut-être à cette occasion gagner du temps. La concorde elle-même accommoderait assez bien de ces procédés dilatoires. François I^{er} ne la perdait pas de vue. Ses deux lettres aux états de l'Empire prouvaient au contraire qu'au milieu des persécution il songeait à poursuivre ses essais de conciliation.

Le Roi était tiraillé entre deux factions contraires. Il laissait encore la faction catholico-espagnole marquer sa prépondérance par de nouveaux supplices. Mais il lui échappait peu à peu et prêtait de plus en plus l'oreille aux conseils des modérés. Le 3 février l'édit contre les imprimeurs fut rapporté. Les du Bellay s'efforçaient de gagner son esprit. Dans un entretien qu'il eut avec lui, Barnabé de Vore à propos de ses voyages en Allemagne s'étendit complaisamment sur Mélanchton, sur sa science, sa modération, ses qualités d'esprit et de cœur. Il le plaça au-dessus de tous ses contemporains les plus réputés, et spontanément se proclama son disciple. Ce lui fut une occasion d'exposer à grands traits les doctrines religieuses du réformateur d'Outre-Rhin. François I^{er} prit plaisir à ce discours et, comme pour en vérifier la véracité, manifesta le désir d'entendre Mélanchton en personne².

Les du Bellay sautèrent au vol l'occasion. la venue de Melanch-

1. François I^{er} à l'évêque de Meaux, St Germain, 22 février 1528, B. N., Dupuy 105, f. 68v sqq. : « Je vous écris ce par les advenemens que j'ay eu du concile d'Allemagne, plusieurs grands personnaiges, princes et autres d'illustre extraction, lesquels conseilz et luy ont aidé de voyder et bailler les ordres et différentes sentences qui sont de présent parmy la chrestienté. »

2. Jean Sturm à Mélanchton, 6 mars 1528, *Corpus Reformatorum*, II, col. 634 sqq. — Hoemijard, op. cit., III, n° 608, et à la suite une lettre de Barnabé de Vore. Cf. Joachim Camerarius, *Vita Philippi Melanctonia*, Le Roy, 1654, p. 163-164.

ton en France, c'était le plus sûr moyen de gagner le Roi aux idées nouvelles, à tout le moins de clore définitivement l'ère des persécutions et des supplices. Aussitôt Barnabé de Vore fut dépêché en Allemagne pour présenter l'illustre réformateur. Ils ne négligèrent aucun moyen d'assurer le succès de sa mission¹. Outre 675 livres tournois pour Ulrich Chelius, de Vore emportait des lettres chaleureuses de Sturm à Bucer et à Mélanchton. A celui-ci, Sturm expliquait la triste situation des religionnaires et de ceux qui favorisaient les idées nouvelles. L'essentiel était d'avoir pour soi le Roi dont l'esprit hésitait, varillant. Mélanchton sûrement le gagnerait par la sincérité de ses discours, et son ardeur de prosélytisme. Sa venue, c'était l'éclaircie dans un ciel d'orage, c'était le refuge, le port dans la tempête. Qu'il parût, et ils seraient sauvés. Dans sa lettre à Bucer, comme dans la précédente, il insistait sur les hésitations du Roi, sur ses dispositions somme toute favorables : il le priait ardemment d'agir de toute son influence pour décider Mélanchton à venir et le venir lui-même, car au dernier moment, sur la recommandation des du Bellay, François I^{er} avait témoigné l'envie d'entendre le réformateur de Strasbourg avec celui de Wittenberg.

Bucer n'était pas à Strasbourg lorsque de Vore y passa et y laissa ses lettres. D'Angsbourg où il se trouvait, il écrivit répondant à Mélanchton pour l'exhorter à faire une réponse favorable aux demandes des Français². L'invitation officielle de François I^{er} plongea l'ami de Luther dans un grand embarras³. Les articles, qu'à titre de consultation privée, il avait adressés à Guillaume du Bellay, avaient été répandus dans tout le monde réformé, parfois sous une forme tronquée ou fautive. Ils avaient provoqué de vives critiques, auxquelles Bucer s'était efforcé de répondre mais dont Mélanchton se montrait très affecté⁴. Comme toujours, on lui

1. Du Mans, 2 mars 1535, mandement au trésorier de l'Épargne de payer à Barnabé de Vore, sieur de la Fosse, 675 livres tournois pour portes en Allemagne les lettres du Roi à certains seigneurs et leur exposer verbalement sa mission, 675 livres tournois pour remettre à Ulrich Chelius, résidant en Allemagne à qui le Roi en a fait des sa récompense de son service. B. N., fr. 15638, n^o 51 62. — Jean Sturm à Mélanchton, 6 mars et à Bucer, 10 mars. Hermisjard, op. cit., III, n^o 468 et 469.

2. Martin Bucer à Jean Sturm, d'Angsbourg, 28 avril, Hermisjard, op. cit., III, p. 308, n. 4.

3. Mélanchton à Bucer et à Jean Sturm, 23 avril, *Corpus Reformationum* II, col. 872 seq. et III, p. viii. — Hermisjard, op. cit. III, p. 307, n. 1.

4. Bucer à Marguerite Blavier 16 février, 10 avril 1535, à Bollinger (du Mans). Copies du Ch. Schmidt Bibliothèque de la Sorb. de l'inst. du Prot. fr. — Bollinger à Bucer, 16 mars, Hermisjard, op. cit., III, p. 304, n. 11; p. 461.

reprochant sa modération : on l'accusait de compromettre par des concessions excessives, la cause de la Réforme. On lui prêtait un rôle de dupo, aussi humiliant pour lui que dangereux pour la nouvelle Eglise : et l'on tirait argument des récentes persécutions. Mais comment son âme fervente, son cœur épris de conciliation auraient-ils pu résister à l'ardent appel de Sturm, aux encouragements chaleureux de Bucer ? Accepter, c'était s'exposer à une tempête d'invectives et, en cas d'échec, à s'entendre reprocher, et non sans raison d'avoir affaibli la Réforme en se prêtant à cette aventure. Mais refuser, refuser alors que ses amis affirmèrent que de son acceptation dépendait leur salut, n'était-ce pas les trahir et la Réforme avec eux ? N'était-ce pas par faiblesse les abandonner aux pures éventualités dont il pourrait ou elles se produiraient prendre la large part de responsabilité ? En même temps qu'il écrivait à Jean du Bellay une lettre de félicitations¹, il s'ouvrit à Sturm de ses angoisses. Il ne voyait pas encore très clairement le but des Français. Il se demandait si son voyage aurait tous les avantages que s'en promettaient ses amis de France. Il craignait qu'en échange de quelques satisfactions légères, on ne lui demandât des sacrifices sur les points essentiels. On le représenterait comme approuvant les mesures dont il n'aurait pu obtenir la suppression. Si, se montrant plus conciliant, à l'occasion, on ne manquerait pas de s'en prévaloir contre lui au synode, cela lui était arrivé déjà plusieurs fois. « Et puis songez à ces cohortes de moines, à leur outrecuidance, aux artifices par lesquels ils dominent l'esprit des nobles ! Dans ces conditions pourrai-je emporter ce que j'estime nécessaire à la gloire du Christ, à la tranquillité de la France à la paix de l'Eglise (?) Le meilleur moyen d'y travailler, c'est, ce me semble, d'exhorter de toutes vos forces le Roi à hâter la tenue d'un synode où l'on pourra fixer en commun la nouvelle constitution de l'Eglise. Tout le reste me paraît inutile et même nuisible » Ses amis de France sont cependant mieux placés que lui pour juger de l'opportunité de son voyage. A eux de prendre une décision définitive à laquelle il se conformera volontiers. Il s'en remettait entièrement aux inspirations de leur foi et aux conseils de leur sagesse.

Il était facile de prévoir le sens de leur réponse. Ce sens était d'autant moins douteux qu'à son retour le seigneur de Voré trouva le parti modéré en meilleure posture qu'il ne l'avait laissé. La

1. Melancthon à Jean du Bellay, 28 avril, *Corpus Reformatorum*, II, vol. 200 nq.

rivalité qui avait éclaté entre le Grand-Maitre et l'Amiral avait tourné à l'avantage de celui-ci ¹. Montmorency avait quitté la Cour qui voyageait alors en Normandie. Brion avait le champ libre : il préconisait l'alliance anglaise et l'alliance allemande. La première, il est vrai, malgré les négociations que l'amiral conduisait en personne à Calais, n'était rien moins qu'assurée ². Raison de plus, surtout au moment où Charles-Quint faisait un effort vigoureux contre Tunis, raison de plus de conserver ou de regagner les princes allemands. Les causes de concorde étaient plus utiles que jamais. Le parti modéré en recevait un surcroît de force, en même temps que les adversaires des idées nouvelles perdaient leurs protagonistes. Bâda faisait amende honorable en attendant son transfert à l'abbaye du Mont Saint-Michel. Le chancelier Duprat, malade depuis quelque temps, mourait le 9 juillet, et son successeur, Antoine Dubourg, était d'un esprit tout opposé. De nouveau le Roi paraissait entièrement acquis aux idées de conciliation.

Guillaume du Bellay se multiplia pendant ces mois de juin et de juillet. Toutes les nouvelles d'Allemagne passaient par ses mains : Sturm ne faisait rien sans ses conseils ou sans son ordre. Dès que Barnabé de Voré fut arrivé, il obtint de François I^{er} une invitation officielle pour Melanchton ³. Le Roi pria le réformateur de venir discuter avec quelques docteurs français choisis sur l'union religieuse et aviser aux meilleurs moyens de rétablir la belle harmonie de l'organisation de l'Eglise. Qu'il vint à titre privé ou au nom de ses compatriotes, Melanchton serait toujours accueilli avec la même satisfaction : il trouverait le Roi toujours aussi zélé que par le passé pour la gloire de la Germanie comme pour le bien général. Barnabé de Voré fut chargé de lui porter l'épître royale. Il emportait en outre des lettres de Jean du Bellay et de Jean Sturm ⁴. Le premier affirmait son zèle pour la cause de la concorde et promettait de la servir à Rome, où il allait en réalité user de ce dernier succès pour décider le Pape en faveur

¹ Fragments de lettres de Rodolfo Pio, évêque de Faenza, nonce du Pape en France, des 15 mars, 12 avril, 17 mai, dans Guérinier, *Letters and Papers*, VIII, nos 396, 547, 796 — Decrès, *op. cit.*, p. 249-250.

² P. Friedmann, *op. cit.*, II, p. 66-70.

³ François I^{er} à Melanchton, 23 juin 1535, *Corpus Reformationum*, II, col. 879-880.

⁴ Jean du Bellay à Melanchton, de St Quentin, 27 juin 1535; Jean Sturm, 9 juillet, *Corpus Reformationum*, II, col. 880, 886 sqq., sans les dernières lignes, datées du 16 juillet et qui sont de Guillaume du Bellay — Barthélemy Masson (Lectures à Brécourt, Paris, 19 juin, Hermelinard, *op. cit.*, III, n° 514.

de la France Sturm s'attachait à dissiper les craintes de Mélanchton : à défaut de Langey absent de Paris, il avait consulté quelques intimes qui tous s'étaient prononcés pour qu'il vint. Mélanchton ne pouvait reculer maintenant, sans craindre de blesser François I^{er}. Ses entretiens pouvaient agir sur le Roi, dont Sturm faisait le plus vif éloge : « il » disait-il, l'esprit vif et plein de sens ; pas opiniâtre, il se rend aisément à l'argumentation ». Les articles envoyés précédemment ont été approuvés, sauf quelques petites restrictions. La présence de Mélanchton, l'exposé par lui-même de la doctrine protestante, Sturm s'en promettait des merveilles. Plus que toutes ces lettres, l'acte dont de Voré emporta le texte prouvait les bonnes dispositions de François I^{er}. Le 16 juillet, le jour même où Guillaume du Bellay faisait partir son parent, avec une dernière prière à l'adresse de Mélanchton, était signé l'édit de Coucy¹ : les poursuites contre les partisans des idées nouvelles étaient suspendues et permission accordée aux fugitifs de retourner, à condition, pour les uns et les autres, d'abjurer dans les six mois. C'était la fin des mesures de rigueur, un pas décisif dans la voie de la clémence qui mènerait à la paix religieuse.

V

Langey n'avait rien négligé pour déterminer l'acceptation de Mélanchton. Il lui restait à tout préparer pour le succès de sa venue. Il se mit à l'œuvre avant même le départ du sieur de Voré. Il songeait d'abord de choisir les docteurs avec lesquels s'engagerait la discussion. Il ne les fallait point « trop contencieux », et comme on ne saurait les prendre « trop gens de bien », Langey, en même temps que le Roi écrivait à la Sorbonne, fit agir l'évêque de Sens et songea même à utiliser le crédit dont Montmorency

¹ Imprimé dans Lœmbert, *Anciennes lois françaises*, XII, p. 408 et le *Bulletin Historique et philologique du Comité des travaux historiques*, 1863, p. 233 — D'après le *Journal d'un Bourgeois de Paris*, p. 438-440, le Pape Paul II. aurait fait des représentations assez vives à François I^{er} au sujet des persécutions dont les protestants avaient été l'objet. C'est un bruit qui devait être en circulation, car l'auteur de la *Cronique du roy François premier* p. 144, y fait aussi allusion, mais nous n'avons rien trouvé qui puisse le confirmer. Cf. *Bull. de la Soc. de l'hist. du Prot. fr.* XXI (1884), p. 17-18. Peut-être était-il répondu par les porteurs de la conciliation, afin de diminuer les préventions des protestants contre le nouveau Pape.

jouissait dans la Faculté¹. Assemblée, le 30 juillet les docteurs se montrèrent prêts à obtempérer aux ordres du Roi, mais ils demandèrent à connaître au préalable les articles sur quoi porterait le débat, pour pouvoir y répondre : ils préféraient une discussion de ce genre à une « contention ou disputation verbale ». D'ailleurs ils pensaient qu'il faut non pas discuter avec l'hérésie mais la supprimer. Balue et Bouchigny furent chargés de faire entendre cette réponse à François I^{er}. C'était une attitude qui faisait mal augurer de l'issue des essais de concorde.

François I^{er} approuva la demande des docteurs qu'avaient appuyée Montmorency, Tournon, l'évêque de Soissons². Langrey eut à leur communiquer les articles en question. Ces articles, au nombre de douze, il les avait élaborés en fondant ensemble, dans des proportions diverses, les réponses de Mélanchton, de Bucer et de Hédion. Il en avait modifié la forme plutôt que l'esprit : il avait supprimé certaines épithètes un peu vives à l'adresse des scolastiques ; il avait pris soin d'énumérer ses autorités d'après Bucer et surtout Hédion à qui il avait emprunté des passages entiers. Il croyait sans doute par cet appareil d'érudition donner plus de poids à ses propositions et flatter une des plus chères manies de la Sorbonne. Il avait atténué les points sur lesquels le litige était encore très vif appuyé par contre sur ceux où l'accord était facile et près de se faire³. C'était un résumé,

1 « M. de Langrey a bien fait que La Pume (Bernard de Vore) a été dépouillé pour aller querir Melanchton et Hédion, avec argent pour les monter et nourrir et couvrir la dépense, comme il vous plaira voir par le double d'icelle. Qu'il y ait un nombre de docteurs sçavans pour disputer avec l'autel Melanchton et avant que partir (pour l'Italie) le cardinal du Bellay eût au Roy qu'il avoit bien que ses frères pensoient par M^r de Seilly Guillaume Peth] pour adviser à l'admission de ces docteurs qui ne feroient point trop contester. A quoy, Monseigneur, vous plaira adviser d'en tenir quelques propos audit évêque de Seilly, car l'on n'y sçaurait choisir de trop bon de bien. Depeux j'ay entendu que monseigneur de Langrey a commencé à tenir propos de ce que doivent contenir ces instructions et pour le premier point sçavoir à quoy le Roy se voudra résoudre touchant la ley pour en traiter avecques les villes impériales en faisant promettre par le Roy de défendre les dites villes en cas qu'elles fussent pour ceulx de ce ligueur. C'est chose dont je n'ay osé me parler que avec vous, que l'on mist tels articles en instructions. » Bayard à Montmorency, La Fère 2 juillet 1575, B. N., fr. 2076, f. 12.

2. La Sorbonne à François I^{er}, 30 juillet Arch. Nat., MM 265, f. 14v — Diplôme d'Argentan, *Collectio judiciorum de causis erroribus* I, p. 263. Cf. B. N. lat. 16 576, f. 302 v.

3. Diplôme d'Argentan, op. cit., I, p. 267.

4. Le texte de ces articles, rédigé par Guillaume du Bellay, est reproduit dans

somme toute, l'idée de ce qu'avaient envoyé les réformateurs allemands, mais il était difficile de conserver dans cette mosaïque les nuances par lesquelles Melancthon par exemple arrivait à atténuer les contrastes et réduire les contradictions. Les artifices de langage sont l'essentiel dans les entreprises de ce genre. Dans les articles de Langey les Allemands ne se reconnaissent pas entièrement. Il les livre à la Sorbonne le 7 août, les docteurs devaient les examiner et donner leur avis, et Langey l'emporterait en Allemagne, où le Roi le renvoyait négocier l'union des églises et leur « submision à l'Eglise Romaine ».

En attendant il préparait les instructions de sa mission prochaine. Ces instructions nous ont été conservées, et bien qu'elles n'aient pas été utilisées, comme nous le verrons tout à l'heure, elles en sont pas moins précieuses, pour nous éclairer sur la politique que François suivait à ce moment en Allemagne¹.

Deux traits caractérisaient alors la situation de ce pays, et tous les deux, pas heureux pour la France. Tout d'abord l'hostilité des princes vis-à-vis de l'Autriche s'était considérablement affaiblie. La politique conciliante de l'Empereur et de son frère avait porté ses fruits. Ulrich de Wurtemberg avait accepté le traité de Cadan, au printemps de 1535, il était venu, ainsi que son protecteur le landgrave, rendre visite à Ferdinand dans Vienne. Chez les ducs de Bavière les sentiments belliqueux de l'année précédente avaient fait place à des dispositions si bienveillantes qu'il en était résulté un traité le 21 avril 1535, presque une ligue. C'est cet état de choses qui permit à Charles-Quint d'entreprendre son expédition contre Tunis. — Il était déjà grave pour nous que les pires ennemis de l'Autriche se fussent réconciliés avec elle. Ce qui l'était plus encore, c'étaient les divisions qui séparaient nos anciens alliés. L'accord existait même que jamais entre les ducs de Bavière et les conquérants du Wurtemberg, Ulrich et Philippe de

in *Corpus Reformationis* II col. 763-764, et Duplont d'Argentan op. cit. II, p. 224-225. Le certificat date du 7 août, que j'attribue d'Argentan prouve que Langey était bien le rédacteur des articles soumis à la Sorbonne. « Je certifie que les articles cy dessus escrits sont extraits de plusieurs cahiers et lettres, qui m'ont esté à divers fois envoyez d'Allemagne par ceux auxquels je en ai esté par ordonnance du dudit Seigneur le Roi adonné pour attener les Eglises d'Allemagne à rendre leurs opinions et doctrines, auxquelles elles s'estoient abstenues de l'Eglise romaine et pour toutes Eglises révoquer et réduire à union. »

¹ Ces instructions ont été imprimées dans l'article déjà cité. François I^{er} et les précédents, les annes de concordie en 1535, dans le *Bull. de la Soc. de l'hist. du Prot. fr.*, juillet 1893.

Hesse. Contre le premier, Eck fomentait des rebellions et faisait appel au jeune duc Christophe, il cherchait à aggraver le conflit entre Ulrich et la ville d'Ulm. Ulrich avait introduit la Réforme dans son duché. Les ducs de Bavière ne pouvaient le souffrir, eux qui à ce moment même se montraient violemment catholiques. La même raison religieuse les mettait aussi en froid avec le landgrave, bien que les rapports de celui-ci avec Ulrich fussent moins cordiaux que par le passé. L'ambition de Philippe leur inspirait des inquiétudes : ils redoutaient ses idées belliqueuses. Toujours en quête d'alliés, le landgrave paraissait chercher l'occasion d'une nouvelle guerre, dont s'effrayaient même les membres de la Ligue de Smalkalde. Entre Philippe de Hesse et Jean-Frédéric de Saxe, il y avait opposition sur l'interprétation de la paix de Nuremberg. Des projets de Ligue nouvelle étaient mis en circulation, s'ébauchaient aux diètes d'Esling, de Schweinfurt. Il était facile aux Impériaux d'accroître ces divisions et de les faire tourner au désavantage du roi de France, en dénaturant le caractère de ses relations avec le duc de Gueldre, dont il était devenu par traité l'héritier éventuel, et avec le Turc, à qui il avait envoyé naguère le sultan de la Forêt.

La charge de Langer consistait à ramener dans l'alliance de la France ceux qui tendaient à s'en détacher, à pacifier les différends pour arriver à ce qui avait toujours été le but poursuivi par les rois de France, l'union. Il devait visiter les différents princes, à commencer par le duc de Gueldre, demander à Philippe de Hesse des renseignements sur son voyage à Vienne et l'accorder avec Guillaume de Furstenberg, accorder de même Ulrich avec son fils Christophe et avec la ville d'Ulm, dût-il en coûter au Roi quelque argent, réconcilier les ducs de Bavière avec Ulrich et solliciter d'eux la communication de leur traité avec Ferdinand, une levée de lansquenets et un arrangement financier pour le reste des 100.000 écus consignés l'année précédente. Pour les rendre plus traitables, il mettait en avant certains projets de mariage, en même temps qu'il distribuait des subsides à quelques personnages dont le Roi appréciait les services. Le point important était de grouper les princes autour de la France, et puisqu'il était question de faire une nouvelle Ligue, d'y aider en y ménageant une place prépondérante à François I^{er}. Rien n'y pouvait contribuer davantage que la paix religieuse dont le Roi espérait la réconciliation des pourparlers que Jean du Bellay poursuivait à Rome et des discussions que Mélancthon allait soutenir en France.

C'était pour amorcer les bases de cette pacification religieuse tant désirée et si utile, que Langey voulait connaître les concessions en matière de foi auxquelles le Roi, sur l'avis de la Sorbonne, pouvait consentir.

Mais les docteurs ne se pressaient pas de répondre, ils commencèrent par nommer une commission « de gens entendus, savans et en telles affaires exercitez », qui se mit à l'œuvre, sans hâte¹. Devant ces retards, Langey, qui n'aurait d'ailleurs rien de bon des dispositions de la Sorbonne, fit prévenir Mélanchton de ne pas se mettre en route avant de l'avoir vu. Il attendit tout le mois d'août, pressé de questions par les agents de Henry VIII, dont le but était de surprendre quelque renseignement pour contrecarrer l'action de la France en Allemagne². Le 31 août enfin les docteurs sortirent de leur mutisme. La commission n'avait pas encore achevé « de besogner aux articles » communiqués par Langey, mais ils tenaient cependant à avertir le Roi des premières difficultés³. Naturellement ils n'étaient d'accord sur aucun des articles avec les protestants. « En d'aucuns..., affirmèrent-ils, ils disent une partie de la vérité, mais ils ne disent pas assez comme nous. Au premier ils confessent la police ecclésiastique estre sainte et utile, mais ils objectent qu'elle soit necessaire et instituée de Jésus-Christ, et en ceste sorte parlent és autres articles de choses qu'ils appellent indiscrettes, de la communion sous les deux espèces, de la confession justification de la foy et des œuvres du Purgatoire et libre arbitre, lesquels articles sont contenues plusieurs choses suspectes et dangereuses. Aussi est-il à craindre que ces auteurs de ces articles « sous ombre de se réduire, ne machinent séduire vostre peuple ». Il faudrait donc s'assurer d'abord qu'ils sont de bonne foi, pour cela leur demander d'adhérer à un certain nombre d'affirmations dont nos docteurs dressent la liste, par exemple « confesser l'Eglise militante fondée de droit divin estre indévinable en la foy et bonnes moeurs », obéir à cette église, admettre l'autorité des déterminations des conciles, des canons et decretis des Papes, des docteurs de l'Eglise. Conclusion : « s'ils ne veulent affirmativement et absolument respondre és questions précédentes qui sont les principes de nostre foy, on ne pourroit espérer d'eux aucun

1 Duplomb d'Argentan, op. cit., I b, p. 338-340.

2 Heynes et Mont à Henry VIII et à Cromwell, 8, 25 août, 5, 7 septembre *State Papers*, VII, p. 622-630. Goldstern, *Letters and Papers*, IX, n° 100.

3 Duplomb d'Argentan op. cit. I b, p. 335-337.

émendation. Et où ils les recerroient, laudroit à ceux qui ont écrit dans un sens, qu'ils écrivissent le contraire ». C'était net, catégorique.

Cependant Langey ne parut point croire que ce fût définitif. Peut-être comptait-il sur le Roi, ou sur Montmorency peut-être même sur le nonce du Pape, pour obtenir des docteurs une réponse moins intransigente¹. Il semble que durant le mois de septembre des pourparlers aient été engagés à ce sujet afin que Langey pût emporter en Allemagne des instructions en matière de ses propres à permettre la continuation des négociations. Ce fut en vain. L'avis dont les docteurs accompagnèrent chacun des articles fut encore plus intransigent que leur première réponse. En face de chaque proposition des hérétiques, ils dressaient les principes de la doctrine catholique qu'ils entendaient maintenir intégralement. C'était l'affirmation en formules tranchantes des opinions précédemment énoncées. Ils n'admettaient pas de discussion : ils exigeaient simplement la soumission².

Devant une pareille disposition d'esprit la tentative de Mélanchton eût fatalement échoué. Mais avant même que l'on eût l'avis définitif de la Sorbonne, l'illustre réformateur avait été contraint de renoncer à son voyage. Il reçut dans les premiers jours d'août l'invitation officielle du roi de France³. Il se trouvait alors à Iena, où il assurait le fonctionnement du collège désorganisé par la peste. Il en référa aussitôt à son souverain l'électeur de Saxe, qu'il alla même voir à Torgue. Jean-Frédéric avait été, plus vivement encore que Mélanchton, ému des critiques dont les protestants avaient saisi la nouvelle du voyage en France. Lui aussi, il redoutait pour la Réforme les tendances trop conciliatrices de Mélanchton. Il voyait beaucoup d'inconvénients, sans aucun avantage, à un colloque avec les docteurs français. Mais plus que les raisons religieuses, des raisons politiques lui dictaient sa conduite. En ce moment il se rapprochait de Charles-Quint et de Ferdinand : il était sur le point de se rendre à Vienne, il crai-

1 « Quant à ce qui touche les pratiques d'Allemagne je suis bien de votre opinion, qu'il y soit entendu sagement comme il est. Et pour tout effet partira bientôt M. de Langey, votre frère, après qu'il aura été rendu réponse comme des docteurs de la Faculté de théologie auxquels on a parlé en la présence de M. de Fuyraes (Rodolphe Pio, évêque de Vence), comme plus au long ledit sieur vous escript. » Montmorency à Jean de Balley, 28 septembre 1528, B. N. Dupuy 205, f. 328-329.

2. Duplomb d'Argentan, op. cit., t. II, p. 303-308.

3. Mélanchton à Cameracien, 6 août 1528, *Corpus Reformationis*, II col. 600.

gnait de perdre les fruits de sa diplomatie en laissant partir Mélanchton pour la France. Il refusa donc l'autorisation que le théologien sollicitait. Luther, appelé à la rescousse, ne put fléchir l'électeur¹. Après quelques jours d'abattement et de réflexion, le 28 août, Mélanchton écrivit longuement à Langev et à Sturm pour s'excuser de ne pas répondre à l'appel de François I^{er} et à leur désir². Il prenait à témoin de Voré, duquel ils pourraient apprendre tous les détails de l'affaire, qu'il avait dû obéir à la volonté inflexible de l'électeur. Il exhortait Langey à ne pas se laisser décourager dans ses essais de conciliation par ce contretemps, qu'il ressentait très vivement, mais dont il faut ajouter qu'il se consola très vite³, sans cependant perdre tout espoir de voir aboutir un projet qui lui tenait tant à cœur.

VI

En fait, ni le refus de Mélanchton ni l'attitude intransigeante de la Sorbonne n'empêchèrent les négociations de continuer entre Français et Allemands au sujet de la pacification religieuse. Les encouragements vinrent d'Allemagne. Peu après la lettre de Mélanchton, trop officielle pour qu'on attachât grand prix à ses paroles d'espoir, Langey en reçut une autre que Bucer avait adressée à son ami Jean Sturm, vers la fin de septembre et qui était infiniment plus précieuse⁴.

Bucer avait été l'un des apôtres les plus ardents de l'union religieuse. Depuis 1528, il s'épuisait en efforts pour trouver un terrain d'entente entre zwingliens et luthériens. Il avait, dès le début, applaudi au plan de François I^{er} qui semblait compléter le sien : il s'était empressé de donner son avis à Chélinus, après avoir lu et approuvé celui de Mélanchton. Rien n'avait pu

¹ Sur ces démarches et le refus de l'électeur de Saxe, voir les lettres de Mélanchton à Jonas et à l'électeur, 18 août, et, du même jour, de Jean-Frédéric à François I^{er} *Corpus Reformatorum*, I, col. 903-907.

² Mélanchton à Guillaume du Bellay, 28 août, B. N., Dupuy 442, f. 11 (orig.), imprimé dans *Corpus Reformatorum*, II col. 915 — Le même à Sturm, *ibid.*, col. 917.

³ Mélanchton à Camerarius, 31 août 1535, *Corpus Reformatorum*, II, col. 918.

⁴ Cette lettre, datée de Strasbourg, 22 septembre 1535, et signée du pseudonyme de Martin Bucer, Arélinus Pálinus, a été publiée dans l'article cité, François I^{er} et les protestants, les essais de concorde en 1535 dans le *Bull. de la Soc. de l'hist. du Prot. fr.*, août-septembre 1900.

affaiblir son zèle ou refroidir son enthousiasme, ni l'attitude équivoque du roi de France, ni la reprise des persécutions à Paris, ni même les critiques amères et virulentes de ses amis. Il avait eu réponse à tout. Durant l'hiver de 1536 et les premiers mois de 1535, il avait parcouru l'Allemagne du Sud, pour défendre contre les Blaarer les idées de Mélanchton et les siennes. Nous l'avons vu presser vivement Mélanchton d'accepter l'invitation du roi de France. Malgré le froissement d'amour-propre qu'il éprouva de se voir remplacé au dernier moment par Hédion, malgré les reproches de presque tous ses coreligionnaires, Bucer se voulut pas encore abandonner son rêve.

Il attribuait, et avec raison, l'échec des pourparlers avec Mélanchton à des raisons plutôt politiques que religieuses. Les princes, l'électeur de Saxe particulièrement, s'étaient effrayés moins des concessions que Mélanchton aurait pu faire aux docteurs de Sorbonne, que de l'usage auquel François I^{er} les destinait auprès de l'Empereur ou en Cour de Rome. Au fond ce qu'ils redoutaient le plus, c'était non l'humeur trop conciliante du réformateur, mais la duplicité du Roi. Pour inspirer confiance, selon Bucer, François I^{er} devrait envoyer à la diète un ambassadeur connu par sa piété, sa franchise, ses mœurs pures, qui, sans y mêler aucune préoccupation profane, demanderait au nom de son maître l'envoi en France de quelques docteurs pour y discuter les projets de concordat. Cet ambassadeur pourrait désigner nommément Mélanchton et ceux d'entre eux que le Roi désirerait voir, sans cependant trop limiter le choix des princes, à qui il faudrait écrire directement pour solliciter les permissions de départ. Bucer conseillait d'écrire aussi à la ville de Strasbourg : il ne fallait rien négliger pour ménager toutes les susceptibilités. Il poussait la précaution jusqu'à donner à son ami, pour les communiquer à Langcy, les formules de suscription des lettres qu'il faudrait écrire, les termes les plus propres à assurer un accueil favorable à la requête royale.

La lettre de Bucer, transmise par Langcy au Roi, fit une très forte impression sur celui-ci¹. Il différa d'aller à la chasse pour délibérer avec son conseil sur les propositions que mandait le réformateur de Strasbourg. Dès le 11 octobre, il fut décidé que Guillaume du Bellay serait envoyé en Allemagne à la diète

¹ Jean Sturm à Bucer, 18 novembre, Herminjard, *op. cit.*, III, n° 531 — Heynes à Cromwel, 3 octobre, Gairdner, *Letters and Papers*, IX, n° 546 — La lettre de Bucer fut portée à Langcy par Claude Baduel que Mélanchton, l'année précédente, avait recommandé à Marguerite de Navarre.

qu'allaient bientôt tenir les confédérés de Smalkalde. Malheureusement l'effet de cette décision fut retardé par une maladie du Roi, qui dura près d'un mois. Le contre-temps ne changea pas les dispositions de François I^{er}. Bien au contraire, l'influence de Marguerite de Navarre, qui n'avait pas quitté le chevet de son frère malade, était devenue prépondérante. Montmorency avait quitté la Cour laissant le champ libre à son heureux rival, Chabot de Brion. C'était le triomphe du parti de l'alliance allemande. Les circonstances d'ailleurs rendaient cette alliance de plus en plus nécessaire. Charles-Quint revenait en Italie avec le prestige d'une victoire : « Tunis » les villes, les princes l'attendaient dans l'angoisse et le tremblement. Juste à ce moment, François Sforza venait de mourir, la succession de Milan était à nouveau ouverte, cette succession autour de laquelle tournait toute la politique de François I^{er}. Pour le Milanais, il avait combattu près de quinze ans, depuis 1530 c'était exclusivement en vue du Milanais qu'il groupait contre Charles-Quint toutes ses alliances, et les plus disparates. Ce qu'il avait perdu les armes à la main, pourrait-il le reprendre par l'intrigue, par la diplomatie ? A cet instant décisif pour sa politique François I^{er} avait particulièrement besoin de deux alliances : celle du Pape et celle des princes allemands. A Rome, Jean du Bellay s'efforçait de rassurer Paul III, le maintenant dans son attitude de neutralité bienveillante. Auprès des princes allemands, Guillaume du Bellay, dont la mission était arrêtée depuis plus d'un mois, était enfin dépêché vers le 30 novembre.

Nous n'avons pas les instructions qu'emportait Guillaume du Bellay, mais, sauf en ce qui concernait le duc de Gueldre à qui l'on avait déjà envoyé Macault¹, elles ne devaient pas différer sensiblement de celles de juillet. François I^{er} recherchait toujours l'alliance des princes et Langey avait la charge d'en exposer les conditions. Mais ce que le Roi mettait surtout en avant, c'était son désir de ramener la concorde et l'union entre les églises. Autant que le permettaient les circonstances nouvelles et les nécessités de la politique, il s'était conformé aux conseils de Bacer. Dans la

1. « Macault que le Roy envoya du Bar le Duc devant Monseigneur le Duc de Gueldre est arrivé de son retour et n'estoit allé pour autre chose, si non pour faire entendre audit duc qui est assez embrouillé comme agneau, que il n'avait mis fait chose avec M^r de Lorraine contravenant au traité fait avecques luy ce qu'il a très bien prin. » Montmorency à Jean du Bellay, 25 septembre, B. N., Dupuy MSS. f. 129.

lettre de créance destinée au duc de Saxe, en particulier. Il n'était question que de pacification religieuse¹. Le Roi n'était entièrement ouvert à Langey de ses idées sur ce sujet. Il faisait notamment appel au concours de l'électeur pour les réaliser. Jean-Frédéric était la plus haute autorité morale de la Ligue, dont le landgrave était la forte tête politique. Jusque là il s'était tenu à l'écart, ou même n'avait pas caché son hostilité. En s'adressant à lui, plutôt qu'à Philippe de Hesse, François I^{er} espérait se le rendre favorable, et s'il le convainquait de la pureté et de la sincérité de ses intentions, exécuter grâce à lui le plan qu'il avait formé depuis longtemps et dont la pacification religieuse était selon lui l'élément exclusif, du moins l'indispensable fondement.

Guillaume du Bellay ne se mit en route que dans la dernière semaine de novembre. Les alliés de Smalkalde avaient été convoqués pour les premiers jours de décembre. Par crainte de manquer le rendez-vous, Langey dès le 2 décembre, écrivit de chez Claude Walthei aux États de la Ligue pour leur annoncer son arrivée prochaine et les prier de l'attendre². La précaution était inutile, car c'est seulement le 12 décembre que l'électeur de Saxe fit son entrée dans la ville et les débats n'étaient pas encore terminés, lorsque Guillaume du Bellay arriva à son tour, le vendredi 17, avec un équipage d'environ 26 chevaux³.

Dès le lendemain, il procéda à la remise de ses lettres de créance et eut un entretien particulier avec le duc de Saxe⁴. Il le félicita tout d'abord d'avoir convoqué la diète et protesta des sympathies de son maître, du vif désir qu'il avait d'entrer dans leur Ligue, d'y voir entrer avec lui le roi d'Angleterre, dont les ambassadeurs étaient aussi à Smalkalde, et le duc de Gueldre, dont il garantissait la loyauté et la fidélité. Il s'étendit surtout sur la question religieuse. Le concile était indispensable, mais un concile vraiment chrétien, à l'abri de toute surprise. Tout le monde était d'ailleurs d'accord là-dessus. Où l'accord cessait c'était quand il s'agissait d'en fixer le lieu. Il fallait un endroit sûr, où tout le monde pût se rendre, sans danger. Aussi François I^{er} était-il d'avis que les princes et les États de la Ligue ne consentissent pas au concile (pour lequel le nonce Vergerio était venu à Smalkalde

1. *Corpus Reformatorum*, II, col. 1010, en note.

2. *Corpus Reformatorum*, II, col. 1008.

3. O. Winckelmann, *Politische Correspondenz*, II p. 319. — Breton à Jean du Bellay, 28 janvier 1530, B. N., Dupuy 303, f. 283.

4. *Corpus Reformatorum*, II, col. 1008-1011.

chercher leur adhésion¹) avant d'avoir dans une consultation préalable délibéré sur les meilleurs moyens de ramener l'unité dans l'Eglise. En conséquence il pria qu'on lui envoyât quelques docteurs pour les entendre discuter sur ce point, car il subsistait encore quelques difficultés sur les articles que Langey avait tirés des réponses des théologiens allemands. — on s'ils préféraient, il enverrait quelques-uns des siens discuter devant eux en Allemagne. A supposer même que le concile ne se réunît point, on devrait fixer un lieu où s'assembleraient les délégués des deux partis pour traiter de ce sujet. En terminant, Langey demandait l'autorisation de s'entretenir de ces questions avec des personnages accrédités par l'électeur et par ses alliés. Jean-Frédéric répondit d'une façon évasive : à plusieurs reprises, il insista sur le but exclusivement religieux de la Ligue et renvoya sa réponse définitive à l'issue d'une réunion générale.

Guillaume du Bellay ne se laissa pas décourager par l'attitude plus que réservée de l'électeur de Saxe. Le dimanche 19 décembre, il parut devant les États assemblés et prononça un long discours, analogue, dans la forme, à ceux qu'avaient entendus à Augsbourg les membres de la Ligue souabe². En périodes redondantes et pompeuses, il développa en partie les mêmes idées que dans son entretien avec Jean-Frédéric. La seule nouveauté fut au débat l'apologie qu'il fit de la conduite de François I^{er}. Il répondit aux calomnies que les Impériaux colportaient contre son maître. Leurs accusations se réduisaient à deux principales : l'une que le roi de France persécutait ceux de la religion et de préférence les Allemands. C'était faux, car les persécutions avaient été provoquées pour cause de rébellion non de religion. Ainsi les Allemands avaient agi, naguère encore, à l'encontre des anabaptistes. Langey ne faisait ici que répéter, en l'amplifiant, le thème de la lettre du 1^{er} février. La seconde accusation était encore moins fondée : les Impériaux mettaient les princes en garde contre les ambassades de souverains étrangers, c'est-à-dire de François I^{er}, ces souverains, disaient-ils, parlaient dans un sens et agissent en sens contraire. Or, toute l'histoire des rapports des Français avec les Allemands dément cette affirmation. Nul plus

1. Sur le mission de Torgaria, voir Friedemann, *Reinischerberrichte aus Deutschland nebst ergänzenden Mittheilungen i. Missionen des Torgaria*, 1881, p. 328 sqq.

2. Ce discours est reproduit in-extenso dans les *Exemplaria*, p. 202-215. — Un compte rendu analytique est dans le *corpus Reformationum*, II, col. 1015-1016. — Cf. Sleidan, *op. cit.*, I, p. 344-345.

que le roi de France n'a été l'allié sincère des princes. Ce que veut François I^{er}, c'est avant tout la pacification religieuse, l'union en Allemagne. Et tout naturellement Langey se trouvait ainsi conduit à communiquer aux États les propositions dont il a déjà fait part à l'électeur, il insista particulièrement sur le désir de son maître de resserrer son alliance avec eux ; il montra les avantages de cette union étroite pour l'unité religieuse et la paix universelle. Il finit en les priant d'admettre dans leur Ligue le roi d'Angleterre et le duc de Gueldre. C'était la meilleure preuve d'amitié que réclamait d'eux François I^{er}.

Comme on le voit, dans ce discours, Langey ne suivait guère les avis de Bucer : il faisait moins état des considérations religieuses que des intérêts politiques. La raison en était d'abord qu'il parlait pour tous les États et non plus seulement pour l'électeur de Saxe. Puis la situation en Europe n'était plus la même qu'en septembre 1535. La mort de Sforza, en remettant aux prises le roi de France et l'Empereur, allait rallumer un conflit européen dans laquelle la Ligue de Smalkalde pouvait jouer un rôle capital, qu'elle se mit du côté de François I^{er}, elle paralysait désormais la puissance de Charles-Quint et lui dictait ses conditions. C'est ce que le landgrave comprenait à merveille. Mais le loyalisme des autres, de l'électeur de Saxe en particulier, s'effrayait à l'idée d'une rupture avec l'Empereur. Pour détruire leurs scrupules de conscience, une entente religieuse avec la France était absolument nécessaire. D'où l'importance toute spéciale des entretiens que, sur ces entrefaites, Guillaume du Bellay poursuivait avec les théologiens allemands.

Il avait retrouvé à Smalkalde Mélanchton. Malgré son voyage manqué, malgré même le mécontentement que lui avait causé la diffusion en Allemagne d'articles où il ne se reconnaissait pas¹, le grand réformateur était toujours disposé à favoriser de toutes ses forces le projet des Français. Langey put s'entretenir longuement avec lui, comme avec Jacob Sturm, ami de Bucer et agent de la France, avec Bruck (Pontanus), chancelier de l'électeur de Saxe. Le compte-rendu de ses conversations nous a été conservé, car elles avaient une portée officielle².

1. Mémoires à Schwabach, 4 octobre, à Camérarius, 5 octobre, à Heresbach, 10 novembre. *Corpus Reformatorum*, II, col. 949, 951-952, 975. La diffusion des articles rédigés par Langey et présentée par lui à la Sorbonne était une chose le fait des Anglais qui avaient intrigué en France durant tout le mois d'août et septembre pour en obtenir communication.

2. *Corpus Reformatorum*, II, col. 1014-1015. — Cf. Bledau, *op. cit.*, I, p. 350-351.

Passant en revue successivement les différents articles que les Allemands avaient soumis au Roi, Langey indiqua pour chacun d'eux quel était le sentiment de son maître. Sur la question de l'autorité du Pape François I^{er} prenait comme les réformateurs : pour lui, la primauté pontificale était d'institution humaine et non divine. Il admettait aussi leur doctrine touchant l'Eucharistie ; seulement sur ce point, il se heurtait à une opposition irréductible de la part de ses théologiens qui voulaient conserver dans son intégrité le dogme de la transsubstantiation. Mais, ne hâta d'ajouter Langey, son maître cherchait la vérité, pour s'y attacher et il commandait seul dans ses états. Sur la question de la messe, le Roi demandait des concessions réciproques. Il n'admettait pas plus de trois messes par jour dans les églises paroissiales, il voyait dans les prières et les legends des saints beaucoup d'améliorations à introduire des absurdités à corriger des impiétés même à retrancher, il fondait son opinion sur un ancien livre d'heures et l'autorité du cardinal Bessarion. Il était pleinement d'accord avec eux relativement à l'intercession des saints ; il croyait cependant possible de faire mention des saints dans les prières, à titre de souvenir et non pas d'intercession. Même observation au sujet des images, des mérites des saints ; les théologiens français soutiennent mordicus l'opinion contraire, il suffira de faire entendre au Roi ce qui est la vérité. Entente complète sur la question du libre arbitre. Les deux points qui seuls soulevaient quelques difficultés étaient l'article du Purgatoire et celui des bonnes œuvres. Naturellement la Sorbonne n'avait rien voulu céder. Mais, mis en demeure par le Roi de prouver sur des textes de l'Écriture l'existence du Purgatoire, les docteurs avaient d'abord demandé du temps, puis fait une réponse évasive, dont il n'avait nullement été satisfait. Le mieux serait de lui envoyer un exposé de la doctrine réformée sur ce chapitre. Au sujet des bonnes œuvres, l'entente sera somme toute facile, malgré la Sorbonne, car d'une part les Allemands prétendent que la foi est nécessaire mais non qu'elle est à elle seule suffisante, d'autre part l'inquisiteur de la foi a lu avec faveur et profit les *Lieux communs* de Melancthon. Il a sur la foi des opinions plus saines que les docteurs de Sorbonne. Relativement au mariage des prêtres, François I^{er} s'arrêtait à un moyen terme, la défense n'atteindrait pas les prêtres actuellement mariés, elle ne valait que pour l'avenir. Enfin il espérait faire accepter au Pape une solution satisfaisante en ce qui concernait les vœux monastiques et la communion sous

les deux espèces. Élever l'âge pour contracter les vœux et donner la licence de s'en dégager, transformer les monastères en collèges, plutôt que les détruire, permettre à chacun, comme aux souverains, la communion sous les deux espèces.

Les concessions qu'un duc de Langey François I^{er} était disposé à faire étaient, comme on le voit, très fortes. Elles n'étaient pas loin de rejoindre celles que de son côté Melancthon avait souscrites. Elles étaient absolument contraires à l'avis formulé par les docteurs de Sorbonne. Langey ne s'en était pas caché, du reste, à certains endroits, il avait profité de cette opposition, d'abord pour se moquer de cette épre intransigence déployée même contre les cardinaux de l'Eglise romaine, ensuite pour affirmer l'autorité suprême de son maître, même en théologie. Il s'autorisait de quelques propos de Clément VII, le défunt Pape. N'y avait-il pas là une supposition gratuite? La vérification était naturellement impossible. Mais le Roi lui-même avait-il réellement consenti les sacrifices dont le chancelier Bruck s'est fait l'écho, ou faut-il admettre que Langey ait dépassé ses instructions? Langey était trop prudent pour s'engager, surtout dans une matière si délicate, plus avant qu'il n'en avait reçu l'ordre. Quant au Roi, je verrais volontiers, dans l'action exercée sur lui pendant sa maladie par la reine de Navarre, l'explication du langage qu'il fit tenir à son ambassadeur. Très probablement il n'avait pas prévu les difficultés pratiques auxquelles se heurterait son projet de réforme, si, fort de l'adhésion des réformateurs allemands, il entreprenait un jour de l'appliquer en France. L'important était qu'on le crût réalisable et c'était l'opinion commune dans l'entourage de Marguerite de Navarre. Du reste pouvait-on payer assez cherement une alliance dont la nécessité devenait chaque jour plus urgente? Enfin les propositions apportées par Langey n'étaient pas définitives. Pour les apprécier exactement, il faut tenir compte de ses derniers demandes et des conseils ultimes.

Dans sa conversation avec Bruck, Guillaume du Bellay revint encore une fois sur la requête dont il avait déjà parlé à diverses reprises : l'envoi de deux ou trois docteurs allemands auprès du roi de France qui les écouterait discuter avec des savants français, choisis à la fois parmi les docteurs de Sorbonne les plus farouches et ceux qui inclinaient aux idées de réforme. De ce colloque sortirait la vérité. Ce qui, pour le dire en passant, prouvait que l'opinion du Roi n'était pas encore définitivement fixée. Ce colloque permettrait en outre d'attendre la convocation du

concile. À ce sujet, Langey se montra plus explicite avec Bruck qu'il ne l'avait été jusqu'ici. Non seulement il prit les États de la ligue de ne pas concourir au concile avant d'avoir consulté les rois de France et d'Angleterre, mais même il leur conseilla de ne pas y consentir du tout, car, disait-il, si le concile se tient maintenant, dans cette Italie où l'Empereur rentre en maître, il tournera à la délaite et à l'oppression de la meilleure part de l'Église. La nouvelle attitude qu'affichait la France, ce désir de retarder le concile après en avoir poursuivi la convocation et proclamé la nécessité s'expliquaient par le changement des circonstances et la victoire de Charles-Quint. Si l'Empereur, après avoir défait les infidèles, triomphait de l'hérésie, sa puissance ne connaîtrait plus de bornes. Sans avoir eu besoin de se concerter, François I^{er} le pensait aussi bien que Paul III, et il espérait faire partager son avis aux confédérés de Smalkalde.

Sur ce dernier point, la réponse des États fut conforme aux désirs de Langey. Le 21 décembre, ils informèrent le nonce que se fondant sur une promesse de l'Empereur, ils ne pourraient pas accepter la convocation du concile hors d'Allemagne. Ils refusaient donc d'aller à Mantoue comme l'aurait souhaité le Pape. Mais les autres décisions de la ligue apportèrent à notre ambassadeur moins de satisfaction. Les États avaient demandé à réfléchir sur les propositions de Langey. Mélauchton rédigea la réponse, que Burchardt compléta et lut le 22¹. Avec des formules flatteuses et des remerciements multipliés, ils acceptaient la défense du roi de France et prenaient acte de ses promesses. Ils l'engageaient, puisque l'adhésion des souverains était nécessaire à la convocation du concile, ils l'engageaient à le faire tenir en un lieu sûr, accessible à tous, où toute les questions intéressant l'Église pussent être librement discutées. Quant à envoyer des docteurs en France, comme la chose était d'importance et qu'ils n'avaient pas d'instructions là-dessus, ils en référeront à leurs mandants et dès qu'une décision aura été prise, ils la communiqueront au Roi. Ils affirmaient leurs bonnes dispositions à l'égard du duc de Gueldre et du roi d'Angleterre. Ils devaient d'ailleurs le montrer de façon singulière trois jours après lorsque, sur la requête des envoyés de Henry VIII, ils subordonnèrent la conclusion d'une alliance avec lui à des conditions telles qu'ils la rendaient irréalisable. Enfin, au lieu d'accepter la ligue offerte par François I^{er}

¹ *Corpus Reformationis*, II, col. 1022-1027. — Melden, *op. cit.*, I, p. 547-548.

ils terminaient par une vague promesse : de même que le roi de France s'engageait à ne prêter secours à personne contre les princes, de même les princes n'aidèrent personne contre le Roi, du moins en tout ce qui ne toucherait ni à l'Empereur ni au Saint Empire. C'est à peine si un des derniers actes des Confédérés vint atténuer cet échec de notre politique. Par le rectz du 24 décembre, la ligue de Smalkalde fut renouvelée pour dix ans et accrue d'une dizaine de membres nouveaux : elle sortait de la diète avec une organisation plus forte, capable de lui ouvrir une ère de puissance nouvelle, de lui permettre un rôle décisif dans les complications qui allaient suivre. Tout médiocre qu'il fût, c'était un résultat appréciable, gros de conséquences pour l'avenir. Il est permis de croire que Guillaume du Bellay n'y avait pas été tout à fait étranger¹.

La mission de Langey n'était pas terminée avec la clôture de la diète de Smalkalde. Il avait rencontré en Thuringe l'électeur de Saxe et le landgrave de Hesse. Il lui restait encore à voir les ducs de Bavière et de Wurtemberg. Deux raisons l'amenèrent à Munich au début de janvier². Il devait d'abord réclamer aux ducs Louis et Guillaume la restitution de 200 000 écus consignés deux ans auparavant, ou de ce qui en restait, sinon le renouvellement de la ligue contre Ferdinand. Il n'obtint ni l'une ni l'autre. Les ducs de Bavière se montraient de plus en plus dévoués à l'Empereur. Non seulement ils avaient auparavant reconnu Ferdinand comme roi des Romains, mais à ce moment même l'ouverture de la succession de Milan éveillait en eux de grandes espérances. Le duc Louis prétendait à la main de la veuve de Sforza, Christine de Danemark, avec la possession du Milanais comme fief impérial : il poursuivait des négociations dans ce but avec Charles-Quint et s'appêtait à partir pour l'Italie avec une armée. Les ducs de Bavière se refusèrent donc à renouveler avec le roi de France une ligue qui pouvait tout compromettre. Quant à rendre l'argent, ils ne le voulaient pas davantage. Ils alléguèrent l'état de troubles dans lequel se trouvait l'Allemagne du Sud, les préparatifs militaires de leurs voisins, particulièrement du duc de Wurtemberg, la nécessité pour eux de s'armer pour se défendre. Forcé fut à Langey d'accepter ces excuses et ces délais. Mais il en profita — et c'était

¹ O. Winkelmans, *Politische Correspondenz*, II, p. 321-323. — H. Baumgarten, *op. cit.*, II, p. 275-276.

² Heyd, *op. cit.*, III, p. 221. — Stumpf, *op. cit.*, p. 174. — Steiner, *op. cit.*, IV, p. 283.

là la seconde partie de sa mission, — pour essayer d'apaiser le différend qui séparait les ducs de Bavière et Ulrich de Wurtemberg. Les Bavarois n'avaient pas vu de bon œil la restauration d'Ulrich : ils auraient préféré Christophe. De plus Ulrich n'avait observé aucun de ses engagements : il avait introduit la Réforme dans son duché et refusé de restituer à sa femme, la duchesse Babine, sœur des ducs de Bavière, les villes de son douaire. Les intrigues des agents bavarois en Wurtemberg avaient exaspéré Ulrich, tandis que les Impériaux excitaient contre lui les ducs de Bavière. En janvier 1530, les deux parties se livraient à des préparatifs menaçants et semblaient prêts d'en venir aux mains. François I^{er} ne voulait à aucun prix d'une guerre dans l'Allemagne du Sud, car l'Autriche seule en eût profité. Langey s'efforça donc de calmer les esprits. Il obtint des ducs de Bavière la promesse de ne pas attaquer Ulrich, même de « faire appointement avecques luy », à condition que le duc de Wurtemberg renoncât à ses dispositions hostiles.

C'est pour arracher à Ulrich une promesse du même genre que Guillaume du Bellay se rendit ensuite de Munich à Stuttgart¹. Naturellement Ulrich rejeta toutes les responsabilités sur l'attitude des ducs de Bavière et les menées de leurs agents. Lui aussi il ne faisait que se défendre. Langey lui exposa les vœux de son maître, les inconvénients d'une guerre, et bien qu'Ulrich le trouvât « trop bon Bavarois », il promit à son tour de se tenir strictement sur la défensive et de « se en soumettre à l'arbitrage du Roy » — La guerre que l'on pouvait craindre imminente était ainsi évitée et les préparatifs militaires dont l'Allemagne du Sud était bouleversée eurent au moins un avantage, celui de faciliter les brèves qu'à cette même date y faisait, pour le roi de France, le comte Guillaume de Furstenberg.

Ainsi se terminait la troisième ambassade de Guillaume du Bellay en Allemagne : elle avait été dominée par les discussions théologiques de Smalkalde. La réponse évasive des Allemands, c'est-à-dire l'échec de ces pourparlers, mit fin véritablement aux tentatives de concorde auxquelles se prêtait le Roi depuis près de deux ans. Sans doute Guillaume du Bellay, son frère Jean, comme beaucoup d'autres esprits généreux, conservèrent l'espoir, l'illusion si l'on veut, d'un rapprochement entre les deux religions. Jusqu'à la diète de Ratisbonne (1541) on put croire que l'union

¹ Stumpf, *op. cit.*, III. — Heyd, *op. cit.*, III, p. 261.

était possible, et les du Bellay ne cesseront pas d'y aider. Mais le Roi abandonne un dessein auquel l'avait amené l'action du parti modéré, dans lequel l'avait confirmé l'influence de sa sœur Marguerite. Les circonstances avaient fait la force de ce parti et assuré l'adhésion du Roi à un plan dont peut-être il voyait plutôt les avantages politiques que la portée religieuse. En 1536, les circonstances changent et, avec elles, l'influence prépondérante. La guerre de Provence remet Montmorency en faveur : celui qui se vante d'être le premier baron chrétien incline plutôt vers l'Empereur que vers l'alliance allemande. Certes François I^{er} ne laissera pas entièrement de côté les princes allemands, les confédérés de Smalkalde : il sollicitera même plus d'une fois leur concours ; mais il n'y aura plus guère ni sympathie, ni confiance. Le roi de France obtiendra peu et le peu qu'il obtiendra ce sera, presque jusqu'à la fin de son règne, par l'intermédiaire et le crédit des frères du Bellay, de Guillaume ou de Jean, ou de leurs agents, les Sturm, les de Voré, les Sleidan. Jusqu'au dernier changement de direction dans la politique royale, la dextérité de leur diplomatie sauvegardera dans l'Allemagne une influence qu'entouraient le souvenir de leurs services et le prestige de leur nom.

CHAPITRE QUATRIÈME

LA QUATRIÈME MISSION DE LANGEY EN ALLEMAGNE LA RUPTURE ENTRE FRANÇOIS I^{er} ET CHARLES-QUINT

(février-août 1536)

I

Vers le milieu de février 1536, Guillaume du Bellay rejoignit la Cour dans les environs de Lyon, où le Roi s'était rendu pour suivre les événements et surveiller ses frontières du Sud-Est¹. Tout en continuant de négocier avec l'Empereur une transaction relative au Milanais, il envoyait le comte de Saint-Pol occuper la Bresse et l'amiral Chabot de Brion conquérir le Piémont. C'était le prélude d'une guerre que beaucoup déjà jugeaient inévitable. François I^{er} se montra satisfait de l'œuvre de Langey, l'admit au Conseil et ne lui ménagea par les marques de faveur. Dans cette faveur, dont il s'empressa d'ailleurs de faire profiter ses amis², Langey ne vit pas seulement la récompense des services passés : il la considéra comme une obligation pour lui d'en rendre de plus grands encore à l'avenir, dans un avenir où les occasions, — il était aisé de le prévoir, — ne lui manqueraient pas d'affirmer la noblesse de son caractère tout en déployant les ressources multiples de son esprit.

Il avait à Lyon des connaissances dont il pouvait tirer parti pour le service du Roi, parmi les marchands et les banquiers

1. Jacques Cohn à Guillaume du Bellay, Paris, 9 mars 1535/6. B. N., Dupuy 263, f. 140. — Tétencant, *op. cit.*, f. 434.

2. C'est ainsi qu'il agit concurremment avec son frère Jean pour faire nommer en remplacement de son autre frère René, devenu évêque du Maine, Jacques Desligneris, conseiller clerc au Parlement. Bien qu'il fût marié, 15-20 mars 1536. Arch. Nat., X^{1a} 1539, f. 172 v^o, 176 v^o; reproduit dans L. Plavert, *La vie de Basf*, p. 110-111.

notamment. Nous le voyons en relations avec un ancien créancier du Roi, ce Jean Kléberg, dit le bon Allemand, à qui, justement à cette date, furent accordées des lettres de naturalité¹. Il utilisera ses accointances avec les marchands lyonnais et les étrangers qui fréquentaient les foires de Lyon pour obtenir des renseignements précieux sur les menées impériales et pour répandre des écrits favorables à la politique de son maître. Ajoutons que peu de temps après son arrivée, il fut rejoint par son frère Jean, qui, à l'instigation de tous, mais probablement du Pape, avait précipitamment quitté Rome et dans la plus grande hâte avait franchi les Alpes pour apprendre au Roi ce qui se passait au vrai en Italie. Après l'avoir servi par leur diplomatie sur deux théâtres différents, les deux frères se trouvaient de nouveau réunis au moment où François I^{er} avait surtout besoin de leurs conseils.

Les pourparlers avec l'Empereur traînaient en longueur il devenait évident que Charles-Quint ne cherchait qu'à amuser le roi de France par des propositions dilatoires, à gagner du temps pour rassembler ses troupes et se mettre en mesure de dicter ses conditions. Afin de connaître ses intentions dernières et de lui communiquer les siennes, François I^{er} lui envoya en avril le cardinal de Lorraine en mission extraordinaire². Ce dernier avait à peine pénétré en Italie qu'on apprit à la Cour de France le violent réquisitoire prononcé contre le Roi par l'Empereur, le 17 avril, devant le Pape, les cardinaux et les ambassadeurs réunis. Les renseignements fournis par l'ambassadeur impérial, Jean Hannart, furent confirmés et complétés par les lettres de nos agents auprès du Pape et de Charles-Quint, l'évêque de Mâcon et Dodieu de Vâly. François I^{er} ne voulut pas laisser passer sans réponse la diatribe de Charles-Quint. Il chargea Langey de rédiger la « lettre responsive » que le 11 mai il adressa sur ce sujet au Pape³. A l'exposé historique fait par l'Empereur de ses relations avec la France, Guillaume du Bellay opposait l'autre « moitié de la chronique ». Il reprenait les principaux faits depuis la mort de Louis XII et montrait en l'Empereur l'auteur responsable de toutes

1 Les lettres de naturalité sont de février. — Cf. sur ce personnage, H. Weiss, *Bull. de la Soc. de l'hist. du Prot. fr.*, 1880, p. 280-288.

2 Le cardinal de Lorraine reçut le 13 avril 1538 4000 livres tournois pour les frais du voyage qu'il allait faire. B. N. Clairambault 1815 f. 75. — Sur sa mission, voir *Mémoires de Guillaume du Bellay*, p. 321-322, 332-338.

3 Tiracont, *op. cit.*, t. 156 v. — *Mémoires de Guillaume du Bellay*, p. 322-327 (texte français). — *Exemplaria*, p. 118-135 (texte latin). — Cf. B. N., Imp. Lb. 24 64, un exemplaire de ce discours imprimé au mois d'août 1538.

les guerres qui avaient depuis lors désolé la chrétienté. Charles-Quint avait, en cas où les négociations n'aboutiraient pas, donné à François I^{er} le choix entre deux solutions : une guerre générale ou un combat singulier. Le roi de France acceptait le cartel, trop heureux de pouvoir éviter ainsi au monde chrétien les horreurs d'une lutte dont la cause devait être cherchée dans l'opiniâtreté impériale. Ce libelle, que plusieurs autres ne tarderont pas à suivre, nous le verrons bientôt, fut envoyé non seulement au Pape, mais encore en Angleterre, puis en Allemagne, partout où le Roi avait intérêt à prévenir l'opinion, à contrecarrer l'action de Charles-Quint et des Impériaux.

Le discours du 17 avril ne permettait plus de douter des véritables intentions de l'Empereur. La mission du cardinal de Lorraine n'eut aucun résultat : il fallait combattre. Dès que le cardinal fut revenu à Lyon (17 mai), on élabora le plan de campagne¹. On jugea plus expédient de garder la défensive : les garnisons des places piémontaises, Com, Pignerol, Fossano et Turin furent renforcées, on mena de troupes les villes de la Somme et la frontière de Picardie et de Champagne ; puis il fut décidé que le Roi garderait près de lui le gros de ses forces pour les porter ensuite sur le point qui serait menacé par l'offensive impériale. En même temps que se poursuivaient ces préparatifs militaires, la diplomatie ne chôma pas. François I^{er} avait tout autant besoin d'alliances que de soldats. Plus que jamais l'appui des princes allemands, à tout le moins leur stricte neutralité, lui était nécessaire. Ce fut encore Langey qui fut chargé de l'obtenir.

Sa mission était des plus simples : il devait s'attacher à détruire les calomnies répandues contre le Roi par les Impériaux ; c'était un chapitre sur lequel il était très versé, depuis plus de trois ans qu'il y travaillait par la parole ou par la plume. Il exposerait la suite des événements, montrerait qu'à l'Empereur seul incombait la responsabilité de la rupture et, au besoin, pour s'expliquer et

1. Montmorency à la Rochepot, Saint-Rambert, 18 mai. B. N., fr. 3008, f. 20 — *Mémoires de Guillaume du Bellay*, p. 336-341.

2. *Mémoires de Guillaume du Bellay*, p. 360-361. — Les lettres de créance datées du 20 mai et des lettres de recommandation du 1^{er} juin sont reproduites dans les *Exemplaires*, p. 126-128. Le 20 mai, le Roi mandait au trésorier de l'Épargne de payer à Guillaume du Bellay 1125 livres tournois « pour un voyage en diligence, partant de Lyon et allant au pays d'Allemagne devers aucuns princes et seigneurs dudit pays auxquels il portoit lettres de créance pour leur dire et conter de sa part aucunes choses de grande importance. » B. N., Claironhuit 124, f. 74 v.

faire éclater l'innocence de son maître, demanderait la convocation d'une diète où les princes, après avoir écouté l'un et l'autre parti, s'érigeraient en tribunal d'arbitres. Non moins importante était la pacification des différends qui continuaient à diviser la plupart de ces princes. Langey s'y était déjà employé sans beaucoup de succès. Il essaierait d'être plus heureux. Il irait voir dans ce but le landgrave de Hesse, et aussi pour en obtenir des levées, car celles du comte de Furstenberg ne suffisaient pas. Enfin pour ce même motif il se rendrait auprès des ducs de Bavière. Les levées pourraient être payées par les ducs sur l'argent de la consignation, dont Langey devait exiger le remboursement, sous cette forme ou autrement, sans plus admettre excuse ni délai. En plus du service du Roi, Langey avait une raison personnelle de poursuivre cette restitution, car on l'avait assigné pour une somme importante sur la dette des ducs de Bavière¹. Pour lui faciliter la tâche et lui ménager un accueil favorable auprès des réformés d'Allemagne, on fit coïncider son départ avec la signature de nouvelles lettres d'abolition en faveur des hérétiques, suspects, poursuivis, condamnés ou contumax, à condition qu'ils abjurassent dans les six mois². L'édit du 31 mai était la répétition plus complète et plus large de l'édit de Cuncy. Tous deux étaient une manœuvre politique autant qu'une preuve de tolérance, à l'élaboration desquels il n'est pas téméraire de supposer que Guillaume du Bellay prit une grande part.

II

Langey se dirigea vers l'Allemagne en passant par Chalon-sur-Saône, Metz et Strasbourg, où il fut l'hôte de Jacob Sturm³. La

1. Un examen des sommes dues à Guillaume du Bellay, mis à jour à la fin de mai 1536, montre qu'elles s'élevaient au total de 91 615 livres tournois 15 sous, « laquelle somme luy fut assignée sur les deniers qu'il avoit au nom du Roy consignés de mains des ducs de Bavière ». Trincant, *op. cit.*, t. 145.

2. Sur cet édit d'abolition voir *Bulletin historique et philologique du Comité des travaux historiques*, 1895, p. 128, et *Bull. de la Soc. de l'hist. du Protest. fr.*, 1895, p. 104-108.

3. Guillaume du Bellay au cardinal du Bellay « de Chalon. Jour de Penthecoste [4 juin 1536]. J'ai oublié de vous avertir par mémoire et Jo. Sturmius [Jean Sturm] vien, à Lion que vous le fachez venir parler à vous. Je vous prie mander à Cleberger [Kleberg] qu'il face prendre garde s'il y vient et qu'il le vous amène, distes-luy, pource qu'il veult aller en son pays, qu'il fera service au Roy et à vous et à moy plaisir, s'il ne vient trouver le plus diligemment qu'il luy sera possible. Je seray encorres à Metz, chez M. de Sainct Ayl ou à Strasbourg chez Sturmius [Jacob Sturm] d'huy en douze jours. » B. N., Dupuy 200, f. 61 (les passages en italiques sont chiffrés dans le texte).

nouvelle de l'édit du 31 mai avait produit dans cette ville la meilleure impression¹. Mais l'envoyé du Roi ne put obtenir aucune promesse d'appui contre l'Empereur. Bien plus, ses amis, lui représentant l'état du pays et rappelant les dangers qu'il avait courus en 1556, le dissuadèrent de s'engager plus avant.

Toute l'Allemagne était violemment excitée contre nous par les impériaux². Charles-Quint y avait fait répandre une foule de libelles qui présentaient les événements sous un jour défavorable à la France. Changeant de langage suivant qu'il s'adressait aux catholiques ou aux protestants, aux princes ou aux villes, il n'avait rien négligé pour brouiller François I^{er} avec ses anciens alliés. En même temps il s'efforçait, par sa politique conciliante, de gagner les princes protestants et les ducs de Bavière. Les mesures violentes contre les protestants auxquelles il avait songé lors de son débarquement en Sicile avaient été bientôt remplacées, à la mort de Sforza, par des promesses et des concessions. Les alliés de Smalkalde s'y étaient laisés prendre : la diète de Francfort n'avait pas voulu adopter de dispositions hostiles contre l'Empereur ; le landgrave de Hesse lui-même, de concert avec l'électeur de Saxe, envoys un émissaire à Charles-Quint et protesta de son loyalisme. Quant aux ducs de Bavière, l'un d'eux, Louis, était en Italie ; l'autre, Guillaume, multiplait les preuves de bonne volonté à l'égard de Ferdinand. Charles-Quint trouvait partout respect et concours : de nombreuses levées s'opéraient en son nom, sans difficulté. Comment Guillaume du Bellay pourrait-il ramener au roi de France les esprits timorés ou déjà si fortement prévenus contre lui ?

Il put se convaincre bien vite qu'il lui serait bien malaisé d'accomplir intégralement la mission dont il était chargé. Il a écrit lui-même en traits énergiques les obstacles qui se dressaient sur sa route. « S'adressant à ceux auxquels il avoit plus de foy, et desquels il avoit plus tiré de secours es autres affaires qu' auparavant il y avoit conduits et négocies pour le service du Roy, ils pensoient avoir fait beaucoup pour luy de tant se hasarder seulement que de ne l'excuser aux gens de l'Empereur ou du roi Ferdinand son frere, et de luy conseiller qu'il se retirast en dili-

¹ O. Wischmann, *Politische Correspondenz*, II, p. 279. — le conseil de Strasbourg à François I^{er}, 3 juillet.

² *Mémoires de Guillaume du Bellay*, p. 262-263. — Mont à Cromwell, 20 avril, 12 mai, Gairdner, *Letters and Papers*, X, n^o 730, 740. — *State Papers*, VII, p. 514.

gence, sans passer outre ; et à la vérité, allant plus avant, si luy eust esté de jour impossible de faire chemin sans estre cogneu, ou arrêté pour suspect ; et de maict, luy estoient les chemins aussi mal seurs, à cause que depuis soleil couché jusques au jour, tous les paleans faisoient le guet aux champs, à l'encontre des haultefens, et ne lusseient passer allans et venans sans parler à luy¹ ».

Langey, qui s'étend avec complaisance sur l'état troublé de l'Allemagne et les périls auxquels il fut exposé, se montre d'une déplorable discrétion quant à l'itinéraire qu'il a suivi. Il ne nous a pas laissé le nom de ce « bon particulier » et serviteur du Roy qui fut content de se retirer et tenir en sa maison caché pour quelques jours². On a supposé que cet ami demeurait à Andernach, près de Coblenz. Jean Gunther, dont Guillaume et Jean de Bellay avaient favorisé les études de médecine, était originaire de cette ville, mais à cette date il était encore à Paris. Serait-ce chez ses parents que notre ambassadeur aurait trouvé asile ? Nous avons quelques peine à le croire, à admettre même que Langey ait descendu le Rhin jusqu'vers Andernach. Sans doute, aux termes de sa charge, il devait se rendre près du landgrave : mais aucun document ne nous prouve qu'il y soit allé, qu'il ait même essayé d'y aller. Nous croyons plus volontiers qu'au lieu de faire route vers l'Allemagne centrale, il se dirigea vers le bassin du Neckar, à travers la Forêt Noire, et que c'est à Tübingue qu'il trouva un abri.

Il rencontrait dans cette ville des connaissances et même un parent. Le sieur de la Fosse, dont Langey s'était servi dans des négociations avec Mélancthon, après avoir porté au réformateur l'invitation officielle du Roi, s'était fixé à Tübingue pour achever ses études, et se perfectionner dans la connaissance de la langue allemande³. En réalité, il surveillait les menées du duc Ulrich, à qui on l'avait recommandé, et celles des ducs de Bavière pour lesquels il n'était pas un inconnu. Sans en avoir l'air, il faisait le métier d'espion pour le compte des du Bellay. Il était leur indicateur pour les choses de l'Allemagne du Sud⁴. A côté du sieur

¹ *Mémoires de Guillaume du Bellay*, p. 323.

² Th. Tübold en comte de Wiltshire, 12 mars 1538. *Gottröder Letters and Papers*, I, n° 454, p. 185. — Mélancthon à Jacob Billichius, 26 septembre, Tübingue, 26 septembre 1538. *Corpus Reformatorum*, II, col. 144.

³ Guillaume du Bellay avait eueux d'autres indicateurs en Allemagne. On trouve aux archives de Harbourg une lettre à lui adressée, datée du 9 avril 1538 et remplie de détails sur les levées de troupes faites par l'Empereur en Allemagne. Cette lettre n'est pas signée, par précaution, mais il semble bien qu'elle émane du docteur Walter, un agent du landgrave de Hesse.

de Voré était un homme, presque un compatriote, que Langey depuis 1532 avait entraîné après lui en Allemagne et auquel il avait confié l'éducation de son parent, Guillaume Bigot, de Laval¹. Plus tard, à l'occasion de la mort de son protecteur, rappelant ses souvenirs, Bigot faisait allusion à cette mission de 1536, à ce temps où Langey, revêtu de la robe verte des marchands de pierres précieuses, parcourait le pays de Souabe et tout en ayant l'air de vendre sa marchandise², tâchant d'instruire les princes sur les droits de son maître. Il s'acquittait parfaitement de son rôle, nous assure Bigot : c'est d'ailleurs un étiole dans lequel nous l'avons déjà vu à la Cour d'Angleterre. Ce serait donc chez eux, ou peut-être chez quelqu'un de leurs amis (car Bigot avait été appelé à Tubingue par Simon Grynde pour enseigner la philosophie dans l'Université réorganisée naguère), que Guillaume du Bellay put se réfugier et se livrer à cette propagande individuelle sur laquelle les *Mémoires* nous renseignent en détail³.

Par l'intermédiaire de cet ami il fut mis en relations avec deux ou trois personnages « qui avoient plus de puissance et autorité à luy tenir la main ». « Arrives qu'ils furent, encores qu'il semblast bien à leurs paroles et contenance qu'ils n'adjoustaissent foy aux plus énormes articles mis sus au Roy, si est-ce qu'ils luy donnoient le tort en aucunes choses, et autres en récitant esqueilles plusieurs grands personnages, non de légère et téméraire créance. Ils luy donnoient pareillement. A tous leudicts articles leur

1 Guillaume Bigot publia l'épigramme suivante au sujet de qu'il dédia à Guillaume du Bellay, *Guillemi Bigoti Lavalensis poematum ad Guillelmum Bellatum Longaevi mactentem eum in quo cum alio, tum Imperatoris Caroli describitur ab rege Gallie depositio*. *Parade sub signo Falcharii in vico novo Nostro Domini, anno Domini MDXXIV*. L'avis au lecteur et l'épître dédicatoire contiennent des détails intéressants pour la biographie de Bigot et celle du duc de la France.

2 *Christianæ philosophiæ Prælectum*, Tübingen, 1540, p. 59 :

Hæcclæ sponæ quies ? Studia hæc ois mœris
Quæ oclis suis mihi ac grammætiis olim
Hæcclæ de stirpe antea præstetit Ulises.
Se dignatus cum nobis præbere vicendam
Sub viridi hincque logo (sic namque Sæpes
Gallicæ Jura latens docebat) quem deinde sub armis
Quando subalpino vigili insonante regibat
Hispanæ terræque cum Camære vici ?

Et en note, à côté de ce passage : « Quo enim secretis de Jure Franchet Regis Principes Germanos instrueret venditorem luxuriam simulabat, et hæc gemas circumferens, hujus alioqui mercemem callestimam. »

3 *Mémoires de Guillaume du Bellay*, p. 363-364.

respondit ledit seigneur de Langey de manière qu'ils en demeurèrent satisfaits et firent bien d'advis qu'aussi demoureroient plusieurs autres, si on leur avoit de mesme répondu. » Il résolut donc de rédiger les réponses « et trouva moyen de les faire secrettement imprimer et publier par toute la Germanie, tant en latin qu'en allemand, et depuis en français, afin qu'en plus de lieux elles fussent lues et la vérité cognue. » Pour convaincre les protestants de la duplicité de l'Empereur, il fit « de mot à mot translater à la vérité » la lettre qui leur avait été écrite et « les doubles de la protestation dudit Seigneur », puis « imprimer en allemand et publier par toute l'Allemagne ». Enfin, comme les Impériaux avaient répandu le bruit d'un défi apporté au Roi avec un appareil théâtral, il en montra le mépris en exhibant des lettres de Hansart.

Le témoignage des marchands lui fut plus précieux encore. Des lettres, qu'il avait eues de certains d'entre eux, « écrites à Lyon de fraîche date, pleines de contentement et satisfaction qu'ils avoient du bon traitement que leur faisoit le Roy en leurs affaires, et dont ils remerciaient ledit de Langey comme celui qui les avoit introduits et recommandés », des lettres avoient déjà prouvé que les Allemands n'étoient pas maltraités en France comme le prétendaient les Impériaux. Bientôt ces marchands eux-mêmes rentrèrent en Allemagne « venant des foires de Lyon ». Langey les fit habilement interroger par des amis qu'il avait dans les diverses villes et par eux on put connaître qu'il n'y avait rien de vrai sur ce que racontaient les ennemis du Roi : le défilé, le bannissement, la persécution, autant de mensonges. La vérité était, au contraire, qu'un nouvel édit d'abolition avait été rendu le 31 mai et quelques-uns d'entre eux en avaient apporté des « transcripts ». Peut-être avaient-ils aussi des copies d'un mémoire que Jean du Bellay avait de son côté fait préparer à Lyon pour la justification du Roi et qu'il avait envoyé en Allemagne avec prière de le communiquer partout où il serait utile¹. Ce mémoire était entièrement d'accord avec les

¹ *Mémoire envoyé en Allemagne pour la justification du Roy sur les calumnies de ses ennemis* : C'est une minute avec des corrections qui ont peut-être de la main de Jean du Bellay et la note suivante : « Il me semble qu'il vaudroit bien voir les instructions données spécialement au seigneur de Langey pour en prendre et ajouter icy ce qui y pourroit servir, ce que je ferois qui les m'envoyero, aussi vers par advantage bon de s'ayder des plaintes ») des Rois et Roynes de Navarre dont le nom n'est pas déguisé aux gens de ce pays là. » B. N., Dupuy 86, f. 90-91B, des copies de ce mémoire se trouvent à la B. N. fr. 9631, f. 115-116-117, f. 71 B. - Cf. une lettre de Jean du Bellay adressée en Allemagne par l'homme du budget, Lyon, 4 juillet 1522, B. N., Dupuy 86, f. 67-68 (orig.), fr. 9746, f. 300 (copie).

protestations de Langey. C'est ainsi que « peu à peu s'espandoit la vérité », par les voies les plus diverses, et grâce à son habile propagande, Langey voyait s'affaiblir la prévention que les Impériaux avaient si violemment excitée contre nous.

III

Cependant la situation n'était pas encore assez sûre pour que Langey s'aventurât au cœur de l'Allemagne. Compreneant qu'il « ne lui seroit loisible d'aller publiquement en tant de lieux qu'il lui eust convenu pour exécuter la charge — de demander une tournée impériale », Langey résolut d'envoyer « ses lettres de créance, avecques une meane bien ample contenant en effect la substance de saditte créance, à monseigneur le duc Louis de Bavière, comte Palatin, electeur, à ce que comme doyen des electeurs ecclésiastiques (pour tant ainsi qu'il estoit le plus veian de France), il fist sçavoir aux autres laditte demande et requeste du Roy » et de ses enfants¹. Et en attendant la réponse, il se rendit à Munich auprès des ducs de Bavière.

Il ne rencontra que le duc Guillaume : le duc Louis se trouvait en ce moment à la suite de l'armée impériale. Cela même était une preuve que leurs dispositions antérieures n'avaient pas changé : ils restaient fidèles à la politique de l'Empereur et nourrissaient toujours la même hostilité contre le duc de Wurtemberg. Peu après le retour de Langey, au milieu de mars, François I^{er} leur avait envoyé le sieur de Beauvais, klieuue de Laygues, avec une mission de pacification². Etienne de Laygues ne réussit pas. Langey ne devait pas avoir plus de succès. L'article essentiel de sa charge était la restitution des 100.000 écus³. Le Roi ne voyait point quelle « raisonnable excuse » pourraient prendre les ducs pour la différer, et il comptait sur cette somme pour payer 3.000 lansquenets

1. *Mémoires de Guillaume du Bellay*, p. 364.

2. Le 15 mars 1534, mandement au trésorier de l'Épargne de payer à « Etienne de Laygues, sieur de Beauvais, gentilhomme de la Chambre, 750 livres tournois pour 80 jours entiers à raison de 2 livres tournois par jour à commencer du 15 mars qu'il a été appelé à Créteil pour aller comme ambassadeur du Roy en Allemagne devant certains princes et seigneurs dudit pays leur porter lettres de créance » B. N., Clairambault 1535, f. 76 v^o. — Meyd, op. cit., III, p. 361. — Stumpf, op. cit., p. 402-403.

3. *Mémoires de Guillaume du Bellay*, p. 364-366. — Fragment d'une lettre de Guillaume du Bellay sans date, B. N., Dupuy 200, f. 78-80.

dont il avait à ce moment fort besoin. « Surtout mettez peine, écrivait-il à son ambassadeur, de recouvrer ces dix deniers depostes, car plus grand service ne me sauriez faire qu'en ce faisant pour cette heure ». Langey s'inquiétait de n'avoir pas toutes les pièces nécessaires pour procéder à la restitution : il réclamait notamment une quittance qu'il supposait devoir être dans les papiers de Hélonin de Lan, l'ancien receveur de la Cour de Bâle, qui avait avec lui assisté à la consignation. Il craignait que le duc Guillaume n'arguât de l'absence de cette pièce pour traîner les choses en longueur. Il fut assez difficile de la retrouver : un moment on la crut perdue, et le Roi ordonna à Langey de rendre aux ducs leurs obligations et de leur bailler « quittance si ample qu'ils voudront », pour les contenter¹. Mais le duc Guillaume invoqua d'autres prétextes : il prétendait d'abord que ce n'était pas leur faute si la ligue conclue à Scheyern n'avait pas eu le résultat qu'on en attendait ; il alléguait les frais considérables qu'ils avaient dû faire et dont la somme consignée constituait à peine l'équivalent. C'étaient là des arguments que Langey avait déjà entendus et réfutés. En janvier, les ducs avaient refusé de rendre l'argent parce que, disaient-ils, la guerre n'était pas encore sùre entre Charles-Quint et François I^{er}. Maintenant que la guerre avait éclaté, ils objectaient que rendre la somme ce serait donner à l'Empereur « occasion ou couleur de dire qu'ils auroient baillé argent au Roy pour luy faire la guerre. » Les ducs de Bavière n'avaient pas toujours eu de semblables scrupules : depuis qu'il fréquentait « les Allemands », Langey ne leur avait jamais vu tant de délicatesses pour la maison d'Autriche. Il lui fut impossible de tirer autre chose du duc Guillaume. Bien plus, celui-ci se hâta de se débarrasser du trop pressant diplomate en le priant de quitter le duché, « pour doubte qu'il ne vint à la congneissance dudict seigneur Empereur ou du roy des Romains et que commandement lui fust fait (auquel il n'osant désobeir) de le livrer entre leurs mains. » Comprendant qu'à insister davantage il n'obtiendrait rien de plus, qu'il risquerait même de tomber au pouvoir des Impériaux, Guillaume de Bellay quitta la Bavière pour se retirer à Bâle, où il pourrait tranquillement attendre la réponse du comte Palatin.

Langey avait de bons amis dans cette ville, parmi les réformateurs ou les imprimeurs. Sans parler de Myconius, il y connais-

1. François I^{er} à Guillaume de Bellay, Lyon, 12 et 20 juillet. Jean de Bellay à Guillaume, Lyon, 12-16 juillet. B. N., Dupuy 200, f. 12-13, Tricouet, op. cit., t. 154.

par Simon Grynos, un des protecteurs de Bigot (qu'il devait y faire venir à la fin de cette même année). Oporin, peut-être même ce Jean de Morel, d'Eschren, qui devait devenir le médecin ami de Joachim du Bellay après avoir été un des plus précieux agents de Languey en Allemagne et au Piémont. Au sortir des aventures dangereuses qu'il avait courues en Allemagne il put goûter, dans ce milieu d'humanistes et d'esprits éclairés, quelques journées d'une délicieuse sécurité agrémentée de vastes conversations. Surtout il avait à sa disposition quelques-uns des plus actifs imprimeurs du temps, et son séjour à Bâle fut marqué par la composition et la publication de plusieurs écrits dirigés contre l'Empereur.

Il n'avait pas tardé, en effet, à recevoir la réponse du Palatin, un refus poli. L'électeur envoyait les lettres de créance et celle de l'ambassadeur à Ferdinand « vicarius général de l'Empire, pour y pourvoir ainsi qu'il jugerott bon estre ». Pour suppléer à la diète qu'on lui refusait ainsi, Languey rédigea une lettre circulaire qu'il adressa aux Electeurs et aux autres princes de l'Empire : il protestait contre le traitement dont il était l'objet, montrant combien il était contraire aux lois du Saint-Empire, dont les rois de France avaient toujours été les défenseurs. Il exposait à grands traits les droits de son maître sur le duché de Milan, rejetait sur l'Empereur la responsabilité d'une guerre que leur médiation pouvait peut-être encore arrêter. Cette lettre fut imprimée en latin et en allemand¹. Il en fut de même d'une autre lettre plus longue écrite « par ung serviteur du Roy très chrestien à ung secretaire allemand son amy »². C'était un exposé très détaillé des droits de

1. *Mémoires de Guillaume du Bellay*, p. 345. — Guillaume du Bellay à François I^{er}, Bâle 13 août 1536, B. N., Dupuy 269, f. 28-29.

2. « *Utrum* » *Ingen Christlichem Keyser et veremantwegen aus Libereis ad priuilegium Electoris et alios certi Romani Imperii priuilegia* (voir notes infra XIX-XI) : dans les *Exemplaria* p. 137-138. — Traduction des lettres envoyées aux électeurs et autres princes de l'Empire universellement à tous et à chacun en particulier : de la main de Guillaume du Bellay B. N., Dupuy 269, f. 29-30, cette traduction est reproduite dans les *Mémoires*, p. 345-346.

3. « Double d'une lettre escripte par ung serviteur du Roy très chrestien à ung secretaire allemand son amy, auquel il respond à sa demande sur les querres et différends entre l'Empereur et ledit original Roy pour l'acquisition d'appert évidemment lequel des deux a esté agresseur auant en la première qu'en la présente guerre. — Au bout d'icelle est adjoincte une arbre de conuenance d'entre les maisons de France, d'Autriche, de Bourgogne, Milan et Savoie, par laquelle il appert évidemment qui sont aujourd'huy à la succession des dicte maisons » b. l. c. d. B. N. Imp. Lb. n. 68. Dupuy 452, f. 143-144 (l'arbre genealogique). Cette lettre est imprimée dans l'*Appendice* f. 76-77. — Le texte latin est reproduit dans les *Exemplaria*, p. 73-77.

François I^{er} sur la Savoie, dont la conquête avait été représentée comme la cause déterminante de la rupture. Par le simple récit des faits depuis le début du règne, l'auteur tendait à prouver que l'Empereur était bien véritablement l'agresseur contre qui le roi de France était contraint de se défendre. Pour rendre plus claire la preuve de ce qu'il avançait il avait joint à sa lettre « un arbre de consanguinité d'entre les maisons de France, d'Autriche, Bourgogne, Milan et Savoie par laquelle il appert évidemment qui vient aujourd'hui à la succession desdictes maisons ». Enfin il laissa aux imprimeurs, avec ordre d'en répondre les exemplaires, plusieurs pièces latines comme la lettre au Pape, du 11 mai, les lettres de France du 31 mai, une lettre explicative de l'ambassadeur aux princes allemands, etc. Ces pièces réunies en un même opuscule parurent dans le courant du mois d'août, par conséquent peu après le départ de Langey ¹.

A part ces essais curieux d'appel à l'opinion publique, si l'on peut ainsi dire, la mission de Langey avait été peu féconde en heureux résultats : il n'avait pu empêcher la plupart des princes de manifester leur loyalisme à l'égard de l'Empereur ; il n'avait obtenu que des bonnes paroles et pas un écu du duc de Bavière. Quant aux gens de guerre, écrivait-il lui-même au Roi, « il n'y a ordre de vous en faire lever pour ce temps. Par cy-devant, en susmes en prou et des plus agguerris. Je trouve que pour le présent ils seront par deçà de trois espèces : les uns qui se disent évangélicques et courent contre vous comme contre leur principal persécuteur, les autres qui se disent papisticques, comme contre le Turcq, car les impériaulx ne vous baptisent point autrement ; la tierce espèce meslée des deux autres n'adore Dieu ne désire que leur mère la guerre, et ceux-là si vous eussiez fait levée de bonne heure, vous eussent tous ayvy, car ils disent que vostre argent vient meulx que celui de l'Empereur, et prou en a qui ont longtempz attendu si vous les demandiez, lesquels de puis ont pris party de l'Empereur ² ». Ces échecs n'étaient nullement imputables à Langer : jamais il n'avait déployé plus d'activité : jamais il n'avait su, dans les personnages plus divers, faire preuve de plus

1. *Exemplum responsionis christianissimi Galliarum Regis ad protestationem que Caesaris Nuptias Romae in eum directas est. Adjecta sunt et alia lectu non indigna, quae ad utrumque Principis christianumque causam plenius ac certius cognoscendam schematibz facere (si legere non praesideris) facile intelliget. Anno MDLXXVI mensis augusti. In-4, 16 l., avos, h m 88, un tableau genealogique. B. N., Impr., Lh. 304*

2. Guillaume du Bellay à François I^{er}, lettre citée, de Bâle 12 août.

d'habileté. Mais il s'était heurté à trop d'obstacles conjurés contre lui. On peut s'étonner même qu'avec les ressources médiocres dont il disposait, il ait pu tirer quelque parti d'une situation si fortement compromise.

Au retour, Langey passa par la Suisse. Il appuya les efforts qu'y dirigeaient les envoyés extraordinaires du Roi, les seurs de Beauvais et d'Iternay, pour combattre les intrigues impériales, rappeler les cantons catholiques à l'observation de leur alliance avec la France et obtenir les levées de troupes dont l'invasion de la Provence par l'Empereur rendait la nécessité chaque jour plus urgente. Il est cependant fort probable qu'il n'assista pas à la diète de Bade du 22 août. Il passa ensuite par Lyon, où « Messieurs du Conseil », que le Roi y avait laissés, l'arrêtèrent, pour faire imprimer en français la lettre du serviteur du Roi au secrétaire allemand dont la traduction allemande avait été publiée à Bâle¹. Enfin le 23 août il rejoignait le Cour à Valence². — Ainsi se terminait la dernière mission de Langey en Allemagne. Il ne devait pas cesser jusqu'à sa mort de suivre les affaires allemandes, mais il allait à l'avenir porter ses pas dans une autre direction. C'est désormais le Piémont qui sera le théâtre principal de son activité non plus seulement diplomatique, mais encore militaire.

1 « Diverses payes par ordonnances à Guillaume du Bellay sieur de Langey 1537 livres tournois 10 sous par lettres données à Valence le dernier août 1538 pour son remboursement de pareille somme qu'il a voit payée pour l'impression de certaines lettres qu'il avoit fait imprimer de l'ordonnance et commandement du Roy tant en la ville de Lyon qu'en la ville d'Allemagne et iceilles fait porter en plusieurs et divers lieux, villes et castells du pays d'Allemagne pour faire entendre à ceux dudit pays la justification du Roy allemande d'autre que l'Empereur avoit semblablement fait imprimer et vendre audit pays, iceilles entendes par iceilles contre vérité plusieurs faulx propos et paroles mal sonnans au scandole et préjudice du Roy et de son royaume. » B. N., Clairambault 1545, f. 78.

2 « Je ne suis icy que d'hier, car en passant à Lyon Messieurs du Conseil m'ont arresté pour faire imprimer en français ce que je vous monstroy à vous M^{rs} de Beauvais sous ung tillet à Soliers, qui je m'ai imprimé en allemand. Si des choses que j'ay laissées à imprimer en Allemagne, il vous en vient des nouvelles, je vous prie les me envoyer. » Guillaume du Bellay à M^{rs} de Beauvais et d'Iternay, de Valence, 23 août 1538, B. N., Clairambault 336, f. 376.

LIVRE QUATRIÈME

LE GOUVERNEMENT DU PIÉMONT

(1536-1543)

CHAPITRE PREMIER

LA CONQUÊTE DU PIÉMONT

(1536-1537)

I

A son arrivée à Valence, Guillaume du Bellay trouva la Cour en deuil. Une quinzaine de jours auparavant, le 10 août, le dauphin François, ayant bu un verre d'eau glacée après une séance fort animée de jeu de paume, était mort subitement. La soudaineté de cette mort fit croire à un empoisonnement. L'écuyer du prince, Sébastiano de Montecuculli, originaire de Ferrare, fut arrêté, soumis à la question : il avoua, puis se rétracta. On trouva en sa possession des pièces qui furent considérées comme fort compromettantes : un traité sur la manière de se servir des poisons, un sauf-conduit et des lettres d'Antonio de Leyva, le principal lieutenant de Charles-Quint. On voulut croire à un crime prémédité, dont ce dernier, ainsi que Fernand de Gonzague, prince de Melfetto, auraient été les instigateurs. L'enquête se poursuivait en ce sens lorsque Langey rejoignit le Roi. François I^{er} le chargea de la suivre avec soin pour faire du procès, lorsqu'il serait terminé, une relation officielle que l'on répandrait partout et dont on userait au mieux des intérêts du roi de France ¹.

En attendant, les préparatifs de défense contre les Impériaux étaient poussés plus activement que jamais. Tandis que Mont-

¹ Langey aux sieurs de Beauvais et d'Yzernay, en Suisse, Valence, 26 août (1536) B. N., Clairambault 335, f. 271. Une autre lettre adressée au chancelier et datée de Valence 28 août 1536, est mentionnée dans l'*inventaire des autographes et documents historiques composant la collection de M. B. Fillon*, Paris, 1877, série III, IV, p. 6, n° 313 — Sur l'affaire de Montecuculli, cf. Decrue *op. cit.*, p. 283-284, et la *Cronique du roy François I^{er}*, p. 150-151, 184-200 : l'auteur reproduit un certain nombre de pièces imprimées par la mort du dauphin François.

morency se fortifiait dans son camp retranché d'Avignon, et de là surveillait les mouvements de l'adversaire établi aux environs d'Aix, à Valence le Roi concentrait les troupes levées en Suisse et les envoyait au fur et à mesure à son lieutenant. Des rapports très fréquents le tenaient au courant de ce qui se passait en Provence et les relations étaient très actives entre Valence et Avignon.

Guillaume du Bellay fit, au moins à deux reprises, le voyage entre les deux villes. Une première fois, au début de septembre, il vint à Avignon, sans doute avec le nouveau dauphin Henri qui y arriva le 2¹. Il put admirer les dispositions prises par le Grand-Maître et connaître les dernières informations relatives aux Impériaux. Charles-Quint se trouvait dans la plus grande nécessité. Après une démonstration inutile sur Arles, il était rentré dans son camp. On apprit alors qu'il procédait à des préparatifs de départ : il avait passé une revue générale de ses troupes et ordonné à tous de se tenir prêts à déloger au jour que l'on leur ferait à savoir, et se garnir chacun des vivres pour huit ou dix jours pour emporter avec soy, la part qu'il les voudrait mener .. ». On ignorait quel dessein agitant l'Empereur, quelle direction il ferait prendre à ses troupes. L'arrivée de Doria avec son escadre à Marseille et l'envoi de l'artillerie impériale de ce côté faisaient craindre une descente en Languedoc combinée avec une attaque contre le camp d'Avignon².

Ces nouvelles apportées à Valence par Langey déterminèrent chez le Roi le désir de partir aussitôt pour Avignon. François I^{er} voulait soutenir en personne l'attaque de l'Empereur et au besoin décider avec lui de l'affaire en champ clos³. La majorité du Conseil consulté objecta que le Roi devait laisser cet honneur au Dauphin : qu'en cas d'échec, Valence pourrait servir de point d'appui pour une nouvelle armée et de réduit à une seconde ligne de défense. Finalement on décida d'envoyer de nouveau Langey au camp d'Avignon « savoir au vray quelles forces il y avoit, quelles nouvelles on auroit de l'Empereur, et quel seroit l'advis sur cest affaire du Dauphin, du Grand-Maistre et des capitaines esleues auprès de luy⁴ ».

1. Montmorency à M. de Humières, d'Avignon, 6 septembre; le dauphin Henri au même, de Valence, 28 août, du camp, 6 septembre, B. N., fr 3004, f. 140, 152, 145.

2. Cf. les lettres citées supra et les *Mémoires de Martin du Bellay*, p. 421-423 — Lema, *op. cit.*, II, p. 163, Charles-Quint à Henri de Nassau, d'Aix, 4 septembre.

3. Breton au chancelier, de Valence, 30 et 6 septembre. Arch. Nat., J 583, B² et 4.

4. *Mémoires de Martin du Bellay*, p. 423.

Ce n'était pas la première fois que François I^{er} manifestait l'intention de rejoindre Montmorency¹. Mais celui-ci n'y était toujours montre contraire. La nouvelle proposition du Roi rencontra une opposition générale. « Le Conseil incontinent assemblé de notable nombre de capitaines », les mêmes arguments qu'au Conseil de Valence furent reproduits ; on y ajouta encore le suivant. Montmorency et le Dauphin pourraient attendre l'attaque de l'Empereur et la soutenir, dans le camp, sans être contraints d'en sortir. Supposé que le Roi fût présent, s'il ne sortait pas, Charles-Quint pourrait « après trois ou quatre coups de canon », se targuer de l'avoir attaqué sans qu'il répondît, « il sortait, il risquait de tout compromettre. On rappela en outre les nombreuses prédictions menaçantes pour la vie ou la liberté du Roi qui couraient partout et tiraient de la mort inopinée du dauphin François une force singulière. Langey revint donc à Valence avec ordre « principalement et sur toutes choses de le desmouvoir et desconseiller de sa délibération de venir en son camp ». Mais il devait en même temps confirmer les préparatifs de Charles-Quint et le mener en mouvement des troupes impériales.

Cette dernière nouvelle détruisit tout l'effet des conseils de Montmorency. François I^{er}, n'y tenant plus, aussitôt « commande qu'on luy appareillast des bateaux et que chacun se tint prêt à desloger le lendemain ». Le 10 septembre, il s'embarqua pour descendre le Rhône, et, après avoir couché dans la nuit du 10 au 11 au Pont de Sorgues, il entra le 12 dans le camp d'Avignon².

On fut alors fixé sur les mouvements insolites de l'ennemi et sur le véritable objet du plan de l'Empereur : Charles-Quint battait en retraite. Ce fut Martin du Bellay qui en apporta la nouvelle certaine³. François I^{er} eut au moment l'idée de poursuivre les Impériaux ; mais la frontière du Nord était vermineusement menacée et il decida de distraire une partie des troupes de Provence au secours de Péronne qui se trouvait dans une situation critique. Il se contenta de faire harceler la retraite de l'Empereur par les chevaliers-légers de Martin du Bellay, par Jean Paul de Céri et le comte de Tende. Après des pertes considérables et des souffrances inouïes, l'armée impériale repassa le Var le 23 septembre.

1. Montmorency à M. de Humières, 25 août, B. N., fr. 3008, f. 133.

2. *Mémoires de Martin du Bellay*, p. 424. — Montmorency à M. de Humières, 8 septembre; le dauphin Henri au même, 11 et 13 septembre. B. N., fr. 3008, f. 152, 154, 156.

3. Guillaume de Bellay à Jean, d'Avignon, 14 septembre. B. N. Mss. 774, f. 40. — Cf. *Mémoires de Martin du Bellay*, p. 429.

Avant de remonter vers le Nord, François I^{er} voulut se rendre compte des dégâts causés par l'ennemi et pourvoir aussitôt aux remèdes. Il quitta Avignon le 18 septembre et vint successivement Tournon, Arles, le 19, et Marseille, le 20. Mais l'air était empesté par les débris laissés par les Impériaux. Le Roi n'osa pas aller jusqu'à Aix voir l'emplacement du camp de Charles-Quint, dont on lui faisait une peinture effroyable. Il préféra y envoyer Langey avec « charge de bien visiter la ville et de lui faire rapport des plus nécessaires et urgentes réparations qu'il y conviendrait faire ». Quant à lui, il rétrograda sur Avignon où, le 21, il était déjà de retour¹.

La ville d'Aix avait effroyablement souffert de la guerre. La jugant impossible à défendre, Montmorency en avait fait réquisitionner les vivres et ravager les environs pour rendre intenable la situation aux Impériaux. Ceux-ci y étaient entrés le 10 août et l'avaient livrée au pillage. Charles-Quint avait cependant refusé de la brûler à son départ : on avait seulement mis le feu au Palais où siégeaient le Parlement et la Chambre des Comptes, à la prière, dit-on, du duc de Savoie, qui voulait anéantir ainsi toute trace de dépendances des terres du Piémont vis-à-vis de la Provence. Ce calcul, si tant est qu'il ait été fait, fut vain, car Montmorency, au début des hostilités, avait ordonné le transfert de tous les titres dans son château fortifié des Baux. Langey se rendit compte des ruines, réunit le président, un certain nombre de conseillers « et les principaux de la ville qui s'y trouvèrent pour lors », et après avoir pris l'avis « des maîtres charpentiers, maçons et autres servants au fait de bastiment, fait estimer combien il pourroit coûter à reparer le dommage fait ». L'opération ne dura pas longtemps, car, « l'estimation faite en deniers », Guillaume du Bellay put encore attendre à Arles le Roi qui, « après avoir oüy son rapport, ordonna laditte somme estre delivrée es mains de trésoriers et commissaires, pour employer ausdites réparations² ».

Avant appris, le 28 septembre, que l'Empereur avait définitivement franchi la frontière du royaume, François I^{er} se hâta de quitter Avignon³ et de gagner Lyon où il parvint dans les premiers jours d'octobre. Il se préoccupa aussitôt de faire achever le

1. Lettres au chancelier, d'Avignon, 18 et 24 septembre, la même à Jean du Bellay, à Arles, 19 septembre. Arch. Nat., J 988, 2^o 11^o, R. 3, Dupuy 211, f. 287. - *Mémoires de Martin du Bellay*, p. 430.

2. *Mémoires de Martin du Bellay*, p. 40.

3. Lettres au chancelier de Bourges, 30 septembre. Arch. Nat., J 988, 2^o

procès de Sébastiano de Montecuculli, qu'on avait instruit durant le mois de septembre. Le 9 octobre, le malheureux seigneur fut condamné à être écartelé devant l'église Saint-Jean et à avoir la tête coupée et « fichée au bout d'une lance qui sera poussée sur le pont de Rome »¹. Ce supplice consacrait l'hypothèse de l'empoisonnement et donnait plus de consistance à l'accusation de complicité lancée contre les capitaines généraux de l'Empereur. En dépit des protestations énergiques d'Antonio de Leyva, peu de jours avant sa mort, et de Fernand de Gonzague, qui menaçait de provoquer « tous gentilshommes de France ou autre nation qui voudroient maintenir ledit empoisonnement avoir esté procuré par luy »², peut-être même à cause de ces protestations, on affecta, à la Cour de France, de croire à un complot dont il fallait chercher l'origine et faire porter la responsabilité jusqu'à l'Empereur lui-même.

C'est Guillaume du Bellay que François I^{er} chargea d'exprimer et de répandre la version officielle. Nous ignorons s'il rédigea le compte-rendu du procès dont il parlait dans sa lettre du 26 août. Mais un fait certain, c'est que l'affaire de Montecuculli tient une place importante dans une lettre qu'à la fin d'octobre ou au début de novembre, le Roi adresse aux princes et États de l'Empire et qui est l'œuvre de Langry³. François I^{er} se défend d'avoir recherché l'alliance du Sultan. Il s'est contenté d'une « abstinence de guerre » avec Barberousse et encore c'est l'attaque de Doria contre Marseille qui l'y a contraint. Et après avoir rappelé le discours de Charles-Quint devant le Pape l'attaque de toutes ses frontières par les Impériaux, alors que les négociations n'étaient pas encore rompues, et l'invasion de la Provence, il en arrive à la mort du Dauphin, « la plus énorme et plus cruelle meschanceté que oncques depuis la mort de Jhesus-Christ feust entreprise... » Il n'hésite pas à mettre en cause l'Empereur, « Le comte Sébastien de Montecuculli exécuteur de ce malheureux facta », jusqu'à l'article du supplice et de la mort, en ses confessions privées et

Cf. une copie de l'arrêt sur parchemin et collationnée sur le texte original, B. N., Dupuy 547, f. 308, et, dans la *Chronique de roy François I^{er}*, p. 164-166, une autre reproduction de l'arrêt et le récit du traitement ignominieux que le cadavre fit subir aux débris du cadavre.

2. L'évêque de Mâcon (Ch. Hémarl de Denouvillat) à Montmorency, Rome, 11 novembre [1536], B. N., fr. 2051, f. 64.

3. Le texte latin de cette lettre se trouve dans le recueil déjà cité, *Exemplares litterarum*, etc., p. 147-152, une copie de la traduction française est B. N., fr. 2015, f. 32-35.

publiques, allégué pour ses auteurs Anthoine de Lève et Ferrand de Gonzague principaux du camp et conseil de l'Empereur, et que ledict Ferrand après luy avoir fait de grandes promesses pour entreprendre la mort de quelque personnaige l'introduisoit vers l'Empereur et après l'avoir interrogé de ma façon et manière du hault et du menager, l'envoya devers ledict de Lève avec charge d'exécuter ce que par icelluy de Lève luy seroit ordonné, et lequel de Lève luy auroit ordonné d'empoisonner moy et autres des myens tels qu'il luy pleust ». — A cette accusation formelle, Ferrand de Gonzague avait déjà répondu par ses cartels. Le gouvernement impérial eut devoir à son tour publier une réfutation, qui fut rédigée par Granvelle ¹. Il ne semble pas que le roi de France ait, après cette réplique, persisté dans ses attaques ². L'affaire en resta là et l'on souleva contre l'Empereur d'autres griefs et de plus fondés.

Cette lettre n'était qu'une des manifestations de la politique que François I^{er} suivait en Allemagne et dont il se reposait spécialement sur Langey. Plus que jamais il était nécessaire de ne concéder les prières allemandes. En vue de la reprise prochaine de la guerre, Charles-Quint multiplait les efforts pour obtenir le concours des ducs de Bavière et des protestants, la paix religieuse. Il venait d'envoyer, auprès de son frère, Held avec des instructions dans ce sens ³. Il se montrait disposé à de larges concessions pour sauvegarder « l'auctorité impériale et romaine ». Surtout, ayant

1 « Lettre privée responsive d'un à autre confident l'impetation contrainte et publiée calumpnieusement et fausement au conseil du roy de France et par ses ministres contre l'Empereur et aucun priours ses serviteurs, sur le mort du feu Dauphin. » (10 décembre 1536). *Papiers d'État du cardinal Granvelle* II, p. 308-315.

2 L'apocryphe l'acrostiche est imprimé dans un opuscule publié en 1537 et dédié précisément à Guillaume du Bellay. *Acrostiche pour les François à l'occasion de la nouvelle entreprinse des romains — comprenant le maniere d'écrire les poisons, avec les remèdes à l'encontre d'eux, dédié au gentilhomme qui a fait l'express au serviteur demandeur aux amy sur le différend de l'Empereur et du Roy très chrestien François premier de ce nom* Et quel merveilleux libéralité, aux machins du Mercutio [par Hartoud de la Loo, docteur en médecine].

Avec privilège du Roy — On les vend à Paris, en la rue Neufve Notre-Dame à l'enseigne de Saint Jehan Baptiste, près Sainte Genevieve des Ardens par Denys Jamet. Le poëte est d'au de Meulan, à côté 1537. Indépendamment du traité des poisons, le Rhelle confirme une lettre à Langey, du 16 octobre 1537 (1536), et une épigramme dans où il est fait allusion aux nombreux doutes soulevés par Langey pour réduire les attaques des impériaux.

3 Instructions écrites de l'Empereur pour Mathias Held, envoyé à Ferdinand, octobre 1536. Lanz, *op. cit.*, II, p. 265-274.

appris que « journallement vont et viennent par Allemagne gens de la part du roi de France pour y mener pratiques à l'encontre » de l'Empereur et de son frère, il recommandait de « tenir main et pouvoir de prendre ceulx que l'on pourra attraper, de sorte toutesfoys que ce ne soit irruiement en Germanie et que le bruyt n'en soit plus avant que l'effect ». En même temps il faisait répandre en Allemagne, comme en Italie¹, des lettres qui rejetaient sur François I^{er} la responsabilité de la rupture et devaient tourner contre lui l'opinion de la chrétienté.

Le roi de France de son côté ne restait pas inactif. Dès le milieu de septembre et sur son ordre, Langey dépêchait un agent du landgrave de Hesse et préparait pour ce prince « un bien long discours des affaires de par deçà² ». Il était en correspondance ordinaire avec le docteur Walter, un des hommes de confiance du landgrave, et lui transmettait les désirs de son maître³. Avec des ducs de Bavière, mécontents de l'Empereur, mais pleins d'appréhensions devant l'attitude des princes protestants, les négociations avaient repris, en vue de renouveler l'alliance d'outre-Rhin⁴. Enfin la diffusion des lettres impériales appelait une réponse. Guillaume du Bellay, qui depuis plus de quatre ans était le rédacteur autorisé de ces épîtres royales, en composa deux, la première dont nous venons de parler, une seconde qui est datée du 22 janvier 1537⁵. Toutes deux réfutaient les principales accusations propa-

1 Il s'agit du *Brevet d'aucunes lettres et scriptures* déjà mentionné. Une traduction allemande fut achevée d'imprimer le 17 août, et le 18 novembre 1536 notre ambassadeur à Rome écrit à Montmorancy qu'il vient d'en lire une exemplaire et qu'il se lui envoie. B. N., fr. 3032, f. 38.

2 Guillaume du Bellay à Jean. Aignan, 14 septembre, B. N., Mss. 774, f. 60.

3 Guillaume du Bellay au docteur Walter, 30 décembre 1536, 25 janvier 1537. Archives de Harbourg.

4 Ritzler *Georgische Kaiser* IV, p. 283, parle d'une mission de Guillaume du Bellay à Munich, au mois d'octobre. Il coïncide avec celle de juillet-août 1536. Guillaume a passé près du Roi les derniers mois de 1536.

5 *Ad universos Imperii Romanorum Christianissimi Regis de Indis et de concordia de qua sibi oblatia per Solomonum Turcarum regem pacis conditorem episcopo, latine, die XII Januarii 1537, ad eundem gallice* (1537) Reprinted dans les *Exemplaria*, p. 107-176. — Vers le même temps, probablement en décembre 1536, Langey écrivit encore une autre lettre, au nom du Roi adressée à l'archevêque de Mayence Albert de Brandebourg pour protester contre l'indigne traitement que son neveu Joachim, le nouveau margrave de Brandebourg, avait infligé à un secrétaire de Guillaume du Bellay. Cet incident se rattache à la précédente mission de Langey en Allemagne. *Expositio et responsio Regis christiani de violata libertate, et amplissimo cardinalis Moguntini qua continetur deus ad decipiendum Mediolani confirmatam pontificis dum alia quorundam explicantur ad retinendam publicam concordiam rationem facientis* (sans date). Dans les *Exemplaria*, p. 152-166.

gées par les Impériaux contre le roi de France. Celui-ci y affirmait sa sympathie et son désintéressement pour les princes allemands ; il s'expliquait sur ses rapports avec les Turcs. C'était là le grand grief invoqué contre lui. Il montrait comment la politique de Charles-Quint l'avait pour ainsi dire contraint de se rapprocher du Sultan. Il affirmait n'avoir en rien sacrifié l'intérêt de la chrétienté. Il terminait en sollicitant l'avis de ses alliés qu'il faisait juges de sa conduite, et leur demandait, ce qu'il avait déjà fait à plusieurs reprises, de lui accorder une journée où les droits de chacun seraient exposés et où l'on pourrait par suite décider qui de l'Empereur ou du roi de France était le provocateur, la cause initiale de la rupture et l'auteur responsable de la guerre qui allait recommencer au printemps de 1537.

II

Le prélude des hostilités fut le lit de justice du 15 janvier, dans lequel François I^{er} déclara confisqués sur Charles d'Autriche les comtés de Flandre, d'Artois et de Charolais. Le Roi et Montmorency décidèrent de se rendre en personne dans le Nord pour diriger la campagne contre l'Artois. Mais il fallait aussi garantir la frontière des Pyrénées et celle des Alpes. La conservation des places du Piémont en particulier était de la plus grande importance, si l'on voulait garder ouvertes les routes qui conduisaient dans l'Italie du Nord¹. Tandis que la défense du Midi fut confiée au roi de Navarre, celle du Piémont fut réservée à M. de Hamières, auparavant lieutenant-général du roi en Dauphiné. Mais avant de l'y envoyer, le Roi voulut être renseigné exactement sur la situation réelle du pays et y faire prendre les mesures les plus urgentes pour le maintien de son autorité. C'est pourquoi vers la fin de janvier 1537, il y dépêcha Guillaume du Bellay².

1. Dès le 16 novembre 1536, les ambassadeurs de France à Venise, Georges d'Armagnac et Georges de Selve, indiquent à Montmorency l'importance du Piémont et la politique qu'il y fallait suivre : « L'on tient par deçà que l'ung des principaux points auquel se doit avoir l'œil est la garde et défense des lieux treuz en Piedmont par le Roy, non pas en multipliant despense ne augmentant le nombre de gens, mais bien entretenant ceulx qui y sont de présent, tant de leurs gages comme des choses nécessaires pour la garde d'icelz lieux, esquelz on peut dire que gist de présent la réputation des affaires du Roy en Italie. » B. N., fr. 2019, f. 97 v.

2. *Mémoires de Martin du Bellay*, p. 428-431. Le 28 janvier, Guillaume du Bellay était encore à Paris, comme le prouve sa lettre datée de ce jour au docteur Walter Arch de Harbourg.

Le seigneur de Langey s'arrêta quelques jours à Lyon pour conférer avec le cardinal de Tournon nommé le 3 octobre précédent gouverneur et lieutenant-général en Lyonnais, Beaujolais, Dombes, Bresse, Bugey et Valromey, le cardinal avait en outre la haute surveillance de toute la région du Sud-Est et se trouvait être l'intermédiaire nécessaire entre le Piémont et la Cour. Il centralisait toutes les nouvelles qui arrivaient d'au-delà des Alpes et avait charge de pourvoir aux premiers besoins. Val n'était mieux placé pour préparer Langey à la mission qu'il avait à remplir. Bien qu'il n'eût pas à se louer particulièrement de l'attitude que quelques mois auparavant, dans une affaire privée¹, le cardinal avait prise à son égard, Guillaume du Bellay fut très bien accueilli par le gouverneur du Lyonnais, et celui-ci se montra bien aise de l'envoi en Piémont d'un homme sur lequel il comptait pour rétablir les affaires du Roi, déjà compromises².

Les Français avaient profité de la retraite des Impériaux et du départ de Charles-Quint vers l'Espagne, pour reprendre l'offensive en Piémont et recouvrer les quelques places qu'ils avaient dû évacuer. Ils possédaient au début de 1537 Turin, où commandait depuis novembre, à la place du seigneur de Burie fait prisonnier, Guy Guiffroy, seigneur de Boutières, et quelques châteaux aux alentours; Verceil avec le capitaine Blanche Vighiano avec le capitaine Briançon et Verolengo, avec Tristan de Monnaours. Le capitaine Polin occupait Moncalieri et les ponts du Pô. Annibale Gonzague, comte de la Nyvolare, commandait au delà à Chieri, en ded. Guido Rangone et César Fregos étaient à Pignerol. A ces places ajoutaient plus au Sud celles du marquis de Saluces. Les débouchés des principales routes des Alpes étaient ainsi entre nos mains, mais l'occupation française était loin d'être bien solide.

1 Le Roi avait fait dire à Langey d'une manière à prouver aux nombreux ennemis par les marchands lyonnais qui avaient, contrairement aux ordonnances royales, traité des draps de soie avec les Génois. Le cardinal se fit l'écho des marchands mécontents qui prétendaient que ces ordonnances étaient abolies. Il souleva leurs réclamations, car il avait besoin de leur concours. Mais il légitimait ses intérêts de Guillaume du Bellay, probablement sans être animé d'une intention hostile contre lui. Cependant il eut bien dans une lettre au cardinal de Bellay 28 novembre 1536 de prêter de son amitié pour Langey. Voir cette lettre B. N., Dupuy 281, f. 40, et en général sur cette affaire des draps de soie, les lettres du cardinal de Tournon au chancelier Arch. Nat., J 905, 747. 40, 37, 40, 41 Cf. Imac, *Le cardinal de Tournon lieutenant-général du Roi à Lyon (Positions des mémoires pour le diplôme d'études de la Faculté des lettres de Paris, 1904)*

2 Langey quitta Lyon, le 3 février. Tournon à Jean du Bellay (7), Lyon, 4 février (1537). B. N., Dupuy 283, f. 21

Elle était des plus précieuses dans le marquisat de Saluces. Et c'était même la cause principale de la dépeche de Langey ¹. Au mois de juin précédent, François, investi de marquisat en février 1536, avait passé à l'empereur. il avait renvoyé à François I^{er} le collier de l'Ordre, s'excusant de sa défection sur la nécessité de mettre en sûreté sa personne et son état ². Le Roi l'avait remplacé par son frère aîné Jean-Louis, qui était en prison depuis 1531. Au mois d'août, il l'avait fait remettre en liberté ; et comme le nouveau marquis était « entre le fol et le peu sage », qu'il avait le cerveau fort « bisarre et assez embrouillé », bref qu'il était d'esprit borné et faible de caractère, on lui donna pour le guider et le surveiller un gentilhomme gascon, l'écruyer de Saint-Julien ³. La précaution se révéla excellente. A peine eut-il franchi les Alpes que Jean-Louis se laissa prendre aux intrigues de François, « plus caute et malicieux que luy » « Les deux marquis de Saluces sont ensemble », écrit Tournon le 25 octobre ⁴. François n'eut pas de peine à rentrer dans les principales villes du marquisat et se mit en devoir de dépouiller son frère : il faisait fortifier le château de Carmagnola, ravageait Valfenière et ne craignait pas d'attaquer la ville même de Saluces. Il aurait occupé Verzuolo, si Saint-Julien n'avait eu la présence d'esprit de s'en faire remettre la garde dès le mois d'octobre ⁵, et de fortifier la place, qui commandait les routes de la Varaita et de Castel Delino.

Malgré les protestations de Jean-Louis au comte de Saint-Pol et à Montmorency ⁶, à qui il se plaignait vivement de son frère et

1 Arch. Nat., J 461, 1151 Mandement de verser à Martin de Troyes, commis en payement des loia extraordinaires des guerres, 1200 livres tournois « pour l'estat de treys moys du sieur de Langey, à cause de la charge que le Roy luy baille au marquisat de Saluces. » [début de 1537].

2 François de Saluces à Montmorency, 4 juillet, B. N., fr. 2070, f. 91. Cf. *Chronique du roy François Premier*, p. 147 (48, 490-491).

3 Breton au cardinal de Belley, Valence 20 août; le cardinal de Belley à François I^{er}, Paris, 27 août B. N., Dupuy 286, f. 261, 262, f. 18. — *Mémoires de Martin du Bellay*, p. 485.

4 Tournon au chancelier, 25 octobre, Arch. Nat., J 305, 791.

5 *Mémoires de Martin du Bellay*, p. 482, Arch. Nat., J 305, 14, n° 17 Mandement de verser à Martin de Troyes 1200 ecus pour les délivrer au sieur de Saint-Julien qui payera « les despenses faites à la réparation et fortification du chasteau de Verneuil vivres et munitions fournies es traites depuis le premier jour d'octobre mil cinq cents trente six jusques au XLV^e du mesme mil cinq cents trente sept, durant lequel temps bellay de saint-Julien garde ledicte place. » « sans date, peut-être du début de 1538).

6 Jean-Louis de Saluces à Montmorency 5 et 25 décembre (1536), B. N., fr. 2070, f. 26, 265, f. 162.

l'accusait de faire « du pis qu'il peut », François I^{er} considère les deux marquis comme également coupables de trahison et ordonne au Parlement de Grenoble de procéder contre eux, le plus rapidement possible ¹. Les deux frères se réfugièrent en territoire impérial, mais François continua ses tentatives contre les villes du marquisat. Langey se rendit à Verruolo, auprès de Saint-Julien, pour prendre des mesures de défense ². Il fut bientôt débarrassé de François, qui à la fin mars se fit tuer devant Carmagnola ³. La mort de François, l'insignifiance de son frère, les pratiques nouées par Langey avec les quelques personnages demeurés fidèles aux deux marquis, avec le capitaine de Revello par exemple, permirent de recouvrir le marquisat dans sa totalité et de le garantir contre les Impériaux. La situation légale du pays ne fut réglée qu'après le retour de Langey à la Cour. Remettant à plus tard le soin de châtier ceux des habitants qui avaient favorisé la trahison ⁴, François I^{er} confia d'abord la surveillance du pays à un certain Alberto Gat, vicaire d'Ast ⁵, puis conféra l'investiture du marquisat à un autre frère des deux marquis précédents à Gabriel de Saluces, évêque d'Aire, qui entra, dans l'été de 1537, en possession de ses domaines ⁶.

Dans le Piémont proprement dit, la situation n'était guère meilleure que dans le marquisat. La discorde régnait entre les chefs. Italiens et Français ne s'entendaient pas. C'était été la cause de l'échec de Burie dans sa tentative pour prendre Casal.

1. Commission donnée à Jean Bertrandi de citer devant le Parlement de Grenoble François et Jean Louis de Saluces, pour y être jugés sur la chef de haute trahison et lèse-majesté. 9 janvier 1537, Arch. Nat., J 984, 82. F. N., fol. 41 verso, f. 47v. Dupuy 170, f. 158. Lettre du même jour aux conseillers, et f. 158, lettre aux mêmes, du dernier jour de janvier (copies).

2. Guillaume du Bellay à Montmorency, Verruolo, 7 avril 1537, B. N., fr. 3079, f. 83. Il y rappelle la nouvelle — inexacte — de la mort de Jean Louis.

3. Guido Rangone à Montmorency, Pignerol, 28 mars 1537, B. N., fr. 3049, f. 174. — Notion au chancelier [A. Dubourg] du camp près Baudin. 4 avril 1537, Arch. Nat., J 982, 80. — *Mémoires de Martin du Bellay*, p. 438-439.

4. François I^{er} à François de Pontcomell, 13 mai 1537, B. N., fr. 3079, f. 444.

5. Arch. Nat., J 982, 12^{vo}. François I^{er} et Montmorency à M. de Humières, 29 et 30 mai, B. N., fr. 3008, f. 176, 1903, f. 78. — Le choix de Gat excite des protestations : on l'accusait d'avoir comploté le marquis François dans sa trahison, il avait la réputation d'être « homme d'impair », mais finet « et qui plus est, « pilhars » Claude Betteverre au chancelier, 24 juin 1537, Arch. Nat., J 982, 8. Voir une lettre de Gat adressée à François I^{er}, de Saluces, 19 juillet (1537), B. N., fr. 17357, f. 38.

6. François I^{er} à Gabriel de Saluces, sans date, Gabriel de Saluces à M. de Humières, Novet, 15 septembre, B. N., fr. 3008, f. 174 (copie), J 180, f. 140.

Même entre capitaines italiens, les divisions étaient fréquentes et très vives. Jaloux les uns des autres, fort souveleux et très susceptibles, le moindre incident était prétexte à conflit. En particulier une « dissension mortelle » s'était élevée entre Guido Rangone et son beau-frère César Frégose d'une part, et d'autre part Francesco de Gonzague, seigneur de Bozzolo, surnommé le Cagnin (Il Cagnino)¹. L'occasion en fut un froissement d'amour-propre. Le Cagnin avait composé avec les Impériaux de Carignan sans en référer à Guido Rangone, qui avait le commandement général des Italiens levés au nom du Roi pour secourir le Piémont. Guido en fut blessé. Le Cagnin, de son côté, vit avec peine la faveur dont jouissaient, auprès de François I^{er}, Guido et son beau-frère César Frégose. Une partie de ses gens de pied ayant été tués, il y vit l'action de ses adversaires. Des propos aigre-doux et des paroles malsonnantes furent échangées. Une lettre de l'Arétin, injurieuse pour César Frégose vint précipiter la crise. César accusa le Cagnin de l'avoir composée, à tout le moins inspirée, il lui adressa un cartel de défi que le Cagnin s'empressa de relever. L'affaire eut un grand retentissement dans le Nord de l'Italie, jusqu'à Rome², et ne pouvait profiter qu'aux Impériaux. C'est pourquoi François I^{er} avait chargé Langey de connaître du différend et de chercher à mettre d'accord les deux capitaines. Après avoir recueilli les griefs de l'un et de l'autre et écouté leurs plaintes acrimonieuses, il leur représenta le tort que ces querelles faisaient aux affaires du Roi dont ils prétendaient à l'envi être les serviteurs. A César Frégose en particulier il remontra qu'en envoyant un cartel au Cagnin, il avait enfreint les chapitres de l'Ordre du Roi, dont il était chevalier, car en vertu de ses chapitres, « les chevaliers dudit Ordre ne peuvent envoyer ni accepter cartel ne combat l'un contre l'autre, sans le congé de leur supérieur, qui est le Roy ». Il réussit enfin à leur faire promettre de différer le règlement de cette affaire jusqu'à la fin de la guerre, et le Cagnin ayant manifesté le désir de se retirer en sa maison, pour prendre l'eau « des baings », Langey s'empressa de lui faire obtenir la permission nécessaire.³

1. Cette affaire est exposée tout au long dans les *Mémoires de Martin du Bellay*, p. 453-459.

2. L'évêque de Nîmes à Montmorency, Rome, 20 janvier et 9 février 1537, B. N., fr. 3053, f. 7^{vo} et 18.

3. La querelle se révéilla par la suite. Cf. B. N., fr. 21.010, f. 11 11^{vo} en regard la prime, avec un cartel du Cagnin, daté de Bozzolo, dernier juillet 1539.

Ces querelles, naturellement, n'étaient pas pour raffermir la discipline parmi les troupes d'occupation ni pour consolider la puissance du Roi dans le pays. A cela s'ajoutaient encore des difficultés sans nombre pour faire vivre l'armée. Il y avait environ 9.000 italiens et 4.000 aventuriers français répartis entre les principales places, où ils étaient comme assésés, car l'ennemi tenait la campagne et le plat pays. Les vivres manquaient¹. Depuis un an la guerre exerçait ses ravages sur le pays. De plus un gaspillage effréné avait réduit considérablement les ressources : des capitaines avaient envoyé à Gênes et vers les ports de Ligurie « une merveilleuse quantité de sacs de bled » et « étaient fait des revenus de la misère générale. A grand peine le seigneur de Bostières pouvait mettre un terme « aux robberies et pilleries » qui se produisaient à Turin, dans beaucoup de villes et villages, les chefs contraignant les habitants, malgré le paiement des exemptions, à fournir pour leurs tables, « qui quatre, qui cinq ou six ou sept œufs par jour, autres un tait de bleds, de vins, chair et autres vivres » impossible d'amener des vivres des lieux qui en avaient encore, car les ennemis tenaient la campagne et surtout les moyens de transport faisaient défaut. Bœufs, chevaux, juments et ânes avaient été pillés. Les gens de pied en usaient pour leurs commodités personnelles. « En aucunes bandes, écrit Langey, il n'y a fretin qu'il n'ait cheval, jument ou asne ». Aussi voyait-on venir l'heure, — prochaine, — où l'on serait réduit à la famine. Déjà ceux de Chieri ne pouvaient se nourrir qu'avec ce qu'ils dérobaient aux alentours, à coups d'arquebuse². — Enfin l'on manquait d'argent : les soldes étaient toujours en retard. Si par économie on cassait les bandes, c'était autant de brigands que l'on jetait sur le pays, et les forces de l'Empereur en étaient accrues d'autant. Si l'on négligeait trop longtemps de les payer en les conservant, l'on risquait de les voir se mutiner, saccager les villes

1. Guido Rangone à Francesco de Pontremoli et à Montmorancy, de Pignorel 11 janvier et 20 mars 1537. B. N., fr. 3049, f. 477, 174. — Le cardinal de Tournon à Jean du Bellay, Lyon, 4 février, 6 mars, 21 avril à Montmorancy, 21 avril, à François 2^e 13 mars. B. N., Dupuy 283, f. 32, 33, 37, fr. 3040, f. 37-38, 20-501 f. 219, de cette dernière, une copie Arch. Nat., J 963, 790. — François 1^{er} au cardinal de Tournon, de camp près de Hesdin, 23 mars, de Mouchy, 20 avril, Arch. Nat., J 963, 47; B. N., fr. 3044, f. 87-88. — Hartout le rapport de Langey envoyé vers le Roi du mois de mars par le sieur de Beauregard et la réponse faite en marge par ordre du Roi, le 19 avril. B. N., fr. 3048, f. 81 seq. — Cf. François 1^{er} à M. de Rumbres, de Hesdin, le 15 avril, 1544, f. 70.

2. Réponse des capitaines de Chieri, 25 avril 1537. B. N. fr. 3121, f. 170-181.

où elles étaient concentrées et penser à l'ensemble. A Turin, à Pignerol, à Chiari, partout, on sentait poindre la révolte et, sans argent, les officiers ne répondaient plus de la fidélité de leurs hommes.

Dans la mesure de ses forces, Languey tâchait de remédier à cette situation terrible. Il avance 3.825 livres à Jean Guichard, commis de Martin de Troyes, pour lui permettre de payer la garnison de Verolengo prête à se mutiner¹, il se porte garant d'un individu qui emprunte pour les fortifications de Savigliano. Par son exemple il incite les sieurs de Bontières, de Monneins, le commandeur de Murel, François de Morette, à en faire autant. Il envoie à la Cour des rapports détaillés, accompagnés de cartes, suggère des plans, prodigue les conseils, les exhortations, et surtout presse l'envoi de nouvelles sommes, de nouvelles troupes, de troupes françaises pour contrebalancer le trop grand nombre de bandes italiennes et parer au danger qui en pourrait résulter. Pendant trois mois il calme les inquiétudes, raffermi les courages et tenait toutes les espérances vers l'arrivée de M. de Hamières, dont il demande avec instance qu'on hâte le voyage.

M. de Hamières avait été nommé lieutenant-général au pays de Piémont le 8 mars. Le même jour avait été dressé un état des dépenses que le Roi comptait faire à l'avenir pour la conduite de ses affaires au delà des monts². Mais son départ fut différé durant un mois. Au milieu d'avril seulement, il quittait Lyon où il avait séjourné huit jours pour conférer avec le cardinal de Tournon et pour trouver les sommes nécessaires à la paye d'avril³. Ses efforts furent à peu près vains et il ne fut guère plus heureux auprès de Le Barrois, avec lequel il s'entretenait des affaires de Savoie. Le 26 avril, il était à Briançon⁴ et peu après il arrivait au Piémont. La déception fut profonde. Il n'avait avec lui que 2.000 hommes et pas assez d'argent pour payer toutes les troupes. Tout nouveau retard dans la saison pouvait avoir les plus graves conséquences : de tous côtés les plaintes éclataient plus vives⁵. Si les Italiens ne

1. Arch. Nat., J 981, 11¹⁵. Indépendamment de ses 3000 livres, le Roi lui fit donner en même temps 1000 livres « pour le payement de son voyage négocier fait en Piémont, postes et frais par les ambassadeurs, valant 800 livres qu'il reçoit au Louvre à Paris. »

2. B. N., fr. 3008, f. 6-7, 3126, f. 605-607 (copie).

3. François I^{er} au cardinal de Tournon, de Mouchy, 25 avril 1537, B. N., fr. 3008, f. 67-68.

4. François I^{er} à M. de Hamières, 26 avril et 5 mai, B. N., fr. 3008, f. 94-97.

5. Lettres écrites des capitaines de Chiari, 25 avril, César Fréques à M. de Hamières Pignerol 17 mai Tournon à Montmorancy 21 avril à M. de Hamières, 5 mai B. N., fr. 3130, f. 179-180, 180, 3040, f. 27-30 ; 3035, f. 37.

révoltaient, comment les contiendrait-il avec des troupes françaises bien inférieures en nombre et en présence des Impériaux qui s'apprêtaient à rentrer en campagne ? Les derniers rapports de Langey étaient parvenus à la Cour après le départ de Humières : aucune disposition n'avait été prise en conséquence. Il fallait cependant se hâter si l'on voulait éviter une catastrophe. M. de Humières n'hésita pas. Le 3 mai, ayant pu constater combien la situation était critique, il renvoya Langey à la Cour pour exposer au Roi, dans le plus grand détail, l'état du Piémont et faire prendre enfin les mesures dont dépendait le salut ¹.

François I^{er} était près de Corbie lorsque Langey le rejoignit. La campagne d'Artois s'était terminée avec la prise de Hesdin. Rien n'empêchait plus maintenant de s'occuper du Piémont. De fait, sur les rapports antérieurs de Guillaume du Bellay, le Roi avait fait envoyer déjà des secours à M. de Humières, 8.000 écus par Duval, le trésorier des menus plaisirs, 11.000 par Artus Prunier, le trésorier du Dauphiné. D'après les conseils du cardinal de Tournon, il avait ordonné au duc Christophe de Wurtemberg de diriger sur le Piémont les 10.000 lansquenets qu'il venait de lever en Allemagne ². Après que Langey eut été entendu, des mesures plus importantes encore furent prises ³. Tout de suite Lavau, valet de chambre du Roi, partit pour presser la marche des lansquenets et porter 15.000 écus. Tournon reçut l'ordre de rassembler le plus d'argent possible et put expédier 12.000 écus le 28 mai et 15 000 francs le 31. Indépendamment des lansquenets du duc de Wurtemberg le Roi faisait mettre en marche pour l'Italie 3 à 4 000 hommes d'armes, 14 enseignes de lansquenets sous les ordres du capitaine Le Bossut et plus d'un millier de cheval-légers que la fin de la campagne d'Artois rendait disponibles. Il dépêchait à M. de Humières le trésorier de France, Pierrevive, sieur de Léugny, pour « s'employer au fait des vivres et advitailllement de l'armée ⁴ », Alberto Gato, pour s'occuper des affaires du mar-

1. Tournon à M. de Humières, 5 mai, et 9 mai; François I^{er} au même, 13 mai B. N., fr. 2005, f. 37, 43. 3048, f. 108.

2. François I^{er} à M. de Humières, 5 et 13 mai; le cardinal de Tournon au même, 8, 9, 13, 17 mai, B. N., fr. 2005, f. 87, 109, 2006, f. 37, 43, 83, 67. *Mémoires de Martin du Bellay*, p. 425.

3. Guillaume du Bellay à M. de Humières, 10 mai, Breton au même, 14 mai B. N., fr. 3126, f. 126, 131.

4. François I^{er} à M. de Humières, 31 mai, Montmorency au même, 30. 21 23 mai; le cardinal de Tournon au même, 19 et 25 mai B. N., fr. 3071, f. 121, 125 2005, f. 83; 3042, f. 84; 2006, f. 73, 94, 99.

quisat de Saluces. A Lyon, Tournon travaillait activement à fournir le Piémont de chevaux d'artillerie, de poudre et de boulets. Jamais François I^{er} ne s'était montré plus ardent à la poursuite de la guerre en Italie, qui se liait dans sa pensée avec les opérations projetées par Barberousse sur les côtes de Naples. Il promettait même de bientôt gagner Lyon pour présider en personne à tous les préparatifs.

Malheureusement pour M. de Humières, cette belle ardeur disparut bien vite. Le retour offensif des Impériaux dans le Nord força François I^{er} à rappeler toutes les troupes dirigées sur le Piémont, à l'exception des lansquenets du duc de Wurtemberg. Les envois d'argent se firent de plus en plus rares, malgré les réclamations de plus en plus pressantes du lieutenant-général, et malgré les efforts du cardinal de Tournon. Quant à Langey, il se détourna momentanément des affaires du Piémont. Pendant les trois mois qu'il y avait séjourné il n'avait presque pas reçu de nouvelles de la Cour. A son retour, il trouva qu'on avait profité de son absence pour le desservir. On présenta sous un faux jour ses relations avec M. de Humières; on affecta de mal interpréter ses démarches et son instance à presser l'envoi de secours. Aussi, mécontent et découragé, il demanda et obtint un congé pour aller « entendre à son message ».

III

Il ne semble pas que cet accès d'humeur ait duré longtemps. Sans doute Langey ne repartit pas aussitôt pour le Piémont, comme on paraissait le croire ¹, mais il fut chargé d'une tâche que nul mieux que lui ne pouvait accomplir et pour laquelle il avait plus d'expérience que personne, la conduite de la politique du Roi avec les États d'Allemagne.

Depuis son retour de sa dernière mission, nous l'avons vu, il n'avait cessé de s'intéresser aux affaires allemandes, et, par ordre du Roi, de les suivre. C'était lui qui était le rédacteur attitré de la correspondance royale avec les princes, des éptres d'apparat comme des dépêches diplomatiques. C'était à lui aussi, autant qu'à la reine de Navarre, par exemple, que s'adressaient les États protestants lorsqu'ils désiraient obtenir quelque faveur du Roi. Ainsi au mois de janvier précédent, les villes de Zurich, Berne

1. Jean du Bellay à M. de Humières, 20 mai 1537, B. N. fr. 2006, t. 40.

Bâle et Strasbourg, ayant envoyé des ambassadeurs pour prier François I^{er} d'adoucir les conditions qu'il avait mises au pardon des protestants de France, leur donnerait des lettres de recommandation pour Guillaume de Bellay¹. Ces lettres ne servirent pas, car les ambassadeurs ne purent rencontrer Langoy, déjà parti pour le Piémont. Mais c'était la preuve des bons souvenirs laissés par notre diplomate en Allemagne et un éclatant hommage rendu à la modération de son esprit et à la noblesse de son caractère. Dans ses rapports avec les Allemands, François I^{er} ne pouvait donc choisir un intermédiaire qui leur fût plus sympathique.

Les efforts tentés par le Roi, à la fin de 1536, pour attirer à lui les princes allemands n'avaient pas eu grand succès. Les ducs de Bavière, entièrement dominés par le désir d'arrêter les progrès de la Réforme et d'abattre le duc Ulrich de Wurtemberg, se rapprochaient de l'Empereur et de Ferdinand avec lequel ils signaient le traité de Passau, le 19 février 1537. Ils promettaient un secours contre le Turc, l'allié du roi de France, et si le duc Louis refusait le commandement des troupes que lui offrait Ferdinand, ses relations et celles du duc Guillaume avec les Habsbourg étaient des plus cordiales. Tous deux poursuivaient avec la Cour de Vienne des négociations actives en vue de constituer une Ligue catholique, qui contrebalancerait l'action de celle de Smalkalde. Les confédérés protestants ne montraient guère plus d'empressement à répondre aux avances de François I^{er}. Dans leur réunion de Smalkalde (7 février-6 mars 1537)², ils écoutèrent pendant de longues heures l'envoyé impérial Held faire le procès, en termes virulents, de la conduite du roi de France. Sans doute, ils se montrèrent intransigeants en ce qui touchait la portée de la paix de Nuremberg et la compétence de la Chambre impériale, mais doute ils ne consentirent qu'un appui très conditionnel pour la campagne contre le Turc. Mais ils donnèrent à leurs revendications une forme très modérée comme il convenait à des sujets suzerains. Held n'eut pas à faire usage de ses instructions secrètes. Sur un seul point il essuya, ainsi que le légat du Pape, un refus catégorique,

1. Strasbourg à Guillaume de Bellay, 31 décembre 1536. Archives de la ville AA, 445, f. 61. — Sur cette ambassade, qui arriva à la Cour vers le milieu de février et reçut du Roi et de Montmorency le 20 février une réponse négative, voir Herminjard, *op. cit.*, IV, n^{os} 377, 378, 604, 612, 613 ; *Politische Correspondenz*, II, p. 207, 408 474, 423, 428 ; Sickingen, *op. cit.*, II, p. 51-52.

2. Sur cette réunion de Smalkalde, voir le compte rendu de Florer dans *Politische Correspondenz*, II, p. 414 420 ; Sickingen, *op. cit.*, II, p. 53-58 ; Baumgarten, *op. cit.*, III, p. 206-207.

absolu : les princes allemands ne voulaient pas du concile convoqué à Mantoue pour le 21 mai suivant : ni le lieu choisi ni la procédure prévue ne leur inspiraient confiance, et plus énergiquement que jamais ils réclamaient la réunion d'un concile en Allemagne.

La question du concile formait la préoccupation principale des protestants aussi bien que de l'Empereur. Ceux-ci le redoutaient autant que celui-là le désirait, et ils craignaient que, profitant de son ascendant sur Paul III, Charles-Quint ne passât outre à leurs réclamations et n'ouvrit à Mantoue ce concile dont ils ne voulaient à aucun prix. Ils savaient combien les rois de France et d'Angleterre, le premier surtout, étaient peu favorables au dessein de l'Empereur. L'opposition des deux souverains était pour les Allemands une garantie qu'il convenait de s'assurer. Aussi les confédérés de Smalkalde jugèrent-ils bon, tout en déclinant les offres de François I^{er}, de lui expliquer leur conduite et de ne ménager ses bonnes grâces.

Le 5 mars, avant de se séparer, le duc de Saxe et le landgrave de Hesse firent rédiger par Mélanchton une lettre au roi de France¹. Après avoir rappelé la mission de Langey, l'année précédente et remercié François I^{er} de son aide pour leur cause et celle de la religion chrétienne, celle dont la dernière lettre était une nouvelle preuve, ils protestaient de leurs sentiments à son égard et le priaient de se avoir pour recommandés. Pour expliquer qu'ils ne lui envoyaient point d'ambassadeur ils prétextaient le manque d'instructions. À ce sujet, des députés des villes et des États. Ils exposaient la réponse qu'ils avaient faite à l'émisnaire de l'Empereur et au légat du Pape, et lui développaient, dans un mémoire à part également rédigé par Mélanchton, les raisons qui, selon eux, justifiaient leur attitude. Ils terminaient en lui demandant avec instance de refuser son approbation au projet de Paul III et de Charles-Quint, et de s'opposer formellement à ce que le concile se tint en Italie.

François I^{er} ne répondit à cette lettre que vers le milieu du mois de mai. Avant d'écrire à l'électeur de Saxe et au landgrave de Hesse, il s'efforça de réfuter encore une fois les accusations que les Impériaux, plus que jamais, — le discours de Held à Smalkalde, le 15 février, en est une preuve, — répandaient contre lui. Le 7 mai, du camp de Comtes en Picardie, il adressait aux membres

1. Voir cette lettre reproduite dans le *Corpus Reformatorum*, III, col. 300-312 avec à la suite (col. 312-325), le mémoire justificatif des considérés.

du Saint Empire Romain une longue épître que Jean du Bellay utilisant les lettres précédemment écrites par Langey, se chargea de mettre au point ¹. Ce *factum* reproduisait, en les développant et en les complétant par l'indication des derniers événements, les apologues précédentes. Les accusations des Impériaux pouvaient être rangées sous trois chefs principaux. François I^{er} avait forcé Charles-Quint à revenir en hâte de Tunisie et l'avait ainsi empêché de terminer son œuvre — il avait attiré sur la chrétienté, par son alliance impie avec Soliman, les périls d'une nouvelle invasion turque, et sur ce point les préparatifs du Sultan et la présence au milieu des Turcs de l'ambassadeur français paraissent donner raison aux Impériaux. — enfin par ses attaques contre la Savoie territoire d'Empire au même titre que Milan, il avait contraint Charles-Quint de défendre ses droits et déclenché une guerre qui menaçait de ruiner la chrétienté et dont on ne prévoyait pas la fin. François I^{er} répondait longuement à chacun de ces accusations. Il examinait en détail les principaux événements qui avaient marqué ses rapports avec l'Empereur depuis 1532. Il écrivait une véritable histoire, à son point de vue, des quatre ou cinq années qui venaient de s'écouler, montrant comment il avait gardé la plus stricte neutralité pendant la campagne de l'Empereur en Afrique, comment il avait ensuite été amusé par des négociations dilatoires, et même durant l'invasion de la Provence, n'avait pas cessé d'écouter les conseils de paix, il se disculpait d'avoir jamais attiré le Turc contre la chrétienté bien au contraire il avait offert son concours, toutes les fois qu'il avait été question de le combattre enfin il rappelait les violations du droit des gens accomplies ou favorisées par l'Empereur et terminait en exposant les

¹ *Apologia quædam de contentis Christianissimis Regis ad amplissimos Sancti Romani Imperii ordines scripta. Et contra ad eorum Belgicas etiam de 17^{to} m^o 1537* dans les *Exemplaria*, p. 271. — Le 27 avril 1537, Jean du Bellay écrivait au chancelier « Monsieur, le Roy m'a commandé faire une Apologie pour envoyer au Altesse, voyant quelques lettres et advertissements qu'il en a receus ces jours passez, et qui luy ont esté escriptes et envoyées de plusieurs endroits dudit pays et m'a dict que, pour ce faire, je valme les lettres, lettres et autres choses que luy ont esté envoyées dernièrement les Estats protestans lesquels ledict Seigneur vous a depuis envoyés pour les voir. Je vous supplie Monsieur me vouloir envoyer tout ce que vous en avez afin que s'il m'est possible, je m'adresse à la requête dudit Seigneur. Il veut que la dite Apologie soit faite le plus tost qu'il sera possible et pour ce, il vous prie de envoyer au plus tost ces pauvres bacheliers articles mémoires et lettres que vous en avez. Et si vous aviez d'aventure en latta l'Apologie que mon frère M. de Langey toll l'année passée, vous me ferez singulièrement grand plaisir de la m'envoyer aussi. » B. N., Dupuy 246, t. 2.

raisonna qu'il avait eues d'agir contre le duc de Savoie. En conclusion venait le couplet ordinaire sur les dangers que l'ambition de la maison d'Autriche faisait courir aux libertés de l'Empire et l'intérêt qu'avaient les princes, la nécessité où ils étaient de s'allier le plus étroitement possible avec le roi de France. Ce plaidoyer, le plus considérable de tous ceux qui furent composés pour défendre François I^{er}, renferme la justification la plus complète et sous sa forme définitive de la cause royale. Il se distingue des précédents par le souci constant d'appuyer par des faits la réfutation des assertions de l'adversaire : en tenant compte de caractère apologétique imposé par le genre, on ne peut se refuser à lui reconnaître une valeur historique qui trahit l'inspiration, sinon la main même, de l'auteur des *Ogdonades*.

La réponse aux confédérés de Schmalkalde suivit de près la lettre aux Etats de l'Empire. Il semble que François I^{er} ait attendu le retour de Langer pour l'envoyer. Elle est datée de La Fère, le 23 mai¹. Le Roi ne tenait pas rigueur aux alliés de ce qu'ils ne lui avaient pas envoyé d'ambassadeur, i. les assurait de ses bonnes dispositions. Ses sentiments sur ce point ne s'étaient jamais démentis. Quant au concile, il approuvait mais réservait leur attitude. Il considérait, dans les circonstances présentes, la souche comme très utile, et même nécessaire, mais il le voulait, comme les protestants, dans un lieu d'accès libre, où l'un des partis ne trouverait pas de facilités pour opprimer l'autre : il voulait qu'on le tînt, selon la forme d'autrefois, au nom et sous l'inspiration de l'esprit divin et qu'on y discutât l'intérêt général de la chrétienté et la conciliation de l'Eglise tout entière. C'était, à son avis, les conditions indispensables du succès. Si elles n'étaient pas observées, il refuserait d'adhérer à la convocation et de prêter jamais l'oreille à ceux qui voudraient soutenir devant lui l'opinion opposée.

Les assurances de François I^{er} étaient donc formelles : elles ne suffirent cependant pas à ramener les princes allemands vers son alliance. Une demande de médiation entre l'Empereur et lui, qu'il leur adressa au milieu de juin, demeura plusieurs mois sans réponse et finalement fut déclinée². Cette attitude n'empêcha pas Langer, bien au contraire, de surveiller attentivement ce qui se passait en Allemagne. Il y entretenait avec soin des informateurs, son parent,

¹ *Epistola Christianissimæ Regis ad quosdam Germaniæ principes atque ad eos ordines Schmalkaldæ congregatos* *Parisiis* X cal Jun MDLXVII, dans les *Exemplaria*, p. 34.

² Haugwitz, *op. cit.* III p. 32ⁿ et la note.

le sieur de la Fosse, qui complétait ses études à Tubingue sous la direction de Guillaume Biget, et Jean de Morel, gentilhomme originaire d'Ambrun, ami d'Erasme et familier des humanistes et imprimeurs de Bâle, avec lesquels, au cours de ses missions précédentes, il avait noué les plus cordiales relations et dont il se servait pour la diffusion des apologies et des épîtres royales.

Il ne négligeait aucune occasion d'agir sur l'opinion allemande, et, par une propagande incessante, de détruire, au profit de son maître, l'influence de l'Empereur et de son frère. Une diète devait se tenir à Worms, où l'on voterait les secours contre le Turc qui venait d'entrer en campagne. Vite Langey compose une nouvelle lettre du Roi aux États de l'Empire¹, pour éveiller en eux des inquiétudes sur la véritable affectation des deniers que sollicite l'empereur et calmer celles que leur causait l'approche du Sultan. Cette fois il ne s'agit plus son accord avec Soliman, accord que l'ingression impériale lui avait imposé ; mais il affirmait hautement que l'alliance avait été conclue non seulement pour son avantage personnel, mais dans l'intérêt de toute la chrétienté. Le véritable auteur de la guerre était l'Empereur. Soliman avait affirmé à l'ambassadeur français qu'à moins d'être provoqué, il n'attaquerait pas la Germanie. A eux d'apprécier et de manifester leur volonté. Ils trouveraient toujours dans le roi de France un interprète fidèle et un garant expressé.

Pour résumer cette campagne épistolaire et lui faire porter tous ses fruits, Langey rassemble toutes les lettres qu'il avait écrites depuis l'année précédente, auxquelles il joignit trois lettres de 1535². Robert Estienne publia ce recueil dans la première

1 Guillaume de Dufley à Jean de Morel, de Bâle, 15 août 1537. Il a reçu une lettre du 22 juillet et la communique au Roi qui en a été fort satisfait. Comme Morel a besoin « de faire un jour » en son pays, il a écrit au sieur de la Fosse de se retirer à Bâle pour deux ou trois mois. Il le prie d'être de retour à son poste avant le 15 août (20 novembre) « car en ce temps-là on doit tenir une diète en Allemagne dont il touche grandement au Roy de sçavoir quelle en sera la conclusion. » A. E. Etr., *Mémoires et documents*, 1876, t. 6.

2 *Christianissimi Galliarum Regis ad Principes et alios Imperii ordines Wormaciam conveniunt habentes epistolam Medona, Parisiorum agro, pridie cal. aug. MDXXXVII, dans les Exemplaria*, p. 175-182.

3 *Exemplaria literarum quibus et Christianissimus Galliarum rex Francorum ad adversarios medicis defenditur et contriterminatus censet et quibus bello hostium inter ipsum et Carolum quintum Imperatorem emicantur explicantur unde ab utro potius sit una aquarum letior prudens prefacile deprehendat* — Parisiis ad officina Rob. Stephani MDXXXVII. Cum privilegio Regis (daté du 7 août 1537). A la fin : « excudebat Rob. Stephanus, Parisiis anno MDXXXVII postquam non sumpsit » En outre un latin grec et un français « ad quem Burgundum et Medonam Amos et Amoset Bohemice ducis hereditas pertinet. »

semaine du mois d'août. On tâcha de le répandre le plus possible. Le cardinal de Tournon en adressait deux exemplaires à M. de Humières et ajoutait : « Si vous en voulez donner ung au duc de Vistemberg (Christophe de Wurtemberg), ou a quelque autre estranger, ce sera très bien fait¹. » Il est fort probable que lui-même en fit distribuer aux marchands de Suisse et d'Allemagne qui fréquentaient les foires de Lyon. En Allemagne ces apologies se colportaient sous forme latine, avec succès écrit un informateur anonyme², mais plus encore en des traductions allemandes pour lesquelles les imprimeurs de Bâle étaient d'un grand secours. Cette propagande irritait vivement les Impériaux, et c'est à elle que Charles-Quint faisait allusion lorsqu'il disait de notre diplomate, en manière d'oraison funèbre : « La plume de Langoy m'a trop plus fait la guerre que toute lance bardée de la France ! »

IV

« Si vous faictes long séjour à Embrun, écrivait le 15 août à Jean de Morel Guillaume du Bellay, je vous y pourroy venir, car le Roy m'a ordonné faire ung voyage en Piémont, qui sera d'ung mois ou six semaines seulement ». Cette seconde mission était déterminée par la situation de plus en plus critique du pays.

Les sommes envoyées à M. de Humières après le retour de Langoy avaient permis de payer les garnisons des principales places et de calmer, au moins pour un temps, les troupes prêtes à se mutiner³. L'arrivée des lansquenets du duc de Wurtemberg décida le lieutenant-général à prendre l'offensive : il s'agissait de chasser les Impériaux du plat pays, pour laisser les habitants faire la récolte et faciliter ainsi le ravitaillement des villes occu-

1. Le cardinal de Tournon à M. de Humières, Lyon, 24 août [1537]. « Je vous envoie deux livres que M. de Langoy a fait imprimer, qui sont très bien faits, et montrent grandement la justification de Roy aux querelles qu'il a contre l'Empereur » B. N., fr. 3035, f. 58.

2. Lettre adressée à Jean du Bellay, de Spire, 13 nov. 1537 B. N., Dupuy 460, f. B-9.

3. B. N., fr. 3136, f. 97, 99, 308 111-113, 115, 117. — Cependant, à Pignerol, le 26 juin, les hommes de pied italiens secouèrent la ville pour protester contre les retards apportés au paiement de leur solde (Pietrovino sieur de Lesigny) au chancelier, Turin, 27 juin, Arch. Nat., J 948, 102^{re}. — Cf. sur l'état du Piémont en mai et juin les instructions apportées de Turin, 27 mai, par Guillaume de Goye, et la réponse aux instructions apportées par Loran, le 9 juin. B. N., fr. 3086, f. 133-134, 3035, f. 81-83.

pées pour le Roi. Au début de juillet, après avoir tant bien que mal satisfait aux exigences des Italiens et des Allemands, M. de Humières s'était mis en campagne et avait fait une tentative sur Asti¹. L'incertitude des lanquenets la fit échouer. Obligé de reculer, il se reporta sur Alba, Cherasco, et s'empara de la ligne du Tanaro. Il y demeura trois semaines, comme paralysé par l'insubordination de ses troupes. Les disputes avaient de nouveau surgi entre capitaines italiens. Jean Paul du Ceri et César Frégose ne pouvaient se souffrir l'un l'autre², et les lieutenants de Malatesta refusaient de servir sous ses ordres³. Les lanquenets, abusant de leur supériorité numérique, exigeaient qu'on les payât « selon l'arrest des vieux roches », de beaucoup supérieurs à leur effectif présent, et contraignaient le lieutenant-général à solder cinq cents hommes en plus qu'il n'en existait pas. Un de leurs capitaines, Hans Ludovic de Landeberg, qui commandait à 11 enseignes, réclama un prêt de mille écus, menaçant, s'il ne l'obtenait pas, de s'en aller avec ses lanquenets⁴. Le malheureux M. de Humières, dont la fermeté n'avait jamais été la qualité principale, ne savait à qui se fier. Bouthières était occupé à garantir Turin d'un coup de main des Impériaux; M^r de Carton et de Brissac étaient malades, et lui-même ne valait guère mieux. Il ne lui resta plus bientôt d'autre ressource que de répartir ses forces entre les villes obéissantes au Roi et d'y mettre de fortes garnisons : d'une offensive sans vigueur, il passa à une défense sans sécurité.

Ces nouvelles, apportées à la Cour par Guillaume de Geva, vers

1. « Instructions à Guillaume de Geva de ce qu'il a à dire au Roy et à Humières de sa Coméd de la part de M. de Humières son lieutenant-général au Piémont. Du camp d'Alba, 16 juillet. » Et la réponse du Roi à ce rapport (22 juillet ?). B. N., fr. 4080 f. 98-99, 1010, f. 98-99 — Cf. *Mémoires de Martin du Bellay* p. 355. Martin a visiblement écrit son récit d'après les instructions elles-mêmes ou un résumé détaillé de ces instructions.

2. Le Roi avait donné à J. P. du Ceri la charge de colonel général des gens de pied italiens du Piémont, à l'exception de ceux de Guido Rangone et de César Frégose. Ce dernier, qui avait remplacé Guido Rangone parti pour Venise et prétendait servir comme son beau frère la direction générale des bandes italiennes, s'en montra irascible : pour le contenter le Roi lui fit donner le commandement de l'avant-garde. François I^{er} à M. de Humières, 25 juin B. N., fr. 3085, f. 98-99.

3. P. de Fontenay à François I^{er} du camp d'Alba, 5 août B. N., fr. 17357, f. 11.

4. Sur cette affaire des lanquenets, voir, entre les deux rapports cités supra, Tournon à M. de Humières, 20 juillet, M. de Humières à François I^{er}, 3 août, et réponse de François I^{er}, 16 août. B. N., fr. 3085, f. 157; 17357, f. 98-99; 3085, f. 64-65. *Ibid.*, 3085, f. 95, un état abrégé des sommes payées aux lanquenets pour la solde d'un mois commençant le 1^{er} juillet. Ce Hans Ludovic de Landeberg, devenu un Français, fut arrêté, jugé et exécuté à Lyon le 13 septembre suivant.

la fin de juillet furent confirmées et aggravées par les dépêches du commencement d'août. Définitivement débarrassé du souci de la guerre dans le Nord par la conclusion de la trêve de Bomy (30 juillet), François I^{er} se décida à recourir efficacement son lieutenant en Piémont. Il fit acheminer vers les Alpes les troupes du Nord rendues disponibles et ordonna au cardinal de Tournon de rassembler le plus possible d'argent, de munitions et d'artillerie. Quand M^{te} de Humières tiendrait encore quelques semaines dans les places où il a concentré ses troupes, et la victoire sera assurée. En attendant, pour l'instruire de tout et le reconforter, il lui envoie Langey.

Guillaume du Bellay emportait des instructions très détaillées¹. Il devait « voir et entendre bien au long et à la vérité en quels termes et dispositions » étaient les affaires du Roi, « en quelle volonté de luy faire servir » étaient tous les capitaines « tant de gens de cheval de gens de p^{er} ytalien françoys, que lanquois », et quel nombre de gens chacun d'eux peult avoir sous son enseigne, quel service on en pourroit tirer, et « adviser quelle ordre et provision l'on . pourroit donner pour obvier aux pilleries,

1. « Mémoires au duc de Langey, gentilhomme ordinaire de la Chambre du Roy, lequel ledit seigneur envoie présentement au pays du Piémont devant le duc de Humières, son lieutenant-général par deus, de ce qu'il aura à luy dire et enquies de la part d'iceluy seigneur. Facts'noblesse, 2^e août 1537 » B. N., fr. 17 257, f. 73-77 — Voir un fragment de ces instructions dans Fabry *Lettres et Mémoires d'État*, I, p. 53, avec la date inexacte du 2 août. — Cf. François I^{er} et Montmorency à M^{te} de Humières, 21, 22 et 23 août B. N., fr. 2025, f. 86-88 — D'après les *Mémoires de Martin du Bellay*, Langey serait allé plus tôt en Piémont. Il y aurait été renvoyé de camp de Loup, « par plusieurs occasions. L'une, à son retour vint trouver le Roi à Melun, malade d'une fièvre, la vingt-cinquième d'août et luy fut octroyé lors un long compte deulxprêt parles des affaires depuis l'arrivée du seigneur de Richelieu en Piémont, etc. » Dans la correspondance postérieurement compilée pour cette année 1537 de François I^{er}, de Montmorency, de cardinal de Tournon et de M^{te} de Humières nous n'avons trouvé aucune trace de cette seconde mission qu'il aurait prise entre mai et août. La date du 21 août est du reste manifestement erronée. Langey était alors au le rois de Lyon alors à Lyon même. Nous savons par ailleurs qu'à la fin de juin il se trouvait à la Cour et rendait au Roi le service de lui abandonner le revenu des ducs qu'il avait reçus « seulement que depuis peu de jours, écrit François I^{er} au chancelier Antoine Dubourg son pourra tirer une bonne grosse somme de deniers et d'écus quelque temps après une autre milliers, lesquels donc il ne s'empie en mes maies et s'en est donné afin que de ceux qui ne pourrions je m'en puisse aider et subvenir à mes urgens et pressent affaires. » *Famille de Bellay*, 1^{er} juillet 1537, Arch. Nat., J 925, 825. — Nous croyons donc à une erreur au à une confusion de Martin du Bellay, qui a mis la ou mal interprété les événements qu'il avait sous les yeux lorsqu'il rédigea cette partie des *Mémoires*.

larcécins et tromperies » qui se produisent dans les « montres ». Il conseilla à M. de Humières « de ne retenir que les principales villes et places gardables » pour éviter de tomber à la discrétion de l'ennemi, et d'y mettre de fortes garnisons de lansquenets demeurés fidèles, d'Italiens et surtout de Français, en attendant l'arrivée des renforts qu'on lui envoie de France. Il faudra raser les murs des villes non « gardables », enlever tous les vivres, qui seront transportés dans les villes gardées, dans ces dernières le travail de fortification sera poussé activement, on y emploiera les habitants réquisitionnés par la corvée, et l'argent qui proviendra des bandes cassées ainsi que celui qu'apportera Langey. On pourvoira ainsi au plus pressé et M. de Humières pourra se retirer à Pignerol pour y attendre les événements. Langey était en outre instruit de la volonté du Roi au sujet des lansquenets, dont on ne garderait que 1500 à 2000, choisis parmi les plus obéissants, il avait enfin charge de régler les différends qui divisaient les princes italiens et d'approuver et de consacrer l'œuvre d'Alberto Gato au marquisat de Saluces.

Langey quitta Fontainebleau le 22 août, toucha à Lyon pour prendre 24.500 livres destinées aux fortifications et 2000 écus nécessaires au ravitaillement en blé de Pignerol¹, et se hâta vers l'Italie. A la fin d'août il était aux confins du Piémont.

Avant de connaître le plan que lui apportait Langey, M. de Humières, par la force des choses, l'avait déjà exécuté en partie. Dans les premiers jours d'août, il avait réparti ses troupes entre un certain nombre de places et fait commencer les travaux de fortification²; puis, craignant d'être coupé de ses communications avec la France par le marquis del Vasto qui s'était jeté dans Moncalieri, il avait quitté Alba le 13 août, rétrogradé par le marquisat de Saluces, passé la Maira à Busca, et s'était retiré dans Pignerol. Cette retraite encouragea les Impériaux qui firent un effort décisif, s'emparèrent successivement de Chieri, Alba, Cherasco et arrivés

1. Tournon à M. de Humières, sans date [27 ou 28 août], B. N., fr. 2886, f. 127. — Arch. Nat., J 167, 2^e, f. 6^{re} : « Le XXVIII^e d'août j'ai envoyé en diligence devant M. de Humières, en la compagnie de M. de Langey, XXIII^e 1/2 livres tournois ».

2. M. de Humières à François I^{er}, d'Alba, 2 et 10 août, B. N., fr. 47 357, f. 58-59, 55-57. — Voici, d'après la lettre du 2 août, comment il avait réparti les troupes (françaises et italiennes) entre les différentes places : Turin, 2500 h., Pignerol, 1300, Savigniano 1200, Chieri, 3000, Alba, 2400, Cherasco, 2000, Verolengo, 300, Casale, 200, au total 13.000 hommes auxquels pour avoir une idée des forces de M. de Humières, il faut ajouter les lansquenets du duc de Wurtemberg.

auprès du Pô, se mirent en devoir de récupérer le plat pays et de bloquer étroitement les places fortes encore possédées par les Français, comme Turin et Savigliano. A Pignerol, M. de Humières, du reste assez gravement malade, ne se sentit pas assez en sûreté. Il laissa donc la ville au commandement de M. de Pontreuve et, par Pérouse et Pragolas, gagna Césanne sur la Doire Ripaire. c'est là que, le 2 septembre, il rencontra Langey¹.

Trois places demeuraient seules en l'obéissance du roi de France : Savigliano, Pignerol et Turin. Toutes trois étaient étroitement bloquées par les Impériaux qui étaient maîtres de la campagne et poussaient leurs éclaireurs jusqu'au delà de Susse, jusqu' dans la haute vallée de Chivasso. Il fallait rendre possible jusqu'à la venue de l'armée française la résistance de ces places, avant tout il fallait conserver Turin, c'est ce que comprit Langey. La situation de Turin était presque désespérée : par Sarm, Nivoli, Vigliana et Bessoleno, les Impériaux formaient la route de Susse, par Carmagnola, Carignano et Moncalieri, celle de Pignerol. Langey ne se laissa pas arrêter par ces obstacles². Se servant de l'influence que lui assuraient sur le duc Christophe et ses lieutenants les services antérieurs rendus à la cause du Wurtemberg, il réussit à ramener une forte troupe de lansquenets d'Oulx à Susse. Ce retour offensif des lansquenets effraya les Impériaux qui reculèrent vers le Pô : la vallée de la Doire en fut un peu dégagée. Accompagné seulement de Lamotte-Gondrin, de 25 cheval-légers et de bonnes guides, Langey exécuta une sorte de raid sur Turin, où il entra « avecques l'argent, à la grande joie du sieur de Bontioron et de tous les soldats qui estoient dedans³ ; car les peïsans des environs, sentans l'argent arrivé leur portèrent grand rafraichissement de vivres, ce qu'ils ne faisoient devant que l'argent y fust. Puis, ayant fait la monstre des gens de pied, et fait la discretion de vivres, se rebra non sans hazards, parce que les ennemis, ayans eu la cognoissance que les lansquenets estoient arrivez à Susse, le vindrent attendre sur le chemin, et n'y eut

1. *Mémoires de Martin du Bellay*, p. 453-459 — Présenté par M. de Humières, le 2 août et le 2 septembre, B. N., fr. 3035, t. 54, 3040, t. 1, 468.

2. *Mémoires de Martin du Bellay*, p. 453-460.

3. D'après un *Mémoire de Martin du Bellay* (loc. cit.), Langey aurait entré dans Turin « le jour de la feste Dame d'Aoust ». Cette date est manifestement fautive. L'entrée à Turin est donc entre le 2 septembre et le 12, car deux semaines de ce jour, M. de Humières fait part au Roi de l'exploit de Langey. Nous la placerons volontiers le 8 septembre, jour de la Fête de la Vierge, ce qui expliquerait, dans une certaine mesure, par une confusion, l'inexactitude de Martin.

qu'un des miens tué et deux de pris ». L'acte hardi de Langey permit au sieur de Boutières de résister aux efforts des Impériaux, et il est incontestable que si François I^{er} à ce moment conserva Turin, et par suite le peu de places qui lui restaient en Piémont, c'est à la décision et à la bravoure de Guillaume du Bellay qu'il le dut ¹.

Langey revint ensuite vers le Dauphiné. M. de Maugiron avait remplacé M. de Humières. De Briançon ², les deux hommes collaborèrent à la mise en état de défense des cols des Alpes : ils s'efforcèrent de maintenir ouvertes les routes qui conduisaient vers la plaine du Pô, en attendant l'arrivée de l'armée de renfort.

Les éléments de cette armée se rassemblaient autour de Lyon, où le Roi arriva au début d'octobre et demeura quelques jours pour présider aux derniers préparatifs. Le 6 octobre, le Dauphin et Montmorency se mettaient en route avec le gros des forces ³. Le 20, le Grand Maître était à Briançon et prenait ses dispositions pour passer de l'autre côté des Alpes. Pendant ce temps la concentration des troupes s'exécutait très lentement, trop lentement au gré du Roi. Irrité surtout des retards de l'artillerie, de Grenoble François I^{er} envoyait en diligence Langey pour en hâter la marche et menaçait les capitaines de leur faire trancher la tête, si, dans quatre jours, ils n'étaient pas rendus à Briançon ⁴.

Déjà, le 26 octobre, Montmorency avait commencé ses opérations ⁵. Il emporta le Pas de Suse et déboucha dans la plaine piémontaise. Aussitôt Turin, Pignerol et Savigliano furent débloqués. Le 1^{er} novembre, Avigliana fut prise ; bientôt après (6 nov.) ce fut le tour de Rivoli, de Grugliasco. Le marquis del Vasto en retraite parut vouloir défendre la rive du Pô et résister dans Moncalieri. Montmorency vint l'y chercher le 10, et, pendant toute

1. François I^{er} à M. de Humières, 17 septembre (en réponse à une lettre du 12 sept., et celui-ci lui renvoie l'exploit de Langey), B. N., fr. 3039, f. 174. — Le bruit de l'entrée de Langey dans Turin se répandit en Allemagne. Les Impériaux prétendirent même qu'il avait été fait prisonnier. B. N., Dupuy 460, f. 9 v^e. Lettre déjà citée, de Spire, 13 novembre.

2. Langey était à Briançon le 28 septembre, car ce jour-là il intercéda auprès du Lieutenant du Roi à Embrun en faveur de Jean de Morvi, qui était inquiété parce qu'on avait trouvé en sa possession des ouvrages suspects d'hérésie. B. N., fr. 3454, f. 86, 87-88.

3. « Despeses faites au voiage de Piedmont par ordonnance de Ngr le Grant Maître Lieutenant général du Roy, depuis son parlement de Lyon qui fut le huitiesme jour d'octobre 1537 » B. N. fr. 3059, f. 35-74.

4. François I^{er} à Montmorency, Grenoble, 26 octobre, B. N., fr. 3035, f. 139.

5. Cf. sur ce point, F. Doumaz, *op. cit.*, p. 383 sqq.

la journée du 11, les deux armées demeurèrent en présence, sans en venir aux mains, sauf quelques escarmouches de peu d'importance. Cependant del Vasto, comprenant qu'il lui serait malaisé de repousser Montmorency au secours duquel arrivait Martin du Bellay, craignant aussi d'être tourné par le sud, jugea bon, le soir du 11 et dans la nuit, d'évacuer Moncalieri, abandonnant des vivres en abondance¹. Aussitôt averti par quelques habitants, Langey pénétra dans la ville, s'empara du blé, du vin, des provisions de tous genres que les Impériaux y avaient accumulées. Le 12 au matin il fit prévenir Montmorency qui se hâta d'annoncer la bonne nouvelle au Roi. Les vivres de Moncalieri servirent à ravitailler les places qui avaient souffert du blocus et particulièrement Turin². Après cette opération, les troupes françaises établirent leur camp à Carignan, où François I^{er} rejoignit son fils et le Grand Maître. De Carignan, puis de Carmagnola, par toute une série de coups de main heureux, les Français occupèrent Riva di Chieri, Villanova d'Asti, Poirino, Montefla, Antignano et les villes du Tanaro, Alba, Cherasco et Fossano, bref toute la plaine du Piémont jusqu'aux collines du Montferrat.

L'activité des troupes françaises s'expliquait par le désir qu'avait François I^{er} de posséder le plus grand nombre possible de places au moment où serait conclue la trêve que Dodeau de Vely négociait avec l'Empereur³. Si l'on traitait sur les bases de la conservation des positions acquises, la situation du Roi en serait d'autant plus avantageuse. La trêve fut signée à Monçon le 16 novembre : elle comportait une suspension d'armes de trois mois pour la Savoie, le Piémont, la Lombardie, le Dauphiné, la Provence, Gênes et Nice. La nouvelle en parvint au camp de Carmagnola le 24⁴ ; elle ne fut publiée que le 27. On employa encore cet intervalle de trois jours à s'étendre, à « s'arrondir » autour des places limitrophes.

La trêve contenait des clauses obscures. Pour dissiper ces

1. Montmorency au cardinal de Tournon et au chancelier, « Jean du Bellay, 11 et 12 novembre. Arch. Nat., 2 882, 8¹ ; H. K., Dupuy 222, 1 222. — *Mémoires de Martin du Bellay* p. 414.

2. Mandement de verser 400 livres turques à Louis de Langelan gentilhomme de la chambre, en récompense des services dévoués, entre autres choses pour « payement et louage de plusieurs bastions qu'il feist prendre illec environs Carignan pour contenir le long dicelle rivière du Pô jusques à Tharlin plusieurs bleds, farines et autres vivres pour l'avitaillement de ladite ville » Arch. Nat., J 861, 11¹⁰.

3. François I^{er} à Montmorency Grenoble, 27 octobre, B. N., fr. 304, 1, 24.

4. Montmorency et François I^{er} au duc d'Orléans, 24 novembre, B. N., Dupuy 221, 1 222, 222.

obscuretés et s'entendre sur les termes d'un *modus vivendi* convenable de part et d'autre, le marquis del Vasto et Montmorency eurent, le 28, une entrevue d'où sortit l'arrangement de Carmagnola¹. Il fut décidé que dans les villes tenues par le Roi et par l'Empereur, il serait mis des garnisons « en tel nombre et ainsi » qu'il serait avisé par Montmorency et par del Vasto, et « le surplus des armées, d'une part et d'autre » serait renvoyé. « Plus, a été accordé qu'édédites villes et places, d'une part et d'autre, seront portées et mun vivres et autres munitions, et se feront toutes réparations et fortifications nécessaires, durant le temps de la présente trêve, ainsi que par la forme et manière que ceux qui auront la charge desdites villes et places adviseront, sans qu'il soit fait sur ce, mis ou donné, d'une part ny d'autre, aucun empeschement ». En cas de difficulté, on s'en remettrait au Grand Maître et au Marquis tant qu'ils seraient présents ou en leur absence, à leurs lieutenants. Del Vasto aurait voulu, pour éviter tout conflit, qu'on spécifiât dans l'arrangement les villes et places qui dépendaient du Roi et de l'Empereur, mais il ne put l'obtenir de Montmorency. Il dut se contenter de prier qu'on veillât à l'application scrupuleuse de la trêve et de l'accord en ce qui touchait l'occupation des villes, particulièrement sur la rive droite du Pô où, par suite du voisinage des Impériaux et des Français, des froissements étaient à craindre².

Conformément à l'arrangement du 28 novembre, le Roi quitta Carmagnola le lendemain, en emmenant avec lui celles de ses troupes qui n'étaient pas affectées à la garde des places³. Avant de partir, il pourvut aux divers commandements⁴ : René de Montjehan fut nommé gouverneur et lieutenant-général; Francisque de Pontresme fut laissé comme gouverneur à Pignerol, le baron de Castelpers, à Savigliano; Ludovic de Birague, à Verolengo, Charles de Dros, à Mondovi. A Turin, le sieur de Boutières, fatigué, avait demandé à rentrer à France : dès le 19 novembre, on savait que le sieur de Langey le remplacerait⁵; à la fin du mois, la nomination fut définitive. Guillaume du Bellay demeurait au Piémont avec la charge la plus importante, après celle du sieur de Montjehan.

1 Breton au duc d'Orléans, 2 décembre. B. N., t. Dupuy 265, f. 274. — Le texte de l'arrangement de Carmagnola est dans les *Mémoires de Martin du Bellay*, p. 485-486.

2 Del Vasto à Montmorency, 441, 29 novembre, B. N., fr. 3008, f. 60.

3 Breton au duc d'Orléans, Belinçois, 2 décembre. B. N., Dupuy 265, f. 274.

4 *Mémoires de Martin du Bellay*, p. 488.

5 Breton au chancelier, Carignan, 19 novembre, Arch. Nat., J 265, T°.

CHAPITRE DEUXIÈME

LE GOUVERNEMENT DE TURIN

(décembre 1537-fin de 1539)

I

Après avoir accompagné le Roi et le Grand Maître jusqu'à Briançon, Guillaume du Bellay revint à Turin, où il reçut des instructions très détaillées sur les devoirs de sa charge¹. Ses pouvoirs s'étendaient jusqu'à huit milles autour de la ville. Sa principale préoccupation devait être de faire vivre « en bon ordre, justice et police » les troupes laissées pour défendre la place et de les empêcher de molester les habitants : dans ce but les obligations des unes et des autres étaient strictement définies. Langey évitera autant que possible de loger les soldats au cœur de la ville, pour faciliter les « trafics et marchandises » des habitants, comme pour réserver l'avenir : les gens de pied seront établis « aux prochains quartiers à l'entour des murailles » et les gens de cheval un peu plus loin. De minutieuses prescriptions étaient indiquées pour la répartition des soldats, la distribution des logements, les fournitures en logis et en meubles qu'on pourrait exiger : « Et seront lesdicts meubles qui se fourniront ausdictz gens de guerre consignez aux chefs de chambre ou caps d'escuadre qui en respondront aux cappitaines et les cappitaines

1. « Instruction et mémoire de ce que le sieur de Langey, gentilhomme de la Chambre du Roy, que ledit Seigneur laisse et ordonne cappitaine et gouverneur de la ville de Turin et de environs, aura à faire et accomplir pour le devoir de sa charge, seureté et conservation de la dicte ville. » B. N., Dupuy 309, f. 14-19. Il manque le dernier folio qui contenait les dernières lignes et la date. D'après Trincant (op. cit. f. 133 v°), ces instructions auraient été expédiées à Langey de Briançon, le 3 décembre 1537. Cette date doit être exacte, car nous savons que Langey, qui partit de cette ville le 2, n'emportait pas avec lui ses instructions en forme, mais qu'il les reçut à Turin même.

à ceux qui les auroient, et ne pourront les bestes estre contraintes, s'ilz ne veulent, de fournir aucune chose aux gens de guerre sinon les legys et meubles... et si à plus on les veult contraindre, auront recours aux capitaines et puis au gouverneur, en deffault que le capitaine ne leur en fias raison ». De même, il était formellement interdit aux soldats de prendre « importe quel, foyn, fourrage, bois, sans payer, et ce, » sur peine d'être punis par rigueur de justice » et même « sur peine de la vie ¹ ». En retour « les serviteurs, manans et habitans des villes, villages, chasteaux et places » situés autour de Turin dans un rayon de huit milles, devaient amener à Turin les fourrages et les foins, les blés, vins et autres vivres nécessaires à la subsistance des troupes, pour les y vendre à un prix raisonnable qui serait fixé après une entente préalable avec le gouverneur. Pour les rendre plus dociles aux réquisitions de vivres, le Roi ordonnait de leur faire rembourser le prix de celles qu'ils avaient précédemment fournies ; il confirmait en outre à la ville de Turin la jouissance « de ses revenus, escolomens, privilèges, libertez et impunités » ; enfin il laissait au gouverneur, sous le contrôle du lieutenant-général, l'initiative la plus large, pour réaliser ce qui était l'objet essentiel de la politique française dans le nord de l'Italie : se concilier les sympathies des habitants, implanter solidement notre influence dans le Piémont, faire de cette province notre base d'opérations dans la péninsule, à moins qu'on ne réussit, et François I^{er} en conservait toujours l'espoir, à l'échanger contre le Milanais.

Les dispositions contenues dans ces instructions avaient été inspirées par Langoy et si elles étaient, comme toute, favorables à la population de Turin, « est qu'il savait fort bien dans quel état misérable se trouvait la ville ². Depuis deux ans que durait la

1. Il leur était cependant permis de recueillir les fens des prés qui, à ce moment (décembre 1537), s'étaient pas encore fauchés et de ramasser « sans payer aucune chose tout mort bois que bois mort à deux mille à l'entour de la ville, de lieux qui leur seroient monstrez par deux personnaiges à ce commis et deppuiez, l'un par le gouverneur et l'autre par les syndics, et lequel bois sera mis en bestes ordonnes ce quartier de chascun capitaine, pour estre raisonnablement et selon le respect qu'il appartenra distribué par les chambres quant et ainsi que besoiin sera. »

2. Du novembre 1536, les habitants de Turin avaient envoyé au Roi une députation à la tête de laquelle se trouvait le comte de Pancallieri, pour faire connaître à François I^{er} leurs privilèges et leurs maux. Arch. Nat., J 962, 3. — Sur la situation de la ville de 1536 à 1538, voir la plainte des habitants 25 26 juillet 1537 la lettre des « syndics et citoyens » de Turin du début d'août et les lettres des sieurs de Humières et de Hostières, B. N. fr. 3042, f. 146, 156, 365, f. 218 (réponse du Roi), 37, 17357 f. 12, et les délégués de Turin, lors de l'enquête d'octobre 1539. Arch. Nat., J 962, 157.

guerre, toute la campagne avait été ravagée aux alentours par les Impériaux et par les Français. Turin avait subi trois sièges, le dernier surtout l'avait fortement éprouvé, « presque toutes les maisons des citoyens furent spoliées de leurs meubles ; les soldats en icelles allongez avalloient les parroys d'icelles et plusieurs maisons ruynèrent, cherchant argent et meubles, a dix y entroyent carrez » ou « pour haveyr le boys pour bruler », ils avaient également ruiné « les maisons des faulxbourgs, aussi toutes les églises hors de la ville et granges prochaines ». Les dégâts dépassaient 350 000 écus. Le sens des instructions s'éclaircissait à la lumière de ces faits que Langey connaissait à merveille. Chacun des articles répondait à quelque excès de la soldatesque et devait en empêcher le retour. La tâche du gouverneur était de réparer les maux de la guerre, de favoriser le relèvement des habitants, tout en faisant vivre des troupes peu disciplinées et irrégulièrement payées, tâche délicate et complexe, à laquelle Langey consacra toute l'habileté de son esprit et l'énergie de son caractère. Mais ne trouvant pas dans le gouvernement le concours qui lui était indispensable, mal appuyé et plutôt désemparé par le lieutenant-général, M. de Montjehan, il ne réunit qu'à demi dans son œuvre de pacification, il y gagna l'estime, on pourrait même dire, l'affection des habitants de Turin mais il y compromit irrémédiablement sa santé déjà chancelante.

Aussitôt rentré dans Turin, Langey assembla les syndics et le conseil de la ville pour leur communiquer ses instructions¹, il dressa un état général des habitants, de la garnison, y compris « les allans et venans », très nombreux à cause de la Cour de justice et des marchés, les ouvriers appelés pour les réparations et les fortifications et les chevaux nécessaires aux troupes, à l'artillerie et aux charrois puis il arrêta la quantité de vivres et de fourrage indispensable. Ce premier état dressé, il établit « une roule et declaration de toutes les villas et terres estant à huit milles à l'entour et considération du territoire, estades et juridiction de chacune selon lesquelles on a tousjours acoustumé de les estimer ». Là-dessus, toujours d'accord avec les syndics, il fixa « la cottisation de ce que chacune ville et terre devroient adonner » à Turin, le *tax maximam* « combien devroient payer les gens de guerre, afin qu'ils pussent en vivant de leur soude espargner quelque chose au bout du mois », il n'était

¹ Guillaume du Bellay à Montjehan, 12 décembre, 1^{er} janvier, 1^{er} Montmorcency, 11 janvier 1537/2, B. N., Dupuy 200, f. 36-37, 34; -3-31

pas interdit de vendre meilleur marché : Langey espérait ainsi créer entre les marchands une sorte de concurrence, dont profiteraient à la fois les soldats et le commerce de la ville. On prévint jusqu'à la quote-part de chacune des villes et terres pour le creusement des fossés de Turin et les travaux de fortification. Le tout fut approuvé par les intéressés, à la condition expresse cependant qu'ils seraient déchargés « des garnisons et toutes autres charges », à moins d'extrême nécessité, ce qui d'ailleurs n'était pas en contradiction avec les ordres du Roi. Langey, satisfait à bon droit de ce premier résultat, s'empresse de communiquer les termes de l'accord à la Cour et à Montjehan, auquel il demanda les pouvoirs nécessaires pour agir en conséquence.

Mais il avait compté « sans son hoste. » Tandis que Langey accompagnait François I^{er} jusqu'à Briançon, Montjehan, resté en Piémont, avait procédé à la répartition des troupes entre les diverses villes et villages et distribué les ressources sur lesquelles elles devaient vivre. Montjehan était un soldat, intrépide, aussi brave que désintéressé ; mais, même dans son courage, il manquait de réflexion : il allait toujours de l'avant, en action comme en parole, sans jamais mesurer la portée de l'une ni de l'autre. Il ne connaissait pour ainsi dire rien aux choses du Piémont. Aussi fut-il circonvenu dès le premier jour par les capitaines ou des gentilhommes italiens qui se partageaient le pays comme une proie, se firent attribuer pour eux et pour leurs bandes les villes les mieux pourvues et les revenus les plus clairs ; tout fut occupé jusqu'à trois milles de Turin. C'est pourquoi lorsque Langey voulut appliquer à la lettre ses pouvoirs, il se trouva dans le plus cruel embarras. Plus de la moitié du pays qui lui était assigné, et c'était naturellement la partie qui avait le moins souffert, était déjà encombrée de garnisons qui y vivaient pour ainsi dire à discrétion. Il protesta énergiquement auprès du lieutenant-général, lorsque celui-ci vint à Turin : il lui renouvela ses protestations à Pignerol, à Carmagnola ; pour lui faire toucher du doigt l'injustice qui lui était faite, il lui envoya une carte du pays avec l'indication des terres qui lui revenaient. Les capitaines intéressés louaient l'habileté de Langey, son esprit fertile en ressources, pour n'avoir pas à déloger. Celui-ci, sans se laisser arrêter par ces éloges, par trop dépourvus d'artifice, réclamait obstinément son dû. Il craignait que ces exactions ne rendissent le nom français impopulaire au Piémont et n'était pas loin de croire que c'était à dessein. Après cinq à six semaines de démar-

ches incessantes, il finit par obtenir quelques concessions : les garnisons mises par Montjehan dans Grugliasco et Casale reçurent une autre destination et Langey y fit entrer le capitaine Forges Castagnolo, Pioben et Carignan lui furent restituées ; la fortification de Moncalieri fut interrompue — on n'y laissa que 25 hommes pour garder le château, il put de là retirer du bois, et de Volvera du foin. C'était en somme une assez mince satisfaction, car les ressources de la plupart de ces villes avaient été déjà plus qu'à demi mangées. Mais il lui fallut s'en contenter.

A ces difficultés s'ajoutaient celles que créait le manque d'argent pour le paiement des troupes. Le soldo de décembre, échue vers le milieu du mois, arriva près de trois semaines en retard¹. Pour empêcher les soldats de se mutiner, Langey leur fit distribuer de la farine et du pain, et, bien qu'il ne fût pas encore payé de son état de gouverneur et qu'il eût déjà beaucoup dépensé pour se « meubler et faire ses provisions » il n'hésita pas à avancer l'argent nécessaire². Il emprunta ensuite pour faire prendre patience aux chevaliers de son frère et aux charretiers de l'artillerie, Montjehan fit appel à son crédit pour payer les garnisons de Mondovì et Savigliano. Il ne fallut pas moins de 15.000 francs dont Langey réclama le remboursement immédiat, car il voulait conserver son crédit intact en vue des éventualités qui ne manqueraient pas de se produire. Malgré les pressantes sollicitations adressées au Conseil par le gouverneur de Turin et le lieutenant-général, les soldes n'arrivaient jamais à temps, et, quand elles arrivaient, elles étaient rarement complètes. Dès qu'approchait la date de l'échéance, ils étaient dans les tranchées et devaient multiplier les expédients pour prévenir les mutineries des gens de guerre et la mise à sac des quartiers. A plusieurs reprises, Montjehan mit à profit le crédit dont jouissait Langey auprès des marchands de Turin, en particulier de Gaspard Darmel, dont le correspondant à Lyon, Raphaël Corsini, était en relations avec Jean du Bellay.

Les pourparlers pour le logement des troupes, les soucis pour assurer leur paiement ne permirent pas à Langey de s'occuper comme il l'aurait voulu des fortifications de Turin. Depuis que la

1. Le mandement à Jean Larnette de fournir les 22.025 livres tournois nécessaires pour le paiement des garnisons du Piémont ne fut signé par le Roi que le 10 décembre Arch. Nat., J 261 2^o. — Guillaume du Bellay au Roi, au cardinal de Tournon et au chancelier, 12 janvier 1538. B. N., Dupuy 300. I. 36-38.

2. Arch. Nat., J 263, 8¹³.

ville était entre les mains des Français, on n'avait guère trouvé le temps de poursuivre les travaux de défense. MM. de Humières et de Boutières y avaient songé au milieu de 1537. Ils avaient vu la nécessité de revêtir de murailles solides les bastions et les boulevards de la ville ¹. Le siège n'avait pas permis de réaliser ce projet. Tout était donc à faire, lorsque Langey entra en fonctions. Il s'efforça de regagner le temps perdu : en janvier, le travail était poussé fiévreusement : les fossés étaient creusés, les murailles des bastions s'élevaient. Langey donnait l'assurance « que advenant ce que advenir pourra, la trêve ne fauldra point titost que cette ville ne soit beaucoup plus forte qu'elle n'a encore esté et mieulx fournye de beaucoup de choses qu'elle ne feust oncques depuys qu'elle est au Roy ² ».

Cependant il n'était pas sans appréhensions sur l'issue de cette trêve qui allait expirer au milieu de février. Pour le cas où la guerre recommencerait, il réclamait qu'on activât le ravitaillement du pays, qu'on y fit parvenir pour 3 ou 4.000 francs de provisions, « comme de chair, car ne s'en trouve icy pour or ne pour argent, d'huile, dont n'en y a pas beaucoup, poissons salés pour ce charesme, espiceries et choses médicinales et quelque sel pour la mounition ». De la sorte, la fortification ôtera à l'ennemi « l'espérance et actente de forcer » les villes et « l'environnement, de les affamer » Mais l'éventualité que Langey redoutait ne se produisit pas : à la suite des conférences de Leucate, le 11 janvier, la trêve avait été prolongée pour trois mois ³ et le 21 février, à Moncalieri, del Vasto et Montjehan renouvelaient l'accord de Carmagnola ⁴.

II

La prolongation de la trêve faisait bien augurer de la paix pour la conclusion de laquelle le Pape offrait sa médiation. Elle rendait plus stable la situation des Français en Piémont et permet-

1. Sur l'état des fortifications de Turin en 1537 et les projets, voir B. N., fr. 3088, t. 82 ; 3035, t. 23.

2. Guillaume du Bellay à Montmorency, 12 janvier 1538, B. N. Dupuy 269, f. 30 v°.

3. Decrès, *op. cit.*, p. 232-233.

4. Double du traité entre del Vasto et Montjehan, Moncalieri, 21 février 1538, B. N., fr. 3012, t. 67.

tant de croire à une occupation durable. Langey compléta son installation : il fit venir à Turin sa femme, choisit les officiers d'une compagnie de 40 lances dont le Roi lui avait donné le commandement et qu'il avait hâte de loger dans le voisinage¹. Une véritable clientèle se formait autour de lui, elle comprenait non seulement les principaux personnages de la ville, magistrats municipaux, juges et marchands avec lesquels, de par ses fonctions, Langey était en rapports quotidiens, mais encore des capitaines déjà serviteurs du Roi ou disposés à le devenir comme le sieur de Fauria, neveu des sieurs de Morette et de Murel, Jean Paul de Ceri le fils de Renzo, le capitaine Gulfe, qui avait « peu de ses parents en artifice de sen », les Birague, Ludovic, Jérôme, et René, auquel il fit donner une charge de maître des requêtes au Parlement de Turin, enfin des Siciliens comme Pietro-Antoni Pecci, Francesco di Vintavilla et Hieronyme Imperator, un parent de ce Cesar Imperator qui avait connu à Rome au début de sa carrière diplomatique². Au service de ces personnages, il mettait l'influence dont son frère Jean et lui-même disposaient à la Cour, faisant valoir leurs mérites et réclamant avec instance faveurs, charges et pensions. Mais en retour, il leur demandait de lui servir d'auxiliaires. Les bannis miliciens revenaient de l'armée du Sultan où ils avaient appuyé l'action de nos ambassadeurs. Et, ce qui pour l'instant avait plus d'importance, par les Birague il recevait de Milan des renseignements précis sur ce que faisaient ou projetaient les Impériaux³.

Il avait besoin du concours de tous pour mener à bien l'œuvre de défense et d'organisation qu'il avait entreprise. Il donnait tous ses soins aux fortifications de Turin, augmentait le nombre des maçons, dépensait en mai près de 8.000 livres pour cet objet. Malheureusement, il ne pouvait pousser le travail aussi activement que le désiraient les habitants de la ville et que lui-même l'aurait

1. Les choix de Langey ne furent définitivement arrêtés qu'au mois d'août suivant : il prit comme enseigne le sieur d'Uray, comme guides le sieur de Malicorne, et comme maréchal des logis le sieur de Grevoy. Pierre Raymond était chargé de payer cette compagnie. Cf. les ordonnances de paiement pour l'année 1536, Arch. Nat., J. 952, 464, 46.

2. Guillaume du Bellay à Jean du Bellay, 12 avril 1536, B. N., Dupuy 200, f. 53-56. Cf. *Catalogue des Actes de François I^{er}*, n° 41524.

3. Avertissements de René de Birague, 2 janvier 1537, et une date B. N. fr. 5154, f. 128, et Arch. Nat., J. 957, 127.

voulu¹. L'argent que le Roi, à intervalles irréguliers, affectait à cet usage, réparti entre Moncalieri, Savigliano, Pignerol et Turin, était insuffisant. Langey ne pouvait pas toujours de ses propres deniers subvenir aux frais. Aussi, en juin, les travaux cessèrent à peu près, faute d'argent. — D'autre part, il s'occupait d'organiser les services indispensables à la vie normale du pays. Le plus important était de faire régner une bonne et prompte justice. Le vicaire de Turin, le juge d'appel, les membres du Parlement, qui constituaient les divers degrés de juridiction du Piémont, trouvaient en Langey un appui constant et un concours empressé, aussi bien dans l'exercice de leurs fonctions que pour obtenir le paiement de leurs gages. Car, ainsi que l'écrivait l'un d'eux au chancelier, « tous sommes pauvres et travaillons fort après ces malfaiteurs, et bien peu se gaigne. Et n'avons provision ne de blé ne de vin et nos robes sont vieilles² ». — Pour faciliter les transactions économiques et éliminer l'influence du duc de Savoie, Langey confirma Marc Varember de Cheri dans la charge de maître des monnaies de Turin, que le sieur de Boutières lui avait donnée l'année précédente³. L'essai ne réussit pas pleinement; néanmoins Langey recommanda chaudement au Roi Marc Varem-

1 « Etat abrégé de ce que se monte la despesse des réparations de la ville de Turin pour les mois de décembre, janvier, février et mars mil cinq cens trente sept (a. s.), avril, may et juin ensuyvant V. XXXVIII ».

décembre, pour les réparations « y compris le boyz et charroy d'ouillay pour le chauffage des gens de guerre ainsi que le port aux bastions de ladite ville et gages de Guillaume de Villefranche, écuyer, pour dudit lieu, conformément ordonné sur le fait desdites réparations par le sieur de Langey et de Sébastien Moreau contrôleur » (40 livres chacun)	2.015 ¹	13 ¹	11 ¹
janvier,	6.351 ¹	4 ¹	3 ¹
février	6.215 ¹	19 ¹	6 ¹
mars	5.904 ¹	11 ¹	4 ¹
avril, .	5.703 ¹	6 ¹	10 ¹
mai	7.988 ¹	1 ¹	
juin, .	4.580 ¹	4 ¹	9 ¹
Total	38 807 ¹	5 ¹	59 ¹

Arch. Nat., J 993, 11^o — *Ibid.*, 993, 11^o, Sébastien Moreau déclare qu'il ne peut fournir le compte exact des dépenses parce qu'il y a eu plusieurs commis chargés de les acquitter. « Aussi M. de Langey, de ses propres deniers ou par lui empruntés, a fait payer plusieurs parties desdites fortifications audit controlleur inconnues » — Sur le sentiment des habitants, voir la lettre d'Antoine André au chancelier, Turin, 6 avril 1537/8, Arch. Nat., J 967¹¹.

2 Antoine André au chancelier, lettre citée ci-dessus. Cf. Georges Anthoine au chancelier, Turin, 8 avril 1538, Arch. Nat., J., 967, 26.

3. Guillaume du Bellay à Jean, 27 septembre 1538, B. N., Dupuy 286, t. 38.

bert lorsqu'à la fin de l'année il s'agit de constituer définitivement l'hôtel des monnaies du Piémont.

Mais ce n'était là qu'une partie des occupations de Langoy et peut-être la moindre. Il lui fallait aussi servir de secrétaire à Montjean¹. Le lieutenant-général n'avait aucune des qualités nécessaires pour remplir cette charge. Il ne connaissait pas assez les choses du Piémont pour pouvoir discuter lui-même avec les Impériaux les questions qui naissent du contact des deux armées d'occupation. Il manquait de tact et de diplomatie dans ses rapports avec les ennemis comme avec les habitants et les chefs des troupes dont il avait le commandement. Aussi avait-il besoin constamment de Langoy, sans lequel il ne pouvait rien faire.

Tout d'abord, il se déchargea sur lui des négociations avec del Vasto. Dès le lendemain de l'arrangement de Carmagnola, des difficultés avaient surgi au sujet de la délimitation des confins². En décembre, don Antoine d'Aragon, beau-frère du marquis del Vasto, s'était plaint des empiétements des Français. Guillaume du Bellay prétendait lever des contributions sur tous les lieux qui avaient fait obéissance au Roi « du temps que les ennemis estoient enserrez dedans les villes »³. Il est probable que les Impériaux n'acceptèrent pas cette manière de voir, car nous voyons qu'au mois de mars la même discussion se poursuivait. Une conférence où l'on devait arriver à une solution fut proposée à Moncalieri : elle se tint à Pavie. Montjean qui avait eu un moment l'idée d'envoyer Langoy en France pour avertir le Roi de la situation du Piémont, le retint expressément en vue de cette conférence où sa présence, disait-il, était « merveilleusement requise »⁴.

1. Guillaume du Bellay à Jean, 30 janvier 1537/8, B. N., Dupuy 282, t. III.

2. Guillaume du Bellay à Montjean, Turin, 11 décembre 1537, B. N., Dupuy 282, t. III.

3. Montjean à Montmorency, 25 mars 1538, Ribier, *Lettres et Mémoires d'Etat*, I, p. 137. — Il semble bien que Langoy, à la fin de mars, ait commencé à rédiger une lettre d'un certain Dorey Marquet, d'Amboise de Paris, ? mois et qui parut être de l'année 1538. Langoy serait retourné de Brignone et aurait dépêché à un place auprès du Roi son frère le de la Mortemère. Martin du Bellay et le capitaine Guille. Marquet les accompagnèrent à la Roche Saint-André, et, grâce à une intermédiaire, il put parler à Montmorency où lui exposa une entreprise qu'on, sur laquelle aucun détail ne nous a été révélé. B. N., Dupuy 286, t. I^{er}. — C'est une nouvelle preuve à joindre aux arguments que nous avons données pour montrer que Guillaume du Bellay ne put être l'auteur de la lettre qu'on lui a souvent attribuée, d'Amboise de Paris, 18 avril 1537/8. Cf. *Revue de la Renaissance* t. I^{er} (1904), p. 371-373.

Les difficultés avec les Impériaux n'étaient rien en comparaison de celles qu'il fallait résoudre pour faire vivre les troupes. Les traités conclus avec les munitionnaires étaient insuffisants pour assurer le ravitaillement de l'armée. Il était presque impossible de trouver quelqu'un qui se chargeât de fournir des vivres. « Les marchands ne veulent rien entreprendre sans être payés comptant, pour les difficultés qu'ils ont aux passages des limites que les ennemis tiennent ¹ ». Les sommes ordonnées par le Roi en avril, en mai arrivaient à peine à liquider l'arriéré : il ne fallait pas compter sur elles pour garantir l'avenir. Du pays lui-même plus rien à espérer : la misère était générale. De toutes parts éclataient les plaintes : « Les chemins sont rompus, la justice est presque morte, de charité il n'y a guère (sic) ors de Turin.. ² ». Il ne restait rien des récoltes précédentes. La nouvelle récolte était insignifiante parce que l'on n'avait pas pu semer. C'était la famine en perspective. La pénurie de vivres était telle que, le 28 mars, Montjehan fut obligé de remplacer par une contribution en argent, qui du reste fut mal payée, la contribution en vivres qu'il désirait ³. Toutes ces charges accumulées étaient au-dessus des forces des habitants. « En sorte que je crains, écrivait l'un d'eux, que l'ire de Dieu ne tombe sur nous et sur ceux qui seront cause de tant de maux » !

Comment dès lors contenir des troupes qui ne trouvaient pas de quoi vivre et dont la solde, malgré les instances répétées des chefs, n'arrivait jamais à temps ? En beaucoup d'endroits ⁴, il y avait plus de soldats à nourrir que le nombre fixé : plus de 500 à Savigliano au lieu de 200 ; 33 soldats de César Fregoso à Legnano, en sus de la compagnie de Jean-Paul de Céri. Les troupes partent vivent à discrétion, les officiers donnant l'exemple. On prend non seulement du blé, de la farine, du vin, mais les meubles, des

1. Claude de Bourges au chancelier, 7 mai 1535, Arch. Nat., J 957, 12^r. — Antoine Bullioud, général de Breuges, au chancelier, 24 mai 1535, *Ibid.*, J 957, 90^r.

2. Antoine André au chancelier, 25 avril 1535, Arch. Nat., J 957, 21^r. — Montjehan, au même, 8 avril, 8 mai, *Ibid.*, J 955, 32^r, 3^r.

3. Arch. Nat., J 953, 8^{vo}, 14^r.

4. Sur la conduite des gens de guerre et plus généralement sur les souffrances de la population du Piémont à cette date, nous avons, indépendamment des correspondances déjà indiquées, les dénonces des habitants eux-mêmes, rédigées au mois d'octobre 1535 en vue de la grande enquête dont nous parlons plus loin et dont les textes sont conservés aux Arch. Nat., J 953, 15. Il n'y a pas moins de 76 pièces. C'est d'après ces dénonces corroborées par les autres documents, que nous avons établi notre exposé.

vêtements d'hommes et même de femmes. Les plaintes s'accumulent, et encore sont elles incomplètes « Ce seroit trop long à dire le tout¹ » assurent les habitants de Villanova d'Asti. Montjehan ne peut rien contre ces exactions. A ceux de Cavallerione, il répond furieux « telz mots ou sembiabiles en substance : Donnez aux soldats tout ce que vous avez et si mourez de faim, ventre-bleu. Je n'y sauroye faire autre chose² ».

Cette impuissance déclencha bientôt les pires excès. Le 1^{er} juin, une douzaine de cheval-légers de la compagnie de Francisco Bernardino, logés à plusieurs milles de là, entrent à Bagnolo, font prisonniers deux des principaux de la ville, en assomment un autre à mort et se font donner 300 écus. Le 10 juin, seconde fête de Pentecôte, la compagnie de Pietro Corso met à sac la ville de Racconigi. Bien plus, les représentants du Roi ne sont pas plus respectés que les habitants du pays conquis. Les soldats de Moncalieri se mutinent contre Montjehan, qui est obligé de composer avec eux. A Turin où cependant Langey en attendant que la solde arrive fait distribuer des vivres, à deux reprises la révolte éclate³. La dernière fois, vers la fin de juin, il manque être écharpé par les mutins et des gens de la ville qui se portent à son secours, « aucuns sont tués et blessés ». La mort seule, dans la bagarre, d'un des chefs de l'émeute empêche une véritable bataille et d'irréparables malheurs. Il n'aurait pas fallu encore beaucoup de scènes de ce genre pour ruiner définitivement la puissance du Roi en Piémont. Heureusement pour les Français que l'entrevue de Nice en aboutissant à la trêve de dix ans, éloigna toute crainte de guerre immédiate³.

III

Loin de s'améliorer après la trêve de Nice, la situation du Piémont alla s'aggravant au mois de juillet et bientôt se compliqua d'une brouille entre le lieutenant-général et le gouverneur de Turin.

Lorsqu'il était entré en fonctions, Langey s'était fait un devoir de ne jamais agir sans l'assentiment de Montjehan, de lui demander conseil toujours, « afin que tout allast par deçà d'ung

¹ Arch. Nat., J 993, 15⁴⁶

² Arch. Nat., J 993, 15⁴⁷

³ Decrue., *op. cit.*, p. 353

branle ». Il avait mis son honneur — et peut-être aussi quelques affectations — à se montrer parfaitement obéissant, bien qu'il n'eût pas précisément à se louer de la façon dont Montjehan avait au début réparti les troupes. Cette soumission plut au lieutenant-général dont elle flattait l'amour-propre, et comme du reste le concours de Langey lui était à chaque instant indispensable, les premiers rapports entre les deux hommes furent très cordiaux. Langey se crut autorisé, pour le bien du Roi, à donner des conseils et parfois, discrètement, à y mêler quelques représentations. Cela n'empêcha pas Montjehan d'agir à son gré, mais les résultats ayant justifié les avis de Langey, il en éprouva quelque dépit. En mai, il demanda au Roi de renforcer les troupes du Piémont pour prévenir une révolte possible, Langey avait vainement montré que le pays, déjà excédé de gras de guerre, ne pourrait supporter encore ce supplément, peut-être fit-il entendre la cause véritable du mécontentement général, c'est-à-dire la mauvaise administration du lieutenant du Roi. François I^{er} refusa d'augmenter les effectifs d'occupation¹. Il sembla donner ainsi raison au gouverneur de Turin contre le lieutenant-général.

Ces petits froissements d'amour-propre furent évanoués par l'entourage de Montjehan, par tous ceux dont l'activité de Langey et son intégrité dérangent les intérêts et les calculs. Bientôt Langey comprit que les dispositions du maréchal, à son égard étaient changées. Survinrent les mutineries du mois de juin. Langey réprima sévèrement celle de Turin, il fit trancher la tête à l'un des principaux coupables. Montjehan fit appeler les autres, mais les renvoya sans les châtier, ce qui parut un blâme indirect de la rigueur déployée par le gouverneur de Turin. Langey eut la preuve de la mauvaise volonté de Montjehan lorsqu'il lui demanda l'autorisation, pour sa sécurité personnelle, de remplacer quelques-unes des bandes mutines par celle que le capitaine Gulfe, en qui il avait toute confiance, venait de lever en France. Le maréchal refusa tout net et, sous prétexte d'économie, rangea la compagnie de Gulfe parmi celles qui devaient être immédiatement cassées. Et comme Langey ne se sentant plus

1. Montjehan à François I^{er}, 13 mai, François I^{er} à Montjehan, 15 mai 1536. B. N., fr. 3040, f. 57, 58-59. — Montjehan à François I^{er}, 2 juillet, B. N., fr. 3040, f. 26.

2. Guillaume de Bellef à Jean, 13 avril, 26 avril, B. N., Dupuy 284, f. 32. — La lettre du 16 avril a été volée dans ce volume de la collection Dupuy par le trop fameux Libri et a paru en vente en juillet 1900. Cf. *Revue des autographes*, 2^e 1900, juillet 1900, n° 113.

en sûreté, manifestait l'intention de demander un congé. Montjehan l'en dissuada en lui remontrant les commentaires désobligeants que cela ne manquerait pas de susciter, mais, au même temps, il présentait Jean-Paul de Carl pour savoir s'il n'accepterait pas la succession de Langoy¹.

Une nouvelle mesure que voulut prendre Montjehan provoqua la rupture. Pour faire vivre les troupes, le maréchal décida de lever un nouveau taillon sur le pays, et il convoqua à cet effet les États. Les habitants étaient à bout de ressources, il était aisé de deviner la réponse de l'assemblée. Langoy indique à Montjehan la manière qu'il conviendrait d'employer pour éviter une protestation des États : c'était de reconnaître les exactions dont les soldats s'étaient rendus coupables, de promettre à l'avenir prompt et impartiale justice et, pour empêcher le retour de pareils faits, de demander que le peuple fournit aux troupes encasernées dans les places fortes, « vivres à un tel taux auquel le soldat peut vivre de la solde du Roy » Convaincu le 3 juillet, les États répondirent le lendemain à la proposition de Montjehan ; « et fut la réponse en somme qu'ils estoient si mengez que possible ne leur estoit de fournir vivres au taux qu'on demandoit, car la moitié du peuple estoient mortz de faim, ce qui restoit n'avoit que mongrer, peu de gens avoient semé et que ce peu qui avoient semé n'avoient recueilli pour ressemer ». Et longuement ils exposèrent leur état misérable, la mortalité croissante, le découragement général et la famine en perspective². Buté à son idée, Montjehan ne voulut rien comprendre et exaspéré par cette résistance, « Allez-vous en à tout les cent mille diables, s'écria-t-il, car le Roy ne se soucie de votre nécessité et nous je ne me fie point en vous autres du pays. Je tiendray dix ans les gens de guerre en Piemont ; allez hors du pays si vous voulez, je le garderay bien sans vous. » Les États demandèrent alors de députer vers le Roi pour lui présenter leur pauvreté. Montjehan le leur accorda mais leur fit prévoir que la réponse était « toute faicte » car le Roy se reposait sur lui des affaires de par deçà et les renvoyèrent à lui,

1 Guillaume du Bellay à son frère Jean, Turin, 1^{er} et 2 juillet. B. N., Dupuy 200. f. 43-45. La lettre du Finillet est en grande partie chiffrée comme c'est le cas pour les lettres de Guillaume à Jean, des B. N. 11, 12, 14, 16 juillet, 1^{er}, 2, 3, 6 août. Nous en avons peiné le déchiffrement dans la *Revue des Langues romanes*, 1901, p. 10-11.

2 Guillaume du Bellay à Jean, 3 juillet. *Revue des Langues romanes*, 1901, p. 14-15. — Remontrances au Roi lues par le député des villes de Piemont délégué de prison (après août 1529), Ribier, op. cit., I, p. 121 sqq.

et pour ce, qu'ils se délibérassent dès lors de fournir vivres aux
 troupes qu'il imposeroit, car il donneroit autrement liberté aux
 soldats d'en prendre où ils en trouveroient. »

Langey essaya cependant d'arranger les choses. Il s'étonna, en
 parlant « particulièrement » aux représentants des États, de les
 voir refuser un parti qu'ils lui avaient eux-mêmes offert, autrefois.
 La réponse fut que la situation du pays avait fort empiré depuis et
 que ce qui aurait été avantageux alors n'était plus possible
 aujourd'hui. Néanmoins il ménages une nouvelle entrevue entre
 les États et le lieutenant-général. Ce fut sans succès. De plus en
 plus en colère, Montjehan se montra décidé à lever de force la
 contribution. Alors Langey protesta et, arguant des instructions
 qu'il avait reçues du Roi, déclara qu'il se refusait à contraindre les
 gens de Turin « à faire quelque chose dont ils s'estoient excusés. »
 Il sentait les habitants du Piémont et désespérés qu'il craignait de
 les voir, sous le coup de la mesure brutalement ordonnée par le
 maréchal, repasser au duc de Savoie dont on ignoraît encore s'il
 adhérerait à la trêve et dont les agents étaient partout aux aguets.
 Il craignait surtout pour Turin dont il avait la charge et qu'il
 avait promis de garder « sur son honneur et vie » Devant ce
 refus public d'obéissance, la colère de Montjehan ne connut plus
 de bornes. Il répondit à Langey que « par le Sang-Dieu, quand il
 lay commanderait une chose, force lay seroit de le faire. » Et
 comme Langey objectait un abus de pouvoir, il s'emporta en
 menaces, qu'il écrirait au Roi de cette affaire que « par le Sang-
 Dieu » ce qu'il écrirait serait cru ; il alla, paraît-il, jusqu'à parler
 de lui faire « trancher la teste ¹. »

Un pareil langage était fâcheux dans la bouche du lieutenant-
 général, dans un pays qu'on voulait rattacher au royaume, en
 présence même des représentants de ce pays. Mais Langey avait
 en tort de rompre ainsi ouvertement en visière à un homme qu'il
 savait impétueux et emporté. Il commença par se garer du côté de
 la Cour. Par un homme sûr il envoya au connétable le récit de ce
 qui s'était passé et, en termes énergiques, mais très dignes, offrit
 de se disculper ². Il fit agir son frère le cardinal et le prévint, non
 sans peine, car les postes avaient reçu l'ordre de ne point porter
 ses paquets, des émissaires qu'envoyait Montjehan. Il le pria en
 particulier d'avertir un nommé Lantecay, en qui il voyait l'un

¹ Guillaume de Bellay à Jean, Turin, 6 juillet, loc. cit., p. 97-98.

² Guillaume de Bellay au connétable, Turin, 11 juillet 1532, R. N., Dupuy
 220, f. 54.

« des principaux auteurs de ce trouble », « qu'il advint à ne dire chose qu'il ne vaille maintenir l'espée à la main ». Cela, ajoutait Langrey, « lui pourra changer ses instructions ». A Turin même, il se tenait sur ses gardes : il ne savait trop quoi augurer du choix que Montjehan venait de faire de cette ville, pour y séjourner à l'avenir. Mais il raisonnait facilement par son langage calme et fir à réduire à néant les accusations des capitaines de Turin que le lieutenant-général soulevait contre lui ¹.

Bientôt la dignité de l'attitude de Langrey, peut-être chez Montjehan un retour à sang froid sur les scènes précédentes, sans doute aussi les conseils lenifiants venus de la Cour produisirent une détente. Dès le 14 juillet, le maréchal avait une explication très courtoise avec Langrey : ce furent, de part et d'autre, des demi-excuses ². Sans doute Langrey se tenait toujours sur la défensive, car il était visible qu'à son égard Montjehan n'avait pas encore désarmé : il avait toutes les peines du monde pour obtenir de garder en Piémont sa compagnie de 40 lances qui était enfin arrivée. Il observait autour du lieutenant-général des aides et veuves qui lui paraissaient suspectes. Cependant officiellement les relations avaient repris sans continuité mais sans aigreur. Bientôt sa colère étant complètement tombée Montjehan s'efforça vers une réconciliation définitive et parla d'un total oubli des injures qui, il faut bien le dire, ne trouva chez Langrey qu'un écho modéré ³.

Peut-être faudrait-il chercher la raison principale de cet essai de rapprochement dans les difficultés de plus en plus graves que le maréchal avait avec les États du Piémont. Il leur avait donné congé d'envoyer au Roi un émissaire avec l'exposé de leurs doléances. Cet émissaire, un médecin M^r Georges Anthoine, fut, sur l'ordre de Montjehan, arrêté à Briançon, dans une église où il s'était réfugié, et jeté en prison. Malgré les prières des représentants du Piémont et de Langrey lui-même, malgré les avis réitérés de Montmorency, le maréchal se refusa à le largir, et fit repandre le bruit que le Roi désirait qu'il en fût rigoureuse justice. Cela fit craindre aux gens du pays une exécution *indicta causa* Langrey, par l'intermédiaire de son frère le cardinal prévint le connétable des dangers qui surviendraient d'une pareille injustice ⁴. Il

1. Guillaume du Bellay à Jean, Turin, 11 et 12 juillet, *loc. cit.*, p. 22-23.

2. Guillaume du Bellay à Jean, Turin, 14 juillet, *loc. cit.*, p. 24-25.

3. Guillaume du Bellay à Jean, Turin, 15 juillet, I, 15 août, *loc. cit.*, p. 26-27. — Et même à Montmorency, 15 août, B. N., Dupuy 200, f. 40.

4. Guillaume du Bellay à Jean, Turin, 16 août, *loc. cit.*, p. 28-30. « Les ostades et conseillers de Turin au connétable sur l'envoy et députation de leur député vers le Roy, 17 août 1520, Bâhier, *op. cit.*, I, p. 120.

montra les menées du duc de Savoie : il vient à Ivrea, écrivait-il, « tenir ses estatz *neccio qsa spe*, mais il a remply ce pays de lettres et le peuple, *partim spe, partim metu*, que dedens la fin de ce moys il sera restitué en tout son pays, par quoy seroit à craindre que gens désespérez se baillassent à luy de peur de estre baillez. » Les avertissements de Langey furent entendus. Sur un ordre formel du Roi, Montjehan dut remettre en liberté M^r Georges et le laisser partir pour la Cour. Les plaintes qu'emportait l'envoyé des États étaient naturellement plus vives encore que la première fois ¹. Si l'on rendait hommage à l'activité de Langey, à son esprit de conciliation et d'humanité, on y appréciait en termes très vifs l'administration de Montjehan. Les doléances du Piémont justifiaient tout ce que le gouverneur de Turin avait écrit et conseillé depuis qu'il résidait au-delà des Alpes. Il semble que le Roi et son Conseil l'aient parfaitement compris, car non seulement M^r Georges fut très bien traité à son arrivée et reçut un don à son départ ² mais encore une commission fut nommée pour faire une vaste enquête sur l'état des pays de Bresse, Bugey, Savoie et Piémont ³. Bien que ce fût une mesure d'une portée générale, la nomination de cette commission était déjà un blâme indirect de la gestion de Montjehan et les abus qu'elle révéla en devaient être la condamnation.

IV

Malgré la promesse de Montjehan d'oublier toute chose et les efforts de Langey pour rester en bons termes avec lui la cordialité ne pouvait revenir entre les deux hommes. Une certaine méfiance subsistait toujours. Montjehan soupçonnait Langey d'inspirer les critiques sans nombre que soulevait sa mauvaise admi-

1 Remontrances au Roi faite par le député des villes du Piémont délégué. Ribier, *op. cit.*, I, p. 181 sqq.

2 Il reçut 200 écus. Arch. Nat., J 962, 16¹⁰ sans date, mais d'après les autres mandements au milieu desquels celui-ci se trouve, de septembre 1539.

3. La nomination des commissaires pour visiter la Bresse, le Bugey, la Savoie et le Piémont est du 30 août, Arch. Nat., J 1415, 18. — Le lendemain, Louis Adhémar de Monteil, sieur de Grignan, l'un des commissaires, recevait 1800 livres tournois pour son voyage à Rome, « passant par le pays de Piémont pour illec pourvoir à plusieurs affaires concernant la Justice, police et soulagement des sujets dudit pays. » B. N., Clairambault 1215, f. 76 v^o. — C'est également du 31 août que sont datées les instructions pour cette enquête données au sieur de Grignan et à son collègue Jean de Montcamp, « un usage de Beaucourt et Nymen » Bibl. de l'Institut. f. Godefroy 96, f. 38-40.

nistration. De son côté Langey avait à se plaindre des rapports adressés à la Cour qui le représentaient comme incapable : pour en contrebalancer le mauvais effet, il multipliait l'envoi de courriers extraordinaires, de gens sûrs, il employait son frère Jean¹. Ce qui était certain, c'est que depuis qu'il s'était fixé à Turin, Montjehan gouvernait la ville comme s'il n'y avait pas eu de gouverneur : il dressait l'état de la garde sans même prévenir Langey. « Je n'y sera, écrivait celui-ci, non sans quelque dépit, je n'y sera que d'un chiffre en algorithme ».

Il s'antennait de ce que sa présence était désormais inutile à Turin pour demander à résider hors de la ville : il lui était pénible de se trouver en contact journalier avec Montjehan, et c'était un moyen d'éviter les frousements. Il était du reste malade : il avait eu en juillet plusieurs accès de fièvre assez graves, il avait besoin de changer d'air². C'est pourquoi au mois d'août il fit une tournée dans les environs de Turin et, après avoir séjourné quelques jours à Vinovo, il se fixa définitivement à Murel³. Il s'y trouvait en pays de connaissance. Le commandeur de Murel était François de Morette, le frère de Charles, le diplomate, et l'oncle du sieur de Fauris, un des protégés de Langey.

L'éloignement de Turin ne l'empêcha pas de faire bon service. Au contraire, il profita de ce déplacement pour étudier les intrigues du duc de Savoie et pour se rendre compte des dispositions des gentilshommes du pays. L'attitude du duc était équivoque. Tout en protestant de ses sentiments pacifiques, en invoquant les bons offices des représentants du roi de France⁴, il évitait d'adhérer à la trêve de Nice, qu'il ratifia seulement le 18 octobre. En attendant ses agents parcouraient le pays, exploitant le mécontentement causé par la mauvaise administration de Montjehan, acclamant de fausses nouvelles, d'après lesquelles bientôt le Piémont ferait retour à son ancien souverain ; ranimant ainsi les espérances de nos adversaires, jetant la crainte dans le cœur de nos partisans, ils entretenaient un état de trouble préjudiciable à la domination du roi. Langey refusa toutes ces

1. Montjehan à Montmorancy, Turin, 28 août. Guillaume du Bellay au même, Vinovo, 28 août. Ribier, op. cit., I, p. 194, 194-195.

2. Guillaume du Bellay à Jean, 2-5 août, *Œuvres des Langues romanes*, t. III, p. 27-28.

3. Guillaume du Bellay à Montmorancy, de Murel, 30 août 1538. *Manuscrits*, vol. L, fol. XVI f. 68. Ribier, op. cit., I, p. 195 (incomplète, au début).

4. Le duc de Savoie à nos ambassadeurs après de Montjehan, Nice, 10 août 1538, Ribier, op. cit., I, p. 190.

allégations et releva les courages défaillants. Il visita les « principales maisons de gentilshommes » du pays et, rassemblant « tous les vassaux d'autour », il reçut confirmation de leur fidélité et de leur zèle pour la France¹. On lui offrit même d'envoyer des ambassadeurs au Roi et de lui livrer des otages en garantie. Il n'en demandait pas tant, il suffisait que les engagements contractés fussent tenus. Il se promettait d'y veiller. Quelques faveurs adroitement distribuées devaient au reste intéresser les habitants du Piémont à regarder plutôt du côté de leur nouveau maître que de leur ancien duc.

Le principal objet des préoccupations de Guillaume de Bellay à ce moment fut l'acquisition pour le Roi du château de Cavour. Situé au sud de Pignerol et dominant la vallée du Poëlla, le château permettait de surveiller l'entrée en plaine du Pô et du Chisone et tout le bas pays depuis Saluces jusqu'à Turin. La possession en était donc fort importante. Dès l'année précédente, lorsque pour la première fois il avait eu à surveiller le marquisat de Saluces, Langey avait cherché à se faire céder le château et à y faire mettre une garnison française. Cette première « pratique », contrariée par d'autres intrigues et par les circonstances, n'avait pas abouti. Sur ces entrefaites, le seigneur de Cavour était mort. Sa veuve n'avait pas tardé à se remarier avec un sieur Adrien de Valpergue. Devenu gouverneur de Turin, Langey reprit ses négociations avec M^{re} de Cavour et son second mari². Il eut à lutter non seulement contre les prétentions de ces deux personnages, mais encore contre l'inévitable Montchehan qui aurait voulu voir l'affaire conclue par un de ses familiers, le sieur de Sainte-Catherine, auquel il désirait faire donner le commandement de la nouvelle place. Langey déploya la plus grande activité pour s'assurer le succès³. Pour montrer au comestable l'importance du

1 Guillaume de Bellay à Montmorency, lettre citée du 23 août; ou même, 23 septembre, Ribier, op. cit., I, p. 248 sqq.

2 Guillaume de Bellay à Montmorency, lettres citées des 25 et 30 août.

3. Guillaume de Bellay à Montmorency, lettre citée du 23 septembre; et 27 septembre: « Monseigneur, je vous envoie par ce porteur le contrat et assignation faite au profit du Roy des villes et chasteau de Cavour, ensemble un devis des lieux à bailler de l'entretien du lieu, renforts que je seray, je vous en feray faire un modèle en relief avecques la justification qu'il me semble que que l'on y pourroit faire sans bien grande despense et, en faisant, le rendre impraticable comme place y a qui telle ne puisse nuire, et garnie à peu de gens et en breuillage capable de y retirer une petite armée en attendant secours » B. N., Dupuy 280, f. 61-62, chât., f. 28, Guillaume de Bellay à Jean, même date. Cette lettre, portée comme la précédente par le sieur de Glancy, se termine par le

lieu, il en dressa une carte détaillée qu'il crut de compléter par un plan en relief. Il finit par l'emporter. La dame de Cavour consent à livrer la place moyennant le remboursement de 10.000 écus qui lui étaient dus et l'allocation de 500 écus de rente en Provence ou en Dauphiné. Le contrat passé à la fin de septembre fut ratifié par le Roi vers le milieu de novembre¹. L'affaire ne fut définitivement terminée qu'en juin 1534. En échange de la ville et du château, François I^{er} donnait à la dame de Cavour et à son mari les terres de Pisançon et de la Tour du Pin, en Dauphiné.

De Muret, Languey ne se rendait à Turin auprès de Montcheau que sur convocation expresse et lorsque son état de santé le lui permettait. C'est ainsi que pendant la plus grande partie du mois d'octobre, il fut obligé de garder la chambre. Néanmoins, il ne négligea pas les affaires. Sur toutes les questions qui touchaient à l'organisation du Piémont, à la création de nouveaux serviers, il donna longuement, en détail, son avis autorisé². Les monnaies émises par le maître que Languey avait confirmé dans sa charge, avaient soulevé des protestations : elles étaient d'un aloi inférieur aux monnaies de France et n'avaient pas réussi à éliminer celles du duc du Savoie. On parlait de créer une Cour des monnaies nouvelle, et naturellement ceux qui voulaient remplacer le maître existant. Marc Varenbert, le critiquaient avec vivacité. Languey prit sa défense et remontra les services que Marc avait rendus à la cause du Roi. De même lorsque l'albtre Marchione Borgarello, le munitionnaire de Turin, sollicita d'affermir la gabelle du sel et les revenus du domaine royal au Piémont, Guillaume du Bellay

passage suivant qui est édifié : « Ceste que le Roy à son requeste a pourveu du gouvernement de La Roche vult faire y adjoindre le chancelier et m'a prêté d'un escriptre Sainte-Catherine dicit d'autre part en avoir don de M. de Montcheau. J'ay bien voulu vous faire entendre, pour en advertir, si bon vous semble. M. le connestable ou M. le chancelier que tous ces demandeurs de chanceleries prétendent et jurent en vertu de tels dons de revenus condicteurs chanceleries et demeurent le Roy sans domaine. »

1 Guillaume du Bellay au chancelier, Muret, 28 septembre, 10 octobre ; au Roi, 10 octobre. B. N., Dupuy 209, f. 57, 58, 59. — D'après Trincant, *op. cit.*, t. 137, la procuration du Roi serait du 18 novembre 1533. — Cf. Arch. Nat. J 502, 161^r un mandement de payer à Moritz de Troyes : pour envoyer en Piedmont et délivrer ainsi que par le sieur de Languey sera advisé et autorisé pour l'achat et acquisition qui sera faite pour le Roy de la place de Calmeur audit pays, 8^e octob. 1533. — 1616, JJ 232^r n^o 426, f. 117 et 121 les lettres de naturalité accordées à Alloran de Valpergho et Tacta d'échange.

2 Guillaume du Bellay à François I^{er}, 10 octobre ; au chancelier, 10 et 21 octobre, à Jean, 27 octobre. B. N., Dupuy 209, f. 50, 51, 78, 84. Cf. Arch. Nat., J 502 137^r.

Et un exposé détaillé des conditions auxquelles le comte de Pancalieri avait auparavant obtenu cette ferme, des bénéfices quelle pourrait rapporter au Roi, des combinaisons financières que couvrait le nom de Borgarello. Il attira l'attention du Conseil sur l'importance capitale que l'affaire pouvait avoir pour l'influence française dans le pays, et, au cas où Borgarello, contre lequel du reste il n'avait aucun grief mais dont la bourse ne lui paraissait pas avoir « les reins solides », ne serait pas agréé, il mettait en avant le nom de certains marchands génois dont il avait eu maintes fois l'occasion d'employer le crédit et d'éprouver le zèle¹. Les offres de Borgarello furent acceptées, mais peut-être les avertissements de Langey ne furent-ils pas oubliés dans la rédaction minutieuse du contrat qu'on lui fit signer en décembre suivant².

Cependant la commission d'enquête nommée au mois d'août, après avoir visité la Bresse, le Bugey et la Savoie, était arrivée à Turin, le 11 octobre³. Préjugant les résultats de l'enquête pour Montebian, et ne voulant pas que le lieutenant-général pût le soupçonner de l'avoir desservi, Langey, délibérément, évita de voir les commissaires. Après quatre jours passés à Turin, ceux-ci se rendirent le mardi 15 octobre à Mural, pour faire entendre à Langey leur commission et lui demander « les avis nécessaires et les avis nécessaires sur les points y contenus ». Ils trouvèrent le gouverneur de Turin au lit, gravement malade. De violents accès de fièvre lui rendaient tout travail impossible : Langey n'avait même pas pu achever les lettres, pourtant pressantes, qu'il avait commencées dans les derniers jours de septembre et qu'il expédia seulement quelques jours après. Cela lui permit de ne pas recevoir les commissaires. Il se déchargea sur son frère Martin du soin de les accompagner, d'exposer ce qu'il avait fait, de visiter en leur compagnie les fortifications de Turin. Martin était assez au courant de l'œuvre de son frère, pour pouvoir la défendre et pour pouvoir soutenir les intérêts du gouverneur de Turin sans cependant exciter la susceptibilité de Montebian. N'ayant aucune part dans l'enquête, Langey ne pouvait pas être incriminé pour les conclusions auxquelles elle aboutit, et Montebian ne devait s'en

1. Guillaume de Salis à Jann, lettre citée du 27 octobre.

2. Pouvoirs à M. de Rumbold pour bailler à ferme à Marchion Borgarello les revenus du domaine du Piémont, d'Asti et du Montieret, 13 décembre. B. N., fr. 3693, f. 134 v^o. — Le 17 décembre furent signées les lettres de provision en faveur du même personnage de l'office de garde des munitions de Turin et Moncalieri.

3. Arch. Nat., J 883, 13.

prendre qu'à lui-même si ces conclusions n'étaient pas telles qu'il l'aurait souhaité¹.

Devant la commission d'enquête, les habitants du Piémont exposèrent ce qui s'était passé depuis un an, racontèrent une partie des excès des gens de guerre et ne craignirent pas de déclarer qu'ils n'avaient pas trouvé en Montjehan l'appui ni même l'impartialité qu'ils étaient en droit d'espérer. Ceux de Turin, encore « étonnés de l'injustice faite par M. le maréchal à M^r Georges Anthoine », affirmèrent que, malgré leurs doléances Montjehan n'avait jamais pris aucune mesure en leur faveur et que si quelqu'un « se laudero de se plaindre, » il a esté puni traidé et en sorte que nully plus est tant hardy de faire plainte et que n'est pas la volonté du Roy ». Par contre, ils rendaient un éclatant hommage à M. de Langey qu'ils avaient connu « sage et bien aimé de la ville ». Aussi demandaient-ils son retour ou l'envoi d'un gouverneur qui lui ressemblât². La requête était flatteuse mais Langey ne songeait guère à y accéder. Il ne tenait nullement, après une telle enquête à se retrouver en contact avec Montjehan. De plus sa santé était délabrée. Les accès de fièvre devenaient plus longs et plus fréquents. Sur le conseil de ses médecins, il avait dès le mois d'août sollicité un congé pour « aller un peu prendre son air naturel ». Après la crise d'octobre, il se montra plus pressant et enfin le 18 novembre, comme il l'avait suggéré au connétable, son frère Martin fut mis en sa place³ et il put revenir en France.

1 Les procès-verbaux de cette enquête, essentiels pour connaître l'état du pays, de la Drome, de la Savoie et du Piémont au lendemain de la conquête française, sont conservés dans le carton J 303, des Archives Nationales dont voici le dépouillement sommaire : liasse 7, pièces concernant l'organisation de la justice en Piémont liasse 8 au sujet des monnaies liasse 9. Procès-verbal fait par le juge mage de la noblesse de Recorbes de l'exécution et distribution de la justice au pays de Drome Savoie et Piémont, lors de l'occupation de ces pays par les armées de François I^{er} liasse 10. Informations des vœux de l'origine, etc sur les contributions faites pour les gens de guerre au pays de Savoie liasse 11, Mémoires écrits et oraux, divers, etc concernant les brutalités de Turin, Moncalieri et Savignone liasse 12. Sommaire de ce qui a été fait en faveur par M. de Langey et juge mage de Rome, liasses 13 et 14, copies d'informations sur divers aspects, revues de données, renseignements, etc liasse 15, documents divers cités du Piémont.

2 Doléances de Turin, parvenues le 22 octobre 1538 Arch. Nat., J 303, 15^{re}.

3 Mandement de payer « à Martin du Bellay, sieur de la Herbauillère, capitaine de cent hommes de guerre montés sur chevau-légers 2000 livres tournois par lettre à Chastelluy le 18 novembre 1538, pour un voyage qu'il a fait en diligence partant ledit jour allant à Turin où le Roy luy a donné express charge de résider par aucun temps pour pouvoir et donner ordre à la garde, sûreté et defense d'icelle et d'advertir le Roy des affaires qui concernent le royaume d'icelle résidence. » B. N., Chancellerie 1538, f. 78 v^o.

Y

Il n'attendit pas l'arrivée de Martin pour quitter le Piémont. Dans les premiers jours de décembre, il était à Lyon, où il s'arrêta au moins deux semaines pour régler certaines affaires personnelles¹. Il tenait à rembourser à Raphaël Coraini les sommes qu'il avait empruntées dans le courant de l'année. Il avait demandé au chancelier, en septembre, de lui faire payer les gages qui lui étaient dus et les dons qu'on lui avait promis, pour qu'il pût effectuer à temps ce remboursement². Au milieu de décembre, les états n'étaient pas encore prêts et rien ne nous prouve qu'il ait été en mesure de remplir ses engagements. En tout cas, il dut laisser partir, sans plus tarder, son frère Martin, qu'il avait jusque-là retenu dans l'espoir de le munir de quelque argent. Et tandis que Martin gagnait son poste à Turin, Guillaume se dirigeait vers Paris, où il passa son congé auprès de son frère le cardinal, à Saint-Maur-des-Fossés.

Il faut croire que « l'air naturel » et la tranquillité d'esprit eurent vite raison de la maladie, car dès le printemps de 1539, nous le voyons de nouveau s'occuper des affaires publiques. Aussi bien le repos absolu ne convenait guère à son tempérament actif. Une détente de quelques semaines suffit pour rendre à son esprit sa vigueur et son élasticité ordinaires. Il était de ceux qui, dédaigneux des avertissements de la nature, se mesurent leurs forces qu'à leur énergie et se croient valides dès qu'ils ne se sentent plus brisés : le mal ne les compte que lorsqu'il les tue.

Laagey ne cessa donc pas de tourner ses yeux du côté du Piémont : il y avait laissé de trop bons souvenirs, trop de personnages de la bas avaient mis en lui leur espoir et sollicité son appui, pour qu'il se désintéressât de ce qui se passait au-delà des Alpes. Et d'abord le sort de son frère Martin le préoccupait. Le nouveau gouverneur de Turin, dont la personnalité était beaucoup moins accusée que ce. le de Guillaume, vivait en termes passables avec Montjean, envers lequel il se montrait « plus doux que chien couchant³ ». Cela n'empêcha pas le lieutenant-général de lui

¹ Guillaume du Bellay à Jean, Lyon, 12 décembre 1538, B. N., Dupuy 240, f. 14-75.

² Guillaume du Bellay à Jean, 27 septembre, B. N., Dupuy 240, f. 32.

³ Jean du Bellay à Montmorency, 21 mars 1539. Musée Condé, série L, vol XVI, f. 54. Ribier, op. cit. I, p. 415.

supprimer, par mesure d'économie presque toute la garde dont s'étaient jusque là entourés tous les gouverneurs de Turin. Et cela au moment où il fallait faire un guet incriminant car on venait de découvrir une entreprise dirigée contre Turin et d'arrêter un agent du duc de Savoie nommé César Dux, qui avait préparé un coup de main contre la ville. Les révélations du procès Dux jetèrent l'inquiétude non seulement parmi ceux qui commandaient au Piémont, mais même au sein du Conseil. Craignant que la suppression de la garde de Martin ne compromitt la défense de Turin et désireux d'éviter à son frère la responsabilité d'une mésaventure, Guillaume fit écrire par le cardinal Jean à Montmorency et pria le connétable d'agir sur Montjehan pour que l'on revint à l'ancien état de choses. Nous ignorons si il fut donné suite à cette requête. Ce qui est sûr, c'est que l'exécution de Dux, le 23 avril fut un exemple salutaire¹, car on ne voit pas que les tentatives de ce genre se soient renouvelées dans les mois qui suivirent.

Où l'action de Langey dut être plus efficace, car elle s'exerça immédiatement et non plus à distance ce fut dans les mesures que l'on prit dans les premiers mois de l'année 1539 et qui furent décisives pour l'organisation du Piémont sous la domination française, nous voulons parler de la constitution du Parlement et de la Chambre des comptes. Ces deux institutions étaient vivement réclamées par les habitants du pays et Langey s'était à différentes reprises fait l'écho de ces réclamations. Il avait appuyé les demandes et présenté les noms de ceux qui lui paraissaient les plus capables de remplir les nouvelles charges qu'il était question de créer. Près de la Cour, il était mieux placé encore pour agir en faveur de ses amis et protégés. En février 1539, le Parlement du Piémont fut organisé et parmi les membres on rencontre plusieurs personnages auxquels la recommandation de Langey ne fut sans doute pas inutile. D'abord, le président, François Kruault, sieur de Chemans², conseiller au Parlement de Paris, un Angevin comme les du Bellay, puis quatre membres de l'ancien conseil, Nicolas Caharet, de Moscaleri, Antonin Andrieu, de Turin³, et Martial Garret conseillers italiens et Barthélemy Finé ancien

1. Sur cette affaire de César Dux, voir Montjehan à del Vasto, à Montmorency, 2 février, 20 avril 1539, Ribier, *op. cit.* I, p. 270, 307, 344.

2. Né au début du XVI^e siècle, il avait été successivement avocat au Parlement, puis conseiller en remplacement de Louis Fumée, en octobre 1532.

3. Guillaume du Bellay à Jean 24 juillet 1538, *Œuvres des Langues romanes*, 1901, p. 25.

juge d'Embrun, conseiller français. La Chambre des comptes fut organisée quelque mois plus tard en juin. L'ancien président patrimonial, Jean d'Esta, fut maintenant comme maître des comptes¹; le président de la nouvelle chambre fut le juge de Briançon Oronce Finé que près d'un an auparavant Langrey avait proposé pour cette charge². La création de ces deux conseils, qui répondaient aux vœux des populations, contribua à fortifier l'influence française dans le Piémont et à rétablir dans ce pays un ordre et une tranquillité qui ne devaient plus être sérieusement troublés jusqu'à la reprise des hostilités, en 1542.

Un autre objet des préoccupations de Langrey, ce furent les affaires d'Allemagne. A vrai dire, même aux instants les plus critiques du gouvernement de Turin et bien qu'il eût en fait en partie déchargé sur son frère Jean, il ne les avait jamais perdues de vue. Son attention se portait dans deux directions, du côté des ducs de Bavière d'abord et puis du côté des princes protestants. Les ducs se montraient de plus en plus réfractaires à l'alliance française. Loin de se rapprocher de François I^{er}, ils suivaient des avances chaque jour plus marquées à Ferdinand et à Charles-Quint, qu'ils s'efforçaient d'engager dans une politique agressive et belliqueuse contre les protestants. François I^{er} ne songeait plus qu'à rentrer en possession des cent mille écus qu'il avait avancés en 1534 pour la conquête du Wurtemberg et que la brusque conclusion de la paix de Cadix avait rendus inutiles ou à peu près. Langrey était intéressé au premier chef à cette restitution. En effet il avait obtenu du Roi le don d'une somme de près de 30.500 livres, représentant des promesses antérieures faites à lui-même ou à son beau-père, le seigneur de Craqui, et des gages impayés³. Cette somme était assignée sur les deniers de Bavière. Aussi multiplia-t-il les démarches et employa-t-il tout son crédit pour obtenir des ducs l'exécution de leurs engagements. Au milieu de 1538, il avait appuyé l'action d'Yvermay, spécialement envoyé dans ce but à Munich avec toutes les pièces nécessaires⁴. Les

1 Sur ce personnage, voir quelques pièces Arch. Nat., J 583, 4-6.

2 Guillaume du Bellay à Jean, 2 juillet 1538. *B. des Langues rom.*, 1901, p. 12.

3 Lettre de François I^{er} à Guillaume Prudhomme, trésorier de l'épargne, Villeneuve de Tende, 14 juin 1538. Trécent, *op. cit.*, t. 136-137.

4 Guillaume du Bellay à Jean, 12 avril 1538. B. N., Dupuy 209, f. 53 v., « Lettre du mission d'Yvermay (avril-mai 1538), le mandement du 21 mai 1538 680 livres tournois, Arch. Nat., J 582, 15^e et B. N., fr. 2019, f. 174 et 205 f. 76 (inventaire des pièces - brouilles à M. d'Yvermay pour le recouvrement de la somme de 100 000 écus d'or solennelle et déposée par le Roy ou ses commissaires et députés ayant pouvoir en tel). Signatures entre les mains d'André d'Albe de Bavière » — Cf. *Stumpf, op. cit.*, p. 216.

négociations se prolongèrent durant toute l'année 1539 sans qu'on pût arracher aux ducs de Bavière autre chose que des promesses vagues. C'est seulement trois ans plus tard qu'on devait partiellement réussir.

Les rapports de Langey avec les protestants d'Allemagne étaient inspirés par un intérêt plus général. Les confédérés de Smalkalde n'avaient pas vu sans inquiétude s'accentuer le rapprochement entre François I^{er} et Charles-Quint, les conférences de Louvaine sous les trêves de Bony et de Monçon¹. L'entrevue de Nice, cette entente entre le Roi très chrétien l'Empereur et le Pape, leur fit croire à quelque machination dirigée contre eux. La conclusion, à la même date, d'une ligue catholique en Allemagne accrut encore leurs craintes. En vain François I^{er} leur envoya Barnabé de Vore le poëte de Langey peu de temps avant l'entrevue de Nice, pour les rassurer sur les engagements qu'il y pourrait prendre. En vain Jean du Bellay, par l'intermédiaire de Sleidan et de ses amis de Strasbourg, essayait-il de les éclairer sur les intentions pacifiques et favorables de son maître. Les princes protestants redoutant une guerre s'y préparaient. Ils voyaient les ducs de Bavière, les promoteurs de la ligue catholique s'agiter, essayer d'entraîner dans une action violente l'Empereur à qui ils envoyaient dans ce but, leur homme de confiance, Bonnacorri Grev. La constitution des pourparlers entre François I^{er} et Charles-Quint les rendait méfiants à l'égard du Roi. Dans la lutte qu'ils craignaient pour le printemps de 1539, ils ne pouvaient compter sur le concours de la France. Quel intérêt auraient-ils désormais à se tourner du côté d'un prince qui leur préférait leur ennemi, l'Empereur, et recommençait à persécuter dans son royaume leurs coreligionnaires?

A poursuivre cette politique François I^{er} risquait de perdre le concours éventuel des Allemands, sans réussir à gagner l'Empereur. On attendait de celui-ci la paix avec le Milanais, il pouvait fort bien se faire qu'un eût au contraire la guerre, une guerre en vue de laquelle on serait devenus d'alliés. C'est ce que pensait Guillaume du Bellay. Il s'efforça de maintenir les Allemands en des dispositions favorables à la France et d'atténuer l'effet du rapprochement franco-espagnol. Lorsque l'envoyé de Strasbourg, Ulrich Claeus, à son retour d'Espagne, passa par Paris, il le

¹ Voir pour plus de détails, l'article *Jean du Bellay et Jean Sleidan, le premier séjour de Sleidan en France*, dans *Bull. de la Soc. de l'hist. du Prot.*, 1^{re} mai 1909.

retint plusieurs jours¹. Il lui confia les nouvelles apportées de Tolède par l'élu d'Avranches². Il lui exposa les raisons qui empêchaient de croire à la sincérité de l'Empereur; il avança même que Montmorency, qui était pourtant le principal instigateur de cette entente franco-espagnole, ne se faisait guère d'illusion à ce sujet. Il en voyait la preuve dans ce fait que le connétable lui avait conseillé de reprendre les « pratiques » tendant à faire passer sous notre domination plusieurs villes du duché de Milan. Il montra aussi le mécontentement de l'Angleterre contre l'Empereur. Sans doute Langey pour frapper davantage l'esprit de Chélu, exagérât-il quelque peu les symptômes de désaccord entre François I^{er} et Charles-Quint. La conclusion qu'il tirait des paroles du connétable, en admettant qu'elles fussent telles qu'il les rapportait, pouvait paraître excessive. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il préférait pour la France un rapprochement diplomatique avec l'Angleterre schismatique et les protestants d'Allemagne : l'intérêt du Roi était de ce côté plutôt que dans une entente avec l'Empereur où sur la question essentielle, celle du Milanais, il ne pouvait obtenir que des satisfactions illusoires, sinon jouer entièrement, comme le prouva l'expérience, un rôle de dupe.

Quoi qu'il en soit, la politique du Roi, régie sur celle de l'Empereur, était, comme celle-ci, résolument pacifique. Charles-Quint désirait la paix pour pouvoir disposer de toutes ses forces contre les Turcs toujours plus menaçants. Dans ce but, il évitait d'acquiescer aux projets belliqueux des ducs de Bavière en Allemagne et recommandait au contraire à son représentant auprès des protestants, l'archevêque de Lund, de se montrer conciliant. Le 29 avril à Francfort, celui-ci signait avec eux une nouvelle trêve de 15 mois et promettait la convocation d'une assemblée de concorde qui devait se réunir à Nuremberg le 1^{er} août suivant et serait le prélude de cette pacification religieuse tant désirée. Pour arriver à ce résultat, François I^{er} n'avait pas hésité à offrir son concours³ : il avait proposé d'envoyer quelqu'un qui aiderait les Impériaux à ramener les dissidents. Charles-Quint n'eut garde de refuser cette offre, intempestive et maladroite, et en informa l'archevêque de Lund. Lorsque le fait fut connu en Allemagne,

1. Voir les lettres de Chélu du 31 mars et d'avril 1539. O. Winkelmann *Politische Correspondenz*, II, p. 503-504, 604-605.

2. Arch. Nat., K 1484, n^o 16, 113.

3. François I^{er} à Charles-Quint, Chantilly, 4 août 1539, Arch. Nat., K 1484, n^o 117.

Martin Bucer mit aussitôt en avant le nom de Langey¹ Soit à l'instigation de Sleidan, soit plutôt en souvenir du rôle joué par Guillaume du Bellay dans les négociations de concorde en 1534-1535, il suggéra au landgrave de demander à François I^{er} l'envoi de l'ami de Mélanchton « Car, écrivait-il, il est très savant et très bien disposé pour notre religion, ce qu'il a, non sans péril, maintes fois prouvé. Ajoutez qu'il est, au suprême degré, capable et plein de prévoyance et qu'il sait promptement et pour chaque chose conseiller une solution. Il est cordial et sans morgue, nous tient tous dans une faveur spéciale : il nous a partout et toujours laissé librement aller à lui et nous pourrions discuter nos affaires avec lui en toute confiance ». Bucer revint sur ce sujet à plusieurs reprises. Il prévoyait que Charles-Quint s'opposerait de toutes ses forces à l'envoi de Langey en Allemagne : raison de plus pour insister. Mais l'intervention de l'Empereur n'eut pas à se produire : l'assemblée de concorde, différée de mois en mois, ne se tint qu'en juin 1540, à Haguenau. Et à ce moment Langey n'était plus disponible : il avait de nouveau regagné le Piémont, en qualité non plus du gouverneur de Turin mais de lieutenant-général du Roi en ce pays.

¹ Lens. *Briefwechsel Landgraf Philipps des Grossmüthigen von Hessen mit Bucer*, I, p. 80-82, 83, 97; II p. 3.

CHAPITRE TROISIÈME

LE GOUVERNEMENT DU PIÉMONT

I

Vers le milieu de septembre parvint à la Cour la nouvelle que Montjehan était tombé gravement malade¹. Il était nécessaire de le remplacer. Le 20 septembre, Claude d'Annebault, maréchal de France depuis le mois février précédent, et qui s'était distingué dans la conquête et la défense du pays en 1536, fut nommé lieutenant-général du Roi et gouverneur du Piémont². On lui adjoignit Langey, pour l'aider de sa connaissance des choses du pays et le suppléer en cas d'absence. En principe, Guillaume du Bellay reprenait ses fonctions de gouverneur de Turin. Mais en fait, comme, peu après son arrivée dans cette ville, d'Annebault revint à la Cour, et qu'il eut à remplir la charge de lieutenant-général par intérim, son frère Martin du Bellay ne cessa pas de garder, sauf durant l'intervalle de quelques brefs voyages en France, le poste qu'il occupait depuis le mois de novembre 1538.

Sur ces entrefaites, on apprit la mort de Montjehan. Sans attendre Langey, Claude d'Annebault se hâta de passer les Alpes. Sans doute le Piémont, doté maintenant les institutions indispensables, avait à peu près repris sa vie normale et des troubles n'étaient guère à craindre. Les rapports avec les Impériaux, surtout depuis l'entrevue qu'avaient eue au mois de mai Montjehan et le marquis del Vasto, n'avaient donné lieu à aucun incident grave. Mais rien n'assurait que l'absence de gouverneur ne réveillât les espérances de nos ennemis. Précisément un conflit de juridiction venait de se produire entre les habitants de Com et ceux

1. *Mémoires de Martin du Bellay*, p. 467. — Quoique gravement malade, le 19 septembre, Montjehan adressait un cartel au comte Guillaume (Blandrasso ?), B. N., fr. 2000, f. 65.

2. Voir une copie de ces lettres de provisions, B. N., fr. 3115, f. 26.

de deux villages voisins, Bernexin et Crevinacch, les premiers relevant de l'Empereur, les seconds du roi de France. Grâce à une égale bonne volonté de part et d'autre, un arrangement fut conclu à Asti qui réglait équitablement la question.

Le seul fait saillant qui marque les débuts de l'administration du maréchal d'Annebault fut le voyage qu'il accomplit à Venise, en compagnie du marquis del Vasto. Charles-Quint avait sollicité cette démarche, pour soutenir Venise contre la Turc, avec qui la Seigneurie était en guerre et aussi pour compromettre François I^{er} aux yeux de ses anciens alliés. Conscillé par Montmorency, le roi de France multipliait les manifestations de son rapprochement avec l'Empereur : il venait de l'inviter à passer par la France pour châtier plus rapidement les Gantois révoltés; il ordonnait à d'Annebault de prendre les dispositions nécessaires pour faire bien traiter et fournir de vivres 1 000 Espagnols envoyés d'Italie aux Pays-Bas¹. L'ambassade à Venise procédait du même esprit. D'Annebault et del Vasto arrivèrent dans cette ville le 30 novembre; ils en partirent, le premier le 12 décembre, le second le 17 seulement. La mission n'eut pas précisément le résultat qu'officiellement on en attendait². Les Vénitiens ne se sentirent nullement encouragés à continuer la lutte par les belles paroles des deux envoyés : au contraire ils s'empreschèrent de dépêcher Badoer à Constantinople, pour traiter. D'autre part, si la nouvelle direction de la politique française n'ébranla pas sérieusement notre influence sur la République ni, sur ce point, les calculs de l'Empereur furent déjoués, ce n'est ni à François I^{er} ni à d'Annebault qu'on le doit, mais plus probablement à notre ambassadeur à Venise, Pellucier, qui remontra à la Seigneurie que l'intimité entre les deux souverains était moins étroite qu'il ne paraissait et, par son attitude, permit à son maître de se prévaloir plus tard d'un rôle qu'il n'avait pas joué.

Plus que Pellucier, Langey ne partageait la confiance du Roi et de Montmorency dans les résultats du rapprochement avec l'Empereur. Il ne pouvait croire que Charles-Quint céderait sur la question du Milanais, et, sans la cession de Milan à la France, la paix, une paix solide, était impossible. Il convenait donc de se

¹ François I^{er} au comte de Montmorency, 15 novembre, d'Annebault au même, 3 décembre, dans Ribier, *op. cit.*, I, p. 487, 490.

² Voir, sur cette mission, J. Zallie, *La diplomatie française vers le milieu du XVI^e siècle, d'après la correspondance de Guillaume Pailletier*, p. 384-426. — Sicard, *op. cit.*, II, p. 154.

préparer à une nouvelle rupture plus ou moins prochaine, mais inmanquable. C'est ce que, pour sa part, il comptait faire dans le Piémont où sa préoccupation principale allait être de mettre le pays en état de défense, d'en faire non seulement le rempart imprenable de la domination française au débouché des Alpes, mais le plus ardent foyer, le point de rayonnement essentiel de notre action dans l'Italie du Nord.

La besogne la plus urgente était de fournir le Piémont de vivres. Nous avons vu l'effroyable disette causée par les opérations militaires et par les déprédations des gens de guerre de 1536 à 1538. La récolte de 1539 avait été insignifiante parce qu'on n'avait guère pu semer l'année précédente. Pour empêcher les habitants de mourir de faim et leur permettre de semer, d'Annebault fut obligé, dès son arrivée, de prendre sur les munitions des places. On voit combien la situation était grave, combien elle deviendrait dangereuse si la guerre éclatait, il ne serait pas possible, l'exemple des années passées était là pour le prouver, d'approvisionner suffisamment le pays et le manque de vivres amènerait rapidement la reddition des villes. Les impériaux obtiendraient par la faim ce qu'ils ne seraient pas capables de prendre par la force des armes.

Langey s'en rendait compte mieux que personne et résolut d'y pourvoir ¹. Pour cela, il eut l'idée de faire transporter une bonne quantité de blé au Piémont, à ses frais. La récolte avait été abondante en Champagne, en Bourgogne, Bresse, Dombes et Lyonnais. Langey demanda l'autorisation d'en acheter dans ces régions et s'engagea à les faire parvenir au delà des Alpes, dans un délai fixé, à la condition qu'on les lui laissât enlever en franchise et quittes de tous droits. Il l'obtint par lettres du 27 octobre ². Pour trouver l'argent nécessaire à l'achat, Langey s'adressa aux marchands lyonnais qu'il connaissait, il emprunta près de 12.000 livres à Raphaël Corrain et à Vincent de San-Domano à qui il engagea les bijoux de M^{me} de Langey, sa vaisselle d'argent, et donna assignation sur sa pension; par l'intermédiaire des précédents, et sur leur garantie, il emprunta à un autre marchand, Claude Regnault, 6.515 livres ³. Avec ces différentes sommes, environ 20.000 livres, il put expédier un premier convoi de blé.

1. *Memoires de Martin du Bellay*, p. 270.

2. Lettres royales, datées de Compiègne, 27 octobre 1539. Archives de la ville de Lyon, série HH, inventaire Chappe, vol. IV, f. 305, n° 33.

3. Raphaël Corrain et Vincent de Saint-Domino à Jean du Bellay, Lyon,

La difficulté d'argent ne fut pas la seule que dut surmonter Langrey. La permission de vendre le blé en Champagne, Bourgogne, etc., avait entraîné des abus qui en déterminèrent la révocation. Il fallut de nouvelles démarches pour obtenir du Roi confirmation de l'autorisation première¹. D'autre part Langrey voulait avoir le monopole de l'introduction des blés en Piémont. Il lui semblait juste, après avoir « brisé la glace », d'avoir les revenus de l'entreprise, d'autant plus qu'il en attendait pour ses propres affaires les meilleurs résultats. L'opération devait profiter non seulement au pays et au Roi, mais encore à lui-même. Avec les bénéfices de la première expédition, il comptait se procurer l'avance pour les convois ultérieurs et, comme il disait, de faire « de mesmes la terre le fauché » Si tout réussissait, même en tenant compte des accidents de la route, il pourrait payer ses dettes, se dégager des emprunts, peut-être avoir du surplus. Mais le succès n'était possible que si Langrey était seul à avoir l'entreprise. Il se heurtait ainsi à ceux qui avaient pris à ferme le ravitaillement du Piémont, à l'abbé Boigarelle en particulier, dont les agents à Lyon contrecarrèrent autant qu'ils purent les efforts de Langrey. Celui-ci, pour conserver son privilège, crut bon de faire intervenir tous les appuis dont il disposait à la Cour, notamment son frère le cardinal, qu'il pria « d'y employer tous ses cinq sens de nature² ».

Pour transporter les blés, il choisit la voie de la Saône et du Rhône, puis la mer jusqu'à Savone. Grâce aux amis qu'il avait conservés à Gênes et à ses anciennes relations avec Doria, il obtint de l'amiral-condottiere l'autorisation de passer par le territoire de la République. Par Dogliani, Cherasco et Racconigi, il les amena jusque sur les rives du Pô « puis en départit par toute l'obéissance du Roy, à trois escus le sac, qui consistoit au précédent dix escus, et à chaque village (aportant l'estat de ce qu'il en falloit, tant pour semer que pour vivre jusques aux nouveaux, et en baillant un ou deux respondans), fournissoit dudit bled pour le'il prix de trois escus le sac, payant moitié comptant, moitié

13 janvier 1542/3, B. N., fr. 3001, f. 77 — En décembre 1540, des lettres de Botarello l'urent données à Vincent de San Donato, *l'catalogue des actes*, n° 11 701. Quant à Raphaël Cornisio il devint à peu près vers cette époque le gendre du pape Sixte-Quint Luigi Alamanni. Cf. H. Mantova, *Luigi Alamanni*, p. 114-115.

¹ Lettres royales du 3 janvier 1530/40 — Archives de la ville de Lyon, note B N, inventaire Chappe, loc. cit.

² Guillaume du Bellay à Jean du Bellay, Lyon, 22 décembre 1539, B. N. Dupuy 200, f. 70.

après l'aoust ¹. Les conséquences de l'initiative de Langey furent des plus heureuses pour les habitants du Piémont : ils purent semer leurs terres et subsister jusqu'à la récolte : le pays fut à l'abri du besoin et garanti du danger de famine. Mais elles paraissent avoir été moins brillantes pour les affaires personnelles de Guillaume. Il ne semble pas qu'il ait réalisé tous les bénéfices qu'il escomptait de l'entreprise, car il ne put se dégager vis-à-vis des marchands lyonnais qui lui avaient avancé de l'argent. Nous avons sur ce point, outre le témoignage de Martin du Bellay, les réclamations de Corsini et de San-Donino eux-mêmes qui, le 13 janvier 1543, quatre jours seulement après la mort de Langey, s'adressèrent à Jean pour être remboursés des sommes fournies en décembre 1539 ². Mais c'était l'habitude de Langey de se sacrifier pour le bien du Roi et l'intérêt de l'État, et « ne luy challoit ce la despence, moyennant qu'il fist service à son prince. »

II

A peine Langey était-il installé à Turin que François I^{er} manda près de lui d'Annebault (fin avril) ³. La raison de ce brusque rappel était probablement un changement d'orientation dans la politique royale. Après avoir traversé la France et châtié les Gantois, Charles-Quint ne céda rien de ce qu'on avait espéré sous différents prétextes, il évitait de mettre la conversation sur le Milanais; il faisait venir auprès de lui son ambassadeur en France : enfin, le 16 avril, il faisait une proposition ferme : les Pays-Bas, la Bourgogne et le Charolais pour le duc d'Orléans qui épouserait l'infante espagnole ⁴. C'était la ruine des espérances de François I^{er} et, par contre-coup, la chute de celui qui en avait été le plus ardent promoteur, Montmorency. La faveur du connétable commença à décliner, prélude d'une prochaine disgrâce. La première place auprès du Roi allait être vide. En face des conseillers de robe

1. *Mémoires de Martin du Bellay*, p. 470.

2. Cf. la lettre citée supra, p. 287, n° 3.

3. Mandement à Jean Duva, trésorier de l'Épargne, de payer à Pierre d'Harcourt 225 livres tournois pour un voyage que le Roi l'envoie faire de Bonport à Turin, pour porter des lettres au maréchal d'Annebault, lieutenant-général en Piémont, « afin de le faire venir incessamment et en diligence, la part que seront pour aucunes causes que ne voulons estre cy autrement déclarées ». B. N., *Manuscrits*, fr. 1483, n° 611. — *Mémoires de Martin du Bellay*, p. 470.

4. Decrès, *op. cit.*, p. 333-334.

longues, parlementaires et cardinaux. François I^{er} voulait un personnage de haute noblesse, à la fois premier ministre et favori. Il ne pouvait songer à Brion, l'ancien rival du connétable, car l'amiral était sous le coup d'un procès que le chancelier Poyet instruisait avec lenteur et malveillance. Il fit choix du maréchal d'Annebault, et c'est pour le garder autour de lui qu'il le rappela du Piémont.

Comme c'était prévu, l'intérim du gouvernement fut confié à Langey. Mais, en raison de la nouvelle situation de d'Annebault, cet intérim dura plus longtemps et fut plus complet qu'on ne l'avait tout d'abord supposé. L'ancien gouverneur ne devait revenir au delà des Alpes qu'au mois d'août 1541 et encore seulement pour quelques semaines. Jusqu'à la mort de Langey il n'y eut que deux autres apparitions fort courtes, en juillet et en novembre 1542; au total environ sept à huit mois de séjour pour une durée de plus de trois ans. Lorsqu'à la fin d'avril 1540, il quitta le Piémont c'est donc une véritable succession qui échoit à Langey. Si officiellement le titre de lieutenant-général demeure au nouveau favori, la charge réelle est exercée par Langey c'est vraiment lui, et lui seul, qui en remplit le rôle, c'est à lui qu'incombe la tâche d'administrer le Piémont, de le mettre en état de défense, de tenir en échec les Impériaux, ses voisins, tâche écrasante à laquelle il consacra ce qui lui restait de fortune et de force, et qui lui coûta la vie.

Pour mener à bien son œuvre, il lui fallait des appuis et des auxiliaires. Les appuis il les trouvait à la Cour. Dans les occasions importantes, il s'adressait au Roi qui a confiance en lui, qui l'estime peut être pas tout à fait à sa juste valeur, et finit par lui donner à la suite de l'affaire Frégose et Rincon, le collier de son Ordre. Plus volontiers il emploie des intermédiaires, ceux qui ont l'oreille du maître. Cette voie indirecte n'est pas la moins sûre. Il avait conservé ses anciennes relations avec la reine de Navarre qui lui gardait son affection d'autrefois doublée d'une sorte d'admiration et presque de gratitude pour l'historien du règne de son frère¹. C'est à elle que Guillaume du Bellay recommande ses protégés. Il ne négligeait pas non plus la toute puissante favorite, la duchesse d'Etampes². Mais avec deux personnages surtout il est en corres-

¹ Guillaume du Bellay à Marguerite de Navarre, Turin, 20 mai 1540, B. N., fr. 5159, f. 12 v^o.

² Guillaume du Bellay à Jean, Lyon, 13 décembre 1538, B. N., Dupuy 29. f. 24-25.

pondance suivie. Montmorency, d'abord, jusqu'au moment de la disgrâce certaine, irrémédiable jusqu'au jour où le connétable l'informe lui-même qu'il ait à s'adresser à celui qu'en termes discrets il désigne comme son successeur, Claude d'Annebault¹. Celui-ci est officiellement le chef hiérarchique de Guillaume. Il est tout naturel que Langey corresponde avec lui d'une manière régulière. Il lui adresse, semaine par semaine, de longues lettres, de véritables rapports, avec moins de retenue que lorsqu'il écrit au connétable, n'hésitant pas à joindre à l'exposé des faits, au récit des affaires, ses impressions personnelles, ses combinaisons, ses espoirs et plus fréquemment ses plaintes sur l'état de quasi-abandon où trop souvent on le laisse. « À lui, confie-t-il à Montmorency, à lui, pour avoir la charge de ce pays, j'écry plus hardiement aulant les choses legères que les importantes »². Malheureusement, de cette correspondance avec d'Annebault presque rien n'a été conservé, et les débris qui subsistent, par l'abondance des renseignements qu'ils contiennent, ne peuvent qu'aviver nos regrets de la perte des papiers de Langey. Citons enfin le frère de Guillaume, le cardinal Jean du Bellay, un des membres les plus écoutés du Conseil et qui mettait, au service du gouverneur du Piémont, aussi bien pour les affaires personnelles que pour les affaires publiques, tout son crédit et son habile activité.

C'était également parmi les membres de sa famille qu'à Turin même Langey trouvait quelques-uns de ses meilleurs auxiliaires. Il avait à ses côtés, comme gouverneur de Turin, son autre frère, Martin, le sieur de la Herbaudière, « le Petit Roy », comme on l'appelait quelquefois plaisamment à cause du royaume d'Yvetot qu'il tenait de sa femme Isabelle Cheau Capitaine de cheval-légers, brave soldat, comme il l'avait montré en maintes occasions, à la défense de Posenno et à l'attaque de Thérouvanne par exemple, mais soldat avant tout et, malgré un goût pour les lettres, commandant à tous les du Bellay, esprit un peu borné du moins par comparaison avec ses deux aînés, Guillaume et Jean il était excellent pour servir en sous-ordre, et, bien dirigé, pouvait être du plus grand secours. Langey se reposait sur lui du gouvernement de Turin. Il lui confia à plusieurs reprises des missions confidentielles en France. Les deux frères étaient unis par la plus étroite affection

1. Les lettres de Guillaume du Bellay à Montmorency sont B. N., fr. 5128; les réponses de Montmorency, *ibid.*, fr. 5125.

2. Guillaume du Bellay à Montmorency, Turin, 1^{er} juillet 1540. B. N., fr. 5125, f. 80.

et nous verrons Langey à la veille de mourir faire de Martin son légataire universel. Deux autres parents, plus éloignés, vivaient dans l'entourage de Guillaume : d'abord, un cousin, René, sieur de Rocheservière et de Gonnord, le frère aîné de Joachim du Bellay, puis ce Barnabe de Vore, sieur de la Fosse, que nous avons eu déjà l'occasion de rencontrer plusieurs fois. Tous deux furent envoyés à plusieurs reprises en Allemagne. Langey de parure ne servait d'exemple pour ses relations avec les protestants allemands, et si Barnabe de Vore disparaît bientôt de la scène, sans qu'on sache ce qu'il est devenu, le sieur de Gonnord aura une assez brillante fortune, puisqu'il deviendra gouverneur de Metz.

Outre ses parents, Langey avait comme collaborateurs les membres du Parlement de Turin, en particulier le président Errault, sieur de Chemans, à qui il fit obtenir, le 26 août 1540, la succession de Guillaume Bude, comme maître des requêtes, et qui plus tard, en juin 1543, remplaça François de Monholon comme garde des sceaux, et le maître des requêtes René de Birague¹ apparenté à ces Birague qui servaient si brillamment dans les armées royales. René de Birague, qui succéda au sieur de Chemans comme premier président au Parlement de Turin et devait dans la suite devenir cardinal, garde des sceaux et chancelier de France. À côté d'eux, nommons deux personnages de moindre rang, mais qui possédaient toute la confiance de Langey : Bernard Le Conte, un angevin probablement secrétaire du conseil du lieutenant général, et dont ce dernier ne pouvait se passer pour les « des lettres de par deus tant de lettres missives que ordonnances du conseil et d'icertement des garnisons et contributions », et Marin de Pascheri (Marino du Piscara), un italien, commissaire ordinaire des guerres et gouverneur de Montcalieri depuis 1538.

Il est à remarquer que Langey partageait sa faveur également entre les Italiens et les Français, neutralisant l'influence des uns par celles des autres et les maintenant dans un état d'équilibre d'où l'émulation n'était pas exclue et qui facilitait, pour le plus grand profit du Roi, l'exercice de son autorité.

C'est dans le même esprit, avec le même souci de prévenir les

¹ Il devait conseiller lui au Parlement de Paris, par lettres datées du 18 mars 1540-1541. Cf. lettre du 8 octobre 1540, B. N., fr. 5122, f. 46-47.

² Guillaume du Bellay à Montmorency 7 septembre 1540, B. N., fr. 5122, f. 48.

³ B. N., fr. 5122, f. 44. Langey sollicite pour lui, sans l'obtenir, la place de maître-d'hôtel du Roi vacante par la mort du commandeur de Marol, François de Month.

froissements et de faire tourner à l'avantage de son maître les amours-propres de nationalité que Langey groupait autour de lui une série de jeunes gentilshommes et de capitaines tant français qu'italiens, comme par exemple Jean de la Forest, sieur de Grissé, Antoine Grognet, sieur de la Roche-Mabrie et de Vassé, tous deux originaires du Maine ; un gascon, Tristan de Monneira, gentilhomme de la chambre du Dauphin et successeur de Martin du Bellay au gouvernement de Turin en février 1543, un autre gascon Paul de la Barthe, sieur de Termes, capitaine de cheval-légers, qui remplacera plus tard Langey lui-même lorsque celui-ci sera rappelé pour quelques mois à la Cour (novembre 1541 à mai 1542), et des Italiens, le sieur de Bene, gouverneur pour le Roi de cette place, Alleran de Valperghe, sieur de Cercenasco, le second mari de M^{me} de Cavour, Francesco Bernardini di Vimercato, capitaine de cheval-légers, Jean de Turin, San Piero Corso, tous unis à Langey par le double lien de l'intérêt et de l'affection peut-être plus forte encore que l'intérêt. Car Guillaume du Bellay, selon la belle expression d'un contemporain, savait se faire « faire » au besoin volontaire sacrifice des cœurs de ses secrétaires et d'autres gentilshommes, dont encore à sa louange on cite en maint honnête lieu ce mot, *nourriture* de Langey¹ ».

Parmi ces élèves formés par Guillaume, deux méritent une mention spéciale. D'abord un parent du sieur de Chemans Durand de Villegagnon, formé comme les du Bellay aux belles lettres parlant plusieurs langues. Langey apprécia très vite sa science, son habileté et sa hardiesse, il le chargea de suivre l'expédition de Charles-Quint contre Alger, l'envoya ensuite en Hongrie, en attendant d'employer ses capacités militaires pour la défense du Piémont. Durand de Villegagnon, futur chef d'expéditions outre-mer, garda toujours un souvenir ému de l'un de ses gouverneurs de Piémont². L'autre, le capitaine Polla, est peut-être plus célèbre encore et fut davantage formé par Langey³. Parti de très bas distingué en 1536 dans la campagne du Piémont, il fut poussé en avant par Guillaume du Bellay devint capitaine le jour hom-

1. Expression de Blon, dans le *Fort inexpugnable de l'honneur du sexe féminin*, citée par Bayle, *Dictionnaire philosophique*, v^e Langey.

2. Voir, sur ce personnage, A. Heulhard, *Villegagnon en Amérique, un homme de mer au XVI^e siècle (1540-1572)*, Paris, 1897.

3. Sur le capitaine Polla, voir J. Brun-Leroux, *Dictionnaire bibliographique de la France*, et J. Gaudin, *Le Baron de la Garde, dit de Capitaine Polla 1515-1578, dans les Posthumes de l'Académie des Lettres de l'École des Chartes*, 1910.

mes d'armes, gouverneur de Château Dauphin, puis, après la conquête de Savigliano. A partir de 1542, il est toujours par voies et par chemins. Langey l'envoie au marquis del Vasto, à la Cour de France, à l'Empereur. Aussi impétueux dans la bataille que rapide dans ses déplacements, il se montre diplomate avisé dans sa mission auprès de Charles-Quint et homme de ressources dans ses rapports avec del Vasto. C'est le meilleur lieutenant de Guillaume du Bellay véritablement son bras droit. Lorsque Rincon périt en juillet 1541, Langey désigne au Roi Polin comme le plus capable de gérer l'ambassade de Constantinople et le fait sans retard agréer. C'est donc à Guillaume du Bellay que le capitaine Polin, baron de la Garde, dut le commencement de sa fortune, et il sut faire honneur à son premier protecteur par les services qu'il rendit dans la diplomatie comme dans les armées.

De tous ces personnages, Guillaume du Bellay se servait comme courriers extraordinaires et quand il les envoyait à la Cour il s'avait garde d'oublier de recommander leurs propres affaires. Il utilisait aussi leurs relations, celle des Italiens surtout, pour étendre un peu partout l'influence du Roi pour se ménager de toutes parts des intelligences dont il pouvait tirer parti. Ceci nous conduit à marquer un dernier trait de la physionomie du gouverneur du Piémont, trait que Brantôme avait déjà soigneusement noté : « Entre autres grands points de capitaine qu'avait M. de Langey c'est qu'il despendoit fort en espions, et estoit fort curieux de prendre langue et avoir avis de toutes parts, de sorte qu'ordinairement il en avoit de tres bons et vrais jusques a sçavoir des plus privés secrets de l'Empereur et de ses généraux, voire de tous les prisonniers de l'Europe, dont l'on s'estendoit si fort que l'on pensoit qu'il eust un esprit familier qui le servoit en cela, mais c'estoit son argent de sa bourse, et sa curiosité et diligence, n'espargnant rien de sien quand il vouloit une fois sçavoir quelque chose. » Il était toujours en quête de « pratiques » pour surprendre les plans de l'ennemi comme pour déjouer les intrigues dressées contre nous, et cela non seulement dans le royaume du Piémont, mais même hors d'Italie. Il avait des informateurs un peu partout, malheureusement, pour la plupart, leurs noms ne nous sont pas parvenus dans la correspondance officielle, ils sont désignés par des périphrases, « l'ami de Milan », « l'homme que sçavez », sans plus. Nous en connaissons cependant quelques-uns, comme

1 Brantôme, Œuvres (éd. Lottin), III, p. 202-203.

par exemple, à Strasbourg. Ulrich Chélin, que nous avons déjà fréquemment rencontré, à Lonato, Tassin des Paulx ; surtout Mauro de Novate, à Milan¹. c'est par ce dernier que Langey savait tout ce qui se passait autour du marquis del Vasto ; c'est Mauro de Novate qui avait « pratiqué » un des secrétaires du marquis et c'est lui sans doute qui fit prendre une copie, sur la minute, de la lettre que del Vasto écrivait en 1543 aux États de l'Empire pour se disculper d'avoir rompu la trêve et permit ainsi à Langey de composer sur le champ une réponse qui fut lue dans la même diète. Grâce à tous ces agents, constamment tenus en haleine, Langey concentrait à Turin les nouvelles non seulement de l'Italie, mais même d'Allemagne et d'Angleterre. Cette richesse d'informations rapides et exactes excitait l'admiration des contemporains et Brantôme s'en fait encore l'écho, lorsqu'il ajoute : « Bien souvent mondict sieur de Langey, luy estant en Piedmont, mandoit et envoyoit au Roy advertissement de ce qui se faisoit ou se devoit faire en Picardie ou Flandres, si que le Roy qui en estoit voisin et plus près n'en savoit rien ; et puis après, en venant sçavoir le vray, s'establissoit comment il pouvoit découvrir ces secrets. »

III

Langey n'avait pas trop de concours de tous ces auxiliaires pour accomplir l'œuvre qu'il avait assumée. Et d'abord faire vivre le Piémont et le mettre en état de défense.

Pour Guillaume du Bellay, qui avait surmonté les difficultés que nous avons vues au lendemain de la conquête, la tâche maintenant était beaucoup moins ardue. L'effectif des troupes avait été considérablement réduit : plus de ces lansquenets qui avaient failli amener la perte du pays en 1538². On avait seulement laissé environ 2.500 hommes de pied et quelques centaines de chevaliers légers : à peu près 3.000 hommes en tout : il avait fallu à Langey un congé spécial pour garder près de lui quelques hommes d'armes et archers de sa compagnie, qui avait, ainsi que celle de feu Montjehan, reçu une autre destination. Les dépenses nécessaires pour l'entretien des forces militaires du Piémont n'atteignaient pas 30.000 livres par mois. Les finances royales y pouvaient suffire et

¹ B. N., fr. 5132, f. 21, 54, 63.

² Arch. Nat., J 962, 14, 36 (décembre 1538).

les mutineries de soldats pour insuffisance ou retard de paye n'étaient plus à craindre. C'était une source d'inquiétudes de moins pour Langcy.

Pour le pays, c'était un élément de sécurité. Avec la paix persistante, avec la tranquillité revenue grâce à d'énergiques mesures de police et à l'action soutenue du Parlement de Turin, la vie économique avait repris, normale. Les règlements et ordonnances pour le fait des monnaies, édictés à la suite du voyage de Philippe de Lautier, conseiller général des monnaies, avaient fait renaitre le commerce¹. Le Piémont fut purgé des monnaies qui n'avaient pas cours dans les provinces françaises du voisinage : grande blancs ou liards de Turin et parpaillottes de Savoie. La frappe et le cours des monnaies de bon aloi assura aux transactions leur développement régulier. Bientôt les nouvelles monnaies eurent même tant de succès qu'il fallut se garantir contre les falsifications², ordre fut donné de confisquer et mettre au feu « les monnoyes de douzains, liards et autres espèces d'or et d'argent avans la petite croisettes comme celle que ledict sieur [le Roi] fait faire et forger en ses monnoyes ». Ce fut tout bénéfice pour les affaires.

Langcy ne négligeait rien pour favoriser le bien-être des habitants puisqu'en somme accroître la prospérité générale du pays, c'était augmenter les ressources de son maître. Il recommença en décembre 1540 la même opération à laquelle il s'était livré l'année précédente. Il se fit autoriser à tirer des provinces de Bourgogne, Mâconnais et Beaujolais 40 000 charges de blé, pour les importer en Piémont³. Mais il s'adressa pour se procurer l'argent nécessaire à un autre bailliver de fonds. Peut-être Raphaël Corniot et Vincent de San Donato, n'ayant pas encore été remboursés des sommes empruntées à la fin de 1539, se montrèrent-ils rétifs à une nouvelle avance. Toujours est-il que Langcy fit appel à un autre marchand lyonnais, nommé Leonnet de l'Aulbe, dont il prétendait avoir la bourse à sa disposition, lequel déclarait-il « ne me refuse rien parce que je le fays toujours rembourser à Lyon quand les deniers y passent⁴ ». Avec le concours de Leonnet de l'Aulbe, Langcy put compléter l'œuvre de ravitaillement qu'il avait entamée

1. F. de Sauley, *Recueil de documents relatifs à l'histoire des monnaies de Louis Philippe II jusqu'à François I^{er}*, IV, p. 330 sqq.

2. Guillaume du Bellay à del Vasto, 30 novembre 1540, B. N., fr. 5153, f. 20.

3. Archives de la ville de Lyon, série H H, Inventaire Coapps, vol. IV, f. 46, n° 23.

4. Guillaume du Bellay à Montmorency, 30 septembre 1540, B. N., fr. 5152, f. 63.

quelques mois auparavant. L'abondance revint au Piémont. Mais pour Languy cette nouvelle affaire ne parut guère avoir été plus fructueuse que la première et sans doute les bles de 1550 doivent entrer en part dans les 43 000 écus dont, en mourant, il resta redevable à Leonnot de l'Aulbe. Ces mécomptes personnels ne l'empêchèrent d'ailleurs pas de combiner d'autres spéculations. C'est ainsi que nous le voyons proposer à François I^{er} un projet pour amener au Piémont du sel de Provence, de meilleure qualité et à meilleur marché, il ne tarissait pas sur les avantages qui en découleraient pour le pays et pour le Roi¹. Nous ignorons quel fut le succès de l'idée de Languy : il est probable que l'incurie administrative et l'action de ceux qui avaient déjà la ferme du « tirage » du sel la firent écarter. D'ailleurs nous ne voyons pas que Guillaume du Bellay soit revenu sur ce point : il fut absorbé par des préoccupations d'un autre ordre et plus importantes.

Maintenant que le pays vivait, qu'on était sûr qu'il ne pourrait pas être effamé, il s'agissait de lui permettre de résister victorieusement aux attaques. L'œuvre de fortification passait au premier plan. Nous avons vu ce que Languy avait fait en ce sens à Turin : des maigres ressources dont il disposait il avait tiré le meilleur parti possible. Mais c'était somme toute assez peu de chose et, à Turin même, il restait encore beaucoup à faire. On avait commencé les boulevards et les fossés, la fortification du château : il fallait achever les travaux et les compléter par la construction des bastions et des deux portes Susine et Marmorata. A Moncalieri, on avait creusé le fossé et construit un bastion qui défendait le château, mais les murailles avaient besoin de réparation, le château, d'un revêtement solide, et il était urgent de consolider les bastions. A Savignano, le capitaine Polin avait accompli les besognes les plus indispensables, nettoyé les fossés, réparé les murailles, remis en état les tours et construit en briques quelques bastions : mais le tout, fait à la hâte à une époque où l'on doutait de la prolongation de la trêve, n'avait qu'un caractère provisoire : il fallait tout reprendre en sous-œuvre si l'on voulait éviter un effondrement général. A Pignerol enfin, on avait projeté de remplacer l'ancien château, qui avait supporté le siège de 1537 par un château neuf établi dans une assiette plus solide et plus aisée à défendre et dont les ouvrages engloberaient l'ancien, mais le

1. Guillaume du Bellay à Montmorency, 13 octobre 1549, H. N., fr. 5152, f. 60.
- Et. Montmorency à Guillaume du Bellay, Pont-Audemer, 27 juillet 1549, ib. d., fr. 5153, f. 30.

projet n'avait pas même reçu un commencement de réalisation. Tel était l'état des ouvrages de défense lorsque la grande commission d'enquête visita les principales places à la fin de 1538, ne redoutant pas une reprise prochaine des hostilités, Montjehan n'avait fait poursuivre que mollement les travaux durant l'année 1539, si bien que lorsque Langey entra en charge, il n'y avait pas grand chose de changé et les progrès étaient médiocres¹.

N'ayant aucune confiance dans la solidité de la paix et prévoyant à brève échéance une nouvelle rupture, Langey poussa activement les travaux sur tous les points à la fois : maçons et manouvriers ne chôment pas même le dimanche et l'ouvrage s'avance fort, écrit-il le 24 août 1540 avec satisfaction, et le mesnagelement y est bon². Le malheur est que l'argent manque à chaque instant : il reçoit de temps à autre quelques milliers de livres, 6.000 en mai, 10.000 en août, 10.000 encore à la fin septembre, 1.000 en novembre. Mais ces sommes sont déjà dépensées lorsqu'elles arrivent. Les demandes de fonds reviennent comme un refrain dans toutes les lettres : « Nous ne bisognoons que d'emprunt » écrit-il dès le mois de juillet. Le crédit s'épuise. « Le bastion attend deniers en grande dévotion, » déclare-t-il en septembre³. Néanmoins il s'acharne et les résultats sont tels qu'en décembre 1540 ils arrachent des cris d'admiration à l'ambassadeur de Venise, Dandolo, que Langey mène visiter les fortifications de Turin et de Moncalieri : « Je ne crois pas qu'on ait fait plus et mieux en Italie et même hors d'Italie, je ne crois pas qu'il y ait en Italie une place plus forte que Turin⁴. »

Dans cette œuvre de fortification, Langey eut un collaborateur dont le nom est connu, l'ingénieur Girolamo Marino, originaire de Casera, près de Susa, dans la province de Modène. Malheureusement les documents nous manquent pour éclaircir suffisamment son rôle et déterminer quels furent au juste ses rapports avec Langey durant la période qui nous occupe. Nous savons qu'il

1. Sur l'état des fortifications à la fin de l'administration de Montjehan, voir Montjehan à Montmorency, 8 septembre 1538, Ribier, *op. cit.*, I, p. 248-249, *Œuvres de Bartin du Italien*, p. 461-463, et les états abrégés de ce qui avait été fait et de ce qui restait à faire à Turin, Moncalieri et Savignone en octobre 1538, Arch. Nat., J 900, 111 et 2.

2. B. N., fr. 5152, f. 33.

3. B. N., fr. 5152, f. 27 — Cf. *ibid.*, f. 17, 34, 38, 39, 41, 43, fr. 5153, f. 26, fr. 522, n° 510.

4. Lettre de Dandolo à la Reine Marie, Moncalieri, 20 novembre 1540, B. N., f. ital. 1715, p. 59.

prit part à la défense de Pignerol lors du siège de 1537¹ : nous retrouvons son nom, avec la qualité de « capitaine des bastillons » dans les doléances des habitants de Villanova d'Asti : il aurait reçu 150 écus indûment prélevés sur eux, dans la première moitié de 1538². Il avait dressé les plans des fortifications de Moncalieri et de Pignerol, et en particulier celui du nouveau château par lequel on voulait remplacer, dans cette ville, l'ancien ruiné lors du siège. Ces plans avaient été agréés par le Roi et un marché avait été conclu, d'après lequel Marini s'engageait à fortifier Pignerol avant la fin de l'été 1540, moyennant une somme de 10.000 écus. La lettre de d'Annebault qui nous informe de ce marché, nous révèle en même temps qu'à la date du 29 avril 1541 rien n'avait encore été fait³. Ce retard était-il imputable à Marini ou à Langey ? Est-ce de la part de Marini insouciance à remplir ses obligations ? Est-ce au contraire hostilité de la part de Langey ? La lettre du maréchal ne permet pas de le dire et la conclusion laisse subsister un doute. « Et pource que vous savez de quelle importance esles ces places, Pignerol et Moncalieri sont, et que la ou par faulte de diligence il y avyendroyt inconvenient, il [le Roi] s'en prendroyt à vous, je vous pryé que pendant que vous avez le temps à propos vous avisiez de la y faire faire si bonne et faire suivre audict Héronyme Marin ses dessains et promesses que par vostre faulte il n'y puisse advenir chose de quoy ledict seigneur se puisse mal contenter ».

Il ne paraît pas que les conseils de d'Annebault aient été suivis⁴. Au lieu de demeurer au Piémont, Marini passa en France

1. *Mémoires de Martin du Bellay*, p. 461. — Le 14 novembre 1537, Montmorency lui paya 200 livres tournois « en rétribution d'herosme Marini, maître ingénieur des réparations de Pignerol sur les services qu'il a faict... » B. N., fr. 3068, f. 63.

2. Arch. Nat., J 695, 1577.

3. B. N., fr. 5155, f. 31. Voici le début de cette lettre : « Quant aux fortifications de Moncalier et Pignerol, veu que vous sçavez qu'il le Roy veut que les domaines de Héronyme Marin soient gardés comme tant de loys vous a esté escript, Il lreuve merveilleusement estrange que jusques icy estes à vous en réouldre, mesmement que de celle de Pignerol vous entendez le marché que ledict Héronyme en a faict avecques luy pour dix mil escus et non seulement de luy faire pour ce prix une place parfaite, selon le dessein qu'il luy en a monstré, mais aussi de la luy rendre à heure à la fin de cest esté. »

4. D'ailleurs, à peu près au même moment, Guillaume de Bellay adressait au Roi les « desseins des places et des chasteaux du Piedmont » par l'intermédiaire de Durand de Villavagnon qu'à cette occasion il lui recommandait chaudement B. N., fr. 5152, f. 2.

lissant la ses plans de fortification, même ceux du château de Pignerol. Audebut de 1542, Paul de Termes réclame qu'on le fasse venir, si l'on veut achever les bastions et le château de cette place¹, et en juin Guillaume du Bellay se plaint qu'il ne soit pas encore revenu et que tout soit en suspens à cause de cela, car écrit-il, « ne trouvons ingénieur qui veuille continuer son œuvre, de peur que s'il y a faute elle soit attribuée non à qui a fait le dessaing, mais à qui l'auro (comme l'on pourroit mettre à son) mal entendu et mal suivy² ». Malgré ces plaintes et ces réclamations, Marini ne prit pas la route d'Italie. Il se dirigea du côté de Perpignan et participa au siège de cette ville, du reste avec un médiocre succès.

Quoi qu'il en soit, lorsque la rupture se produisit avec les Impériaux, Langev pouvait se féliciter de l'œuvre accomplie. A Turin, château, forêts, boulevards et bastions, ces bastions restés dans la mémoire de Rabelais, étaient achevés. L'absence de Marini retarda la construction du château de Pignerol, mais les boulevards et les courtines qui entouraient l'ancien château défiaient toute attaque. Il en était de même pour les fortifications de Moncalieri et les boulevards de Savigliano. La sollicitude de Langev s'étendait même à certaines places que des seigneurs italiens tenaient pour le Roi. C'est ainsi qu'avec son concours et l'appui financier de la France, les sieurs de Centale et de Bene firent fortifier leurs châteaux et, à l'épreuve, la précaution se révéla fort utile³.

Cette œuvre de réfection du Piémont, jointe à ce qu'il avait déjà fait pour Turin en 1538, rendit Langev populaire dans tout le pays. Il devint le modèle des gouverneurs français dans cette province, l'exemple sans cesse cité dans la suite⁴. Nous avons sur ce point le témoignage non suspect de l'ambassadeur vénitien, Dandolo : « il est ici presque adoré » écrit-il, et tout le monde est

1. Paul de Termes à Guillaume du Bellay, 12 janvier 1542 : « parut bon d'envoyer Hieronymo Mario de d'art, et avec delibers que l'on portee le chastell de Pynersi », et le 22 février 1542, à d'Annebault : « Il vous plaira renvoyer Hieronymo Mario, car les autres qui mal luy n'y entendent gueres. » B. N., fr. 5155, t. 61, folios 776, l. 122.

2. Guillaume du Bellay à d'Annebault, 3 juin 1542 dans Tannecost-Radel, *Correspondance politique de Guillaume de Bellay*, p. 361. L'identification que suggère M. Tannecost-Radel entre Jérôme Mario et Jérôme de Trevise ne nous paraît guère fondée.

3. *Mémoires de Martin du Bellay*, p. 607-608.

4. B. N. fr. 20.646, f. 105 (Rapport sur la situation du Piémont, vers 1545).

unanimement à convenir que le pays est attaché d'une manière solide et durable à Sa Majesté très chrétienne. » Devant cet état d'esprit général, contre ce travail d'assimilation déjà si avancé, que pouvaient quelques tentatives isolées, quelques « pratiques » tentées par les agents du duc de Savoie, les Marroqui, père et fils, anciens complices de ce César Dux exécuté en avril 1539¹, ou les monées obscures de certains frères de l'Observance dont Pellicier, de Venise, avertissait Langey, de ce Jean de Piémont ou de Turin, ex-confesseur de la dernière duchesse de Savoie, qui avait prémédité de faire sauter une poudrière de Turin pour, à la faveur du désarroi, mettre la main sur quelque bastion et y introduire l'ennemi²? Si, par impossible, elles avaient pris au dépourvu la surveillance toujours en éveil du lieutenant-général, elles n'en auraient pas pour cela mieux réussi. Le Piémont était à l'abri d'un coup de main, puisque Langey lui avait donné comme rempart non seulement des tours et des murailles, mais, pour reprendre la forte expression des anciens, l'âme même de ses habitants.

IV

Après la défense et le ravitaillement du Piémont, la principale tâche de Langey était de surveiller les agissements de ses voisins, les Impériaux. Le gouverneur du Milanais et l'agent général de Charles-Quint dans l'Italie du Nord était toujours le marquis del Vasto, très actif, diplomate aussi habile que brave capitaine, un des meilleurs lieutenants qu'ait possédés l'Empereur. Depuis qu'il avait été investi de sa charge, il avait toujours vécu en forts bons termes avec les lieutenants du Roi, Montjehan d'abord, d'Annebault ensuite. Mais Montjehan n'était pas de taille à se mesurer, autrement que l'épée à la main, avec le marquis, et d'Annebault ne fit que passer. Langey devait être un adversaire plus redoutable, d'autant plus qu'il arrivait, non seulement parfaitement instruit des choses du Piémont, mais convaincu de l'imminence d'une rupture et décidé à ne tolérer aucun empiètement, à ne consentir aucune concession qui l'eût affaibli en fortifiant ses voisins.

1. Dandolo à la Soligneurie, lettre citée, *supra*, p. 298, n° 4.

2. Guillaume du Bellay à Montmorency, 6 novembre, 1540, B. N., fr. 3632, f. 58 v°.

3. Pellicier à Guillaume du Bellay, 25 août 1540, 24 septembre; à Montmorency, 10 septembre, dans Tausserat Hadel, *op. cit.*, p. 73, 98-100, 98. — Guillaume du Bellay à Montmorency 16 septembre, B. N., fr. 5652, f. 42.

C'est une première raison de la tension qui s'établit vers le milieu de 1540 dans nos rapports avec les Impériaux. D'autres causes y contribuèrent encore. D'abord le changement d'attitude de Charles-Quint, qui arrivé à ses fins refusa de continuer la négociation non seulement au sujet du Milanais, mais même des Pays Bas pour le duc d'Orléans dès le mois de mai. Montmorency ne se faisait plus d'illusion sur l'échec de sa politique¹. D'autre part, au Piémont, la révolte sur le point de se faire signalait les convoitises, surtout sur les confins, aux points où se pénétraient et se chevauchaient les deux juridictions françaises et impériales et où régnait une incertitude propice aux attentats et aux coups de main.

Vers la fin de juin et dans le courant de juillet, les incidents se multiplièrent². Le châtelain de Caraglio, Marc-Antoine du Sallier, sujet du duc de Savoie, mais venu dans son château avec un sauf-conduit molestait les gens du lieu, qui relevait du Roi. Ajourné à comparaître, il refuse et continue son œuvre de pillage et d'assassinats. Une petite troupe fut envoyée contre lui pour s'emparer de sa personne. Langev mit une garnison dans le château et se prépara à faire le procès du châtelain. — Un conflit d'une autre sorte mettait aux prises les gens de Mondovì de Villanova et de Coai, vassaux de l'Empereur, avec ceux de Bernengo, de Cerrasca et de Vignolo, dépendant de la France. Les premiers voulaient par la force empêcher les seconds d'emporter les produits des terres que ceux-ci possédaient en juridiction impériale. En violation de l'accord d'Asti, le commissaire impérial avait séquestré ces produits, donnant ainsi raison aux prétentions des Impériaux. Langev envoya aussitôt des commissaires faire une enquête et commença par séquestrer les biens que les Impériaux possédaient en juridiction française. Il avait ainsi un gage qui lui permettrait de plaider « la main garnie », c'est-à-dire avec plus de chance de succès. — Les mêmes incidents se produisirent entre les gens de Chieri et ceux de Santena et de Cambesio : ici les commissaires du marquis paraissent avoir commencé, de propos délibéré, sous prétexte que l'année précédente les sujets de l'Empereur avaient été lésés et n'avaient pu obtenir réparation du dommage. A une année de distance, ils avaient donc du représailles. De même à Roccasparvera, sous prétexte de lever des taxes, ils se livraient à toutes

1. P. Decree, *op. cit.*, p. 228-229.

2. Guillaume du Bellay à del Vasto, 1, 6, 12, 17 juillet; à Francesco de Prato 5 et 7 juillet; Del Vasto à Guillaume du Bellay, 4, 8, 14, 22 juillet. B. N., fr. 5452, f. 2, 5-9, 11-12, 9, 14-15; 5452, f. 4, 5453, f. 19, 5454, f. 4, 5, 10.

sortes d'excess. Ainsi sur toute la zone frontière, ces entreprises contre les biens et les personnes, et les rixes qui en résultaient, entretenaient un état de trouble et de fièvre, qui, si l'on n'y mettait bon ordre, pouvait gagner le pays tout entier.

Langey se montra très énergique. Il refusa de livrer Marc-Antoine du Bellier à del Vasto qui le réclamait pour lui faire son procès, comme relevant de l'Empereur. Le châtelain de Caraglio ayant été pris en terre française était justiciable du Roi, lorsque son procès serait achevé et que les charges relevées contre lui seraient bien prouvées, peut-être pourrait-on alors le remettre aux mains des impériaux pour en faire telle justice qui conviendrait. De même, il rendit les commissaires de l'Empereur responsables des troubles du Mondovì, de Chiavari et de Roccasparvera et prétendit leur faire payer les frais de l'enquête confiée aux commissaires français. Langey était d'autant moins disposé aux concessions que la conduite de marquis lui faisait craindre une rupture prochaine. Del Vasto, annonçant des agents secrets, négocier du côté des Grisons et du Tyrol, chassait de Milan les familles suspectes de sympathie pour la France, accumulait les vivres, mettait de nouvelles garnisons à Verceil, dans le Couronnato. C'est pour répondre à ces préparatifs que Langey poussait, avec l'activité que nous avons vue, l'œuvre de fortification. Sa politique, approuvée par le Conseil, était de ne rien innover, mais de ne laisser passer sans protester et sans obtenir réparation aucune infraction à la trêve¹.

Cette énergie surprit del Vasto. Il rappela les arrangements pris avec les lieutenants-généraux précédents et les rapports excellents qu'il avait entretenus avec eux : « Et n'est toujours rien processé et continué jusques à votre venue, ajoutait-il, avec lequel je ne suys pour laisser de faire et observer toujours le semblable. Mais si au contraire vous aviez aucune commission du Roy vostre maistre, je vous prie m'en advenir afin que dorénavant, je sache comme me gouverner avecques vous². » Il fut forcé « de mettre de l'eau dans son vin » comme Langey écrivait finalement à Montmorency : il ceda sur la question du châtelain de Caraglio, sur la question des indemnités réclamées pour les commissaires français. Il demanda la nomination d'une commission qui liquiderait la situation et empêcherait le retour de pareils faits³.

1. Guillaume du Bellay à Montmorency, 4 juillet, 40 soit (cette dernière en partie raturée), B. N., fr. 5152, f. 23, 23-31.

2. Del Vasto à Guillaume du Bellay, 27 juillet, B. N., fr. 5154, f. 12.

3. Del Vasto à Guillaume du Bellay, 27 et 30 juillet, B. N., fr. 5154, f. 12, 14.

Le commissaire désigné par Langey fut le capitaine Polin, celui du marquis, Francesco de Prato. Nous ne savons rien de ces conférences qui eurent lieu dans la première moitié du mois d'août, mais il est permis de croire que les résultats en furent médiocres et que l'entente ne put s'établir, car aussitôt après Langey envoyait à la Cour le capitaine Polin avec le recueil des plaintes et des contraventions à la trêve dont les Impériaux s'étaient rendus coupables. De la Cour, Polin fut dépêché à Bruxelles, auprès de l'Empereur. Il s'acquitta fort bien de sa charge. Nous en avons pour preuves non seulement le témoignage de notre ambassadeur, Georges de Selve, mais encore les explications que Charles-Quint, dont à ce moment ce n'était pas l'intention de rompre avec la France, demanda aussitôt au marquis ¹.

Del Vasto se montra fort mécontent de la mission de Polin ². Il fit venir sur le champ, à Milan, Lodovico Vistarino et Giacomo di Scalengha pour témoigner que les plaintes des Français n'étaient pas fondées. Ce fut au tour des Impériaux d'accuser les Français de vouloir rompre. Cette défiance réciproque se marqua par une nouvelle série d'incidents. Langey exigea le serment des seigneurs de Leyni, mit en devoir les seigneurs restés fidèles au duc de Savoie et résidant par faveur spéciale en terre française de régulariser leur situation, de son côté, le marquis logea des troupes aux places frontières et demandait des explications et, au besoin, des réparations pour les attentats commis par le gouverneur français de Mondovì et par notre garnison de Casalborgone ³.

Le marquis proposa une nouvelle assemblée où des commissaires des deux parties auraient pleins pouvoirs pour régler les questions en suspens et toutes celles qui pourraient surgir, et offrit Asti comme lieu de réunion. A cette ville, Langey préféra Chieri et Poirino ⁴, et non content d'y envoyer ses commissaires, sous prétexte que les devoirs de sa charge l'appelaient dans cette

¹ Montmorency à Guillaume du Bellay, 28 août 1540, B. N., fr. 5452, f. 36, et Tausenat Rodol., *op. cit.*, p. 445.

² Mauro de Novate à Guillaume du Bellay, Milan, 14 octobre 1540, B. N., fr. 5454, f. 125-126. — Guillaume du Bellay à Montmorency, 13 octobre, *ibid.*, fr. 5452, f. 42.

³ Cour de Naples à Guillaume du Bellay, 3 novembre, del Vasto en même, 2 et 5 novembre, Guillaume du Bellay à del Vasto, 11 novembre, à Montmorency, 16 novembre, B. N., fr. 5454, f. 147, 15, 16. 5452, f. 36; 5452, f. 64.

⁴ Del Vasto à Guillaume du Bellay, 3 et 11 novembre, Guillaume du Bellay à del Vasto, 8 et 16 novembre, à Montmorency 14 novembre, B. N., fr. 5454, f. 15, 17; 5452, f. 35, 36; 5452, f. 62.

direction, il y vint lui-même, à deux reprises¹. Dans une première entrevue avec les délégués du marquis, Taverna et Spetiano, il donna le ton et marqua les distances. Comme les Impériaux se plaignaient de l'envoi de Polin à Charles-Quint et insinuaient que le roi de France semblait chercher un prétexte pour rompre, Langoy répondit vivement qu'il n'était pas besoin de prétextes, les bonnes raisons ne manquant pas et la mission de Polin se justifiant par l'assignation des mesures que le marquis avait prises, et sur une demande qu'il s'expliquât plus clairement, il les renvoya à ses commissaires, aux papiers qu'il leur avait confiés, il fit appel à leur propre témoignage. L'un des commissaires impériaux, le maître du camp, ayant esquisné une demi-dénégation, Langoy le confondit en lui opposant sa propre correspondance.

Le chancelier Taverna jugea bon de changer le sujet de la conversation : le marquis les avait envoyés non pour récriminer sur le passé, mais pour pourvoir à l'avenir. Quo demandait Langoy ? « Deux choses principalement, répondit-il : l'une qu'ils châtiassent les infracteurs de trêve ou sauf-conduits et fissent desdommager les subjects du Roy, l'autre qu'ils nous missent en possession des places qui es autres assembles nous avoient esté accordées et que nous fissions une décision sur celles qui justement nous appartenans ont esté par eux occupées depuis la trêve et qui es précédentes assembles estoient demeurées en suspens dont cependant ils jouissent toujours, voire tenoient sousz ombre d'icelles à en occuper journellement d'autres... » Et à ce propos, Langoy vint à parler des préparatifs de l'été précédent. Le chancelier s'efforça de justifier les mesures du marquis, et affirma que les places en question seraient accordées, si on les réclamait en droit et non comme dues. Langoy protesta : il demandait non une concession de bienveillance, mais un acte de justice, et il s'estimait modéré dans ses prétentions, car le Roi pourrait revendiquer raisonnablement toutes les villes et terres dont les habitants au moment de la trêve apportaient des vivres au camp, sur simple mandement des commissaires royaux et celles qui sans nomination avaient fait hommage aux Français mais n'avaient pas été occupées par eux, comme Valpergue, par exemple. Le capitaine de justice l'interrompit s'étonnant de ces exigences et rejetant sur lui la responsabilité de la rupture, si elle se produisait.

¹ Guillaume du Bellay à Montmorency, Turin, 23 novembre, à d'Annabaut, Turin, 26 novembre, à Montmorency, Palino, 25 novembre. B. N., fr. 5138, t. 116-117, 80-85, 85-87.

Langry riposta qu'il ne réclamait pas plus que les lieutenants-généraux précédents la preuve de ce qu'il avançait serait faite par ses commissaires, ils débattaient avec les Impériaux pour qu'une conclusion intervint enfin. Et sur ces mots, il quitta les envoyés du marquis et retourna à Turin.

Lorsqu'il revint à Poirino, deux ou trois jours après, il trouva, comme e était à prévoir, que la discussion n'avait pas fait un pas¹. Tout au plus avait-on réussi à mettre hors des débats Cavour. Sur tout le reste, les Impériaux se montraient intransigeants. Langry suggéra de nouvelles conditions. Pour Casale et Valperghè, il proposa la nomination de deux commissaires qui choisiraient au besoin un arbitre, et, s'ils ne peuvent s'accorder sur le choix de cet arbitre, renverraient le tout au Roi et à l'Empereur qui décideront eux-mêmes. Quant aux douze villes et châteaux des environs de Chivasso qu'il réclamait, il offre qu'on consulte les gentilshommes du lieu sur le souverain auquel ils obéissent au moment de la trêve et qu'on statue conformément à leur réponse. Devant le refus des Impériaux, il offre de faire par ses commissaires et des témoins la preuve de ce qu'il prétend de fixer un terme dans lequel les Impériaux devront en faire autant : en attendant les places seraient neutralisées ou attribuées par moitié à chacune des deux parties. Les commissaires répondirent que leurs pouvoirs leur interdisaient de laisser entre les mains des Français autre chose que ce dont ils étaient misibles possesseurs. Langry ne put s'empêcher de leur en marquer son profond étonnement et les congédia en leur donnant douze jours pour en référer au marquis et faire connaître leur réponse définitive.

Del Vasto prit naturellement parti pour ses commissaires et s'efforça de persuader Langry que les prétentions des Français étaient exorbitantes² : mais il choisissait mal son terrain car la plume à la main, Langry était encore plus solide, plus subtil et moins facile à démunter que dans la discussion orale. Après un échange d'arguments sans résultat, après s'être réciproquement reprochés de se laisser tromper par des gens de mauvaise foi, ils convinrent, puisqu'entre eux l'entente était impossible, d'en référer à leurs souverains respectifs et de laisser au Roi et à l'Empereur le soin de décider eux-mêmes au dernier ressort sur les points

¹ Guillaume du Bellay à Montmorency, Poirino, 23 novembre; à Del Vasto, 27 novembre. B. N., fr. 5452, f. 86-87, 8153, f. 37.

² B. Del Vasto à Guillaume du Bellay, 4 décembre 1545; réponse de Guillaume du Bellay, 6 décembre. B. N., fr. 5454, f. 84-85, 8153, f. 34-35.

en litige. En attendant, ils se promirent de ne rien innover et de tout mettre en œuvre pour vivre tranquillement de part et d'autre¹.

Cette demi-solution amena un certain apaisement. Sans doute, il y eut encore quelques incidents et des demandes d'explications. Bien qu'à la Cour on eût, à ce qu'il semble, trouvé son attitude trop cassante², Langey, ne voulant pas que les Impériaux pussent se prévaloir de l'avoir fait reculer, ne s'en départit pas. Tout en se montrant d'une courtoisie parfaite et même plein d'attentions pour le marquis, il ne manqua pas de protester contre les armements de celui-ci et de relever tout ce qu'il considérait comme une contravention à la trêve. Ces réclamations incessantes ne laissaient pas d'agacer del Vasto qui lui reprochait d'être mal informé. Langey lui répliqua vertement : « Si ne puis-je croire que ceulx qui vous donnent si souvent ces persuasions que je soys mal informé le vous pussent dire sans rire, ne qu'ilz me pensent estre de tout une pièce de chair sans yeulx qui vueille croire le contraire de ce que je voy à l'œil et touche au doÿ³ ». Malgré tout, grâce aux précautions prises par les deux gouverneurs à l'époque de la « cueillette », la tranquillité ne fut pas sérieusement troublée durant la première moitié de 1541 et la guerre que Langey redoutait pour « ceste primevère » n'éclata pas.

V

Langey ne se bornait pas à surveiller les confins du Piémont. Son regard dépassait le cercle des Impériaux et embrassait toute l'Italie du Nord.

Son action concordait là avec celle de Guillaume Pellicier, notre ambassadeur à Venise depuis le milieu de 1539⁴. Pellicier n'était pas un inconnu pour Langey ; l'évêque de Montpellier était un

1. Guillaume du Bellay à del Vasto, 13, 17, 22 décembre; del Vasto à Guillaume du Bellay, 14, 15, 23 décembre. B. N., fr. 5153, f. 37, 39, 42; 5154, f. 25, 29, 31.

2. Guillaume du Bellay à Montmorency Turlu, 28 janvier 1541. B. N., fr. 5152, f. 73.

3. Guillaume du Bellay à del Vasto, 8 mai 1541. B. N., fr., 5153, f. 60-70.

4. Sur ce personnage et son ambassade à Venise, voir Jean Zolier, *La diplomatie française vers le milieu du XVI^e siècle, d'après la correspondance de Guillaume Pellicier, évêque de Montpellier, ambassadeur de François I^{er} à Venise (1539-1542)*, et l'édition de la *Correspondance politique de l'ambassadeur* donnée par M. Tausserat-Rudel et déjà citée.

ami du cardinal Jean du Bellay, avec qui il avait fait le voyage de Rome en 1535-1536. Tout concourait à rapprocher le lieutenant-général du Piémont et l'ambassadeur : un goût semblable pour les choses de l'esprit et l'humanisme, des charges en partie analogues et un but commun. Aussi les rapports entre les deux personnages étaient-ils très fréquents et très cordiaux. Langrey n'était pas seulement l'intermédiaire désigné et souvent le plus sûr entre Venise et la Cour de France. C'était aussi une source de renseignements pour les choses d'Italie, d'Allemagne et d'Angleterre, comme l'était Pellicier pour les choses du Levant. Pellicier laissait rarement passer un courrier sans lui confier des lettres pour Langrey et il nous en est resté un assez grand nombre. Malheureusement celles de Langrey sont perdues : ce n'est qu'à travers la correspondance de Pellicier que nous en pouvons deviner parfois le contenu. Nous voyons que les deux amis échangeaient non seulement des nouvelles et des renseignements, mais encore de menus cadeaux. Langrey envoyait à Pellicier des plantes, un coffre et des « convertes », Pellicier répondant par des livres ou un pot de « gingembre vert »¹.

La tâche principale de Pellicier était de ramener la Seigneurie en amitié avec la France, de la détourner d'une alliance avec Charles Quint, à tout le moins de la maintenir dans une neutralité favorable. Langrey s'y employait de son côté, à sa manière, et ne négligeait rien pour assurer les bonnes dispositions des agents vénitiens. Il accompagnait l'ambassadeur extraordinaire Vincenzo Grumani à son retour de France, lui envoyait ensuite des graines de plantes, en particulier de « cocourdes »². Et lorsque le nouvel ambassadeur ordinaire, Matteo Dandolo, traverse le Piémont en novembre pour rejoindre son poste, il le régalé à Turin, lui fait visiter les fortifications et passer en revue ses forces, et lui donne ainsi une impression très vive et le sentiment salutaire de la puissance du Roi au-delà des monts³.

On constate la même collaboration, plus marquée encore et plus efficace à La Mirandole. Le seigneur de l'endroit, le comte Galeoto Pico, après s'être en 1533 emparé du pouvoir par un crime, s'était déclaré vassal du roi de France. La Mirandole était

1. Tausserat-Radel, *op. cit.*, p. 288, 290, 297, n. 2.

2. Guillaume du Bellay à Montmorency, Montcalieri, 6 juillet 1560, B. N., fr. 5158, f. 21-22 et Tausserat-Radel *op. cit.* p. 42-43.

3. Dandolo à la Seigneurie, Montcalieri, 26 novembre 1548, B. N., f. Ital. 1.1.5, p. 5-9.

devenue une véritable « place d'armes » pour les Français c'est là en particulier que Guido Rangone rassemble les troupes qu'en 1536 il mène contre Gênes et au secours du Piémont. La trêve de Nice avait reconnu cette situation. En juillet 1540, lorsque son beau père mourut, le comte mit la main sur ses biens, au nom de son neveu, pour les empêcher de tomber dans la dépendance des Impériaux. Langey appuyait ses demandes d'argent et de troupes, recommandait au connétable de le bien traiter¹. Il insiste sur l'importance capitale de La Mirandole, lorsqu'au début de 1541 le comte vient à la Cour discuter ses affaires et chercher le mot d'ordre. Il associe ses instances à celles de Pellicier pour qu'on le dépêche le plus tôt possible, parce qu'il est à craindre que les impériaux ne profitent de son absence pour attaquer la place. Lorsque le comte est revenu, pourvu de pension et chargé de lever des troupes, c'est un de ses hommes de confiance, le seigneur de Saint-Ayl que Langey lui envoie pour présider, avec les agents de Pellicier, Lamothe, d'Armon et Formiguet à tous les préparatifs militaires². C'est à Langey qu'on s'adresse quand il s'agit de prendre une détermination importante de changer par exemple l'affectation des crédits, et l'on s'expliquera parfaitement que le gouverneur du Piémont ait eu la haute main sur les forces de La Mirandole, lorsqu'on verra le rôle qu'il leur réservait dans son plan d'offensive contre les Impériaux.

L'influence française était beaucoup moins forte dans le duché de Mantoue : raison de plus pour y exercer une surveillance plus étroite. Le 28 juin 1540, le duc Frédéric II de Gonzague meurt et était un fidèle partisan de l'Empereur, qui, en 1530, avait pour lui érigé le marquisat de Mantoue en duché et en novembre 1536, y avait joint le Montferrat. Il ne laissait que des enfants en bas âge : la régence fut confiée à sa veuve, sœur du dernier marquis de Montferrat, et à son frère Hercule de Gonzague, le cardinal de Mantoue. À la faveur de la minorité, on pouvait craindre des troubles. Langey, dès qu'il apprit la nouvelle de la mort, envoya un agent sûr auprès de la duchesse pour surveiller les événe-

¹ Guillaume du Bellay à Montmorency, 25 juillet 1540, 9 février 1541, B. 24, fo 315B, f. 37, 75. — Il y avait à La Mirandole 60 chevaux-légers entretenus aux frais du roi de France et au mois d'août 1540, le comte reçoit un don de 225 livres tournois pour son entretien durant le second semestre de cette année. *Catalogue des actes de François I^{er}*, n^o 11 570 et 11 613.

² Toussaint Rodet, *op. cit.*, p. 374, 374-375, 400 (Saint-Ayl) y est mentionné identifié avec un seigneur de Saint-Ayl, gentilhomme de la Chambre du Roi.

ments ! Bien que le cardinal de Mantoue eût demandé l'amitié du roi de France et parût décidé à ne pas compromettre l'héritage de ses neveux par trop de condescendance pour les impériaux, il se méfiait du marquis del Vasto et, à tort ou à raison, le soupçonnait de vouloir profiter de la régence pour mettre la main sur le Montferrat. Il ne manqua pas de réveiller les sympathies que le Roi avait dans le marquisat, et pour faire pièce aux projets éventuels des impériaux, il préparait l'intervention de la France. Il rassemblait les arguments de droit que François I^{er} pourrait faire valoir à l'appui de ses prétentions, et montrait de quelle importance serait pour nous le pays : il ne semble pas cependant qu'on ait donné suite à ces projets. Le Montferrat ne fut pas séparé du duché de Mantoue, mais le cardinal-regent garda, dans le conflit qui allait suivre, une stricte neutralité. Ce fut sans doute l'œuvre de son habile politique ; il est toutefois permis de croire que Langey y eut aussi sa part.

Nous pouvons également soupçonner, sans qu'il nous soit cependant possible de le prouver péremptoirement à cause des lacunes que présente sa correspondance, nous pouvons soupçonner que Langey fut pour quelque chose dans l'attitude que gardèrent vis-à-vis de la France, les ducs de Ferrare et d'Urbin. Subordonnant leurs sympathies à leurs intérêts, l'un et l'autre s'efforcèrent de rester en excellents termes avec le roi de France, sans se brouiller avec l'Empereur. Une pareille conjecture est encore plus plausible si nous considérons les rapports de François I^{er} avec Gênes. Nous croyons que le rapprochement qui s'opéra vers cette époque avec la République fut en partie l'œuvre de Langey. Nous avons déjà vu les relations que le gouverneur du Piémont avait gardées parmi les marchands génois et l'autorisation qu'il avait obtenue, à deux reprises, de faire passer par le territoire de la République les blés destinés à ce pays. Ce dernier fait avait éclairé le Roi sur les avantages de relations cordiales avec son ancienne ennemie et le 15 septembre 1541, le rapprochement fut consacré par l'autorisation accordée de nouveau aux Génois de trafiquer en France : c'était la fin d'une interdiction qui durait depuis plus de dix ans.¹

1. Guillaume du Bellay à Montmorancy, à et 12 juillet 1540, B. N., fr. 5152, f. 21, 25, et Favaroni-Rader, op. cit., p. 22.

2. Guillaume du Bellay à Montmorancy, 23 juillet, réponse (négative) de Montmorancy, 23 juillet. B. N., fr. 5152, f. 25, 5153, f. 46.

3. A Guillaume du Bellay, le doge de Gênes, 23 février 1541, et André Berni, 2 juillet 1541 : recommandations en faveur des marchands. B. N., fr. 5154, f. 120, 122. Catalogue des actes de François I^{er}, n° 42-419.

Enfin l'examen de l'activité de Langey dans l'Italie du Nord serait incomplet si nous ne disions pas un mot des efforts qu'il fit pour assurer à son maître la plus vaste clientèle parmi ces innombrables condottieri dont lousonnait à cette époque la péninsule¹. Toujours il avait eu autour de lui de ces gentilshommes, prétentieux et faméliques, sans cesse en quête d'une pension et d'un commandement, dont le dévouement au Roi se mesurait aux faveurs qu'ils en obtenaient. Plus que jamais, avec une guerre en perspective ces concours étaient à utiliser, autant pour leur valeur intrinsèque que pour les empêcher d'aller à l'Empereur. Deux hommes devaient l'aider singulièrement dans cette sorte de recrutement. Pierre Strozzi et César Frégose. Du premier, il se servit pour préparer l'entreprise dont La Mirandole devait être la base d'opérations². Quant au second, nous avons déjà vu comment Langey, en 1537 avait eu sur lui assez d'ascendant pour apaiser sa querelle avec le Cagna. Après avoir séjourné au Piémont jusqu'en 1539, il y avait laissé sa compagnie, avec Camille de Cenna comme lieutenant, et s'était retiré à Castel-Goffredo, d'où il ne cessait de correspondre avec Langey comme avec Pellicier et avec Montmorency. Par sa femme, César Frégose était allié aux Rangoni. Guido était mort en janvier 1539, mais deux de ses frères demeuraient pour servir le Roi. Lodovico et Baldassare. Par sa sœur, probablement, il tenait aux Gonzague de Mantoue et de Bozzolo, cette vraie pépinière de condottieri qui fournissait tant de rejetons indifféremment au roi de France et à l'Empereur. En relations avec Langey, on trouve Aloysio, beau frère de César Frégose, Rodolfo, seigneur de Luzzara, neveu du précédent; Francesco, dont la sœur Ippolita était mariée au comte de la Mirandole, Ippolito, l'un des meilleurs lieutenants de Strozzi; Giulio-Cesare, l'instigateur d'une « pratique » sur Crémone. A cette famille des Gonzague se rattachait Pietro-Maria Rosso, comte de San-Secundo, sur le Taro. Il faut y joindre les Paudi et les Scotti de Plaisance qui, avec les précédents, étaient les champions de la France sur le versant nord de l'Apennin et faisaient comme la chaîne du gouverneur du Piémont à l'ambassadeur de France à Venise.

¹ Sur ce point spécial, voir J. Zeller, *op. cit.*, p. 317-352.

² Avertissement de Pierre Strozzi, B. N., fr. 2019, t. 51 (sur les avantages qu'il y aurait à concentrer les forces à La Mirandole plutôt qu'en Piémont).

VI

Il est assez difficile de distinguer, dans l'Italie du Nord, l'action de Langey de celle de Pellicier, d'autant plus que c'est surtout par la correspondance de ce dernier qu'on le connaît le mieux. Il en va tout autrement si l'on considère les rapports avec l'Allemagne. Ici nous n'avons affaire qu'à Langey : lui seul a des relations directes avec les Allemands et c'est de lui que Pellicier, pendant un certain temps tout au moins, reçoit les nouvelles de ce pays ¹.

Nous avons vu combien Langey s'intéressait toujours aux choses d'Allemagne bien qu'il eût laissé à son frère le cardinal le soin de s'en occuper activement et en quelle estime il était tenu au-delà du Rhin. De Turin, malgré le poids écrasant de sa nouvelle charge, il avait continué à correspondre avec ses amis de là-bas. Son informateur ordinaire était Ulrich Chelms, résidant tantôt à Soleure tantôt à Strasbourg, ou suivant les diètes pour communiquer à son ancien protecteur les nouvelles de ce qui s'y passait et la copie des documents officiels qu'il pouvait se procurer. C'est ainsi que Langey eut une connaissance détaillée et précise des débats qui marquèrent les diètes de Haguenau et de Worms, et il s'empressa d'en faire part à Pellicier et aussi à la Cour ².

Mais ce rôle pour ainsi dire passif ne lui convenait qu'à demi. Il voulait employer en faveur de son souverain le crédit qu'il avait gardé après des protestants d'Allemagne. Trompé dans les espérances que lui avait fait concevoir le passage de Charles-Quint par la France François I^{er} cherchant à regagner l'amitié de ses anciens alliés de Smalcalde et tentant un rapprochement. C'était la politique chère aux du Bellay, celle au triomphe de laquelle ils travaillaient depuis dix ans. Comme on pense, ils s'y employèrent de toutes leurs forces. Tandis que le cardinal faisait envoyer à Haguenau, à l'issue de l'ambassadeur officiel, Lazare de Bayf ³, son ami et protégé Jean Sleidan, comme agent secret, et par cet intermédiaire desuné à appuyer l'action de Bayf, sollicitait les protestants d'envoyer une mission en France de Turin Guillaume agissait dans le même sens. Le 19 mai, il écrivait à ses amis de Strasbourg pour leur conseiller la même démarche et sa lettre

¹ Tausserat-Badel, *op. cit.*, p. 20, 16-168.

² Guillaume du Bellay à Montmorency, 16 juin, 3 novembre 1540, à janvier 1541. M. N. t. 3152, f. 19, 76, 89.

³ Sur cette ambassade de Bayf et le rôle de Sleidan, voir L. Plavert, *op. cit.* p. 70-77.

était communiquée au landgrave de Hesse et à l'électeur de Saxe¹. Ceux-ci, par prudence, et aussi pour des raisons tirées de leur intérêt personnel, hésitèrent à se prononcer et demandèrent de plus amples renseignements. Les frères du Bellay ne se laissèrent pas décourager par cet accueil plutôt froid et incertain. Jean et Sieland n'épargnèrent pas les lettres pour convaincre les Allemands², ils leur représentèrent l'état divisé de la Cour, les tiraillements dont le Roi était l'objet, l'intérêt suprême qu'ils avaient à se concilier la faveur royale par une ambassade solennelle. Quant à Guillaume, si nous n'avons pas de lettre de lui, nous savons qu'un de ses courtiers, précisément son cousin, le sieur de Gonnord, fut envoyé à ce moment en Allemagne et qu'à son retour il fut dépouillé de ses lettres par les agents du duc de Savoie et du marquis de Vasto³. On en peut conclure qu'à la fin comme au début de 1540, il avait sa part dans les négociations dirigées par son frère le cardinal.

Mais leurs efforts se heurtèrent à un double obstacle. D'abord les Allemands doutaient fort de la sincérité de François I^{er}. Les fluctuations de la politique royale, les indiscrétions de Montmorency à l'encontre des Allemands, les persécutions contre leurs coreligionnaires qui avaient repris et se généralisaient, toutes ces circonstances refroidissaient le zèle des plus ardents partisans de la France, ceux de Strasbourg par exemple. Quant aux princes, ils étaient hostiles à un nouveau rapprochement, l'électeur de Saxe, par loyauté, le landgrave de Hesse, par intérêt, pour ne pas contrecarrer les négociations qu'il poursuivait avec les Impériaux. De là, ces silences ou ces réponses dilatoires aux appels pressants de Jean du Bellay et de Sieland — D'autre part à la Cour de France, un parti puissant s'était formé qui avait à sa tête le chancelier Poyet et le cardinal de Tournon, ce parti qui avait déchaîné à nouveau et systématisé la persécution, était opposé à la politique des du Bellay et la contrariait de toutes ses forces⁴. Le cardinal de Tournon parvint à débaucher le parent de Jean et de Guillaume, ce Barnabé de Vore, sieur de la Fosse, envoyé à Strasbourg vers la fin de 1540, dans un but assez louche⁵. On exploita contre eux

¹ O. Winchelmann, *Politische Correspondenz*, III, p. 68, 70, 125-126.

² Cf. H. Baumgarten, *Sieland's Briefwechsel*, p. 6, 20.

³ Guillaume du Bellay à del Vasto, 24 janvier 1541, B. N., fr. 5453, f. 28.

⁴ Voir, au sujet de ces intrigues de cour, H. Lemaître, *Histoire de France sous la direction d'Ernest Lavisse*, V, II, p. 97-102.

⁵ Winchelmann, *Politische Correspondenz*, III, p. 123 (lettre de Jacob Sturm, 12 novembre 1540), 126. — Cf. Lemaître, *op. cit.*, I, p. 126.

le peu de succès qu'ils rencontraient auprès des princes allemands. On s'efforça de les rendre suspects, de les desservir par des intrigues secrètes, de les priver de nouvelles, de soupçonner, si l'on peut dire, leurs communications avec l'Allemagne. En janvier 1541, Guillaume du Bellay, s'excusant à Montmorency de ne plus lui envoyer de renseignements sur ce pays, lui écrit : « Aucuns mes amis de par delà m'ont escript qu'il leur avoit esté défendu de par le Roy qu'ils n'escripvissent plus riens à mon frère ne à moy, mais principalement à mon frère, et non obstant que je ne pense point que luy ne moy avons donné occasion au Roy de ce faire et par ainsi ne pense que celluy qui a faict telles défenses n'ayt par adventure excédé sa commission. j'ay toutefois en tout événement différé de continuer à mander à la Court les nouvelles qui m'en venoient et quant je scauroy que ce sera l'intention du Roy je donnerai bien ordre que non ne m'escripre plus ¹ ». Quelle que fût l'origine de cette défense, il est certain qu'elle n'empêcha pas Jean du Bellay de continuer à suivre les affaires d'Allemagne : à ce moment même, il faisait faire une nouvelle tentative de rapprochement par l'envoi de Morelet de Mureau et de Jean Sleidan à Strashourg et à la diète de Worms. Mais Langey paraît désormais avoir laissé de côté ses amis allemands : en tout cas, s'il en reçut encore des nouvelles, il les garda pour lui, et lorsque, en 1541 et 1542, Pellicier parle de ce qui se passe en Allemagne, il n'indique plus Langey comme source de ses renseignements.

Cependant si Langey sacrifia au parti de la persécution ses relations avec l'Allemagne, il conserva toujours pour les réformés les mêmes sentiments : il demeura du côté des persécutés et n'hésita pas à porter témoignage en leur faveur, quand, vers la même époque, l'occasion s'en présenta. Nous voulons parler de son intervention dans l'affaire des Vaudois.

Depuis l'entrevue de Nice, on était revenu aux mesures de rigueur contre les protestants : les édits de décembre 1538, du 14 juin 1539, du 1^{er} juin 1540 avaient fixé la jurisprudence en matière d'hérésie. Les persécutions, poursuivies systématiquement, se généralisèrent dès le milieu de 1539, on en signale sur tous les points du royaume. Elle atteignirent plus particulièrement les Vaudois. Les Vaudois habitaient la vallée de la Durance depuis le Comtat Venaissin, jusqu'au Piémont. Dès la fin de 1538, ils se plaignaient d'être persécutés : ceux des vallées piémontaises par

1. Guillaume du Bellay à Montmorency, 4 janvier 1540/1. B. N., fr. 5122, f. 80.

Montjehan, et l'on voit les Allemands et Guillaume de Furstenberg s'agiter en leur faveur. En 1539 et en 1540, les poursuites prirent encore plus d'intensité, malgré le peu d'empressement du premier Président au parlement de Provence, Chasseneux et de l'évêque de Carpentras, Sadolet l'admirateur et l'ami des frères du Bellay¹. En mai 1540, des lettres patentes du Roi confient aux membres du parlement de Provence la connaissance en première instance des procès contre les Vaudois, leur permettent d'envoyer « tels contre eux qu'ils verront bon estre, pour aller sur les lieux instruire les procès et les mettre en estat de juger nonobstant appel, encores qu'il fust question de la torture ». Le Parlement répondit à l'attente de ceux qui lui avaient fait accorder un semblable pouvoir, il rendit le 18 novembre 1540 un véritable arrêt de proscription contre les Vaudois. Par lettres datées de Fontainebleau, le 14 décembre, François I^{er} ordonna de mettre cet arrêt à exécution.

C'est à ce moment, vers la fin de décembre ou au début de janvier, que se place l'intervention de Guillaume du Bellay. Intervint-il de son propre mouvement, par esprit de justice et d'humanité, par compassion pour une population innocente et sans défense qu'il avait vue laborieuse et tranquille peiner et prier dans les vallées du Dauphiné et du Piémont ? Fut-ce à la requête des Allemands², qui s'agitaient à cette date pour s'entendre sur l'envoi d'une ambassade à François I^{er}, de Guillaume Farel, qui lui avait recommandé ces mêmes Vaudois en septembre 1535³ et qui parcourait la Suisse et le Sud de l'Allemagne pour gagner des

1. Calvin à Farel, de Strasbourg, 30 novembre 1539, Hermisjard, *op. cit.*, VI, n° 535. — O. Winckelmann, *Politische Correspondenz*, II, p. 626, 630, 632, 661 — *Opera Calvini*, I, col. 489.

2. J. Bonnet, *La tolérance du cardinal Sadolet dans le Bull. de la Soc. de l'hist. du Prot. fr.* XXXV, p. 481-495, 540-543. XXIV, p. 57-78, 142-145 — Hermisjard, *op. cit.* V, n° 605 Sadolet à Al Farnese 29 juillet 1539 — Il existe une lettre de Sadolet à Guillaume du Bellay datée de Carpentras, 15 eul mart. (15 février), 1539/0. *Sadoleti opera*, I, p. 91-94.

3. Sur l'agitation des Allemands, cf. O. Winckelmann, *op. cit.*, III, p. 143, 450, 451, 457, Lenz, *op. cit.* I, p. 105-106. Hermisjard, *op. cit.*, VI, p. 397, n. 8.

4. Cette première intervention de Farel en faveur des Vaudois auprès de Guillaume du Bellay est prouvée par deux lettres l'une de Claude Farel à son frère Guillaume, de Turin, 29 juillet 1535, l'autre de Guillaume Farel à Guillaume du Bellay, de Genève, probablement à la fin du septembre 1535. Ces lettres sont reproduites dans Hermisjard, *op. cit.*, III, n°518 et 530 — Cf. *ibid.*, n° 331 et 545 d'autres lettres de Farel ou à lui adressées concernant la même affaire. Cela se passait au moment où l'était question de la mission de Langey en Allemagne nommé pour les mois d'août et septembre, le départ de Guillaume du Bellay comme nous l'avons vu, n'eut lieu qu'en novembre.

sympathies à ses coreligionnaires? Faut-il admettre que le Roi, par un de ces brusques revirements dont il avait déjà donné tant d'exemples, se soit ressenti tout de suite après ces lettres du 14 décembre? qu'après avoir cédé aux exigences du parti de la persécution, il ait écouté les conseils de la pitié, de la raison, de l'intérêt même, que lui soufflant le parti de tolérance, le cardinal du Bellay par exemple, et qu'il ait demandé à Langey des renseignements plus précis sur les malheureux Vaudois? Nous ne saurions le dire. Le seul fait certain, c'est que Langey envoya au Roi un rapport qui fut favorablement accueilli.

Ce rapport malheureusement ne nous a pas été conservé. Le texte officiel en est, semble-t-il, perdu. Mais nous en trouvons dans l'histoire de J. A. de Thou un résumé qui paraît fidèle : les traits y sont si précis, les détails favorables si habilement et simplement mis en lumière, qu'on ne peut se défendre d'y voir comme un reflet du document original. « Le seigneur de Langey, rapporte l'historien, tenait par d'exactes informations que ceux qu'on appelle Vaudois étoient des gens qui, depuis environ trois siècles, avoient reçu de quelques seigneurs des terres en friche, à condition de payer certains droits à ceux qui en étoient les maîtres, que par un travail infatigable et une culture continuelle ils les avoient rendues fertiles en blé et propres à nourrir les troupeaux, qu'ils savoient souffrir avec patience le travail et la nécessité, qu'ils abhorroient les querelles et les procès; qu'ils étoient doux à l'égard des peuples, qu'ils payoient avec beaucoup d'exactitude et de fidélité les tributs au Roi et les droits à leurs seigneurs; que leurs prières continuelles et l'innocence de leurs mœurs faisoient voir assez qu'ils honoroient Dieu sincèrement; mais qu'on les voyoit rarement dans les temples, excepté lorsqu'ils étoient obligés par leurs affaires d'aller aux places voisines de leurs demeures, qu'étant à l'Eglise, ils ne fléchissoient point les genoux devant les images de Dieu et des Saints et ne leur présentoient ni chandelles ni d'autres offrandes, qu'ils ne demandoient point aux prêtres de célébrer des messes pour eux ou pour l'âme de leurs parents trépassés; qu'ils ne faisoient point le signe de la croix sur leur front selon l'usage ordinaire, et qu'ils ne prenoient point d'eau bénite quand ils entendoient le tonnerre, qu'ils ne se découvraient point la tête quand ils rencontrent une croix sur leur chemin, que leur langage étoit en langage vulgaire et non conforme à l'usage romain; enfin qu'ils ne rendoient aucun honneur au Pape et aux évêques, mais qu'ils en honnoient quelques-uns

d'entre eux pour leur servir de pasteurs et de ministres¹ ».

Le résultat de ce rapport de Langey fut que François I^{er}, le 8 février 1541, écrivit au parlement de Provence que pardon et rémission seraient accordés aux Vaudois qui dans trois mois, renonceraient à leur secte et retourneraient à la religion catholique. C'était l'ordre de surseoir aux arrêts précédemment rendus². Jean du Bellay s'empressa d'en faire porter la nouvelle aux amis d'Allemagne par son cousin, le sieur de Gonnord³. C'était pour les frères du Bellay, pour Guillaume surtout, et pour le parti de la tolérance une victoire, une demi-victoire plutôt, et qui malheureusement devait être la dernière. La mort de celui qui s'était fait l'avocat des Vaudois fut suivie d'une recrudescence de rigueurs qui devaient aboutir aux horreurs de Cabrières et de Mérindol. Langey s'il eût vécu, aurait-il eu assez de crédit pour arracher encore une fois les victimes à leurs bourreaux ? A considérer la tournure des événements qui survinrent, il est permis d'en douter : et peut-être doit-on l'estimer heureux qu'une mort prématurée l'ait empêché de voir la vanité de ses efforts, le naufrage des idées de concorde pour lesquelles il avait combattu et le triomphe, par le massacre, du parti de la persécution.

VII

Avec ses sympathies pour les réformés, Langey gardait ses goûts d'humaniste. La culture des bonnes lettres, le commerce avec les savants et les littérateurs étaient pour lui un besoin, comme une seconde nature. L'atmosphère de l'humanisme lui était indispensable pour vivre, et, à Turin comme à la Cour, son premier soin fut de s'entourer d'un cercle d'amis au milieu desquels il se délassait des fatigues de l'administration et de la guerre. Aux sources vives de la Renaissance, il retrempe son esprit, retrouve son énergie et son ressort : il nourrit cette belle vaillance cette inaltérable jeunesse de cœur qui durera jusqu'aux derniers mois, et lui permettra de supporter stoiquement la maladie et de ne pas pâlir devant la mort.

La réputation de Langey était telle et ses goûts étaient si

1. De Thou, *Histoire universelle* (éd. 1740), I, livre VI, p. 339-340.

2. Sleiden, *op. cit.* II p. 381.

3. Le Conseil de Strasbourg à François I^{er}, 22 février 1541, O. Winckelmann, *op. cit.*, III, p. 166-167.

cunus, qu'à peine fixé à Turin, il est assailli par les demandes de gens qui veulent passer à son service. C'est ainsi que l'un des fils du glorieux Aide Manuce, Paul, lui fait parvenir, par le canal de Pellicier, aussi curieux de livres que Langey, des exemplaires des *Epîtres* de Cicéron, les *Epîtres familières* et les *Epîtres à Atticus*, qu'il vient de réimprimer¹. Il s'enquiert de ses armes pour les graver sur la reliure qu'il lui destine² et en février 1541, il le prie d'accepter la dédicace du second volume des *Discours*. Conçu dans le goût du temps hyperbolique et ampoulée, cette dédicace associait dans un commun éloge Langey, le cardinal du Bellay et Pellicier. Paul Manuce louait surtout le gouverneur du Piémont de trouver au milieu de ses multiples occupations le loisir de s'intéresser aux lettres³ ; pas assez cependant, devait-il amèrement constater peu après, pour que Langey pût remplir exactement ses promesses. Ne voyant rien venir de Turin, notre éditeur venait rôder aux nouvelles autour de Pellicier, qui se mettait en frais de diplomatie pour lui faire prendre patience et le regalaient ainsi que son oncle, Francesco d'Azola⁴.

Ces nouvelles relations s'ajoutaient à celles qu'il entretenait avec les amis d'autrefois, avec ceux notamment qui, à Paris, se groupaient autour du cardinal du Bellay. La mort, les circonstances y avaient fait des vides. Germain Brice était mort, en septembre 1538, en août 1540, Bude le suivait dans la tombe. Jacques Colin, le spirituel abbé de Saint-Ambroise, vivait retiré à la campagne dans une demi-dégrâce. Salmon Macrin restait, partageant son temps entre son cher pays de Loudun où demeurait sa femme Gélone, la Cour où il avait une charge de valet de chambre du Roi et Saint-Maur auprès de Jean. Le culte d'un protecteur nouveau, le cardinal de Lorraine, dont la faveur allait grandissant, ne le rendait pas infidèle aux protecteurs anciens : il ne cessait pas d'être le fauquier du cardinal du Bellay, dont il devait palmer les vers latins avec les siens, et dans deux pièces dédiées

1 Tausserat-Rudel, *op. cit.*, p. 38-40, 74, 89 (nov.-septembre 1540).

2 *Ibid.*, p. 202-203 (3 avril 1541).

3 *Ibid.*, p. 305 — 2 *Taliti orationum pars II, corrigentis Pauli Manuce Adis filio*, avec une lettre dédicatoire : « Guillelmus Bellius Langeus apud nobilissimos gentes pro rege, Paulus Manutius Aldi filius, S. D. » — Cf. A. Heuland, *Reboullet, ses voyages en Italie*, p. 148 sqq. La première partie des *Orations* avait paru en août 1540 et était dédiée à Pellicier ; la troisième parut en mars 1541, et fut dédiée au cardinal Coeurtais.

4 Pellicier à Langey, 3 avril 1541, à Reboullet, 15 mai 1541. Tausserat-Rudel, *op. cit.*, p. 202, 305.

à Langey, gouverneur et «struque» de Turin, il évoquait les hauts faits du soldat-diplomate, il rappelait leurs tâtonnements du début au milieu des ténèbres et dans les bas-fonds de la scolastique et le rangeait parmi les illustres précurseurs et artisans de l'humanisme que la France pouvait opposer à l'Italie, Bayf, Longuell, le grand Budé et Simon de Villeneuve¹. Plaçons à côté de Macrin, un Tourangeau, Claude Cottereau, juriconsulte et secrétaire de Jean, connu par un traité du *Droit de la guerre* et une traduction de Columelle, Cottereau à qui nous devons une particulière reconnaissance, pour nous avoir conservé quelques fragments de œuvres de Langey².

Cottereau était le meilleur ami peut-être d'Etienne Dolet³. Dolet était le trait d'union entre Saint-Maur et Turin. Par lui, Langey communiquait avec le groupe de poètes et d'érudits que l'imprimeur lyonnais avait réunis autour de lui. On y distingue d'abord le médecin Tolet, le camarade de Rabelais à Montpellier, celui-là même qui en 1542 traduisit du latin la relation de l'expédition d'Alger composée pour Langey par Durand de Villegagnon. Une mention spéciale doit être accordée à Barthélémy Aneau de Bourges, principal du collège de la Trinité. En 1542, il dédie au gouverneur du Piémont « pour récréation de ses nécessaires

1. *Salmonii Macrini juldodunensis hyperboreum selectiorum libri tres*, 1540, p. 75-77. — Du même, *Odorum libri tres*, 1548, p. 19-20.

2. *Claudi Cotterei Turonensis, juriconsulti clarissimi, De jure et privilegio militum libri tres*. . . Lugduni, apud Steph. Doletum, 1539. Cf. Copley Christie, *Etienne Dolet* (trad. Styrionaki), p. 400-500 et chapitres XV. — Deux lettres de lui à Jean du Bellay sont conservées, B. N., fr. 3081, f. 104 v et 108 (avril 1543), et la ms. 5076 du f. latin, qui contient en copie les trois premiers livres et un fragment du quatrième de la première *Ugduade* de Guillaume du Bellay, lui a appartenu, comme on fait tel le quatrain écrit en 1616.

Egregium si quid nostra ilabiter aurem
Val nos dignum vidimus his oculis,
Scripturus his brevibus, tantum ut, quod tempore nostro
Gentium uni, id possit posteritate fieri

Claud. Cottereus Turonensis.

Les notes auxquelles fait allusion ce quatrain sont en général très sèches et disposées en forme de tableaux synchroniques de 1533 à 1550 : elles ne présentent que fort peu d'intérêt. Nous n'y avons relevé que les deux suivantes, relatives à l'année 1538, f. 7 : « nulla precibus impetrare potui a P. Duomo ut a Nicola Galliam vocem rediret, sed ille Romanum ire maluit cum Gaspar Comarano cardinale. — Stephanus Agneus Etienne de Laygues, noster de Beauvais, vir mihi ob morem integritatem conditionemque singularem amicissimus in complexu meo Avinionensi moritur ».

3. C'est à ce Cottereau que Dolet dédie notamment le *Genethiacum*, en 1539.

« labours », une sorte de revue satirique jouée dans son collège l'année précédente, et intitulée *Lyon marchand* ¹.

Quant à Dolet, il professait pour Langey la plus vive admiration. Il avait célébré ses exploits en limbe en 1537 ². Peut-être avait-il trouvé dans ses rapports avec l'auteur des *Ogdoades* une idée, du moins des encouragements et des conseils pour la grande entreprise qu'il rêvait, écrire l'histoire du règne de François I^{er}. En témoignage de reconnaissance et d'admiration il lui dédia le 31 mai 1540, un petit traité, sur *La manière de bien traduire d'une langue en autre*, suivie de considérations sur la ponctuation et l'accentuation de la langue française ³. C'était un fragment d'un ouvrage plus considérable que Dolet avait l'intention de publier sous le titre de *Orateur françois*. Il est curieux de noter l'intention fondamentale de ce petit livre : c'était de « célébrer » la langue française, de travailler à la « redonner en telle perfection » que les langues latine et grecque. Pres de dix ans avant la *Défense et illustration de la langue française*, c'était l'une des thèses fondamentales du manifeste de la Pléiade et Joachim le trouvait, pour ainsi dire, dans l'héritage de Guillaume du Bellay ⁴.

Un autre groupe d'humanistes, en relations suivies avec ceux de Lyon, dont ils étaient venus pour la plupart, s'était formé à Chambéry autour de Pellisson, lorsqu'il avait été nommé président du Conseil de Savoie. On y remarquait les deux Scève et surtout Jean de Boyssonné ⁵. Ce dernier était en commerce épistolaire non seulement avec Rabelais, mais aussi avec Langey. Cham-

1. *Lyon marchand*, satire française sur la comparaison de Paris, Rouen, Lyon, Orléans et sur les choses mémorables depuis l'an mil cinq cents jusqu'à quatre. Sous six figures et enseignes, par personnages mystiques, jouée au collège de la Trinité à Lyon l'an 1537. MIIII. On les vend à Lyon, chez Mestier, par Pierre de Tournes. — La dédicace, signée « Hieronymus Annau », est très curieuse son début.

2. Si Dolet Gailh. Jurethi formidum abis quater, Lugdun. MDLXXVIII, p. 16-17. 88-89.

3. *La manière de bien traduire d'une langue en autre, d'advantage de la Ponctuation de la langue française, plus les accens d'icelle* Antoine Estienne Dolet, natif d'Orléans, Lyon, Estienne Dolet, 1540. Cf. Copley-Christie, op. cit., et chap. XVII.

4. Un autre détail curieux à noter c'est que le bailleur de fonds qui permit précisément à Dolet d'installer ses imprimeries fut cet Hélian de Lin que nous avons vu en 1534 chargé de porter en Allemagne les 100.000 deniers consignés entre les mains des ducs de Bavière. Hélian de Lin était alors résident à Lyon et s'était peu avant sa correspondance avec Guillaume du Bellay. Cf. Copley-Christie, op. cit., p. 314, 324-325, et Tassier-Radel, op. cit. p. 645.

5. Sur Jean de Boyssonné, voir G. Guibal, *De Joanne Boyssonensi vita ac de litterarum in Gallia meridianis restrictione*, 1963. Chap. III, Boyssonné à Chambéry. — Bonhard, *Rabelais*, p. 132-133.

béry était sur l'un des chemins les plus fréquentés conduisant du Piémont en France. Les courriers envoyés à la Cour ne manquaient pas d'être chargés de lettres et de nouvelles. On en trouve de nombreuses traces dans la correspondance manuscrite de Jean de Boyssoné. Ses lettres sont empreintes d'une respectueuse sympathie et d'une admiration aussi simplement exprimée que profonde pour le gouverneur du Piémont. Ame noble et douce, Boyssoné souffrait de tout ce qui affectait Langey et lorsqu'il apprit la mort de madame de Langey en juillet 1543 il adressa sur ce sujet à Rabelais une « déploration » sincèrement émue.¹ C'est ainsi qu'aux principales étapes de la route de Turin à Paris Langey possédait comme des relais d'amitié éprouvée et d'admiration non suspecte, où l'on guettait sans cesse la direction du Piémont pour en recevoir les nouvelles du gouverneur et des heureux familiers qu'il avait rassemblés autour de lui.

C'était comme un petit conseil qu'il avait ainsi constitué. On y remarquait d'abord, le plus grand de tous, François Rabelais. Après avoir suivi Jean à Rome, Rabelais était passé au service de Guillaume. Il dut venir au Piémont dans les premiers jours de 1540, lorsque Langey y arriva comme gouverneur. Il lui était attaché en la qualité de médecin qu'il cumulait avec celle de secrétaire. D'autres avec Rabelais représentaient la Faculté auprès de Langey, dont l'état de santé était toujours précaire : nous en connaissons au moins deux, maître Georges Antiocha, dont nous avons déjà vu les démêlés avec Montjehan, et un maître Gabriel Taphenon qui lui aussi servit parfois de secrétaire et dont nous trouvons le nom sur le testament de Guillaume. Comme il était naturel, maître François avait une situation privilégiée : c'était l'intermédiaire désigné pour les rapports avec les humanistes. C'est à lui que Pellicier s'adressait lorsqu'il s'agissait de recommander Paul Manuce à Langey. C'est également lui qui était chargé de rechercher et d'expédier les graines et les plantes dont le gouverneur voulait faire présent aux ambassadeurs de Venise ou à l'évêque de Montpellier. Langey le tenait en particulière estime : ces deux génies encyclopédiques, de racines foncièrement gauloises, pleins de sève et largement épanouis aux aspirations

1. Guillaume du Bellay à del Vasto, 21 juillet 1543, B. N., fr. 5153, f. 74. Heulhard, *Rabelais ses voyages en Italie*, p. 168.

2. Sur le séjour de Rabelais à Turin auprès de Guillaume du Bellay, voir l'ouvrage déjà cité de M. Heulhard, *Rabelais, ses voyages en Italie et Tournaï*. Rabel, *op. cit.*, p. 30-31, 126-127, 116.

de l'avenir, étaient admirablement faits pour se comprendre. Dans son testament, Langey lui consacra une mention spéciale, et Rabelais assista avec une sorte d'horreur sacrée au trépas du héros qu'il exaltera plus tard en termes magnifiques.

Jean de Morel était un personnage de moindre envergure¹. Né à Embrun en 1511, il avait passé une partie de sa jeunesse en Allemagne, auprès d'Érasme, aux derniers moments duquel il avait assisté. Il s'était lié d'amitié avec la plupart des humanistes de Bâle et de l'Allemagne du sud. Oporin, Simon Grynce, Amerbach. Dès 1533, Guillaume du Bellay l'avait employé pour ses négociations avec les Allemands. Morel s'était familiarisé avec les doctrines protestantes et nous avons vu qu'en 1537, il avait pour cela failli être inquisite par les juges d'Embrun. Il avait suivi Langey à Turin et l'accompagnait dans ses déplacements. Il servait d'intermédiaire entre le gouverneur du Piémont et les imprimeurs et érudits de Bâle². Chose curieuse, le nom de Jean de Morel ne se trouve pas dans le testament de Langey. Peut-être à cette date avait-il quitté son service. Il fut précepteur de Jérôme de la Rovère le futur archevêque de Turin et évêque de Toulon. C'est sans doute durant ce séjour en Piémont qu'il se lia d'amitié avec le capitaine Polin et le baron de Pourquereux. Il conserva toujours pour la mémoire de Langey la plus grande vénération et l'on sait qu'il devait être le meilleur ami de Joachim du Bellay (le frère cadet de ce seigneur de Gonnord, qu'il avait connu à Turin) et l'un des premiers protecteurs de la Pléiade.

C'est également en Allemagne que Langey avait rencontré Guillaume Bigot, presque un compatriote, puisqu'il était originaire de Laval³. Né vers 1500, Bigot à la suite d'une rixe avec un sieur de la Tour-Landry, où il avait tué son adversaire, avait dû fuir en Allemagne. C'est là que Guillaume du Bellay le prit à son service dès 1530. Il le chargea de parfaire l'éducation de son parent Barnabé de Voët, seigneur de la Poisse. Précepteur et élève, nous les trouvons tous deux à Tubingue, puis à Bâle en 1536 et an

1 Sur Jean de Morel, voir quelques détails biographiques dans H. Chevalier, *Joachim du Bellay*, *passim*, particulièrement p. 260-262.

2 Morel à Pomerance, Turin le 6 des calendes de mars 1541; Oporin à Morel, Bâle, 10 août 1541. B. M., f. lat. 10160, l. 7, 10160, f. 10 — Cf. ibid., f. lat. 10160, f. 37 une lettre d'un Gaspard Darmat à Morel pour qu'il le rappelle au souvenir de Langey et f. 6, de Morel à un inconnu, 14 des calendes d'octobre 1542, au sujet de ses relations avec Langey.

3 Sur Guillaume Bigot, voir B. Hauriou, *Histoire littéraire du Maine*, II, 105-106, et surtout Goussier, *Clément Marot*, chap. VII et app. III et IV, p. 264-276.

début de 1537. Grâce à l'intermédiaire de son protecteur et pour avoir célébré la victoire de François I^{er} en Provence, Bigot put rentrer en France en 1537. Il avait des connaissances très variées : poète, philosophe, médecin, on le mettait parfois à côté de Pierre Duchâtel, l'évêque de Tulle et lecteur de François I^{er}, mais il avait l'humeur inquiète, l'esprit outré et l'instinct batailleur, un autre Dolet. La fréquentation des grands chemins avait encore développé en lui ces dispositions natives. C'était un nomade et un être assez difficile à manier. Langrey paraît avoir cependant exercé sur lui un grand ascendant. Appelé par lui à Turin, Bigot refusa de s'arrêter à Chambéry où Jean de Boyssoné voulait le retenir ; il refusa également la chaire qu'on lui offrait à Padoue et ce n'est que sur l'autorisation formelle de son protecteur qu'il se laissa embaucher par la municipalité de Nîmes. Claude Baduel l'attira dans cette ville, où son séjour devait se terminer par un scandale. Bigot passa alors à Toulouse. Mais il demeura toujours fidèle aux du Bellay. Dans son *Prélude à la philosophie chrétienne*, qu'en 1549 il dédia au cardinal, il rappelait avec émotion le souvenir des missions en Allemagne et faisait de Langrey un éloge éclatant.

Bigot, Morel, Rabelais étaient des Français ¹ appelés à Turin par Langrey. Mais n'y avait-il pas autour du gouverneur des indigènes, des savants et des lettrés originaires du Piémont ? Les circonstances n'y avaient guère été favorables au développement de l'humanisme. Le pays était pauvre et depuis un demi-siècle soulé par les armées qui périodiquement passaient et repassaient les Alpes. Nous n'avons trouvé à citer que le nom d'un personnage qui fut en rapports avec Langrey, celui d'Alexandre Loscus ². Originaire d'Avigliana, dans la vallée de la Dora Riparia, il avait étudié en Italie, à Turin et à Pavie, puis à Toulouse, où il s'était lié d'amitié avec le groupe des savants toulousains, en particulier avec le plus illustre d'entre eux, Jean de Boyssoné, qui resta en correspondance avec lui. Il était en France au moment de la

¹ Nous n'avons pas cité Bonseret, parmi les Français gentilshommes ou humanistes dont s'était entouré Langrey, parce que, à l'exception de l'opinion généralement répandue, et pour les mêmes raisons que M. P. Laumonier a exposées, nous ne croyons pas à ce séjour de Bonseret au Piémont en 1540-1541. Cf. les articles de M. Laumonier sur *La jeunesse de Bonseret*, dans la *Revue de la Renaissance*, 1908, p. 48-54.

² Sur ce Loscus, voir la lettre que Jean de Boyssoné lui adressait le 5 des Ides de décembre 1537, pour lui annoncer la mort de Jean de Pin, *Revue des Langues Romanes*, 1897, p. 149, et sa requête pour obtenir l'office de « lieutenant du juge d'appel » établi à Turin, 26 octobre [1538], Arch. Nat., J 303, P.

conquête du Piémont par les Français. Rappelé ensuite à Turin par ses parents et par ses amis, il sollicita l'office de lieutenant du juge d'appel établi dans cette ville et l'obtint. Il participa donc à l'œuvre de réorganisation de la justice dans le Piémont. Un peu plus tard, en 1562, c'est à sa requête que Langey devait rouvrir l'Université de Turin.

Entouré de tous ces personnages, au milieu d'une bibliothèque richement fournie et sans cesse accrue de tous les livres qu'on lui demandait ou qu'on recherchait à l'étranger pour lui, à quels travaux s'occupait Langey ? On a mis sous son nom deux ouvrages qui se rattachent à l'époque du gouvernement du Piémont. A la composition du premier, Langey n'aurait eu qu'une part assez faible que le titre indique suffisamment *Stratagemes, c'est-à-dire Promesses et ruses de guerre du preux et très célèbre chevalier Langey au commencement de la tierce guerre Lédurienne* traduit du latin de François Rabelais par Claude Massieu¹. Ce Claude Massieu, enfant du Maine lui aussi comme Bigot et les du Bellay, était attaché à la maison de Langey ; comme Rabelais, il est sur le testament et il assiste aux derniers moments du gouverneur du Piémont. Mais c'est tout ce que nous savons sur cet ouvrage, car aucun bibliophile n'a encore pu mettre la main sur un exemplaire des *Stratagemes* et nos recherches n'ont pas été plus heureuses.

Nous connaissons mieux le second qui, publié en 1568 pour la première fois, fut à plusieurs reprises réimprimé, notamment en 1569, en 1583, et à Lyon en 1592. Il est intitulé *Instructions sur le faict de la guerre, extraictes des livres de Polybe Frontin, Végèce, Cornélius, Machiavelle et plusieurs autres bons auteurs*². L'ouvrage parut sans nom d'auteur, mais un avis au lecteur en expliquant ainsi l'origine. A la mort de Guillaume du Bellay, on aurait trouvé dans sa « librairie » ce « traité de la guerre, sur lequel plusieurs de ses serveurs témoignent l'avoir veu besougner ». Et l'un d'eux en rapporta tout après un double à certain personnage lequel se ressentant du fruit qu'il avoit cueilly de l'amitié de ce vaillant archangeur et jugeant le livre estre du vray patrimoine de la noblesse françoise qui suit les armes pour satis-

¹ L'ouvrage aurait paru à Lyon, chez Robertus Gryphus, en 1562 (c'est-à-dire au début de 1563). Sur Massieu, voir D. Barrois, *Biographe littéraire de Maine*, VII, p. 21-22.

² A Paris, de l'imprimerie de Michel de Vascosan, dénommée « l'escolle de la Fontaine, rue St-Jacques, MDLIII, in-8° 226 f. — C'est d'après cette édition que nous laissons nos citations car nous n'avons pu consulter les précédentes. Cf. D. Barrois, *op. cit.*, IV, p. 100-105.

faire à la mémoire de l'un et au profit de l'autre, a donné ce livre à l'imprimeur pour le publier, mais tout en la forme qu'il est venu en ses mains, c'est-à-dire sans porter en teste le titre de celui qui l'a fait, plus pour le devoir qui nous oblige à traiter religieusement et par grand' prudence l'œuvre d'autrui, parmi laquelle nous ne pouvons sans faire tort à l'auteur entreprendre rien du nostre, que pour double qu'on doive faire que le livre ne soit venu de la main du bon chevalier qui a veu sagement entreprendre, hardiement exécuter et proprement écrire, autant que gentilhomme françois ou étranger ait fait de mémoire des hommes ».

L'opinion de l'éditeur fut généralement adoptée. C'est sous le nom de Langey que l'ouvrage fut réimprimé et c'est à Langey que la plupart de ceux qui en ont parlé, notamment Brantôme, en ont fait honneur ¹. Cependant, peu après l'apparition du livre, certains concurent des doutes. C'est ainsi que Charles Fontaine, se fondant sur ce qu'il y est parlé de Langey à la troisième personne et avec de très grands éloges, se refusait à y voir l'œuvre du gouverneur du Piémont et soutenait cette opinion contre Jean de Morel ². De même, pour les raisons analogues, La Croix du Maine éprouve quelque doute mais prudemment s'abstient de conclure. Il aurait pourtant suffi de lire attentivement le livre pour voir que Langey n'avait pas pu l'écrire. L'auteur donne sur lui-même quelques détails biographiques qui ne sauraient s'appliquer à Guillaume de Bellay. En 1528, il était simple grenadier dans la compagnie du sieur de Negrepelisse, il prit part à l'expédition de Lautrec à Naples ³; en 1536, il était capitaine d'une compagnie de gens de pied ⁴, en 1538, il était au Piémont : c'est à ce moment qu'il rédige son traité, car il note, à différentes reprises, les mutineries de bandes, en particulier celles de Montjehan à Moncalieri, et, à propos des tentatives faites contre Turin, il rappelle la vigilance de sieur de Bontières et loue fort celle du gouverneur actuel de la ville, le sieur de Langey ⁵. Un fait est donc certain, indiscutable, Langey n'est pas l'auteur de l'*Instruction sur le fait de la guerre*.

À qui faut-il donc attribuer cette œuvre ? Vers la fin du xvi^e siècle, François de Rouet, baron de Fourquevaux, la revendique

¹ Brantôme, *Œuvres* (éd. Laisant), I, p. 148; II, p. 149; III, p. 303.

² Charles Fontaine à Jean de Morel, 7 avril (s. s.), lettre publiée par P. de Nolhac, *Lettres de Jonathan du Bellay*, p. 94-95.

³ *Instructions*, f. 123.

⁴ *Ibid.*, f. 123 v.

⁵ *Ibid.*, I, 123, 124 v-125.

pour son père, Raimond de Rouer, sieur de Fourquevaux¹. Il est bizarre que Raimond de Rouer, qui mourut seulement en 1574, n'ait pas protesté contre l'avis au lecteur de l'édition de 1548, et qu'il faille attendre près d'un demi-siècle pour voir, pour la première fois, la réclamation formulée. Voici comment s'expliquerait la méprise. Raimond de Rouer aurait offert un exemplaire de son traité à Guillaume du Bellay pour l'examiner; il faudrait supposer qu'une copie manuscrite serait demeurée parmi les papiers de Langey et aurait été ainsi trouvée après sa mort. Dans cette hypothèse, on conçoit que l'entourage de Langey, Jean de Morel par exemple, comme le prouve la lettre de Fontaine, ait cru à une œuvre originale de Guillaume, alors qu'on était seulement en présence d'un travail qui lui avait été soumis et sur lequel on lui avait demandé un avis particulièrement autorisé. Ce que l'on sait de la biographie du baron de Fourquevaux concorde avec les renseignements que l'auteur des *Instructions* donne sur lui-même: effectivement en 1537-1538, il commandait une compagnie de 500 hommes². On peut donc, semble-t-il attribuer les *Instructions* au baron de Fourquevaux³.

En réalité, comme nous le verrons, ce dont s'occupait Langey à ses moments de loisir, c'était uniquement de son œuvre historique. Il continuait à rassembler les matériaux de ses *Ogdoades* et travaillait à rédiger cette histoire du règne de François I^{er} que le Roi lui avait ordonné de mettre en français et que les poètes et les flatteurs comparaient déjà aux *Décades* de Lipse.

1 Dans la biographie manuscrite qu'il mit en tête de la copie des dépêches de son père, copie faite en 1596, B. N., fr. 40734, t. 3-6. En 1643, la revendication fut publique: *Vies de plusieurs grands capitaines*, Paris, 1643, p. 329-356. — Bayle, *Dictionnaire philosophique*, à l'article Langey.

2. B. N., fr. 2590, t. 52. — Abbé Douala, *Dépêches de M. de Fourquevaux, ambassadeur du roi Charles IX en Espagne, 1563-1572, 1596*, t. I^{er}, Introduction, p. II et III.

3 C'est l'opinion de Bayle, d'Hauréas, *op. cit.*, IV, p. 405, de M. l'abbé Douala, *loc. cit.*

CHAPITRE QUATRIÈME

L'AFFAIRE FRÉGOSE ET RINCON

I

Au contraire des prédictions pessimistes de Langey, le printemps de l'année 1541 ne vit pas éclater la guerre entre le roi de France et l'Empereur ; mais il fut marqué, des deux côtés, par une agitation de mauvais augure, par des préparatifs militaires et un va-et-vient de courriers et d'ambassadeurs qui devaient en être comme le prélude. François I^{er} tâchait de regagner ses anciens alliés et de s'en procurer de nouveaux. En attendant de renvoyer Rincon à Constantinople, il dépêchait le drogman Nicolas Quirino. A Venise, Luigi Alamanni venait seconder les efforts de Guillaume Pellucier¹. En Allemagne, après la mission de Morelet et de Jean Sleidan, un ambassadeur français, Pierre Raymond, était chargé d'assister à la diète de Ratisbonne². Marillac à Londres proposait de sceller un nouveau rapprochement franco-anglais par le mariage du duc d'Orléans avec Marie Tudor. Enfin le 14 juin, le duc de Clèves épousait Jeanne d'Albret et, dans la pensée du Roi, allait reprendre dans l'Empire le rôle du défunt duc de Gueldres³. A ce branle-bas diplomatique, Charles-Quint répondait par un déploiement d'activité contraire. Il s'efforçait surtout de tranquilliser les protestants d'Allemagne et obtenait des chefs de la Ligue de Smalkalde des promesses rassurantes, notamment contre l'admission dans l'Empire du duc de Clèves.

1. H. Hauser, *Luigi Alamanni*, p. 116 sqq.

2. B. N., Clairambault 1215, f. 79 et v^o, deux mandements, l'un du 7 février, l'autre du 6 juin, pour faire payer à Pierre Raymond, avocat du Roi au Parlement et ambassadeur « en la diète et assemblée qu'on tient de présent à Ratisbonne », 1330 et 675 livres. — *Ibid.*, fr. 2960, l. 42, note sommaire sur ce qui a été convenu entre Charles-Quint et les États de l'Empire.

3. Cf. A. de Ruble, *Le mariage de Jeanne d'Albret*, Paris, 1877.

L'Empereur attachait un prix particulier à la pacification de l'Allemagne, car il s'apprêtait à passer en Italie. Ce passage lui-même tenait tout le monde en suspens. Allait-il franchir les Alpes à la tête des milliers de lansquenets qu'il avait fait lever, seulement pour mettre enfin à exécution ce projet d'expédition d'Alger qu'il avait tant à cœur ? Était-ce simplement en vue de cela que le marquis del Vasto avait, en février-mars, des entrevues à Gênes avec Doria et faisait venir du royaume de Naples fantassins et cavaliers ? On avait quelque peine à le croire, surtout quand on voyait le marquis ravitailler les principales places du Milanais, augmenter les garnisons des villes et châteaux de la frontière, pousser rapidement les travaux de fortifications, notamment à Cherasco, et cela malgré les stipulations de la trêve¹. Plus que personne Langev était convaincu que le projet de l'expédition contre Alger était un prétexte destiné à endormir les défiances des Français et à couvrir une tentative contre le Piémont ou peut-être contre le Languedoc. Aussi redoublait-il de surveillance et se mettait-il plus que jamais en frais « d'espies » et de « pratiques » : il ne laissait pas ignorer à del Vasto qu'il était au courant des moindres mouvements des Impériaux et ne se lassait pas de protester à grand renfort de textes et de courriers, contre tout ce qu'il considérait de leur part comme une violation de la trêve, notamment contre les fortifications de Cherasco. Mais il ne se faisait pas d'illusion sur la vanité de ces protestations : il prenait d'autres précautions, et plus efficaces. Lui aussi renforçait les garnisons des confins, il laissait Alberto Gat faire le relevé des possessions que les partisans de l'Empereur et du duc de Savoie conservaient encore en terres d'obéissance au Roi², envoyait à la Cour, coup sur coup, ses hommes de confiance, le capitaine Polin, Monneron, son frère Martin, pour demander des renforts de cavalerie et d'artillerie³, et afin de moins éveiller les soupçons, aussi pour éviter de fouler le pays qui n'avait pas trop de toutes ses ressources pour soutenir une nouvelle guerre, il conseillait de

1. Pellieter à Vincenzo Neggio, 26 mars 1564, A. Tisserand Rodet, *op. cit.*, p. 258-259. — Guillaume du Bellay à del Vasto, 3 janvier, 1^{re} février, 17 et 18 mars. Del Vasto à Langev, 8 février, 14 mars. B. N., fr. 5153, f. 48, 52, 68, 63; 5154, f. 12, 44.

2. Del Vasto à Guillaume du Bellay, 1^{er} mai; réponse de Guillaume du Bellay, 1 mai. B. N., fr. 5154, f. 54, 5153, f. 69.

3. Guillaume du Bellay à d'Arcobouk, 22 janvier à Montmorency, 6 février, Montmorency à Guillaume du Bellay, 20 janvier, 7, 13 février, 4 mars. B. N., fr. 5152, f. 74, 76, 5153, f. 10, 11, 13, 16.

distribuer les renforts sur les frontières, en Dauphiné, Savoie et Provence, où ils se tiendraient prêts à marcher au premier signal ¹.

« M. de Langey m'écrit, rapporte Pellicier, que lui et ses voisins sont toujours parlans de paix et amitié, mais se préparent chacun de son côté des choses requises, tant à offencer que à se défendre ². » Entre le gouverneur du Piémont et celui du Milanais, la méfiance allait grandissant. Loin de la calmer, les explications réciproques lui donnaient au contraire un aliment. On s'épait avec plus de vigilance que jamais : on prenait des précautions extrêmes pour assurer le passage des courriers; des arrestations s'opéraient au moindre soupçon, car l'honneur avait moins à souffrir d'une excuse que d'une surprise. Partout régnait l'inquiétude, l'insécurité, chaque jour l'appréhension de ce qu'apporterait le lendemain. On sentait que le plus minime incident aurait raison de la paix. L'imminence de la rupture pesait comme un malaise. De quel côté viendrait la provocation ? C'est au milieu de cette attente anxieuse que se produisit l'affaire Frégosc et Rincon.

II

Après une réception quasi-triomphale, Antonio Rincon avait quitté la Cour le 8 mai, pour regagner Constantinople. Il s'arrêta plus d'un mois à Lyon pour régler ses propres affaires : il y fut rejoint par César Frégosc, chargé d'une mission auprès de la Seigneurie de Venise et des princes italiens dévoués à la France. Bien qu'on eût répandu le bruit qu'ils emprunteraient, au retour, la route de Suisse qu'ils avaient suivie à l'aller, les deux ambassadeurs adoptèrent la voie du Piémont, et César Frégosc prit les devants pour faire à buse la montre de sa compagnie dont le lieutenant, comme nous l'avons vu, était Camille de Cesso. Par le Piémont et par le Pô, ils comptaient atteindre le territoire de Venise.

La voie choisie était périlleuse pour n'importe quel courrier, mais plus encore pour des personnages connus comme Frégosc et odieux aux Impériaux comme Rincon. Langey le savait : il savait aussi quel guet faisaient les gens du marquis del Vasto. Des exemples récents lui avaient appris de quoi ils étaient capables. A trois ou quatre reprises depuis moins d'un an, ils avaient détourné ses propres envoyés, notamment son cousin Gonnoard, retour

1. Guillaume du Bellay à François I^{er}, 8 avril 1540/1, B. N., fr. 47357, f. 11.

2. A. Tausenat-Radel, *op. cit.*, p. 283-284 (lettre du 19 avril).

d'Allemagne, les avaient dépouillés de leurs lettres et le gouverneur du Piémont n'avait obtenu que des explications embarrassées et des satisfactions illusoires ¹. Il redoutait pour Frégose et pour Rincon une mésaventure analogue. Il avait appris qu'en janvier, Rincon revenait de Constantinople, lorsqu'il avait failli être capturé dans les eaux de l'Adriatique par de mystérieux bateleurs. Ses renseignements particuliers l'avaient mis au courant des préparatifs d'une embuscade dont les Impériaux attendaient plus de succès ².

Il voulut prévenir en conséquence Frégose et Rincon et leur fit dire de ne pas dépasser Rivoli sans l'avoir vu. Lui-même s'y rendit, dans la nuit du 30 juin au 1^{er} juillet, pour leur donner des explications verbales et les dissuader de suivre la voie du Pô. Il se fit fort de leur assurer un passage exempt de dangers par la Cisterna, le Plaventin et le territoire de Venne, grâce aux relations personnelles qu'il avait avec les seigneurs de ces endroits - c'est la route qu'il avait fait suivre, en lui donnant un guide sûr, au drogman Quirino deux mois auparavant, et Quirino avait pu gagner Venne sans encombre ³. Mais Langrey ne put les rallier à ses vues. D'après les *Mémoires* de Martin du Bellay, l'entêtement de Frégose aurait déterminé le refus de Rincon, ce dernier voyant quelque fondement aux conseils de Langrey mais la voie du fleuve était sinon plus sûre, du moins plus facile, surtout pour lui qui était « malade de sa personne, obéissant la gresse dont il estoit chargé », aussi ne voulut-il pas se séparer de son collègue et tous deux ordonnèrent qu'on leur préparât les barques sur lesquelles ils comptaient monter au Pont de Pô, en aval de Turin, pour continuer leur route. Cependant de nouveaux renseignements, plus précis et concordants, ne laissent plus de doute sur les intentions des Impériaux. Avant que les ambassadeurs quittassent le territoire du Piémont, Langrey tenta un dernier effort. Il leur envoya un courrier extraordinaire, probablement Pietro Gentile, neveu de Canulle de Cesao, le lieutenant de Frégose et son compagnon de route. Gentile les atteignit près du château de Simèno, entre Chivasso et Verolengo : il ne fut pas plus heureux que Langrey, mais il parvint à se faire remettre les instructions, les lettres de

¹ Guillaume du Bellay à del Vasto, 21 janvier et 7 février 1544, B. N., fr. 5132, f. 52, 53.

² *Mémoires de Martin du Bellay*, p. 471-472.

³ Guillaume du Bellay à François I^{er}, 21 avril 1544, B. N., fr. 5132, f. 3. — Taugerel Rodet, *op. cit.*, p. 222-223.

oréance et tous les papiers que le gouverneur se chargeait de faire parvenir sûrement à Venise. Cela fait, Frégèse, Rincon et Camillo de Cessa montèrent dans une barque, leurs serviteurs et un soldat de Ludovic de Gonzague sur une autre, et ils poursuivirent leur voyage. Ceci se passait le samedi 2 juillet ¹.

Peu après, le 4 juillet probablement, le bruit se répand qu'un attentat vient d'être commis contre les ambassadeurs du roi de France, près du confluent du Tessin : assassinat, capture, on ne sait encore au juste, car les premiers renseignements sont assez contradictoires. Aussitôt informé, le 5 juillet, Langey, dont l'événement justifiait les pressentiments, dépêche au marquis del Vasto un de ses meilleurs lieutenants, le sieur de Termes, pour demander des explications, se plaindre du guet-apens et réclamer l'élargissement immédiat des serviteurs du Roi qu'il croit emprisonnés : Paul de Termes croise en chemin un envoyé du marquis, Francisque de Landriano, qui venait disculper son maître. Dans sa lettre, comme dans ses conversations avec de Termes, del Vasto, tout en avouant avoir été informé du passage des ambassadeurs, se défendait que l'événement se fût produit par son ordre ou celui de ses subordonnés, il prétendait ne l'avoir connu que par une lettre de la femme de Frégèse : celle-ci, prévenue par un serviteur de son mari, qui avait réussi à s'enfuir dès le début de l'affaire et qui par suite en ignorant exactement l'issue, lui avait écrit pour réclamer la mise en liberté de César Frégèse. C'était là la première nouvelle qu'il en avait eue. Plus que personne il regrettait ce qui s'était passé, il venait de prescrire une enquête immédiate pour savoir la vérité et avait prévenu de tout l'Empereur. Il essayait enfin d'introduire une explication qui sera la base de son système de défense : peut-être l'attentat était-il dû à une vengeance particulière, à l'inimitié qu'André Doria par exemple et le duc d'Urbin nourrissaient contre Frégèse et au désir de « gagner la taille que l'on faisoit bruict que le sieur Rincon avoit à doz. » C'est la même explication qu'il envoyait partout, notamment à Venise, où l'ambassadeur impérial devait la développer à Pellicier, dès le 8 juillet ².

1. *Mémoires de Martin du Bellay*, p. 472.

2. Voir des fragments de cette correspondance dans A. de Ruble, *op. cit.*, p. 145-146. — Del Vasto à Charles-Quint, 7 et 9 juillet, *Calendar of State Papers, Spanish (1518-1548)*, VI, part. I, p. 335-336. — Sleidan, *op. cit.*, II, p. 237-238.

3. Pellicier à François I^{er}, 9 juillet, *Traité de Rueil*, *op. cit.*, p. 340. Pietro Orsini était arrivé à Venise, le 6 juillet, avec les papiers, et le 7, se répandit la nouvelle du guet-apens du 3, par des lettres venues de l'entourage de la veuve Frégèse.

Langrey attendit le retour de Paul de Tournon pour envoyer Landriano avec sa réponse : il prenait acte de l'aveu du marquis et feignait de croire au sérieux de l'enquête ordonnée, mais avec une ironie cinglante, il réduisait à néant le système de défense mis en avant, car, disait-il, « serait chose trop étrange que le prince Doria et le duc d'Urbino, pour exécuter telles entreprises fissent voler gens en l'air invincibles, au que la nouvelle en feust venue à Castillon [Castiglione, dans les environs duquel résidait la femme de Frégese] et de Castillon à vous, plus tost que de trois petite milles de Pavie. » En même temps il rédigeait un mémoire, avec la copie des lettres échangées, sorte d'acte d'accusation provisoire contre del Vasto et contre l'Empereur lui-même, qu'il envoia lui aussi à tous les agents du Roi en Italie¹. C'étaient les premiers résultats de l'enquête qu'il poursuivait activement à Pavie, à Plaisance et jusque dans Milan.

Langrey s'était naturellement empressé de prévenir François I^{er}. Le marquis del Vasto jugea bon de le prévenir aussi et lui envoia la sœur de Landriano, avec les mêmes explications qu'à Langrey. Landriano arriva à la Cour le 15 juillet et vit le Roi au moment où celui-ci sortait de sa chambre pour aller à la messe². Il lui répéta ce que del Vasto arguait pour sa défense et attribua l'assassinat, car il affirmait que les ambassadeurs avaient été assassinés, à une vengeance personnelle. François I^{er} se contenta de manifester son étonnement et remit sa réponse après la messe. Alors, avec plus de détails et suivant les renseignements qu'il tenait de Langrey, il se refusa à croire à la mort de ses serviteurs : il était, au contraire, certain, prétendait-il, qu'ils étaient vivants et prisonniers ; il était décidé à envoyer en toute hâte un courrier à l'Empereur et au marquis pour exiger leur mise en liberté immédiate et une sérieuse enquête. En attendant, pour user de représailles il faisait arrêter l'archevêque de Valence, Georges d'Autriche, fils naturel de l'empereur Maximilien, qui se trouvait de passage à Lyon. Sur ces entrefaites, le 18 juillet, survint un certain Salerno envoyé par Constanza Frégese, qui déclarait savoir d'après des informations sûres, que les deux ambassadeurs étaient enfermés dans la Roquette de Milan. Salerno fut aussitôt confronté avec Landriano : il donna

1. Peltier à M. de Rodas, ambassadeur de France à Rome, 9 juillet, *Traité de Rodas*, op. cit., p. 213-214, 293. — Cf. Mendico ambassadeur impérial à Venise, à Charles-Quint, 15 juillet, *Calendar of State Papers, Spanish (1520-1547)*, VI, part. 1, n° 171. — *Mémoires de Martin du Bellay*, p. 474.

2. Dandolo à la Reine-mère, 20 juillet, B. N., f. 161. 1718, p. 121-122.

des détails précis sur les préliminaires et le début de l'attentat, puis, devant les dénégations de Landriano, éclata en termes très vifs contre celui-ci et contre le marquis del Vasto ; et comme Landriano affirmait qu'il ne savait rien de plus que ce que son maître lui avait ordonné de dire, Salerno répliqua que c'était une comédie. Quant à François I^{er} confirmé dans son idée que les ambassadeurs avaient perdu non la vie, mais seulement leur liberté, il réclama plus énergiquement leur restitution par le neveu de Dodieu de Vély qu'il avait envoyé à l'Empereur¹.

Charles-Quint était tenu au courant de tout par le marquis del Vasto qui lui avait communiqué la correspondance échangée avec Langey. Il jugea que ce dernier prenait trop « aygrement » la chose et pensant que le roi de France se montrerait de meilleurs compositions². Néanmoins il pria la reine Marie, régente des Pays-Bas, de faire « prendre garde aux villes et places frontières de par delà » Il se plaignit à Claude Dodieu des propos du gouverneur du Piémont, qui disait « qu'il tenoit la treuve pour rompue... » et usant d'« autres mots par trop gros et injurieux » il lui jura, « sur sa foy », et lui donna l'assurance qu'il n'avait rien ordonné, qu'il avait même défendu qu'on agit contre les ambassadeurs du roi de France. Il se refusait à croire que le marquis del Vasto et ses agents eussent passé outre à ses ordres formels. Il ajouta que « il avait eu l'intention qu'on lui prêtait, il n'aurait rien fait à Frégese, mais Rincon » eust fini ses jours conformes à ses témérités et offenses qu'il lui avoit fait comme rebelle et comme il convient³. » À l'arrivée du cousin de Dodieu, il s'empresst de désigner son conseiller intime, Boscot pour faire sur place l'enquête demandée, et permit à l'envoyé du roi de France de se rendre avec lui à Milan pour en recueillir les éléments et en contrôler la sincérité.

Le conseiller Boscot prit comme base de son enquête celle du marquis del Vasto. Nous avons le rapport qu'il adressa, le 12 août, à la reine Marie⁴ on y trouve peu de renseignements nouveaux⁵.

¹ Le 19 juillet, François I^{er} avait mandé au trésorier de l'Épargne de payer 1300 livres à Claude Dodieu, sieur d'Espercieux, pour aller à Ratisbonne porter des lettres de Roi à son oncle Claude Dodieu, sieur de Vély, et pour se rendre de là à Milan. B. N., fr. 25722, n° 626.

² Charles-Quint à la Régente des Pays-Bas, 18 juillet, *Lana, Korte Correspondenz*, II, n° 473.

³ Charles-Quint à son ambassadeur en France, 23 juillet, *Lana, op. cit.* II, n° 474, p. 316-317.

⁴ Il est reproduit dans A. de Ruble, *op. cit.*, p. 149-151. — Cf. les lettres de del Vasto à l'Empereur des 7 et 9 juillet, citées plus haut.

La préméditation est nettement établie deux jours avant le passage des ambassadeurs, sept à huit espagnols les guettaient sur le fleuve. Mais « ne se trouve point ce que ledits Espagnols ont fait depuis, ne où ils sont aiez et ne sont jamais depuis retournes les bastiers et pourheurs qui les menaient » Tout ce qu'on a pu déterminer, c'est qu'ils n'appartenaient pas à la garnison de Pavie. Les hôteliers qui les avaient hébergés ne savent rien « sinon qu'ils parloient espagnol ». On n'a même pas pu savoir « si ledits Prigose et Rincon sont vifs ou mors ». On a trouvé sur les rives du Pô « un petit bastiaul enfouï et decoupé en plusieurs lieux et au mesme lieu, à l'entrée d'un bois, une place assez large où l'on avoit fait du feu et bruslé quelques meubles, et y avoit des piécettes de velours non achevées de brusler une paire de gans, estriers, des esprous et une corynture de velours. Et estoit l'autre place de feu de sept ou huit pieds de tour. On ne scait qu'on en doibt présumer » L'enquête abonde en conclusions de ce genre : on y rencontre à chaque instant des aveux d'impuissance même conjecturale et des dérobades qui donnent à penser qu'on ne voulait nullement pousser l'enquête à fond. C'est ainsi qu'on ne paraît pas avoir tenu grand compte du témoignage d'un marinier de Plaisance, nommé « Jehan Paule »¹, qui avait chargé les assassins à Pavie, et cela sous prétexte qu'il les avait quittés le samedi matin et que l'attentat n'avait eu lieu que le dimanche. Après l'audition de ce témoin, qui avait été entendue « en requête, le sieur d'Espercieux partit brusquement sans attendre la fin de l'information dont il avait pourtant exprimé le désir d'emporter un double pour le montrer au Roi » Ne scay, ajoute Boissot qui décidément manquait un peu trop d'imagination pour un magistrat instructeur, ne scay quel entendement il a, ne pourquoy il est party si soudit. » La raison en était, sans doute, que le sieur d'Espercieux s'aperçut, après l'audition de « Jehan Paule », où les Impériaux venaient en venir, étouffer l'affaire sous cette apparence d'enquête. Il ne voulut pas se rendre complice de cet étouffement par cette sorte de consentement qu'aurait impliqué sa présence et hier son maître dans ses revendications futures. Il préféra regagner immédiatement la France.

L'enquête poursuivie par Langey à Plaisance et à Pavie, et par

¹ Ce Jean Paul est peut-être le même que Jean Hermelle, dont Guillaume Prillier au nom d'articles suitant mentionne l'arrivée à Venise et duquel il tira des renseignements certains sur la mort des ambassadeurs. Voir Toussaint-Rados, *op. cit.*, p. 439, 437-438, 464.

Pellicier à Venise, semblait devoir être plus féconde en résultats¹. Langey avait réussi à mettre sa main sur certains marins, non seulement de ceux qui avaient conduit Frégèse et Rincon, mais encore de ceux qui avaient porté leurs assassins. Les seconds qui étaient, paraît-il, enfermés, dans le château de Pavie, Langey les en avait tirés, « par le moyen qu'il trouva de faire limer, de limes sordides, les grilles estans au fons des prisons... » Il fit part au marquis del Vasto des premiers renseignements qu'il obtint ainsi en lui envoyant de nouveau Paul de Termes, au retour de Landriano. Langey savait en détail le traitement infligé aux délinquants, mais il ignorait encore quel avait été au juste le sort des ambassadeurs. Comme presque tout le monde, en dehors des Impériaux, il croyait que Frégèse et Rincon vivaient encore. Cette illusion persista jusqu'aux premiers jours d'octobre. C'est alors seulement qu'après trois mois de recherches, on découvrit les cadavres des deux ambassadeurs et qu'on put reconstituer en vérité le drame du 3 juillet². Les ambassadeurs avaient été assaillis par les Espagnols qui les guettaient depuis trois jours. Au premier choc, Camille du Cesso avait été assommé et était tombé à l'eau ; quant aux serviteurs qui montaient l'autre barque, au lieu de venir au secours de leurs maîtres, ils avaient pris la fuite, sans être inquiétés. Frégèse et Rincon qui continuaient à se défendre furent ensuite massacrés. Plus tard on montrant le lieu « où ce beau mystère fut fait » et où ils furent enterrez en une islette sur le Tesin, près de Pavie, environ deux ou trois milles³. Le corps de Rincon fut porté à Plaisance ; celui de Frégèse fut rendu à sa veuve, qui peu après vint auprès de François I^{er} réclamer justice.

Le crime était patent, indéniable. Qui devait en porter la responsabilité ? La culpabilité du marquis del Vasto, malgré ses dénégations formelles, qu'il maintenait encore en juillet 1543 tout en admettant de singuliers motifs d'excuses⁴, nous paraît indiscutable. Qu'il n'eût pas ordonné d'assassiner les deux ambassa-

1. Pellicier à M. de Rodas, 23 juillet, Tausserat-Radel, *op. cit.*, p. 362. Il cite les expressions d'une lettre de Langey, expressions à peu près identiques à celles dont usa Martin dans les *Mémoires*, p. 474.

2. Pellicier à François I^{er}, 8 octobre. A. Tausserat-Radel, *op. cit.*, p. 437-438. Dandolo à la Seigneurie, 15 octobre, B. N., f. Ital. 4715, p. 192.

3. Bruniolone, *Œuvres* (éd. Lattes), I, p. 207.

4. Première lettre (en italien) de del Vasto aux États de l'Empire (rédigée en juillet 1543), B. N., fr. 2632, f. 229-237 (copie).

denra, cela est possible : mais qu'il eût pris ses dispositions pour qu'on les assaillît et qu'on leur dérobât leurs papiers, cela ne peut faire de doute. D'abord, ce n'était pas la première fois que de pareils attentats se produisaient : nous avons déjà cité l'exemple du sieur de Gonnord, et ceux des envoyés d'Alexandre Scotto et de Pallavicino Visconti. Ensuite il avait déjà prémédité quelque chose d'analogue, en février précédent, lorsque Rincon revenait de Constantinople. Del Vasto avait envoyé un homme de confiance, Pirro Colonna, exposer verbalement son plan à l'Empereur, verbalement pour qu'il n'en restât aucune trace et qu'un démenti fût possible¹. C'était même pour cela que Pellicier, qui avait eu vent de la chose, avait fait passer Rincon par la voie de Suisse et l'avait fait accompagner par César Frégoso. Enfin l'aveu qu'il était parfaitement au courant du passage des ambassadeurs, la faiblesse et les variations de son système de défense, les inconsistencies voulues de l'enquête officielle, certains propos qui lui échappèrent ainsi qu'à l'ambassadeur impérial à Venise², confirment notre conviction et nous prouvent que Langoy n'avait point tort de rejeter la responsabilité du crime sur le marquis.

Que faut-il penser de celle de l'Empereur ? Nous avons vu ce qu'il avait répondu à Dodieu de Vely : non seulement il n'avait pas commandé l'attentat, mais, consulté par del Vasto à ce sujet, il l'avait déconseillé. Nous avons, croyons-nous, le document auquel en parlant ainsi, l'Empereur paraissait faire allusion. C'est un rapport d'Idiaquez en réponse au message verbal apporté par Pirro Colonna³. Charles-Quint s'y montre en effet opposé au projet que lui soumettait del Vasto, car il n'était pas décidé à courir le risque d'une rupture avec la France. Mais il ne peut s'empêcher d'admirer les dispositions prises et ajoute certaines considérations mystérieuses sur le secret à garder et le soin à prendre des papiers confisqués qui restreignent singulièrement l'attribution formelle du débat. Comme on l'a dit d'un autre attentat, une pareille réponse défendait le conseil mais donnait le courage. Peut-être ne pouvait-il pas à supprimer les ambassadeurs (et encore nous en avons

¹ Voir le rapport d'Idiaquez qui répond au message verbal apporté par del Vasto, sans date, mais qui semble bien se rapporter au début de l'année 1566. *Calendar of State Papers, Spanish (1560-1568)*, VI, part. 1, n° 178. À noter que c'est le même Pirro Colonna que, le 3 juillet, del Vasto avait envoyé à Charles-Quint.

² Tresselt-Bedel, *op. cit.*, p. 343 sqq., 386.

³ Cf. ci-dessus, note 1.

le traitement qu'il réservait à Rincon, s'il avait pu le faire prendre), mais le vol des papiers, malgré ses défenses, n'était pas pour lui déplaire, pourvu qu'on eût s'y prendre sans amener une rupture avec la France, car cela eût ruiné son grand projet d'expédition contre les Barbaresques¹.

III

Le premier sentiment de Langoy, en apprenant l'attentat dont Frégose et Rincon avaient été victimes, abstraction faite du sort même des ambassadeurs, fut que désormais il fallait considérer la trêve comme rompue, et il ne s'était pas fait faute de le dire. Ce fut aussi l'avis de François I^{er} et, comme Langoy, il voyait dans la descente de l'Empereur en Italie la première étape non pas de l'expédition contre Alger, mais plutôt d'une agression contre ses propres états. D'où, dès le milieu de juillet, la nouvelle activité donnée aux négociations diplomatiques et une impulsion plus énergique aux préparatifs militaires sur toutes les frontières et notamment du côté des Alpes². Le Dauphin était envoyé en Languedoc, le duc d'Orléans en Provence, le roi de Navarre en Guyenne, le duc de Vendôme en Picardie. Pour le Piémont, sans même attendre, comme on l'avait dit d'abord, le retour de M. d'Esperceux, le maréchal d'Annebault partait dans les premiers jours d'août. Non seulement il devait être suivi à bref délai par d'importants renforts d'artillerie et d'infanterie, mais encore il avait les pouvoirs les plus larges pour lever dans le pays même telles forces militaires qu'il jugerait nécessaires³. De Venise, au lieu des 200 soldats que demandait Langoy, Pellicier, sur les conseils du capitaine Pola qui remplaçait Rincon à l'ambassade de Constantinople, lui en expédiait le double et se mettait en mesure de s'en procurer d'autres. A La Mirandole, Saint-Ayl, homme de confiance du gouverneur du Piémont, assurait, avec le concours des agents de Pellicier, le ravitaillement de la place et sa mise en état de défense⁴. Partout on se hâtait, avec une fièvre et un désarroi qui prouvaient qu'on était pris au dépourvu. Aussi

1. Voir, au sujet de la responsabilité de l'Empereur, J. Zeiler, *op. cit.* p. 212, n. 2, 250, et 1 261-262, G. de Léva, *op. cit.*, III, p. 452.

2. Dandolo à la Seigneurie, 3 août, H. N., I. Ital. 1715, p. 142.

3. Dandolo à la Seigneurie, 24 août, H. N., I. Ital. 1715, p. 143, 146.

4. Pellicier à M. de Langoy, 9 août, A. Tisserand-Radet, *op. cit.*, p. 386-390.

François I^{er} hésitait-il encore à rompre : il se savait sans allié, sauf le Sultan, et ne se sentait pas prêt. Sa décision dernière dépendait de ce que ferait l'Empereur.

Charles-Quint était alors entièrement dominé par le désir de châtier les pirates barbaresques. La leçon de Tunis en 1535 n'avait servi de rien. Barberousse et sa flotte multipliaient les déprédations sur les côtes espagnoles avec une insolence croissante. Le roi d'Espagne ne voulait pas résister plus longtemps aux vœux répétés de son peuple qui réclamait un châtiment exemplaire, le devoir de l'Empereur n'était-il pas, au sein de défendre la chrétienté contre l'Infidèle ? L'expédition contre Alger, dans la pensée de Charles, serait comme la préface de cette croisade contre le croissant qui fut vraiment le grand dessein de toute sa vie. A cela il subordonnait tout. De là les efforts qu'il fit pour gagner le landgrave de Hesse et ses conversions aux protestants, dans la diète de Ratisbonne, pour les empêcher de s'agiter en attendant le concile. Il transigeait avec l'Hérétique pour avoir les mains libres contre l'Infidèle¹. Rien ni personne ne pouvait le détourner de son projet. Ni l'avis défavorable de la plupart de ses conseillers, ni les objections du Pape, ni même la nouvelle du désastre de Buda et des progrès considérables du Turc en Hongrie, aux portes mêmes de l'Autriche, ne réussirent à l'ébranler.

Mais pour mettre à exécution son dessein, il fallait que François I^{er} ne bougeât point. Le maintien de la trêve était la condition primordiale de l'expédition. C'est pourquoi l'Empereur se montrait si mécontent de l'affaire Frégoso et Rincon qui menaçait de bouleverser tous ses plans, et pourquoi il avait manifesté tant d'irritation contre les propos acrimonieux de Langey. Le roi de France adopterait-il la manière de voir du gouverneur du Piémont qui considérait, lui, la trêve comme rompue et conseillait d'agir en conséquence ? Charles-Quint n'était pas sans craintes à ce sujet et son entourage partageait ses inquiétudes. Nous n'en voulons donner pour preuve que les instructions réclamées par Granvelle à ce moment même². Certes, il fallait se regarder à l'embarras de l'état de Milan, et aussi généralement de l'Italie, pour la conserver et retenir en la dévotion de sa Majesté Impériale, mais la préoccupation principale, celle qui passait au premier rang, c'était

1. Cf. Jomard, *op. cit.*, III, p. 403-441.

2. « Avis [il aurait été plus exact d'écrire Demande] sur la réponse à faire, de la part de l'Empereur, à un gentilhomme français envoyé par M. d'Anjouville ». Cf. Wern, *Papier d'état du cardinal Granvelle*, II, p. 325-411.

d'éviser aux moyens d'éviter une dénonciation de la trêve. Faudrait-il relever toutes les violations commises par les Français, ou s'en tiendrait-on à la seule affaire de Frégèse et de Rincon ? Dans cette affaire même, se contenterait-on de paroles générales, ou ne vaudrait-il pas mieux s'attacher à une justification en règle pour empêcher les Français de l'exploiter à leur profit ? Comment s'assurer de ce qu'il était essentiel de savoir, avant l'embarquement de l'Empereur, c'est-à-dire des véritables intentions du roi de France ? Autant de points sur lesquels Granvelle attirait l'attention de Charles-Quint et lui demandait son avis au moment d'entrer en pourparlers avec les représentants de François I^{er}.

Ces pourparlers devaient avoir lieu lors des conférences annoncées à Lucques entre le Pape et l'Empereur ¹. Parmi les questions qui y furent discutées, celle du concile demeura en suspens. Celle des subsides réclamés par Charles-Quint, pour son expédition, faillit avoir le même sort : après avoir vainement essayé de dissuader l'Empereur, Paul III consentit, à grand peine, à lui promettre quelque argent. Mais la question la plus importante fut celle des rapports de Charles-Quint avec François I^{er}.

Le roi de France n'avait pas été satisfait par les enquêtes du marquis del Vasto et de Boisot² ; il désirait, en outre, montrer à tous que la provocation ne venait pas de lui et que la responsabilité de la rupture, si elle se produisait, devrait retomber sur son adversaire.

Il avait donc envoyé à Lucques M. de Monsems ³. Comme il résultait des informations qu'il avait fait prendre que les ambassadeurs avaient été « forcés et pris par des soldats de l'Etat de Milan et ordonnances d'aucuns .. ministres » de l'Empereur, il requérait celui-ci de pourvoir à leur délivrance avant son départ, et en cas de refus, menaçait d'user de représailles. M. de Monsems ne put voir l'Empereur en personne, mais, en compagnie de l'évêque de Rodas, notre ambassadeur à Rome, il eut une entrevue avec le Pape, à qui l'affaire fut remise comme à un

¹ Sur ces conférences de Lucques, voir G. de Lora., *op. cit.*, III, p. 435-436 ; A. Tassier-Radel, *op. cit.*, p. 418-420, 432-434, 439-440 ; *Calendar of State Papers, Spanish (1532-1549)*, VI, part. I, n^{os} 191, 193.

² Sur l'envoi du duc de Monsems, voir, outre l'avis mentionné ci-dessus, tp 326, n. 22, Dandolo à la Haiguerie, 20 septembre, B. N., f. Ital. 1715, p. 177 ; Charles-Quint à la reine Marie, 26 septembre, Lens, *op. cit.*, II, n^o 479, p. 386-387 ; *Calendar of State Papers, Spanish (1532-1549)*, VI, part. I, p. 380, 383, instructions (données par le maréchal d'Annebault) à M. de Monsems (24 d., vers le 20 septembre), B. N., fr. 5482, f. 74-80.

arbitre que désignaient à la fois en dignité et en qualité de protecteur de la trêve. Les Français se trouvèrent ensuite en présence des délégués de l'Empereur : ceux-ci acceptaient volontiers l'arbitrage du Pape. Ils réfutèrent les accusations portées par le roi de France, alléguèrent les enquêtes déjà faites et offrirent de donner à l'arbitre tous les moyens de découvrir la vérité et de faire justice. Plus généralement, ils se montrèrent prêts à soumettre au jugement du Saint-Père non seulement l'affaire Prégone et Rincon, mais encore tous les cas de rapture que l'on pouvait invoquer de part et d'autre, une évocation générale devant le tribunal du Souverain Pontife de toutes les discussions pendantes avec la promesse réciproque de se conformer au jugement qui serait rendu. Moncassin répliqua qu'il ne voyait pour sa part aucune objection de principe à cette enquête générale, mais ses pouvoirs ne venaient que l'affaire Prégone et Rincon, il lui fallait en référer au Roi. En attendant la réponse, que Charles lueât, avant de partir, des pouvoirs suffisants à ce sujet. L'Empereur savait ce qu'il tenait à savoir, la remise de l'affaire Prégone et Rincon, — et peut-être du reste — à l'arbitrage du Pape, n'indiquait pas chez François I^{er} l'intention de rompre immédiatement. Pour le maintenir dans ces dispositions pacifiques, il lui envoya peu après Francisco Marique : il lui fit dépêcher par le Pape un de ses secrétaires, messer Dandini, puis Ardinghella. François I^{er} refusa de remettre à la décision pontificale autre chose que l'affaire Prégone et Rincon¹. Mais quelle fût étendue à tous les cas, ou restreinte à l'examen de cette seule affaire, l'enquête permettait de gagner du temps et pour Charles-Quint c'était l'essentiel. Que la rapture fût différée de quelques mois, l'Empereur espérait pouvoir, dans l'intervalle, mener à bien son expédition et puis, fort du prestige de sa récente victoire sur l'Infidèle, il reviendrait ensuite contre l'allié qui est infidèle possédait dans le chrétienté, contre le roi de France.

Il s'empressa donc de quitter Lucques, le 25 septembre : trois jours après il s'embarquait et, au milieu d'octobre, il rassemblait à Majorque toutes ses forces². A ce moment, il n'était plus permis

1. Dandini à la Bourgogne, 28 septembre, 5 et 15 octobre. B. N., f. Ital. 1715, p. 102 (B. N. 101). — Rapport de Francisco Marique à l'Empereur, 11 octobre, *Calendar of State Papers, Spanish 1516-1518*, VI, part. 1, n° 137. — Voir les conditions proposées par Ardinghella dans Tomassini, *Relazioni dei ambasciatori venetiani*, I, p. 115-137.

2. Sur cette expédition contre Alger, outre la relation de Villagómez dont nous parlerons plus bas, voir Ch. Weiss, *Papiers d'état de cardinal Granvelle*, B, p. 413-417, — E. Cal, *De Corset F. in Africa rebus gestis*, Paris, 1681, chap. VII.

de douter de la réalité de l'expédition d'Alger. Dans le Nord de l'Italie, le marquis del Vasto ne conservait pas plus de troupes qu'il n'en avait au printemps : ces lansquenets et ces Espagnols appelés d'Allemagne ou de Naples qui avaient inquiété Langey étaient partis pour le Nord de l'Afrique. La guerre n'était pas à craindre, du côté du Milanais, au moins jusqu'au printemps suivant. C'est pourquoi d'Annebault, tout en faisant continuer les travaux de fortification, donna contre-ordre aux troupes que l'on avait mises en marche vers le Piémont. Pellicier fut averti de ne plus envoyer de soldats. Le maréchal lui-même, dès qu'il fut assuré du départ de l'Empereur, jugea que sa présence était plus utile à la Cour qu'à Turin et repassa les Alpes ¹. François I^{er} ne fut pas fâché de la tournure qu'avaient prise les événements. Il accueillit avec autant de satisfaction que Charles-Quint ces quelques mois de répit, qu'il comptait utiliser pour recruter de nouvelles troupes, se procurer des alliés et mettre ses frontières en état de défense.

1. Dandolo à la Seigneurie, 15 octobre, B. N., fr. ital. 1715, f. 192.

CHAPITRE CINQUIÈME

LA RUPTURE ET LES PREMIÈRES HOSTILITÉS

I

Peu de temps après que d'Annebault fût rentré en France, au début de novembre, François I^{er} manda Guillaume du Bellay pour être encore mieux renseigné sur la situation exacte du Piémont et de l'Italie du Nord et pour le consulter sur ce qu'il y avait à faire. L'absence de Langey paraissait devoir être de courte durée, car Paul de Termes fut chargé de l'intérim seulement pour deux mois ¹; mais en fait, elle se prolongea beaucoup plus longtemps : et c'est seulement au mois de mai 1542 que Langey devait regagner Turin. La raison de ce séjour de six mois fut l'abondance des affaires qu'il y eut à traiter et les difficultés de tout ordre qu'il fallut surmonter.

Langey arriva à la Cour vers la fin de novembre ², après un arrêt à Lyon, où il avait, comme toujours, des questions financières à régler et des amis à revoir. A Fontainebleau, il fut très bien accueilli par le Roi qui lui accorda une grosse somme d'argent et le collier de son ordre. La remise du collier eut lieu solennellement le 4 décembre ³. C'est une récompense dont Langey aurait dû être gratifié depuis longtemps si, pour la distribuer, le Roi n'avait pas tenu plus de compte du degré de noblesse que des

1 Mandement au trésorier de l'épargne de payer à Paul de Termes, capitaine de cheval-légers, 900 livres tournois pour se rendre de Vergy à Turin où le Roi l'envoie séjourner deux mois environ et faire l'office de son lieutenant en Piémont pendant l'absence du seigneur de Langey mandé à la Cour, 5 novembre 1541 B. N., Nouv. Acq. fr. 1463, n° 71.

2 Dandolo à la Seigneurie, 2 décembre, B. N., f. Ital. 1715, p. 213.

3 Puget à Henry VIII 7 décembre, *Letters and Papers*, XIV, p. 687. — *Catalogue des Actes de François I^{er}*, n° 22291 — B. N., Nouv. Acq. fr. 1466, n° 178. — Dandolo à la Seigneurie, 13 décembre, B. N., f. Ital. 1715, p. 220.

services rendus. Rarement honneur fut plus mérité ; et loin d'être, comme on pouvait le croire à cette date, un encouragement à mieux servir encore à l'avenir, il ne trouva malheureusement que ce fut le couronnement d'une carrière toute de dévouement et prématurément close. Indépendamment de ces marques de satisfaction, Langey reçut de François la permission de se retirer quelques temps en sa maison pour prendre du repos, mais il n'en voulut pas user : il demeura à la Cour, où le retenaient le souci des affaires urgentes et l'intérêt de l'État.

François I^{er}, observant la même attitude que lors de l'expédition contre Tunis, avait déclaré qu'il ne troublerait en rien l'expédition d'Alger et remis à l'issue de cette campagne la décision à prendre et le soin d'obtenir justice des Impériaux. Or, dans les premiers jours de décembre, de vagues rumeurs venues de divers côtés et concordantes annonçaient l'échec de l'Empereur : avant même qu'elle opérât, les vents contraires avaient dispersé la flotte impériale et fait avorter misérablement cette entreprise annoncée à grand fracas. Bientôt après une lettre adressée par Villégagnon à Langey vint confirmer, en les précisant, ces premiers renseignements¹. En pareille occurrence à quel devait se résoudre le roi de France ? Ne fallait-il pas profiter de cette occasion inespérée pour exiger réparation des offenses commises par les Impériaux ? D'autre part Charles-Quint, dont on connaissait l'âme inaccessible au découragement et l'inflexible volonté allait-il rester sous le coup du désastre d'Alger ? N'essayerait-il pas plutôt de prendre une revanche, s'il le pouvait, sur la France, alliée du Turc ? En

1. La lettre de Villégagnon est du 21 octobre ; elle a été publiée par Dejean-Desobles : *Lettre écrite de Villégagnon sur l'expédition de Charles-Quint contre Alger*, Paris, 1835 ; elle fut apportée à la Cour par Jean de Buzemont, chevalier de Ghisy Cf. A. Hamhard, *Villégagnon*, p. 80-82, p. 82, n° 1. — Peu après, Villégagnon rédigea un récit plus détaillé : *Carolus V Imperatoris expeditio in Africam ad Argierum per Nicolaum Villégagnonem, equitem Rhodum, Gallum, ad D. G. Bellinum Langrum culpam parum gentium provocat et primo ordinis equitem apud Christianissimum Regem Peritiss, apud Johannem Ludovicum Thiericum, ex editoris collegii Remensis, 1543*. — La même année il en parut une traduction française : *L'expédition et voyage de l'Empereur Charles-Quint en Afrique contre le séul des Argens*, traduite de latin en françois par M. Pierre Tost, avec des figures imprimées à Lyon chez le Prince, 1543 (la dédicace à Jean du Fayrol est datée de Lyon, 8 mai 1543). Cette traduction est trouvée intégralement reproduite dans la *Cronique du Roy François premier*, p. 327-330. Le texte latin et la traduction ont été réimprimés « avec quelques notes bibliographiques, notes et appendice », par H. D. de Grammont, Paris, 1874, viii-146 p.

tout état de cause, l'hypothèse d'une guerre inévitable s'imposait de plus en plus d'une guerre dont on ne savait encore en France si elle serait offensive ou purement défensive. Mais offensive ou défensive, on devait s'y attendre pour le printemps prochain et, par suite, il convenait de s'y préparer énergiquement et sans retard.

Le Conseil du Roi, le Conseil des affaires, travaillait sans relâche¹ : il tenait de longues séances chaque jour et souvent deux fois par jour, matin et soir. Délibérations et décisions étaient tenues fort secrètes : presque rien n'en transparaît au dehors, et l'ambassadeur vénitien, toujours aux aguets, ne parvenait à se procurer que des informations fragmentaires, et souvent peu certaines. Ce qui préoccupait avant tout François I^{er} c'était la recherche des alliances. Le duc de Clèves était sûr. De nouveaux pourparlers étaient engagés avec l'Angleterre². On gagnait les souverains du Nord : un traité venait d'être signé avec le Danemark, on devait bientôt en signer un autre avec la Suède. Isoler l'Empereur et tourner contre lui un solide faisceau d'hostilités, tel était le but. Le concours des princes allemands était pour cela particulièrement nécessaire. Aussi François I^{er}, vers la fin de décembre, envoya-t-il aux États réunis à Spire une nouvelle ambassade composée du chancelier d'Alençon, François Olivier, de Morelet du Musseau et du bailli de Dijon³. Ils avaient charge d'exposer aux Allemands la situation et de rejeter sur l'Empereur toute la responsabilité de la rupture qui allait survenir. Il est fort probable que Langoy eut, avec son frère Jean, une part importante à la rédaction des instructions qu'emportait Olivier et à la composition du discours que celui-ci devait lire aux États assemblés le 14 février⁴. Qui mieux que le gouverneur du Piémont pouvait donner des renseignements précis et circonstanciés sur les incidents dont l'Italie du Nord avait été le théâtre et où François I^{er} voyait autant de violations de la trêve ? Il n'est pas douteux qu'on ait profité de sa présence à la Cour pour instruire des ambassadeurs à la mission desquels on attachait une grande importance, puisque c'était de l'attitude des

1. Dandelo, *lettres citées* des 2 et 13 décembre.

2. P. de Valade, *Charles de Harillac*, p. 10.

3. Voir B. N., Châteaubault 1215, f. 79 v^o, les mandements relatifs aux frais de cette mission.

4. Une copie de ce discours se trouve B. N., fr. 3015, f. 13-23, parmi d'autres pièces émanant de Guillaume du Bellay, et la table des matières va jusqu'à le lui attribuer, comme les autres.

Allemands que dépendait en grande partie la décision du roi de France.

Cependant, quel qu'ait été son rôle dans le domaine diplomatique, comme il est naturel, c'est surtout du Piémont et de l'Italie que se préoccupait Langey. Il était instruit, dans le plus grand détail, de ce qui s'y passait, non seulement par Paul de Termes, qui lui adressait, ainsi qu'à d'Annebault, des rapports presque journaliers, mais encore par les divers agents ou familiers qu'il avait lancés de l'autre côté des Alpes, entre autres par le capitaine Francisque Bernardin de Vimercato, qui paraît avoir été chargé de surveiller des entreprises secrètes, des pratiques et des intrigues dressées contre les Impériaux¹. Coups de main et vols de papiers à tenter sur les courriers de l'ennemi, — simples représailles de l'attention contre Frégose et Rascon, — intelligences à entretenir avec les serviteurs du marquis del Vasto et dans la plupart des places du Milanais, propositions à faire à tous ceux, acquis au plus offrant, que l'on avait avantage à gagner ou à retenir au service du Roi : il y avait là une charge dont le caractère officiel de Paul de Termes s'accommodait mal et qu'en sa qualité d'Italien, sans autre fonction que celle de capitaine, Francisque Bernardin pouvait remplir excellemment, à condition qu'il fût bien dirigé. De la Cour, Langey n'y manquait pas. Avec tous les renseignements qu'il recevait, il composait de véritables mémoires qu'il soumettait au Roi et qui servaient de base aux discussions du Conseil².

Le besoin le plus urgent était l'achèvement des fortifications. Langey passait des heures à déployer devant François I^{er} des dessins et des plans, à lui expliquer l'importance des places fortes, à solliciter les sommes nécessaires aux travaux³. L'argent, c'était ce qui manquait le plus à de Termes et ce qu'il réclamait avec la plus d'insistance. Pour compléter les boulevards de Turin, pour « besongner » au château de Pignerol, entourer de fossés le bourg de Moncalieri, il avait aussi besoin d'un directeur des travaux : aussi demandait-il qu'on lui dépêchât « Hieronyme Maria », car ajoutait-il, « les autres qui sont icy n'y entendent guères ». Langey

1. Paul de Termes à Guillaume de Bellay, 4, 7, 9, 13, 16, 18, 19, 20 janvier, 19, 27 février; Francisque Bernardin de Vimercato à Guillaume de Bellay, 24, 27, 29 novembre, 1^{er} décembre 1541, 5 mars 1542, et les réponses de Guillaume de Bellay à ce dernier. B. N., fr. 5153, f. 35 v, 40, 51, 52 v, f. 121, 105-117, 5153, f. 64-66.

2. Voir par exemple, B. N., fr. 5153, f. 89-91, février 1542.

3. Dandolo à la Seigneurie, lettre citée du 2 décembre.

obtient de l'argent, mais « Hieronyme Marin » demeure en France. Bien vu du Roi qui lui accordait vers le même temps des lettres de chevalerie, il devait assister au siège de Perpignan, au lieu de repasser les Alpes¹. Malgré tout, grâce au concours de Langey et à son activité persévérante, Paul de Termes pouvait assurer que les fortifications de Turin, de Pignerol et de Moncalieri seraient achevées à la mi-mars. La seule place de Savigliano fut un peu négligée et nous verrons plus loin que l'on eut à le regretter.

Langey se préoccupait aussi de renforcer le corps d'occupation du Piémont. Il apprenait de divers côtés que le marquis del Vasto faisait de grands préparatifs, et comme il savait que l'Empereur n'avait pas d'argent « à getter à la volée », il en concluait que l'on ne faisait dépense « en ce grant amas de gens, sans avoir intention de l'employer ». Aussi, par crainte d'une attaque à l'improviste, était-il d'avis qu'on envoyât des renforts. Seulement il fallait agir en secret, pour ne pas éveiller l'attention des Impériaux et leur fournir un prétexte d'en faire autant et de prétendre la trêve rompre. Il proposa donc d'expédier quelques compagnies de gens d'armes sur les confins de la Savoie, du Dauphiné et de la Provence et de compléter celles qui étaient logées dans le Piémont. Quant aux chevaliers légers dont il fallait augmenter le nombre, on s'avisa d'un expédient : ce fut de faire avancer par les agents du Roi la somme nécessaire à leur entretien, sans qu'on eût besoin de les loger chez l'habitant ce qui aurait été ruineux et de les passer en revue, ce qui eût donné l'éveil².

La perspective d'une nouvelle guerre avec l'Empereur et ces premiers préparatifs avaient mis en mouvement et en appétit tous les Italiens qui escomptaient une expédition au-delà des Alpes. Les *lazzaroni* (suoracchi), par désir de vengeance, les condottieri, par amour de la guerre, tous, bras inactifs et bourse vide, réclamaient à l'envi des charges et des pensions, des commissions pour lever des bandes et se faire payer. Les demandes affluaient : presque toutes passaient par l'intermédiaire de Langey. Ses relations déjà anciennes avec les *fuorusciti* de Naples, de Florence ou de Milan, sa qualité de gouverneur du Piémont et sa connaissance des affaires d'Italie expliquent que les Italiens, ceux qui étaient demeurés en Italie comme ceux qui s'étaient enrôlés d'abord en France aux premiers rumeurs de guerre, préféra-

1. Paul de Termes à Guillaume du Bellay, 15 janvier; à d'Annabault, 22 février. B. N., fr. 5155, f. 81; Moreau, 774, 122 f. v^o.

2. Paul de Termes à Guillaume du Bellay, 30 janvier, B. N., fr. 5155, f. 40.

sont s'adresser à lui, pour obtenir du Roi satisfaction. Suivant l'expression énergique de l'ambassadeur vénitien, il les avait tous sur les bras, et à chaque instant¹. Celui-ci ne rappelait à son souvenir; celui-là réclamait l'arrière de sa pension; un troisième demandait le commandement d'une compagnie, d'autres mettaient leurs hommes et leurs places à la disposition du Roi, à condition que ce dernier fit les avances de fonds indispensables. Langoy ne savait plus à qui entendre et, malgré tous ses efforts, il lui était bien difficile, même en paroles, de contenter toute cette engeance de quérailleurs opiniâtres et fanfarons, dont les démarches emplissaient la Cour d'une fièvre d'appétits et d'un belliqueux bourdonnement.

Cela était d'autant plus malaisé, que le Roi s'entraîna pas pleinement dans les vues de Langoy. Celui-ci était d'avis qu'on profitât de l'affaiblissement de l'Empereur pour prendre l'offensive. Puisque la guerre était inévitable, mieux valait la commencer au plus tôt, alors que Charles-Quint n'avait pas encore eu le temps de refaire ses forces, et adopter une offensive vigoureuse sur toutes les frontières, particulièrement en Italie, où notre situation paraissait avantageuse. Le coup de main sur Narano avait réussi et jeté l'émoi dans le camp adverse; à La Mirandole se formaient des amas de troupes prêtes à marcher, les « pratiques » organisées dans les principales places du Milanais étaient mûres pour la trahison. Il fallait profiter de ces circonstances heureuses, hâter un recrutement des Italiens qui était encore facile et qui priverait l'Empereur d'auxiliaires excellents, adopter une politique énergique, soutenue, certaine de son but et sûre de ses moyens d'action. François I^{er}, lui, manifestait quelque hésitation: il penchait pour la guerre défensive, soit qu'il fût retenu par quelques scrupules, soit plutôt qu'il cédât à des considérations d'ordre général, auxquelles Langoy ne s'arrêtait guère. L'argent manquait comme toujours, le mauvais état des finances paralysait l'action, puis les négociations n'aboutissaient pas: les Anglais persistaient dans un isolement d'où ils espéraient faire sortir une médiation, le discours du chancelier d'Alençon n'empêchant pas les Allemands d'accorder à Ferdinand les secours qu'il sollicitait contre les Turcs².

Cependant, durant le mois avril, François I^{er} parut s'engager

1. Dandolo à la Seigneurie, 13 décembre 1541, 25 février 1542, B. N., f. 1141 1715, p. 220, 229-279.

2. P. de Valmière, *op. cit.*, p. 33. — Janssens, *op. cit.*, III, p. 314-320.

en des desseins plus hardis et se rallier à l'idée d'une guerre offensive. D'après Sleidan, c'est au retour du chancelier d'Alençon qu'il aurait pris cette résolution décisive¹. Au moment où il apprenait que les Allemands s'apprétaient à faire front contre le Turc en Hongrie, il recevait, par le capitaine Polin revenu de Constantinople, des présents et des nouvelles du Sultan². Tandis que Soliman agissait sur le Danube, le roi de France, son allié, opérerait une diversion en Occident et occuperait l'Empereur. Dès les mesures énergiques prises dans le courant d'avril et au début de mai : l'effectif des compagnies complété, la date des « montres » fixée et des ordres sévères donnés pour éviter les fraudes, des levées de Suisses et de lansquenets faites en toute hâte, mise en état de défense et armement de toutes les frontières³. Du côté du Piémont en particulier, on faisait marcher les compagnies du maréchal d'Annebault, de Langey, du comte de Tende de Jean-Paul de Géri, des sieurs de Mangiron, de Boutières et d'Assier, au total 430 lances, près de 3.000 hommes, en attendant les levées de bandes italiennes et le renfort des Suisses. Sans doute Langey aurait désiré encore davantage, car dans son idée les opérations principales devaient avoir pour théâtre le Nord de l'Italie. Mais c'était déjà un grand point que François I^{er} se fût décidé à la guerre : le reste, il l'espérait, viendrait par surcroît, par la force des choses. Aussi dans les premiers jours de mai, muni de ces premiers secours et de bonnes promesses, s'empressa-t-il de regagner Turin pour y prendre effectivement le gouvernement du Piémont et y attendre le moment prochain de la déclaration de guerre et des premières hostilités.

II

Langey reentra dans Turin le 12 mai, Paul de Termes avait parfaitement exécuté les ordres qu'il avait reçus de la Cour. Les travaux de fortification étaient en voie d'achèvement, les troupes étaient réparties dans leurs garnisons et les logis des renforts

¹ Sleidan, *op. cit.*, II, p. 289-290.

² Dandolo à la Seigneurie, 13 mars, B. N., f. Ital. 1715, p. 307.

³ François I^{er} à Guillaume du Bellay, 10 avril et 12 mai 1542, B. N., fr. 5135, f. 4 et 5, réle des compagnies à envoyer en Piémont, *ibid.*, fr. 5092, f. 119; Dandolo à la Seigneurie, 4 avril, 3 et 7 mai, *ibid.*, f. Ital. 1715, p. 307, 323-322, 325-326 — Cf., sur les renseignements répandus en Italie au sujet de ces préparatifs, Desjardins, *Négociations de la France avec la Turquie*, III, p. 14-25.

avaient été préparés. Malgré le manque d'argent, les « pratiques » avaient été continuées et, sauf en quelques rares endroits, subsistaient, notamment à Côme, à Pontazette, à l'île d'Orta, à Malpaga et, sur les confins, à Trino, Santa Demiana d'Asti, Moncalvo, Casal¹. Même de nouvelles entreprises étaient en perspective sur Crémone et sur Parme². Paul de Termes avait fait preuve, durant ces six mois d'incertitude, d'autant d'initiative que de sagesse.

Mais toutes ces « pratiques » n'avaient pas été tenues si secrètes que les Impériaux n'en eussent découvert quelques-unes. Ils étaient également renseignés sur ce qui se passait en France, et la renommée grossissait encore les préparatifs militaires de François I^{er}. On donnait couramment comme un fait acquis ce qui n'était encore que projet, et comme effectif réel, les chiffres des levées décidées. Le marquis del Vasto ne songait pas à faire dans ces avertissements la part de la réalité et celle de l'imagination. Ce qui se passait en Italie même l'éclairait suffisamment sur les intentions des Français. Après le coup de main sur Marino, auquel avaient participé des Français et des clients de la France, voici que des galères françaises venaient de faire la chasse au cardinal de Graville et l'auraient pris si le ministre de Charles-Quint n'avait retrogradé précipitamment sur Gênes. A Venise, Pellicier recrutait des auxiliaires pour la guerre future ; à La Mirandole, le comte, aidé par des familiers de notre ambassadeur à Venise et du gouverneur de Piémont, les équipait, les embrigadait, on fortifiait, aux frais du roi de France, les moindres places, comme si on avait le dessein d'en faire une base d'opérations contre le Milanais.

Del Vasto ne voulait pas se laisser prendre au dépourvu. Lui aussi renforça ses garnisons. Il recueillit les Espagnols et les Allemands qui retournaient de l'expédition d'Alger et les logea dans le Cocconato, du côté de Chieri et du Montferrat, c'est-à-dire aux points où une attaque des Français était le plus à redouter. Il chargeait Battista de Lodrone de lui amener quelques milliers de lansquenets. Malgré les protestations de Paul de Termes, il poussait activement les fortifications de Cherasco et il faisait exercer une surveillance plus étroite sur les villes où il soupçonnait des « pratiques » françaises. Alexandrie, Crémone. Il forçait Rodolfo di Gonzaga, suspect, à quitter Luzzara, et le Pape à lui abandonner quelques places voisines du Milanais, où il installait

1. Grillmann de Sulay à d'Annaburgh, 5 et 8 juin, Tournon-Rodet, op. cit. p. 684-685, 684-685.

2. Tournon-Rodet, op. cit., p. 447, 448.

immédiat des garnisons espagnoles. On dirait, écrit Pellier, « qu'il se veut assurer de toutes les terres fortes qui sont prochaines à l'estat de Milan ».

Malin, de nouveau, des incidents de frontières se produisaient : de part et d'autre, des emprisonnements, des captures de courriers : bref tous les symptômes d'une prochaine reprise des hostilités.

Naturellement les deux adversaires s'accusaient réciproquement de pousser à la rupture de la trêve et se rejetaient l'un sur l'autre la responsabilité de ces mauvais procédés. Déjà, dans le courant d'avril, Paul de Termes avait protesté contre les fortifications de Cherasco qui, selon les Français, étaient contraires aux accords précédents, et contre la « creue » des gens de guerre. Un des premiers soins de Langey, à son retour, fut d'envoyer lui aussi à del Vasto une demande d'explications¹. Le marquis répondit point par point aux observations du gouverneur du Piémont : il prétendit que ses levées avaient été provoquées par celles des Français ; que malgré tout, et bien que le Milanais fût plus vaste que le Piémont, le chiffre de ses troupes n'atteignait pas celui des forces du Roi « outre les gens de cheval que M^r de Langey a amené nouvellement et autres gens que l'on dit qui viennent encores ». Il offrait de remettre « les garnisons d'un costé et d'autre au premier nombre » et terminait en demandant une entrevue où l'on s'accorderait pour ôter « toute occasion d'altération et contention ».

Cette demande d'entrevue révélait chez le marquis le désir, moins de conserver la paix, que de gagner du temps et peut-être de pénétrer les desseins de Langey. Celui-ci n'eut garde de s'y laisser tromper sous divers prétextes, une indisposition imaginaire d'abord, puis l'arrivée prochaine du maréchal d'Annebault. Il déclina l'invitation². C'est qu'au fait Langey était à tout autre chose qu'à la conciliation. Il avait conçu un plan dont il se promettait les meilleurs résultats. Les opérations du Piémont seraient combinées avec celle de La Mirandole³. Là, le comte

¹ Trossat-Rudel, *op. cit.*, p. 335 (avril 1542).

² « Réponse du marquis del Vasto sur ce que lui a dit et proposé le sieur d'Andoyne, du par le sieur de Langey, le 22 mai 1542. » B. N., fr. 2545, f. 60 v. 61.

³ Del Vasto à Langey, 1^{er}, 13 et 16 juin, Langey à del Vasto, 8, 15 et 20 juin. B. N., fr. 2424, f. 60, 70, 71; 2422, f. 81, 82, 83.

⁴ Langey paraît même avoir eu, un moment, l'idée de se rendre personnellement à La Mirandole, ou du moins le bruit en courut avec persistance, car on voit que del Vasto dans la lettre du 13 juin, mentionne et dément, y fait allusion.

Pietro Strozzi, le comte de Petigliano et le duc de Somma avaient rassemblé plusieurs milliers d'hommes de pied, 800 chevaux légers et dix pièces d'artillerie. Ils marcheraient droit sur Crémone, Lodi et vers Milan, toutes villes où ils avaient des intelligences. Pendant ce temps, Languey et d'Annebault, dont la prochaine arrivée était annoncée, concentreraient les forces du Piémont vers Villanova d'Asti, se jetteraient sur les places environnantes encore mal pourvues, Alba, Cherasco, la ligne du Tanaro ; de là, ils pourraient soit percer le long de l'Apenin, dans la direction des Scoti, des Ragoni, tous partisans du Roi, — soit faire une pointe vers le Nord, en s'aidant des « pratiques » nouées jusque dans Gênes et sur les bords du lac Majeur. Le marquis del Vasto serait ainsi pris entre deux feux et, quoi qu'il fit, courrait les plus grands dangers. Le succès des Français paraissait assuré, mais pour cela, il fallait aller vite. « Le tout gist à diligence et à prévenir l'un l'autre » Tout était prêt ; Languey n'attendait plus pour entrer en campagne que les ordres du Roi et la venue du maréchal d'Annebault¹.

Depuis le début de mai, on annonçait de la Cour que le maréchal allait partir : il n'arrive à Turin que vers le milieu de juin. Il semble bien que ce retard ait été imputable à la nécessité de prendre des dispositions générales en vue de la guerre. François I^{er} s'était enfin décidé à l'offensive : la déclaration de guerre officielle fut lancée le 10 juillet². Les quelques semaines qui

et, avec une amabilité non exempte peut-être d'ironie, en mal à sa disposition, et, « pour plan de commodité », il se plut à passer par Milan. C'était sans doute une manière de prévenir le gouverneur de Piémont que son destin était découvert. Languey comprit de répondre par des remerciements et un démenti.

1. Languey à d'Annebault, 5 et 6 juin 1543, Tenenart-Radel, *op. cit.*, p. 699-699a. — *Mémoires de Martin de Bellay*, p. 461.

2. Voir la lettre de François I^{er}, du 10 juillet, B. N., fr. 3007, fr. 140 ; *Cronique du roy François premier*, p. 392-393. — La nouvelle rupture s'accompagne, comme d'habitude, d'un échange de lettres dans lesquelles les deux adversaires se rendent réciproquement responsables de la guerre et auquel prit part Languey. Le marquis del Vasto avait rédigé deux lettres adressées aux États de l'Empire, dans lesquelles il se disculpait des accusations que les Français lançaient contre lui (une copie de ces deux lettres, en italien, et la traduction française de la seconde se trouvent B. N., fr. 3032, f. 329-332. La ms. fr. 3033, f. 33-36, contient également une copie de cette traduction que reproduisent les *Mémoires de Martin de Bellay*, p. 475-477). C'est à la seconde lettre, dans laquelle il était personnellement visé, que Languey répondit. « Le sieur de Languey nous manda Martin (Bellay, p. 477), auquel peu des actions de marquis estoient inconnues, des que ledite lettre lui eut esté manifiée et avant qu'elle fust mise au tel, en recouvre secrettement une copie », peut-être par l'intermédiaire de Mauso de Novate et de

avaient précédé furent employés à répartir les troupes entre les divers théâtres d'opérations et à distribuer les grands commandements. En ce qui concerne plus spécialement l'armée du Piémont, James de Saint-Julien avait la charge de colonel-général des Suisses et Jean-Paul de Crevin, celle de colonel-général des bandes italiennes¹.

C'était donc la guerre offensive, telle que l'avait préconisée Langoy : mais le Roi avait adopté un plan différent de celui que proposait le gouverneur du Piémont. Au lieu de faire porter tout l'effort de nos armes sur l'Italie du Nord, François I^{er} prescrivait de s'y maintenir sur la défensive, tandis qu'on envahirait le Luxembourg au Nord et au Sud le Roussillon. Si l'on en croit le discours que les *Mémoires de Martin du Bellay* prêtent au Roi, c'était pour passer au assaillir l'ennemi « en lieux qui de droit luy appartiennent, et luy estoient usurpés sans légitime titre »². La raison nous paraît des plus sérieuses, et François I^{er} aurait pu en alléguer tout autant, et à tout aussi juste titre, pour expliquer une tentative sur le Milanais ou le Montferrat. Il semble bien qu'on veuve chercher le secret du plan adopté dans des considérations d'ordre très général, dans l'alliance de François I^{er} avec le Sultan. Tandis que Soliman agissait sur les bords du Danube et Barberousse dans la Méditerranée, François I^{er} retiendrait l'Empereur en Espagne ou l'attaquant sur la frontière des Pyrénées et ferait diversion à l'effort des Allemands en envahissant les Flandres dans cette combinaison l'Italie passait au second plan : il suffisait de s'y tenir et d'empêcher le marquis del Vasto de porter secours soit à Ferdinand soit à Charles-Quint. L'état des finances françaises s'opposait à une action vigoureuse sur tous les points à la fois. A garder la défensive quelque part, il était préférable que ce fut en Italie, où du reste le Pape se retranchait dans une neutralité plutôt hostile, où la Seigneurie marquait une réserve pleine de danger et où depuis le commencement de la rivalité

en ambassadeur de del Vasto qu'il avait « pratiqué. » R. d'Ambrun de rédiger une réponse qui, par une lettre du 17 juillet, d'ordre du Roi, l'ambassadeur Chatel fut commandé de faire imprimer et envoyer aux Etats de l'Empire réunis à Nuremberg (et non à Bâle comme l'indique inexactement Martin, *loc. cit.*, p. 67). Cf. TISSOT-DUPON, *op. cit.*, p. 62. On trouve des copies de cette réponse de Langoy à N., n. 284, f. 26^v 284^v 285, f. 26^v 31^v elle est reproduite dans les *Mémoires de Martin du Bellay*, p. 67-68. Ce fut la dernière grande épistolaire de Langoy.

1. PIERRE, *Chronologie militaire*, III, p. 502 (à la date du 22 mai 1562).

2. *Mémoires de Martin du Bellay*, p. 689-690.

entre l'Empereur et le roi de France, les armées du premier avaient toujours fini par l'emporter ¹.

D'Annebault était dépêché précisément pour communiquer à Languey les détails de ce plan et prendre au Piémont des dispositions en conséquence. La mission qui incombait au gouverneur du pays était avant tout de surveiller les agissements du marquis del Vasto, répondre à ses attaques, les prévenir au besoin ; mais il ne restait rien de ce grand système d'opérations qui aurait pu en quelques semaines chasser les Impériaux de l'Italie du Nord et mettre le roi de France en excellente posture pour couvrir le débiteur la question de Milan. Il n'est pas douteux que cette déconvenue ait vivement affecté Guillaume du Bellay, il dut en éprouver plus de dépit que de surprise. Pour le genre de guerre auquel était destiné le Piémont, le plus important était la solidité des places. D'Annebault les visita, inspecta les fortifications, assigna les garnisons et distribua les charges de gouverneurs : il confia la garde de Savigliano au sieur d'Ossun, celle de Fignerol au sieur de Vassé, maintint à Turin Martin du Bellay, et adjoint à Languey pour l'aider à porter le poids des affaires et du commandement général le sieur de Bouthiers ². Languey éleva quelques objections contre ce partage, mais, devant les raisons tirées de son état de santé, se soumit. Quant aux troupes, après avoir pourvu à la défense des places fortes, d'Annebault prit avec lui, pour les conduire devant Perpignan, le meilleur de l'armée, « huit mille Suisses, six mille hommes de pied françois des vieilles bandes, dont estoit colonel Mestre Charles de Comté, sieur de Brasseac, et six mille Italiens, et quatre cens hommes d'armes, et seize cens chevaux-légers, lesquels estoit général le sieur de Termes ³ ». Il ne restait plus que treize à quatorze mille hommes, dont la moitié environ de Suisses, et le reste de françois ou de vieux soldats, qui servaient dans le pays depuis la conquête, sur le nombre, on comptait à peu près cinq cents hommes d'armes et sept à huit cents cheval-légers ⁴. On estimait ces forces presque

¹ Sur les pourparlers engagés par Pellier et le capitaine Polin auprès de la Seigneurie, voir Tancrède-Rodol, *op. cit.*, p. 384 seq., 603 seq. Il est vrai, de noter que nous n'avons aucune lettre de Pellier entre le 9 mai et le 22 août 1542, et que c'est précisément durant cette période que se produisit l'affaire qui aboutit au procès des révérends et au rappel de notre ambassadeur. Voir à ce sujet J. Zeller, *op. cit.*, chap. XII.

² *Mémoires de Martin du Bellay*, p. 486.

³ *Mémoires de Martin du Bellay*, p. 486, 489.

⁴ *Calendar of State Papers, Spanish 1532-1542*, VI, n, p. 23.

équivalentes à celles du marquis. De plus, d'Annebault promit d'envoyer tout ce qui serait nécessaire, « d'avoir plus de soing de ce pays que s'il y estoit en personne ». Malgré tout Langey était plein d'appréhension et se sentait pas sans quelque mélancolie qu'il vit, vers le milieu du mois de juillet, s'éloigner d'Annebault.

III

Langey n'en essaya pas moins de tirer de la situation le meilleur parti possible. Le Roi avait préféré commencer les opérations par le Roussillon et par le Luxembourg ; mais ces campagnes achevées, il pourrait opérer au Piémont. La partie n'était que remise. Aussi Langey s'efforça-t-il d'entretenir les « pratiques », partout où la surveillance des Impériaux était en défaut. Et, comme del Vasto paraissait concentrer ses forces le long du Tanaro de manière à menacer le Pô supérieur en face de Saluces, il se préoccupa de fortifier Savigliano¹. Les travaux, nous l'avons vu, y avaient été poussés moins activement qu'à Pignerol et même qu'à Moncalieri, de plus les murailles, hâtivement construites en 1538, s'étaient lézardées du haut en bas, à deux endroits. Boutueres, qui visita la place dans les derniers jours de juillet, estimait à 30.000 francs la somme nécessaire pour les réparations, les munitions et les vivres dont il fallait absolument la fournir. Mais la bonne volonté de Langey et de ses collaborateurs était comme paralysée par l'incertitude où ils se trouvaient des véritables intentions du Roi. Les réponses étaient très lentes à venir, quand elles venaient. Surtout, comme toujours, l'argent manquait pour les fortifications, pour les vivres, pour la solde des troupes. Aux réclamations réitérées de Langey le maréchal d'Annebault se récriait, lui recommandait de ne pas « entrer en autre plus grant despence² ». Mais encore fallait-il payer les soldats qu'on avait sous les armes et qui déjà murmuraient. Pour leur faire prendre patience une première fois, on leur raconta que le clerc chargé de la solde avait fait fausse route. Comme de coutume, Langey emprunta, sur son crédit personnel malheureusement

¹ Guillaume du Bellay au cardinal de Tournon, 26 juillet, à François I^{er}, 28 juillet, à d'Annebault, 2 août. Tisserant-Radel, *op. cit.*, p. 654-655, 660-670, B. N., fr. 5132, t. 6.

² D'Annebault à Guillaume du Bellay, 1, 3 août, B. N., fr. 5135, t. 26, 32.

déjà fort ébranlé, de quoi subvenir aux besoins les plus urgents¹. Mais, à quels expédients faudrait-il avoir recours si le même fait se reproduisait le mois suivant?

Le résultat immédiat de l'inertie des Français fut de donner aux Impériaux le temps de se reconnaître et de se préparer. Le départ de d'Annebault, après un séjour de quatre ou cinq semaines seulement, avait fort intrigué del Vasto, qui n'y avait d'abord vu qu'une feinte. Lorsqu'il fut certain que le maréchal était allé rejoindre l'armée destinée au siège de Perpignan, il se rendit à Gènes pour s'entendre avec Doria et recevoir les ordres de l'Empereur. Charles-Quint lui prescrivait de « rompre la guerre deçà, comment que ce soit, si vivement qu'il puisse divertir en ce faisant l'entreprise du Roy sur l'Espagne² ». Il s'empressa d'occuper fortement la ligne du Tanaro, se mit en rapports avec le duc de Savoie à qui il envoya Giacomo di Scalonghe, prépara la rentrée de Jean-Louis de Saluces dans son marquisat et dressa des entreprises plus ou moins secrètes contre Turin, Verolengo, Bra, Avigliana (Carmagnola). C'était un plan d'attaque générale qui se dessinait, par le nord, par le sud, avec un effort décisif sur le centre, vers Turin.

Langey connaissait ces préparatifs, comme il connaissait les ordres venus de l'Empereur et les « pratiques » des Impériaux dans certaines places du Piémont et particulièrement à Turin. Il était fermement décidé à prévenir l'attaque, sans attendre l'arrivée des ordres du Roi. Il fit redoubler de surveillance à Turin et à Verolengo et, pour déconcerter les plans du marquis, mit à exécution les « pratiques » qu'il avait entretenues dans les places de l'Empereur³. Trois colonnes furent envoyées, l'une vers Alba, la seconde vers Cuni, la troisième commandée par les seurs d'Ossun et de Cental vers Cherasco. Les deux premières s'égarèrent et n'ayant pu arriver à destination avant le jour, échouèrent. Mais d'Ossun et de Cental entrèrent à Cherasco, bloquèrent le château qui fit mine de résister. Langey savait que la garnison était dépourvue de vivres et de munitions : il fit dépêcher quelques pièces d'artillerie dont l'apparition seule entraîna la reddition de la

1 Guillaume de Bellay à François I^{er}, 1, 2, 3 août, Tisserant-Radel, *op. cit.*, p. 665-667.

2 Guillaume de Bellay à d'Annebault, 13 août, Tisserant-Radel, *op. cit.*, p. 673-674.

3 Guillaume de Bellay à d'Annebault et à François I^{er}, 14, 25 et 26 août, Tisserant-Radel, *op. cit.*, p. 674-675, 681-682, *Mémoires de Marie de Bellay*, p. 485-486.

place. La prise de Cherasco brisait la ligne des Impériaux. Del Vasto qui n'avait pas eu le temps de serrer cette ville, se rebatit vers le Nord : il s'empara de Villanova d'Asti, de Poirino, de Cambiano et menaça Turin. Langey, qui s'était avancé jusqu'à Carignan pour défendre la ligne du Pô, rétrograda en toute hâte sur Moncalieri et Turin, tandis que Bonnières gagnait Pignerol et s'y enfermait avec les Suisses. La tentative sur Turin ayant avorté, les Impériaux revinrent vers Carignan comme pour franchir le fleuve à cet endroit. Langey y dépêcha aussitôt son frère Martin qui reconforta la garnison et défendit le passage¹. L'ennemi, dont les forces étaient de reste insuffisantes, ne s'opposa pas : il battit en retraite sur Chieri. Cette première série d'opérations, qui avait duré une dizaine de jours, se terminait sans autre résultat appréciable que la prise de Cherasco par les Français.

Langey voulut profiter de la retraite des Impériaux et infliger à del Vasto un échec décisif avant l'arrivée des lansquenets levés en Allemagne et que Vilegagnon, venant de Venise, avait trouvés déjà dans le Tyrol, vers la fin de septembre. Il se porta de nouveau sur Carignan. Mais ce qu'il avait prévu, malheureusement arriva : les troupes impayées refusèrent de marcher. La situation de Langey était des plus critiques. « Il est aujourd'hui le vingt-deuxiesme du mois [de septembre], écrit-il à d'Annebault, et encorres n'en fault quatre-vingt-treze mal eis cens dix-huit livres cinq sols que nous aions receu le paiement de ces troys moys derniers : et de trouver plus argent en lieu du monde n'y voions oordre. Nos bandes françoyses se desfont journellement à faulte de paiement et avons esté contrainctz de mettre des Suisses en nos principales villes, lesquels ne veulent plus y demeurer, et aujourd'hui nous ont fait entendre qu'estant en ce petit nombre qu'ils sont, ils veulent estre tous ensemble, de peur que s'il leur advenoit un inconvenient, leurs supérieurs eussent cause de leur reprocher que la faulte feust venue pour estre séparés. Et au demourant, leurs capitaines nous ont déjà fait entendre par ci-devant qu'ils ne peuvent plus retenir leurs gens, s'ils ne sont payés à jour nommé. Plus, écrivant la présente, ils nous ont envoyé demander de leur faire un prest qui est impossible, car, en toutes les bourses de ce camp, on ne sauroit assembler cent

1. *Mémoires*, p. 485-487. — Guillaume du Bellay à d'Annebault, R. 2, 17 septembre, Tausenrot-Budel, op. cit., p. 483-485. — Guillaume du Bellay à François I^{er}, 7 septembre, R. N., fr. 565A, f. 7.

ceux¹. » L'insubordination gagna de proche en proche : force fut donc de rompre le camp de Carignan et de ramener les Suisses dans les villes, notamment à Pignerol, où du reste ils se mutinèrent contre Boutières et exigèrent d'être payés sur les anciens rôles, alors que leur effectif était réduit de moitié². Ajoutez que l'accord n'était pas parfait entre Boutières et Langey : le premier, qui parlait trop et inconsidérément, profitait de ce que Langey seul avait la signature pour rejeter sur lui la responsabilité de tout le mal³.

La dislocation du camp de Carignan laissait au marquis le champ libre. Il en profita pour diriger un retour offensif plus heureux que le premier⁴. Tandis qu'en sud il tâchait de reprendre Cherasco et envoyait Piero Colonna attaquer avec 2.000 hommes les villes de Bene et de Carru (ce qui lui permit d'appuyer les progrès de Jean-Louis dans le marquisat de Saluces), dans la direction de Turin, il s'empara de Castiglione et de Gassino, dont les moulins dominaient la ville et constituaient un poste d'observation excellent. Au même temps César de Naples, à partir de Valpieno, menaçait Caselle et Turin par le nord. Langey fit un effort décisif pour briser le cercle d'attaques. Villegagnon ramena vivement César de Naples à son point de départ, Martin du Bellay, qui veillait sur Turin, envoya le seigneur de Malcorne détruire les moulins et reprendre les villages de Castiglione et de Gassino : Malcorne ne réussit que dans la première opération, où du reste il fut grièvement blessé. Du côté de Cherasco, Langey soutint la résistance de la garnison, fit passer au seigneur de Bene des avertissements et des secours, enfin dépêcha le seigneur de Boutières contre Colonna avec cent hommes d'armes, deux cents cheval-légers et environ 3.000 hommes de pied. Il réussit à reprendre pied dans le pays de Mondovì. Enfin au marquisat de Saluces, où Jean-Louis avait pris Carmagnola et Venasca, il voulut se rendre maître de l'importante position de Barges : une première tentative dirigée par Boutières échoua, parce que del Vasto parvint à faire entrer du secours dans la place. Boutières revint bientôt après à la

1. Guillaume du Bellay à d'Annebault, camp de Carignan, 22 septembre, Tisserant-Rodol., *op. cit.*, p. 628.

2. Guillaume du Bellay à d'Annebault, 4 octobre, Tisserant-Rodol., *op. cit.*, p. 628-629, et François I^{er}, 2-4 octobre, B. N., ff. 5153, f. 9-10.

3. Guillaume du Bellay à d'Annebault, 20 octobre, Tisserant-Rodol., *op. cit.*, p. 628-629.

4. *Sémoires de Martin du Bellay*, p. 457. — Guillaume à François I^{er} et à d'Annebault, 16, 20, 22, 31 octobre, Tisserant-Rodol., *op. cit.*, p. 624-626, 625-626.

charge, aidé du sieur de Vassé, le gouverneur de Pignerol, et cette fois fut victorieux ¹.

C'est au prix des plus grands sacrifices que Langey avait pu, en tendant toutes ses forces, refouler les Impériaux. Il ne se sentait pas capable de renouveler, à l'occasion, un semblable effort, à moins d'être secouru. Il ne pouvait pas « faire des miracles ». Exposant à d'Ansebauld l'état des affaires, il concluait au dilemme suivant. Il n'y avait que deux résolutions possibles : ou que le Roi « veuille seulement garder ses places, et laisser pour un temps le demeurant du pays à l'abandon, et en ce cas nous, nous ne sommes que trop forts ; — ou qu'il veuille garder tout ce qu'il tient et encores estendre ses limites, et en ce cas avant l'ennemy les forces qu'il a, il nous faut estre forts aussi pour pouvoir guerter à la campagne, sans hazarder nosdites places fortes, jusques au nombre de huit ou dix mille hommes et croistre lesdites forces selon que l'ennemy croistra les siennes ². » Langey ne cachait pas son aversion pour le premier parti « Car les gens qui seront en cesdites places seront contraincts de manger ce qui est dedans, et l'ennemy donnera bon ordre, — déjà il commence, — de ne laisser ni grains, ni vins, ni fourrages au plat pays : de manière que si le Roy par après veut envoyer une armée pour secourir cesdites places, il ne trouvera de quoy les sustenter. *Item*, prenant ladite résolution, il faut laisser chacune desdictes villes garnie en la même sorte que si on y attendoit le siège à quoy ne fault guères moindre nombre de gens que celluy que y avons, et adjoûtant pour un mois seulement la despence de quatre ou cinq mil hommes davantage, l'on pourroit repousser l'ennemy si avant qu'il auroit à craindre de luy ³. » En conséquence, il pressait le maréchal de venir au Piémont sans retard, pendant qu'il était temps encore d'améliorer les affaires du Roi. Il y mettait d'autant plus d'insistance que malade lui-même, il voyait ses forces décliner en même temps que les Impériaux devenaient chaque jour plus menaçants.

Les appels réitérés de Langey émurent le Roi et le maréchal, que d'ailleurs l'échec devant Pertugnan rendait disponible. D'Ansebauld au début de novembre franchit à nouveau les Alpes ⁴.

¹ Sur l'affaire de Burgin, voir les *Mémoires de Martin du Bellay*, p. 487-488.

² Langey à d'Ansebauld, Turin 13 octobre. Tisserant-Bedel, op. cit., p. 588. — La minute de cette lettre est B. N., fr. 5153, f. 86.

³ Langey à d'Ansebauld Turin 20 octobre Tisserant-Bedel op. cit., p. 489.

⁴ *Mémoires de Martin du Bellay*, p. 488.

Fallait-on pour cette offensive hardie que Langey préconisait depuis des mois ? Allait-on agir avec d'autant plus d'énergie qu'il fallait prendre une revanche de la malheureuse campagne du Roussillon ? Langey le crut et dès que d'Annebault fut arrivé à Turin, il lui proposa de faire descendre le Pô à l'armée et d'attaquer Casal qui était mal défendu et où il avait des intelligences. Il avait déjà préparé les étapes et réuni des vivres à Verolengo. Il répondait du succès d'une entreprise qui aurait coupé le marquis del Vasto de ses communications avec Milan. Après avoir paru approuver l'idée, le maréchal l'abandonna et Langey attribua ce changement d'attitude aux conseils de Leveau. Il n'en proposa pas moins un autre plan, c'était de franchir le Pô durant la nuit et de surprendre les Impériaux et del Vasto près de Villastellone. Là encore, sur la foi de renseignements que l'expérience vérifia, il répondait de la victoire. Mais d'Annebault ne voulait pas risquer l'aventure : il se contenta d'envoyer Francesco Bernardis de Vimercato avec ses chevaux-légers, à lequel trouva les choses ainsi qu'elles avaient été mises en avant, et prit sur leur queue plusieurs butins et bagages ». Probablement le maréchal se conformait ainsi aux ordres du Roi dont l'intention était de diminuer les dépenses : aussi se borna-t-il à reconquérir quelques petites places et quelques terres aux alentours de Turin et se prépara-t-il à licencier une partie des troupes. Ainsi l'on désarmait, alors que les Impériaux faisaient des préparatifs considérables pour reprendre les hostilités l'année suivante. Langey voyait tous les dangers d'une pareille résolution : on revenait aux événements de 1536-1537 et l'on allait au devant des mêmes conséquences, la perte du Piémont. N'osant en écrire au Roi puisque le lieutenant-général en titre était sur les lieux, mais voulant néanmoins lui faire parvenir ces derniers avertissements, il s'en ouvrit à son frère dans une lettre du 29 novembre, la dernière qui nous soit parvenue de lui et qu'il eut seulement la force de signer de sa main défaillante¹. Il montrait les renforts qui de tous côtés venaient au marquis, comment les Impériaux se croyaient déjà les maîtres de la situation et ne se gênaient pas pour le dire. Comme toujours, jusqu'au dernier moment, il recommandait l'énergie, l'envoi de secours, la marche en avant, — sinon c'était le recul au-delà des Alpes, la ruine de l'œuvre accomplie depuis la conquête. L'événement ne devait que trop justifier ces craintes : la parole de Langey se trouva véritable au delà du tombeau.

1. Gallagne du Bellay à Jean, Turin, 29 novembre 1542, B. N., fr. 2432, f. 90.

CHAPITRE SIXIÈME

LA MORT DE GUILLAUME DU BELLAY

I

La venue du maréchal d'Annebault permit à Langey de prendre un congé que son état de santé exigeait impérieusement. Après la forte secousse de 1538, il n'avait jamais pu complètement se rétablir et, à plusieurs reprises, il avait souffert d'accès de fièvre compliqués de goutte. En août 1540, il s'en plaint¹ ; en avril 1543, son départ de France en est retardé. Les fatigues qui l'attendaient à son retour au Piémont, les exigences de la lutte contre les Impériaux et son insuccès, le chagrin de voir son plan abandonné et ses efforts méconnus, les embarras financiers de plus en plus inextricables au milieu desquels il avait à se débattre, tout cela était de nature à briser le peu de forces qui lui restaient. Déjà en septembre, il était presque entièrement paralysé et réduit, selon les expressions de Martin, à ne plus « s'ayder que du cerveau et de la langue² ». En octobre, il demande avec instance son congé au Roi et prie le maréchal de hâter son retour afin de pouvoir lui-même regagner la France ; il se montrait même prêt à partir le plus tôt possible et parlait de laisser le commandement, en attendant d'Annebault, à Boutières, secondé de quelqu'autre « qui n'ist point tant de langage que luy³ ».

Bien que dans ses lettres au maréchal, Langey se la déclarât ni « dangereuse, ni de grande langueur », il se faisait peu d'illusion sur la gravité de sa maladie. Sa hâte à vouloir rentrer en France en est une preuve ; les dispositions relatives à ses propres affaires

1. B. N., fr. 5152, l. 39.

2. *Mémoires de Martin de Bellay*, p. 496.

3. Guillaume du Bellay à d'Annebault, 25 et 31 octobre, Tannurui-Rascl, *op. cit.*, p. 1284-696.

qu'il prenait à ce moment même en son âme et conscience. Il songe d'abord à se mettre en règle avec ses créanciers. Le 22 octobre, après avoir acquitté quelques-unes de ses dettes, il fait, par devant le vice-chancelier du Piémont, François Errault, seigneur de Chemans et Pierre Boullhond, notaire et secrétaire du Roi en sa chancellerie de Piémont et greffier du Parlement, une déclaration par laquelle, au moment de partir pour la France, il reconnaît à toutes les dettes qui lui restoient à payer, avec promesse d'y satisfaire dans la prochaine foire de la fête des rois à Laon ¹ ; et il prit aussitôt ses mesures pour ne pas laisser protester sa signature. Vintrent ensuite les préoccupations de famille. Il ne voulait pas laisser tomber ce titre de Langey qu'il avait illustré. Or il n'avait pas eu d'enfant d'Anne de Crequi. De ses trois frères encore vivants, il n'y avait que Martin qui pût fournir une postérité. Du mariage du sieur de la Herbaudière avec Ysabeau Chenu était née une fille Marie du Bellay ; par celle-ci, à défaut d'enfant mâle, pourrait se conserver le nom. C'est pourquoi, le 26 octobre, par devant le sieur de Chemans et René de Birague, Guillaume du Bellay fit don à son frère Martin et lui substitua les terres et seigneuries de Langey et de Cloyes, pour entretenir le nom et les armes de la maison ².

Cependant le mal empirait chaque jour, le congé sollicité et d'Annebault tardaient à venir. Se sentant mortellement atteint, le 13 novembre, Langey fit son testament ³. Par devant Pierre Boullhond et en présence de Paul de Termes, sénéchal de Rouergue, capitaine général des chevaliers-légers et gouverneur de Savignone, d'Antoine-Louis de Savoie, comte de Pancahen, conseiller-chevalier au Parlement de Piémont, de René de Birague, conseiller du Roi au Parlement de Paris et « son ministre des requêtes de ces lieux », de Marie de Pouchiers, gouverneur de Moncalieri, de François de la Colombière, trésorier et receveur général des finances de Savoie et Piémont, de Bernard Le Conte, secrétaire du conseil du lieutenant-général du Roi en Italie et de six conseillers au Parlement, comme pour attester ses meilleurs collaborateurs au dernier acte décisif de sa vie, « de son propre

1 Trincant, *op. cit.*, t. III.

2 Trincant, *op. cit.*, t. III v.

3 Il subsiste deux copies de ce testament, l'une conservée aux archives de Gênes et reproduite par l'abbé Foisneau dans son travail sur *l'Héritage et les héritiers des du Bellay*, Mayenne 1893, p. 9-17, et l'autre connue B. N., le 4328, f. 72-76. Les deux copies sont toutes deux très défectueuses et certaines sont propres à une orthographe de telle sorte qu'elles sont devenues méconnaissables ou d'une identification très difficile.

mouvement et franche voallonté, sain de pensée et d'entendement combien qu'il feust mal disposé de son corps, » il dicta ses dernières volontés.

Craignant que les progrès du mal ne lui permissent pas de revoir le pays natal, il envisageait d'abord l'hypothèse de mourir au Piémont. Dans ce cas, il voulait « son corps estre enterré en l'église métropolitaine Saint-Jehan de ceste ville de Turin et à son enterrement et autres jours acoustumez estre faictz et célébrés les services à l'ordonnance de messire Martin du Bellay », bi, au contraire, il décédait hors du Piémont, il laissait à son frère Martin le soin de choisir le lieu de la sépulture et d'ordonner « à sa discrétion » le service funèbre. Dans le premier cas, il légua à l'église Saint-Jehan ses livres tournois, indépendamment des 500 livres tournois légués pour la sépulture d'Anne de Créquy, à charge pour les chanoines et chapitres de ladite église de célébrer chaque année deux anniversaires aux dates des enterrements et chaque semaine deux messes basses aux jours de décès. Dans le second cas, on dirait seulement un anniversaire annuel et une messe basse hebdomadaire pour le repos de l'âme d'Anne de Créquy : les services en l'honneur de Guillaume du Bellay auraient lieu en l'église paroissiale de Languy.

Il ordonnait ensuite, — et il revenait encore sur cette recommandation qui lui tenait fort à cœur, — de payer « bien et loyalement, toutes et chacunes ses debtes et de compter à tous ses serviteurs trois mois » en sus de leurs gages échus au moment de sa mort.

Après ces dispositions générales venait la série des legs et des dons. En premier lieu aux enfants de ses sœurs dont l'une, Louise, avait épousé Jacques d'Aunay, sieur de Villeneuve-la-Guyart, et l'autre Renée, était femme d'Ambroise de Gravy, baron de Comteaux. Il laissait à Jacques de la Ferrière, sieur de Bulloz, qui avait épousé Renée d'Aunay, sa nièce, la somme de deniers promise lors du mariage plus « le harnois d'or » qu'il lui avait déjà fait délivrer, le « coursier de gerselle (?) » qui lui avait été baillé, et « ung autre grant cheval de son escuivre » au choix de Martin; à Charlotte d'Aunay « trois livres tournois lors de son mariage » à Jacques d'Aunay, « l'ung de ses harnois durs, ung de ses coursiers, ung roussin, ung cheval d'Espagne et ung ture » Claude de Gravy était mentionnée comme héritière à la suite des frères et sœurs du testateur, sa mère Renée du Bellay étant probablement morte à cette date. On trouve également un legs au nom d'un Jean de

Sercus, vaguement parent de Langey par Anne de Créquin, et dont le testateur avait favorisé le mariage. Suit toute une série de serviteurs, auxquels leur maître laisse un don plus ou moins fort, des noms obscurs, comme Roger Tehez, Michel de Sachet, Denis Jossion, François le Barbier, Jean Bulon, Odonart Girault, qui reçoivent 50 livres. Charles Girard, 25 livres, en attendant que les héritiers l'aient pourvu ou fait pourvoir en l'Eglise d'un revenu d'au moins 100 livres; la lavandière Marie, 50 écus; la demoiselle de Grantmaison, Claude Massieu, François Maillard 100 livres; Jean-Antoine de Mairicy (?), Pierre et Thomas, apothicaires, 200 livres tournois; Jean de Bryon ou Biron, Faron Langlois, Jean Troussel et Jullien Vinet, ces deux derniers connus comme courriers, 300 livres; Jacques Hauniet, orfèvre allemand, 200 écus. D'autres noms sont plus connus et l'un illustre. Le sieur de Saint-Ayl, à qui sont promises 600 livres tournois, François Errault, sieur de Chemana, cent volumes à son choix, le reste revenant à Jacques d'Anney; Gabriel Taphezon médecin de Savignano et Rabelais, outre leur salaire et vacation, au premier 50 écus « une fois payé », au second 150 livres tournois par an « jusques à ce que ses héritiers l'ayent pourvu ou fait pourvoir en l'Eglise jusques à 300 livres tournois par an ¹ ».

Les derniers articles du testament donnent à Martin « la tierce part » des terres et seigneuries de Gâtigny, Boysauvet, La Jousselinière et de tous les autres biens immeubles de Guillaume aux pays d'Anjou, Vendômois et Maine, avec faculté de rachat : « tout le droict, ypotèque ou autre qui luy appartient ou peut appartenir en et sur tous et chacun les biens de la succession de ses Loys du Bellay », tant « pour la récompense » de la seigneurie de Lignerolles vendue par Louis du Bellay que « pour ranson de l'administration », par ce dernier des biens du testateur, enfin tout ce qui pouvait lui revenir « par les coutumes des lieux où ses biens immeubles sont situés et assis. » La donation du 16 octobre était confirmée afin que Martin en jouît et après lui son fils aîné, et ainsi de suite de mâle en mâle, sans division ni partage; au cas où Martin n'aurait que des filles, Guillaume du Bellay voulait que la donation et legs revinssent à celle des filles qui aurait épousé un gentilhomme portant le nom et les armes de

1. Les copies du testament portaient seulement 50 livres tournois. Mais une lettre de Martin du Bellay à Jean, que nous citons plus haut (p. 326, n. 3), donne le chiffre de 150, que nous adoptons. La copie de cette lettre présentant plus de garanties d'exactitude que celles du testament.

la famille et aux enfants issus de ce mariage. — Pour le reste de ses biens, il institue comme héritiers ses trois frères Jean, René et Martin, sa sœur Louise, dame de Villeneuve-la-Guyart, et sa nièce Claude de Gravy, à charge expresse pour eux de payer ses dettes et d'acquitter les legs précédents. Enfin, il désigne comme exécuteurs testamentaires son frère Martin et François Krrault.

Ses dernières volontés arrêtées, Langey attendit l'arrivée du maréchal d'Annebault. Il ne quitta le Piémont que dans les premiers jours de décembre, ce Piémont théâtre depuis cinq ans de son activité. Au gouvernement du pays conquis il avait sacrifié sa fortune, son honneur, sa vie même. Le résultat n'avait pas répondu à ses efforts. Le corps paralysé et le cœur plein d'amertume, en proie à des tortures morales plus douloureuses encore que les tortures physiques, au milieu de l'hiver et pour la dernière fois, il repassa les Alpes, porté dans une litière, escorté de quelques familiers et de ses serviteurs qui lui faisaient déjà comme un cortège funèbre.

II

Il s'arrêta à Lyon et il est probable qu'il y séjourna plusieurs jours. Il y épuisa ses dernières forces à discuter avec ses créanciers. Pour apaiser les prêteurs piémontais, il emprunta 37 547 livres tournois 10 sols à maître Jacques Péguinon, trésorier des obéau-légers de France, à qui il avait envoyé en gage « une grande esmeraulde en table et un ruby-ballays, auquel est gravé la figure du duc de Milan ¹. » Mais d'autres dettes restèrent en souffrance. le 13 janvier, les bailleurs de fonds de 1539, Raphaël Corani et San-Donino, écrivent à Jean du Bellay que Guillaume leur devait encore près de 13.000 livres collectivement, plus 1392 livres à San-Donino, et ils s'adressaient à lui pour être remboursés, au moins en partie ². La créance de Leonnel de l'Aube était encore plus forte : elle se montait à 43.000 écus. Bref, d'après divers témoignages qui paraissent fondés, parce qu'ils n'émanent pas seulement de Martin et de Jean et qu'ils s'accordent entre eux, le total des dettes que Guillaume du Bellay laissait à sa mort s'élevait environ à 300.000 livres ³. Toute sa fortune ne pouvait

¹. Triacost, *op. cit.*, t. 102.

². B. N., *ib.* 3921, t. 77.

³. *Mémoires de Martin du Bellay*, p. 470. — Jean du Bellay au cardinal du Guise, 2 janvier 1540, B. N., *ib.* 3168, t. 112. — Avis reçus de Lyon et de la Cour de France, janvier 1543, dans Desjardins, *op. cit.*, III, p. 40 sqq.

suffire à solder ce déficit. La perspective de la ruine s'ajoutait à l'étreinte de la mort.

Le 7 janvier, malgré l'avis contraire des médecins, Langey se remit en chemin, tant il avait hâte de respirer l'air natal. Mais il avait trop présumé de ses forces. Le 9, arrivé près de Saint-Symphorien-en-Laye, non loin de Tarare, il succomba¹.

Rabelais, qui fut témoin oculaire, nous a raconté les derniers moments du héros en termes émus et magnifiques². Depuis plusieurs jours on s'attendait autour de Langey à une issue fatale. Seigneurs amis, domestiques et serviteurs, l'esprit hanté de souvenirs antiques et l'âme pleine d'angoisse, « tous, effrayés, se regardoient les uns les autres en silence, sans mot dire de bouche, mais bien tous pensans et prévoyans en leurs entendemens que de brief seroit la France privée d'un tant parfait et nécessaire chevalier à sa gloire et protection et que les cieux le répétoient comme à eux deu par propriété naturelle ». Comme une flamme près de s'éteindre jette une dernière lueur plus éclatante avant de disparaître à jamais dans la nuit, Guillaume du Bellay au moment de mourir manifesta une dernière fois la parfaite lucidité de son esprit et une force de volonté qui semblait en imposer à la mort. « Les trois ou quatre heures avant son décès il employa en paroles vigoureuses, en sens tranquill et serein. » Avec ce don de prévision que l'on constate parfois chez les mourants, il fit des prédictions que l'événement se chargea de justifier par la suite. Puis il expira. Il avait à peine cinquante-deux ans.

Aussitôt après la mort, Rabelais et Taphenon s'occupèrent d'embaumer le cadavre. Le corps préparé fut enveloppé de deux grosses toiles goudronnées formant quatre feuillets et ficelé en un réseau de cordes moyennes. « Avec du linge ordinaire, mais très résistant, on façonna une seconde enveloppe, double aussi croisée sur le devant en quatre feuillets et close à la tête et aux pieds par des cordes solides. » La momie fut ensuite couchée « dans un sarcophage en plomb, sorte de moule rudimentaire, circulaire à la tête, rétréci au col, élargi aux épaules et s'étendant aux extrémités, » et rempli de plantes aromatiques, le sarcophage

1. L'abbé Heuzé, *La mort de Guillaume du Bellay*, dans le *Revue du Lyonnais*, 1901, p. 132-133.

2. Livre III, chapitre xii; livre IV, chapitre xvi. Ce dernier passage contient une liste des amis et serviteurs de Langey qu'il est intéressant de comparer avec la liste du testament. On y retrouve à peu près les mêmes personnes.

à son tour fut mis dans une boîte¹. Puis le lugubre cortège se mit en marche suivant la route ordinaire par Reaune, La Palisse, Saint-Pourçain, la vallée de l'Allier et de la Loire jusqu'à Saint-Ayl, près d'Orléans, où l'on arriva le 30 janvier.

C'est durant cet intervalle du 9 au 30 janvier, au milieu du dénuement qui régnait dans l'entourage du maître défunt, que disparut une grande partie des papiers de Langry. On suppose qu'ils furent volés. Nous avons sur ce point le témoignage de Martin du Bellay, non seulement dans l'avertissement au lecteur qui précède l'*Épilogue* et qui date de 1550, mais dans une lettre adressée probablement à Jean un mois seulement après le décès de Guillaume le 12 février : « Monsieur mon frere je vous ay cy-devant escrit touchant la mort de nostre frere M. de Langry et témoigné le despit et le regret que j'avois eu de ne l'avoir pas conduit jusques au lieu où il rendit l'esprit. Mais ce regret me bien augménté lorsque j'ay veu que tous les memoires qu'il avoit emportés avec lay ne se sont point trouvez. Je ne croy qu'un usage de les avoir prins qu'un de ses serviteurs allemand, qui s'est retiré en son pays, neantmoins ce n'estoit pas un homme à estre envieux de ses choses. Le medecin Raholan s'esmeut et me escrivit qu'il n'avoit jamais pensé à la conservation de ces memoires qu'il m'avoit esté renfermez dans les coffres des malets qui ne furent point ouverts². » Nous ignorons quelle fut au juste l'importance

1. Nous empruntons accidentellement à l'ouvrage de M. Houlard *Salut à la France*, p. 170-171, qui en rapporte à après la « Prémie verbal de l'archevêque de Reims, le 24 octobre 1550 » : « Ce cortège trouva chez celui de Langry et M. Houlard ajouta que « le voyage de Langry était si peu connu que les personnes présentes à l'inhumation d'observèrent toutes pour y reconnaître une ressemblance étendue avec la figure décrite sur le manuscrit... Langry impressionna tous les spectateurs par sa douceur d'âme. Il avait beaucoup avec sa barbe grise (?) très longue la figure, les mains détrempées par leur construction. » Ibid., p. 172, note 1. Cf. plus loin, p. 389, n. 2.

2. Triscand, op. cit., t. 204. Martin continue en ces termes : « Vous l'aurez vu maintenant, car je m'en souviens qu'il vous aura esté lové par vous dire que son M. de Langry lui avoit ordonné 100 livres l'an pour sa pension & ce qu'il lui avait donné qu'il ne le lâcherait de sa main plus grande valeur vous savez qu'il a bien fait pour élever après de son maître frere. Je vous envoie par l'écuyer et vous enverrez plus amplement par notre neveu d'Aulnay qui s'en ira bien tout en France et moi comme je n'y vais lorsque j'aurai mon ouvrage, que j'attends en grande impatience car il me dempne le bien de donner et lui une double que nostre frere y a faite pour le service du Roy, à quoy il faut que j'aie remédié. Écrit à Paris le 12 novembre 1550 » Martin du Bellay est parti peu après. Il fut remplacé comme gouverneur de Paris par Triscand de Montmorency, qui signe en cette qualité une quittance, le 3 mars suivant. R. R. *Plano original* 1550, dossier 46 T22, p. 5.

du vol, et depuis cette époque la trace des papiers qui furent alors construits s'est complètement perdue.

De Saint Ayl, quelle direction ferait-on prendre au cercueil ? Paris, où était le cardinal du Bellay, ou bien Le Mans, dont René était l'évêque ? La nouvelle de la mort de Langey était parvenue dans cette dernière ville le 20 janvier, et tout en faisant célébrer les 22 et 23 un office funèbre en l'honneur du défunt, René s'était empressé de consulter Jean sur ce qu'il convenait de faire, il proposait Le Mans ou Vendôme car une sépulture au lieu de Langey engendrait des frais énormes et ne pourrait se faire honorablement. Le cardinal se décida pour Le Mans et sa réponse dut arriver peu après le 4 février car le 8 le chapitre fut informé que René et Jean du Bellay désiraient faire ensevelir leur frère aîné dans la cathédrale. Le chapitre acquiesça et laissa l'évêque libre de choisir le lieu où il lui plairait de placer la sépulture. La date des obsèques fut fixée au 5 mars.

« Le 5 mars, le corps (de Guillaume du Bellay) fut amené et déposé dans l'église abbatiale de Saint-Vincent. Le dimanche, 4 mars, les premiers coups de la grosse cloche furent sonnés à midi et demy. On dit none à deux heures, ensuite les vigiles. M. de Chauvigné, évêque de Léon et archiduc de Montfort, officia pontificalement, prit place dans la chaire décapale, commença les antienne de *Magnificat* et de *Benedictus* et dit à l'orgue (au pupitre) la neuvième leçon et les oraisons. Le lendemain à huit heures, après tout l'office du chœur fin jusqu'à Complies, la grosse cloche sonna et la compagnie sortit de l'église et alla entre les deux portes de la basse cour du château, sans sortir plus loin, où étaient aussi messieurs de Saint-Pierre. Un moment après, le convoi arriva, précédé de huit hérauts d'armes en deuil avec des sonnettes à la main ; ensuite les maîtres d'écoles et leurs écoliers, puis processionnellement marchaient les Cordeliers, Jacobins, Confort, Beaulieu, la Couture et Saint-Vincent. Après eux, vingt-six marchands avec chacun une torche avec les armoiries du défunt, vingt-six pauvres en deuil vingt-quatre personnes, officiers de la Cour ecclésiastique ou officialité ou de la juridiction de Tournai, avec quelques avocats qui s'y étaient joints pour achever le nombre, et tous avaient des torches allumées avec les armoiries du défunt ; aux derniers étoient aussi celles de M. l'Evêque. Après eux, douze domestiques en deuil avec des flambeaux ornés des armoiries du défunt, puis ceux qui portaient sa cotte d'armes et les ornements militaires et autres marques de

dignité au nombre de huit, l'un desquels portoit le scieu de cire travaillé et orné de beaucoup de petits cierges, et un autre le collier d'or de l'Ordre du Roy, ensuite huit nobles qui portèrent le corps M^r. de Courtalain et de Chemere portèrent les coins de devant du drap mortuaire et M^r. de Lavardin et de la Poissonnière¹ ceux de derrière, et autour estoient les officiers de la ville, échevins et quelques bourgeois, tous au nombre de treize avec des flambeaux ornés des armes du défunt et de la ville. Après eux M. du Bellay (Martin), chevalier de l'Ordre du Roy (?), en grand deuil conduit par M. de la Flotte et du Fresnoy. Marchèrent ensuite les abbés de Tiron, de Piolais (l'Épau), de Beaulieu, de Champagne, de Perseigne, de Castridano avec la mitre, de Bellebranche avec la mitre, avans tous des chappes noires et chacun devant eux ceux qui portèrent leur croise puis M. l'évesque de Léon, officiant *in pontificalibus*, enfin le maréchal du Mayne, les officiers du Roy. Les religieux de Saint-Vincent firent le chant, depuis leur église jusqu'à la porte du château, où ils commencèrent à marcher en silence, et le clergé de la cathédrale chanta le *Liberus*. « La messe fut chantée pontificalement par M. l'évesque de Léon, ayant M. le Chantre pour diacre et M. le Scolastique pour sous-diacre. Les abbés estoient avec leurs ornements abbatiaux dans la chaire décanale et suivantes, cantoriale et voisines, le reste des chaires hautes et basses estoit occupé par les chanoines, les choristes, les nobles et bourgeois. A l'offertoire, on porta les ornemens militaires, le scieu et le collier d'or. Ensuite M. des Aubiers, professeur en théologie et théologal, revêtu de sa chappe de laine, prononça l'oraison funèbre dans la croisée de la nef. Après la messe faite, le corps, qui avoit esté pendant la messe déposé dans le milieu de la croisée, sous une chapelle préparé à cest effet, fut conduit au lieu de sa sépulture, marquée dans la chapelle de Notre-Dame de Chevet, après avoir esté auparavant porté au grand autel par le chœur et alors les coins du drap estoient portés par les quatre nobles ci dessus et par quatre chanoines, dignités ou anciens. Fut distribué à la fin un noble à la rose à l'officiant, un écu soleil à chaque chanoine, quelque chose de plus aux diacres et chapelains, quatre ecus à chacun du bas chœur, et le double aux vicaires et officiers du chapitre ».

¹ Le père de Rembert.

² Texte publié par l'abbé L. Freyzer dans son article sur les éloges de Guillaume et de Martin Langry du Bellay dans *La Province de Maine*, 1801, t. IX, p. 210-215 d'après un registre conservé aux archives du chapitre Saint-Etienne du Mans et que M. Heugnard avait déjà utilisé, *Andelme*, p. 170-171.



STATUE TOMBALE DE GUILLAUME DU BELLAY
Reposoir du Mans

III

Quelle que fût la solennité de ces funérailles et des honneurs rendus à la dépouille de Guillaume du Bellay, Jean devoit consacrer à la mémoire de son frère un souvenir plus durable. Il voulut lui élever un tombeau digne de lui. D'autres préoccupations vinrent retarder l'exécution de ce projet qui ne fut réalisé qu'en 1553. Devant en 1546, après la mort de René titulaire de l'évêché du Mans, le cardinal fit placer dans la chapelle du chevet de son égise cathédrale, à l'endroit même où Guillaume avoit été enseveli le 5 mars 1543 un mausolée — on y travailla un mois, du 15 mai au 15 juin 1547¹. A défaut de Jean du Bellay alors à Rome, l'opération fut surveillée par Martin.

Le monument n'eut pas trop à souffrir lors du sac de la cathédrale qui se produisit en 1562, durant la première guerre de religion. Au début du xix^e siècle, il fut transporté sous le cloître de l'ancienne abbaye de la Couture. Sur les réclamations du chapitre, de l'évêque et du ministère des Cultes, le mausolée fut peu après réintégré dans la cathédrale — non plus à sa place antérieure, mais dans la chapelle Saint-Jean-Baptiste à gauche et près de l'entrée du chœur — non loin de l'endroit où en 1863 furent découvertes le sarcophage et les restes de Langey².

1. « 18 et 19 may et 19 juin, on place le mausolée de M. de Langey, après avoir retiré ses amorceaux des entrepreneurs, et des autres de M. de Langey Martin de Bellay) pour l'indemnité de quatre églises, et ensuite et rassemblée les inscriptions qui y devoient être apposées mais bien que le profit de l'ouvrage » Archives du chapitre vol. 100, f. 15 p. 115 cit. par l'abbé Frager, *op. cit.*, p. 216 note 1.

2. La 16 octobre 1882 « on a exhumé à l'entrée du chœur de la cathédrale Saint-Jehan du Mans un sarcophage qui se trouvait à un mètre de profondeur sous la pavinge ». En présence de Mgr l'évêque, d'archéologues et de lettrés, dont un architecte et un médecin, le sarcophage de plomb a été ouvert. La tête « est brisée et bien cassée » et on a été frappé de la ressemblance remarquable de la figure avec celle que présente la statue de Guillaume du Bellay, dont le corps même se trouve actuellement dans la chapelle des laines à la cathédrale. La frise qui couvre, la tête de la tête couverte de cheveux saennants d'un blond ardent. Les moustaches, la barbe longue, ainsi qu'en les portait du temps de François I^{er}, sont sans lacunes, complètement rouges, sans aucun poil blanchi. Les narines, la bouche sont entr'ouvertes, les yeux creux — le visage long, distingué, le nez ardiant fortement aquila. L'expression faciale est celle d'un homme d'un grand âge, ayant beaucoup vécu. Elle porte comme âge de 50 à 55 ans. Les laines sont crevées sur la poitrine, sur l'un à l'autre au moyen d'une corde. — Les faits historiques et les plus fortes présomptions établissent que le corps renfermé dans ce sarcophage est celui de Guillaume du Bellay. » Extrait du journal le *Loir* du 26 octobre 1882 cit. par l'abbé Blanchard, *Leillon de du Bellay dans le Bulletin de la Société archéologique, scientifique et littéraire du Vendémois* 1882, t. XXV, p. 101.

Ces vicissitudes n'entraînerent pas seulement un changement de place : la disposition générale du monument fut modifiée et certaines parties disparurent. Mais, grâce à un dessin conservé par Gaignières, nous pouvons nous faire une idée du mausolée tel qu'il s'élevait tout d'abord. Voici comment le décrit M. Léon Palustre : « Sur un soubassement décoré dans autant de niches des quatre vertus cardinales, est placé au centre un lit de repos qui porte la statue à demi couchée du héros. Puis se dresse une grande arcade serrée à droite et à gauche entre deux colonnes en forme de Termes, la tête chargée d'une corbeille de fruits et la guise reposant sur un riche piédestal orné à sa partie antérieure d'un panneau de marbre où sont figurées des armes de toutes sortes. Nous ne parlons pas des anges agenouillés à la hauteur du sarcophage, non plus que des Renommées sculptées dans les écoinçons, tout cela forme un ensemble extraordinaire que complète un fronton circulaire avec pyramides sur les côtés et autours dans l'échancrure médiane ¹. »

La partie architecturale a été presque entièrement détruite : du fronton et de l'arcade il ne reste rien ; les anges agenouillés et les quatre vertus cardinales, dont trois du reste avaient été décapitées au xvi^e siècle, ont disparu. La grande inscription latine qui se trouvait au-dessus du héros a été remplacée par la plate inscription française que portait la base du fronton.

Le soubassement actuel ne comporte en fait d'ornement que les panoplies qui ont été ramenées des côtés au centre. Mais les parties essentielles de la sculpture ont été conservées. « C'est ainsi que, sauf une mutilation de la main gauche, la statue de Langey est intacte, la frise marine qui décorait le lit de repos n'a subi que l'injure de quelques graffiti, et il en est de même des deux panneaux (ou soubassement actuel). Quant aux Termes, dont la tournure est si libre et le modelé si puissant, ils sont toujours à leur ancienne place ². »

Avec ces deux derniers bustes et la statue du héros, les deux morceaux les plus remarquables sont la frise et les panneaux. Les deux Termes représentent des hommes d'âge mûr, la figure triste

1. Léon Palustre, *La Renaissance en France*, III, p. 166-167. Des reproductions du mausolée tel qu'il était à l'origine et dans l'état actuel ont été données dans le journal *L'Art* (1899), p. 33-34. *Le tombeau de Guillaume du Brillaud, seigneur de Langey, dans la cathédrale de Meaux*, par Jacques Dumoyet de Segrais, et dans l'ouvrage cité de M. Souliard, *Reberies*, p. 166 et 167.

2. Léon Palustre, *loc. cit.*

et sévère à la barbe de fleuve ruisselant sur une cuirasse antique : on a cru y distinguer les traits de Martin et de Jean du Bellay. — Quant à Langey il repose à demi couché, la physionomie énergique et pensive, longue barbe, cuirasse antique moulant le corps et jambières finement ornées comme de ciselures. Le bras droit allongé accompagne l'épée, dont la pointe s'appuie à l'épaule et la garde au genou ; le bras gauche s'accoude sur un heaume délicatement ouvragé, tandis que la main pendante laisse choir un livre sur le gantelet qui gît à terre avec d'autres volumes. L'auteur a voulu symboliser ainsi les deux aspects essentiels du genre de Langey, l'écrivain et l'homme d'action, comme il a réussi, en combinant l'attitude abandonnée du corps avec l'expression tendue et réfléchie du visage, à traduire ce qu'il y avait de spontané, de naturel et d'harmonieux dans le remarquable équilibre des facultés du modèle.

Cependant, quels que soient la valeur et les mérites de la statue et des bustes, on s'accorde à trouver supérieure encore la frise qui se déroule sur le devant du lit de repos. M. Léon Palastre a exprimé cette préférence avec force : « Aussi bien comme mouvement que comme finesse d'exécution, écrit-il, il est impossible de rien dénier de saux. Ce feuillage de tritons et de néréides captive dès le premier instant et, après avoir jugé l'ensemble, on se plaît à examiner chaque détail. Il n'est pas jusqu'aux animaux qui, par leur diversité, n'attirent l'attention. Le monde de la mer possède aussi ses chevaux, ses bœufs, ses lions, que distinguent des nageoires à l'avant-train et une longue queue de poisson. Tous se livrent aux provocations aux luttes corps à corps, pour le seul butin recherché, c'est-à-dire une femme... »

« ... De la frise passons aux panneaux inférieurs. Des deux parts c'est la même main qui se fait sentir, et nous n'en voulons pour preuve que la répétition sur un casque à gauche de la figure placée au centre du bas-relief. Du reste il ne faut pas s'en plaindre, car rien n'est plein de vie et de mouvement comme cet homme au monté sur un hippocampe et brandissant à deux mains une touffe de joncs marins. Le casque dont nous parlons se complète en outre par un masque étrange où une tête de bélier est superposée à celle d'un porc. Certes, pour faire accepter ces fantaisies, il a fallu un talent remarquable qui ne s'est pas démenti du reste dans la cuirasse à lanières sculptée en pendant non plus que dans les armes de toute sorte disposées en entourage. On voit là des lances, des javalots, des boucliers, une hache, un glaive, une ensuigne et

deux machines de guerre dites béliers, en compagnie du pedum des ceintures¹. »

Une question se pose maintenant. Quel est l'auteur de ce manuscrit ? Peut-être conviendrait-il de dire plutôt les auteurs. Car, ainsi qu'on l'a remarqué, « la matière employée n'est pas partout la même. Tandis que le lit de repos et les grands panneaux inférieurs sont taillés dans le marbre, nous voyons que pour le statut du défunt et les deux figures engainées on s'est servi d'une pierre légèrement jaunâtre et à grain très fin. De là résultent certaines nuances dans la manière de procéder, plus de fermeté d'un côté et de l'autre plus de molle douceur. — Nous sommes même tentés de croire qu'on peut trouver là une base solide pour établir une séparation au point de vue des responsabilités. Tout ce qui est pierre accuse une main française, et l'on ne pourra sans doute considérer le statut de Langry sans se rappeler celle de l'amiral Chabot... » Dans la frise et les panneaux, M. Léon Palastre inclinait à voir une main italienne. Mais peut-on aller plus loin et donner des noms ?

On s'accorde aujourd'hui pour rejeter celui de Germain Pilon, à qui certains érudits manœux attribuaient la paternité de l'œuvre, sur la foi de documents mal entendus et sous l'impulsion d'un patriotisme local insuffisamment averti. Après avoir dit que la frise fait songer à Jean Goujon, M. Léon Palastre est obligé de convenir qu'aucune preuve ne vient corroborer ce sentiment. M. Heulhard propose, interrogativement, pour certaines parties, un maître Jacques d'Angoulême², connu seulement par le passage fameux de Blaise de Vigenère où il apparaît comme le rival de Michel-Ange et qui semble bien être celui-là même dont Jean du Bellay se servait à Rome, vers 1550, pour restaurer les antiques de sa collection et en prendre des maquettes³. Malheureusement aucun texte ne confirme cette supposition.

À notre tour, nous émettrons une hypothèse et nous jetterons un nom dans le débat, celui de Noël Hurt. C'était un manœux, un artiste, depuis plusieurs années en rapports avec Jean du Bellay. En juillet 1549, le cardinal lui adressait un mémoire qui nous :

1. Léon Palastre, *loc. cit.*

2. Léon Palastre, *loc. cit.*

3. Heulhard, *Rabelais*, p. 350.

4. Jean du Bellay à M. de Buzan, 15 et 22 août (1550). B. N., fr. 1490. f. 67-69, 71-73. Cf. *Revue de la Renaissance*, 1903, t. IV, p. 174-177; Heulhard, *op. cit.*, p. 357-358.

été conservé et il dut l'emporter avec lui à Rome, car le maître Noël que nous trouvons dans cette ville, vers 1550 autour de Jean du Bellay, chargé, comme maître Jacques, de veiller à la conservation et à la réparation des « antichistes », ce maître Noël n'est autre, à n'en pas douter, que notre Noël Huot¹. Pour le dire en passant, ce séjour en Italie expliquerait, à défaut d'autres causes, les traces d'italianisme que l'on constate dans les différentes pièces du mausolée.

Noël Huot, nous le savons, travailla au tombeau de Guillaume du Bellay. Une lettre signée de lui et trouvée dans les archives de château de Glatigny nous prouve qu'il fut le graveur de la longue inscription latine qu'on lisait autrefois au centre de l'arcade, immédiatement au-dessous du héris². S'adressant à Martin du Bellay, alors à Glatigny, il propose un aperçu sommaire de la grandeur des lettres et quelques changements à la rédaction³. Cette lettre ne peut être que de septembre 1556⁴, c'est à dire précisément de l'époque où le mausolée était en construction. Mais Noël Huot a-t-il contenté de graver cette inscription latine⁵ ? n'a-t-il pas fait plus ? Nous croyons qu'il a fait œuvre de sculpteur mais nous n'en pouvons donner que deux preuves indirectes

1. P. H., fr 1490, f. 70.

2. Voici le texte de cette inscription tel que le donne l'abbé Blanchard, *Guillaume du Bellay, dans le Bulletin de la Soc. archéologique normande et littéraire de l'arrondissement* 1888, t. XXIV, p. 87-88 : « Guillelmo Bellaro Langue sapientissimo, militum D. quatuordecim catapultariorum turmas praefecto, qui illius primis ac publicis militibus in exercitu, nobis restitit longa intervallo militari disciplina, cum, praefecto Paduensiensi et Iulietae castris de Innocentio pro Rege administrato summo tam opum, tam ecclesiarum ecclesiarum asportatore illis rebusque ipsius accidentis fortuna interit in laqueum obit. In episcopos Galliarum et Cardines, meriti causa colligitur decessit. Martinusque cardinalis et ecclesiarum et praefectus clerus Normanniae prore, praefectus Yvetotii Gallicanae huius haeres fuit et, aliquo omni virtutum genere praestanti posuerunt cum communis inter episcopos Cardines Romanos, vir sanctus, et in potestate studio excellens, quoniam non minus illi incomparabilis aequoribus immatura morte faceret ».

3. Abbé Blanchard, *op. cit.*, p. 87. M. l'abbé Blanchard, à qui nous avons demandé communication du texte de cette lettre, nous a répondu, avec une obligeance dont nous le remercions volontiers, que, malgré ses recherches, il lui avait été impossible de la retrouver aux archives de château de Glatigny, où elle était primitivement.

4. M. l'abbé Blanchard donne la lettre comme étant de 1546; mais, en septembre 1546, Martin du Bellay n'était pas à Glatigny, alors qu'il s'y trouvait, nous le savons par des textes certains en septembre 1548. Or plus, dans le texte de l'inscription, Martin est qualifié de vice-roi de Normandie et il n'est cette charge que sous Henri II c'est à dire longtemps après 1546. 1546 est donc une mauvaise lecture pour 1556. M. l'abbé Blanchard a pu nous avoir communiqué son interprétation, a bien voulu convenir que la lettre de Noël Huot devait être effectivement de septembre 1556.

Voici la première. Le 22 mai 1559, le corps de Martin du Bellay, décédé le 9 mars précédent, fut déposé dans le monument de Guillaume du Bellay, en attendant que Jean du Bellay en fit, comme il l'avait promis, construire un nouveau pour son frère cadet. Le cardinal, qui était toujours à Rome et avait beaucoup d'autres soucis, ne se pressa pas de tenir sa promesse. C'est pourquoi la veuve de Martin, Ysaheau Chenu, jugea bon de la lui rappeler dans une lettre datée de Glatigny, le 12 août 1559 : « Monseigneur, Je vous supplie très humblement me pardonner si je prends la hardiesse de vous escrire que quelque instance que j'aye peu faire, si n'ay-je peu obtenir qu'on ait fait ung seul honneur à l'enterrement de feu M^r de Langey, mon mary, et si ne voy apparence qu'on ayt envye d'y faire mieulx, il y a sur sa fosse ung drap de velours dont j'ay respondu et promis payer au receveur qui l'a fait délivrer si ne luy est aloù. Il n'y a ny armes, ny estandars, ny autres choses acoustumées d'estre mises pour ung tel seigneur qu'estoit feu Monsieur vostre frère, qui me fait, Monseigneur, vous supplier très humblement que suyvnt ce qu'il vous a pleu en escrire, qu'il vous plaise luy faire faire ung tombeau digne de vous et de luy. *Maistre Noël Huet m'a dict qu'il y a au Mans, du reste de celui de feu Monsieur vostre frère aîné, assez de marbre blanc et aor pour faire celui de dernier.* La chapelle où il vous a pleu ordonner le corps estre mys est grande et spacieuse pour y faire ce qu'il vous plaira commander qui y soit fait. »¹

On remarquera le ton humble et même craintif de la lettre. Pour qu'Ysaheau Chenu osât mettre en avant l'avis de maître Noël Huet, il fallait que cet avis eût, en l'espèce, une autorité particulière. Cette autorité s'explique naturellement si Noël Huet a été l'auteur, ou l'un des auteurs, du tombeau de Guillaume du Bellay.

D'autre part, nous connaissons un Huet, manœuvre et sculpteur qui pourrait bien être le même que notre Noël Huet. Son nom est attaché à une œuvre aujourd'hui malheureusement détruite, mais dont la mention et une vague description nous ont été conservées : le jubé de l'église des Jacobins du Mans, qui s'élevait non loin de la cathédrale². Ce jubé étant dû à la collaboration de deux artistes

¹ B. M., fr. 9482, f. 92r.

² Sur ce jubé, voir Léon Palastre, *op. cit.*, III, p. 121-122. — Ch. Camard, *Histoire du couvent des frères prêcheurs du Mans, Le Mans, 1879*, p. 17-18, 142-143; en regard de la page 143, un dessin représente le jubé.

manceaux, Bosseleret et Huet. « Le premier, qui était à la fois architecte et sculpteur, eut sans aucun doute la direction de l'ouvrage, qui dans sa forme générale ressemblait à un arc de triomphe. Le second exécuta le modèle en bosse. » Vendu à vil prix en 1813, ce monument fut anéanti il n'en est resté qu'un dessin malheureusement trop sommaire pour pouvoir servir de terme de comparaison. On peut noter seulement la disposition générale, le caractère classique de l'ensemble et la profusion des ornements et des figures, parmi lesquelles celles des apôtres avec leurs attributs distinctifs et, de part et d'autre de l'arcade principale, deux anges agenouillés. Il convient de remarquer aussi la date à laquelle fut construit ce jubé. Commencé l'an 1553, dit un texte contemporain, il fut achevé en deux ans, soit vers 1555, c'est-à-dire à peu près vers le même temps où l'on travaillait au mausolée de Guillaume du Bellay.

Il y a donc de fortes présomptions pour que le Huet qui sculpta le jubé de l'église des Jacobins, le maître Noël Huet dont Ysabeau Chenu met en avant l'avis et qui grava l'inscription latine du tombeau, et le maître Noël conservateur à Rome des « antiques » du cardinal du Bellay ne fassent qu'un seul et même personnage. Pour notre part, nous pensons qu'il fut l'auteur, ou tout au moins l'un des auteurs, du mausolée nous lui attribuerions volontiers la statue de Langey et les deux Termes qui l'encadrent à droite et à gauche. Mais alors qui serait l'auteur de la frise et des panneaux ? Ces morceaux ont-ils été sculptés au Mans, ou Jean du Bellay les aurait-il envoyés d'Italie ? Questions sans réponse. Il nous a été impossible d'apporter sur ce point quelque éclaircissement, comme de trouver le moindre renseignement complémentaire sur Noël Huet lui-même, sur cet artiste manceau dont nous ignorons à peu près tout, sauf le nom. C'est une infortune qui malheureusement n'est pas rare dans l'histoire de la sculpture française au xvi^e siècle.

CHAPITRE SEPTIÈME

LES *Ogdoades* ET L'ŒUVRE HISTORIQUE DE GUILLAUME DU BELLAY

En mourant, Guillaume du Bellay laissait à l'état d'ébauche une histoire du règne de François I^{er}, à la composition de laquelle il avait consacré, dans les dernières années de sa vie, les loisirs que lui laissaient ses occupations politiques ou militaires. C'est cette œuvre, les *Ogdoades*, qu'il nous faut examiner en terminant. Nous allons voir quelles raisons le poussèrent à l'entreprendre, suivant quelle méthode il la poursuivit et quelle valeur il convient de lui attribuer.

1

L'Histoire, comme les Arts et les Lettres, profita de l'ébranlement produit dans les esprits par la Renaissance. C'est alors seulement, on l'a dit, « que commencent à proprement parler les études historiques »¹. A la fin du x^v siècle et au début du xvi^e, on voit se dessiner en France un mouvement analogue à celui dont l'Italie avait déjà donné l'exemple et qui se manifestait au même moment en Allemagne. On mettait en lumière, par des éditions et surtout par des traductions, les ouvrages des historiens anciens : traductions françaises d'auteurs latins, traductions latines, puis françaises, d'auteurs grecs, les premières plus répandues et plus tôt que les secondes. Tandis que Claude Seyssel, par exemple, « translate » en français Thucydide, l'Anabase, des extraits de Diodore de Sicile, etc., traductions qui demeureront manuscrites jusqu'en 1527-1530, les Commentaires de Jules César² et les

1 G. Monod, *Des progrès des études historiques en France depuis le X^{VI} siècle*, dans la *Revue Historique* 1876, t. I^{er}, p. 7. — Ch. V. Langlois, *Manuel de Bibliographie historique*, 1906, p. 250 sqq.

2 Les Commentaires de Jules César sur le fait de la conquête du pays de Gaule, mis en français et présentés au Roy Charles Quatrième par Robert Gaguin, général ministre de l'ordre de la Trinité, Paris, Antoine Vêrad, 1688.

Détendues de Tite-Live¹ sont publiées en français dès 1486-1487, et souvent réimprimées dans les premières années du xvr^e siècle avec des additions tirées des autres historiens latins. Une traduction de Salluste paraît en 1520², et l'on en cite une de Salluste en 1522. — Les Chroniques du moyen-âge ne sont pas négligées : c'est ainsi, par exemple, que paraissent en 1476 les Chroniques de Saint-Denis, en 1492, les Recits du Froissart, en 1503, les Chroniques Martinienches, en 1512. Monstrelet, Adon de Vienne, Grégoire de Tours, en 1514. Aimoin³. Malgré le faveur grandissante pour l'antiquité en un temps pas encore le passé prochain, un même intérêt s'attache aux Annales de Gaule et de France comme à celles de la Grèce et de Rome.

Le travail historique s'essaye à des compilations indigestes et dépourvues de critique⁴. Avec autant d'enthousiasme que de présomption, et sur l'exemple de quelques anciens, on entreprend des histoires universelles. Robert Gaguin publie, vers la fin du xvr^e siècle, un *Compendium super Francorum gestis* qui ressemble à Pharamond⁵, et dans les traductions françaises de cet ouvrage qui paraissent une quinzaine d'années plus tard, on fait

1 Les *détendues de Tite-Live* traduites en françoys par Pierre Burcheus ou Burcheus, Paris, en la grant rue Saint-Jacques, 1486-1487, 2 vol., en caractères gothiques. — Le premier, le second et le tiers volume des *grands détendues de Tite-Live* et *traductions de latin en françoys* par Pierre Burcheus (nouvellement corrigées et amendées. Et surchargées de faulx dedit Tite-Live) avecques plusieurs de plusieurs *grands historiographes* et comme *Oron*, *Salluste*, *Suetone* et *Lucan*. Imprimé à Paris, l'es millesiesmes et quinzies le quatorzième jour d'octobre, pour François Regnaud, libraire, 3 vol. — La traduction de la *traduction* donnée par Robert Gaguin paraît vers 1500 et est réimprimée en 1565. — Le recueil des *historiens romains* extraits de plusieurs *historiographes*, c'est à savoir Tite-Live, Pater, Oron, Lucan, Appien, Eutrope et autres, avec la destruction de Troie et de Troie la premièr mise au commencement du volume selon les *grands auteurs d'italie*, c'est à savoir Nicolo Crotensis et Bero Frigios romains et Virgile en *quatre livres*. Nouvellement imprimé à Paris pour François Regnaud, MCCCXXIII.

2 La *très illustre et mémorable vie, faulx et gestes des bons Chears*, nouvellement traduites de latin en françoys, par Guillaume Nodet d'out de Tours. Imprimé à Paris par Pierre Videns pour Gabriel de Pré, 1520.

3 G. Monod, *art. cit.*, p. 11.

4 Cf. H. Hauser, *Études critiques sur les sources narratives de l'histoire de France au 17^e siècle, II. Annales et Chroniques*, dans la *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1900-1906, t. V, p. 471-480.

5 *Compendium Roberti Gaguini super Francorum gestis ad recognitionem et curam* imprimé diligens de perito Thiermanno Kover in *incipit Francorum gestis*, anno gratiae, a Nativitate christi, 8 quingentesimo ad idem junctis [15 mai 1514]. — Sur Robert Gaguin voir la thèse de M. de Valmouy, *De Robertis Gaguinis vita et operibus* (1876) — 1881, Paris, 500 p., Hauser, *art. cit.*, p. 475 sqq.

commencer le récit à « l'exilium » de Troie pour le terminer à la mort de Louis XII¹. L'Histoire de Nicolas Oilles a le même point de départ et embrasse en outre les quatre ou cinq premières années du règne de François I^{er}. D'autre, comme Seyssel, comme Jean d'Autun, se consacrent dans des proportions plus modestes. Ils se bornent à écrire les événements de leur temps. Ils restent tout ou partie de l'histoire de Louis XII. Mais ces récits ou ces chroniques généralement demeurèrent manuscrits et la faveur publique va aux compilations que nous avons citées et dont les éditions se succèdent nombreuses et chaque fois mises à jour.

Parmi les ouvrages les plus populaires il faut encore citer tout d'abord celui de Jean Lemaire de Belges². Nul auteur n'a plus fait pour répandre dans le public et forger la croyance, déjà vieille, aux origines troyennes de la France — la filiation des rois de France à partir de Francus, fils d'Hector, qui servira de thème

1. *Les grandes chroniques, excellentes faulx et certains parties des roys de France, composées en latin par B. Gaguin et depuis en françois par plusieurs autres, et par quoy plusieurs royaumes de France ont été traduits à la lettre de latin en nostre vulgaire françois parus, pour Paris, le Preux et Galot les Pre, 1516, « au moy d'avril ».* — *Les Chroniques de France...*, depuis l'edition de Troie la France jusqu'au regne du roy François I^{er} Paris les ardeux, 1545. — *Chronique historique de France*, pour Galot du Pre le XVIII^e livre mil cinq cent et sept (1517). — *La mer des chroniques et miroir historique de France...* imprimé à Paris par maître Nicole de la Barre, l'an mil CCC^e XVIII avec continuation jusqu'en 1514. Reprint et d'autres éditions ou réimpressions de 1530, 1545, 1567, 1630, 1638, 1639. — Cf. Haur, *art. cit.*, p. 461.

2. *Les tres richesnes, tres veridiques et repueues memoires des tres prours tres nobles, tres chrestiens et tres excellens monseignesurs des deligenceurs Genois. Depuis le traite de cession de la tres sainte et tres fameuse cite de Troie jusqu'au regne du tres vertueux roy François le premier roymond. Composées par son maître Nicole Oilles jusqu'en l' temps de tres proussant et vertueux roy Loys onzieme et depuis richement desuies les modernes Apotremes jusqu'en l'an mil cinq cent et vingt On les vend à Paris... en la boutique de Galot du Pre. Acheté d'imprimer le 11 décembre 1515. Mais il y eut une édition en 1520. — Cf. Haur, *art. cit.*, p. 462-464.*

3. Jean Lemaire de Belges. *Les Illustrations de Gaule et singularitez de Troie*. Le privilege est du 20 juillet 1509. Cf. Paul-Us J. Macher, Louvain, 1889-1896, 3 vol., et les études de F. Thibaut, p. 189-202, et de Ph. A. Becker, *chap. ch. xv et xvi*. Remarquons que la même année (1509), un certain Jean Thibaut, protégé de François de Moulins, adressa à Louis de Savoie la *Barbarie de France* où « il chabré la généalogie de la maison royale de France jusqu'à un fils de Japhet, en Nyon d'orient, et monstrent ainsi que, sous diversitez des modernes royaumes d'Assyrie, Parse, Grece, de Rome, celle race rustoit enses dans l'antiquité celte et lacarueille ». Cf. Mache-de-Clermont Louis de Savoie, p. 226-227. Cf. *ibid.*, p. 151. C'était pour ainsi dire un lieu commun à cette époque.

à Ronsart dans sa *Franciade*, s'étale dans les *Illustrations de Gaule et singularités de Troie*, avec un luxe de détails et de preuves propres, semblait-il à convaincre les plus incrédules. — En 1517, Paul-Emile, historiographe officiel de Louis XII, puis de François I^{er}, donna le modèle du récit historique conçu à l'imitation de Tite-Live¹ : égal à l'historien padouan, lui ressembler tout au moins fut désormais l'ambition de tous ceux qui, en France, entreprirent d'écrire l'histoire. — Enfin la publication, en 1523, des *Mémoires de Comynnes* et l'admiration qu'ils provoquèrent chez les esprits éclairés, vinrent corriger ce qui aurait eu d'excessif une imitation servile ou superficielle de la rhétorique de Tite-Live : la recherche des causes, la pénétration du caractère des personnages le sire d'Argenton montrait qu'elles ne pouvaient se séparer du récit des événements, qu'elles devaient même y prendre la première place.

Tous ces ouvrages, Langrey les connaissait, et il est certain qu'ils exercèrent sur lui une impression très forte. L'ambition lui vint à lui aussi, dont nous avons vu l'éducation et les attaches avec les humanistes, d'acquiescer la gloire dont les noms de Lemaire de Belges, de Paul-Emile étaient entourés. Il fut pris d'une noble émulation et du désir d'écrire l'histoire. Il ne partageait pas les préjugés, encore fréquents à l'époque chez les grands seigneurs, à l'encontre des belles lettres ; du reste, le genre historique était un genre noble : il pouvait alléguer dans l'antiquité d'illustres exemples. Il voulait donc s'essayer à son tour à une histoire générale et plus particulièrement à une histoire contemporaine. Il semblait être très bien placé pour cela. C'est en 1523 ou 1524 qu'il se mit au travail, c'est-à-dire au moment où, nommé gentilhomme de la Chambre, il est dans l'obligation de vivre à la Cour, dans l'entourage immédiat du Roi, près de la source d'informations la plus complète et la plus sûre. L'esprit nourri par de vastes lectures et mûri par les voyages et une précieuse expérience, il était dans toute la force de la jeunesse : il avait à la fois l'énergie et la capacité indispensables pour la tâche qu'il allait entreprendre.

Cette tâche était cependant si ardue que Langrey n'eût probablement pas pu en poursuivre l'exécution, s'il avait été réduit à ses seules forces. Mais il fut assez heureux pour rencontrer de vifs encouragements et une puissante protection, celle du Roi lui-même.

¹ L'édition de 1517 ne comprenant que 4 livres. L'ouvrage fut ensuite continué par Arnoul Le Ferron jusqu'à l'année 1547. Cette continuation parut en 1541.

C'était déjà presque une tradition chez nos rois de favoriser l'histoire : Charles VIII avait donné l'exemple et Louis XII l'avait brillamment suivi. Ce dernier, nous dit son historien ¹, « encouragea spécialement l'histoire, qu'il s'agit d'histoire ancienne ou moderne, des origines fabuleuses de la dynastie ou des faits contemporains ». Les noms et les œuvres de Claude Seyssel, de Jean d'Auton, de Paul-Émile, sont là pour attester cette faveur, qui fut contagieuse dans l'entourage immédiat du Roi. François I^{er} n'eut garde de rompre avec cette mode. Nous savons qu'il aimait particulièrement l'histoire : les ouvrages historiques et les chroniques étaient en grand nombre dans la bibliothèque du château de Blois et suivirent le Roi dans ses déplacements. C'est lui qui ordonna à son lecteur et secrétaire, Jacques Colin, de publier les traductions manuscrites laissées par Claude Seyssel ². Il continua de protéger Paul-Émile, qui fut son historiographe en titre comme il avait été celui de Louis XII. Il s'intéressait tout spécialement à ses travaux et nous avons la mention d'ouvrages qu'il lui fit prêter de sa Bibliothèque ³.

Guillaume du Bellay fut, pour ainsi parler, le successeur de Paul-Émile. Nous avons vu qu'il fut chargé de composer, entre 1531 et 1537, les *deeds de circonstance*, à caractère historique adressés par François I^{er} aux premiers allemands. Il fut le polémiste officiel et l'avocat ordinaire du rival de Charles-Quint. Il ne devait pas l'oublier en écrivant l'histoire du règne. François ne se contenta pas de lui conseiller d'écrire son ouvrage en français : il lui donna toutes facilités pour se documenter, lui ouvrit, comme nous dirions aujourd'hui, les archives de son royaume. Il le considéra véritablement comme son historiographe : peut-être même lui en octroya-t-il le titre.

¹ Du Monté-Le-Clavier, *Chroniques de Jean d'Auton*, IV, introduction, p. 14.

² Voir par exemple, la préface de l'édition donnée par Jacques Colin en 1537 de la traduction française de Thucydide.

³ M. L. Delisle cite (*Le cabinet des manuscrits de la Bibliothèque impériale*, I, p. 177 note 7) la note finale d'une chronique de la Bibliothèque de Berne : « Le présent volume et plusieurs autres avoient esté mis, par le commandement du grand roy François Premier de ce nom, entre les mains du seigneur Paul-Émile, avec plusieurs autres fragments, instructions et mémorables, par messier Marc le Gring, chevalier viconte de la Motte au Gring, premier gentilhomme de la Chambre du Roy, . . . en qui avoit esté mis, avec l'aide dudit viconte, et du sieur de Longoy, commis par ledit Roy, ainsi qu'il appert par les lettres patentes. etc. »

II

Maintenant que nous connaissons les raisons qui poussèrent Langry à entreprendre son œuvre historique, pouvons nous pénétrer plus avant dans le détail de son travail ? L'idée initiale est contemporaine du début de la lutte entre François I^{er} et Charles-Quint. C'est alors qu'il conçut le dessein d'écrire, en latin, le récit de ce qu'il aurait vu ou appris, avec un bref préambule sur ce qui avait précédé : il imagina des divisions à l'instar de Tite-Live, des groupes de huit livres ou *Ogdoades*, par analogie avec les *Décades* de l'historien romain. Il se mit à écrire vers 1523 ou 1524, ce qui nous reste de la première Ogdoadé a été rédigé après la trahison du connétable de Bourbon et avant la bataille de Pavie¹. Nous ignorons jusqu'à quelle date Langry poursuivait son exposé. Peut-être ne dépassa-t-il pas l'année 1527. En tout cas, il est peu probable qu'il ait continué à travailler à ses *Ogdoades* après 1527, car aussi que nous l'avons vu, de 1525 à 1530, il fut presque constamment par mots et par vaux, et ses rares intervalles de loisir furent absorbés par le règlement d'affaires personnelles fort enchevêtrées, ou par la maladie.

Nous croisons volontiers que Guillaume du Bellay fut ramené à son dessein primitif par la composition des écrits polémiques dont nous avons parlé. Pour réfuter les attaques des Impériaux et dégager la responsabilité de son maître, il fut obligé d'écrire un exposé détaillé, presque une histoire des rapports de François I^{er} avec l'Empereur. Il y trouva certainement un aiguillon pour réaliser son rêve de sa trentième année. En tout cas, c'est seulement à partir de 1536 que nous rencontrons toute une série de documents qui nous montrent l'historien à l'œuvre et nous font assister aux détails de ses recherches.

Une lettre qu'il adresse à Montmorency, vers la fin d'octobre 1536, ne laisse point de doute sur l'intérêt que François I^{er} portait aux *Ogdoades* et sur les facilités de documentation qu'il ménageait à l'auteur². « J'ay laissé ce porteur, écrit-il, pour me apporter le gect que le Roy m'a dict avoir fait des choses passées de son règne, qu'il me vouloit bailler, aussi pour vous souvenair de dire à MM. Bayart et Bouchetel qu'ils fissent apporter à Bloys les dec-

1. Pour plus de détails sur tout ceci, voir notre édition des *Fragments de la Première Ogdoadé latine*.

2. B. N., fr. 2078, f. 105.

parbes qu'ils ont reçues et faites » Il travaille à son histoire à Turin, malgré les multiples soucis qui l'assiègent dans l'administration de la ville ¹. Il profite de son congé de 1533 pour dépouiller des correspondances particulières et faire de larges extraits ². En 1541-1542, lorsqu'il vient à la Cour, Langey continue ses recherches, il interroge à droite et à gauche, il se fait rédiger par son frère Jean et par d'autres, le récit des événements auxquels ils ont pris part ³. L'œuvre prend tournure : elle commence à être de notoriété publique ⁴. Macrin, Dolet, tous les flatteurs, célèbrent déjà le Tit-Live français. On peut donc dire que, dans les cinq ou six dernières années de sa vie, Guillaume du Bellay a eu constamment la composition des *Ogdoades* présente à l'esprit, qu'il a consacré à son œuvre historique ses rares instants de loisir, et qu'enfin la mort l'a surpris au milieu de ses recherches, encore en plein travail d'investigation.

Que nous reste-t-il maintenant de cette œuvre ? D'abord le *Prologue général*, où Langey expose sa conception de l'histoire, de son objet, de son but et des règles de la critique historique ; où il indique les raisons qui l'ont poussé à aborder ce genre de travaux et donne le programme de ce qu'il veut faire ⁵. Bien que la forme française paraisse trahir une composition d'abord latine, le *Prologue* est d'une date postérieure à celle des fragments qui nous ont été conservés de la première *Ogdoade* : ce que l'auteur dit de lui-même et de l'ampleur donnée à l'exposé des origines gauloises et françaises suffit à le prouver. Nous inclinons à croire

¹ Il écrit à son frère Jean, le 25 juillet 1533 : « Je ne peys ni fast envoyer l'histoire que demandez, car j'ai fait transporter hors de ceste ville tous mes papiers, excepté un-lam jacobum. » *Œuvres des Langues Romaines*, 1901 p. 25.

² Jean du Bellay à Montmorancy, 21 mars 1539. « M. de Langey se retira à Paris pour venir aller trouver et de là à Turin. Cependant il s'employe à écrire une des plus belles choses que je vis oncques, et ne veut oublier ceux qui ont mérité de la chose publique. » *Mémoires de la Vie de M. de Montmorancy*, t. VII, f. 158, reproduits dans Ribier, op. cit. 1, p. 415. — Guillaume du Bellay à [M. de Nemours ?], 11 août 1532, B. N., fr. 20156, f. 307.

³ Jean du Bellay à ? , sans date, mais en 1542, B. N. fr. 20156, f. 45-46.

⁴ Marguerite de Navarre écrit dans son poème *Les Prisons* :

Qui des seigneurs de Langey sa Chronique
Verra, sçaura qu'il (François I^{er}) a eu la postique
De gouverner, soit en paix soit en guerre,
Tout son royaume en myeux toute la terre...

A. Lafosse, *Les dernières poésies de Marguerite de Navarre*, p. 220.

⁵ Ce *Prologue* fut publié par Martin pour la première fois en 1596, au titre de l'*Épître* et il se trouve reproduit dans l'édition princeps des *Œuvres* en 1599, entre les livres IV et V. Cf. l'éd. Michoud et Poujolet, p. 105-111.

qu'il a été écrit vers l'époque où Langeoy s'est remis à son projet primitif, c'est-à-dire après les missions en Allemagne.

Le *Prologue* devait précéder les *Ogdoades*. En principe, Guillaume du Bellay voulait seulement écrire l'histoire de François I^{er} et même il ne commençait son récit qu'en 1547, avec les débuts de la grande lutte entre le roi de France et l'Empereur. Il s'était borné à résumer, en quelques pages, les faits antérieurs et notamment les origines troyennes de la maison de France, mais, dans la trame même de son exposé, à propos des noms de lieux, par exemple, il se livrait à des digressions sur leurs origines, leurs étymologies, digressions fort savantes, pédantes plutôt et qui rompaient la continuité de la narration. Sur le conseil de ses amis, Langeoy s'acquiesça le préambule et ces dissertations, non pour les supprimer, mais pour les développer et en faire une *Ogdoad* à part dont le *Prologue* nous donne l'analyse¹. De cette *Ogdoad* préliminaire, il ne reste que l'abrégé des quatre premiers livres, publié par Martin en 1556, sous le titre *Épilogue de l'antiquité des Gaules et de France*². Que sont devenus l'abrégé des quatre derniers livres et l'*Ogdoad* elle-même? Ont-ils disparu ou n'ont-ils jamais été rédigés? Nous ne saurions le dire. En tout cas, si nous jugeons du reste par ce que nous avons, nous n'avons pas beaucoup perdu à en être privés.

Il est plus regrettable que les *Ogdoades* proprement dites ne nous soient parvenues qu'à l'état de fragments. Ces fragments forment deux groupes. Il y a d'abord les trois premiers livres et le début du quatrième de la première *Ogdoad* telle que l'avait rédigée tout d'abord Guillaume du Bellay, c'est-à-dire en latin, avec, en tête, l'abrégé des antiquités de la Gaule. En dehors de ce préambule et de quelques faits des années 1515 à 1520, les quatre livres sont consacrés à l'origine du conflit franco-impérial et aux premières opérations militaires dont le Nord fut le théâtre en 1541³. Le second groupe comprend les fragments rédigés en

¹ *Mémoires*, p. 311.

² *Système de l'antiquité des Gaules et de France*, par feu messire Guillaume du Bellay, seigneur de Langeoy, chevalier de l'ordre du Roy et son lieutenant général en Piedmont. Avec ce, en préface ou préface sur toute son histoire, et le catalogue des livres allégués en son livre de l'Antiquité des Gaules et de France. Plus sont adjointes une oraison (en faveur du roi Jean de Hongrie), et deux Epistres faites en latin par ledit auteur et par ses propres traductions de latin en françois. Paris, Vincent-Portman, 1556. Le privilège est du 25 décembre 1555.

³ Voir notre édition des *Fragmente de la Première Ogdoad latine*.

français : en premier lieu, une esquisse du récit relatif aux années 1531 à 1533, qui, d'après les indications du manuscrit, aurait formé les deux premiers livres de la cinquième *Ogdoade*¹ ; ensuite trois livres entièrement achevés et relatifs à l'année 1536, reproduits par Martin dans ses *Mémoires*, ou il nous dit qu'ils appartenaient à la cinquième *Ogdoade*².

C'est tout ce qui nous reste des *Ogdoades*. Pourtant Martin du Bellay nous assure que son frère « avait composé sept *Ogdoades* latines par lui-mêmes traduites, du commandement de Roy, en nostre langue vulgaire, où l'on pouvoit voir comme en un clair miroir non seulement le pourtrait des occurrences de ce siècle, mais une dextérité d'escrire merveilleuse et à luy particulière, selon le jugement des plus sçavans »³. A part les trois livres de la cinquième *Ogdoade* recueillis par Martin, toute l'histoire de Guillaume aurait été pillée avec ses autres papiers, dans le désarroi qui suivit sa mort en janvier 1543. La perte aurait donc été des plus considérables.

Que faut-il penser du témoignage de Martin ? Il ne nous paraît guère admissible que Guillaume du Bellay ait entièrement rédigé en latin, puis traduit en français, sept *Ogdoades*. Nous avons vu que c'est dans les dernières années de sa vie qu'il s'est occupé activement de recueillir les documents (et, notons-le en passant, ces années ont été très remplies et, à part le congé de 1532, les loisirs de Langry furent rares), il en recueillait encore dans les premiers mois de 1543, et se faisait rédiger par son frère Jean le récit des négociations auxquelles il avait pris part, c'est-à-dire de ses ambassades à Londres (1527-1535) ou à Rome (1535-1536)⁴. Certainement il n'eut pas le temps de se mettre à écrire après son retour au Piémont, lorsque les attaques du marquis del Vento et les progrès de la maladie ne lui laissent plus aucun répit. Il y a donc de fortes raisons de croire que le récit relatif à

1. Archives du Ministère des Affaires étrangères, *Mémoires et Documents, France*, vol. 126, t. 179-312. C'est sans doute le manuscrit, ou une copie du manuscrit cité par Fèvre de Laetie dans la *Bibliographie historique de P. Lehardy*, II, n° 1755 : « 168. Projet d'histoire des années 1531, 1532, 1533, par Guillaume du Bellay, ambassadeur de Langry en France (c'est) conservé dans la Bibliothèque de M. le Président de Mesmes » C'est ainsi très probablement à cet ouvrage que Martin du Bellay fait allusion dans la préface de l'épître lorsque'il parle d'un livre de son frère où il « est traité des occasions qui firent le Roy et l'Empereur en guerre depuis le traité de Cambray » et promet de bientôt le publier.

2. Ils forment les livres V, VI et VII.

3. *Mémoires*, p. 401.

4. Jean du Bellay, sans adresse ni date, B. N., fr. 3646, t. 45-46.

cette époque ne parvint pas à sa forme définitive. Et une conclusion s'impose, c'est que Langey avait très probablement dressé le plan général de son œuvre et qu'il en avait déterminé les grandes divisions et les principales parties. De ces parties, il en avait entièrement rédigé quelques-unes, celles pour lesquelles sa documentation était suffisamment complète : ce serait le cas des trois livres qui ont trait à la reprise des hostilités entre François I^{er} et Charles-Quint en 1536 et à la campagne de Provence. Pour les autres, et nous ne sommes pas loin de croire que c'était le plus grand nombre, il s'était contenté de tracer une esquisse, dans le genre de celle qui nous reste pour les années 1531 à 1533, avec la mention des personnages à consulter, des documents à rechercher ou à insérer, des développements à compléter.

Que tel fût l'état de l'œuvre laissée par Langey en mourant, une lettre de Jean du Bellay paraît bien le prouver. Le témoignage du cardinal est de l'année même de la mort de Langey ; il a donc une tout autre valeur que celui de Martin, postérieur de douze ou treize ans. Voici ce que le cardinal écrit à un destinataire inconnu, mais très puissant, probablement le chancelier ou l'amiral d'Annebault : « Monseigneur, estant l'un passé sex mon frere vostre tout devotieux serviteur par deçà, et ayant retiré de moy, comme il avoyt cherché à faire de tous autres, les harangues ou deductions d'affaires par moy proposées de vuyages passez afin de les insérer au vray en l'histoire qu'il faisoit, les approuva fort (facile lui estoit d'approuver chose partant de son sang pour peu digne d'approbation qu'elle fust), et après qu'eusses passé plusieurs journées en la lecture de son œuvre, il me pria à effect que si je demourays le dernier en la pérégrination de ceste vie, je menasse, tant en ce qu'il avoyt laissé imparfait qu'en ce où il ne seroyt encores entré (?), peine d'embrasser et la révision et la continuation de son dict œuvre, et depuis, prévoyant ce que luy est advenu, avec la consanguinité qu'il me fait faire d'icelle œuvre comme d'autres menues, ma grande affection renouvelle la mémoire de ce que dessus... » De ce dernier membre de phrase, on pourrait même induire, que Langey n'avait pas emporté son histoire avec lui lorsque il regagna le Piémont en mai 1543, et que, par suite, elle ne put lui être dérobée au mois de janvier suivant. Et ceci infirmerait encore davantage le témoignage de Martin.

Suivant la recommandation de Guillaume, Jean a offert en 1543.

1. B. N., fr. 2646, f. 65-66.

pour revoir et continuer l'œuvre de son frère, bien qu'il estimât le lardeau « trop pesant pour ses épaules ». C'est la même lettre qui sous l'appui où Massé avait de se mettre à la besogne, il voulait être assuré que son labeur « ne fût point son insuffisance démontable au Roy, lequel ne cédant en aucune chose à Alexandre et le surpassant en plusieurs, ne doit moins estre privilégié en l'usage de ses gentes et vertus que voulut l'édict Alexandre l'estre en celle de ses membres. » Nouvelle preuve du caractère officiel de l'histoire de Langrey. Il offrait donc de travailler à se former « stile approchant de l'autre » et proposant de consacrer « à quelques temps les premières de son labeur pour estre la suffisance ou insuffisance d'icelle examinée et par l'excellent sçavoir de Monsieur de Tulle¹ et sur ses jugemens » de tous ceux que voudrait désigner le Roi. Selon la réponse de ce dernier, il continuerait son « tableau » ou « bailleroit le pinceau à meilleur auteur... »

Nous ignorons ce que pensa le Roi de cette proposition et pour quelle cause au juste le projet de Jean du Bellay « eut une heureusement aucune suite. Il fut repris quelque dix ans plus tard, à titre privé, par Martin du Bellay, qui, lui, le mena à terme, selon ses forces et à sa manière. Dans sa *Préface* : Martin nous a raconté lui-même comment l'idée lui vint, « estant quelques-fois en repos des armes, et employant son temps afin de s'estre repaillé viall, » de publier les trois livres qui restaient de son frère en les accompagnant de sept autres, « contenant, nous dit-il, plusieurs breves mémoires tant de la paix que de la guerre, dont je puis parler en partie comme témoin oculaire, car en plusieurs endroits, et d'icy et delà les monts me suis trouvé en personne ; et des autres ay peu avoir certain adveu par ceux qui ont esté présents, gens de foy, de sincère jugement, conformant le dire des uns aux autres, et mesmes de plusieurs estrangers qui en parlent sans affection... » Il affirme non sans constant de la vérité et s'il ne prétend pas à la gloire littéraire, protestant de ne « être pas » beaucoup accouté à farder son ouvrage des couleurs de rhétorique », il croit pouvoir se flatter d'avoir été impartial. Dans cette préface, comme dans le cours même des *Mémoires* éclate la volonté de bien séparer ce qui lui appartient en propre, de ce qui vient de son frère. Ce scrupule est des plus louables : il le serait encore davantage s'il avait conduit Martin à avouer tout ce qu'il devait réellement à Guillaume.

Lorsqu'on lit les *Mémoires* de Martin, les livres I à IV, VIII et

1. Florent Duclutet, évêque de Tulle, historien et maître de la Bibliothèque du Roi.
2. *Mémoires*, p. 104-108.

IX, on ne peut manquer d'être frappé de la confusion et de la disproportion de certaines parties. Le récit des années 1516 à 1522 est des plus embrouillés, celui des premières opérations militaires en 1521 est très développé. Le livre IV tranche avec les précédents par l'abondance des détails dans l'exposé des négociations diplomatiques; Martin insère même, ce qui n'est pas son habitude, des documents *in extenso*. De même le livre VIII est presque entièrement consacré aux événements de l'année 1537, alors que les années 1538 à 1540 comportent seulement deux ou trois pages. Et si l'ampleur du récit de la campagne de Picardie s'explique naturellement par ce fait que Martin y a pris part, qu'il a été témoin oculaire, il n'en est pas de même pour la campagne du Piémont, où le récit est encore plus précis et parfois n'est qu'une analyse fidèle des correspondances officielles. On peut faire la même observation à propos du commencement de livre IX pour tout ce qui concerne l'affaire Frégese et Rinçon et le début de la campagne du Piémont. Ces particularités de composition tiennent à des différences de documentation: elles s'expliquent sans peine si l'on admet qu'en écrivant ces parties de son récit, Martin avait sous les yeux les documents réunis par Guillaume ou, mieux encore, les esquisses tracées par lui, et qu'il les a largement utilisées.

Il est aisé de vérifier la bien fondée de cette hypothèse. Si nous comparons le récit des premières années du règne de François I^{er} avec les fragments de la première *Ogdoade latine*, nous voyons l'énumération des mêmes événements, des mêmes dates, (fait d'autant plus frappant qu'elles sont plus vagues et parfois inexactes), à peu près dans le même ordre. Martin s'est contenté d'abréger le développement de son frère: les seules modifications qu'il y a apportées sont l'addition de quelques détails de moindre importance ou des interventions de faits qui les rendent difficilement intelligibles¹. Invoquera-t-on le silence de Martin sur ce point, pour prétendre qu'il ignorait cette partie de l'œuvre de son frère? Mais il garde le même silence sur une autre partie que celle-là il connaissait bien puisqu'il l'a reproduite textuellement, à quelques phrases près. Les trois quarts du livre IV, depuis le début jusqu'à la mention de l'entrevue de Marseille², sont tout simplement l'esquisse laissée par Langey. Martin a seulement

¹ Voir, pour les exemples, notre édition des *Fragmenta de la première Ogdoade latine*.

² *Mémoires*, p. 225-261.

recensé le développement initial sur la fragilité de la paix de Cambrai et supprimé les phrases qui dans le canevas de son frère annonçaient l'insertion d'un document ou le besoin d'un supplément d'information¹. A vrai dire, dans l'avertissement de *Epitome* il parle d'un fragment de Langrey où ce dernier avait traité « des excursions qui romirent le Roy et l'Empereur en guerre depuis le traité de Cambrai » et qui est sans nul doute le morceau qui nous occupe. Mais il n'en souffle plus mot dans la préface des *Mémoires*, ni dans le cours des *Mémoires aux-mêmes*. Comme ces fragments étaient restés à l'état d'ébauche, comme ils n'avaient pas été rédigés dans la forme des trois livres conservés, Martin s'est probablement cru en droit de ne pas les mettre au compte de son frère, et de les utiliser comme il aurait fait d'autres matériaux, sans en indiquer la provenance. Tant qu'il est appuyé sur le canevas et les pièces rassemblées par Langrey, le récit de Martin est précis, détaillé, dès qu'il est privé de ce secours, il se trouble, hésite, et même s'arrête, laissant de côté par exemple les années 1534 et 1535, pour ne reprendre qu'en 1536, lorsque les souvenirs personnels de Martin et aussi les renseignements de Guillaume lui fournissent un nouvel aliment. Tout ce qui dans la livre VIII est relatif au Présent, sauf les erreurs, peut, avec une quasi-certitude, être rapporté à Langrey. L'allure du récit comme l'insertion presque textuelle de certains rapports officiels de M^r de

1. Voici quelques exemples caractéristiques : Arch. 48. 612, *Mémoires et Souvenirs*, vol. 702, f. 211, à propos de la mort de Louis de Savoie, « Des meurs, condition et vertus de laquelle femme le grand regret qu'elle a eue d'elle me venant de parler en moi-même. (en blanc dans le texte, et en marge) C'est decrire particulièrement en paroles ses finesses, meurs et vertus ». Martin, *Mémoires* p. 217. « Les meurs, condition et vertus de laquelle femme et le grand regret qu'elle a eue d'elle sont des matières entre elles trop privées, et je ne les ay eueses mes plumes à les raconter ». — Ibid. f. 222 r^o, à propos du bref adressé par le Pape au Roi « et le brief envoyé de la part qui envoye ce brief pour l'insertion du texte. Ne tarda gueres nostredict Saint-Pere qu'il eut la response du Roy en telle forme en un blanc pour le texte. Laquelle response vint le 20 de may tel peusédict nostredict Saint-Pere ». Martin, id., p. 225. « le 5 Mars, on envoya un brief au Roy en qui fut fait et le brief envoyé de tardu gueres que nostre Saint-Pere eut la response du Roy. Ceste response vint le 10 de may tel peusédict nostredict Saint-Pere, etc. » — Il convient cependant d'ajouter que sur ce point Martin a complété l'ouvrage de Guillaume. Il a inséré, p. 221-222, les lettres de François I^{er} au duc de Milan et à l'Empereur à la suite de l'assassinat de Marcellin, lettres que Guillaume (f. 224) avait simplement mentionnées comme il faut reproduire. Mais rien ne prouve que ce soit par un docteur qui les ait corrigées après avoir dressé ces ébauches. Martin, dans ce cas, les aurait simplement trouvées parmi les papiers de son frère.

Humières trahissent la méthode de Guillaume plutôt que celle de Martin¹. Les vingt premières pages du livre IX sont remplies par l'analyse ou la reproduction intégrale de lettres du gouverneur du Piémont : c'est le dossier formé par Guillaume qu'a compilé Martin.

Nous arrivons ainsi à cette conclusion, croyons-nous légitime. Autant qu'on peut le conjecturer d'après ce que nous venons de dire, Langey n'avait pas rédigé intégralement, sous leur forme définitive, les sept *Ogdoades* que lui attribue Martin. La plus grande partie de son histoire n'existait encore qu'à l'état de canevas, d'ébauches, que, sans nous prévenir Martin a utilisées et fait passer dans son récit toutes les fois qu'il l'a pu. L'étude détaillée des *Mémoires* peut nous renseigner sur ces emprunts fraternels, que le simple aspect de l'œuvre dénonce. Le pillage de Tarare a plutôt porté sur la correspondance de Guillaume du Bellay sur ses papiers officiels, que sur son histoire. Nous croyons donc que s'il nous faut nous résigner à ne jamais posséder les *Ogdoades*, c'est moins parce qu'elles auraient été perdues ou détruites après avoir été volées, que parce qu'elles n'ont jamais existé dans l'état d'achèvement que, sur la foi de Martin l'on avait imaginé.

III

Quel qu'ait été l'état réel des *Ogdoades* à la mort de Langey, il nous en reste assez pour nous permettre de juger quelle idée il se faisait de l'histoire, comment il concevait la méthode historique et quelle valeur il convient d'attribuer à son œuvre. Langey lui-même a pris soin de nous exposer ses conceptions dans le *Prologue des Ogdoades*, qui nous a été conservé. Il définit l'histoire « la vraie et diligente exposition des choses faites ». Par suite, il ne suffit pas de dire : « ceci fut dit, cela fut fait, sans remontrer comment, par qui par quel moyen, à quel titre, et à quelle fin ». Cela, c'est la vérité, la diligence consiste dans « l'ordre et narration des choses bien poursuivie et continuée ». Des événements, il faut indiquer les causes, les progrès, les vicissitudes,

1. Ainsi par exemple le récit de l'entrée en campagne de M. de Humières en juillet 1577 (*Mémoires*, p. 456-457) est la reproduction à peine abrégée d'un rapport adressé par le lieutenant-général du Piémont à François I^{er}, par l'intermédiaire de Guillaume de Coys, et daté du Camp d'Albe, 16 juillet 1577. B. N., fr. 4050, f. 53-54.

les conséquences, en les spécifiant « par tant telles ou semblables circonstances qui en l'histoire ne sont à mépriser, ains à diligemment observer ». Il insiste sur la nécessité de montrer l'enchaînement des faits, sur ce qu'il appelle « l'histoire prosécutive et continente ». Et par les exemples qu'il allègue, il apparaît qu'il a surtout, pour ne pas dire exclusivement, en vue les faits de guerre ou les négociations : il ne s'intéresse qu'à l'histoire militaire ou politique, diplomatique ¹.

Aussi bien l'objet de l'histoire est-il déterminé par les services qu'elle est appelée à rendre ². Langey lui attribue une efficacité morale et, si l'on peut dire, pédagogique, à l'usage des princes et de leurs serviteurs. Outre qu'elle est propre à détourner du vice et qu'elle fournit un précieux aiguillon vers la vertu, elle peut avoir une portée plus pratique, une utilité pour ainsi parler plus personnelle : inciter un prince à réparer les injustices de ses prédécesseurs en les lui faisant connaître, et, par l'assurance que tout service trouvera tôt ou tard sa récompense, exciter parmi les sujets une noble émulation dont bénéficieront les familles aussi bien que l'État. D'autre part, sans elle, nul n'est « recevable à l'administration de la chose publique, mais à déchausser comme malades, Hommes d'État et capitaines doivent être hommes d'expérience. Or qu'est l'histoire, sinon le répertoire de l'expérience passée ? » À vrai dire, je ne voy autre différence entre l'histoire bien descrite et l'homme ancien qui a moult veu, considéré et retenu sinon que l'un est hystoire parlante et vive, mais mortelle, l'autre est hystoire morte et mute, mais à perpétuité resuscitable et apte à recouvrer la parole par le moyen d'un lecteur studieux et diligent ³.

Ces idées sur le rôle et l'objet de l'histoire ne sont pas particulières à Langey ; on les trouve chez presque tous les contemporains. Commynes, Jean Rochet ⁴, Jean Lemaire de Belges pour nous borner à ceux-là, n'en avaient pas de sensiblement différentes. Or Langey est plus original, c'est quand il trace les règles du travail historique : il le fait avec une clarté et une force qui semblent presque d'un historien d'aujourd'hui.

La meilleure source de renseignements est celle qui émane de témoins oculaires, « En un tesmoing de vraye a plus de foy qu'en

¹ *Mémoires*, p. 103-104.

² *Ibid.*, p. 104-105.

³ *Ibid.*, p. 105.

⁴ Cf. O. Hamon, *Jean Rochet l'Annaliste*, p. 170 sqq.

dix d'ouye ¹ ». D'où la nécessité de se hâter pour recueillir des témoignages qui sans cela sont menacés de disparaître à jamais. Mais « un homme seul ne peut estre partout où les affaires sont demenees, et, y estant, ne peut ensemble faire son devoir et s'amuser à voir ce qu'autrui fait... » Par suite, il faut faire une place à la tradition orale. Mais que les historiens se gardent d'écrire « pour chose seure ce que leur aura dit le premier venu, sans faire election ou choix de la personne qui le leur rapporte, ou bien en disant selon le bruyt qui aura cours parmy le peuple, auquel à peine peut avoir mot de vérité... Un hystorien, s'il est possible, doit avoir veu ou cogneu une bonne partie de ce qu'il dit, et au demourant avoir une extreme et merveilieuse discrétion de s'en enquérrir à ceux qui mieux au vray le pourront dire, jusques à entendre par le raport des ennemis, non seulement de ceux de son party ² ». Et pour illustrer son dire, il passe en revue la plupart des historiens antérieurs, en une copieuse énumération d'exemples, dont beaucoup ne sont pas des mieux choisis, et qui fait songer à celles dont est prodigue Rabelais ³.

Les renseignements rassemblés, les faits bien établis et leur enchaînement déterminé, le travail de l'historien n'est pas encore achevé. Il faut revêtir cette matière d'une forme convenable, l'« enrichir de stile et diction élégante ⁴ ». Ce souci de la forme, sur lequel l'auteur revient avec une insistance caractéristique, est toute naturelle chez un homme de la Renaissance. On sent que Langey attache le plus haut prix à « la perfection de stile », et nous savons ce qu'il faut entendre par là : c'est la rhétorique à la Tite-Live. Lui-même ne se flatte pas d'y avoir atteint : peut-être, « par continuation d'ecriture », arrivera-t-il à « amender » et à « murir son stile » de manière à pouvoir lui même « réformer tout l'œuvre en meilleur et plus suffisant langage ⁵ ». En attendant, il livre ce qu'il a recueilli comme des matériaux que de plus savants ou de plus habiles pourront utiliser, car il est bon que ceux qui connaissent « la vérité à en parler » l'écrivent « en tel langage qu'ilz sçavent, selon les choses veues par eux, ou entendues par fidelle et bien certain rapport d'autrui ⁶ ».

¹ *Mémoires*, p. 105.

² *Ibid.*, p. 107.

³ *Ibid.*, p. 107-109.

⁴ *Ibid.*, p. 108.

⁵ *Ibid.*, p. 110.

⁶ *Ibid.*, p. 108.

Si Langey ne revendique pas la gloire de l'écrivain d'histoire, doit-on du moins lui reconnaître le mérite de s'être conformé aux règles de la critique historique qu'il a si bien exposées ?

Il convient de laisser de côté l'*Répertoire de l'Antiquité des Gaules et de France*. La seule liste des auteurs, dont on vît Langey invoquer l'autorité, suffit à édifier sur la valeur de l'œuvre¹. Il semble avoir visé plutôt à n'être pas taxé d'ignorance qu'à faire preuve d'esprit critique. Il a été dominé par une préoccupation de pédantisme plutôt que de véracité. Il a repris à son compte les légendes à la mode sur les origines troyennes des Gaulois et des Francs. Déjà, vers la fin du xvi^e siècle, Hotman l'a dit : ce n'est pas une histoire, c'est un conte à la manière des Amadis². Le jugement est parfaitement juste. Tout au plus pourrait-on alléguer, à la décharge de Langey et comme circonstance atténuante, que ce n'était pas précisément son sujet et que sans trop s'arrêter à ce qui en était seulement le préambule, il a réservé la rigueur de son examen pour son histoire proprement dite. Mais assurément c'est déjà trop que cette concession aux préjugés régnants et les amis dont les avis le conduisirent à « renâcler » cette partie pour en former une *Ogdoade* à part, auraient été mieux inspirés, — mais pouvaient-ils y songer ? — s'ils lui avaient conseillé de la supprimer tout à fait. L'histoire n'y eût rien perdu et la réputation d'historien de Langey y eût certainement gagné³.

Nous nous bornerons donc, puisqu'aucun bien n'est la partie essentielle de l'œuvre, à étudier les fragments des *Ogdoades* qui traitent du règne de François I^{er}. Ici Langey a été parfaitement fidèle à la méthode qu'il préconisait. D'abord il écarte, dans un grand nombre de cas, témoin oculaire : il commence à l'année 1522 son récit détaillé, parce que, nous dit-il, c'est seulement à partir de cette date qu'il a pu voir par lui-même les faits dont il parle. Grâce aux charges dont le Roi l'avait investi, il a été personnellement acteur en nombre d'occasions : lorsque'il expose les pourparlers engagés avec les princes allemands en 1532, en 1536, ce

¹ Ce qu'il y a peut-être de plus curieux dans cette liste, c'est le nombre d'auteurs de l'époque médiévale. Cf. la liste des ouvrages consultés par Jean Bouchot, pour la composition de ses *Annales d'Aquitaine* dans A. Hemon, op. cit., p. 306, n^o 2.

² « Non Franco-Galli historiam, sed Amadicearum fabularum institutum tractationem videtur. » Cf. B. Huet, *Manière historique du Maine*, IV, p. 94-95.

³ Il convient cependant de mettre à part la description des Alpes qui ouvre le livre III (*Épilogue*, I, B 36, où l'on trouve, avec bien des historiettes comme quelques détails qui dénotent une vue directe des choses.

sont ses propres instructions qu'il résume, sa correspondance à lui qu'il analyse, ses négociations même qu'il relate. Son histoire tient donc à la fois de la chronique et des mémoires.

La place qu'il occupait à la Cour ses relations avec les principaux dignitaires de l'État lui ouvraient d'autres sources d'informations précieuses, qu'il n'a eu garde de négliger. Nous avons déjà vu qu'il avait obtenu du Roi communication de pièces officielles : la correspondance des secrétaires royaux avait été mise à sa disposition. Nous avons la preuve qu'il s'était informé auprès des personnages témoins oculaires ou acteurs des événements dont il avait à parler. C'est ainsi qu'il écrit à un correspondant, que nous avons tout lieu de croire M. de Humières « Monseigneur, J'ay extraict toutes les lettres de mars, avril, may, juing, juillet, aoust et septembre, concernantes les affaires du Piémont et n'ay voulu vous renvoyer plus tost ce porteur à cause qu'il me sembloit que avyez envie de les avoir hastast. J'envoie ung homme avecques luy, pour rapporter les buvates, lequel de retour incontinent le vous enverray avecques les lettres de juing, juillet aoust et septembre de vostre voyage à Embran que je retiendray jusques alors. J'ay mys à part deux lettres, lesquelles pour ce qu'elles me touchent, je vous supplie faire mettre à part. J'espère la première fois que je vous verray vous monstrier mon extract ostendu plus amplement, duquel vous contenterez ».

Nous avons retrouvé quelques-uns des rapports qu'il avait demandés à ses amis. Ainsi les *Gestes... de Montmorency, grand-maistre et connestable de France* qui s'arrêtent en 1536, et ont été écrites par un serviteur et un compagnon d'armes du grand-maître — nous n'avons pu découvrir son nom, — l'ont certainement été pour Langey : la date de la composition (peu

1. Guillaume du Bellay à M. de Humières⁷, Villers-Cotterets, 15 août 1537, B. N., fr. 20456, f. 307. Il s'agit ici très probablement des événements dont le Piémont fut le théâtre en 1537, lorsque M. de Humières y était lieutenant général. Nous avons vu que Langey y fut envoyé à deux reprises. Peut-être « l'extract étendu » dont parle notre auteur n'est-il passé dans le livre VIII¹⁶, comme nous l'avons déjà dit, en travers des analyses de documents officiels.

2. *Gestes de très illustre seigneur Anne de Montmorency, grand ministre et connestable de France* (1515-1536). Ce document, dont M. Perron a signalé le premier l'importance (*Revue Critique*, 1884 t. I^{er}, p. 395-397) et qu'il a utilisé pour sa biographie de Montmorency est conservé en copie dans un grand nombre de manuscrits. M. Courvaissure que est cette narration « n'est pas de Martin du Bellay lui-même, elle a pu lui servir de source, car elle confirme plus d'un trait commun avec ses *Mémoires*. » La seule preuve à n'en pas douter que Martin n'est pour rien dans la rédaction. En voici le début. « Ayant désir de satisfaire à vostre

après 1539), le début des développements donnés à certains faits que notre historien ignorait, le silence sur d'autres qu'au contraire il connaissait bien pour y avoir assisté, prouvent, à ne en pas douter, que nous sommes en présence d'un des sources, qui n'a pas été utilisée, des *Ogdoades*. D'autre part, nous avons vu qu'au début de 1540, Langey retourait de son frère Jean « les harangues ou déductions d'affaires par luy proposées es voyages passés, afin de les insérer au vray en l'histoire qu'il feroyt. » Un fragment du mémoire rédigé à cette occasion par le cardinal a été recueilli par les frères Dupuy qui l'ont conservé dans leur collection¹ : il a trait aux pourparlers qu'entraîna, dans le courant de 1533, l'affaire du divorce entre Henry VIII, François I^{er} et le Pape et l'on voit par des notes marginales que Jean conseillait à son frère de s'adresser en outre, pour des informations complémentaires et plus sûres au cardinal de Tournon, alors ambassadeur à Rome, et à M. de Castillon, qui fut envoyé en Angleterre à peu près vers la même époque.

Il est donc évident que Guillaume du Bellay n'a rien négligé pour être bien informé et qu'il l'a été aussi bien qu'on pouvait l'être de son temps. Il n'est nullement paradoxal de soutenir que sur un grand nombre de points, il l'était même beaucoup mieux que nous. Et du reste, c'est le travail de recensement que Langey avait fait qu'il nous fait refaire aujourd'hui, pour reconstituer l'histoire du règne de François I^{er}.

Les documents qu'il a recueillis, comment Langey les a-t-il utilisés ? Nous possédons les originaux de quelques-uns d'entre

demande, il m'a semblé que je devois reprendre du commencement les choses traitées de ce règne, pour vous donner à cognoistre par quel motif Anne, veuve de Montmorency... est parvenue à la gloire et heur que l'on a de présent, vous informant brièvement des choses que j'ay eues à l'œil, rapportant spécialement ce qui en sert pour entendre les faits d'un homme. » Plus loin, à propos de l'expédition de 1545 : « Je ne veux luy donner plus long discours de ce voyage, car vous m'avez par plusieurs fois dit que l'entendiez. » L'auteur s'étend par contre assez complètement sur les opérations des premières années de la guerre (1531-1534). À partir de cette date, il passe courtoisement sur la plupart des événements, même sur le rôle de la campagne de Provence en 1536 et de l'expédition de Milan en 1537 qui sont pourtant les principaux titres de gloire militaires de Montmorency. Mais car ces faits Guillaume du Bellay était particulièrement bien informé, et le rédacteur laconique des *Costes* ne pouvait pas lui épargner grand chose.

1. B. N., Dupuy 23, t. 38-39, imprimé par le P. Heury, op. cit., n° 114, qui n'en indique pas le véritable caractère, saigné de quatre remarques faites par Friedmann, *Annae Bellay*, I, introduction, p. xviii.

eux, cela nous permet d'apprécier l'usage qu'il en a fait. Il est rare qu'il les ait reproduits *in extenso*, sauf lorsqu'il s'agit de discours ou de lettres ayant un caractère d'apparat bien marqué. Le plus souvent il analyse, il résume et l'analyse, parfois coupée de réflexions personnelles et de développements adventices, est généralement exacte et fidèle. Pour s'en convaincre, que l'on compare par exemple aux instructions qu'emportaient, en novembre 1532, les cardinaux de Gramont et de Tournon envoyés auprès du Pape, ce qu'en dit notre historien¹. Que l'on examine en détail le récit qu'il fait de la fameuse séance du 17 avril 1536, entre Charles Quint et Paul III, et ce qu'écrivent à François I^{er}, le 19 avril, Dodieu de Vély et l'évêque de Mâcon, nos ambassadeurs, l'un auprès de l'Empereur et l'autre auprès du Pape². Langey reproduit à peu près sans changement ce que lui fournit la correspondance officielle. S'il y ajoute, ce sont quelques réflexions que l'événement lui suggère ou des renseignements qui lui venaient d'ailleurs. Cela lui permet d'incorporer plus intimement le document à son récit, de rendre plus homogène et plus solide la trame de son histoire. La rigueur de la méthode n'a pas à souffrir de ce sacrifice à l'art, ou, si l'on préfère, de cet artifice littéraire.

On ne saurait en dire autant des discours ou des exposés d'allure oratoire qu'en bon imitateur de Tite-Live et de Paul-Emile, Langey affectionne particulièrement. Nous les supportons difficilement aujourd'hui : ils étaient alors très goûtés, on les considérait même comme essentiels au genre historique. Dans les fragments latins de la première *Ogdoade*, ils sont multipliés : on dirait presque d'un véritable *Conciones*. On en trouve un peu moins dans les fragments rédigés en français, peut-être simplement parce que la matière s'y prêtait moins bien³. Ne nous hâtons pas trop d'ailleurs de condamner cette rhétorique historique, car elle a conservé des adeptes parmi les historiens jusqu'au milieu du XIX^e siècle.

Il nous reste à examiner une dernière question. Langey possédait-il la qualité qui, avec l'étendue de l'information et la véracité, est

¹ *Mémoires*, p. 242-243, copies manuscrites des instructions, B. N., Dupuy 547 t. 154 sqq. 540, f. 189 sqq.

² *Mémoires* p. 307-341, B. N., Dupuy 305, f. 53-64. Cette lettre est reproduite dans Charrière, *Négociations de la France dans le Levant* I, p. 198-309.

³ Pour les exemples tirés de l'*Ogdoade* latine, voir notre édition. Pour l'*Ogdoade* française, voir, par exemple, les discours de François I^{er} au début du livre VI, p. 339-341, 337-339, 339-341; celui de Charles-Quint livre VII, p. 373. Voir encore p. 378-379, et un autre discours de François I^{er}, au livre IX, p. 498-497.

la plus prise chez un historien, l'impartialité ? Certes il affirme dans son *Prologue*, que dans son histoire tout « sera fidèlement écrit et sans altérer la vérité pour grâce, ambition, hayne ou faveur d'aucun ».¹ Mais l'effet ne répond pas toujours à l'intention. Le récit de Guillaume du Bellay, comme celui de Martin, est partial pour le roi de France. On connaît le jugement de Montaigne : Sans doute, il reconnaît que dans « les pratiques et négociations conduites par le seigneur de Langrey il y a tout plein de choses dignes d'estresses et des discours non vulgaires », sans doute encore, les lacunes qu'il relève sont imputables plutôt à Martin qu'à Guillaume. Mais néanmoins il est tout à fait dans la vérité lorsqu'il ajoute : « C'est icy plustost un plaidoyer pour le roy François contre l'empereur Charles cinquiesme qu'une histoire ». Oui, Langrey s'est trop souvenu dans ses *Ordoines* de son rôle de poëviste officiel : il n'a pas cessé d'être l'avocat du Roi. Mais il faut ajouter aussitôt qu'il lui était bien difficile de « substraire complètement de ses impressions antérieures, de son milieu, de s'élever au-dessus de sa condition de sujet et serviteur du roi de France, pour tenir la balance égale entre ce dernier et Charles-Quint. S'il est malaisé d'être impartial lorsqu'on écrit l'histoire d'un passé mort et aboli, combien l'est-il plus encore de relater l'histoire du temps où l'on vit, des hommes que l'on hante, des événements auxquels on a soi-même pris part. L'important, semble-t-il, est qu'on fasse effort pour découvrir l'enchaînement des faits, qu'on ne dénature pas de propos délibéré le caractère des événements, et si on n'arrive pas à la vérité, qu'on tâche au moins de la découvrir. Or nous avons vu que Langrey l'avait fait et si l'on ne peut le louer d'un résultat qu'il n'a pas atteint, tenons lui compte au moins de la sincérité et de l'ardeur avec lesquelles il l'a poursuivi.

Telles quelles, avec leurs incontestables défauts et leurs lacunes inévitables, les *Ordoines* de Guillaume du Bellay auraient constitué une œuvre de grande valeur historique, et l'histoire diplomatique et militaire du règne de François I^{er} aurait été tracée dans ses grandes lignes dès le milieu du xvr^e siècle si elles nous avaient été conservées, ou pour mieux dire, si elles avaient été portées au point d'achèvement et de perfection que leur auteur avait rêvé.

1. *Mémoires*, p. 110.

2. *Essais*, II, chap. 2, in fine.

IV

En terminant, il nous faut dire un mot de l'influence exercée par Guillaume du Bellay historien et du succès qui accueillit les fragments des *Ogynades* lorsqu'ils parurent encadrés dans les *Mémoires* de Martin en 1569.

À première vue, il peut paraître étrange de rechercher l'influence d'un auteur dont l'œuvre n'a subsisté qu'à l'état de fragments très minimes et a été publiée plus d'un quart de siècle après sa mort, alors que d'autres ouvrages d'histoire, traitant du même règne de François I^{er}, avaient déjà paru et jouissaient d'une grande réputation. Il est cependant un historien qui doit à Guillaume du Bellay peut-être sa vocation, assurément sa méthode : nous voulons parler de Sleidan.

On sait comment Sleidan fut introduit dans le cercle des du Bellay par Jean Sturm et comment, au départ de ce dernier pour Strasbourg, il devint comme leur secrétaire pour les affaires allemandes¹. En 1537, Sleidan publia un *Abrégé de Froissart*² et l'on rencontre, dans la préface, sur l'objet et le but de l'histoire, des idées qui, on l'a déjà remarqué³, font songer à celles du *Prologue* laissé par Langey. Ces ressemblances s'expliquent naturellement si l'on songe qu'à ce moment le *Prologue* était probablement déjà composé et que, par ses relations avec l'auteur (Langey était alors à la Cour et s'occupait, peut-être avec le concours de notre Allemand, de rassembler ses écrits polémiques) Sleidan pouvait en avoir connaissance. Ses conversations avec le futur gouverneur du Piémont lui avaient rendu ces idées familières. Les extraits de Froissart montrent qu'il ne se les était pas encore parfaitement assimilées, preuve qu'elles ne lui étaient pas personnelles et qu'elles lui venaient de dehors, nous en connaissons maintenant la source.

Langey donna à Sleidan ses idées sur l'histoire. Est-ce lui

1. Voir à ce sujet H. Baumgarten, *Ueber Sleidans Leben und Briefwechsel*, Strasbourg, 1876; *Sleidans Briefwechsel*, Strasbourg, 1881; et notre article sur Jean Sleidan et le cardinal du Bellay, premier equier de Jean Sleidan en France (1535-1540), dans le *Bull. de la Soc. de l'Hist. du Prot. fr.*, mai 1903.

2. *Froissardi, nobilissimi scriptoris gallici, Historiarum opus omne, jam primum et breviter collatum et laudis sermone redactum*. Parisii, ex officina Simonis Colliani, 1537. Avec une préface dédiée à Jean du Bellay et datée du 19 juillet 1537.

3. H. Baumgarten, *Ueber Sleidans Leben*, p. 24-25.

encore qui lui suggère celle d'écrire ses *Commentaires*. De l'aveu de Sleidan, c'est en 1534 qu'il y songe et il trouve aussitôt, dit-il, l'encouragement de puissants personnages¹. Que Guillaume du Bellay fût du nombre, cela ne peut guère faire de doute. Rappelons-nous en effet qu'à cette date, il était à Paris en congé, qu'il dépouillait févreusement les documents mis à sa disposition par ses amis et peut-être rédigeait certaines parties des *Ogdoades*. Sleidan fréquentait chez Langey, quand ce n'aurait été que pour renseigner ses coreligionnaires allemands sur ce qui se passait à la Cour. Peut-être travaillait-il avec lui comme avec Jean. Nous voyons, en 1532, Guillaume du Bellay lui faire transcrire sa correspondance avec le marquis del Vasto au sujet du meurtre de Frégoso et Rincon, et les discours qu'à la suite de cette affaire il voulait répandre en Allemagne². L'exemple de Langey, à défaut de ses conseils, dut être contagieux, et si l'éveilla pas chez Sleidan la vocation historique, il lui fournit du moins sa méthode. La manière dont Sleidan procéda pour recueillir ses documents et dont il les utilisa, cette façon de résumer les textes, de paraître s'effacer derrière une analyse fidèle, tout en donnant au récit, malgré tout et involontairement sans doute, une allure partielle, tout cela crée plus que des analogies entre les *Ogdoades* et les *Commentaires*. On peut donc, ce nous semble, revendiquer pour Langey l'honneur d'avoir contribué, dans une large mesure, à la formation du plus célèbre historien protestant du xvr siècle.

Les *Commentaires* de Sleidan avaient eu déjà une glorieuse fortune lorsque les fragments des *Ogdoades* parurent. Martin du Bellay s'était mis à confectionner ses *Mémoires* vers 1555-1561, mais c'est seulement son gendre et son héritier, le baron de la Londe, qui les publia en 1569, en les dédiant à Charles IX³.

1. *Sleidani Commentarii*, I, p. 8-11; H. Baumgarten, *Ueber Sleidans Leben*, p. 59; *Sleidani Briefwechsel*, p. 272.

2. En avril 1548 Sleidan écrit en effet à Jacob Sturm: « Mille Ubi... quantum excolebas quos ante trimum descripti in Gallia domini Langri autographi, ipsius mandata Videlicet in his locis sepulchrum de Rincone et Caesare Frégoso... » H. Baumgarten, *Sleidani Briefwechsel* p. 61.

3. Les *Mémoires* de Messire Martin du Bellay, seigneur de Langey, contiennent le discours de plusieurs choses advenues au royaume de France, depuis l'an MDLIII jusques au trépas du Roy François premier, auxquelles l'auteur a joint trois livres et quelques fragments des *Ogdoades* de Messire Guillaume du Bellay, seigneur de Langey son frere. — Cette nouvelle édition, mise en lumière et présentée au Roy par messire René du Bellay, chevalier de l'ordre de sa majesté, baron de la Londe, héritier d'iceluy Messire Martin du Bellay. A

Plusieurs ouvrages avaient déjà paru sur la même période, qui enlevaient au récit une part de son attrait de nouveauté. Cependant les *Mémoires* des frères du Bellay furent bien accueillis. Plusieurs éditions en furent données avant la fin du xvi^e siècle : on les traduisait même en latin¹. Si Montaigne, tout en en faisant grand cas, les jugeait avec la sévérité que nous avons vue, Monluc les appréciait fort et l'a prouvé par ses emprunts qu'il leur a faits pour ses propres *Commentaires*. On s'accorda généralement pour y voir la principale source narrative du règne de François I^{er}, et c'est à travers les *Mémoires* des deux frères qu'on s'accoutuma de regarder la Cour du Roi-Chevalier.

A ce titre, l'abbé Lambert en publia une nouvelle édition dans la courant du xviii^e siècle². Malheureusement, il ne se contenta pas de réimprimer, à la suite, des pièces justificatives tirées des manuscrits et de les accompagner des *Mémoires de Fleuranges* et du *Journal de Louise de Savoie* : il crut bon de les mettre « en nouveau style ». Sous prétexte de l'embellir, il défigure un texte qui n'était déjà que trop defectueux dans l'édition princeps. Depuis la tentative déplorable de l'abbé Lambert, on s'est borné à reproduire, tant bien que mal, dans des collections générales, le texte primitif des *Mémoires*.

Ils n'ont cependant pas beaucoup perdu de leur importance, ils constituent toujours la seule source narrative où l'on puisse puiser pour la totalité du règne de François I^{er}. Sans doute pour la connaissance de cette époque, on doit s'adresser de préférence aux sources manuscrites (correspondances, papiers d'État, etc.),

Paris, à l'olivier de P. l'Hallier, rue Saint-Jacques, 1569, in-f°. Le privilège est du 15 juillet 1569. — A propos de cette édition, Bayle observe que, « en examinant le bout des pages et le titre particulier qui est à la tête de chaque livre, on trouve que le V^e, le VI^e, le VII^e et le VIII^e livres appartiennent à Guillaume du Bellay ». D'après l'avis au lecteur inséré par l'imprimeur en tête de l'édition, l'attribution du VIII^e livre à Guillaume du Bellay est due simplement à une erreur d'impression.

1. On peut citer les éditions données par l'Hallier en 1571 et 1573 (in-8°), par J. Marechal en 1571 (in-8°), par Langlois en 1582 (in-8°), 1588 (in-f°), 1595 (in-8°), par Jean Chouet (in-8°). — Une traduction latine due à Hugo Sarnus parut en 1574, chez A. Wechel (in-f°).

2. *Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay-Langey, mis en nouveau style auxquels on a joint les Mémoires du maréchal de Fleuranges qui n'avaient point encore été publiés et le journal de Louise de Savoie. Le tout accompagné de notes critiques et historiques et de pièces justificatives pour servir à l'histoire du règne de François I^{er}*, par M. l'abbé Lambert, Paris, 1733, 2 vol. in-12.

encore inédites ou depuis trois siècles généralement négligées : on arrivera ainsi à refaire sur d'autres bases, plus solides, l'histoire de ce temps. Mais ce faisant, n'est-ce pas encore une sorte d'hommage que l'on rend indirectement à Guillaume du Bellay ? Car que fait-on autre chose, sinon reprendre avec un esprit critique plus aiguisé, avec des moyens d'investigation plus variés et plus vastes, mais non avec une diligence plus curieuse et un soin mieux soutenu, la méthode qu'il avait tâché d'appliquer pour son propre compte et dont il avait fortement exposé les principes au début de son travail ?

4

Mom-fung - Joy zhe a man-fung le lam-fuk fuang auf 300 g
man-fuk fuang (now has wife) Joy Confucius and wife) Est
ma die qian hai lung is it now does it go under you pointed

d'empêcher de venir le faire que le même en même temps
 pour empêcher l'espérance, mais j'espère que vous en
 disposerez, et pour avoir plus d'assurance les ambassadeurs
 d'Angleterre et de France, j'ai écrit à la Cour de France.
 On y a dit à la Cour de France, mais on n'a rien fait.
 Je l'espère. On a même écrit de Paris à la Cour de
 Vienne, mais on n'a rien fait. On a même écrit de
 Vienne à la Cour de France, mais on n'a rien fait.



On a même écrit de Paris à la Cour de France.
 On a même écrit de Vienne à la Cour de France.
 On a même écrit de Vienne à la Cour de France.

LETTRE DE GUILLAUME DU BELLAY

à M de Humières (?)
 VILLERS-COTTERETS 11 Août 1538
 Bib. Nationale f. 77 N. 2056. 1. 17



CONCLUSION

La mort de Guillaume du Bellay fut saluée par un concert unanime d'éloges. On se plut à célébrer, dans le monde des humanistes, ses hautes qualités, dont l'énumération avivait encore les regrets excités par sa disparition. En vers et en prose, en français et en latin, on exalta ses mérites. Macrin ne fut pas ingrat : jusqu'en ses derniers poèmes, on trouve des pages entières en l'honneur de son ancien « patron »¹. Avec un enthousiasme sincère et une admiration vraiment lyrique, il chante le héros, qu'il voit tel qu'il apparut à ses familiers à la veille de les quitter, dans la gloire de son gouvernement du Piémont et de son œuvre historique, avec le relief que la perspective de la mort et le vide de la séparation donnent aux traits des visages amis. Tous ceux qui, de près ou de loin, avaient connu le gouverneur du Piémont lui composèrent des épitaphes ou lui consacrèrent des jugements aussi élogieux que ceux de Salmon Macrin². Plus impartiaux, d'autres

1. *Macrin... Epitome Vitæ Domini nostri Jesu-Christi*, p. 31-35. — Il a traduit en telle l'épithaphe de Marot qui se lisait sur le tombeau :

Epithaphe de Marot

Arreste-toi liant,
Cy dessous est giuant,
Dont le cœur dolent j'ay.
Ce renommé Langoy
Qui son pareil n'eut pas
Et duquel au trépas
Jettèrent pleurs et larmes
Les lettres et les armes.

Ex Clementis Maroto epitaphium lat.

Bellai Langae praefecti regis
Lector siula gradum, obsecro
Hec sub marmore conditur
(Lamentabile quod bonis)
Langaeus ille ter insitus,
Qui non ullum habuit parcm
Cajus tanore lachrymas
Federe et querasmos mados
Mars et Floridès deat.

B. N., Dupuy 915, f. 315^{vo} (autographe)

2. Hauréau, *op. cit.*, IV, p. 81-87, cite les éloges de Robert le Breton, de Jean Gelee, de Pierre Galand, de Charles Fontaine. — Jacques Peletier du Mans, dans ses *Œuvres poétiques* 1547, L. 90^{vo} 91. — Chappuis, *Discours de la Court.* 1543. — Steidan, *op. cit.*, II, p. 306.

qui ne l'avaient point approché et ne le connaissent que par ses actes ou par ses œuvres, ne l'apprécieront pas avec moins de faveur, et les éloges de Paul Jove ¹, de Paradin ², de Brantôme ³, de l'historien de Thou ⁴, témoignent d'une admiration aussi sincère, aussi vive et peut être mieux fondée encore que celle de Macrin et de ses amis.

Sous une forme plus ou moins copieuse, avec plus ou moins d'éclat, tous répètent an thème identique. Ce qu'ils louent spécialement en Langey, c'est d'avoir uni la gloire des lettres à celle des armes, du voir, suivant l'expression d'une épitaphe dont la concision ne saurait excuser la platitude.

Et de plume et d'épée,
Surmonté Ciceron et Pompée.

Aussi bien est-ce là le trait essentiel de la physionomie de Guillaume du Bellay, il a été à la fois un humaniste et un homme d'action ⁵.

Sans doute dans la première moitié du XVI^e siècle et à la Cour de François I^{er}, on trouverait maint exemple d'une semblable alliance de qualités opposées. Sans parler des frères mêmes de Guillaume du Bellay, de Martin et surtout de Jean, on pourrait citer Jacques Coeur, Georges de Selve, Guillaume Pellicier, d'autres encore. Mais chez ceux-ci, l'humanisme ne s'est guère traduit que par des œuvres d'ordre secondaire et une protection éclairée accordée aux écrivains. Leur action ne s'est exercée que dans le domaine de la diplomatie, et encore par intermittence. Martin du Bellay avait une culture intellectuelle assez forte, et son gendre nous assure ⁶ qu'il avait une « librairie » fort bien garnie, qui lui venait probablement en grande partie de son frère aîné, il a écrit des *Mémoires*, à la composition desquels nous avons d'ailleurs montré que Guillaume eut au moins autant de part que lui. Mais il avait, somme toute, un esprit médiocre, fort au-dessous de celui de ses frères : il a été avant tout un soldat : encore

1. *Pauli Jovis... Historiarum sui temporis*, Florence 1530, p. 416.

2. Cité par Trincant, *op. cit.*, t. 162 v^o.

3. Brantôme, *Œuvres* éd. La Harpe, III, p. 212-215.

4. Trincant, *loc. cit.*

5. De la personne physique de Guillaume du Bellay, les contemporains ne nous ont pas dit grand chose. D'un vers de Salmon Macrin, on peut seulement conjecturer qu'il eût de forte stature. Quant, à ses portraits, voir A. Moutouche, *Essai d'iconographie mancelle* dans la *Revue historique et archéologique du Maine*, 1886-XXXVI, p. 254-257, et la note iconographique à l'appendice.

6. *Mémoires de Martin du Bellay*, p. 98.

avait-il plutôt les qualités d'un excellent subordonné que celles d'un véritable chef.

Jean du Bellay seul doit être mis en parallèle avec Guillaume. Tous deux avaient des connaissances également vastes et variées, une semblable largeur d'idées, la même générosité de caractère. Tous deux ont cultivé les lettres avec une même ardeur et un succès analogue, mais Jean avec moins d'application, semblait-il, que Guillaume, et plutôt par passe-temps, sans avoir le dessein de laisser une œuvre durable. Tous deux enfin ont fourni une glorieuse carrière dans la diplomatie rivalisant de zèle dans la collaboration à une œuvre commune. Jean avait peut-être l'esprit plus délié, plus souple, mais d'une souplesse qui ne laissait pas d'être inquiétante, d'une subtilité qui confinait à la virtuosité et parfois se prenait à son propre jeu. Il était donc certainement d'un naturel plus ardent : bien qu'il affirmât n'être point emporté de sa nature, il ne savait pas assez retenir son premier mouvement surtout lorsque c'était un trait, — ce qui nuisait parfois au diplomate et le forçait à dépenser en pure perte toutes les ressources de son esprit. Son tempérament fougueux, son impétuosité de caractère le rendaient plutôt propre aux fonctions qui exigent de la décision et de l'énergie : c'est ainsi qu'en 1536, il réussit parfaitement dans la mise en état de défense de Paris et de l'Île de France. Il n'eut pas toujours le même succès dans la diplomatie, surtout au Cour de Rome : sa subtilité y fut prise en défaut et sa finesse parut presque grossière aux astucieux diplomates romains¹.

Moins brillant que son frère cadet, Guillaume avait plus de serene gravité et de profondeur. Il se laissait moins vite, mais retenait plus sûrement ceux qui l'approchaient. Jean avait des habiletés déconcertantes, avec non moins de finesse. Guillaume, inspirait plus de sécurité. Frère dévoué, ami sûr, protecteur généreux, il savait se faire aimer, mais d'un amour surtout fait de respect et que sublimait, si je puis dire, l'admiration. Les deux les plus divers dont la nature l'avait pourvu, une puissance prodigieuse de travail doublée d'une remarquable facilité d'assimilation, une clarté et une vigueur d'esprit peu communes jointes à une variété de connaissances extraordinaires, — même pour cette époque où les cerveaux encyclopédiques n'étaient pas rares, mais étaient géné-

1. Voir les lettres d'Anibal Caro au cardinal Farnèse en 1533, dans le recueil intitulé : *Lettere d' uomini illustri conservate in Parma nel R. Archivio dello Stato*, Parme, 1853, in-4, t. 1^{er} p. 377-379-380, 388, 398, 400, 402-403.

ralement confus et comme accablés sous le poids des notions apprises, — l'amour et la culture des belles-lettres au même temps que le goût et l'exercice de l'action sous ses formes les plus différentes et pour ainsi parler les plus actives, toutes ces qualités, loin de s'exclure ou de se contrarier, se conciliaient en lui, se nourrissaient en quelque sorte les unes les autres, pour atteindre un point d'équilibre, un degré de perfection que, si l'on regarde bien, l'on ne rencontre chez aucun de nos contemporains. Et c'est en cela précisément que réside l'originalité supérieure de Guillaume du Bellay.

Humaniste il l'a été au point qu'on a pu quelquefois mettre son nom à côté de ceux de Lazare de Bayle, de Simon de Villeneuve, de Guillaume Budé lui-même. Qu'il y ait dans ce rapprochement, surtout avec ce dernier, une exagération de panégyriste, nous n'en disconviendrons pas ; mais il n'en est pas moins vrai que Guillaume du Bellay doit occuper une place honorable dans l'histoire de l'humanisme français. D'abord il eut toujours autour de lui un cercle d'écrivains et d'hommes d'études qui étaient ses amis autant que ses élèves. Il fut le Mécène de Salmon Maestri, cet autre Horace, et de Guillaume Digot, cet autre Duchâtel, au jugement des auteurs de leur temps. Jean de Heyssonne, Etienne Duret, Barthélemy Apollon tirent à l'honneur de lui dédier leurs ouvrages ou de correspondre avec lui. Rabelais, après lui avoir servi durant trois ans de médecin et de secrétaire, lui ferma les yeux. S'ils entouraient Langey d'un respect qui allait presque jusqu'à la vénération, c'est qu'ils reconnaissaient en lui l'un des leurs, et non des maîtres. Comme eux, Guillaume du Bellay avait reçu de ses maîtres le goût plutôt que la notion de l'antiquité et, par un travail personnel qui ne cessa qu'à la mort, il lui relia et compléta son éducation. A défaut des fragments de la première *Urgonde*, ses discours d'apparat nous prouvent avec quelle élégante facilité il maniait la période latine. Il avait appris le grec et, si, de son propre aveu, il ignorait l'allemand, il parlait et écrivait l'italien. Sans nous arrêter à l'affirmation de l'espagnol Garay qui il était docteur en l'un et l'autre droit, il est certain cependant qu'il avait des connaissances juridiques assez vastes, et, à l'occasion, il savait discuter le pétitoire et le possessoire avec l'argutie d'un avocat et l'assurance d'un juriste. Enfin il ne dédaigna pas de s'exercer dans les travaux ou les humanistes cherchaient la gloire. Nous n'insisterons pas sur son œuvre posthume : outre la *Peregrinatio humana* il avait composé d'autres

poésies latines¹ et des poésies françaises dont il ne nous reste rien, — que les appréciations flatteuses, mais insuffisantes, des contemporains². Son œuvre historique vaut mieux, bien qu'elle soit restée inachevée. Les fragments conservés des *Ogdoades* nous prouvent qu'il s'était suffisamment assimilé la rhétorique latine pour rivaliser heureusement avec les historiens latins, mais que de cette forme d'emprunt il avait revêtu des pensées nouvelles et une matière qu'il avait lui-même élaborée. Il s'était approprié les dépouilles de l'antiquité non pas pour déguiser, comme tant d'autres, l'indigence de son esprit, mais pour enrichir son génie personnel et fortifier son originalité.

Quelle importance, en effet, qu'il accorde à la forme. Guillaume du Bellay se garde de lui sacrifier le fond dans son idéal de rhétorique subordonné le sentiment de la réalité. Car s'il trouva dans ses études et ses exercices de lettré, un aliment pour ses qualités actives, celles-ci à leur tour et le contact permanent des faits le préservèrent des excès où versèrent les purs humanistes. Il se distingua d'abord dans des missions secrètes où il fallait faire preuve d'intelligence, de décision et de froide énergie sans examiner les obstacles ni calculer les dangers, au péril de sa vie, il franchit les Alpes et les Pyrénées pour servir la Reine-mère ou pour sauver le Roi. Chargé ensuite de missions extraordinaires, diplomate officiel, il n'oublie pas les petits moyens de l'agent occulte. Non seulement il entretient des espions sans nombre, qui savent découler aux portes comme le sieur de la Roche, ou servent sous les ordres de l'ennemi pour mieux l'observer, comme Villagagnon, mais lui-même il joue des personnages divers : il discute théologie pour arracher à Henry VIII quelques concessions financières ou pour amener les protestants allemands à se rapprocher de l'Eglise catholique et de la France; il se fait courtier en bijoux pour capter la confiance d'Anne Boleyn ou s'affuble de la robe verte du brocanteur pour circuler librement en Allemagne et mener à bien les affaires du Roi. Qu'il négocie avec Henry VIII sensuel et cupide, avec Clément VII, vacillant et courbe, avec les Allemands, un landgrave de Hesse plus riche d'audace que d'argent, des ducs de Bavière égoïstes et jaloux de l'Autriche, son esprit clair son sens aigu de la réalité saut le ressort principal

1. Voir cependant deux ou trois lettres, composées par notre auteur, H. N., t. II, 243.

2. Voir dans la *Poésie française de Charles de Saint-Martin* (Lyon, 1864), p. III l'épître de Nicolas (Guillaume Nivet) à Saint-Martin.

qui menait le personnage : dans l'un, le désir d'Anne Boleyn ; la peur de perdre Florence, chez l'autre, la question du Wurtemberg pour celui-ci ; chez ceux-là, l'ambition de supplanter les Habsbourg. Connaissant le mobile essentiel qu'il faut flatter ou réduire, il agit délibérément sans se laisser arrêter par l'insuffisance de ses moyens, la lenteur des correspondances, l'ambiguïté ou parfois même l'absence d'instructions ; il multiplie les efforts, fait appel à toutes les ressources de son esprit et de sa bourse, quitte à se voir dévoué ensuite et ruiné par ce que ses destructeurs appelleront ses « folies ».

Il dirige une expédition militaire avec autant d'ingéniosité et la même énergie qu'une campagne diplomatique : qu'on se rappelle son entrée à Turin à travers l'armée ennemie, l'occupation de Moncalieri en 1537 et, en 1542, les débats de la lutte contre le marquis del Vasto. Il opère sur le terrain aussi bien que dans une assemblée. Il connaît la tactique capable d'amener à son dessein les esprits les plus prévoyants, comme la manœuvre qui décidera la défaite de l'ennemi. Mais dans l'un et l'autre cas il sait qu'il faut s'y prendre de loin et ne rien laisser au hasard. Aussi est-il passé maître en l'art de dresser les « pratiques » préparatoires : il prévoit à longue échéance, et l'événement, en général, lui donne raison. Le malheur est qu'on ne l'écoute pas toujours, et il est rare qu'on ait à s'en féliciter.

Compter avec le temps, « ce galant homme », comme dira plus tard un autre maître politique, n'est pas seulement un des meilleurs moyens de réussir en diplomatie comme en stratégie : c'est aussi le seul de réaliser une œuvre solide et durable. Langey put en faire l'épreuve lorsqu'il fut gouverneur de Turin d'abord puis du Piémont. Il trouva là un théâtre à sa taille, et son activité put se déployer en tous sens : sa riche nature s'épanouit, pour ainsi parler, en une magnifique floraison d'intelligence, d'énergie et de bonté.

Il s'agissait de rattacher solidement au royaume une province à peine conquise, ruinée par la guerre, encore foulée par les soldats. Comment ? par la force ? en faisant peser sur toute la population la terreur des bandes qu'on menace de lâcher pour ne pas avouer qu'on est incapable de les tenir ? C'est le système du sieur de Montehan : c'est celui que les Français avaient appliqué jusqu'à dans les parties de l'Italie qu'ils avaient conquises : on en avait vu les funestes conséquences à Naples et à Milan, elles faillirent se reproduire au Piémont. Langey en prit d'autre sorte : il a recours

à la douceur et à la justice qui passent pour de la générosité. Il soumet les soldats et, autant qu'il le peut, les soumet à une stricte discipline, que l'on admirera fort dans la suite, sans pouvoir malheureusement la faire revivre¹. Loin d'accabler les habitants, il leur vient en aide, leur fournit à meilleur compte de quoi se nourrir et reconstituer leurs forces. Il les protège à la fois contre la rapacité des troupes et contre les exactions des gens de finances en quête de rapine. Certes il surveille avec attention les intrigues du duc de Savoie et les agissements des Impériaux, il fortifie les places et accumule les moyens de défense. Mais s'il compte la-dessus pour intimider l'ennemi et briser son élan, il est convaincu qu'il est une autre force qui le mettra mieux à l'abri de leurs coups, et rendra leurs efforts inutiles ; c'est l'attachement des populations, leur sympathie pour une domination qui n'a pas cru s'affaiblir en consentant à se manifester généreuse et amable.

Guillaume du Bellay ne croyait pas à l'efficacité de la violence. Il préférait surtout les voies de douceur. Son intelligence avait autant de part que le naturel dans son parti-pris de tolérance. Son éducation, ses goûts d'humaniste et ses relations le rangeaient plutôt du côté des navigateurs en religion et des futurs adeptes de la Réforme. Pour toutes sortes de raisons, il devait préférer un Gérard Roussel par exemple à Noël Bédard. Comme une foule de bons esprits il croyait possible une Réforme de l'Eglise sans rupture avec Rome. Il s'y employa avec zèle et même après l'affaire des Placards, jusqu'à sa mort, on peut le dire, malgré la mauvaise volonté des partis et les démentis des faits. Sans doute, et en dépit des articles de 1535 il voyait les choses en diplomate plutôt qu'en théologien et quelques sympathies qu'il eût pour les luthériens et les religionnaires français, il était loin de partager toutes leurs idées. Il condamnait les mesures de persécution parce qu'elles étaient vaines et surtout parce qu'elles étaient contraires aux intérêts véritables du royaume. Ces mesures nous aliénaient les Allemands dont le concours nous était indispensable pour lutter contre Charles-Quint, elles privaient la France de populations laborieuses et tranquilles, comme les Vaudois. Il faut donc voir dans cette tolérance, surtout l'attitude d'un esprit équitable, pratique, et, comme nous dirions aujourd'hui, réaliste.

Un dernier trait est à relever pour achever la physionomie de

1. B. N., fr. 20649, f. 34-41. Rapport détaillé sur la situation de Piémont vers 1548 avec corrections marginales de la main de Jean du Bellay.

Guillaume du Bellay, trait qui le différencie profondément de la plupart de ses contemporains nous voulons parler de son dévouement. Il a mis à la disposition du roi de France tout ce dont il a pu disposer : ses biens, son crédit et sa vie. Ses lettres ne terminent rarement en forme de supplique et lorsqu'il adresse une requête à Montmorency à Marguerite de Navarre, ou à quelque autre personnage important, c'est d'ordinaire en faveur d'un ami, d'un protégé, d'un « client », et non pour lui-même. Loin de tirer un bénéfice de ses services, il y englobait toute sa fortune et mourut accablé de dettes, si bien que ses héritiers héritaient à couvrir son testament et que, sept ou huit ans après sa mort, Jean et Martin étaient encore obérés. D'autres ont occupé une place plus en vue, exercé des charges plus importantes, joué un rôle un peu plus actif, du moins soutenu pendant plus longtemps : ils sont égaux ou supérieurs à Langey par les qualités politiques, ils lui sont certainement inférieurs par les qualités morales. C'est par le caractère, autant que par le parfait équilibre de facultés différentes, que la physionomie de Guillaume du Bellay ressort avec tant d'originalité, parmi celles des autres serviteurs de François I^{er}.

Est-ce pour cela que le Roi se montra si peu généreux à l'égard de celui dont Charles-Quint disait qu'à lui seul il a lui avait fait plus de mal et déconcerté plus de desseins que tous les Français ensemble ?¹ On l'a remarqué², François I^{er} fut toujours pour Guillaume du Bellay de l'affection et de l'estime : mais il ne lui donna pas dans ses Conseils la place à laquelle cet habile homme pouvait prétendre : Gentilhomme de la Chambre en 1534, Guillaume du Bellay ne reçut le collier de l'Ordre qu'en 1541 et dans le cours de sa carrière si remplie, on ne trouve guère trace des faveurs³ que rapportèrent à Montmorency, à Brion, à d'Annebault, et sans aller plus loin, à Jean du Bellay, par exemple, de nombreux services. Mais il était de moins haute noblesse que les premiers, il n'avait pas comme eux reçu et grandi dans l'intimité du Roi. Il avait moins d'entree que le dernier et ignorait l'art, que le cardinal pratiquait excellemment de se faire valoir et demander pour soi au moment opportun. Absent de la Cour le plus souvent à cause des missions dont il était chargé, il avait déjà

1. Bourne, *op. cit.*, IV, p. 57-58.

2. Le Roi lui fit à trois ou quatre reprises des dons quelques sommes d'argent, mais si l'on songe qu'en 1538 il lui était encore dû des sommes qui lui avaient été accordées deux ans auparavant, on peut se demander s'il les toucha jamais.

assez à faire pour déjouer les intrigues de ceux qui profitaient de son éloignement pour le desservir. Dans quelques-unes de ses lettres, il s'en plaint avec plus d'amertume que de colère et semble alors demander, comme faveur insigne, qu'on lui évite simplement une disgrâce. On paraissait lui faire un grief de sa clairvoyance : il n'est pas toujours bon d'avoir raison contre le maître, ou plutôt contre les favoris du maître. Enfin il disparut avant que son œuvre fût achevée. Il avait préparé la défense du Picaumont, il aurait été capable de l'assurer. Ses successeurs se révélèrent inférieurs à leur tâche et neurent garde d'exalter Langey, car ainsi ils se seraient rabaissés eux-mêmes. Ajoutons qu'au moment où il meurt c'est la faction contraire à toutes ses sympathies hostile à ses idées les plus chères, qui triomphe, celle du cardinal de Tournon et de ses amis¹. Alors que Jean du Bellay n'a pas trop de toute son habileté pour se maintenir bien en Cour jusqu'à la mort de François I^{er} et, sous Henri II, n'échappera à une vraie disgrâce qu'en acceptant un exil déguisé sous la forme d'une ambassade à Rome, il était bien clair que Langey, insuffisamment apprécié du Roi durant sa vie, ne bénéficierait guère après sa mort d'un jugement plus équitable.

La postérité, somme toute, n'a pas été juste pour lui. Il a pâti des accidents qui ont dispersé et fait disparaître la majeure partie de ses papiers. On s'en est volontiers tenu à ce qu'ont dit de lui les contemporains. On l'a pour ainsi dire enveloppé dans la pompe des épitaphes, — que l'on n'a considéré effectivement que comme des épitaphes, — et on l'a ignoré. L'illustration du nom des du Bellay qu'il avait le premier contribué à faire rayonner, c'est un de ses cousins, Joachim du Bellay, qui, devant la postérité, l'a seul soutenu et, si je puis dire, absorbé. Les autres du Bellay ont été connus dans la mesure de leurs rapports avec Joachim. Jean n'a pas eu trop à souffrir de cette volte-face de la fortune, car il se trouvait avoir été le protecteur du poète. Mais Guillaume, mort en 1543, alors que Joachim avait tout juste vingt ans, a eu seulement pour lui les quelques vers dont l'avait honoré le chantre du petit Lyré². C'est ainsi que la mémoire du sieur de

1. Voir sur ces intrigues de cour dans les dernières années du règne de François I^{er} H. Lemoigne, *Histoire de France* (publiée sous la direction d'Ernest Lavisse), t. V, n^e partie, p. 37-103.

2. En particulier les deux sonnets que lui inspira le souvenir de Guillaume du Bellay lorsqu'il passa par Taras, *Œuvres*, éd. Marty Laveaux, I, p. 128-129. Il avait aussi composé en l'honneur de son cousin un distique latin cité par Laveaux, *op. cit.*, IV, p. 85.

Languey s'est comme traînée à la remorque de la gloire de Joachim du Bellay et aussi de Martin, héritier du titre et continuateur de son œuvre historique ; et l'on a de la sorte méconnu un homme qui fut un des plus fervents adeptes de l'Humanisme en France à ses débuts, un des meilleurs serviteurs de François I^{er} et l'un des auxiliaires les plus éclairvoyants de la politique française dans la première moitié du xvi^e siècle.

APPENDICES

I

LA FLEUR DE LYS

« Cy sensuyvent les partyes qui sont en la fleur de lys qui est d'or. »

Premièrement dedens le grant fleuron de ladicte fleur de lys, une croiz garnye d'un crucifix, le tout de la vraye croiz, en chacun des piez et mains dudit crucifix a ung fort bien petit dyamand poyntu à façon de clou, qui font en nombre troys dyamands.

Item y a encores six chatons chacun de quatre perles assez d'une sorte qui font en tout vingt-quatre perles avecques une petite poynte de dyamand au milieu de chacun chaton ung peu plus grosse que les autres.

Item au dessus du chief dudit crucifix a ung chaton de trois perles aussi assez d'une sorte, deux petit dyamands poyntuz et d'un petit ruby au milieu avecq quatre saffirs et trois ballaitz, les ungs sont ung peu meilleurs que les autres.

Item au dehors d'icelluy grant fleuron y a six ballaitz, trois saffirs, et dix trousses de perles assez d'une sorte, assavoir chacune trousses de quatre perles qui font en nombre pour ladictes trousses quarante perles et y a une petite poynte de dyamand au milieu de chacune trousses de la sorte des autres petit qui sont specifiez cy-dessus.

Item au dextre fleuron dedens a aussi une pièche de la vraye croiz assise sur une pièche de soye vermeil, et à l'entour d'icelluy fleuron a onze trousses de perles assez de la mesme sorte des autres et chacune trousses a quatre perles qui font pour ce quarante quatre perles et une petite poynte de dyamand au milieu de chacune trousses, qui sont aussi

1. B. N., fr. 2997, f. 39-40. — Cette description pourra être jointe à celle qu'a donnée M. Finot des bijoux réalisés par l'empereur Maximilien : J. Finot, *Les bijoux, joyaux et pierreries de l'empereur Maximilien (chaus à l'empereur Charles-Quint)*, Paris, 1901 (d'après un inventaire d'avril 1521/2). — Voir *suprà*, p. 78, n. 1, p. 87-88.

de la sorte des autres, aussi y a cinq ballaiz et une esmeraulde et quatre saffirs.

Item au dessous d'iceux d'edens y a semblablement une piéce de la vraye croiz enchaasée en or, à chacun bout de laquelle y a ung ballaiz plus petit que les autres devandictz, assés sur chrystal vert-miel et à l'entour d'icelluy d'edens y a une troussée de perles, chacune troussée de quatre perles semblables aux autres, qui font en nombre quarante quatre perles et y a une poynte de dyamaad au milieu de chacune troussée, une esmeraulde de la grandeur de l'autre, cinq ballaiz et quatre saffirs prez de la mesme sorte des autres.

Item au milieu de ladicte fleur de lys, y a une piéce de drap bleu, et à l'entour y a quatre saffirs, deux ballaiz et deux esmerauldes avecq quatre troussées de perles semblables adevandictes qui font en nombre seize perles avec ung dyamaad poyntu au milieu de chacune troussée de la mesme sorte des autres.

Item au pres de ladicte fleur de lys par dedens y a ung des clous dont Notre Seigneur fut attaché à la croiz, et y a deux troussées de perles, chacune troussée de quatre perles qui font huit perles en nombre, et d'un dyamaad poyntu au milieu de chacune troussée fort petit, dont l'un est tombé hors de son lieu, et y a aussi deux petits ballaiz et plusieurs d'or et p'z à six saffirs, cinq ballaiz et dix troussées de perles, aussi semblables aux devandictes qui font en nombre quarante perles et en chacune troussée y a un petit dyamaad au milieu de la sorte des autres.

Item une pomme d'argent dorée taillée par dehors de feuilles et d'estyncelles de feu.

Item la couronne d'icelle fleur de lys au principal front est garnye de trois saffirs, d'ung long ballaiz, d'une esmeraulde au milieu et de huit perles aentour dont les unes sont maiadres que les autres.

Item es autres deux grans courons y a deux boules garnies chacun de trois saffirs, d'un ballaiz, d'une esmeraulde plus petite que l'autre norraée devant et sept perles aussi d'une sorte.

Item aux deux petits courons au milieu de chacun y a quatre devandictes perles et ung ballaiz de la mesme sorte.

Item au demy rond d'icelle couronne y a une grosse poynte de dyamaad au milieu et quatre grosses perles à s'asseoir de poyres deux ballaiz, deux saffirs et huit autres perles.

Item enciours quatre branchettes garnies de deux ballaiz et de deux esmerauldes.

Et poyse ladicte fleur de lys garnie comme dessus tant en or, argent, p'rrerie que des autres choses estans en ladicte fleur de lys, deux cens une unces et demie qui font ving six mars trois unces et demie de poiz de troye mesur.

Le don. Double de l'inventaire des poiz d'or et d'argent et quantité de p'rrerie qui est en la fleur de lys baillée par l'Empereur au roy d'Angleterre.

II

CONFIRMATION PAR FRANÇOIS I^{er} DU TRAITÉ DE BOURBONN(3 JUILLET 1530)¹

FRANÇOIS, Du grade Français roi, universis ad quorum noticiam hæc litteræ pervenerint salutem. Cum ad tuenda maiorum nostrorum more conservandaque jura, libertatem pristinas, consuetudines ac vetera statuta Sacri Romani Imperii iustitiasque Germaniarum nationis, item super compositumque fuerit fœdus inter charissimum cubicularium Adrien quæ consiliarium ac oratorem nostrum, Guillelmum Bellayum Langron ex una parte et alia vero inter illustriissimum ac potentissimum principem Electorem Saxonie una cum illis, Guillelmum et Lodovicum ducum Bavarie fratrum et Landgravæ Philippi Hanne oratores ac proceratores legitima protestante ac mandato utrinque predictas quemadmodum satis constat ex ipsorum mandatorum tenoribus, quæ post insertis presentibus litteris supradicti fœderis formulæ ad verbum subinde transcribi volumus. In summe sanctæ et indivisæ etc.

Historia litterarum recentiorum regis Johannis Hungarie ad Nilus Imperii Hæspem congregatæ, primum quædam ac et convenienti regis Ferdinando magna vi ac mole perturbati in regno suo, quod jure legitimum et libera electione homini dei auxilio ut consecutus quod ab eodem Ferdinando ut magna contumelias affectus ac contra veritatem insensatus hominum Turcarum imperatori prestitisse eundemque in christianas evanescere. Quam res tamen aliter ac habeat et pacis ipse rex Johannes obtinuit regnum magis ex parte a Turcis occupatum et in reliqua sui parte graviter laborantem pacifice ipse Turcarum imperatori accepit librum et nulla intercedente pactione jure jurandi vel tributū vel donagii, quod si aliquas pacificationes aliquas leges subisset, id pacis debere Ferdinando imperatori, qui regem ipsum Johannem ad regem super vocatum in quo vitam Turcarum essent superiores bello est aditus, ex altera parte adeo, quod ipse rex Johannes cum nihil intentatum reliquisset, quo posset etiam iniquis conditionibus possideret cum Ferdinando; volens etiam submittere jura suam justitiam Casario fratri sui adversari nec aliquid proficere videturque in impari sustinendis duobus tam potentibus hostibus tueri coactus cum eorum altero pacem querere et cum Ferdinando cum non invenimus accipere ab impari Turcarum honestas tamen conditionibus, quem in victoriâ imperatorem et moderatorem expertus est quam Ferdinandum in cupiditatibus omni et regnum regis adjuvandum ubi

1. Cette pièce et les suivantes sont extraites des Archives de Harburg, Rome :
- Pour celle pièce et les rapports de François I^{er} avec Jean Zapolya voir *supra* p. 126-128.

qui etiam contra omne jus gentium prohibuerit quatenus regis Johannes oratores ad curiam Majestatem et statum imperii profectus et nulla habita ratione inter christianos potentates commercii jussit ipsos oratores intercipi et effrenatus ipse uenire domum seu sedes Lascaris et statum imperii sententiam, responderet non jure sed armis de regno esse dimittendum. Itaque non volens ad consilium et iustitiam extremamque necessitate compulsum ad arma descendit. Cum maxime voluisset eisdem quas ex bello erat indigena Christianis viis ab innocentie populi servitibus avertere, ut provocationem adversari sui regnandi libidinem linqueret, neque vero ac tot affectum injuria, nullus pœne leges acceptione a Turcarum imperatore, non christiano principe maxime dignus sit ut nulla et vel etiam minima culpa impetari vel in eum merito retorqueri valeat a quopiam Christiano id quod Ferdinandus de eo dicere non possit cum litteris, sanctis precibus et sollicitationibus Christianis contenderet ab ipso Turcarum imperatore ac vellet illi Hungaria regnum tradere, quibuscumque homagii etiam annui tributi conditionibus, ut quæ potuit ipse rex Johannes apud Matias imperii testimonium facere et litteras super ea regi Ferdinando ad Turcarum imperatorem exhibere preces annu ejusdem Ferdinandi ambixiptas atque quæ nigillo sigillatæ indignum preterea esse et maxime a regia dignitate alienum ipsum Ferdinandum non modo in scriptis etiam ipse culpam in eum retorqueret et alteri hinc imputare et ultro citro damnavit id quod ipse non admisit, sed non contentus his dimittente etiam rumores quod per ipsum regem Johannes peremptus foret Turcarum imperator ut Christianum invaderet. Quam si recte perpendatur res veritas pœne hoc est regi Ferdinando imputandum qui ad statum Hungarie publicæ et privatis arripuit, ac cum tantis viribus brevi affuturum ut non modo regnum Hungarie sed etiam quicquid Turci in limitibus et circuitu ejusdem regni possideret, et et armis esset recuperaturus. Quibus de rebus et tantis et tam magnis corporibus tanta a Turca commotus est, ut exercitum convocaret, facile esse conjiciendum quod materiam et occasionem ei præbuit immoderate ipse Ferdinandi arrogantiæ, qui nondum exactis viribus et omni se imparens potentem, paratam, ferocem et tunc victoris datum hostem non usque consilio sed communi Christianorum periculo intavertit, et quodammodo ad arma propulerit, ipsam vero regem Johannem et regis et regis omnibus constaret quantum ipse periculo Christianorum commoveretur et quantum eo post imminensibus malis occurrere, non parvo cum labore et impendio et omnibus grævis contributione quam Turci jam armatum, ac in Christianorum fœre arripueret, immo equitibus ab eo habereque ejusdem Turcarum imperatore de ea re litteras quibus promittit, se velle ab omni hostilitate atque injuria Christianis incedenda abstinere dummodo et ipse Christiani armis non laeserit. Quæ cum sit sint et a Christianissimo Rege prestatæ et committæ bonæ majore non possent et quibus ipse nullus unquam

belli causam præbuerit immo publicæ christianorum pacis semper cupidissimus fuerit et sit atque in hac salutari et catholico principe digna opinione usque in ultimum vitæ diem perseverare velit, obtestatur et obsecrat ne se paventur Status Imperii adversus eum commoveri falsis Ferdinandi criminationibus et calumniis, verum ipsi Ferdinandum velint a pertinaci suo proposito deflectere pacemque et proleptam concordiam æquæ conditionibus inter ipsos constituere. Quod si non poterit impetrare, protestari se apud Deum et homines se nihil undecumque omitturum vel intentati relictorum quod ad status sui defensionem et conservationem judicaverit pertinere.

Nos itaque causis superius explicatis aliisque permultis cogitationibus adducti, sedus ipsum ita pactum ut hic descriptum est omniaque eiusdem capita, condiciones et pacta per prædictum Langium oratorem nostram promissa, inita ac conclusa, rata grataque habemus, laudamus, approbamus, sancimus et confirmamus per has litteras penitusque implieturas promittimus et spondemus nostro regio verbo bona fide etiam sub hypotheca atque obligatione omnium et singulorum bonorum nostrorum præsentium et futurorum Ad quarum rerum testimonium his litteris manu propria subscriptis sigillum etiam nostrum apponi iussimus. Datum apud Villocherium ¹ die secunda mensis juli anno domini millesimo quingentesimo trigesimo secundo, regni autem nostri decimo octava.

FRANÇOYS
Par le Roy.
BAYARD

Au dos : Francica confirmatio.
Confirmatio a rege Gallorum.

III

INSTRUCTIONS DONNÉES A GUILLAUME DU BELLAY ¹

Adversaria seu instructiones eorum que Rex Christianissimus a Gulielmo Bellaio Langi domino exponi vult ex mandatis suis in conventu incliti federis Svecici.

Primum exhibitis litteris eiusdem Christianissimi Regis, exponet eundem Regem Christianissimum incipit quum ad se aditum esset ab

¹ Villocher, aujourd'hui Ville au Chef-en-Rozay (Loire-Inférieure) où François I^{er} demeura durant la dernière semaine de juin et la première de juillet 1532.

² Malgré le titre que porte la copie de ce document, nous préférons volontiers que nous avons affaire ici non aux instructions que Guillaume du Bellay emporta d'Avignon mais plutôt au résumé du grand discours qu'il prononça le 10 décembre 1533, devant les États de la Ligue suabe. Ce résumé fut rédigé par Guillaume du Bellay lui-même à la demande des États et est une grande diffusion. La copie que nous reproduisons est sans doute celle qui fut envoyée au landgrave de Hesse par les agents qu'il avait à Augsbourg. Voir *supra*, p. 156-157.

unioribus duci Christophori Wirtembergensis ut filius patrodignus acciperet apud lectum conventum federatarum, quamvis, ut id liceret et minus (ipae non ignarus mori) concurreret, utrum ipsius exemplum egregia ipsius Christophori iudeas et virtus cum aetate adulescentis actionum affinitate vinculum, omnia nec dubie innocentia, fortasse vel hosti miseranda salis cum invitare poterant, tamen ne temere causam ejus acciperet, aliquando abstinuit hanc ac invictissimum Caesarem et serenissimum Ferdinandum, non item affines et federatos atque adeo sanctissimum fœderis Suevici nomen offenderet, facta eorum quocumque improbando et adversus illorum decreta hoc faceret. Neque enim existimare volebat tot insignes virtute et prudentia omnium ordinum principes tot militum civium procuratores bellum lacerare patri (nisi causa justa) inulsi. minus item persuadere sibi poterat ipsum Caesarem invadere aliis bonis, et in fraudem nullis jure possidenda translati.

Verum postquam supervenientibus ipsis duci Christophori litteris istellensium res ipsae quomodo se haberet et nonnullos aem et opida ex ditionis pacis et legibus hinc duci Christophoro esse reservata, jura item universi principatus in translatione ad Ferdinandum facta illis digne reservata qui perire ad se illud contenderent; et hic Ferdinandi ipsius concors hunc conventum ad hunc pacificandum controversiam esse deductam, decrevisseque reverendissimos et illustrissimos federatos humaniter cum eodem agere et filium suum liberare veluti committere ut affini innocentia et misericordia summa digno principi in causa dignitate et orationum amicum decessit loco vero et non gratularetur illi jussu ditionem et veluti non tam aequa ditione corripit, sed tam certam ac presentem ipsius eorum dignitatis et patrie restitutionem immo ipsorum federatarum beneficio Caesaris vero et Ferdinandi benignitate et benevolentia atque adeo ipsis etiam Cesaris Ferdinandi et federatis gratularetur hanc illam mentem ac prout consilium misericordiam impleret quae non ex homine proprio ad deum accedunt.

3

Quamvis enim multa ipsi exhiberint bellicorum laudem illustris exempla, tamen illorum proprie haec laudes non sunt quoniam ipsorum statum magnam partem multam virtus sibi vindicat. Haec vero gloria quod omnia delictis parcat, nec perpetuam exercent vindictam proprio est illorum et sociis ejus neminem habetur sunt.

Magnam fore instructissimos exercitus vires, aciem invictissimam expugnare, verum longe minus victoriam temperare libidine, sine non ac diuvenit amplius cedere devictum adversarium et facientem extollere et pristinae dignitati restituere.

Hec omnia intelligens ipse Rex Christianissimus jam animo illos concepit, et de concors exequi statuit. nempe ut hunc juvenem ducem in opida sibi reservata inducant. Illudens pater si per delictis nonnullum eam penam habet (ut laus potendus est) tamen in filium innocentem non debere paterni delicti poenas extendi decrevit, dum

hanc illis piam mentem gratulatur, amice interim admovent ab hoc sancto proque instituto ne discedant utque meminerint simul eas arces (quod eorum pace sit dictum) sic ab eis ex pacto et legibus deditionis deberi hinc juveni innocenti, quem supplicem pro se ac patre coram vident pro quo vel parietes ipsi supplicare (si loqui possent) videantur, eas, inquam, sic deberi ut sine suo maximo dedecore carere hunc illis diutius pati non possunt.

Jura vero in principatum universum ipsi cum Cesare contrahentes et invictissimus ipse Cesar Ferdinando cum transcribens cum discreto reservaverint, nullo superveniente justa causa denegare eos hunc non posse.

Secus si fecerint, famæ suæ maculam immiserint, idem vero si liberaverint, et quam semel sunt ingressi misericordiæ viam, si ab ea non illecedant, sperandum illis esse. numquam hos (patrem dico et filium) ab eorum rationibus sejunctos fore, hos addictos, deditos, obstrictos, sibi ac posturis suis habituros, hanc adolescentiæ suæ ornamenta speram protectionis ætatis, illum tranquillitatem et quietem senectutis acceptam relicturos illorum clementiæ.

Quocirca diligenter et accurate perpendant non tam quod ipsi de his principibus, sed quid de se ipsi velint presentes ac posteros omnes, omnium ordinum homines judicare : hoc enim conventu sententiam eorum aut non sine aliquo illorum dedecore labefactatæ fidei vel (ut minimum) severioris vindictæ seminaria relinquitur renaturi aliqua belli aut incolumen illis famam cum publica quiete.

Porro si quid possint addere intervenientes ipsius Christianissimi Regis preces ad hoc sanctum eorum et clementissimum consilium enixissime hoc ab eis et ex animo (quoad ejus fieri potest) rogat, obtestatur, obsecrat.

Si quid ejus amici affinis et federati communis interposita authoritas opera, consilium, prudentiam eorum ad hanc pacificationem adjuvare possunt, ab eis omnia sperare illos jubet quæ a publica quietis et affinium pacificationis cupidissimo expectari queant ac prestari.

SADEN. Eadem mandata idem Gulielmus Bedaux serenissimus Ferdinandi regis oratoribus exponet et litteras illis ejusdem Christianissimi Regis exhibebit.

IV

FRANÇOIS I^{er} AU LANDGRAVE PHILIPPE DE HESSE ¹

(8 avril 1534)

Franciscus, Dei gratia Francorum rex, illustrissimo ac potentissimo principi Philippo landgravio Hassiæ, amico et consanguineo carissimo felices optat successus. Redditæ nobis fuerunt litteræ vestræ datæ die

¹ Voir *supra*, p. 170, n. 4.

XIII^e februarii ex quibus cum abunde intelligeremus quicquid tunc ad nos scriberetur, doctum sôdientique Antonium Macanum e secretariis et cunctis nostris animis, accurate instructionem concessam ad vos magnum volumus, ut tota de re quæ sententis vobis plenius erum expâraret Itaque Macanum quibus prorsusquam hinc scriptum litteras ad vos perventuras existimantes. Unde vero novum hoc vester, cui nos ad vos dedimus, vestras talis alibi posteriorum litterarum deinde Camille de novo natus, cum exemplis et responsis eorum quoniam vester committimus mentes ad eundem consiliarium, oratorem et cunctis nostrum Gulielmum Langium. quoniam item Langui ad consiliarium venturum responsum et ratificationem per vos factis super federe Augustae super curiam inter cunctis Langium oratorem nostrum aliquo dubitantes hactenus. Recuramus deinde et vestrum ablatum. Quoniamcum toto negotio ex scriptis vestris satis cognito, ut ad id precipue respondendum quod magis expedit habere summe nobis gratiam esse cum quod ratificationem predictam noster quicquid vestris simul et cancellari vestri ad Langium litterarum exemplo pariterque statim vos sententis observare ac implere pacta inter nos inter apud oppidum Harri Ducis, Augustine et jam fedus constitutionibus in vestra ratificatione descriptis. tum vero optantes quicquid via potuit accideret quoniam quod vestris pariter significabatur hinc, vos non modo in opem ingruimus sed p. m. consideri, hinc futurum cum habuerit ut ad vestrum studium adiungatis persequamus quicquid vix militum qui Cesaris partes vel adversam nos ante sequuti fuerint quorum quidem opera ut in bello prorsus quicquid tempore et summi et ex tunc emendationis et mature hortantur pro re quo teneant deinde videndum re alia inopis vestris ad exitum perducta quibus ex sententia eaquequid quicquid profecti constitutionis existeret solum arbitramur intelligitis perierit probe et jam minimissime potentes qui actionem nullo eorum que talis hoc de re non habuit cum una essentis postremo ad expensum processionis constat. Monus Beliard cum reliquis ditionis oppidique per nos scriptis deservimus procuratorem nunc litteras ad diem constitutionem quo fit ut vos semper regimus operam deinde, ad id tempus adiant procuratorem illustrimus commingimus quicquid ducta Wittenbergensis et ab eis tradatur peruntisque nostris rerum scriptarum libera processio, restat quantum ad Augustane ledum stant ut vos certiores faciamus eundem esse super a Johis Germanum Wain. abbatem monasterii Camille, ad Langium oratorem nostrum et cunctis nostri rationem aperiri omnes ut sciat quid in toto negotio sibi sit sperandum, sed neque vos latere volumus Langium quoniam per litteras datas viginti secunda mensi vobis nuntiavit se procuratore eorum esse litteris chirographis subscriptis et abignatis sigillo illustrissimorum Illyrie eorum quibus p. nos eundem Langium cunctis promittunt ipsi duces ampliatendo ac recipiendo eundem recuperandi duntaxat Wittenbergensis areo ad facere. hinc hinc ac solum patris anni et h. a. modo illis

patri semper, ut par est, obsequatur et pareat itaque se forte in tractando quid pro patre quid pro filio sit agendum tum etiam quod eorum uterque vicissim complere prestareque debeat controversia aut difficultas aliqua emergerit inter ipsos vos etiam scio rem ducem de Wirtemberg stabunt predicti Bavarie duces et consilio et iudicio super hoc nostro: quem ad modum vobis jam notum esse putamus ex eiusdem Langii literis. Quapropter scribendi modum faciemus simul ac Deum optimum inaximum precati fuimus rebus vestris perpetuo dignetur aspirare. Chantiliaci, die octava mensis aprilis anno M^o D. XXXIII^o

FRANÇOYS.

BRETON

Ax dos: Illustrissimo ac potentissimo principi Philippo Landgravio Hassie amico et consanguineo carissimo.

V

INSTRUCTIONS DE GUILLAUME DU BELLAY A GERVAIS WAIN ¹

(fin mai 1534)

Quæ per D. Gervasium Vannium nomine Gulielmum Bellai, Francorum regis apud Bavarie duces oratoris, significari debent principi Philippo Landgravio Hassie hæc sunt. Primum nuntiabit vobis Gulielmum Bellaiam hic Monacum venisse cum summa 100.000 aureorum solutorum, et licet dux Saxonie ratificationem non miserit, me tamen hic Monaci relinquere dictas pecunias apud duces Bavarie, qui restituri sunt, nisi idem dux ratificationem mittat, itaque velim ut curent ratificationem a dicto Saxonie duce mitti docetque quantum hoc male habuit hos duces quod cum eis nihil communicatum fuerit de inceptis ducis Wirtembergensis, nos tamen hoc obtinuisse, interposita Regis autoritate, ut nihilominus adjuventur sint ejus coepta, et suis et regis pecuniis, eosque ad Landgravium misuros, ut ratio inea ut rerum deinceps gerendarum, docet præterea si (quod laus Deo) contingat omnes arces recuperari, nobis tamen videri, non esse ante hiemem dimittendum exercitum, neque item eundem ociosum et inutilem retinendum, sed debere ipsum D. Wirtembergensem pro compensatione fructuum, quos ex ducatu Wirtembergensi percepit Ferdinandus, et expensarum per ipsum Wirtembergensem ducem facturum pro ejus ducatus recuperatione aggredi, et Deo dante, sibi acquirere Brinariam et adjacentes terras, ad que coepta etiam ab his ducebus juvabitur. Docet præterea quantum Ferdinandistæ concitaverant superiores Helvetiorum pagos in ipsum D. Wirtembergensem et Landgravium, hoc pretextu, quod persuaderent ipsais dicti Ferdinandistæ eisdem, ducem et Landgravium

¹ Vult supra, p. 170-171

moliri ecclesiarum tam in ducatu Wirtembergensi quam alibi destructionem et paratos fuisse Helvetios, ut copias mitterent contra dictos duces et landgraviam, nisi ego ab ea persuasione eos avertissem. Itaque mihi videri e re ipsorum ducis et landgravi fore, si litteris ad universos christianissimos statos dispersis hanc calumniam diuerent; addet hos duces ante dies 15 missuros oratorem ad Regem meum; deque consultum mihi videri, et ei ipsi, dux et landgravius, oratorem etiam mittant, et preveniant maxime quod post mensem est futurus conventus Regis mei cum rege Anglie, in quo multa tractari poterunt, si fuerit conducibile; poterit etiam muner dux Saxonie. Nolim autem a quocquam rectum hanc me nuntiare mandasse.

Au dca :

Des Langen brief an D. Gervasium Wijn,
der 100000 m. ha l.

VI

LETRE D'UN ALLEMAND A GUILLEAUME DU BELLAY ¹

(9 avril 1536)

S. Generose et magnifico domine. Amor meus et studium, quo et tibi et domino tuo afficior, facit ut, data tabellarii hujus opportunitate, noni poterim non ad te de rebus novis, que apud nos geruntur, scribere, presertim cum ex relatione optimorum et gravissimorum virorum ad me perlatus sint Res igitur ita se habeant. Caesar numerosissimum exercitum in Germania conscribit, quatuor milia videlicet equitum et quin quaginta vexilla peditum, que faciunt ferme viginti tria milia peditum. Hunc exercitum in Italiam contra Gallos tractaturum Caesarem avertit. Henricus, dux Brunsvicensis ², qui nuper ad annum vicesimum novum in Italiam exercitum duxit paucos ante dies ad Caesarem in Italiam se contulit. Et constans fama est, tractaturum Caesarem cum duce, ut dux arma in Gallos sumat, Gallosque in sua Gallia oppugnet. Ita enim constitutum esse Caesari avertit Gallos et in Italia et in ipsa Gallia bello arlori, cuiusdem avertit, quod dux undique exercitum equitum comparat. Existimant nonnulli, verentur alii, Regem, si non fortiore milite bellicque apparatus magis instructo, quam apud nos hic divulgatur, accinctus sit, non admodum prospero Marte pugnaturum cum Caesare, quod omnes, qui rebus Gallicis bene volunt, vehementer abominantur. Quo consilio haec ad te scribam, facile pro tua prudentia iudicabis. Bellum Danicum inter regem et Lubicensem opera amicorum compositum est. Res tota est in oppugnatione urbis Copenhagenensis. Spes est non ita diu urbem

¹ Voir *supra* p. 243, n. 3.

² Henri, duc de Brunswick, fu, en effet un des principaux lieutenants de Charles-Quint dans la campagne de Provence.

oppugnatum iri. Dum nuper discederes a me, demandasti mihi curam equi tui, quem apud hospitem Claudum reliqueras. Scripsi ea de re ad hospitem. Respondit, venisse quendam cum litteris a te scriptis, cui equum ad te perferendum tradiderit. Nomen meum nolui litteris his subscribere, ne si litteræ interciperentur esset mihi fraudi scripasis ad hominem mihi multis nominibus observandissimum, apertus scribere non licuit. Bene vale et me commendatum habe. Dale nona aprilis anno XXXVI.

A Monseigneur de Langy.

VI

GUILLAUME DU BELLAY AU DOCTEUR WALTER ¹

(20 décembre 1536)

Per Philippum, nuntium illustrissimi principis tui, significavi tibi, qui esset Regis animus super milite conducendo, nempe ut captivatum Conradum de quo ad me scripseras et auctorares iterum jussit mihi Rex ut scriberem ac cupere scire quas copias et quo tempore idem Conradus poterit conscribere et quem ad locum sint pecunie ad eum mittendæ, etiam gravabitur ne sese subicere illas Illustrissimo duci Christophoro cui statuit Rex tradere summam potestatem in militem germanicum hoc anno conducendum; si quos item capitaneos princeps tuus potest Regi conciliare, digneris ad me scribere, quid videbitur illis et quo tempore numerandum esse. Gratissimum item fecerit Regi princeps tuus, si scripserit, quid statuerint principes Sacri Imperii super postulatis ejus de senatu dando quo possit apud eos jura sua explicare super Medionanensi controversia videntur enim predicti principes minorem ac perperam habuisse postulatum ejus rationem. Maxime vere commotus est ea contumelia et injuria qua illustrissimus marchio elector cum nuntium afferit, per quem illis postulata ipsius Regis estate superior significata fuerant. Ceterum pontifici mirum in modum instant apud Regem ut concilium Mantuæ indictum velit opibus ac viribus suis contra non parituros adesse nihilque non pollicentur ei ut in sententiam suam illum trahant, quod vix puto perfecturos. Mibi tum videntur vestrates operis pretium facturi si hunc Regem insigni aliqua significatione inclinate in eum voluntatem sibi aetius devinciant ut de loco ac tempore concilii sui consulti illius nihil statuat. *Ex Aula. Die vigesima decembris 1536.*

Tuus amicissimus GUILLIEMUS
BELLAYUS

Magnifico D. Doctori Waltero
presentatus 4 februaril.

1. Vide *supra*, p. 330.

VII

GUILLAUME DU BELLAY AU DOCTEUR WALTER ¹

(26 janvier 1537,

Magnifice doctor. Et de litteris quas Stephanus Regius abo te mihi reddidit, intellexi protestantes ordines majorem in modum videri, ac potissime futuro le concilio voluntatis esse, non tam ipsorum rationibus evadendis attendere, quam ipsam eandem vi compellere ad eam sequendam doctrinam, quam magis illi placeant super quo a me rogas, quoniam ut Christianissimus Regis meus, qui scens hoc esse et talis esse ille, qui ex tunc promissa cupit vas adesse advenit favore velit. De quo tibi ego ut respondeam parvis scripe. Christianissimus idem cum aliis semper summopere concupit, tam vero nihilominus hoc tempore occuparetur cum aliis ejusdem rationem, ac quidem in loco ad quem amicus ille quorundam interest libet potest accedere maxime vero idem Christianissimus Germaniae quibus rationem habuit id quod reprehendere Sacri Imperii ordinibus significatio eam voluit, cum per litteras, tam per oratores suos illi scribere vellet, et ante populum ab illorum ordinibus protestantibus tale responsum indecens, quale mereretur quod (magis alicui eam honestate) Christianissimus Regis verbis a me illis oblata fuerunt in qua non vixit dubitatio hanc quaquam vereretur quod etiam dubitatio fore major illis existeret, et idem Christianissimus tanta facilitate accommodari quanta instanti rogatus est rogaturque etiam nunc in antea ejusdem concilii Mantua cogendi inditum, affirmare eum tibi possem illius animum promissa iustis et de magnis tractatum oppugnationibus et eodem concilio ac quo de illa, cogendo advenit proberet eum, qui quidem promissa ad eum delata, nondum a se admittit tantisper differet, dum illorum protestantibus ordinibus Sacri conventum ad quem et ut te ad me scribis, parant facere, tum patem ex perito aliquem ad ipsum legare cum de vestra voluntate ac sententia instructum aliquo edactum, quod ipsum magis convoco arbitror quam si litteras ad eum tantum darent quae statim lecte mutae sunt. Et praeterea deinde puto, ut qui ad eum rectum oratorem ex de re mittere non voluit advenit illi quoque certum aliquem mittere ac graventur. Quia ego in parte pallescere tibi habeo, illis quidem tale ab ipso Christianissimo responsum laqueum, in quo nequiescere debeant ac quo contenti esse possint, si modo ex erga illum tales parvi, et illum dignitatis ratio poscit, neque qui ab eis ad illum legatum missus fuerit, tale acrius illum curandis quibus amaret, quam ex requirit humanitas quae cum hactenus ille erga nos non autem in futurum ut in amicum alii deduxit nisi si per illum de voluntate

1. Voir supra, p. 280 et la note 4.

ac sententia decedere sua cogetur, experianturque illi iurem quanta Christianissimæ cupiditate teneatur, tuendæ atque adeo perpetuandæ veteris ejus conjunctionis atque amicitie que inter Francicam coronam et sacrosanctum vestrum Imperium intercedit. Atque ut commodior et occasio et causa illis esset, legatum quem supra diximus ad primum mittendi non recusavit ipse suas ad illas litteras dare, et rei consentaneas quam te ab eo ut perterram voluisti. Quo magis a te contende, speram omnem navem, quantumquidem in te erit, ut ad eum illi aliquem legent, qui sit alienigenis inter eos et opinionis et authoritatis. Quod ad discordiam inter principem tuum et comitem Gulielmum extortam spectat, in eam nunquam voluntatem Christianissimus discedet, ut consensus eo conlato eum ut omnes idem contumaces insolentiaque adversus principem eundem eo reddatur, quod prius Christianissimi cum stipendiis mereat, tum autamento nitatur libensque se in discordiæ illius pacificationem interponere que tamen pacificatio eo mihi difficilior videbitur, quod comes idem pertinax in ea summa pecuniaria perseverat, quam sibi ab ipso principe tuo debitam esse contradi. Ipsum hoc tamen dicam, posse fortassis ab eodem principe erga Christianissimum officia ea presteri, que illum adducere possent ut simile damnum pro eo sustineat potius quam diutius cernat, principem eundem tuum tam parva de re impeditum esse. Magnifice domine, Deus te servet nobis dñi incolomem, Luteciæ Parisiorum, die XXVI mensis jan. M. D. XXXVI, ad calculum gallicum {1537}

Am des Magnifico d docteri Wallero 1 apud Illustrissimum Caltorum et Hessorum principem.

VIII

NOTE SUR LES PORTRAITS DE GUILLAUME DU BELLAY

Comme pour beaucoup d'autres personnages célèbres du xve siècle, les documents iconographiques sur Guillaume du Bellay sont rares et de valeur plutôt médiocre. Nous donnons ici la liste de ceux que nous avons pu connaître, mais il existe peut être, en des collections ou des musées, des peintures ou dessins le représentant, non identifiés encore. Si l'on résume les renseignements fournis ci-dessous l'on trouvera que cette liste, assez longue en apparence, ne nous offre que trois types du personnage : 1° une peinture conservée au Musée de Versailles, réplique probable d'un original de valeur supérieure ; 2° la statue funéraire de la Cathédrale du Mans, exécutée après sa mort ; 3° la gravure publiée par André Thévet, qui nous donne le portrait de l'homme à la fin de sa vie, gravure inspirée probablement par un crayon disparu qui aurait servi de modèle aux autres gravures ; mais cette image est discutable. Nous

1 Ce nom est en chiffre sur l'adresse

n'avons pas de document iconographique absolument certain qui puisse servir de règle de comparaison pour juger, de plus, les portraits de Guillaume et Martin ont été souvent confondus, d'où une complication du problème. Nous examinons successivement les portraits dessinés, peints, gravés et sculptés qui forment l'iconographie de Guillaume du Bellay.

1. *Crayon*. — Au Musée Condé, à Chantilly, se trouve un crayon anonyme qui a été autrefois désigné comme portrait de Guillaume du Bellay; il convient donc d'en parler ici et de résumer la discussion que souève son identification.

Ce crayon, œuvre charmante, d'un dessin élégant et précis, exécuté devant le modèle même, provient de la collection dite de *Castle Howard*¹ qui fut acquise en bloc par le duc d'Aumale et qui avait été publiée antérieurement par Lord Ronald Gower², en de médiocres lithographies en couleurs. Ce portrait est reproduit au tome second, sous le n° 288, et porte aux « signatures » M. Bouchet, qui a publié une liste rectifiée de la collection, ne l'avait pas alors identifiée à l'adague simplement, n° 288, Homme anonyme, 1536 (45 ans)³. Mais, dans son catalogue des crayons de Chantilly, encore inédit, en établissant un rapprochement avec la peinture du Musée de Versailles il avait cru pouvoir se permettre que nous étions en présence d'un portrait de Guillaume du Bellay. Il y a, en effet, certaines ressemblances entre les deux figures, dans la construction de la tête, la coupe de la barbe et des cheveux, la coiffure, mais le nez, les yeux, les sourcils sont de forme différents. Rien ne nous permet donc d'affirmer que le dessin de Chantilly soit le portrait de Guillaume du Bellay, jeune.

Dans une étude sur le célèbre tableau de la *National Gallery*, « les deux ambassadeurs », Madame Horvey⁴ a été amenée à proposer une nouvelle attribution : d'après elle, ce serait le portrait de Jean de Dinteville, bailli de Troyes. Elle s'appuie sur la ressemblance qui existerait entre le crayon et le visage du personnage de gauche du tableau. Ce rapprochement n'est pas évident et nous pensons qu'il est encore prudent de laisser le dessin de Chantilly aux « anonymes ». Guillaume du Bellay ne semble pas avoir figuré fréquemment dans les records de

1. Sur l'origine et l'histoire de cette série, cf. Henri Douchet, *Les portraits aux crayons des XVI^e et XVII^e siècles*, Paris, 1934, p. 106-107.

2. Lord Ronald Gower, *Three hundred french portraits representing personages of the courts of Francis I Henry II and Francis II, autolithographed from the originals at Castle Howard, Yorkshire, London, 1875-82, 8 vol. in fol.*

3. H. Bouchet, *op. cit.*, p. 378 et 383.

4. *Melbourn's « Ambassadors » The picture and the men. An historical study* by Mary P. S. Horvey, London, George Bell, 1930, in-8. — Il est certain de remarquer que le portrait dit de Jean de Dinteville, d'après cet auteur, ressemble à celui de Guillaume du Bellay, si l'on consulte le tableau du Musée de Versailles. Nous devons l'identification de cette attribution récente à une aimable communication de M. G. Muzon, conservateur du Musée Condé.

portraits du xvi^e siècle, du moins M. Bouchot ne l'a pas trouvé dans les albums qu'il étudie dans son ouvrage, et ce sont les seuls connus.

II. **Pantheon.** — Le portrait le plus intéressant que nous ayons de Guillaume du Bellay est aujourd'hui conservé au Musée de Versailles. Il porte le n^o 365 de *Catalogue dressé par Rod. Soulié* (tome III). C'est une peinture sur bois de 0^m30 de haut, sur 0^m23 de larg. (C'est ce portrait qui est reproduit en tête du volume). Guillaume du Bellay est représenté de trois quarts à gauche, il est coiffé d'une toque de velours noir, le pourpoint est noir, tailladé de crevés blancs noués d'aiguillettes, autour du cou une collerette blanche ornée de broderies, sur les épaules passe une bande de fourrure. Le visage est très coloré, encadré de cheveux noirs on aperçoit quelques fils gris, la barbe rousse¹, les yeux largement ouverts, le nez fort, gros par le bout, les lèvres épaisses. Ce sont là les traits essentiels, caractéristiques, qui se retrouveront à la statue tombale et qui permettent d'affirmer l'identité du personnage. En haut du panneau est écrit *Guillelmus Bellaius L.* Au bas, on a peint postérieurement *Martin du Bellay, S^r de Langey*; inscription certainement fautive, mais il s'est produit souvent des confusions entre les deux frères dans les portraits gravés.

La valeur artistique de ce panneau est faible, c'est lourdement traité, vulgairement peint, dans des têtes opaques et terreuses. Rien ne rappelle les couleurs claires et fraîches des portraitistes fins et délicats devant lesquels put poser Guillaume du Bellay. La forme maladroitement de l'inscription, la couleur verdâtre et fauve du fond tout fait penser que ce portrait doit dater de la fin du xvi^e siècle et qu'il n'est qu'une copie d'un original fait ad eum, original aujourd'hui disparu. La provenance de ce panneau est floue, et nous garantit d'ailleurs son authenticité relative. Il a fait partie de cette incomparable collection formée par le grand amateur Roger de Guignéres, collection qu'il donna au Roi mais qui fut lamentablement dispersée. Le cachet de cire rouge aux armes de Colbert de Torcy apposé au revers est la preuve de cette origine. Le portrait figure d'ailleurs sous le nom de Guillaume du Bellay dans l'inventaire des portraits peints de R. de Guignéres, sous le n^o 141. Desbats, M. Ch. de Grandmaison² a signalé la présence de ce panneau dans les galeries historiques de Versailles.

On trouve dans le *Recueil général des Portraits français et étrangers* du cabinet des Estampes un dessin à la pierre noire qui reproduit très exactement le panneau de Guignéres. C'est un dessin de lecture assez nette, bien qu'un peu habile, œuvre de copiste, qui très probablement a eu sous les yeux soit la peinture de Versailles, soit l'original. Il a

1 Cf. p. 269 la curieuse description sur l'exhibition du corps et l'indication relative à la couleur de la barbe.

2 Charles de Grandmaison. *Guignéres, ses correspondants et ses collections de portraits*, Paris, Champion, 1910 (Extr. de la Bibliothèque de l'École des Chartes 1910-11) t. I, p. 97 et 137.

donné aux cheveux et à la barbe une certaine légèreté qui manque dans le tableau, et a légèrement affadi la physionomie qui apparaît, à travers la peinture vigoureuse et rude. En haut du dessin est le nom de Guillaume du Bellay et une date qui semble être 1575 décembre. Cette date serait bien d'accord avec la lecture du crayon. Quoi qu'il en soit, nous n'avons pas en ce dessin un document iconographique original, mais seulement une réplique du type du panneau ¹.

Il existe dans la grande galerie du château de Beauregard dans le Hésais, un portrait de Guillaume du Bellay, qui est indiqué par M. H. Bouchot et qui porte l'inscription bleue : Guillaume de Langey, S^r Du Bellay. Mais ce tableau ne peut avoir de valeur iconographique, car la curieuse salle où il se trouve et qui renferme toute une collection de portraits d'hommes illustres du x^ve siècle fut entièrement composée d'après des gravures ou des dessins anciens par des artistes italiens, entre 1617 et 1631 ², pour le propriétaire d'alors, Paul Ardisse.

III. GÉNÉRAUX. — On peut diviser en deux groupes les portraits gravés de Guillaume du Bellay conservés dans la collection des Portraits du Cabinet des Rois : d'une part, les reproductions des x^ve et xvi^e siècles inspirées de crayons ou tableaux ; d'autre part, les images modernes, dérivées presque toutes du panneau de Versailles.

Au premier groupe appartiennent les gravures suivantes : 1° Portrait à mi-corps, de trois quarts à gauche, tenant la main droite désignant un volume placé sur une table, la main gauche posée sur le pommeau de l'épée, en cuirasse reconverte d'un manteau bordé de fourrure. Gravure anonyme publiée dans l'ouvrage d'André Thévet, *Vrais portraits et vies des hommes illustres* (Paris 1584). Au bas est inscrit : Guillaume Du Bellay, S^r de Langey. Le personnage est représenté âgé ; il a la barbe et les cheveux très longs, et paraissant blancs. Dans les traits du visage se retrouvent bien la physionomie de Guillaume tel que le portrait de Versailles le détermine, et cependant cette figure est bien fatiguée pour un homme mort à 60 ans. Y a-t-il en confusion avec un portrait de Martin qui aurait eu avec son frère une grande ressemblance ? 2° En buste de trois quarts à droite. Gravure anonyme, n° 16 de la précieuse série de 165 petits portraits gravés d'un burin sec et nerveux que l'on appelle la *Chronologie universelle* ou *Chronologie collée* et que l'on attribue soit à Thomas de Lea soit à Léonard Gaultier ³. Au bas de l'image : Guillaume Du Bellay S^r de Langey. C'est encore le même type quant à la tête que celui publié par Thévet, figure âgée, front sillonné de rides. — 3° Gravure anonyme d'après

1. H. Bouchot, *op. cit.*, p. 340.

2. H. Bouchot, *op. cit.*, p. 257 et 194.

3. Cf. Albert Montuclart, *Essai d'iconographie monnaie, Monnaies, Fleury et Paris*, 1905, in 8, p. 40-43.

4. G. Dupont, *Histoire de la gravure en France*, Paris, 1884, p. 114.

Thévet, mauvaise et sans valeur. — 4^e En buste, dans un ovale de trois quarts à gauche, par F. Stuerbeli, avec l'inscription : Martin Du Bellay. C'est, avec quelques différences dans le costume (le collier de St-Michel est ajouté), le même type que dans Thévet, cela dérive du même original et la même question se pose. — 5^e Une autre gravure de F. Stuerbeli, de la même série, portant le nom de Guillaume du Bellay ; la figure du personnage est déformée par un burin maladroit.

Les deux seules gravures modernes sont des copies de la peinture de Versailles. C'est une lithographie de Delpech, en buste, de trois quarts à gauche, faussement identifiée avec Martin du Bellay, dont un fac-similé de signature est reproduit au bas, et une gravure de Pannier faite pour le grand ouvrage de Ch. Gavard, *Les galeries historiques de Versailles*.

IV SCULPTURE — On ne connaît d'autre portrait sculpté que celui du tombeau. Ce serait un document irréfutable et d'une importance capitale si la statue avait été exécutée d'après nature. Mais nous savons que le tombeau ne fut érigé que plusieurs années après la mort de Guillaume. L'artiste l'a-t-il vu ou s'est-il servi de documents précis ? Il semble qu'il a voulu exprimer le caractère essentiel de la physionomie, et modeler les traits accusés et forts que nous avons déjà signalés ; mais il a mêlé à ce réalisme le souci d'embellir selon une formule plus noble. De même qu'il a revêtu son héros d'un costume pseudo-antique, il étale sur sa poitrine une barbe de fleuve, suivant en cela son esthétique qui le portait à s'inspirer de modèles italo-romains.

INDEX ALPHABÉTIQUE

- Acciajuoli, ambassadeur du pape
auprès de François I^{er}, 23 n.
35 n, 36 n, 37 n, 38, 46 n
- Ailly (Pierre d'), 7.
- Alaman (Jean Francisque), 38 n,
39 n.
- Alamanni (Luigi), 288 n, 327.
- Albany (John Stuart, duc d'), 68.
- Albret (Jeanne d'), 327
- Aleandro (Girolamo), 7 n, 8, 11 28,
116, 134.
- Amerbach, 322.
- Andoyne (Sieur d'), 350 n
- Andree Antonin), 265 n, 267 n, 280.
- Andreini (Fausto), 6.
- Aneau (Barthélémy), 319, 320, 404.
- Angennes (Charles d'), sieur de
Rambouillet, 111.
- Angoulême (Jacques d'), 172, 173.
- Anjou (Louis d'), 4.
- Anjou (René d'), 4, 6.
- Annebault (Maréchal d'), 283, 286,
287, 289, 290, 291, 299, 300 n,
301, 305 n, 328 n, 337, 338 n,
339 n, 341, 342, 345, 346 n, 348,
349 n, 350, 351, 353, 354, 355,
356, 357 n, 358, 359, 360, 361,
364, 385, 408.
- Aniocha (Georges), 265 n, 272, 273,
278, 321
- Ara Cel (Cristoforo Nume) o, carda
nal d'), 20, 28.
- Aragon (Antoine d'), 266.
- Aragon (Catherine d') première
femme de Henry VIII, 71, 81,
94, 95, 163, 165, 140.
- Aragon (Yolande d'), 6.
- Aramon (M. d'), 309.
- Ardinghello, 340.
- Arétin (L'), 240.
- Armagnac (Georges d'), évêque de
Rodez, 238 n, 332, 333 n
- Asola (Francesco d'), 318.
- Assier (Sieur d'), 348.
- Augsbourg (Evêque d'), 163.
- Aunay (Charlotte d'), 362.
- Aunay (Jacques d'), sieur de Ville-
neuve-la-Guyart, 5.
- Aunay (Jacques d), sieur de Ville-
neuve-la-Guyart, 362, 363, 366 n
- Aunay (Renée d'), 362.
- Auton Jean (d), 378, 380.
- Autriche (Georges d'), archevêque
de Valence, 362.
- Avaugour (Henriette d'), 5.
- Badoer, 396.
- Baducl (Claude), 112 n, 203 n, 322,
323.
- Balbi (Girolamo) 6.
- Balue, 197
- Bamberg (Evêque de), 163, 168.
- Banco (M de), 48 n, 50 n
- Barberousse, 185, 186, 233, 244, 338,
352.
- Barres (Guillaume de), 68, 71.

Bartholoméy 96, 102.

Baviere (Guillaume et Louis, ducs de), 124, 125, 126, 127, 130, 131, 133, 134, 135, 145, 146, 147, 151, 153, 154, 155, 159, 160, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 170, 171, 173, 198, 199, 211, 212, 217, 218, 219, 222, 223, 225, 234, 235, 245, 261, 262, 265, 320 n. 405, 413, 418, 419.

Bayard (Gilbert), sieur de la Font, secrétaire d'Etat 71, 197 n. 381.

Bayl (Lazare de) 12, 13 n. 16 n. 113, 114, 117, 312, 319, 404.

Beaumont (Jean de) chevalier de Glanay, 275 n. 343 n.

Beaumont (Thibault de), 4, 111.

Beauregard (M. de), 241 n.

Béda (Noël), 95, 96, 97, 101, 102, 104, 105, 106, 109, 114, 119, 178, 179, 196, 407.

Bellèvre (Claude), 229 n.

Beue (Sieur de), 283, 300.

Bennet (William), 140.

Bercheure (ou Berchoire), 377 n.

Berlay, 3 n.

Bernardin (Francisco), de Vimerato, 268, 283, 343, 359.

Berthierau (Nicolas), secrétaire d'Anne de Montmorency, 93, 100.

Bertrand (Jean), 219 n.

Bessarion (Cardinal), 308.

Biandrasso (Guillaume), 285 n.

Bigot (Guillaume), 120, 124, 219, 322, 323, 324, 404, 405 n.

Birague (Jérôme de), 264.

Birague (Ludovic de) 257, 264.

Birague (René de), 264, 292, 361.

Blarer, 193 n. 203.

Blanche (Capitaine), 237.

Blondel (Jacques), sénéchal de Poitou, 111.

Bochotel (Guillaume), secrétaire d'Etat, 11 n. 381.

Bohier (Antoine), 116.

Boisot, 333, 334, 339.

Boussigault, voir Deugeraut.

Bolascieret, 375.

Bolesyn (Anne), 63, 78 n. 84, 86, 92 n. 94, 96, 99, 137, 140, 142, 143, 144, 145, 185, 187, 405, 406.

Bolesyn (Georges), lord Rochford, 69, 94, 99, 144.

Bolesyn (Thomas), comte de Wiltshire, 84, 85, 95, 99, 102, 106, 143, 219 n.

Bonner, 140, 150.

Bouvalot (François), ambassadeur de Charles-Quint en France, 103.

Borgarello (Marchion), 276, 277, 298.

Bouchet (Jean), 390, 392 n.

Bouchigny, 197.

Bouilloud (Pierre), 361.

Bourbon (Charles de), connétable, 20, 21, 25, 34, 39, 41, 42, 43, 44, 381.

Bourbon (Charles de), comte, puis duc de Vendôme, 11, 12, 110, 337.

Bourbon (François de), comte de Saint-Pol, voir Saint-Pol.

Bourbon (Louis de), évêque de Laon, 8.

Bourbon (Nicolas), 178.

Bourges (Claude de), 367 n.

Bourgogne (Marie de), 333, 339 n.

Boutières, voir Guilfrey.

Boyssonné (Jean de), 321, 323, 320, 404.

Brandebourg (Albert de), archevêque de Mayence, 131, 167, 235 n.

Brandebourg (Jochim de), margrave, 123, 126, 163, 167, 168, 235 n. 421.

Bretagne (Ants de) 116.

Breton (Jean), sieur de Villandry, 11, 32 n. 99, 124, 205 n. 230 n. 232 n. 238 n. 239 n. 257 n.

Briançon (Capitaine), 237.

Brie (Germain de), 113, 114, 116, 318.

- Brion (Chabot de), amiral de France, xii, 16, 44 n, 72, 73, 77, 96, 170 n, 186, 187, 195, 204, 214, 290, 352 n, 372, 408.
 Brisse (Jean), 91 n.
 Brück (Pontanus), 207, 209, 210.
 Brunswick (Henri, duc de), 420.
 Brunswick Lünebourg (Princes de), 163.
 Bryan (Francis), ambassadeur d'Angleterre en France, 69, 88, 89, 90, 97, 106, 100.
 Bryon (Jean de), 363.
 Bucer (Martin), Aretius Felinus, 120, 177, 179 n, 181, 182, 183, 188, 193, 194, 197, 202, 303, 204, 207, 284.
 Budé (Guillaume), 5, 7 n, 12 n, 113, 114, 116, 178, 262, 318, 319, 404.
 Bullinger, 175 n, 176, 179 n, 193 n.
 Bullioud (Antoine), général de Bretagne, 267 n.
 Bulou (Jean), 363.
 Burchard, 210.
 Burgo (De), nouce du Pape en Angleterre, 140.
 Burie (Charles de Coucy, sieur de), 31, 237, 239.
 Bussel (M de), 110.
 Cabaret (Nicolas), 280.
 Calvin (J.), 319 n.
 Camerarius (Joachim), 124, 125, 192 n, 201 n, 202 n, 207 n.
 Campeggio, légat du Pape en Angleterre, 64, 61, 68.
 Canossa (Luigi de), évêque de Bayeux, 23, 31, 41, 109, 145.
 Capino da Capo, 17, 19 n.
 Capisuccio, 107.
 Capoue (Archevêque de), 73, 74.
 Carazola (Hannibal), 39 n.
 Carducci, 73.
 Caro (Annibal), 403 n.
 Carré (Jean), 13 n.
 Casa. (Grégoire), 38 n, 40 n, 42 n, 43, 51 n, 55 n, 69 n, 184 n.
 Castelpers (M de), 257.
 Castille (Connétable de), 100.
 Castillon (Louis de Perreau, sieur de), 394.
 Cavalcanti, 73.
 Cave (Jean) 44 n.
 Cavour (M^{re} de) 275, 276, 293.
 Cental (Antoine de Bouliers, sieur de), 300, 335.
 César de Naples, 304, 357.
 Cesarini (Cardinal), 318 n.
 Censo (Camille de), 311, 329, 330, 331, 335.
 Chalou (Philibert de), prince d'Orange, 46, 56, 57.
 Chappuis (Claude), 401 n.
 Chapuis (Eustache), ambassadeur de Charles-Quint à Londres, 81, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 100, 102, 107, 137, 140, 142, 143, 186, 187.
 Charles-Quint, *voir à la Table des matières*.
 Charles VIII, 4, 380.
 Charles IX, 396.
 Chasseneux, 315.
 Chauvigné (M de), 367.
 Chélius (Ulrich), ou Geiger, 172 n, 177, 179, 182, 188, 193, 202, 282, 283, 295, 312.
 Chemaré (M. de), 368.
 Chenu (Ysaieau), 361, 374, 375.
 Chéradame (Jean), 112.
 Cheyney, 17.
 Cifuentes (Comte de), 183 n.
 Clement VII, 14, 15, 17, 18, 19, 20, 24, 25, 26, 27, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 45, 46, 49, 54, 56, 64, 65, 67, 69, 71, 73, 83, 92, 93, 98, 101, 103, 108, 113, 128, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 149, 150, 169,

- 174, 175, 183, 184, 190, 209, 388 n, 394, 395, 405.
 Clerk (John), 37 n, 38 n.
 Cleves (Guillaume III, duc de), 190 n, 327, 344.
 Clèves (Louis de), comte d'Auxerre, 111.
 Colin (Jacques), 12, 32, 50, 52 n, 59, 113, 114, 178, 185, 214 n, 318, 380, 402.
 Colla Baili, 39 n.
 Cologne (Electeur de), 167.
 Colonna (Famille), 26, 27, 29, 30, 43, 34, 45, 38.
 Colonna (Pirro), 336, 357.
 Colonna (Pompeo), 33.
 Commynes, 390.
 Constantin di Pasquale (De), 319 n.
 Contarini, 319 n.
 Conti (Francesco), 116.
 Cordier (Mathurin), 112.
 Corsini (Raphael), 262, 279, 287, 288 n, 289, 296, 364.
 Corso (Jean-Paul), 39 n.
 Corso (Sampiero), 268, 293.
 Cosse-Brissac (Charles de), 211, 233.
 Coste (Jean), 16 n.
 Cottureau (Claude), 319.
 Courtaulin (M de), 368.
 Crammer (Thomas), 140, 144, 145.
 Crequi Anne de), 110, 111, 118, 264, 281, 287, 321, 361, 362, 363.
 Crequi Antoine de), sieur de Pont Remy, 110.
 Crequi (Jean VII de), 111.
 Crequi (Jean VIII de), 111.
 Crescentini Pierre Paul, 53.
 Cromwell (Thomas), 108, 184 n, 187, 200 n, 218.
 Curlen (M de), 211.
 Dandini, 340.
 Dandolo (Matteo), ambassadeur de Venise en France, 298, 300, 301 n, 308, 332 n, 333 n, 337 n, 339 n, 340 n, 341 n, 342 n, 344 n, 345 n, 347 n, 348 n.
 Danes, 319 n.
 Darmel (Gaspard), 262.
 Darmel, 322.
 Daugerant de Bozengault, ambassadeur de France en Suisse, 21, 31, 119, 158, 162 n, 165 n, 169, 172 n, 173 n, 177 n.
 De Vasto (Alfonse de Avalos marquis), 255, 256, 257, 263, 266, 280 n, 285, 286, 294, 295, 296 n, 301, 302 n, 303, 304, 305, 306, 307, 310, 313, 321 n, 328, 329, 330 n, 331, 332, 333, 335, 336, 339, 341, 345, 346, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 359, 364, 398, 406.
 Deconville (Hémar de), évêque de Mâcon, ambassadeur de France à Rome, 184, 192 n, 215, 233 n, 235 n, 240 n, 395.
 Des Aubiers (M), 368.
 Desligneris (Jacques), 214 n.
 Dietigen de Sa la, 22.
 Digulleville (Guillaume de), 9.
 Dinteville (François de), évêque d'Auxerre, xii, 20, 27, 28, 126 n, 139.
 Dinteville (Jean de), bailli de Troyes 141, 142, 143.
 Dodieu d'Espereieux, 333, 334, 337.
 Dodieu de Vély (Claude), 124, 134, 215, 256, 333, 336, 395.
 Dolet (Eugène), 12 n, 319, 320, 323, 382, 404.
 Doria (André) 14, 30, 31, 32, 34, 39, 46, 48, 49, 51, 52, 53, 55, 56, 57, 230, 233, 288, 310 n, 328, 331, 332, 335.
 Doria (Philippin), 55.
 Drot (Charles de), 257.
 Du Bellay (Catherine), 4.
 Du Bellay (Eustache), 4.
 Du Bellay (Guillaume), voir à la Table des matières.

- Du Bellay (Hugues), 4.
 Du Bellay (Jacques), 43, 54 n, 52.
 Du Bellay (Jean), x, xi, xii, xiii n, 5, 12, 14, 52 n, 55 n, 58, 59, 63 n, 64 n, 65, 66, 70, 71, 72, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86 n, 89 n, 90 n, 91 n, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99 n, 100, 103, 105, 106, 109, 110, 111, 113, 115, 117, 118, 119, 126, 144, 145, 150, 178, 182, 184, 189, 194, 195, 197 n, 199, 201 n, 204, 212, 213, 214, 215, 216 n, 219, 221, 231 n, 232 n, 235 n, 237 n, 238 n, 241 n, 247, 250 n, 256 n, 262, 264, 265 n, 266 n, 269 n, 270, 272, 274, 275 n, 276 n, 277 n, 279, 280, 281, 282, 287 n, 288 n, 289, 290 n, 291, 308, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 321, 323, 344, 359 n, 363, 364, 366, 367, 369, 371, 372, 373, 374, 375, 382, 384, 385, 394, 397, 398, 402, 403, 407 n, 408, 409.
 Du Bellay (Jean IV), 4.
 Du Bellay (Jean), s' de la Flotte, 4.
 Du Bellay (Jean), 224, 232, 250, 322, 325 n, 409, 410.
 Du Bellay (Louis), seigneur de Langey, 4, 5, 6, 57, 141 n, 363.
 Du Bellay (Louis), 5, 362, 364.
 Du Bellay (Marie), x, 361.
 Du Bellay (Martin), x, 5, 13, 14 n, 15, 16 n, 51 n, 52 n, 56, 59, 111, 118, 126, 127, 130, 132, 133, 137, 141, 142, 148, 151, 156, 173 n, 230 n, 231, 236 n, 238 n, 243 n, 251 n, 252, 254, 256, 266, 277, 278, 279, 280, 285, 287 n, 289, 291, 293, 300 n, 328, 330, 332 n, 334 n, 351 n, 352 n, 353, 355 n, 356, 357, 358 n, 360, 361, 362, 363, 364, 366, 368, 369, 371, 373 n, 374, 382 n, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 396, 397, 398, 402, 408, 410.
 Du Bellay (Martin), prieur de Saint-Michel de Thouars, 5.
 Du Bellay (Nicolas), 51 n.
 Du Bellay (René), grand archidiacre de N.-O. de Poitiers, 5.
 Du Bellay (René), évêque du Mans, xi, 5, 16, 116, 118, 189, 214 n, 304, 367, 369.
 Du Bellay (René), sœur de Gonnard, 292, 313, 317, 322, 329, 336.
 Du Bellay (René), baron de la Lande, x, 393, 402.
 Du Bellay (Renée), 5, 362.
 Dubourg (Antoine), chancelier de France, 193, 229 n, 230 n, 232 n, 237 n, 238 n, 249 n, 247 n, 250 n, 252 n, 256 n, 257 n, 262 n, 265 n, 267 n, 276 n, 279.
 Duchâtel, évêque de Tulle, lecteur du Roi, 323, 385, 404.
 Du Fresnoy (M.), 368.
 Du Gail (Norbert), 1.
 Dumoulin (Jean), 116.
 Du Peyrat (Jean), lieutenant général de la sénéchaussée de Lyon, 343 n.
 Duprat (Antoine), ix, 20, 31 n, 25, 28 n, 30, 56, 57, 58, 72, 73, 90, 129, 134, 179, 184 n, 495.
 Du Solier (Charles) sœur de Morelle, 124, 264, 274.
 Du Solier (François), commandeur de Murel, 242, 264, 274, 292.
 Du Solier (Marc-Antoine), chapelain de Caraglio, 302, 303.
 Duva (Jean), 289 n.
 Duva (Pierre), 243.
 Dux (César), 280, 301.
 Eck, chancelier des ducs de Bavière, 124, 133, 134, 139, 140, 161, 163, 164, 166, 166, 199.
 Écosse (Jacques V, roi d'), 68, 143.
 Egmont (Charles d'), duc de Gueldre, ix, 185, 199, 204, 205, 207, 210, 327.
 Éléonore d'Autriche seconde leigneur de François I., 108.

- Fraunce, 114, 119, 195 n, 249, 322.
 Errault (François), sieur de Chemans, 280, 292, 333, 361, 363, 364.
 Estre (Jean d'), 281.
 Etampes (Duchesse d'), 290.
 Farel (Claude), 315 n.
 Farel (Guillaume), 315.
 Farnée (Cardinal), 403 n.
 Faulra (M de), 264.
 Feig, chancelier de Hease, 133, 164 n, 165 n, 418.
 Ferdinand, roi des Romains, 66, 123, 124, 125, 126, 131, 132, 133, 135, 143, 147, 151, 156, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 170, 171, 173, 185, 186, 189, 190, 198, 201, 211, 218, 223, 224, 234 n, 245, 281, 347, 352, 413, 414, 415, 416, 417, 419.
 Ferramosca (César), 40, 41, 42.
 Ferrare (Alfonse, duc de), 24, 25, 28, 34, 37 n, 34, 55, 56.
 Ferrare (Hercule, duc de), 23, 310.
 Finé (Barthélémy), 280.
 Finé (Oronce), 281.
 Fitzwilliam (William), 71, 82, 87.
 Fleuranges (Robert de la Marek, sieur de), 399.
 Florence (Gouvernement de), 14 n, 18, 31, 32, 34, 35, 39, 40, 41, 42, 43, 45, 46 n, 55, 56, 67.
 Fontaine (Charles), 325, 326, 401 n.
 Forges, Capitaine), 262.
 Formigat, 309.
 Fortin (Jean), sieur de l'Eclat 5 n.
 Foscaré 43.
 Fourquevaux (François de), 325, 326.
 Fourquevaux (Raimond de), 322, 326.
 Fox (Edouard), 108.
 Franchini, 149.
 François, dauphin, 147, 148, 229, 233, 234 n.
 François I^{er}, voir à la Table des Matières.
 Frechl, 179 n, 182.
 Frégose (César), 237, 240, 242 n, 251, 290, 311, 329, 330, 331, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 343, 387, 398.
 Frégose (Costanza), 331, 332, 335.
 Frégose (Frédéric), archevêque de Salerne, 20.
 Freising (Evêque de), 163.
 Frick, 179 n, 182.
 Frondeberg, 35, 39.
 Fuméc (Louis), 280 n.
 Fürstenberg (Guillaume de), 127, 199, 212, 217, 315, 423.
 Gaddi (Nicolas de), cardinal, 83 n.
 Gaguin (Robert), 374 n, 377, 378 n.
 Gaillard Pierre,, 401 n.
 Gambara (Uberto d'), 17, 19, 23, 33, 35 n.
 Garay, xii, 95, 96, 97, 98, 100, 101, 102, 104, 105, 106, 108, 404.
 Gardiner (Stephen), ambassadeur d'Angleterre en France, 129, 130, 149, 150.
 Garret, 280.
 Gasner, 179 n, 182.
 Gat ou Gato (Alberto), 239, 243, 253, 328.
 Gattinara (Mercurin), 45.
 Gelée Jean), 401 n.
 Gréonin, femme de Salmen Macrin, 118.
 Gentile (Pietro), 330, 331.
 Geys (Guillaume de), 250 n, 251, 389 n.
 Ghinucci (Girolamo), 25, 26, 30, 94, 99.
 Giberli (Gian-Matteo), cardinal-député, 19, 26 n, 28, 33, 36 n, 37 n, 38 n, 40 n, 41 n.
 Gie (Maréchal de), 4.
 Gilles (Nicolas), 378.
 Girard (Charles), 303.
 Girault (Odouard), 303.

- Gonzague (Aloysio de), 311.
 Gonzague (Annibal de), comte de La Nyvalère, 237.
 Gonzague (Fernand de), capitaine au service de Charles-Quint, 229 233 234.
 Gonzague (Francesco de), dit le Cagnin, 240, 311.
 Gonzague (Frédéric II de), 309.
 Gonzague (Giulio-Cesare de), 311.
 Gonzague (Hercule de), 309, 310.
 Gonzague (Ippolito de), 311.
 Gonzague (Ludovic de), 311.
 Gonzague (Rodolfo de), 311 319.
 Goujon (Jean), 372.
 Gouves (Jean et André de), 112 n.
 Gramont (Gabriel de), évêque de Tarbes, 83, 108, 128, 139 142, 143, 363.
 Grangis (Geoffroy Tavelli sieur de) ambassadeur de France aux Lignes grises, 22 n, 31.
 Granmetson (M^{lle} de), 363.
 Granvelle (Cardinal), 234, 238, 338, 340 n, 349.
 Gravy (Ambroise de), baron des Cousteaux, 5, 362.
 Gravy (Claude de), 362, 364.
 Gressay ou Grissé (Sieur de), voir La Forest.
 Grimaldi (Octavien), 134.
 Grimani-Vincenzo, 308.
 Grisons, 22.
 Grolier (César), 34 n.
 Gryn (Bonhaorn), 127, 143, 147 150, 170, 282.
 Grynée (Skiron), 120, 220, 224, 323.
 Guirhard (Jean), 242.
 Guichardin, 19, 23, 63.
 Guiffrey (Guy), sieur de Boutières 237, 241, 242, 251, 254, 255, 257, 290 n, 293, 295, 325, 348, 353, 354, 356, 357, 360.
 Gulse (Cardinal de), 364.
 Guife (Capitaine), 264, 269.
 Gunther (Jean), d'Andernach, 119, 120, 219.
 Hacket, 72.
 Haller, 179 n.
 Hannart, ambassadeur de Charles-Quint en France, 213 221.
 Harcourt (Pierre d'), 289 n.
 Haumet (Jacques), 363.
 Hedion, 179 n, 182, 197, 203.
 Held Mathias) 234, 245, 246.
 Héliouin de Lin, 169, 170 223 320 n.
 Henri, duc d'Orléans puis dauphin en 1536, roi en 1547, 48, 117, 142, 143, 150, 210, 231 255, 256 n, 257 n, 289, 293, 327, 337, 409.
 Henry VIII, 17, 18, 19, 20, 24, 37, 47, 53, 61, 64, 65, 67, 69, 70, 71, 72, 74, 75, 76, 77, 79 80, 81, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90 91, 92, 93, 94, 95, 97, 98, 99, 100, 101, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 119, 128, 129, 130, 132, 133, 135, 136, 137 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 149, 150 153, 162 n, 163 n, 165, 179, 184, 185, 186, 187, 200, 203, 207, 210, 342 n, 391, 405, 420.
 Héresbach, 207 n.
 Hesse (Philippe, landgrave de), xii, 124, 125, 126, 127, 129, 130, 131 133, 146, 147, 151, 155, 158, 159, 161 163, 164, 165 167, 168, 170 171, 172, 185 n, 198, 199, 206, 211, 217, 218, 219 n, 221 n, 235, 240, 284 n, 313, 338, 404, 419, 419 n, 417 419, 420, 421, 423.
 Hesus, 190 n.
 Heydes 200 n, 203 n.
 Heyth 163.
 Holman, 792.
 Huet (Noël), 372, 373, 374, 375.
 Hunuères (Jean, sieur de), xi, 230 n, 231 n, 236, 239 n 241 n, 242, 243, 244, 250, 251, 252, 253, 254,

- 235, 259 n, 263, 277, 382 n, 389, 393.
 Hurault de Cheverny (Jacques) évêque d'Autun, 41 n.
 Idlaquez, 336 n.
 Imperator (César) 39 n, 364.
 Imperator (Hierosme) 264.
 Izernay, voir Yzernay.
 Jacques V, voir Écosse.
 Jarringham, 31.
 Jean-Paul (Sarnetto ?) 334.
 Jonas, 202 n.
 Jonas (Capitaine), 33.
 Jossion (Desis), 363.
 Jove (Paul), 402.
 Juge (Antoine), 169.
 Jules II, 93, 95, 103.
 Koudel (Jean), 171 n.
 Kléberg (Jean), 215, 217 n.
 Knight (William), 65 n, 69 n, 70 n.
 La Colomblère (François de), 361.
 La Ferrière (Jacques), 362.
 La Flotte (M. de), 368.
 La Forest (Jean), 28, 100.
 La Forest (Jean de), sieur de Grisse-264, 293.
 Laguetie (Jean), 262.
 La Luce (Bertrand de), 234 n.
 La Mirandole (Galeotto Pico, comte de), 308, 309, 311, 349.
 Lamothe, 309.
 Lamotte-Gondrin 256.
 Landsberg (Hans Ludovic de), 251.
 Landriane (Francisque de), 331, 332, 333, 335.
 Langeac (Jean de), évêque d'Avranches, 37 n, 127.
 Langlois (Faron), 363.
 Lannoy (Charles de), vice-roi de Naples, 14, 17, 34 35, 29, 40, 41, 42.
 Lantenay 271.
 La Pommeraye (Gilles de), panetier ordinaire du roi, ambassadeur de France en Angleterre 31 32 n, 97, 128, 129, 132, 134, 136 137.
 La Possonnière (M. de), 368.
 La Rochepot, voir François de Montmorency.
 La Rovère (François-Marie de) duc d'Urbain, 19, 21, 34 310, 331 332.
 La Rovère (Jérôme de), évêque de Toulon, 322.
 Lascaris, 6, 15 n, 16 n, 114, 117.
 La Serna (Ambroise de), 94 n.
 Lasko (Jérôme de), 130, 132, 133.
 Lasseigne (Louis de), 256 n.
 Latomus (Barthélémy), 195 n.
 La Tour (Antoine de), vicomte de Turenne, 37 n, 36, 89, 293.
 La Tour-Landry, 322.
 La Tour-Landry (Geoffroy de), 3.
 La Tour Landry (Raoullet de), 5.
 La Tour Landry (Marguerite de), 5.
 Lautier (Philippe de), 296.
 Lautrec (Odet de Foix, sieur de) 47, 48, 49, 50, 51, 53, 54, 56, 57, 64, 67 325.
 Lavardin (M. de), 368.
 Laveu (Claude de Bombelles, sieur de), 243, 250 n.
 Laygue (Étienne de, sieur de Beauvais, 142, 143, 185, 189, 222, 236, 229 n, 319 n.
 Le Barbier (François), 363.
 Le Barrois, 242.
 Le Bossut (Nicolas de Rustici, dit le capitaine, 243.
 Le Breton (Robert), 401 n.
 Le Chus (Capitaine), 22 n.
 Le Conte (Bernard), 292, 361.
 Lefebvre (Denys), 7, 8, 10, 11.
 Lefèvre d'Étaples, 116.
 Le Ferron (Arnoul), 379.

- Le Groing (Marc), 380 n.
 Lehman, 179 n. 182.
 Lemaire de Beiges, 41 378 379 390.
 Lemini, 95.
 Léon X, 11, 43.
 Leonnet de l'Aube, 296, 297 364.
 Le Sauch (Jean), 71.
 Le Sirier, 95, 98.
 Le Vayer, 112 n.
 Le Veneur (Jean), évêque de Lisieux, 94.
 Le Viste (Antoine), sieur de Fresnes, 37 n. 106.
 Leyva (Antoine de), capitaine au service de Charles-Quint, 229, 233 234.
 Ligny (Alfonse de), 29 n. 39 n.
 Litzel (Pierre), 96, 97, 102, 103 104, 105, 106, 114.
 Lodrone (Battista de), 349.
 Logé (Jeanne de), 4.
 Longueil, 12, 319.
 Longuejume (Mathieu de), ix n. 106 n.
 Longueval (Nicolas de Bossut sieur de), 55.
 Lorenz (Stephan), 138.
 Lorraine (Antoine, duc de), 15, 204 n.
 Lorraine (Jean, cardinal de), 215, 216, 318.
 Lorraine (Louis de), comte de Vaudémont, 38, 39, 43.
 Loseus (Alexandre), 323, 324.
 Louis XI 4.
 Louis XII, 215, 378, 379, 380.
 Lund (Archevêque de), 165 166, 189 n. 283.
 Luther (Martin), 93, 123, 180, 193, 202.
 Macault (Antoine), 124, 132, 134, 171 n. 204, 418.
 Macrin (Salmon), 3, 6, 12, 110 116, 117 118, 348, 349, 402, 401, 402, 404.
 Maggio (Vincenzo), 328 n.
 Maillard (François), 363.
 Mailly (Africain de, bailli de Dijon), 344.
 Mairicy Jean Antoine de), 363.
 Malatesta 231.
 Malcorne (Jean de Chourses, sieur de), 264 357.
 Manne (M. de), 372.
 Manrique (Francisco) 340.
 Manuce (Aldo), 318.
 Manuce (Paul), 318, 321.
 Marcefin (Gabriel), 129, 138.
 Marcellac (François de), 56.
 Marie, fille de Henry VIII, 48, 180, 187, 327.
 Marillac (Charles de, ambassadeur de France en Angleterre, 327, 344 n.
 Marin de Peschiera, 292, 361.
 Marini (Girolamo), 298, 299, 300 345, 346.
 Marot (Clément), 6, 116, 401 n.
 Marquet (Dony), 266.
 Marroqui, 301.
 Mar in de Troyes, 238 n. 242, 270 n.
 Massieu (Claude), 324, 363.
 Maugiron (Guy de), 235, 348.
 Mauro de Novate, 295, 304 n. 351 n.
 Maximilien I^{er} empereur, 77, 91, 332.
 Mecklenbourg (Duc de), 163.
 Médis (Catherine de), 39 n. 139, 142, 143, 150.
 Médis (Jean de), dit Jean des bandes noires, 19, 30, 34.
 Médis (J. J. de), châtelain de Muxao, 21.
 Mélancthon, xii n. 124, 125, 177 179 n. 180, 181, 182, 183, 188, 190 n. 192, 193, 194, 195, 196, 197 198, 199, 200, 201, 202, 203, 207 208, 209, 210, 219, 246, 284.
 Melin de Saint Gelais, ix n. 12, 113.
 Mendoza (Diego Hurtado de) ambassadeur de Charles-Quint à Venise, 332 n. 336.

Meadara (Inigo de), an basadeur de
 Charles-Quint à Londres 158
 Merveille 148 n.
 Meschinot 10
 Meyer (Nicolas), 127, 168, 171
 Michius, 219 n.
 Minkwitz, 131
 Missous, 66 n.
 Moncade (Hugues de), 24, 25, 26,
 27, 29, 30, 31 n.
 Moncous (Tristan de), 237, 242,
 293, 328, 339, 340, 366 n.
 Mont 162 n, 163 n, 165, 300, 218 n.
 Montcamp (Jean de), juge-mage de
 Nîmes 273 n, 278 n.
 Monteruculli (Sebastiano de), 229,
 232
 Montiel (Léonard Adhemar de), seigneur
 de Grignan, 271 n, 278 n.
 Montmolon (François de), chancelier
 de France, 292, 360
 Montjean (René de), 257, 260, 261,
 262, 263, 266, 267, 268, 269, 270,
 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277,
 278, 279, 285, 295, 298, 301, 313,
 331, 425, 406
 Montmorency (Anne de), grand-
 maître et connétable de France,
 II a, X, XI, XII, XIII 16, 29, 21,
 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34,
 35, 36, 37, 38, 40, 41, 43, 50, 51,
 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 64, 65,
 66, 70, 71, 72, 73, 75, 79, 81, 82,
 83, 84, 86, 87, 89, 90, 91, 93, 94,
 95, 96, 97, 98, 99, 100, 102, 103,
 105, 106, 110, 124, 127, 134, 137,
 138, 146, 152, 154, 163 n, 164 n,
 165 n, 166 n, 172 n, 177, 179,
 186, 196, 196, 197, 201, 204, 213,
 216, 220, 221, 222, 223, 225 n,
 236, 238, 239 n, 240 n, 241 n,
 243 n, 245 n, 252, 255, 256, 257,
 258, 260 n, 263 n, 266 n, 271,
 272 n, 274 n, 275 n, 279 n, 280,
 290, 293, 295, 289, 290, 291,

292 n, 297 n, 298 n, 299 n, 301 n,
 302, 303, 304 n, 305 n, 306 n,
 307 n, 308 n, 309 n, 310 n, 311 n,
 312 n, 313, 314, 381, 382 n, 393,
 394 n, 408.

Montmorency (François de), seigneur
 de la Rochepot, 218.

Montpensat (Antoine de Lettes, seigneur
 de), 141

More (Thomas), 72, 80, 82.

Moreau (Sébastien) 265 n

More (Jean de), XII n, 224, 249,
 250, 255 n, 322, 323, 325 n, 326.

Morelet du Musau (Jean), ambassa-
 sadeur en Suisse, 21, 22 n, 41.

Morelet du Musau (Antoine), am-
 bassadeur en Allemagne, 314, 327,
 344.

Moro (Jean), provveditore des Véné-
 tiens, 51, 52.

Mucoso, 95.

Moulins (François de) 378 n.

Myconius, 175 n, 176, 179 n, 223.

Najera (Abbé de), 45, 46

Nantoulet (Thomas de), 39 n

Navarre (Henri d'Albret, roi de),
 221 n, 236, 337

Navarre (Marguerite de), 3 n, 15,
 16, 57, 58, 77, 110, 112, 178, 179,
 188, 203 n, 204, 209, 213, 221 n,
 244, 296, 382 n, 408

Navarro (Petro), 30, 31, 32, 35, 40.

Nasseau (Henri, comte de), 13, 86,
 230 n.

Neubourg (Philippe, comte de), 168.

Norfolk (Thomas Howard, duc de),
 78, 82, 85, 102 n, 137, 138, 143,
 144, 145, 149, 184 n.

Numale (Cristoforo), voir Arn Celi

Ollier (François), chancelier d'A-
 lençon 344, 317, 348.

Oporin, 120, 224, 322.

Origny (Nicolas d'), 100

- Orsini de Céri (Jean-Paul), 231, 251, 264, 270, 348, 352.
 Orsini (Lorenzo), dit Renzo da Céri, 32, 34, 35, 36, 39, 41, 43, 44, 45, 46, 48 n, 49, 50, 51, 52, 53, 55, 57, 254.
 Ossun (Pierre d'), 353, 355.
- Paget (William), ambassadeur d'Angleterre en France, 342.
 Palatin (Louis V de Bavière, électeur), 167, 168, 222, 223, 224.
 Palatinat-Neubourg (Othon-Henri, comte de), 163, 168.
 Pandi, 311.
 Paradin, 402.
 Paris (Guillaume de), 5 n.
 Passano (Jean-Joachim de), sieur de Vaux, ambassadeur de France en Angleterre, 37 n, 38 n, 67, 84, 86, 87, 90, 91, 97, 100, 107, 118.
 Passerini (Silvius), cardinal de Cortone et gouverneur de Florence, 31.
 Patay (Hector de), 5 n.
 Paul II, 184, 185, 186, 190, 192, 196 n, 204, 210, 215, 216, 225, 233, 245, 263, 282, 338, 339, 340, 352, 353.
 Paul-Émile, 379, 380.
 Pecci (P.-A.), 264.
 Péguineau (Jacques), 384.
 Pelletier du Mans (Jacques), 401 n.
 Pellicier (Guillaume), ambassadeur de France à Venise, 37 n, 286, 301 n, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 314, 318, 321, 327, 329, 331, 332 n, 334 n, 335, 336, 337, 341, 349, 350, 353 n, 402.
 Pellisson, 320.
 Pepoli (Ugo di), 25 n, 28 n, 34.
 Pérez, secrétaire de l'ambassade impériale à Rome, 27, 33, 35, 38, 40, 41.
- Petigliano (Comte de), 351.
 Petit (Guillaume), évêque de Senlis, 94, 100, 104, 106, 113, 114, 196, 197 n.
 Piarres, 245 n.
 Philonardo Ennio, évêque de Veruli, agent du Pape en Suisse, 19 n, 21.
 Piémont ou de Turin (Jean de), 301.
 Pierrevive, sieur de Léziguy, 243, 250 n.
 Pilon (German), 372.
 Pins (Jean de), évêque de Rieux, ix, 323 n.
 Pio (Alberto), comte de Carpi, ambassadeur de France à Rome, xi, 20 n, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 33, 34, 35, 40, 45, 46.
 Pio (Rodolfo), évêque de Faenza, 191, 192, 195 n, 201.
 Pislola (Antonio Pucci évêque de), 53.
 Poillet (Denis), maître des requêtes de l'Hôtel, 106.
 Pole (Reginald), 99, 100, 104.
 Polin (Capitaine), baron de la Garde, 237, 293, 294, 297, 304, 305, 322, 328, 337, 348, 353 n.
 Pomeranus, 322 n.
 Poncher (François de), évêque de Paris, 109.
 Pontremoli (Francisco de), 239 n, 241 n, 251 n, 254, 257.
 Poyet (Guillaume), chancelier de France, ix, xii, 290, 313.
 Praet (Louis de), 90.
 Prato (Francisco de), 302 n, 304.
 Prudhomme (Guillaume), 134, 281 n.
 Prunier (Artus), 243.
 Prusse (Albert de Hohenzollern, duc de), 163.
- Quirino (Nicolas), drogman de la Porte, 327, 330.

Habelais (François), 4 116, 300, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 363, 365, 366, 391, 404.
 Habodanges (Louis, sieur de), 36 n, 39, 127, 171 n.
 Haize (Nicolas), secrétaire de l'ambassade de France à Rome, abbé de Saint-Calais, xi 19, 23, 26, 27, 28, 30, 32, 33, 34, 35, 36 n, 38 n, 40 n 41 n, 163.
 Hambures M. de), 111.
 Hangone (Baldassaro) 311.
 Hangone (Gundo), 19, 55, 237, 239 n, 240, 241 n 251 n 309.
 Hangone (Ludovico), 311.
 Rangoni, 351.
 Raymond (Pierre), 284, 327.
 Regnault (Claude), 287.
 Renty (Léonard de), sieur de Montigny, 111 n.
 Renzuda Ceri, v Orsini (Lorenzo).
 Rincon (Antonio), 66, 136, 290, 294, 327, 329, 330, 331, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 387, 396 n.
 Robertet (Florimond), ix, xi, 116.
 Robertet (François), bailli de l'Als, 52 n.
 Ronsart (Pierre de), 321 n 368 379.
 Rosimbourg (M. de), agent de Marguerite de Savoie auprès de Charles-Quint, 68, 71.
 Rosso, secrétaire vénitien à la cour de France, 17.
 Rosso (P. M.), comte de San-Secondo 341.
 Rouault (Thibault) sieur de Riou, 110.
 Roussel (Gérard) 407.
 Russel (John), 37 n, 39 n 40 n, 41, 42 n, 43 n, 70.
 Sachet (Michel de), 363.
 Sadolet (Jacques), évêque de Carpentras, 29, 114, 115, 3 3

Saincty 309 n.
 Saint Ayl, Orsini Lorenz sieur de), 217 n, 309, 337, 363.
 Sainte Catherine M de), 273, 276 n.
 Saint Julien (James de), 238, 279, 352.
 Saint-Pol (François de Bourbon, comte de), 56, 67, 71, 73, 214, 238.
 Salerno 332, 363.
 Salvati (Jacopo), 35 n, 37 n, 38 n, 50.
 Saluces (François, marquis de), 238, 279.
 Saluces (Gabriel, marquis de), 239.
 Saluces (Jean-Louis, marquis de), 236, 239, 353, 357.
 Saluces (Michel Antoine, marquis de), 23, 31, 39, 41, 43, 45, 46 n.
 Sanchez, ambassadeur de Charles-Quint à Venise, 50 n.
 San-Bonino (Vincent de), 287, 294 n, 299, 305, 306.
 Sanga (J.-B.), 24 n 26, 27, 29, 32, 33 n.
 Sapin (Jean), 16 n.
 Saxeuse (Imbert de), 111.
 Saxeuse (Jeanne de), 110, 111.
 Savoie (Antoine Louis de), comte de Dauphiné 350 n, 277, 361.
 Savoie Charles III duc de), 232, 248, 265, 270, 273, 274, 280, 301, 302, 305, 313, 328, 407.
 Savoie (Claude de), comte de Tende 116, 236, 348.
 Savoie (Honorat de), comte de Valais, 116.
 Savoie (Louise de), 14, 15, 16, 17, 20, 24, 58, 65, 71, 72, 73, 74, 76, 94, 110, 112, 124, 127, 378 n, 388 n, 399, 405.
 Savoie (Marguerite de), régente des Pays-Bas, 65, 68, 71, 72, 73, 75, 87.
 Savone (Roué, bâtard de), 116, 137.

- Saxe (Jean-Frédéric, électeur de), 123, 125, 126, 132, 146, 147, 153, 160, 163, 167, 168, 199, 201, 202, 203, 205, 206, 207, 211, 218, 246, 313, 413, 418, 419, 420.
- Scalenghe (Giacomo di), 304, 355.
- Scève (Guillaume et Maurice), 320.
- Schuler 179 n, 182.
- Schwebelms, 207 n.
- Scotti, 314 351
- Scotto (Alexandre), 336.
- Selve (George de), évêque de Lavaur, 236 n, 304, 402.
- Selve (Jean de), président au Parlement de Paris, 94, 95, 96 n.
- Sereus Jean de), 111 363
- Sérenon, agent de Charles-Quint à Rome, 40.
- Sessa, Fernandez de Cordoba, duc de), ambassadeur de Charles-Quint, à Rome, 25.
- Seyssel (Claude), 376, 378, 380
- Sforza (Francesco), duc de Bari et de Milan, 18, 19, 20, 21, 23, 26, 27, 40 n, 48, 204, 207, 211, 218, 368 n
- Sforza (Ottaviano), évêque de Lodi, 21.
- Siresmes (Christophe de), é u d'Arvanches' 283.
- Sleidan (Jean), 120, 206 n, 207 n, 210 n, 213, 245 n, 282, 284, 286 n, 312, 313, 314, 317 n, 327, 331 n, 348, 397, 398, 399, 401 n.
- Smalkalde (Confédérés de), 123, 125, 126, 128, 199, 204, 211, 218, 243, 246, 249, 282, 312.
- Soussons (Evêque de), 197.
- Solier (Charles du), sieur de Morette, 121, 164, 274.
- Solinas, 135, 136, 233, 236, 245, 247, 249, 264, 339, 348, 353, 413, 414
- Somma (Duc de), 351
- Soria (Diego Lopez de Soria), ambasadeur de Charles-Quint à Gênes, 46 n.
- Sormano (Gaspard), 21 n.
- Spelsano, 306, 306.
- Spinal (Geronimo), 24, 25.
- Siafileo, évêque de Sebenico, 41 n
- Statileo, évêque de Transylvanie, 66.
- Stokesley (John), 94, 96, 97.
- Sirozzi (Pietro), 311, 351.
- Sturm (Jacob), 207, 217, n, 313 n, 398 n.
- Sturm (Jean), 119, 120, 179 n, 192 n, 193, 194, 195, 196, 202, 203 n, 213, 217 n, 397.
- Suffolk (Charles Brandon, duc de), 71, 75, 78, 82.
- Suisses (Cantons), 14 n, 21, 22, 31, 35, 152, 169, 173, 176, 182, 188.
- Suisses (Soldats), 19, 21, 22, 23, 29, 33.
- Tabary, 102.
- Taphenon (Gabriel), 322, 363, 365.
- Tassin des Eaux, 295.
- Taverna, 305, 306
- Taylor, ambassadeur d'Angleterre en France, 65 n, 66 n, 69 n.
- Tébold, 219 n.
- Tehez (Roger), 363.
- Termes (Paul de La Barthe, sieur de), 293, 300, 331, 332, 335, 342, 345, 346, 348, 349, 350, 353, 361
- Thénaud (Jean), 378 n
- Théocrène, 117
- Thou (J.-A. de), 316, 402.
- Tiercelin (Charles), sieur de la Roche du Maine, 111.
- Tissard (François), 7 n.
- Tolet Pierre), 319, 343.
- Toscana (Lorenzo), 32.
- Tournon (François, cardinal de), xn, 139, 142, 143, 179, 197, 237, 238, 241 n, 242, 243, 244, 250,

- 251 n, 252, 253 n, 256 n, 262 n.
313, 354 n, 394, 395, 409.
- Toussaint, 118 n
- Trémagou (Loye de), 4 n.
- Trèves (Electeur de), 162, 167
- Trévise (Jean de), 300 n.
- Trivulzio (Agostino), cardinal, 33, 40 n, 41 n.
- Trivuzio (Camille), 55.
- Trivuzio (Pomponio), 137 n.
- Trivuzio (Scaramuccia), cardinal de Come, 20 n, 28.
- Troussat (Jean), 363.
- Tschudi (Ludovic), 82.
- Tuke (Bryan), 69 n, 81 n.
- Tunisie (Roi de), 49 n
- Tunstal (Cuthbert), évêque de Londres, 72, 79, 87.
- Turenne, voir La Tour.
- Unger, 179 n, 182.
- Ursay (M. d'), 261.
- Uso d. Mare (Peretta), femme d'André Doris 49.
- Vadian, 176 n.
- Valpergue (Alleran de), 275, 276, 293.
- Vannes (Pierre), 89 n.
- Varanus (Valerandus), 116.
- Varembert de Chieri (Marc), 265, 276.
- Vassé (Antoine Grognet, sieur de), 299, 353, 358.
- Vatable, 118 n.
- Vaudous, 115, 314, 315, 316, 317, 407.
- Venise (Seigneurie de), 14, 17, 18, 19, 20, 23, 24, 26, 27, 31, 32, 33, 34, 37, 38, 39, 41, 42, 43, 48, 52, 53, 54, 55, 56, 64, 67, 73, 286, 308 n, 301, 307, 308, 329, 332 n, 337 n, 339 n, 340 n, 341 n, 342 n, 345 n, 347 n, 348 n, 352 n, 353 n
- Vergerio, nonce du Pape en Allemagne, 205, 206, 210
- Versoris, 96 n
- Vicellus, 179 n, 182.
- Vida, 114 n.
- Vilfranche, 263 n
- Villegagnon (Nicolas Durand de), 298, 299 n, 319, 340, 342, 356, 357, 403.
- Villeneuve (Simon de) (Villanovanus, 12, 319, 404
- Vinet (Julien), 166 n, 363.
- Vintavilla (Francesco di), 264
- Viacenti (Pallavicino), 336
- Vistarino (Ludovico), 304.
- Vitelli (Cornelio), 6.
- Vitello (Vitell) 19, 33.
- Voré (Barnabé de), s' de la Fosse, 158, 163, 189, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 202, 213, 219, 220, 249, 282, 292, 313, 322, 405.
- Wala (Gervais), 86, 93, 96, 100, 119, 120, 124, 125, 126, 127, 129, 133, 137, 138, 139, 141, 143, 146, 147, 151, 152, 158, 161, 162, 166, 170, 171, 172, 183, 189, 418, 419
- Walhey (Claude), 151, 171 n, 205.
- Walter (Docteur), agent du landgrave de Hesse, 171 n, 219 n, 235, 236 n, 421, 422
- Warham (William), archevêque de Cantorbéry, 140.
- Warty (Pierre de), 65, 66.
- Weissenfelder, 133.
- Wellisbourne (John), ambassadeur d'Angleterre en France, 99 n, 100 n.
- Werner agent des ducs de Bavière 16).
- Wilson (Florent), 08.
- Wolsey (Thomas), cardinal d'York 16, 25, 28, 29, 30, 37, 38, 43, 47, 48, 51, 55, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69 n, 70 n, 71, 72, 78, 80, 81, 82, 89, 92, 93, 108.

- Wurtemberg (Christophe, duc de),
 139, 131, 133, 146, 147, 150, 151,
 152, 153, 156, 157, 158, 159, 161,
 162, 165, 199, 212, 243, 244, 250,
 253 n, 254, 416, 417, 418, 419,
 421.
 Wurtemberg (Ulrich, duc de), 126,
 130, 131, 133, 146, 147, 151, 152,
 158, 159, 160, 164, 165, 167, 168,
 169, 170 n, 171, 173, 198, 199,
 211, 212, 219, 222, 245, 416, 417,
 418, 419, 420.
 Würzburg (Evêque de), 163
 Yvernay Guillaume Féau, sieur d'),
 56, 226, 229 n, 281.
 Zapolys (Jean), voivode de Transyl-
 vanie, roi de Hongrie, 66, 132,
 133, 135, 146, 413, 414, 415.
 Zwingli, 128.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS 111

BIBLIOGRAPHIE, III-XVI.

Livre I^{er}. — La Jeunesse. — Les premières Missions (1491-1528).

CHAPITRE I^{er} : LA FAMILLE, L'ÉDUCATION, LA JEUNESSE (1491-1528).
1. La famille, 3-4. Louis du Bellay, 4-6. — 2. Guillaume du Bellay à Angers et à Paris. Denys Lefèvre, 6-8. La *Peregrinatio Humana*, 8-10. L'Humanisme, 11-12. — 3. Les premières missions en Italie et en Espagne, 13-16.

CHAPITRE II : LES MISSIONS DE LANGEY À ROME (1526-1527). — 1. François I^{er} et les Italiens, 17-21. — 2. Guillaume du Bellay en Suisse 21-22. — 3. À Venise et à Ferrare, 23-25. — 4. Langey et Clément V. Entrée des Colonna dans Rome, 25-31. — 5. La seconde mission de Langey à Rome (novembre 1526-janvier 1527), 31-36. — 6. La troisième mission prise de Rome par les Impériaux (février-juin 1527), 37-46.

CHAPITRE III : LANGEY À L'ARMÉE DE MER. L'EXPÉDITION DE SARDAIGNE (1527-1528). — 1. Le nouveau plan de campagne (septembre 1527), 47-49. — 2. L'expédition de Sardaigne ; son échec, 49-53. — 3. Langey auprès de Lautrec et du Pape. Langey et André Doria, 53-56. — 4. Affaires privées. Dénûds avec le chancelier Duprat, 57-59.

Livre II. — Les Missions en Angleterre (1529-1530).

CHAPITRE I^{er} : LA PREMIÈRE MISSION EN ANGLETERRE, LA PAIX DE CAMBRAI (MARS-AOÛT 1529). — 1. François I^{er} et Henry V II à la fin de 1528, 63-66. — 2. La première mission de Guillaume du Bellay en Angleterre (mars-avril 1529), 66-70. — 3. La paix de Cambrai. Les conventions franco-anglaises, 71-76.

CHAPITRE II : L'EXÉCUTION DU TRAITÉ DE CAMBRAI. DEUXIÈME ET TROISIÈME MISSION DE LANGEY EN ANGLETERRE (AOÛT 1529-MARS 1530). — 1. La deuxième mission (août-septembre 1529), 77-81. 2. Les demandes de François I^{er} et les négociations de Jean du Bellay 82-84. 3. La troisième mission et les résultats (janv et-mars 1530), 84-91.

CHAPITRE III : L'AFFAIRE DU DIVORCE DE HENRY VIII EN SORBONNE. — 1. Les Français et l'affaire du divorce en 1529 ; les premières tentatives en Sorbonne, 92-97. 2. La tactique de Langey et les menées de Bèda et de Garay. Les séances des 7 et 9 juin 1530. La détermination du 2 juillet, 97-104. — 3. Les derniers efforts de Garay. Les frères du Bellay et Pierre Lizot, 104-107.

CHAPITRE IV : AFFAIRES PRIVÉES. RAPPORTS AVEC LES ITALIENS. — 1. Faveur du Roi ; mariage de Langey, 108-111. 2. Langey et l'Humanisme. Ses amis Bayl, Collin. Germain de Bric, Sadolet. Ses protégés Salmon Natrin. Les étudiants allemands : Jean Gunther d'Andernach, Ulrich Chel us, Jean Sturm, Jean Sleidan, 111-120.

Livre III. — Les Missions en Allemagne (1532-1534).

CHAPITRE I^{er}. ENTRE L'ALLEMAGNE ET L'ANGLETERRE. — 1. François I^{er} et les princes allemands en 1531. Missions de Gervais Wain, 123-129. — 2. Mission de Guillaume du Bellay (mars-juillet 1532). Le landgrave de Hesse et les ducs de Bavière. Le traité de Scheyern. L'Oraison en faveur du roi de Hongrie, 129-136. — 3. Guillaume du Bellay en Angleterre (août-septembre 1532). L'entrevue de Boulogne, 136-139. 4. Nouvelle mission en Angleterre (février 1533), 140-144. — 5. François I^{er} entre Henry VIII, le Pape, et les princes allemands, 144-148.

CHAPITRE II. LA DISSOLUTION DE LA LIGUE SOUABE. L'AFFAIRE DU WURTEMBERG (NOVEMBRE 1533-JUIN 1534). — 1. L'entrevue de Marseille. François I^{er} et Christophe de Wurtemberg, 149-152. — 2. Guillaume du Bellay à Munich et à Augsbourg. Les arrangements financiers. Le traité du 28 janvier 1534, 152-157. — 3. La dissolution de la ligue Souabe. Les discours de Guillaume du Bellay, 155-162. 4. Langey entre le landgrave de Hesse et les ducs de Bavière, 162-165. — 5. La guerre en Wurtemberg. La consignation des subsides à Munich (22 mai 1534). Retour de Langey par la Suisse, 166-172.

CHAPITRE III : LES ESSAIS DE CONCORDE. LA DIÈTE DE SNAKALDE (1534-1535). — 1. Origine des projets de concorde. Les négociations préliminaires de Guillaume du Bellay en Suisse et en Allemagne, 173-177.

2. Le Roi et la Cour au milieu de 1534. Les réponses de Mélanchton, 176-182. — 3. Mort de Clément VII. Langey accompagne Brion en Angleterre (octobre-décembre 1534) Rupture de Henry VIII avec Rome, 183-187. — 4. L'affaire des Placards et son contre-coup sur les dispositions des Allemands Grâce à Guillaume du Bellay, les pourparlers pour l'union des Eglises ne sont pas abandonnés. Châlus envoyé auprès de Mélanchton. L'invitation officielle, 187-196. — 5. L'intransigeance des docteurs de Sorbonne. L'électeur de Saxe refuse à Mélanchton l'autorisation de venir en France, 196-202. — 6. Bucer s'efforce de faire reprendre les négociations. Guillaume du Bellay envoyé à la diète de Smalkalde. Ses discussions et ses discours. Réponses dilatoires des Allemands. Attitude des ducs de Bavière et de Wurtemberg, 206-213.

CHAPITRE IV : LA QUATRIÈME MISSION DE LANGEY EN ALLEMAGNE. LA RUPTURE ENTRE FRANÇOIS I^{er} ET CHARLES-QUINT (JANVIER-AOÛT 1536). — 1. François I^{er} et Charles-Quint. Perspective d'un nouveau conflit. Nouvelle mission de François I^{er} en Allemagne, 214-217. — 2. Situation troublée de ce pays. Dangers que court Guillaume du Bellay : ses lettres et ses brochures, 217-222. — 3. Les ducs de Bavière. Les Allemands refusent de sortir de leur neutralité, 222-236.

LIVRE IV. — Le Gouvernement du Piémont (1537-1543).

CHAPITRE I^{er} : LA CONQUÊTE DU PIÉMENT (1536-1537). — 1. Guillaume du Bellay en Provence. Les lettres aux Allemands, 239-236. — 2. Il est envoyé au Piémont pour examiner la situation du pays et réconcilier les chefs (février-mai 1537), 236-244. — 3. Guillaume du Bellay à la cour. Nouvelles lettres aux princes allemands. Les *Exemplaria offerarum* (août 1537), 244-250. — 4. Nouvelle mission de Guillaume du Bellay au Piémont. L'entrée à Turin. La prise de Moncalieri. La trêve de Moncon et l'arrangement de Carmagnola (28 novembre 1537), 250-257.

CHAPITRE II : LE GOUVERNEMENT DE TURIN (DÉCEMBRE 1537-FIN DE 1539). — 1. Les dispositions prises par Langey pour faire vivre les troupes sans froier les habitants. Les premières difficultés, 258-263. — 2. Les auxiliaires de Langey. Les travaux de fortification. Pourparlers avec les Impériaux. Mutineries des troupes, 263-268. — 3. Conflit entre Langey et Montjean. Plaintes des habitants du Piémont contre le gouverneur général, 268-273. — 4. Langey quitte Turin et va résider à Murel. L'acquisition du château de Cavour. La commission d'enquête, 273-278. — 5. Guillaume du Bellay prend un congé et vient en France. Il ne cesse de s'intéresser aux affaires du Piémont et se mêle activement aux négociations avec les Allemands, 279-284.

CHAPITRE III : Le gouvernement du Piémont. — 1. Guillaume de Bellay envoyé au Piémont pour secourir et supplier d'Annebault 1^{er} de lui autoriser à ravitailler en blé le pays 282-289. — 2. Il remplace d'Annebault appelé à la Cour. Ses auxiliaires, à la Cour; dans le Piémont. Martin de Bellay. Barnabé de Voré, François Barnault, Bernard de Vilegagnon, le capitaine Polin 289-295. — 3. Le Piémont en état de défendre les approvisionnements les fortifications. Circonscriptions. Attachement des populations, 295-301. — 4. Les rapports avec les Impériaux. Les premiers conflits en juillet 1540. La mission du capitaine Polin en France et à Bruxelles. Les conférences de Poirino (novembre 1540) La mission de *status quo* 301-307. — 5. Action de Langey dans l'Italie du nord, d'accord avec Guillaume Pellicier à Venise à La Mirandole Mantoue Gènes. Le recrutement des condottieri 307-314. — 6. Action de Langey lors de l'Italie, en Allemagne. Il reçoit l'ordre de ne plus s'en occuper. Intervention en faveur des Vaudois. La lettre royale du 6 février 1541 314-317. — 7. La clientèle littéraire de Langey, Maurice Martin, Bilet, Jean de Roymoué. La cour de Turin. Rabelais, Jean de Morel, Ragot. Les occupations de Langey. *Les Stratagemen et les Instructions sur le fait de la guerre. Les Opérations.* 317-326.

CHAPITRE IV : L'AFFAIRE FRÉGÈRE ET RINCON. — 1. Langey et le marquis del Vasto en début de 1541 327-329. — 2. Les prétentions de Langey pour sauver Frégère et Rincon. Le guet apens et l'assassinat. La première enquête et la défense du marquis del Vasto. Attitude de François I^{er}. L'enquête officielle du conseiller Bonnot. L'enquête de Langey et de Pellicier. Découverte de la vérité. Les responsabilités du marquis del Vasto et de l'Empereur 329-337. — 3. Les desseins de Charles-Quint et la politique de François I^{er}. Les conférences de Lurgans (septembre 1541) 337-341.

CHAPITRE V : LA RUPTURE ET LES PREMIÈRES HOSTILITÉS. — 1. Langey à la Cour (novembre 1541 à mai 1542) Les préparatifs diplomatiques et militaires. Le roi hésite à accepter le plan d'offensive de Langey 342-349. — 2. Langey retourne dans le Piémont. Les accusations contre del Vasto. Voyage de d'Annebault. La défensive du côté des Alpes, 349-354. — 3. Les premières opérations. Attaque de Langey arrêtée par la rumeur des Suisses. Les progrès des Impériaux. Arrivée de d'Annebault, 354-359.

CHAPITRE VI : LA MORT DE GUILLAUME DE BELLAY. — 1. Maladie de Langey. Son testament (13 novembre 1542) Son départ pour la France, 360-364. — 2. Arrêt à Lyon. Les difficultés financières. La mort à Saint Symphorien-en-Laye (9 janvier 1543) Le pillage des bagages. Les funérailles (3 mars), 364-369. — 3. Le tombeau. Les vicissitudes. L'auteur : Noël Host 7, 369-375.

CHAPITRE VII : LES OMBRES ET L'ŒUVRE HISTORIQUE DE GUILLAUME DE BELLAY. — 1. La source même des études historiques au début du XVI^e siècle. Raisons qui poussent Guillaume de Bellay à écrire l'histoire.

Les encouragements de François I^{er}, 376-380. — 2. Dates de la composition des *Ogdoades*. La rédaction latine. La rédaction française. Ce qu'il en reste : le *Prologue*. Les *Epitome de l'antiquité des Gaules et de France*. Fragments de la première *Ogdoadé* latine. Fragments des *Ogdoades* françaises. Ce que Martin en a fait passer dans ses *Mémoires*, 381-392. — 3. Idées de Guillaume du Bellay sur l'histoire. Son but et son objet. Sur la critique historique. Valeur de son œuvre. La documentation. Les sources. L'impartialité, 392-397. — 4. Succès de l'œuvre de Guillaume du Bellay. Son influence sur Jean Sleidan, 397-400.

CONCLUSION. — Les jugements des contemporains. L'humaniste l'homme d'action François I^{er} et Guillaume du Bellay. La place du sieur de Langey dans l'histoire du règne et de l'Humanisme, 401-410.

APPENDICE, 411-427.

INDEX ALPHABÉTIQUE, 429-443

TABLE DES MATIÈRES, 447-460

ADDITIONS ET CORRECTIONS

Page II, ajouter : *Lettere di Principi, le quali si scrivono da principi a principi o ragionano di principi* , tomes I et II, In Venetia. 1570 2 vol in-8.

Page XI, lire surtout Philibert (et non Philippe) de la Mare.

Page 6, ligne 8, ajouter : au château de Liatigay, dans le Perche

Page 13, note 1, ligne 3, lire : Ingressus.

Page 41, note 1, ligne 4, lire : Regierung.

Page 84, note 8, ligne 2, lire : 1529-1530.

Page 95, ligne 5, ajouter en note au mot Noël Bédin Voir, sur ce personnage, P. Caron, *Noël Bédin, principal du collège de Montaigne, syndic de la Faculté de théologie de Paris (1-1537)* dans les *Fonctions des lettres primées à l'Ecole des Chartes*, 1896, p. 27-34.

Page 100, note 5, ligne 4, lire : Calendar

Page 114, note 3, ligne 5, lire : Galbarum.

Page 115, note 3, ligne 8, lire : IV.

Page 137 note 3, ligne 2, lire : Pomponio (et non Théodore) Trivulce.

Page 188, note 1. La *Cronique du Roy François Premier* reproduit le récit rédigé par Guillaume du Bellay, mais ce récit diffère de celui qui fut publié dans la brochure indiquée : *Procemon générale faicte à Paris*, etc. Voir sur ce point le *Bulletin de la Société de l'histoire du Protestantisme français*, 1904, p. 118, n. 3.

Page 218, ajouter en note à la ligne 8 - *Recueil d'aucunes lettres et escriptures par lesquelles se comprend la verité des choses passées entre la Majesté de l'Empereur Charles cinquiesme et François roy de France, premier de ce nom, et dont par iceilles se peut remugner, justifier et clèrement cognostre que ledict Roy de France est seul occasion de la guerre presentement menee au grand regret et desplaisir de sadicte Majesté, non tant seulement pour le fait particulier d'icelle, mais encores plus pour les grans maux et inconueniens apparens à ceste cause à la république chrestienne* — Imprimé en la ville d'Anvers le xviij^e jour de juing l'an MCCCCCXXXVI, par la voïve de Martin Lempereur, imprimeur. B. N., Imp. Lh^{ns} 68.

Page 318, ligne 22, lire : Germain de Brie.

Page 320, ligne 18, lire : Joachim la trouva

Page 334, note 1, ligne 1, lire : Sarmetto que Guillaume.

Page 342, note 3, ligne 1, lire : Paget à Henry VIII, 7 décembre. *State Papers*, VIII, p. 641 sqq

Page 349, ligne 5, lire : Casai.

—
IMPRIMERIE LE MOÛT FRÈRES.
—

26

